

**UNIVERSITE ALGER 3
FACULTE DES SCIENCES POLITIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES**

**THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES
EN ETUDES STRATEGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES**

THEME :

**L'évolution de la politique de défense de la Chine :
entre développement harmonieux et dessein hégémonique
- de 1997 à nos jours -**

PRESENTEE ET SOUTENUE PAR : AMKHOUKH Khaled

ENCADRE PAR : Professeur Docteur SAHEL Makhoulouf

JURY DE SOUTENANCE :

PRESIDENT DU JURY : Professeur BEN ABDELAZIZ Mustapha.

MEMBRE RAPPORTEUR : Professeur SAHEL Makhoulouf.

MEMBRE : Professeur BENZAOUI Abdesselam.

MEMBRE : Professeur AHMIDATOU Mohamed.

MEMBRE : Professeur BENTEBIBEL Doria Yasmîna.

MEMBRE : Docteur MEKKI Mohamed-Saïd.

Session : 2015-2020

DEDICACE

Je dédie ce modeste travail :

- A la mémoire de mes défunts parents pour toute leur affection et leur dévouement.
- A ma femme Meriem, qui m'a soutenu et épaulé pendant toutes ces longues années pour que ce travail aboutisse.
- A mon fils Nassim à qui je souhaite longue vie et beaucoup de bonheur.
- A mes frères et sœurs (Nacer, Lynda, Lies, Meriem (Dida), Aldjia et Othmane).
- A mes défuntés sœurs (Karima et Sabrina).
- A mes belles sœurs (Naima, Lamia et Lila).
- A mes nièces (Katia, Zina, Iskander, Mounia, Lisa, Sofia et Amanda).

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué, à l'effort qui a permis de réaliser cette thèse.

- En premier lieu, le Professeur Makhlouf Sahel qui a bien voulu en prendre la direction et surtout d'associer son nom et sa renommée à mon nom et à mon modeste travail. L'avoir connu et avoir travaillé avec lui est un immense plaisir et un grand honneur.

- Messieurs les membres du jury qui se sont donné la peine d'évaluer ce modeste travail.

- A Mademoiselle Bahia Benatir et Messieurs Hocine Fouzari, Lies Lilouche, Messaoud Fenouche, Mohamed Yacine Hammache et Mustapha Zafer, qui ont bien voulu lire cette thèse. Leurs remarques et observations ont été d'une aide précieuse pour l'avancement de ce travail.

SOMMAIRE

<i>Introduction :</i>	1
<i>Chapitre premier : La Chine : le retour d'un pays en quête de sa souveraineté</i>	10
Section I : La Chine traumatisée par le poids de son histoire	11
Sous-section 1 : Les guerres de l'opium et le "siècle d'humiliation" de l'Empire du Milieu	13
Sous-section 2 : Les guerres sino-japonaises : à qui profite ce contentieux historique ?	22
Sous-section 3 : Taiwan : point de discord majeur entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique	31
Section II : La Chine ou la remise en cause de l'ordre mondial	46
Sous-section 1 : Les choix stratégiques de la Chine pendant la période bipolaire.	47
Sous-section 2 : Les prémices de l'émergence d'un système multipolaire.	57
Sous-section 3 : Le Consensus de Pékin, entre réalité et fiction.	69
Section III : Les Chinois à la quête de la reconnaissance internationale.	81
Sous-section 1 : Le maoïsme ou les limites d'une idéologie.	82
Sous-section 2 : La Chine communiste, fervent défenseur de l'économie capitaliste.	93
Sous-section 3 : La puissance militaire, point faible du géant chinois ?	105
<i>Synthèse et déductions :</i>	117
<i>Deuxième chapitre : La Chine, une puissance militaire en mutation.</i>	121
Section I : L'état de l'industrie et des forces armées chinoises	122
Sous-section 1 : Le rôle des technologies étrangères dans le développement du système d'innovation de la défense chinoise.	123
Sous-section 2 : L'industrie de défense chinoise : des réformes pour une meilleure compétitivité.	134
Sous-section 3 : La réorganisation de l'Armée Populaire de Libération sous Xi Jinping	145
Section II : La montée en puissance militaire chinoise : les craintes américaines sont-elles justifiées ?	162
Sous-section 1 : Bases militaires et points d'appui chinois à l'étranger : la Chine en voie d'assurer ses arrières.	163
Sous-section 2 : Coopération militaire chinoise : entre calculs géopolitiques et offensives commerciales.	176
Sous-section 3 : Etat des programmes nucléaire et spatial chinois.	188
Section III : La politique de sécurité et la stratégie de défense chinoises	204
Sous-section 1 : Réajustements de la politique de sécurité : lecture dans les livres blancs sur la défense chinois	205
Sous-section 2 : Evolutions de la stratégie de défense chinoise.	220
Sous-section 3 : Concurrence stratégique entre la Chine et les Etats-Unis : Le piège de Thucydide serait-il inévitable ?	234
<i>Conclusion et déductions :</i>	247
<i>Troisième chapitre : Le péril chinois : entre mythe et réalité</i>	251
Section I : Les débats théoriques sur la «menace chinoise»	252
Sous-section 1 : La rhétorique ayant prévalu à la construction du «péril chinois».	253
Sous-section 2 : Le développement de la Chine dans la théorie de l'hégémonie.	264
Sous-section 3 : La Chine Etat révisionniste ou du statu quo	275

Section II : La Chine est-elle une puissance agressive ? _____	288
Sous-section 1 : Analyse du soft power chinois : Entre coopération et prédation. _____	289
Sous-section 2 : Qu'en est-il du nationalisme chinois ? _____	303
Sous-section 3 : La nouvelle route de la soie, la main tendue de la Chine vers l'Occident _____	314
Section III : Les facteurs endogènes et exogènes générateurs de stabilité et d'instabilité ____	326
Sous-section 1 : Les principaux facteurs de déstabilisation interne de la Chine. _____	327
Sous-section 2 : Les différends territoriaux en mer de Chine, une source de grandes dissensions dans la région. _____	339
Sous-section 3 : La Chine, un acteur incontournable dans l'économie mondiale. _____	350
<i>Conclusion et déductions :</i> _____	363
<i>Conclusion :</i> _____	367
<i>Bibliographie</i>	

Résumé :

L'essor économique de la République Populaire de Chine a été rendu possible avec l'accession au pouvoir, la fin des années 1970, de Deng Xiaoping, qui a relégué en second plan le développement de l'Armée chinoise. Cependant, la première guerre du Golfe, en 1991, a été un électrochoc pour les stratèges chinois, qui ont pris conscience de l'obsolescence des moyens militaires dont ils disposaient, et du danger que pouvait constituer un monde unipolaire.

Ainsi, les différents Présidents chinois, sans exception, ont œuvré à la modernisation de leur appareil de défense pour se défendre, selon leurs déclarations, contre toute éventuelle agression étrangère. Pour leur part, les pays occidentaux, sous l'égide des Etats-Unis, affirment que la Chine possède des desseins hégémoniques, d'abord régionaux puis à l'échelle mondiale.

La présente thèse a pour objectif de déterminer si, à travers la modernisation de leurs Forces Armées, les dirigeants chinois comptent effectivement défendre l'intégrité territoriale de leur pays, ou bien cherchent-ils à asseoir leur hégémonie, notamment en Mer de Chine méridionale, par l'usage de leur hard power.

ملخص :

تحققت الطفرة الاقتصادية لجمهورية الصين الشعبية مع تولي دنغ شياو بينغ السلطة في أواخر السبعينيات، حيث لم يضع في مقدمة الأولويات تطوير الجيش الصيني. غير أن حرب الخليج الأولى، في عام 1991 كانت بمثابة صدمة كهربائية للاستراتيجيين الصينيين الذين أدركوا تقادم الوسائل العسكرية التي كانت بحوزتهم، والخطر الذي يمكن أن يشكله عالم أحادي القطبية.

لذلك، عكف مختلف الرؤساء الصينيين، دون استثناء، على تحديث منظومتهم الدفاعية من أجل الدفاع عن أنفسهم ضد أي عدوان أجنبي محتمل، حسب تصريحاتهم. من جانبها، تؤكد الدول الغربية، تحت رعاية الولايات المتحدة، أن للصين مخططات هيمنة، أولاً إقليمية ومن ثم عالمية.

نحاول في إطار هذه الأطروحة تحديد ما إذا كان القادة الصينيون يريدون، من خلال تحديث قواتهم المسلحة، الدفاع فعلاً عن السلامة الترابية لبلادهم، أم أنهم يسعون إلى بسط هيمنتهم، وربما استخدام قوتهم الصلبة، خاصة في بحر الصين الجنوبي.

Abstract :

The economic boom of the People's Republic of China was made possible with the accession to power, in the late 1970s, of Deng Xiaoping, who relegated the development of the Chinese Army to a secondary level. However, the first Gulf War in 1991 was an electric shock for Chinese strategists who became conscious of the obsolescence of the military means at their disposal, and the danger that a unipolar world could pose.

This is why the different Chinese Presidents, without exception, have worked for the modernization of their defense apparatus to defend themselves, according to their statements, against any possible foreign aggression. For their part, Western countries, under the aegis of the United States, claim that China has hegemonic intentions, first at the regional level then on the global level.

This thesis aims to determine whether, through the modernization of their Armed Forces, the Chinese leaders actually intend to defend the territorial integrity of their country, or are they seeking to establish their hegemony, particularly in the South China Sea, through the use of their hard power.

Principaux abréviations

APEC : Organisation de coopération économique Asie-Pacifique.

APL : Armée Populaire de Libération.

ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

BAII : Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures.

BITD : Base industrielle et technologique de défense.

BM : Banque Mondiale.

BRI : Belt and Road Initiative.

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

C⁴ISR : Commandement, Contrôle, Communications, Informatique, Renseignement, Surveillance et Reconnaissance.

FMI : Fonds Monétaire International.

OCS : Organisation de Coopération de Shanghai.

OMC : Organisation Mondiale du Commerce.

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONU : Organisation des Nations Unies.

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

PCC : Parti Communiste Chinois.

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat.

PIB : Produit Intérieur Brut.

PNB : produit national brut.

R&D : Recherche-Développement.

RMA : Révolution dans les Affaires Militaires.

RPC : République Populaire de Chine.

SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute.

TPP : Traité de libre-échange transpacifique.

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

USA : Etats-Unis d'Amérique.

ZEE : Zones Economiques Exclusives.

ZES : Zone Economique Spéciale.

Introduction :

Le rôle joué par l'Empire chinois dans la progression de la civilisation humaine est indéniable. Cependant, suite aux conflits ayant opposé la Chine à certains pays occidentaux depuis 1839, l'Empire du Milieu est entré dans une phase de déclin qui s'est achevée par l'indépendance de la République Populaire de Chine le 1^{er} octobre 1949.

Sous l'ère de Mao Tsé-toung, premier dirigeant de la Chine libre, le pays a été engagé dans une voie politico-économique qui a laissé le pays en retrait par rapport au reste du monde. Les années 60 et 70, la Chine possédait déjà de grands potentiels qui ont amené certains auteurs à prédire un avenir de grande puissance pour ce pays¹, s'il venait à maîtriser davantage les technologies². Après l'accession de Deng Xiaoping au pouvoir, le pays a entamé une ouverture sur l'économie mondiale, qui s'est accélérée vers la fin des années 1980.

Les bonnes relations qu'entretenait la Chine avec l'Union Soviétique et les Etats-Unis dans cette période, a incité les dirigeants chinois à modifier leur doctrine de défense puisque la survie de leur pays n'était plus remise en cause³. C'est suivant cette logique qu'il a été procédé en 1985, à la suppression d'un million de postes de l'Armée Populaire de Libération (APL). Dans le cadre de la modernisation de ses forces armées, l'armée chinoise procédait, périodiquement, à des réductions des effectifs pour donner plus d'importance à la qualité qu'à la quantité.

Cependant, la première guerre du Golfe en 1991 a été comme un électrochoc pour les stratèges chinois qui ont pris conscience de l'obsolescence des moyens militaires dont ils disposent, et de leur inadéquation avec les guerres modernes. L'autre événement ayant favorisé la montée en puissance de l'appareil de défense chinois, se situe en mars 1996, quand les Chinois ont procédé à des tirs de missiles à proximité de Taïwan, quelques jours avant les élections présidentielles de cette dernière, et l'envoi par Washington de deux porte-avions de la 7^{ème} flotte dans le détroit de Formose.

¹ PAYREFITTE Alain, **Quand la Chine s'éveillera...Le monde tremblera**, Editions Fayard, Paris, 1980.

² Le 25 octobre 1964, la Chine a fait exploser sa première bombe atomique et le 24 avril, elle a mis en orbite son premier satellite.

³ LABRECQUE Charles-Louis, BOURASSA Hugo et HERVOUET Gérard, «**La modernisation militaire de la Chine : Une analyse des capacités actuelles et des efforts de montée en puissance**», Hautes Etudes Internationales, Université Laval, juin 2011, document disponible sur le site http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/hei/fichiers/modernisation_militaire_de_la_chine_1__1_.pdf, consulté le 13 juin 2020.

Introduction

Pour remédier à cette vulnérabilité, le Président chinois Jiang Zemin a lui aussi procédé à la modification de sa politique de défense, pour adopter la doctrine dite de « guerre limitée dans des conditions de haute technologie », ce qui a nécessité l'engagement en 1997 des Forces Armées chinoises dans un processus de modernisation⁴.

Par ailleurs, suite aux interventions américaines en Afghanistan et en Irak respectivement en 2001 et en 2003, qui ont mis en évidence l'existence d'un gap technologique entre l'armée chinoise et celles des Etats-Unis, la politique de défense chinoise a subi, une nouvelle fois, des modifications pour donner les moyens à l'APL de mener et gagner des guerres « courtes, géographiquement limitées, et dominées par un adversaire équipé à la fine pointe de la technologie »⁵. Pour ce faire, la Chine se devait d'utiliser des technologies de pointe qui n'étaient pas toujours disponibles localement, ce qui a nécessité la réorganisation de la Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) pour lui permettre de mener à bien la Révolution des Affaires Militaires (RMA) version chinoise.

L'inquiétude des Etats-Unis et de ses alliés dans la région d'Asie Pacifique quant aux réformes opérées au sein de l'APL, a fait l'objet d'études et de débats principalement outre Atlantique, opposant essentiellement les réalistes et les libéraux, ayant abouti l'émergence, en 2005, du concept de « menace chinoise ». Quelle que soit l'école ou la tendance, les débats convergent tous vers la même conclusion selon laquelle la Chine constitue une réelle « menace » pour le monde occidental, en général, et les pays de l'Asie Pacifique, en particulier. Cette conclusion a incité les voisins de la Chine à l'instar du Japon, de Taïwan, de l'Indonésie, de la Corée du Sud et de l'Australie, à augmenter leurs budgets de défense, tout en renforçant leurs liens avec les Etats-Unis pour pouvoir faire face au géant chinois⁶.

Ces tensions sont exacerbées par l'existence de multiples différends territoriaux entre la Chine et ses voisins autour de la souveraineté de certains récifs, bancs et îles, situés en Mer de Chine et revendiqués par la plupart des pays de la région, en raison de leur richesse en ressources naturelles, outre leurs positions stratégiques, puisqu'ils bordent les plus importantes routes maritimes.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ CHEN Zhiming, *La stratégie militaire « asymétrique » de la Chine : Logique et conséquences*, op. cit.

Introduction

Arrivé au pouvoir fin 2012, le nouveau Président chinois Xi Jinping a lancé son concept phare de «rêve chinois», incluant le «rêve d'une armée puissante». Dans ce cadre, il a procédé à une vaste réforme de l'Armée Populaire de Libération (APL) afin d'en faire une armée moderne et puissante, à même d'assurer la protection des intérêts chinois là où ils se trouvent. Mise en œuvre à partir de fin 2015, cette réforme a touché toutes les composantes, en accordant un intérêt particulier aux forces navales.

Ces divers processus de modernisation opérés dans l'APL sont rendus possibles grâce au développement de l'économie chinoise et l'embellie financière qui s'en était suivie.

De leur côté, les dirigeants chinois tentent d'atténuer les inquiétudes des pays asiatiques et occidentaux, en affirmant que l'augmentation du budget militaire de leur pays trouve son explication dans «la hausse des salaires ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des troupes. Les dépenses visent aussi la modernisation de l'équipement militaire ainsi que l'accès à la technologie pour les forces armées »⁷. Ils réitèrent régulièrement que « les technologies militaires, en pleine évolution, restent bien en deçà de celles des pays développés »⁸, et que la doctrine militaire mise en œuvre par leur pays est conçue pour répondre à d'éventuelles menaces et est, par conséquent, éminemment défensive. Et c'est dans ce même esprit qu'a été engagé le processus de modernisation pour l'unique but de défendre le pays.

S'agissant de l'arme nucléaire, les autorités chinoises déclarent ouvertement ne pas utiliser les armes de destruction massive en premier. Ils affirment appliquer une stratégie nucléaire d'auto-défense dans le but de dissuader quiconque voudrait utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre leur pays.

Il importe d'indiquer que les données et les statistiques de la documentation spécialisée, à l'instar du SIPRI Yearbook et The Military Balance, sont formelles et sans appel quant à la supériorité de la puissance militaire américaine par rapport à celle de la Chine et ce, aussi bien s'agissant de l'armement conventionnel que pour ce qui est de la force de frappe nucléaire. Cependant, la Chine est devenue trop puissante pour être ignorée.

⁷ LESPARRÉ Sabrina et MAMPAEY Luc, «**Dépenses militaires, production et transferts d'armes**», Groupe de Recherche et de l'Information sur la Paix (GRIP), 2013, p-53.

⁸ Ibid.

Sur le plan économique, les données du Fonds Monétaire International sur les pays les plus riches au monde, de 2019, positionnent la Chine à la deuxième place après les Etats-Unis si l'on prend comme indicateur le Produit Intérieur Brut (PIB), alors qu'elle trône en première place si le calcul est fait sur la base du PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA).

Quant aux relations sino-américaines, elles se sont fortement détériorées avec l'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis de Donald Trump qui mène, depuis 2018, une guerre économique contre les firmes chinoises, en imposant des taxes douanières sur les produits chinois, dans le but de rééquilibrer le déficit commercial entre Washington et Pékin.

Cependant, il est évident que la principale préoccupation des Américains consiste en le maintien de l'avantage technologique, qui est le fondement même de leur puissance par rapport au reste du monde. Aussi, le constat auquel sont arrivés les Américains, en 2018, faisant état de la supériorité technologique des firmes chinoises, notamment celles spécialisées dans le développement du réseau de télécommunications de cinquième génération (5G), a débouché sur une guerre économique entre les deux pays, déclenchée par la partie américaine.

A cette crainte de la perte de son leadership technologique s'ajoute la suspicion d'un éventuel affrontement militaire entre les Etats-Unis et la Chine pour l'hégémonie mondiale, thèse défendue et soutenue notamment par les réalistes. Dans ce cadre, les dirigeants américains et chinois vont-ils tomber dans l'engrenage de ce qui est communément appelé le «piège de Thucydide»⁹, ou bien arriveront-ils à surpasser leurs différends et épargner au monde une véritable apocalypse.

Dans ce cadre, plusieurs travaux ont été élaborés autour de la thématique de cette thèse, dont on citera, notamment, le document intitulé : «Qui a peur de la Chine ? La contribution des théoriciens Américains à une croyance», élaboré par Yves Viltard¹⁰, en 2012, au profit de l'Observatoire Européen de Défense, où il s'interroge notamment sur la réaction des Etats-Unis pour retarder, voire freiner,

⁹ Thucydide, homme politique, stratège et historien grec du IV^{ème} siècle avant notre ère, a étudié les causes ayant conduit à l'inévitabilité de la guerre du Péloponnèse, ayant opposée Sparte à Athènes (431-411). Selon Thucydide, une puissance, en l'occurrence Sparte, ne pouvait envisager de partager sa place de dominant, ni accepter de voir son statut remis en cause par une puissance émergente, à savoir Athènes

¹⁰ VILTARD Yves est chercheur au Centre de recherches politiques de la Sorbonne et maître de conférences au Département de science politique à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne. Il est responsable du Master 2 «Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement» de Paris I.

l'émergence de la Chine qui se présente comme son peer competitor. L'auteur a abouti à la conclusion selon laquelle la présentation de la Chine comme une «menace» pour les valeurs occidentales serait le meilleur moyen pour les Américains de défendre, le plus longtemps possible, leur position de leader mondial.

C'est cette situation conflictuelle sino-américaine qui a suscité notre intérêt pour étudier les évolutions opérées sur la politique de défense de la Chine, dans l'objectif de déceler d'éventuels signes de velléité hégémonique ou bien de donner du crédit aux déclarations des autorités chinoises.

Problématique :

Le thème de cette thèse nous amène à traiter la problématique en termes de puissance pour poser la question suivante : Dans sa quête de la puissance, la Chine cherche-t-elle à devenir graduellement le nouvel hégémon, à la place des Etats-Unis ? Pour ce faire, est ce que la modernisation des Forces Armées Chinoises permettrait de faire accéder Pékin à la parité stratégique avec Washington afin de se positionner comme alternative à la puissance américaine.

Les données recueillies d'une documentation spécialisée dans le domaine militaire, tels que les livres blancs de la défense nationale chinoise, les rapports annuels du Département de la Défense pour le Congress quant aux développements de la RPC dans les domaines militaire et sécuritaire, le SIPRI Yearbook et The Military Balance, permettront d'apporter des éléments de réponse aux interrogations suivantes :

- Le poids de l'histoire est-il le facteur prépondérant qui stimule les dirigeants chinois dans leur quête de la puissance perdue par l'Empire du Milieu ?
- L'évolution de la politique de sécurité et la stratégie de défense de la Chine, ainsi que la montée en puissance de ses forces armées constitueraient-elles, dans un avenir prévisible, une menace pour l'Occident et les pays relevant de son voisinage immédiat ?
- La «menace chinoise» ne serait-elle pas une pure invention des Etats-Unis, qui craignent que la Chine puisse se hisser à leur niveau et constituer, ainsi, une alternative à la puissance américaine ?

Hypothèses de travail :

Dans la présente thèse, nous avons opté pour trois hypothèses. La première hypothèse s'articule autour de la supposition selon laquelle les dirigeants chinois, conscients que leurs visées hégémoniques ne pourraient pas être atteintes, même après l'achèvement du processus de modernisation de leur appareil de défense, se résigneront à reconnaître ouvertement l'autorité des Etats-Unis et à accepter le mode de gestion des affaires du monde imposé par Washington.

Selon la deuxième hypothèse, la Chine, se sentant très puissante suite à l'achèvement de la modernisation de ses forces armées vers le milieu de ce XXI^{ème} siècle, va utiliser son hard power, notamment pour annexer Taïwan et asseoir sa souveraineté sur toute la Mer de Chine Méridionale, ce qui induira inéluctablement un affrontement militaire entre l'Occident, sous la conduite des Etats-Unis, et la Chine.

Quant à la troisième hypothèse, elle suppose que la modernisation de l'armée chinoise est un processus purement défensif, dont le principal objectif est de permettre à la RPC de faire face à n'importe quelle menace, notamment si son intégrité territoriale est remise en cause. Selon cette hypothèse, quel que soit le haut niveau que pourrait atteindre la puissance militaire chinoise, Pékin privilégiera la résolution des différends par les moyens pacifiques, ce qui permettrait de faire prospérer son économie.

Pour répondre à ces questions, la présente thèse est subdivisée en trois chapitres, dont le premier traite du passé de l'Empire du milieu, où il sera mis en exergue les traumatismes que lui ont infligés les puissances étrangères ; du refus de la RPC de se soumettre à l'ordre établi après son indépendance ; et enfin des modes usités par les dirigeants chinois pour hisser leur pays à la place qui lui sied dans le concert des nations.

Le deuxième chapitre sera consacrée à la puissance militaire chinoise, à travers l'étude de l'état de l'industrie et des forces armées chinoises ; de la montée en puissance militaire chinoise, en se posant la question de savoir si les craintes américaines sont justifiées ; et des variations de la politique de sécurité et de la stratégie de défense de la RPC.

Dans le troisième et dernière chapitre, nous nous pencherons sur la réalité ou la supposée existence du péril chinois et ce, à travers l'étude des débats théoriques aux Etats-Unis sur la «menace chinoise» ; du supposé comportement «agressif» de la Chine ; et enfin des divers facteurs endogène et exogène à même de déstabiliser le géant chinois.

Comme date de départ pour étudier la modernisation des Forces Armées chinoises, nous estimons que 1997 est la mieux indiquée, car c'est en cette année que les autorités chinoises ont officiellement adopté la stratégie dite de «guerre locale dans des conditions d'informatisation», ce qui a induit l'engagement de l'APL dans un processus de modernisation de ses moyens militaires. Aussi, c'est au cours de cette même année que le budget de la défense chinois a connu, pour la première fois, une augmentation annuelle à deux chiffres et qui sera le début d'une série d'augmentations du même ordre.

Dans la présente thèse, plusieurs concepts seront utilisés à l'instar de la puissance, de l'hégémonie et de la politique de défense. S'agissant de la définition de la puissance, et au regard de sa complexité et de la multiplicité des écoles et des auteurs, qui, par ailleurs, «ont le mérite d'attirer l'attention sur la nature dynamique, et donc relative et changeante, de la puissance, ainsi que sur son aspect structurel»¹¹, nous opterons dans ce travail pour l'approche de Raymond Aron, réaliste classique, qui, contrairement à ses pairs, distingue la puissance offensive qu'il définit comme «la capacité d'une unité politique d'imposer sa volonté aux autres»¹², de la puissance défensive qui est «la capacité de ne pas se laisser imposer la volonté des autres»¹³. Cette approche peut être complétée par l'approche du géopoliticien Yves Lacoste qui met en exergue la relativité de la puissance, en estimant que «la puissance d'un Etat se mesure en fonction de celle d'autres Etats, d'abord des Etats voisins, mais aussi des Etats qui peuvent être plus ou moins éloignés»¹⁴.

Pour ce qui est de l'hégémonie, nous opterons pour la définition de Dario Batistella, qui souligne dans le Dictionnaire des relations internationales que «dans le domaine académique, le concept d'hégémonie peut être défini

¹¹ BOUZGHAIA Djamel Eddine, **Le tiers-monde dans les transferts et la production d'armements conventionnels 1950-2010**, s/dir Ahmed LARABA, Alger, 2011, 786 pages, p-107. Thèse de Doctorat, soutenue en 2011 à l'Université d'Alger 3.

¹² RAYMOND Aron, **Paix et guerre entre les nations**, Editions Calmann-Lévy, Paris, 2004, p-58.

¹³ Ibid.

¹⁴ LACOSTE Yves, **De la géopolitique aux paysages : Dictionnaire de la géopolitique**, Editions Armand Colin, Paris, 2003.

comme «la position d'un Etat capable grâce à sa suprématie d'émettre et de faire respecter les règles principales qui gouvernent le système international»¹⁵. Cette définition peut être complétée par la définition, plus nuancée, de Joshua Goldstein, qui estime que «l'hégémonie consiste essentiellement à être capable de dicter, ou du moins de dominer, les règles et les modalités de conduite des relations internationales, politiques et économiques»¹⁶. Ce concept, d'une grande importance dans cette thèse, sera abordé dans le détail dans la troisième partie, où une section lui sera dédiée.

Quant à la politique de défense nationale, elle se définit comme étant l'ensemble des grandes options politiques, stratégiques et militaires, ayant pour but la sauvegarde de la souveraineté, de la sécurité et de l'intégrité territoriale du pays contre toute agression, intérieure et extérieure, ainsi que la lutte contre toutes les menaces, à même de mettre en péril la sécurité nationale. Au XIX^{ème} siècle, la notion de «défense nationale» avait une connotation exclusivement militaire, puis elle s'est élargie, notamment après la fin de la guerre froide et l'émergence de nouvelles menaces, à tous les autres domaines, dont l'économie, l'industrie et la culture. A signaler que la défense nationale est considérée comme une des composantes de la politique de sécurité nationale. Dans la présente thèse, nous n'aborderons que le volet militaire de la politique de défense chinoise, puisqu'il a fait couler beaucoup d'encre et suscité plus de polémique, en Occident, que l'extraordinaire essor économique chinois.

Dans le cadre de ce travail, nous ferons appel principalement à la méthode comparée qui, à notre sens, est la plus adéquate pour rendre compte des motivations de la montée en puissance de la Chine, comme étant le compétiteur le plus à même de surpasser la plus grande puissance mondiale, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique.

Dans cette étude, il sera également fait appel à d'autres méthodes scientifiques, non moins importantes, qui sont à même d'articuler la réflexion concernant certains volets de la thèse. Il s'agit de la méthode déductive, employée pour tenter de comprendre le comportement de la Chine en tant qu'acteur des relations internationales, sur la base de théories et contributions de spécialistes en la

¹⁵ BATTISTELLA Dario (S/D), **Dictionnaire des relations internationales**, 3^{ème} édition, Editions Dalloz, Paris, 2012, p 267.

¹⁶ GOLDSTEIN S. Joshua, **Long Cycles : Prosperity and War in the Modern Age**, New Haven, Yale University Press, Connecticut 1988.

matière. De même, la méthode analytique est souvent utilisée le long de ce travail, afin de mieux apprécier les motivations de la montée en puissance de la Chine.

S'agissant des difficultés rencontrées, il convient d'évoquer celle liée à la documentation, constituée essentiellement d'écrits élaborés par des Occidentaux qui sont pour la plupart antichinois. Quant à la documentation chinoise, le premier obstacle rencontré réside bien évidemment dans l'accès à la langue chinoise, outre le fait que les ouvrages, écrits par les Chinois, traduits en français et en anglais, n'ont pas une grande visibilité dans le domaine académique et n'abordent pas pleinement le thème de la présente thèse, se focalisant plutôt sur la promotion de la culture chinoise, thème entrant dans le cadre de mise en valeur de leur soft power.

Quant aux difficultés liées aux données présentées par les instituts et ouvrages spécialisés, ils sont, à notre sens, partiels et pencheraient plus vers l'Occident. Dans ce cadre, les auteurs occidentaux présentent souvent le développement de la défense chinoise comme une menace à leur propre sécurité, refusant de voir un tel développement comme naturel et légitime, ou du moins proportionnel au poids économique de la Chine et aux impératifs de sécurité de son environnement immédiat. L'on peut donc aisément comprendre que la menace chinoise est amplifiée à dessein par l'Occident.

Chapitre premier : La Chine : le retour d'un pays en quête de sa souveraineté

A la fin du XIX^{ème} et dans la première moitié du XX^{ème} siècle l'Empire du Milieu, qui avait donné naissance à l'une des plus illustres civilisations du monde, se trouvait dans une situation d'Etat semi-colonial en proie aux divisions, causée par de multiples campagnes militaires occidentales, dans le but d'obliger l'Empereur chinois la dynastie Qing à ouvrir davantage son pays aux produits étrangers.

Affaibli par l'ampleur de la consommation de l'opium par les chinois - ce produit très lucratif était commercialisé en exclusivité par le Royaume-Uni - les autorités chinoises ont interdit l'importation et la consommation de cette drogue et a ordonné la destruction d'un grand stock, ce qui a suscité le courroux de la couronne britannique qui a déclenché deux guerres de l'opium contre la Chine.

Ces guerres ont affaibli davantage l'Empire du milieu, qui avait déjà entamé son déclin, devenant ainsi une proie facile pour les puissances occidentales qui n'ont pas hésité à spolier et à s'octroyer, par la force, des concessions.

Aussi, après avoir recouvert son indépendance en 1949, quatre principaux objectifs ont orienté les politiques des dirigeants chinois, à savoir nourrir la plus importante population de la planète, sécuriser ses frontières d'une nouvelle invasion, redessiner l'ordre international, mis en place après la seconde guerre mondiale, qui a traduit la vision Occidentale, voire américaine et, enfin, éviter une confrontation prématurée et dangereuse avec d'autres puissances.

Après soixante ans de la Naissance de la RPC, force est de constater que les différents dirigeants chinois, qui se sont attelés à faire sortir leur pays des abysses de l'histoire et de lui rendre sa grandeur d'antan, ont atteint leur objectif en ce sens, que leur pays possède actuellement tous les attributs de la puissance. C'est un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et une puissance nucléaire. C'est également une puissance économique et militaire. Enfin, le pays possède une importante démographique et des richesses naturelles.

Ceci étant, la Chine ne manifeste, jusqu'à présent, aucune envie d'être le gendarme du monde, en raison de l'impact financier et de l'engagement dans des conflits armés, que pourrait engendrer ce statut. Les Chinois ont plutôt une

approche beaucoup plus subtile du leadership, qu'ils traduisent au niveau économique et dans le déploiement d'un «soft power», qui est moins coûteux et en adéquation avec la politique officielle de la Chine qui prône la paix et la coopération.

Entre décadence et renaissance, nous proposons une piste de recherche s'articulant autour des interrogations suivantes : Comment s'est opéré la Chute de l'Empire du milieu ? Comment la Chine est-elle devenue une grande puissance ? Comment entend-elle imposer son statut sur la scène internationale ?

Pour y répondre, il sera traité dans ce premier chapitre, l'impact du traumatisme subi par l'Empire du milieu le long de son histoire sur la construction de la nouvelle République Populaire de Chine indépendante, qui s'est traduit essentiellement par la «remise en cause» par les autorités chinoises de l'ordre établi et leur quête incessante d'une reconnaissance internationale.

Section I : La Chine traumatisée par le poids de son histoire

Tout au long de son histoire, la Chine a été contrainte de faire face à des conquérants venus des territoires limitrophes, ce qui a conduit le premier empereur de la Dynastie Qin (221-207 avant J.-C) à entamer la construction de la Grande muraille appelée également «la Muraille de Chine» qui a nécessité la contribution de plusieurs dynasties pour enfin s'étendre sur environ 5000 kilomètres.

La puissance de l'Empire chinois était perceptible, durant plusieurs siècles, dans quasiment tous les domaines artistique, industriel, économique et militaire. Cependant, les Chinois estiment que le 18^{ème} siècle est le plus difficile à assumer, car il incarne le siècle de l'«humiliation» et la «honte». En effet, après une longue période d'instabilité, le pays a dû faire face, entre autres, à deux guerres civiles (1851-1864) et (1927-1950), la destitution du dernier monarque de la dynastie Qing, qui a gouverné l'Empire de 1644 à 1912, la cession de Hong Kong au profit du Royaume Uni, l'invasion par le Japon, et enfin la perte de Taiwan.

Cependant, la période qui a laissé des traces indélébiles au sein de la société chinoise, est celle de la guerre sino-japonaise qui a duré de 1937 à 1945, où les troupes japonaises ont semé la mort à grande échelle et laissé derrière eux la souffrance et la désolation.

Les Chinois n'ont jamais pardonné aux Japonais ces massacres et jusqu'à aujourd'hui les relations sino-japonaises sont cadencées par les visites des officiels nippons au sanctuaire de Yasukuni, où sont enterrés des militaires japonais décédés pendant la seconde guerre mondiale, parmi lesquels certains sont considérés par la Chine comme des criminels de guerre. Les dirigeants chinois accusent également leurs homologues japonais de vouloir falsifier l'histoire, par la remise en cause, dans les manuels scolaires d'histoire japonais, des faits qui se sont déroulés lors de l'occupation de la Chine, à l'instar du nombre de Chinois morts pendant cette colonisation, ainsi que les viols massifs commis par les soldats japonais.

Lors du recouvrement de son indépendance, en 1949, la Chine s'est retrouvée dans un état de délabrement avancé, cumulant les problèmes et les retards dans tous les domaines notamment économique et militaire. C'est cette situation délicate, imputée aux envahisseurs étrangers, qui aurait joué un rôle central dans la gestion de la coopération avec ces pays et dicté le comportement des autorités chinoises sur la scène internationale. A titre illustratif, Mao Tsé-toung aurait rompu les relations sino-soviétiques les années 1960, pour démontrer son affranchissement de la tutelle soviétique, au moment où son pays avait le plus grand besoin de l'aide et de l'assistance russe essentiellement dans le domaine technologique.

Cette envie de s'affirmer comme puissance à part entière transparait également dans les relations qu'entretenait la Chine avec les Etats-Unis d'Amérique qui évoluaient en dents de scie. L'hostilité entre les deux pays a atteint son paroxysme lors de leur affrontement militaire durant la guerre de Corée en 1953, qui aurait pu faire basculer le monde vers l'inconnu. Ceci étant, en s'impliquant dans ce conflit, les dirigeants chinois ont pris le risque de voir les Américains recourir une nouvelle fois à l'arme nucléaire ; cette année-là les Japonais commémoraient le huitième anniversaire des massacres commis à Hiroshima et Nagasaki en 1945.

Aujourd'hui, il est clair que dans le domaine économique, la Chine est en train de se réaffirmer comme un acteur indispensable dans la division internationale du travail. Il est évident que le monde a encore besoin de la contribution de la Chine pour, d'une part, prendre en charge environ 20% de la population mondiale et, d'autre part, participer au bien être aussi bien de l'Occident riche que des pays plus modestes voire pauvres d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie, en rendant accessible des produits fabriqués à des couts très bas.

Dans cette première section, il sera question d'identifier les raisons ayant conduit au déclin de l'Empire du milieu, les traces de cette chute dans la mémoire collective des Chinois et, enfin, l'impact de cette descente aux abîmes sur les politiques appliquées par la Chine à l'encontre de ses voisins, des grandes puissances et des pays en voie de développement.

Sous-section 1 : Les guerres de l'opium et le "siècle d'humiliation" de l'Empire du Milieu

La Chine s'est toujours considérée comme une puissance continentale, aussi les différentes dynasties qui se sont succédé sur l'Empire du Milieu se sont toutes préparées pour faire face aux envahisseurs venus des territoires voisins, coté terre. Cela n'a cependant pas empêché les Chinois de développer une puissance maritime qui a d'ailleurs permis à l'Amiral Zhen He, un véritable héros national, d'explorer entre 1405 et 1433 des contrées inconnues à l'époque par les Européens¹⁷. L'objectif de ces expéditions était l'échange culturel, l'exploration scientifique et l'ouverture d'échanges, mais jamais la colonisation, contrairement aux explorations menées par les puissances européennes qui ont commencé vers la fin du XV^{ème} siècle et qui ont débouché sur le partage d'une grande partie du monde entre elles¹⁸.

Ainsi, l'Empire chinois, qui avait confiance en la force de sa marine et minimisait la probabilité qu'un danger survienne du côté mer, a relégué au second plan le développement, jugé trop coûteux, de la flotte chinoise, qui devenait d'année en année obsolète, ce qui a ouvert la voie justement à une invasion occidentale venue à partir de la mer. Il en est de même pour la stratégie militaire qui, au regard de la grande puissance dont jouissait l'Empire, ne s'est pas adaptée aux nouveaux modes de combat, ce qui a facilité la tâche aux campagnes militaires occidentales. Outre le domaine militaire, la puissance économique de la Chine a atteint son apogée, traduite par 32,8 % de production manufacturière, par rapport à la production mondiale, en 1750, alors que celle de l'Europe était de 23,2 %. Quant au Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant, il était en Chine de 228 dollars (valeur de 1960), contre 150 à 200 dollars selon les pays en Europe¹⁹.

¹⁷ DUCHÂTEL Mathieu, ZINS Max-Jean et DELAMOTTE Guibourg, **Le monde vu d'Asie**, Editions Philippe Picquier, Arles, 2012.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ GOLUB S. Philip, « **Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde** », *Manière de voir*, 2006/2, n° 85, p-8.

Suite à la défaite de l'armée française, conduite par Napoléon premier, à la bataille de Waterloo, le 18 juin 1815, contre une coalition constituée de Britanniques, d'Allemands, de Prussiens et de Néerlandais, sous le commandement britannique, l'Angleterre était devenue la plus grande puissance de l'époque, aussi bien dans le domaine militaire qu'économique.

En effet, considérée comme le berceau de la révolution industrielle, la Grande Bretagne qui s'industrialisait à grande vitesse, a vu son économie prospérer, notamment dans le domaine de l'industrie manufacturière, à l'instar du textile et de la sidérurgie. La maîtrise de cette dernière a été à l'origine de l'essor de la construction navale britannique, devenue la force maritime la plus puissante de l'époque.

Dans sa quête de nouveaux marchés pour commercialiser l'excédent de sa production, les Britanniques, après s'être bien installés en Europe, ont cherché à étendre leurs prospections vers l'Extrême Orient, par l'envoi d'expéditions, dirigées par des émissaires de haut rang, pour faire la promotion du «free trade».

C'est dans ce cadre que la Couronne a désigné Lord Macartney, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire, à la tête d'une expédition qui l'a amené en 1793 en Chine, à l'effet d'initier des relations diplomatiques bilatérales en plus de solliciter l'ouverture davantage du pays aux échanges commerciaux²⁰. Dans ce cadre, l'envoyé britannique était chargé d'étudier les potentialités économiques dans cette région du monde surpeuplée - la Chine comptait environ 330 millions d'habitants contre 8 millions pour l'Angleterre - en plus de tenter d'équilibrer la balance commerciale entre les deux pays qui était favorable aux Chinois, grâce essentiellement à l'exportation de la soie et du Thé.

A l'issue de ce voyage infructueux, l'émissaire britannique, dont la rencontre avec l'Empereur chinois s'est tenue dans un climat tendu²¹, s'est senti humilié et a écrit : «L'Empire n'est qu'un vieux vaisseau délabré, qu'une succession de commandants avisés a permis de maintenir à flot au cours des cinquante dernières années. Il impressionne ses voisins par sa masse, mais que vienne à sa barre un incapable et c'en sera fait de la discipline et de la sécurité à bord. Il

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid. Pour obtenir une audience avec l'empereur chinois, il aurait fallu que Lord Macartney exécute le kowtow (cela consiste à se jeter par terre et poser le front sur le sol en signe de respect), ce que l'émissaire britannique avait refusé, car il avait reçu des instructions strictes de ne rien accepter qui pourrait porter atteinte à l'honneur de la couronne.

deviendra comme une épave avant de se briser sur la côte. Mais il ne pourra jamais être reconstruit et les aventuriers de toutes nations viendront en Chine, cherchant à s'imposer à la faveur de l'affaiblissement des Chinois et se livrant entre eux un combat sans merci. L'Angleterre, qui a su, grâce à son esprit d'entreprise, devenir la première puissance maritime commerciale et politique du monde, tirerait le plus de profit d'une telle révolution et renforcerait sa suprématie»²².

Faut-il rappeler que depuis l'arrivée au pouvoir de Shunzhi, 2^{ème} Empereur de la dynastie Qing, en 1643, l'Empire chinois vivait en autarcie et son marché intérieur était quasiment fermé aux étrangers, alors qu'au même moment les marchés européens étaient ouverts aux produits chinois. Malgré les multiples tentatives entreprises par la Couronne britannique à l'effet d'intensifier le flux du commerce avec l'Empire du Milieu, ce dernier est resté inaccessible.

Il importe de souligner que le protectionnisme était de mise au Royaume-Uni jusqu'au début du XIX^{ème} siècle, et ce n'est qu'en 1846, suite aux travaux de David RICARDO, promoteur du libre-échange, que le Premier Ministre britannique, Robert PEEL, a aboli «les Corn Laws» ; des lois protectionnistes encadrant le commerce des céréales.

Vers 1780, les dirigeants britanniques, à travers la Compagnie des Indes²³, avaient le monopole de la vente de l'opium en Chine, qu'ils produisaient en quantités industrielles dans les régions indiennes sous contrôle britannique. Il convient d'indiquer que les Pays Bas est le premier pays à avoir introduit l'opium, au XVII^e siècle, à Formose (actuelle Taiwan), puis sur la Chine continentale, mais sans grand succès²⁴.

Dès 1830, la vente de l'opium a prospéré et la consommation de cette substance a pris une telle ampleur qu'elle est devenue un grand fléau social en Chine au regard du nombre important de consommateurs qui était estimés à l'époque à environ 15 millions d'opiomanes, outre les consommateurs «modérés», sur une population avoisinant 330 millions de personnes²⁵.

²² Témoignage de Lord MAC CARTNEY sur l'ambassade envoyée en Chine et ayant rencontré l'empereur Qianlong (1794).

²³ Le commerce entre une métropole et ses colonies était souvent contrôlé par une compagnie à qui l'État conférait un monopôle, et qui portait le nom de Compagnie des Indes.

²⁴ FAVIER René, **Les Européens et les Indes orientales au XVIII^e siècle**, Editions Ophrys, Paris, 2000.

²⁵ GUENIAT Olivier et ESSEIVA Pierre, **Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne : une méthodologie moderne de lutte contre la Cocaïne**, Editions Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 2005.

Les gains exorbitants induits par le commerce de l'opium ont atteint de proportions telles qu'il est devenu au début du 19^{ème} siècle, la principale activité commerciale entre l'Empire Britannique et l'Empire Chinois, allant jusqu'à dépasser celle du thé et de la soie²⁶. L'importation massive de cette drogue a fait basculer la balance commerciale entre la Chine et l'Angleterre en faveur de cette dernière, qui a été renforcée dans ses convictions selon lesquelles la Chine est un marché avec un énorme potentiel et devrait être par conséquent sous l'emprise britannique.

La réglementation commerciale imposée par le gouvernement chinois, était très restrictive et le commerce se limitait au port de Canton²⁷ et pendant des mois déterminés de l'année. En outre, les étrangers à qui étaient interdit de communiquer directement avec les fonctionnaires chinois, devaient passer par le «Co-hong» ; des commerçants locaux qui détenaient le monopole des lieux de transaction et fixaient les prix et les quantités des marchandises devant être vendues. Voulant déroger à cette règle, Lord William John Napier, nommé en 1834 surintendant général du commerce britannique à Canton²⁸, a été rappelé à l'ordre par les dirigeants chinois et sommé d'appliquer la réglementation en vigueur, ce qui a conduit le gouvernement britannique à rapatrier son diplomate.

Vers la fin du 18^{ème} siècle, et après une période de prospérité, sous la dynastie Qing²⁹, les premiers symptômes reflétant les limites et l'archaïsme du système mis en place en Chine ont commencé à se manifester. Ainsi, le quotidien des Chinois était ponctué par des révoltes fréquentes, dont l'origine réside dans le fait que la population chinoise est à majorité Han, alors qu'elle est gouvernée par une minorité Mandchoue³⁰. Cette situation a contribué à l'apparition des prémices d'une crise économique, qui ne faisait que s'aggraver en raison essentiellement de l'autarcie du pays et de l'obstination des dirigeants chinois à ne pas ouvrir leur marché intérieur aux étrangers, exception faite au port de Canton. Cette situation irritait au plus haut point le gouvernement anglais libéral, qui voulait, faut-il le rappeler, à tout prix pénétrer le marché chinois,

²⁶ FAVIER René. L'auteur indique qu'en 1813 une caisse d'opium produite en Inde se vendait dix fois son prix en Chine, op. cit.

²⁷ Canton ou Guangzhou est la capitale de la province du Guangdong dans le sud de la Chine. Elle a le statut administratif de ville sous-provinciale de la République Populaire de Chine.

²⁸ LE PICHON Alain, **China Trade and Empire : Jardine, Matheson & Co. and the Origins of British Rule in Hong Kong, 1827-1843**, Editions British Academy, New York, 2006.

²⁹ La Dynastie Qing est la dernière des dynasties chinoises avant l'établissement de la République. Elle s'est établie en Chine en 1644 après le renversement de la dynastie des Qing par des nomades mandchous incorporés dans l'armée chinoise.

³⁰ Yongzheng est le 3^{ème} Empereur de Chine de la dynastie Qin, première dynastie impériale de la Chine (221-206 av. J.-C.).

dont la population était déjà la plus grande au monde, pour écouler l'excédent de production et faire prospérer l'économie britannique qui était en plein essor.

Décrivant le climat qui régnait en Chine à la fin du 18^{ème} siècle, Jean François Dufour souligne que « l'immense machine de l'Etat échappe de plus en plus au contrôle du pouvoir central, et la corruption se développe à tous les niveaux de l'administration. Cette dérive accroît la pression sur des paysans qui sont déjà affectés par un relèvement des prélèvements fiscaux officiels. La cour impériale vit en effet dans un faste de plus en plus dispendieux »³¹. Il indique par ailleurs que « le tournant des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles est ainsi marqué par une série de révoltes à la périphérie de l'Empire (Sichuan, Yunnan, Gansu et Asie Centrale) ; et par les soulèvements de sociétés secrètes au cœur de celui-ci (le plus important est celui de la société de lotus blanc entre 1795 et 1803) »³².

En 1839, les autorités chinoises ont confisqué des dépôts d'opium dans le port de Canton appartenant à des marchands anglais. Le préjudice financier étant énorme, les Britanniques vont prendre cet incident comme prétexte pour déclencher les hostilités avec la Chine. Dans ce contexte, Karim Benyekhlef écrit : « le refus de s'ouvrir aux aspirations commerciales et financières des grandes puissances était bien souvent sanctionné par une intervention militaire. Ainsi, dans le cas de la Chine, qui est jusqu'au XIX^{ème} siècle un territoire encore relativement fermé et protectionniste, l'Empire anglais intervient militairement après l'interdiction de l'importation du pavot en provenance des Indes britanniques »³³.

I- Première guerre de l'opium :

Suite à la destruction par les autorités chinoises des stocks d'opium se trouvant au port de Canton, appartenant à la Compagnie des Indes du Royaume Uni, des expéditions punitives ont été menées contre la Chine, entre septembre 1839 et août 1842, pour contraindre l'empereur chinois à verser des indemnités au profit de la couronne britannique pour les préjudices causés. Les navires de guerre britanniques, mieux équipés et plus modernes, sont parvenus aux côtes chinoises, sans grande résistance de la part de la marine chinoise qui était trop faible et pas du tout préparée à ce genre d'affrontement.

³¹ DUFOUR Jean François, **Géopolitique de la Chine**, Editions Complexe, Paris, 1999, p36.

³² Ibid.

³³ BENYEKHFLEF Karim, **Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation**, Editions Themis, 2008, p-327.

Cette défaite a été scellée par la signature entre les deux parties du traité de Nankin le 29 août 1842, puis du Traité du Bogue en octobre 1843, qualifiés par les Chinois, à l'instar de bien d'autres, de «traités inégaux»³⁴. Selon les termes de ces Traités, la Chine était contrainte d'accepter, entre autres, de payer des indemnités en contre partie des quantités d'opium détruits ; de permettre aux marchands britanniques d'accéder librement aux ports³⁵ chinois sans passer par les «Co-hong» ; de maintenir très bas les tarifs douaniers et, enfin, de céder Hong Kong au Royaume-Uni. Le traité donnait par ailleurs le droit aux citoyens britanniques installés en terres chinoises, d'être jugés par des tribunaux britanniques, ce qui était le point de départ de la création des «concessions»³⁶.

Profitant de la vulnérabilité de la Chine, les États-Unis et la France ont, en 1844, obtenu les mêmes droits commerciaux et légaux que le Royaume-Uni respectivement par les traités de Wangxia et de Whampoa. La France a obtenu également le droit de bâtir des églises et la liberté d'évangélisation, pourtant interdite depuis le XVIII^{ème} siècle³⁷.

Suite à la signature de ces traités, notamment de Nankin, de Wangxia et de Whampoa, les relations internationales dans cette partie du monde ont subi un important bouleversement, où l'ordre international de l'Asie du Nord-Est, qui a toujours été soumis au sino-centrisme, s'est transformé «en ordre de droit international moderne »³⁸.

Cette situation, d'un pays qui se fait spolier et démembrer, a engendré un climat de tension sociale et exacerbé le sentiment d'humiliation chez la population chinoise de majorité Han qui accusait les dirigeants de la dynastie Qing, appartenant à la minorité Mandchoue, de laxisme et d'inaptitudes à gérer le pays. Ces conditions ainsi rassemblées étaient à l'origine du déclenchement d'une révolte sanglante, entre 1850 et 1862, faisant environ 20 millions de victimes parmi la population chinoise³⁹.

³⁴ L'expression «traités inégaux» a été employée pour la première fois par Sun Yat-sen en 1924.

³⁵ Cinq ports ont été ouverts, à savoir : Xiamen, Canton, Fuzhou, Ningbo et Shanghai.

³⁶ FRANCONIE Pierre, **Canonnière en Chine**, Editions Karthala, Paris, 2007.

³⁷ DE SESMAISONS François et WEBER Jacques, **La France en Chine 1843-1943**, Editions l'Harmattan, Paris, 2013.

³⁸ CHULGU Woo, «**Les guerres sino-japonaise et russo-japonaise**», Hérodote, 2/2011 (n° 141), p. 115-133

³⁹ L'insurrection était dirigée par des rebelles appartenant à la secte Taiping (secte de la Grande pureté) dont l'objectif était de mettre à la tête de la Chine une dynastie chinoise, pure souche, au lieu de celle en place originaire de la Mandchourie.

II- Seconde guerre de l'opium :

Profitant de la faiblesse des gouvernants chinois qui n'étaient quasiment plus soutenus par la population, le Royaume-Uni, les États-Unis et la France ont exigé, en 1854, la révision de la plupart des traités afin d'étendre davantage leurs activités commerciales à d'autres régions du pays ; demande qui a accusé un refus catégorique de la part des Chinois.

En octobre 1856, des officiers chinois ont arraisonné le navire «Arrow», battant pavillon britannique, suspecté de trafic d'opium, et fait emprisonner son équipage. Suite au refus de la partie chinoise de libérer ces prisonniers, les Britanniques «évoquent alors l'insulte faite au drapeau britannique par les soldats de l'Empire Qing»⁴⁰ et décident de réagir en attaquant, avec l'appui de ses alliés à savoir la France, la Russie et les États-Unis d'Amérique, la ville de Canton⁴¹. Cet épisode est souvent appelé «l'incident de l'Arrow»⁴².

Comme ce fut le cas lors de la première guerre de l'opium, les Britanniques ont trouvé en l'incident de l'Arrow l'argument imparable pour refaire la guerre aux Chinois et profiter, une fois de plus, de la faiblesse de leur armée qui ne faisait pas le poids devant celles de la coalition sus-citée.

Sous l'effet des assauts répétés des coalisés, qui étaient décidément mieux préparés à faire la guerre, la Chine n'avait d'autre option que de capituler en octobre 1860 et accepter, une fois encore, les conditions des vainqueurs. Ainsi, les Chinois ont dû signer avec les puissances vainqueurs, en l'occurrence le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, l'Empire Russe et la France, plusieurs traités, dont les plus contraignants sont : le «Traité de Tianjin» signé en juin 1858, qui stipule, entre autres, la légalisation de l'opium par la Chine sur son territoire, l'ouverture au commerce étranger de dix ports, le versement d'indemnités à l'Angleterre et à la France, ainsi que le droit de circulation des étrangers en territoire chinois ; et «La Convention de Pékin», signée en octobre 1860, où la partie chinoise a cédé au profit du Royaume-Uni et de la Russie des territoires chinois, outre le droit d'emport de la main-d'œuvre chinoise à l'étranger.

⁴⁰ GRAND Chantal, **Souvenirs d'un homme ordinaire : Histoire**, Editions Books on Demand, Paris, 2013, p-173.

⁴¹ Le Gouverneur de Canton, Ye Mingchen, a ordonné à ses soldats de ne pas résister, mais ces derniers ont refusé de lui obéir et se sont battu contre la coalition (Royaume-Uni, États-Unis, Russie, France) avec bravoure.

⁴² Cet événement ressemble à s'y méprendre à la dispute qui a eu lieu en 1827, entre Hussein Dey d'Alger et le Consul français Pierre Deval à cause de créances impayées. Cet incident, connu sous le nom de «Coup de l'éventail», sera le prétexte pour conquérir l'Algérie en 1830.

Chapitre premier

Dans ce cadre, il faut mentionner que la faiblesse des gouvernants chinois a exacerbé les revendications des puissances occidentales, qui demandaient davantage de concessions, dont la plus emblématique est l'obtention par le Royaume Uni, en 1898, d'un bail de 99 ans sur Hong Kong. A signaler que la Chine a également été amputée de Macao⁴³ ; laquelle était également convoitée par les Néerlandais en raison de son attractivité économique. Macao a été cédée au Portugal en 1557 en remerciement de l'aide apportée par sa marine contre le pirate Chang Tsé Lao et ce, moyennant le paiement d'un loyer mensuel et des taxes douanières au profit de la partie chinoise. Après s'y être installé, et constatant la faiblesse du régime chinois, les Portugais ont, en 1849, d'abord mis fin au paiement des redevances (loyer et taxes douanières) puis expulsé les Chinois de l'île⁴⁴.

Profitant de cet état de fébrilité et d'instabilité, l'Empire russe s'est emparé à son tour d'environ un million de Km² du territoire chinois, notamment à travers le Traité d'Aigun de 1858 et la Convention de Pékin de 1860⁴⁵.

Commentant la situation chaotique en Chine, Victor Hugo, alors en exil dans l'île Guernesey⁴⁶, a écrit dans une lettre datée du 25 novembre 1861, intitulée «l'expédition de Chine» et adressée à un Capitaine rependant au nom de Butler, un obscur officier britannique alors en poste dans cette île⁴⁷, ce qui suit : «(...) selon vous, l'expédition de Chine, faite sous le double pavillon de la reine Victoria et de l'empereur Napoléon, est une gloire à partager entre la France et l'Angleterre (...). Il y avait, dans un coin du monde, une merveille du monde ; cette merveille s'appelait le Palais d'été (...). Un jour, deux bandits sont entrés dans le Palais d'été. L'un a pillé, l'autre a incendié (...) et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant (...). Nous, Européens, nous sommes les civilisés, et pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie. Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. Mais je proteste, et je vous remercie de m'en donner l'occasion ; les crimes de ceux qui mènent ne

⁴³ Hong Kong et Macao ont été restituées à la Chine respectivement en 1997 et en 1999, tant que régions administratives spéciales.

⁴⁴ LONG Zhang, **La Chine à l'aube du XXe siècle : les relations diplomatiques de la Chine avec les puissances depuis la guerre sino-japonaise jusqu'à la guerre russo-japonaise**, Editions Nouvelles éditions latines Rennes, 1962, p10, (page 503).

⁴⁵ NGUYEN Eric, **L'Asie géopolitique : de la colonisation à la conquête du monde**, Edition Studyrama, Paris, 2006.

⁴⁶ Guernesey est une île dépendant de la couronne Britannique, située à 50 km des côtes normandes et à 120 km du sud de l'Angleterre.

⁴⁷ GUILLET Bertrand , **La soie & le canon : France-Chine, 1700-1860**, Editions Gallimard, Paris, 2010.

sont pas la faute de ceux qui sont menés ; les gouvernements sont quelquefois des bandits, les peuples jamais »⁴⁸.

La situation de la Chine devenue déplorable à tous les niveaux, un sentiment de colère est né au sein de la population chinoise, cette fois, contre la présence étrangère dans son pays, qui s'est développé par la suite en révoltes paysannes. Ce sentiment « donna aussi parfois naissance parmi les élites et le bas peuple à un mouvement patriotique hostile à tous ces étrangers qui soutenaient le régime. Ce fut notamment le cas en 1900, lorsqu'un mouvement s'inspirant à la fois de la religion et des arts martiaux, que les Occidentaux ont appelé la « révolte des Boxers »⁴⁹, se dressa contre les missionnaires et les hommes d'affaires étrangers, proclamant sa loyauté envers l'impératrice chinoise »⁵⁰. Après plus d'une décennie de perturbation et d'instabilité, les révoltes paysannes finirent par faire chuter l'Empire qui devient une République le 12 février 1912, avec l'abdication du dernier Empereur de Chine, Puyi âgé tout juste de six ans⁵¹.

Concernant les traités signés entre la Chine et les Occidentaux, Karim Benyekhlef estime qu'ils « mettent en avant les fondements d'un droit international hégémonique, s'appuyant sur le principe de la « porte ouverte » et sur le respect du libéralisme économique et de la concurrence commerciale entre les puissances occidentales. Au sein de ce système colonial, ces derniers créent des sphères d'influence, dans le cadre desquelles un Etat a le monopole sur le commerce et les investissements. D'immenses régions - comme l'Extrême-Orient - sont alors partagées entre les puissances selon ce système de traités et de sphères d'influence. Le cas de l'Afrique et la conférence de Berlin en 1885 illustrent clairement cette situation »⁵².

De son côté, l'expert en relations internationales Bertrand Badie indique que ces traités inégaux sont une escroquerie territoriale et financière légalisée ayant causé la perte de souveraineté et l'humiliation d'un pays et de tout un peuple. Pour lui, il est évident que « la Chine s'en souviendra longtemps et fait encore de cette mémoire - consciemment ou non - le socle de sa politique étrangère de

⁴⁸ MELKA Pascal, **Victor Hugo, Un combat pour les opprimés : étude de son évolution politique**, Editions La Compagnie Littéraire, Paris 2008, p 390-391.

⁴⁹ Les « Boxers » sont les membres de la société des Yi-ho k'iuian, fondée vers 1770, et affiliée à la secte des « Grands couteaux » et à celle du « Nénuphar blanc ».

⁵⁰ ALAN BAYLY Christopher et CORDILLOT Michel, **La naissance du monde moderne**, Editions de l'Atelier, Paris, 2007, p-356.

⁵¹ GAY Kathlyn, **The Aftermath of the Chinese Nationalist Revolution**, Editions Twenty-First Century Books, 2008.

⁵² BENYEKHFLEF Karim, op. cit.

puissance rétablie»⁵³. Selon cet universitaire, ce raisonnement est également valable pour tous les peuples opprimés qui ont subi les affres du colonialisme.

L'histoire est un éternel recommencement. En effet, la Chine, n'étant pas encore remise des précédentes attaques occidentales, a été envahie par son voisin le Japon qui, comme nous le verrons dans la sous-section suivante, va également détruire, spolier et massacrer les populations, laissant ainsi des souvenirs noirs imprégnés dans la mémoire collective des Chinois et dont les effets négatifs sont encore perceptibles aujourd'hui.

Sous-section 2 : Les guerres sino-japonaises : à qui profite ce contentieux historique ?

A partir de 1641, le Shogun⁵⁴ dirigeant l'Empire du Japon a décidé de s'enfermer dans un isolement total, afin de limiter tout contact avec les étrangers jugés de races inférieurs et minimiser ainsi leur influence. Dans la pratique, ceci s'est traduit notamment par l'interdiction formelle aux citoyens japonais de quitter le pays sous peine de mort, ainsi que la destruction des bateaux pouvant naviguer en haute mer⁵⁵. Cette période, contre toute attente, a été bénéfique pour le Japon à plus d'un titre, en ce sens que ce pays s'est fortement industrialisé, a développé son économie et a mis sur pied une armée, plus puissante que celle du voisin chinois mais moins que celles des Occidentaux.

Cependant, l'isolement choisi par le Japon a été mal perçu par les puissances occidentales, car allant à l'encontre du principe de libre échange qui bénéficiait à l'époque d'un soutien sans égal. Après plusieurs tentatives de briser cette politique isolationniste, les Etats-Unis d'Amérique ont, en juillet 1853, mené une expédition composée de plusieurs navires de guerre, au terme de laquelle les Japonais ont été contraints d'ouvrir leur marché intérieur aux commerçants étrangers et ce, à travers la signature en mars 1854 de la « Convention de Kanagawa »⁵⁶, rétablissant ainsi les liens diplomatiques entre les deux pays. Les années suivantes, le Japon a également rétabli ses relations diplomatiques avec la France et la Grande Bretagne⁵⁷.

⁵³ BADIE Bertrand, **Le Temps des Humiliés : Pathologie des relations internationales**, Editions Odile Jacob, Paris 2014, p-8.

⁵⁴ Au total, il y a eu quinze (15) Shoguns. Pendant toute la période où ils ont pris le pouvoir au Japon, l'Empereur était réduit à un rôle symbolique.

⁵⁵ GARRY Robert, « **Les relations de la Chine et du Japon** », Études internationales, volume 1, n°1, 1970, pp : 37-52.

⁵⁶ TRINH Sylvaine, **Il n'y a pas de modèle japonais**, Editions Odile Jacob, Paris, 1992.

⁵⁷ Ibid.

Ces traités, qui obligent les dirigeants japonais à ouvrir leurs ports aux puissances occidentales, donnent à ces derniers le pouvoir de contrôler les tarifs douaniers, ainsi que le droit d'extraterritorialité sur leurs ressortissants se trouvant en territoire japonais⁵⁸. Il importe de souligner que les Japonais, comme se fut le cas pour les Chinois, qualifient les accords signés avec les Occidentaux d'«iniques», car conclus sous la contrainte.

I- La première guerre sino-japonaise (1894-1895) :

Après la fin du Shogunat de la dynastie Tokugawa, l'Empereur du Japon recouvre ses pleins pouvoirs en 1868, c'est le début de l'ère Meiji, qui signifie littéralement Gouvernement éclairé. Conscient de la puissance de son armée, l'Empereur japonais a mis en œuvre une politique étrangère impérialiste, traduisant sa quête de gravir les échelons dans la hiérarchie internationale des puissances, ce qui s'est soldé notamment par l'annexion de Formose et l'invasion de la Corée.

En effet, en vue de se prémunir du danger que pourrait représenter le Japon, nouvel allié des Occidentaux, et dont la montée en puissance devenait de plus en plus encombrante pour les dirigeants chinois, ces derniers ont, en septembre 1870, signé un traité avec le Japon, d'égal à égal, confirment ainsi le statut international du Japon. Ce nouveau rapport de force a sonné le glas du sino-centrisme, caractérisant l'ordre international prévalant en Orient à l'époque⁵⁹.

Les répercussions de ces nouveaux rapports de force ne se sont pas fait attendre, puisque à partir de cette même année, les relations sino-japonaises se dégradèrent de plus en plus à cause de la péninsule coréenne que les Japonais veulent annexer et soustraire à la domination de l'Empire du milieu. Pour la Chine, le royaume de Corée faisait office de rempart contre toute invasion étrangère, notamment pour ses provinces situées au Nord-Est du pays⁶⁰.

Pour le Japon, la Corée peut jouer un rôle géopolitique capital, pour la sauvegarde de son indépendance et sa sécurité, car la péninsule coréenne, de par son positionnement géographique, pourrait jouer le rôle de base avancée pour

⁵⁸ MOON Hwy-Chang, *The Strategy for Korea's Economic Success*, Oxford University Press, 2016.

⁵⁹ CHULGU Woo, op. cit.

⁶⁰ Ibid.

faire barrage et freiner la progression des envahisseurs étrangers et éventuellement soutenir les desseins expansionnistes japonais.

En 1874, suite à un accrochage entre des pêcheurs japonais et des pêcheurs habitant l'île de Formose, le gouvernement japonais a saisi officiellement son homologue chinois exigeant des explications sur cet incident. Cependant, les autorités chinoises ont estimé que cette affaire ne les concernait pas car le crime a été commis par des membres de tribus qu'ils ont qualifiées de "sauvages"⁶¹ et qui ne pouvaient en aucun cas être des Chinois. Estimant cette réponse non convaincante, l'Empereur du Japon a préparé et envoyé une expédition punitive à Formose, suite à quoi l'Empereur chinois, qui a eu connaissance de la supériorité des troupes nippones et afin de minimiser les dégâts, a accepté d'indemniser les familles des victimes.

Constatant la faiblesse des Chinois, les Japonais continuaient d'exercer des pressions sur la Chine qui, en 1876, montrait davantage de signes de faiblesse, traduits par un refus d'affrontement avec le Japon, et allant même jusqu'à encourager le royaume de Corée à ouvrir son marché intérieur au commerce nippon et ce, par la signature du traité de Ganghwa appelé aussi traité d'amitié⁶².

Les visées et les ambitions du Japon, Conscient de sa supériorité militaire vis-à-vis de la Chine, ont été revues à la hausse et ont abouti à l'envahissement d'une partie de l'Empire du milieu essentiellement pour s'emparer des matières premières, dont l'industrie japonaise avait grandement besoin et, éventuellement, trouver un débouché pour les marchandises nippones. En 1894, profitant du déclenchement d'une rébellion en Corée, que les Japonais auraient provoquée⁶³, et suite à l'intervention chinoise afin d'apporter une aide militaire au gouvernement coréen, l'Empereur nippon envoie ses troupes qui arrivent à détruire les navires de guerre chinois avec une assez grande facilité⁶⁴.

Après cette défaite, la Chine signe le traité de Shimonoseki, le 17 avril 1895, aux termes duquel elle est contrainte, entre autres, de céder au Japon, Taiwan, la péninsule coréenne, une grande partie de la Mandchouri et plusieurs autres

⁶¹ LONG Zhang, op. cit.

⁶² CHARVIN Robert et DUJARDIN Guillaume, **La Corée vers la réunification**, Editions L'Harmattan, Paris 2010.

⁶³ HENRY Gérard-Marie, **Quand la Chine s'essoufflera : atterrissage en douceur ou crash?**, Editions Jeunes Editions, 2006.

⁶⁴ La Chine et le Japon ont signé le 18 avril 1884 la convention de Tientsin, qui impose aux deux pays de prévenir l'autre avant d'envoyer des troupes en Corée. Le Japon n'a pas respecté les dispositions de cette convention puisqu'il a envoyé ses troupes sachant que les chinois ont envoyé les leurs.

îles⁶⁵. Outre le paiement d'une indemnité de guerre de 200 millions de taels, la Chine a dû signer avec le Japon un traité de commerce, accordant à l'Empire nippon les mêmes faveurs que les puissances occidentales⁶⁶.

Cette guerre peut être considérée comme assez courte puisqu'elle n'avait duré que huit mois, de août 1894 à avril 1895, mais elle a permis au Japon de démontrer sa suprématie régionale dans le but de dicter ses volontés et d'instaurer ses propres lois en Asie et pourquoi pas au-delà.

La perte de suzeraineté sur la péninsule coréenne a été très mal perçue par les Chinois, qui estimaient être humiliés, ce qui a conduit au déclenchement d'une importante protestation en Chine, qui conduira, comme on va le voir ci-dessous, à la chute du dernier empereur de la dynastie Qing en 1912⁶⁷.

A cette époque, une partie de l'Empire du milieu, notamment les régions côtières et les plaines les plus riches, était sous contrôle des puissances étrangères comme suit : « Les Russes au Xinjian, en Mongolie extérieure et en Mandchourie (...). Les Japonais sont également présents au Fujian, face à Taiwan. Les Anglais tiennent Hong Kong, dominant les provinces autour de Xhanghai et le long du Yangzi, sont actifs au Tibet autonome qui regarde vers les indes. Les Français règnent sur les provinces méridionales frontalières de l'Indochine. Les Allemands s'imposent à Shandong »⁶⁸.

III- La seconde guerre sino-japonaise (1931-1945) :

Pendant la période allant de 1899 à 1901, la Chine a connu la révolte des Boxers, menée par une frange de la population qui s'est soulevée non seulement contre la gouvernance de la Dynastie Qing mais aussi contre les colons étrangers. Cette révolution a été étouffée par les pays occidentaux et le Japon, lorsque les insurgés se sont attaqués à leurs représentations diplomatiques situées à Pékin.

Cette remise en cause de l'ingérence étrangère était un prétexte inespéré pour les puissances européennes pour justifier, de concert avec les États-Unis et le Japon, une intervention armée de grande envergure, où « les Japonais avaient fourni le

⁶⁵ JOFFE Josef, **Hyperpuissance : La tentation impériale de l'Amérique**, Editions Odile Jacob, Paris, 2007.

⁶⁶ CHULGU Woo, op. cit.

⁶⁷ FAIRBANK K. John, **Histoire de la Chine, des origines à nos jours**, Editions Tallandier, Paris, 2013.

⁶⁸ LAGRANGE François (S/D), **La Grande Guerre**, Editions Encyclopaedia Universalis, Paris, 2015.

plus gros contingent avec 8.000 hommes, aux côtés des Allemands, de 4.500 Russes, 3.000 Britanniques, 2.500 Américains et 800 Français »⁶⁹. Avec cet engagement, le Japon voulait montrer au monde qu'il était une grande puissance incontournable, notamment en Asie et au Pacifique. Profitant de cette conjoncture «les Japonais exprimèrent leurs premières visées officielles sur les îles continentales faisant face à Formose et surtout sur la reconnaissance d'une sphère d'influence nippone sur la péninsule coréenne »⁷⁰.

En 1911, le dernier Empereur chinois a abdicé, laissant une Chine «épuisée, exsangue, sans ressources. A chaque acte de guerre, la France, la Grande Bretagne, le Japon exigent des indemnités chaque fois plus grandes, et les maigres revenus de l'administration chinoise suffisent à peine à rembourser sa dette. Maigres revenus en effet, puisqu'une grande partie des ressources économiques du pays – les douanes, la poste, l'administration du sel – sont aux mains des gouvernements bancaires et industriels étrangers qui se sont imposés dans cette sorte de colonie internationale qu'est devenue la Chine »⁷¹.

En janvier 1915, profitant toujours et encore de la faiblesse de «l'homme malade de l'Asie», le Japon a exigé de la Chine de lui concéder davantage de privilèges, particulièrement le contrôle de régions entières et de domaines stratégiques, tel que le chemin de fer. Cet état de fait, où Pékin est quasiment sous l'emprise de Tokyo, exprime le début d'une ère nouvelle, dominée par le Japon aux visées expansionnistes.

Au début de la première guerre mondiale, le Japon profite de sa puissance et de son influence pour s'emparer, suite à la signature du traité de Versailles, le 28 juin 1919, des possessions de l'Allemagne qui renonce en faveur du Japon à tous les droits, titres et privilèges qu'elle avait acquis en vertu du traité passé avec la Chine en mars 1898. Il faudra attendre la conférence de Washington de 1922 pour que, sous la pression des grandes puissances, le Japon restitue à la Chine les territoires qu'il a spoliés.

Dès 1931, l'instabilité et la confusion règnent à l'intérieur de la Chine, qui connaît depuis 1927 une guerre civile opposant le Parti Communiste Chinois au parti Nationaliste (Kuomintang). Mettant à profit cette situation, le Japon envahit la Mandchourie et crée en 1932 un État fantoche dénommé

⁶⁹ SOUTY Patrick, op. cit.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ CAPA Robert (S/D), **La chine**, Editions Créaphis, Paris, 2004.

«Mandchoukouo» ce qui lui permet d'exploiter la région. En 1937, les Japonais, plus puissants que jamais, déclarent ouvertement la guerre aux Chinois, sous prétexte que des soldats chinois ont ouvert le feu sur leurs homologues japonais sur le pont Marco Polo à Pékin⁷².

Cette première année de l'invasion japonaise sera sanglante pour les Chinois qui vont payer un très lourd tribut. En effet, la faiblesse et la désorganisation des troupes chinoises ont laissé le champ libre devant la puissance de l'armée japonaise, qui progressait rapidement, faisant tomber l'une après l'autre la plus part des grandes villes chinoises situées au Nord du pays, en l'occurrence Pékin, Tianjin et Shanghai.

Après cette victoire facile, les troupes japonaises ont décidé de marcher sur la ville de Nankin, capitale de la République de Chine, distante de quelques 300 Km de Shanghai. Lors de cette ruée, les soldats nippons ont commis « des actes de violence extrême dans les villes, bourgs et campagnes situés sur leur passage, avant de parvenir aux portes de la capitale début décembre et de l'occuper à partir du 13 décembre 1937. Pendant les semaines qui suivent, la soldatesque japonaise se livre à des exécutions de civils et de militaires, à des viols individuels et collectifs, nul ne peut avec précision évaluer le nombre de victimes de ces massacres, officiellement estimé en RPC à 300.000 au moins »⁷³.

Après leurs succès initiaux, les Japonais ont dû faire face à des offensives répétées de la part des Chinois, communistes et nationalistes, qui ont surmonté leur divergence et se sont alliés pour faire face à leur ennemi commun le Japon et ce, au regard des atrocités que les soldats japonais faisaient subir au peuple chinois à chaque fois que ce dernier montrait des signes de résistance, ce qui a exacerbé considérablement le sentiment anti-japonais en Chine. Ce sentiment faut-il le rappeler est présent et perceptible encore aujourd'hui.

En 1941, après l'attaque de Pearl Harbor, la Chine a été admise parmi les Alliés et a profité d'un apport conséquent d'aides militaire et financière de la part des autres pays, notamment les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS.

⁷² DUFOUR Jean-François, op. cit.

⁷³ HÄHNEL-MESNARD Carola, LIENARD-YETERIAN Marie, MARINAS Cristina, **Culture et mémoire : représentations contemporaines de la mémoire dans les Espaces Mémoires**, Editions Ecole Polytechnique, Paris, 2008, p.94.

Chapitre premier

La guerre sino-japonaise prend fin avec la capitulation du Japon en 1945, causant 20 millions⁷⁴ de morts parmi les Chinois et plusieurs millions de blessés, une famine, un pays quasiment détruit dans sa totalité, outre une grande hostilité et «un fossé de haine entre Chinois et Japonais »⁷⁵.

Il importe de rappeler que dans un discours prononcé par Mao Tsé-toung ; le 1^{er} octobre 1949, à la place Tiananmen, le grand Timonier a promis que les Chinois ne seront plus jamais un peuple esclave⁷⁶.

A partir de cette date, la Chine et le Japon ont choisi des camps opposés, la première s'est ralliée à l'URSS et le second a rejoint les Etats-Unis. Suite à ces choix stratégiques, le Japon a reconnu le gouvernement nationaliste installé à Taiwan comme seul représentant légitime de la Chine. En réaction, la RPC a immédiatement rompu ses relations avec le Japon, qui n'ont repris qu'en 1972. Ainsi, lors de cette démarche de normalisation, les chinois ont renoncé à toute demande de dédommagement de guerre, pour ne pas mettre en péril une amitié sino-japonaise naissante⁷⁷.

Cependant, dans le cadre de l'actualisation des manuels scolaires japonais, en 1982, la minimisation des crimes japonais commis à l'encontre des Chinois, lors de la guerre sino-japonaise de 1937-1945, a suscité beaucoup d'indignation des officiels chinois, et a conduit à une crise diplomatique entre les deux pays que le gouvernement japonais a vite estompée pour atténuer les tensions. En contrepartie, «la Chine "oublie" de célébrer les dates historiques sensibles du 7 juillet, qui avait marqué le début de l'agression japonaise en 1937, et du 18 septembre, date de l'invasion de la Mandchourie par le Japon»⁷⁸.

A rappeler qu'au mois d'avril 2005, et suite à la parution au Japon d'un manuel qui faisait fi des crimes commis par l'armée japonaise durant la Seconde Guerre mondiale, des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes de Chine, où les manifestants «s'opposaient à toute démarche qui permettrait au Japon d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies»⁷⁹, l'argument était

⁷⁴ DUFOUR Jean-François, op. cit.

⁷⁵ NGUYEN Eric, op. cit.

⁷⁶ BRUN Jean-François, op. cit.

⁷⁷ HÄHNEL-MESNARD Carola, op. cit.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ VICKERS Edward, «Chine versus Japon : histoire et nationalisme», Outre-Terre 2005/3, n° 12, pp : 379-391.

que le gouvernement japonais ne voulait ni reconnaître son passé de colonisateur ni se repentir des crimes perpétrés⁸⁰.

Il importe de mentionner qu'au début de l'année 2010, la commission composée d'historiens chinois et japonais, créée en 2006, sous la direction de l'Institut d'Histoire moderne de l'Académie des Sciences sociales de Chine et de l'Institut japonais des Affaires Internationales, publie son rapport où «les historiens japonais ont reconnu "que la guerre sino-japonaise de 1937-1945 était un acte d'agression commis par le Japon et ayant gravement affecté le peuple chinois" et avait "impliqué des massacres", à l'instar de celui "de Nanjing" en 1937»⁸¹.

Les relations entre la Japon et la Chine suivent aujourd'hui encore une trajectoire en dents de scies et leur contentieux historique est régulièrement remis sur la table de part et d'autre. Au final, aussi bien le Japon que la Chine ont été intimidés et humiliés par les puissances occidentales, alors que s'ils avaient pu unir leurs forces, comme savent ci-bien le faire les Occidentaux, l'histoire aurait certainement été écrite autrement.

Les deux guerres ayant opposé la Chine au Japon ont laissé un sentiment de haine très profond entre ces deux pays voisins qui n'ont pas pu jusqu'à aujourd'hui tourner la page de cette partie de leur histoire commune, comme l'on fait d'autres pays à l'instar de l'Allemagne avec les pays d'Europe, le Japon et les Etats-Unis, etc.

Alors même que la proximité géographique entre la Chine et le Japon incite les deux pays à œuvrer au confortement de leurs relations bilatérales, le ressentiment colonial, encore présent dans les mémoires, détermine plus que tout autre facteur les relations diplomatiques entre ces deux pays voisins. A cette situation s'ajoute les conflits territoriaux en mer de Chine, ce qui entraîne les pays de la région dans une course aux armements, créant quasiment un dilemme de sécurité, dont les conséquences pourraient être dramatiques, mais jouant en faveur des complexes militaro-industriels américain et russe.

Sur l'avenir des relations sino-japonaises, la politologue Yinan He estime que «les identités nationales, les perspectives historiques et les valeurs sociopolitiques de la Chine et du Japon sont tellement différentes qu'elles

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ GOUYSSE Vincent, *Le réveil du dragon*, Editions Lulu.com, 2010, p-332.

rendent hautement problématique l'établissement de fondations stables pour la coopération bilatérale»⁸². Cependant, elle souligne l'existence «d'un grand nombre d'acteurs sociaux qui sont intéressés par des échanges plus approfondis avec le Japon, à commencer par les nombreux jeunes chinois qui ont fait leurs études au Japon (...). Au niveau de l'élite, la critique littéraire chinoise Sun Ge a défendu la création d'une « Communauté intellectuelle sino-japonaise», par le biais de laquelle les intellectuels des deux pays pourraient transcender les frontières de l'histoire nationale et les contraintes idéologiques, et s'engager dans un dialogue intellectuel franc et non politisé (...). Enfin, l'amélioration des relations bilatérales entre la Chine et le Japon dépendront sans doute du développement, dans les deux pays, d'une société civile forte et relativement libre de toute interférence politique»⁸³.

Le développement des relations sino-japonaises nécessite une grande volonté politique pour décider une relecture de l'histoire commune que partagent les deux pays, notamment la période couvrant la Seconde Guerre Mondiale où, plus que tout autre période, subsistent plusieurs pierres d'achoppement.

Lors d'une visite en Chine en octobre 2018, le Premier ministre japonais Shinzo Abe, a déclaré qu'il «veut propulser les relations Chine-Japon dans une nouvelle ère, (passer) de la compétition à la collaboration»⁸⁴. Les deux parties, qui ont évoqué un "tournant historique", ont signé des accords de plusieurs milliards de dollars et se sont engagées à établir des relations plus étroites⁸⁵. A noter que la dernière rencontre de haut rang remonte à 2011. En effet, depuis la nationalisation des îles Senkaku/Diaoyu décidée unilatéralement par le gouvernement japonais en septembre 2012, qui refuse tout dialogue avec la Chine à ce sujet, les relations sino-japonaises sont devenues glaciales.

Alors que les relations politiques entre la Chine et le Japon ne cessent de se dégrader, leurs économies sont devenues au fil des années interdépendantes⁸⁶, où de manière générale Pékin importe la haute technologie alors que Tokyo importe des produits manufacturés. Ainsi, « pour un grand nombre d'acteurs

⁸² HE Yinan, «Les relations sino-japonaises depuis la normalisation : 40 ans de paradoxes», Perspectives chinoises, 2013/4, pp : 7-17.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ PFLIMLIN Edouard, **Nouvelle ère dans les relations Chine-Japon ou politique d'équilibre ?** 30 octobre 2018, information disponible sur le site <http://www.iris-france.org/121921-nouvelle-ere-dans-les-relations-chine-japon-ou-politique-dequilibre/>, consulté le 21 mars 2019.

⁸⁵ Ibid.

⁸⁶ CHULGU Woo, op. cit.

économiques nippons, la priorité est à l'apaisement et à la poursuite de relations harmonieuses avec la Chine »⁸⁷.

En plus du contentieux historique, la Chine et le Japon sont en désaccord sur plusieurs sujets, dont les différends territoriaux quant aux îles Senkaku/Diaoyu ainsi que la rivalité sur le leadership en Asie. Dans ce cadre, la normalisation des relations entre ces deux grandes puissances contribuerait à la modération des tensions entre les pays de la région d'Asie-Pacifique et par conséquent à sa stabilisation.

Enfin, comme nous allons le voir dans la prochaine sous-section, une dernière humiliation et ce sera la plus grave, va être commise à l'encontre de la Chine qui va perdre une partie d'elle, en l'occurrence Taiwan, à la fin de la seconde guerre mondiale.

Sous-section 3 : Taiwan : point de discorde majeur entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique

La politique expansionniste menée par le Japon au XIX^e siècle consistait à mettre en œuvre la doctrine de la supériorité de la «race» japonaise et de son droit à conquérir sur le continent asiatique les espaces nécessaires pour son développement ; le rapprochement avec la doctrine appliquée par les Nazis en Europe n'est pas difficile à établir. Pendant les années trente, faut-il le rappeler, la plupart des sinologues japonais, au regard de leur lecture historique des relations sino-japonaises, méprisaient profondément les Chinois⁸⁸.

Dans les faits, l'expansionnisme japonais s'est traduit par l'occupation de la Manchourie en 1931, puis par l'invasion de la Chine en 1937. Cette conquête a donné lieu à un rapprochement, voire une alliance, entre les nationalistes et les communistes chinois.

Ne rencontrant que peu de résistance, les troupes japonaises mieux équipées progressaient rapidement à l'intérieur de la Chine, en s'emparant des plus importantes villes, à l'instar de Nankin, Pékin, Shanghai et Tianjin. Le gouvernement japonais est allé jusqu'à créer un Etat fantoche au Nord-Est du pays dénommé le Manchukuo qui a existé de 1932 à 1945⁸⁹.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ GUEX Samuel, **Entre nonchalance et désespoir : les intellectuels japonais sinologues face à la guerre (1930-1950)**, Editions Peter Lang, Berne, 2006.

⁸⁹ HUFFMAN L. James, **Modern Japan: An Encyclopedia of History, Culture, and Nationalism**, Editions Routledge, Londres, 1997.

Cette manœuvre de la part du Japon avait pour objectif «de donner l'illusion que le pouvoir était rendu aux Chinois et que les Chinois de la Mandchourie avaient décidé de créer un Etat indépendant du gouvernement Chinois de Pékin et amis des Japonais»⁹⁰. Il importe de souligner que Chang Kai-shek estimait que le combat contre les Japonais était moins important que le combat contre le parti communiste, car ces derniers seraient au final ses rivaux pour prendre le pouvoir du pays à l'indépendance⁹¹.

C'est ainsi, qu'après l'attaque menée par le Japon en décembre 1941 sur Pearl Harbor, le gouvernement américain a décidé d'augmenter de manière significative ses aides à la Chine qui a rejoint le camp des Alliés⁹². Cette assistance était destinée à Chang Kai-shek et lui parvenaient à travers la Birmanie et l'Inde⁹³.

Selon les hypothèses américaines, les nationalistes pourraient facilement refouler les communistes dans les régions montagneuses du pays, comme ce fut le cas dans les années trente⁹⁴. Contre toute attente, Moscou a également soutenu les nationalistes chinois, tout au long de la seconde guerre mondiale, en raison des différends idéologiques avec le Parti Communiste Chinois, ce qui aura des conséquences négatives sur les relations sino-russes après le décès de Staline.

Cependant, les relations entre les Américains et le Général Chang Kai-shek se sont vite détériorées «en grande partie à cause de la corruption et de l'inefficacité du gouvernement nationaliste qui reçoit pourtant près de 5 milliards de dollars de "prêt-bail"»⁹⁵. L'administration américaine a en parallèle établi, en 1944, des relations avec les communistes chinois, installés dans la région de Yenan⁹⁶.

Immédiatement après la capitulation du Japon en 1945, Chang Kai-shek, avec l'aide des américains, tente de prendre le pouvoir par la force mais en vain. Contrairement à ce qui s'est passé en 1927, les nationalistes ont trouvé, cette fois-ci, une grande résistance de la part des troupes de Mao qui étaient soutenues

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ DI ZHU Xiao, **Thirty Years in a Red House: A Memoir of Childhood and Youth in Communist China**, Editions University of Massachusetts Press, 1999, p-60.

⁹² HENRY Gérard-Marie, op. cit.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ LEW Roland, 1949, **Mao prend le pouvoir**, Editions Complexe, Bruxelles, 1999. Les attaques des nationalistes, conduits par Chang Kai-shek, ont contraint en 1934 les communistes, sous le commandement de Mao Tse-toung, à une retraite suivie de la «Longue Marche ; un périple de 12.000 Km, qui a duré une année, et qui a fait environ 100.000 morts.

⁹⁵ HENRY Gérard-Marie, op. cit.

⁹⁶ LEW Roland, op. cit.

par le peuple. Après des affrontements meurtriers, Chang Kai-shek, secondé par son fils, Ching-kuo, suivi d'environ deux millions de ses fidèles, s'enfuit le 08 décembre 1949 vers l'île de Taïwan située à environ 200 kilomètres des côtes chinoises. Le Président Harry S. Truman a ordonné à la 7^{ème} flotte américaine d'assurer la protection de Taïwan et d'empêcher les forces de Chang Kai-shek de mener des attaques contre la Chine continentale⁹⁷.

Il importe de souligner qu'en 1947, lorsque le Kuomintang administrait l'île de Formose après sa cession par le Japon, les soldats de Chang Kai-shek ont réprimé la population installée depuis le XVII^{ème} siècle dans l'île rebelle⁹⁸. En effet, si Taïwan a réussi à se développer dans les domaines agricole et industriel, avec l'aide et l'assistance des Etats-Unis, cela n'était pas le cas pour le volet politique, en ce sens qu'il a fallu attendre « plus d'une dizaine d'années après la mort de Chang Kai-shek en 1975 pour que Taïwan devient une démocratie »⁹⁹. Jusqu'à 1986, les Taïwanais ont subi un régime dictatorial où la répression, connue sous le nom de « terreur blanche », était considérée comme un moyen de gouvernance¹⁰⁰.

Le 1^{er} octobre 1949, Mao Tsé-toung proclame l'avènement de la République Populaire de Chine ; et les dirigeants chinois « s'efforceront dans les deux années qui suivent d'obtenir la reconnaissance des pays occidentaux. Seuls quelques-uns répondront à ces efforts diplomatiques, menés par Zhou Enlai, et dont le but était précisément d'éviter une dépendance à l'égard d'un des blocs (...). Cependant, le pays se trouve assez vite dans un profond état d'isolement (...). Tout au long de la période 1944-1949, consciente de la désagrégation du régime nationaliste, la diplomatie américaine a multiplié les initiatives (...) pour tenter de trouver un accord entre le gouvernement de Jiang (Chang Kai-shek), en proie à la décomposition la plus nette, et les dirigeants des bases rouges, qui émergeaient de la guerre avec un capital de sympathie aussi bien national qu'international. Mais, les différentes tentatives de solutions "moyennes" s'effondrent rapidement. Il en résulte une aide croissante en matériel et en fonds, offerte par le gouvernement américain aux nationalistes chinois. Cette aide ne suffira pas à éviter la défaite de Jiang »¹⁰¹.

⁹⁷ WATSON J. Robert, « **History of the Joint Chiefs of Staff : The Joint Chiefs of Staff and National Policy, 1953-1954** », Volume V, Editions Library of Congress Cataloging-in-Publication Data, Washington, DC, 1998.

⁹⁸ NGUYEN Eric, op. cit.

⁹⁹ **Chang KAI-SHEK (1887-1975) : Un résistant pétri de doutes**, document disponible sur le site https://www.herodote.net/Chiang_Ka_shek_1887_1975_-synthese-2189.php; consulté le 24 mars 2019.

¹⁰⁰ Ibid.

¹⁰¹ LACROIX Jean-Michel et CAZEMAJOU Jean, **La Guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine : 1961-1973 ?** Editions Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 1995, p-65.

Depuis son indépendance, la Chine a mis en exergue sa volonté d'indépendance vis-à-vis des clivages de la guerre froide, même si d'un point de vue idéologique, elle était plus proche de l'URSS que des Etats-Unis d'Amérique. A ce titre, il est aisé de comprendre les résistances des américains vis-à-vis de la Chine¹⁰², qui faut-il le souligner était le plus grand pays communiste du monde, même si la confrontation était dirigée en premier lieu contre les Russes, au regard de leur puissance militaire et de leur pouvoir d'attraction.

Tout au long de sa gouvernance, Mao Tsé-toung a été accusé par les Etats-Unis de dictateur et de criminel, alors même qu'ils ont soutenu Chang Kai-shek qui a lui aussi mis en place un régime dictatorial qui n'a pris fin qu'en 1986. Selon certains auteurs, le gouvernement américain, qui accusait Mao Tsé-toung de despote et son régime de dictature, ne se sentait aucunement gênés « d'appuyer la dictature de Chang Kai-shek à Taiwan, la dictature de Sungman Rhee en Corée du Sud et celle, en Indonésie, du Général Suharto »¹⁰³.

Pour sa part, le sinologue français Alain Roux estime que les tentatives des gouvernements et des historiens taïwanais pour la réhabilitation de Chang Kai-shek, en le qualifiant tantôt de patriote intransigeant et tantôt de père posthume de la modernisation autoritaire entamée en 1979, resteront vaines, car l'ex-homme fort de la République de Chine a gouverné son pays par la force en raison de son incapacité à faire rallier la base populaire à sa cause, comme l'avait fait son rival Mao Tsé-toung¹⁰⁴.

Ne pouvant rester neutre, en raison de l'état déplorable dans lequel se trouvait le pays, la Chine s'est rapprochée de l'URSS, dont les idéologies convergeaient sur plusieurs dossiers, à l'effet d'obtenir la reconnaissance des pays communistes et socialistes pour pouvoir récupérer son siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, et de recevoir l'aide et l'assistance nécessaires pour remettre sur pied son économie.

Après la nomination de Nikita Khrouchtchev, à la tête du Parti communiste soviétique en 1953, suite au décès de Joseph Staline, les relations sino-russes étaient relativement bonnes les premières années, ponctuées par la restitution de la base navale de Dalian à la Chine et la promotion d'une coopération économique plus intense entre les deux pays. Cependant, ces

¹⁰² Ibid.

¹⁰³ SCHWARTZ Laurent, **Un mathématicien aux prises avec le siècle**, Editions Odile Jacob, Paris 1997, p 431.

¹⁰⁴ ROUX Alain, **Chang Kai-shek : Le grand rival de Mao**, Editions Payot, Paris, 2016.

relations ont commencé à se détériorer quand le nouvel homme fort de l'URSS, en plus de mener une campagne de déstalinisation et minimiser la thèse marxiste-léniniste qui prédisait l'inéluctabilité d'un conflit armé entre les deux camps Est et Ouest, a voulu dissoudre le Kominform¹⁰⁵.

Dès 1959, une certaine méfiance s'est installée entre les deux parties, où les russes accusant les chinois d'exacerber les tensions avec l'Ouest, notamment avec la mise en œuvre par Mao Tsé-toung du «Grand Bond en avant» - selon Khrouchtchev le «Grand Bond en avant» est la preuve irréfutable que Mao n'est pas un vrai Marxiste. De leur côté, les Chinois accusent les Khrouchtchev d'être trop conciliant avec le camp capitaliste, particulièrement après la rencontre entre les présidents russe et américain cette même année aux Etats-Unis.

La situation devient des plus tendu quand Moscou décide de suspendre les aides fournies à Pékin dans le cadre du programme chinois pour le développement de l'arme nucléaire, et de rappeler ses quelques 1.400 experts et techniciens, présents en Chine. Les rapports entre les deux parties se sont dégradés et les relations bilatérales ont été finalement rompues entre 1962 et 1976.

Cette période de grande tension a été ponctuée par un conflit militaire sur un différend frontalier. En effet, en mars 1969 les troupes soviétiques et chinoises se sont affrontées à la frontière des deux pays sur une île (Damansky pour les Soviétiques et Chen Pao pour les Chinois), située sur le fleuve Oussouri. Après la reprise des négociations entre Pékin et Moscou, la guerre a pris fin en octobre 1969 et la plupart des observateurs estiment les pertes humaines engendrées par ces heurts de quarante-huit à cinquante-huit personnes du côté soviétique et environ huit cents personnes du côté chinois¹⁰⁶. Le gouvernement soviétique a même envisagé «une frappe nucléaire tactique sur les installations nucléaires chinoises, et sonde Washington – dont il veut se faire un allié par cette consultation entre “Grands” - sur sa position devant une telle éventualité »¹⁰⁷.

¹⁰⁵ Le Kominform est le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers à l'échelle internationale (1947-1956). Il est chargé de coordonner les activités de neuf des plus importants partis communistes européens, à savoir l'URSS, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la France et l'Italie.

¹⁰⁶ VAN DIJK Ruud (S/D) *Encyclopedia of the Cold War*, Editions Routledge, New York, 2008.

Gérard Hervouet, *Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969*, Études internationales, 1979, volume 10 numéro 1, pp : 53-89.

¹⁰⁷ DESSENS Richard, *Histoire politique du monde depuis 1943 : Les grands enjeux du XXIe siècle*, Editions Publibook, Paris, 2010.

L'administration américaine sous Richard Nixon a émis un refus catégorique à cette proposition¹⁰⁸.

Quant aux relations sino-américaines, elles étaient inexistantes de 1950 à 1972, en raison de l'éloignement idéologique, du soutien inconditionnel apporté par Washington à Taïpei, et de la guerre de Corée entre 1950 et 1953, qui a envenimé davantage les rapports entre les deux pays plus qu'ils ne l'étaient et a porté l'antagonisme entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique à son paroxysme¹⁰⁹.

A partir de la fin des années 1960, les Etats-Unis d'Amérique et la République Populaire de Chine avaient un ennemi commun, à savoir l'Union soviétique, ce qui a favorisé le rétablissement des relations entre les deux pays en 1972. Ce rapprochement a été scellé par la signature dans la ville de Shanghai le 28 février de la même année d'un communiqué commun stipulant : « les Etats-Unis réalisent que les Chinois des deux côtés du détroit de Taïwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan fait partie de la Chine »¹¹⁰.

Pour rappel, les États-Unis ont fermé leur Ambassade à Taïwan à la fin des années 1970, suite au rapprochement entre Pékin et Washington résultant du voyage de Richard Nixon en Chine en 1972. Depuis, les États-Unis ont adhéré au principe dit d'une seule Chine, qui considère officiellement Taiwan comme partie intégrante de la Chine continentale et ce, même si l'île est gouvernée de façon indépendante.

Dans les faits, ce rapprochement est rendu possible par la situation économique difficile des Etats-Unis d'Amérique, induite notamment par les dépenses budgétaires consacrées à la guerre froide et à la guerre du Viêtnam, d'une part et, d'autre part, par la récupération par la République Populaire de Chine de son siège en qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, en octobre 1971, en remplacement de la République de Chine (Taïwan). L'accession de la RPC à ce statut n'apporte aucune réponse au statut international ambigu de cette dernière. Le communiqué sino-américain du 28 février 1972, sus-cité, reconnaît qu'il n'y a qu'une seule Chine et que Taiwan en est partie intégrante.

¹⁰⁸ Ibid.

¹⁰⁹ EYRAUD Henri, «Les rapports sino-américains. Passé, présent, futur», Hérodote 1/2003, n°108, pp : 69-90

¹¹⁰ VERMANDER Benoît, «La Chine et les Etats-Unis : partenaires et concurrents», Études 2003/11, Tome 399, pp : 453-462

L'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, suite au décès de Mao Tsé-toung, a ouvert les perspectives d'un renforcement des liens sino-américains qui se sont soldés par la signature le 1^{er} janvier 1979, d'un deuxième communiqué, qui marquera «l'établissement formel des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis»¹¹¹. Un troisième communiqué commun a été signé, en août 1982, où le gouvernement américain déclare en substance qu'il souhaite trouver une solution définitive à la question taïwanaise, tout en soulignant que les ventes d'armes à Taïwan sont conjoncturelles et ne dureront pas dans le temps¹¹². Ce dernier communiqué fait suite aux pressions exercées par Pékin après que le Congrès américain ait voté en avril 1979 la loi organisant les relations officielles avec Taipei et fixant les conditions de l'assistance militaire américaine à l'île¹¹³, appelée également «Taiwan Relations Act». Cette loi permet de donner une base légale aux relations américano-taiwanaises. Depuis lors, Taïwan bénéficie d'un statut particulier qui fait de l'île un «non-Etat reconnu», reconnu par plusieurs pays¹¹⁴. En 2018, seuls 17 pays reconnaissaient le statut d'Etat indépendant à la République de Chine (Taïwan).

A travers l'évolution de la position de Washington vis-à-vis de Pékin, particulièrement sur la question de Taïwan, le politologue Benoît Vermander estime que «le souci de Washington de garantir le statu quo dans le détroit de Formose est à la fois la constante la plus notable de la politique américaine et la pomme de discorde principale avec Pékin»¹¹⁵. Il indique que pour la Chine continentale «l'unification entre les deux rives couronnerait le processus de reconstruction nationale et effacerait définitivement les humiliations subies par la Chine entre 1840 et 1949»¹¹⁶.

Dans un entretien accordé au Magazine Time, en 1979, et en réponse à la question de savoir comment la réunification pourrait se faire, le Président Deng Xiaoping a affirmé que « Pour ce qui concerne la réunification, notre politique et nos principes sont justes et raisonnables. Nous respectons les réalités de la situation taïwanaise et les autorités taïwanaises, en tant que gouvernement local, conserveront leurs droits et leurs pouvoirs, mais nécessairement dans le cadre d'une Chine unique. Cela signifie qu'elles pourront maintenir une partie de leurs

¹¹¹ Ibid.

¹¹² Ibid.

¹¹³ HODES Cyrus, **L'Afghanistan trois ans après : heurs et malheurs d'une reconstruction**, Annuaire stratégique et militaire, 2004, pp : 163-189.

¹¹⁴ KIM S. Samuel, **The International Relations of Northeast Asia**, Editions Rowman & Littlefield Publishers, New York, 2003.

¹¹⁵ VERMANDER Benoît, op. cit.

¹¹⁶ Ibid.

propres forces armées. S'agissant du commerce avec des pays étrangers, elles pourront poursuivre leurs activités dans ce domaine. Elles pourront aussi conserver leur système actuel et leur mode de vie »¹¹⁷.

Avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985, les relations sino-russes se sont réchauffées après une période d'hostilité d'environ un quart de siècle, scellée essentiellement par la réduction des forces militaires soviétiques présentes au niveau des frontières sino-russes, et l'augmentation des échanges commerciaux.

A l'issue du voyage effectué, en 1995, aux Etats-Unis, par Lee Teng-huie, Président de Taïwan, les autorités chinoises ont immédiatement réagi en déclenchant des manœuvres militaires, qui se sont traduites par des séries de tirs de missiles près des côtes taïwanaises, en juillet 1995 et en mars 1996. En réaction, Bill Clinton, Président des Etats-Unis, a ordonné le déploiement dans la région d'une importante flotte, dont deux porte-avions nucléaires. Dans cette atmosphère des plus tendues, la Chambre des Représentants américaine a voté une motion autorisant le Président des Etats-Unis à utiliser la force militaire pour défendre l'île en cas d'attaque chinoise¹¹⁸.

Cet incident, en plus de contribuer au renforcement des relations entre Washington et Taipei, a donné une raison inespérée aux Etats-Unis de maintenir leur présence dans cette région du monde pour mettre en œuvre leur plan de « containment », pour endiguer la Chine, désignée après la chute de l'empire soviétique, comme l'ennemi qu'il faut mettre hors d'état de nuire.

Pour l'administration chinoise, la question de Taïwan, ainsi que celle du Tibet, sont utilisées par les Occidentaux, notamment les Américains, comme moyens pour déstabiliser la Chine et ce, en raison de leur peur de voir émerger une autre puissance qui viendrait leur soutirer une partie de leur puissance. En effet, selon le politologue américain Zbigniew Brzezinski, les Etats-Unis d'Amérique doivent impérativement empêcher l'émergence d'une nouvelle puissance, quelle que soit sa forme, car cela entrainera inévitablement le monde vers le Chao¹¹⁹.

¹¹⁷ MENGIN Françoise, **Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taïwanais et la partition de la Chine**, Editions Karthala, Paris, 2013, p-152.

¹¹⁸ STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, **La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques**, Editions Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2003.

¹¹⁹ BRZEZINSKI Zbigniew , «**Toward a Global Realignment**», The American Interest, 17 avril 2016, pp : 1-3.

En avril 1993, des pourparlers ont été ouverts, à Singapour, entre l'Association chargée des relations entre les deux rives du détroit (continentale), et la Fondation pour les échanges à travers le détroit (taïwanaise), habilitées à négocier au nom de leurs gouvernements respectifs. Toutefois, ces discussions ont permis la signature de quatre accords sans grandes significations. D'ailleurs, pour manifester sa désapprobation quant à la visite privée effectuée par le Président Lee Teng-hui aux Etats-Unis en juin 1995, lesdits pourparlers ont été interrompus de manière unilatérale par la RPC¹²⁰.

La question relative à Taïwan, au même titre que celle du Tibet, est une préoccupation majeure des autorités chinoises. Ainsi, lors d'un discours intitulé «Continuons à lutter pour promouvoir la réunification de la patrie !», prononcé en janvier 1995 par Jiang Zemin, le Président chinois a exposé en huit points sa vision future des relations sino-taïwanaises. Le discours réaffirmait la position immuable d'une seule Chine, et reprenait pour l'essentiel l'idée avancée par Deng Xiaoping sur la réunification pacifique des deux rives selon le concept «un Etat et deux systèmes»¹²¹.

De son côté, le Président de Taiwan, Lee Teng-hui a qualifié le discours de Jiang Zemin de très important en ajoutant qu'il fallait l'étudier minutieusement afin d'y apporter les réponses adéquates¹²². Ainsi, dans une allocution prononcée le mois d'avril 1995, comprenant six points, le Président de Taiwan, Lee Teng-hui, a notamment rappelé que l'objectif de l'unification nationale, formulé dans les lignes directrices de l'unification de mars 1991, « ne doit pas aller à l'encontre des droits, des intérêts, de la sécurité et du bien-être de la population de Taiwan»¹²³, il a également demandé à la Chine continentale de reconnaître la séparation du pays en deux entités politiques «non-subordonnées l'une à l'autre»¹²⁴.

Le mois d'avril 1998, soit trois ans plus tard, la RPC a accepté de reprendre les pourparlers, qui ont finalement abouti à des résultats modestes. Ils ont également mis en exergue les grandes différences entre les approches des deux parties.

¹²⁰ MENGIN Françoise, op. cit.

¹²¹ CORCUFF Stéphane, «Pékin-Taïpei, via Singapour : Du sommet de 2015 aux élections taïwanaises de 2016», Perspectives chinoises, 2016/1, pp : 59-62.

¹²² CABESTAN Jean-Pierre, «Vers un sommet Jiang Zemin - Lee Teng-hui ? A propos du discours en huit points de Jiang Zemin et de la réponse en six points de Lee Teng-hui », Perspectives Chinoises, 1995, n° 28, pp : 43-49

¹²³ Ibid.

¹²⁴ Ibid.

Depuis 2005, les dirigeants taïwanais adressent régulièrement des invitations aux représentants de la Chine continentale, qui restent lettre morte¹²⁵.

Il en est de même pour le Président chinois Hu Jintao qui, lors des deux voyages qu'il a effectués en 2006 et 2011 aux Etats-Unis, a tenu à mettre en garde Washington contre les risques d'une exacerbation des "tensions" entre les deux pays si la souveraineté de Pékin sur le Tibet et Taïwan n'était pas respectée. Dans ces deux déplacements, le Président chinois a réitéré que les questions ayant trait à Taïwan et au Tibet restent exclusivement des affaires internes à la Chine et qu'aucune ingérence dans ces dossiers n'est admise.

Il importe d'indiquer que les relations diplomatiques sino-taïwanaises ont connu une certaine stabilité de 2008 à 2016, sous la présidence de Ma Ying-jeou. Ce dernier a œuvré à apaiser les tensions qui compliquent les rapports entre Taipei et Pékin et à profiter de l'inertie que pourrait procurer à Taiwan la croissance économique chinoise¹²⁶. Les deux rives n'ont jamais été plus près de la réunification que sous la présidence de Ma Ying-jeou qui n'a jamais qualifié les relations sino-taïwanaises de « relations d'État à État » mais plutôt « relations spéciales entre les deux rives », tel que stipulé par la Constitution de la République de Chine¹²⁷.

Cependant, les tensions diplomatiques entre les deux rives du détroit de Taïwan ont repris avec l'arrivée au pouvoir en 2016 du Parti démocrate progressiste de la Présidente Tsai Ing-wen favorable à l'indépendance de l'île. En décembre de cette même année, Mme Tsai a eu une conversation téléphonique avec le Président Donald Trump, une initiative sans précédent depuis 1979, date de rétablissement des relations diplomatiques sino-américaines. Les autorités chinoises ont fermement réagi à cette conversation en affirmant que «cet appel téléphonique changera fondamentalement la perception de la Chine des intentions stratégiques de Trump pour le négatif. Avec ce genre de décision, Trump jette les bases d'une méfiance durable et d'une concurrence stratégique pour les relations sino-américaines»¹²⁸.

¹²⁵ CABESTAN Jean-Pierre, «Le deuxième sommet entre Wang Daohan et Koo Chen-fu : Vers un dialogue politique... de sourds ?», Perspectives Chinoises, 1998, n° 50, pp : 27-29.

¹²⁶ LE PESANT Tanguy, «Les relations Chine-Taïwan sous la présidence de Ma Ying-jeou : l'impossible statu quo», Hérodote 2013/3, n° 150, pp : 67-86.

¹²⁷ Ibid.

¹²⁸ PHILLIPS Tom, SMITH Nicola et WOOLF Nicky «Trump's phone call with Taiwan president risks China's wrath», The Guardian, 3 décembre 2016, information disponible sur le site <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/03/trump-angers-beijing-with-provocative-phone-call-to-taiwan-president>, consulté le 10 juillet 2020.

Par ailleurs, dans un discours prononcé, en janvier 2019, à l'occasion de la célébration du 40^{ème} anniversaire de l'ouverture du dialogue entre la Chine continentale et Taïwan, le Président Xi Jinping a réaffirmé le caractère inévitable de la réunification de la Chine et Taïwan, tout en soulignant que l'indépendance de l'île est une entorse à l'histoire. Il a également déclaré que cette question est une affaire interne à la Chine et, de ce fait, il n'est toléré aucune ingérence extérieure¹²⁹.

Le Président chinois a indiqué à cette occasion que cette réunification «n'aura pour effet que d'apporter des opportunités de développement à d'autres pays, d'injecter plus d'énergie positive à la prospérité et à la stabilité de la région Asie-Pacifique et du monde et d'offrir de plus grandes contributions à la construction d'une communauté de destin pour l'humanité, à la paix et au développement du monde et à la cause du progrès humain »¹³⁰.

Au terme de son discours, le Président chinois a promis le maintien du modèle «un pays, deux systèmes» en cas de réunification¹³¹, tout en n'excluant pas le recours à la force pour combattre les indépendantistes¹³². Réagissant aux propos de Xi Jinping, la Présidente taïwanaise Tsai Ing-wen a rétorqué que l'île refusait catégoriquement le modèle «un pays, deux systèmes» proposé par la Chine continentale, en ajoutant que les « négociations entre la Chine et Taïwan devaient se faire de gouvernement à gouvernement »¹³³. La Présidente taïwanaise a également déclaré que « la Chine devait utiliser des moyens pacifiques pour résoudre son différend avec Taïwan et respecter les valeurs démocratiques de l'île »¹³⁴.

Pour envenimer encore plus la situation, un contrat de vente d'armes¹³⁵ de 2,2 milliards de Dollars a été signé en juillet 2019 entre les États-Unis et Taïwan¹³⁶,

¹²⁹ «**Xi Jinping : la question de Taïwan ne saurait tolérer aucune ingérence extérieure**», Xinhua, 02 janvier 2019, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-01/02/c_137714443.htm, consulté le 02 mai 2020.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ DEFRANOUX Laurence, «**Pour récupérer Taïwan, Xi Jinping n'écarte pas le "recours à la force"**», Libération, 02 janvier 2019.

¹³² ANDRIEU Laura, «**Pour Xi Jinping, la réunification entre la Chine et Taïwan est "inévitable"**», Le Figaro, 02 janvier 2019.

¹³³ «**Taïwan n'acceptera pas "un pays, deux systèmes", annonce la Présidente**», Reuters, 02 janvier 2019, information disponible sur le site https://www.challenges.fr/monde/taiwan-n-acceptera-pas-un-pays-deux-systemes-annonce-la-presidente_634358, consulté le 20 avril 2020.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ Le contrat a porté sur l'acquisition de 108 chars de combat M1A2 Abrams et 250 lance-missiles sol-air à courte portée Stinger, 4 systèmes de défense portatifs, ainsi que des véhicules de transport et des mitrailleuses.

¹³⁶ FOUQUET Claude, «**Vente d'armes à Taïwan : Pékin dénonce la décision de Trump**», Les Echos, 9 juillet 2019.

à travers lequel Washington et Taipei renforcent davantage leur coopération et envoient, une fois de plus, des signaux à la Chine continentale quant à l'inefficacité des pressions exercées par Pékin sur l'île rebelle ; pressions qui inciteraient Taïwan à s'armer toujours plus.

Il importe de souligner que les dernières ventes d'armes américaines à Taïwan remontent à décembre 2015, et ont entraîné la colère de Pékin. Cependant, depuis 2017, des ventes d'armes sont opérées chaque année des Etats-Unis vers Taïwan, ce qui permet d'augmenter la sécurité de l'île mais en même temps augmenter l'insécurité de la Chine continentale. Ce dilemme de sécurité peut engendrer une course aux armements, qui n'est bénéfique pour personne, sauf pour les Etats-Unis.

En réaction, le porte-parole du Ministère chinois des Affaires Etrangères a indiqué dans un point de presse que : «La Chine exhorte les États-Unis à honorer leur engagement envers le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints sino-américains, à retirer immédiatement les ventes d'armes prévues et à rompre les liens militaires avec Taïwan pour éviter de nuire davantage aux relations bilatérales, à la paix et à la stabilité à travers le détroit de Taïwan»¹³⁷. Il a également tenu à souligner que « Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois (...), et que personne ne devrait sous-estimer la forte volonté et la ferme détermination du gouvernement et du peuple chinois pour protéger la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale et s'opposer à l'ingérence étrangère»¹³⁸.

Pour les dirigeants chinois, le problème de Taïwan relève entièrement des affaires intérieures de la Chine et la question de la réunification du pays est un enjeu majeur, pour lequel ils n'hésiteraient pas à faire usage de la force contre les entités (Taïwan, la région du Xinjiang et le Tibet) susceptibles de s'opposer à l'unité de la nation chinoise¹³⁹.

De leur côté, les autorités taiwanaises cherchent à appliquer le modèle des deux Allemagnes et recommandent d'abord la division avant la réunification. Le problème des deux Allemagnes et celui des relations entre les deux rives du

¹³⁷ «China urges U.S. to withdraw arms sales to Taiwan», Xinhua, 9 juillet 2019, information disponible sur le site http://www.xinhuanet.com/english/2019-07/09/c_138212260.htm, consulté le 23 mai 2020.

¹³⁸ Ibid.

¹³⁹ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2019**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

détroit de Taïwan sont nés dans des contextes historiques différents et sont de nature différente, leurs facteurs intérieurs et leurs situations concrètes sont également différents. Par conséquent, ils ne doivent pas être mis sur le même plan. Le gouvernement et le peuple chinois s'opposent fermement à la façon de traiter le problème de Taiwan, en recourant à celle de traiter les problèmes d'Allemagne et de Corée.

La résolution de la question taïwanaise passe forcément par l'un des quatre scénarios possibles. Le premier consiste à ce que Taiwan accepte la réunification, sous la pression de la Chine continentale, comme c'est le cas pour Macao et Hong Kong. Le deuxième scénario, c'est la confrontation militaire, induite par une déclaration unilatérale de l'indépendance de l'île. Le troisième scénario consiste en le maintien du statut quo actuel. Enfin, la quatrième option, très peu probable, est que la RPC reconnaisse Taïwan comme un État indépendant. Des quatre scénarios, c'est finalement le statut quo actuel qui est pour le moment la meilleure option. A long terme, les deux belligérants devraient faire preuve de plus de créativité pour imaginer d'autres scénarios plus adaptés aux nouvelles données géopolitiques.

Enfin, nous estimons qu'aucun des quatre scénarios ne peut être envisageable, tant que les Etats-Unis n'arrêtent pas de jouer leur double jeu, qui exacerbe toujours davantage les tensions entre les deux rives du détroit de Formose. Cette situation d'instabilité chronique, mise à profit par Washington pour faire pression sur Pékin, entraîne Taiwan et la Chine continentale dans une course aux armements qui n'est profitable que pour le complexe militaro-industriel américain.

Dans ce chapitre, il ressort que les deux guerres de l'opium, au terme desquelles l'Empire du milieu n'est devenu que l'ombre de lui-même, ont permis à l'Empire britannique, ainsi qu'à certaines puissances occidentales et asiatiques, d'imposer leurs volontés à la Chine, mises en œuvre à travers la signature de traités, qualifiés par les Chinois de « traités inégaux », qui ont donné à ces pays plusieurs avantages, dont l'accès au marché chinois. Cette période est qualifiée par les Chinois de « siècle d'humiliation » et, en plus de détériorer les relations entre la Chine et l'Occident, a rendu pendant longtemps les dirigeants chinois méfiants de tout ce qui vient de cette partie de la planète.

L'affaiblissement de l'Empire du milieu, considéré comme l'une des civilisations les plus importantes au monde, est induit essentiellement par la politique d'isolement adoptée par la Chine et le retard technologique enregistré par le pays, notamment en ce qui concerne les développements survenus dans le domaine militaire. Cette autarcie, faut-il le rappeler, est survenue au moment où l'Empire du milieu était fort et auto-suffisant, ce qui laissait supposer que la Chine pouvait vivre sans avoir de relations avec le monde extérieur. Enfin, l'isolement chinois, dans un moment de pleine puissance, met en exergue le caractère pacifique de ce pays, car l'histoire nous a appris que toutes les puissances, dans leurs apogées, ont plutôt tendance à appliquer une politique expansionniste et imposer leurs volontés plutôt que de se tenir loin des affaires du monde.

Quant au différend avec le Japon, il remonte aux deux guerres sino-japonaises, consécutivement d'août 1894 à avril 1895 et de 1937 à 1945. Entre les deux pays c'est d'abord une bataille de la mémoire en ce sens que les dirigeants japonais refusent d'admettre les exactions commises lors de l'invasion et l'occupation japonaise. Pour rappel, la plupart des historiens estiment à vingt millions de morts, dont deux cent mille lors du massacre de Nankin.

Par ailleurs, c'est plus les comportements de certains officiels japonais qui ont suscité l'indignation des Chinois. En effet, des visites à répétition sont effectuées par de hautes autorités japonaises au temple Yasukuni-jinja, qui honore des Japonais morts au combat, pendant les deux guerres sino-japonaises, y compris des criminels de guerre. Ce temple est également objet de controverse de la part des dirigeants sud-coréens.

L'autre grand point de divergence, réside dans les différends territoriaux en Mer de Chine, qui ont induit un développement inhabituel, par les deux puissances, de leurs capacités militaires, notamment dans la composante navale.

Cependant, le plus grand problème pour Pékin reste la question taïwanaise. Après Hong-Kong et Macao, l'île rebelle est la seule pièce manquante pour rétablir l'unité de la nation chinoise. Dans différents livres blancs, les dirigeants chinois affirment que Taïwan est une possession chinoise et que le recours à la force est une option envisageable si les Taïwanais déclareraient unilatéralement l'indépendance de l'île. Ils n'ont pas non plus accepté l'aide militaire et économique apporté à Taipei par les Etats-Unis dès 1950.

Enfin, le traumatisme vécu par la Chine pendant le siècle d'humiliation, présent dans la mémoire collective des Chinois, ainsi que l'incapacité du Parti à unifier le pays autour d'un pouvoir central, soixante-dix ans après l'indépendance de la RPC, seraient à l'origine de la méfiance développée par Pékin envers les puissances occidentales, essentiellement les Etats-Unis. Ces derniers sont désignés par Pékin comme le principal obstacle à la réunification des deux rives du détroit, à travers le soutien militaire de Washington à Taipei, les ventes d'armes et l'intervention directe en cas de conflit comme ce fut le cas en 1996.

Ceci étant, nous étudierons, dans la section suivante, la manière avec laquelle les dirigeants chinois ont composé avec l'ordre mondial établi et ce, à travers leurs choix stratégiques pendant toute la période de la guerre froide, ainsi que les tentatives entreprises pour faire émerger un système multipolaire. Nous nous pencherons également sur la question du Consensus de Pékin, qui viendrait concurrencer le Consensus de Washington, remettant ainsi en cause tout le système international.

Section II : La Chine ou la remise en cause de l'ordre mondial

Après avoir recouvré son indépendance en 1949, la RPC s'est rapprochée naturellement de l'Union soviétique, au regard a priori de leur convergence idéologique, et a pris ses distances vis-à-vis des Etats-Unis, notamment après avoir apporté leur aide et assistance à Tchang Kai-chek et ses compagnons, pour s'installer à Taïwan.

En effet, Mao Zedong considérait les États-Unis et leur régime capitaliste comme le principal ennemi de la RPC et le communisme. De leur côté, les Américains se méfiaient aussi bien des Russes que des Chinois et considéraient les dirigeants de ces deux pays comme des dictatures qu'il est impératif de tenir à distance. Ce fort sentiment anticommuniste, faut-il le rappeler, est à l'origine de la purge effectuée au sein de l'Administration américaine, appelée «Chasse aux sorcières» ou «Peur rouge», sous la présidence de Joseph McCarthy, entre 1950 et 1954.

S'agissant des relations sino-soviétiques, qui étaient bonnes sous Staline même avant l'indépendance de la Chine, celles-ci ont commencé à se détériorer sous la Présidence de Nikita Khrouchtchev, et ont été rompues officiellement en 1963, pour des raisons évidentes de divergences doctrinales et de leadership. Mao Tsé Toung voyait en cette rupture une opportunité pour mettre en œuvre sa propre vision quant à la gestion des affaires du pays aussi bien interne qu'externe ; une vision qui se voulait être une troisième voie différente de celles proposées par les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

De manière générale, Mao Tsé Toung estimait que l'Union soviétique, sous Khrouchtchev, s'éloignait de plus en plus du marxisme-léninisme et n'agissait plus pour faire la promotion de cette idéologie à l'échelle planétaire. De plus, les dirigeants chinois se sentaient capables de développer le pays sans l'aide des voisins soviétiques. Ainsi, la RPC a réalisé son premier test nucléaire en 1964 et mis en orbite, avec succès, son premier satellite artificiel en 1975.

Pour contrebalancer l'hostilité soviétique, les autorités chinoises ont accepté la réconciliation proposée par la partie américaine, qui s'est concrétisée par la visite effectuée par le Président américain, Richard Nixon, en Chine, en 1972 et s'est confirmée pendant le mandat du Président Jimmy Carter, qui a reçu

Deng Xiaoping aux Etats-Unis en 1979. Les relations entre les deux pays ont connu un développement considérable tout au long des années 1980 et des officiers chinois ont même pu suivre des formations dans les plus prestigieuses écoles et académies militaires américaines, à l'instar de West Point.

Néanmoins, à partir de 1989, les relations sino-occidentales se sont dégradées suite aux événements de Tiananmen, et les inquiétudes vis-à-vis du monde unipolaire dont bénéficiaient alors les Etats-Unis, traduites par l'intervention militaire des Américains et leurs alliés en Irak en 1991, se sont avérées justifiées. Aussi et dans le but de contenir la puissance américaine, les Chinois et les Russes ont porté l'idée de l'instauration d'un monde multipolaire, plus équitable à leur sens.

Depuis les années 90, beaucoup de choses ont changé, notamment le statut de la Chine qui est devenue, entre temps, une grande puissance économique et militaire, ce qui nous amène à poser la question de savoir si l'Occident doit s'inquiéter de l'émergence de la Chine et si cette dernière est capable, avec son nouveau statut, de transformer l'ordre international actuel ou bien proposer un nouveau système international en lieu et place de celui en cours.

Pour répondre à cette question, il sera traité dans le présent chapitre, les différents choix stratégiques pris par les dirigeants chinois tout au long de la période de la guerre froide, leurs tentatives de faire émerger un système multipolaire, jugé plus équitable et, enfin, la capacité de la Chine d'offrir au monde un nouveau modèle, basé sur le mode de développement chinois dans ses volets politique, économique et social.

Sous-section 1 : Les choix stratégiques de la Chine pendant la période bipolaire.

Lorsque Mao Tsé-toung a proclamé l'indépendance de la République Populaire de Chine en 1949, aucune des puissances occidentales, hormis la Grande Bretagne dont le souci était de pouvoir conserver Hong Kong, n'avait reconnu la Chine continentale. Elles ont toutes pris position en faveur de la Chine nationaliste réfugiée à Taïwan, qui de fait conservera le siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU jusqu'à 1971. La situation

économique désastreuse du pays¹⁴⁰, à laquelle il convient d'ajouter l'éloignement doctrinal, ainsi que l'isolement diplomatique imposé par l'Occident, n'ont laissé aucune autre option pour Pékin que de se rapprocher de l'URSS, l'autre grande puissance qui avait les moyens d'aider la Chine dans son développement.

S'agissant du domaine idéologique, Mao Tsé-toung avant même d'avoir proclamé l'indépendance du pays, défendait une vision du communisme à travers laquelle il prônait un ancrage rural, ce qui était en opposition avec l'approche ouvrière privilégiée par Joseph Staline. Ainsi, Mao remettait en cause l'autorité de Staline, qui était alors considéré comme le maître absolu non seulement de l'Union Soviétique mais aussi de l'Internationale communiste. Il est constaté que Mao Tsé-toung refusait catégoriquement et très tôt le suivisme comme mode de gestion, même si Pékin avait un grand besoin de l'aide soviétique. Selon certains auteurs, à l'instar de l'universitaire Eric Nguyen, Joseph Staline « méprise profondément les communistes chinois dont il se méfie et qu'il tient en piètre estime et qualifie en privé de "communistes de margarine" »¹⁴¹. Il est probable que c'est à cause de cette méfiance par rapport aux Chinois que les Soviétiques ont, pendant la seconde guerre sino-japonaise, à l'instar des Américains, prêté main forte au parti nationaliste dirigé par Chang Kai-chek plutôt qu'au Parti Communiste sous la conduite de Mao Tsé-toung.

Cependant, tout en gardant leur distance vis-à-vis des Soviétiques, les autorités chinoises considéraient les Américains comme leur pire ennemi parce qu'«ils incarnent un modèle de société capitaliste et marchande honni, ils empêchent l'œuvre de reconstruction nationale de la Chine (...), ils lui dénie le rôle de grande puissance dans le concert des nations (ONU)»¹⁴².

En février 1950, l'URSS et la Chine ont signé un traité d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle, prenant en compte, entre autres, les questions économiques¹⁴³ mais pas les différends frontaliers entre les deux Etats. Dans le domaine économique, la RPC a adopté le modèle dirigiste soviétique, à travers

¹⁴⁰ ZHANG Shu Guang, **Economic Cold War: America's Embargo Against China and the Sino-Soviet Alliance, 1949-1963**, 1^{ère} édition, Editions Stanford University Press, Californie, 2002.

¹⁴¹ NGUYEN Eric, op. cit.

¹⁴² GAUCHON Pascal et HUISSOUD Jean-Marc, **Les grandes puissances du XXI^e siècle : Rapport Anteios 2008**, Editions Presses Universitaires de France, Paris, 2007, p-285.

¹⁴³ NGUYEN Eric, op. cit.

l'adoption du premier Plan Quinquennal couvrant la période allant de 1953 à 1957. La nouvelle Chine a également adopté sa première Constitution en 1954, inspirée en grande partie de la Loi fondamentale soviétique de 1936.

Cependant, les relations sino-soviétiques vont traverser une zone de turbulence qui finalement aura raison de cette cohabitation. En effet, cette rupture est la résultante de plusieurs facteurs, dont certains sont liés à l'histoire, à l'instar des différends frontaliers entre les deux pays et du soutien apporté par les Soviétiques aux nationalistes chinois lors de la guerre contre le Japon au détriment des communistes, pour des raisons purement idéologiques. À cela s'ajoute l'assistance financière et technique fournie par l'URSS pour construire le pays, que les dirigeants chinois ont qualifiée de modeste. Néanmoins, deux raisons essentielles vont contribuer à détériorer les relations entre Moscou et Pékin, à savoir, la campagne de déstalinisation menée en Union soviétique par le nouveau Président Nikita Khrouchtchev, suite au décès de Joseph Staline en 1953, et la possibilité de coexistence pacifique avec le monde occidental.

A partir de 1954, Mao Tsé-toung commençait à s'affirmer de plus en plus sur l'échelle internationale, à travers ses prises de positions sur certains dossiers qui étaient en totale contradiction avec celles du Président russe, notamment en ce qui concerne la question de l'Indochine et le rapprochement avec l'Occident.

Bien que Moscou ait conclu en 1950 avec Pékin une alliance militaire bilatérale, cette dernière a toujours refusé d'adhérer au pacte de Varsovie et s'est contentée du statut de membre observateur. Au milieu des années 1950, la Chine a insisté pour que les bases militaires soviétiques se trouvant sur le sol chinois récupérées auprès des Japonais à la fin de la seconde guerre mondiale, soient supprimées. De même, le gouvernement chinois, tout en acceptant l'aide et l'assistance technique soviétiques, a par ailleurs refusé d'adhérer au Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON).¹⁴⁴

Cette attitude démontre clairement le refus catégorique de la Chine post-indépendante du leadership et du tutorat soviétique¹⁴⁵, comme ce fut le cas sous le joug japonais. En effet, en 1939, alors que la Chine n'était pas encore libre,

¹⁴⁴ HUANG Xiaoming, *The Institutional Dynamics of China's Great Transformation*, 1^{ère} édition, Editions Routledge, Londres, 2013.

¹⁴⁵ PARIS Henri, *Stratégie soviétique et chute du Pacte de Varsovie : la clé de l'avenir*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1995.

Mao écrivit : «Après la défaite de la Chine, les puissances impérialistes s'emparèrent de plusieurs États dépendant de la Chine et d'une partie de son territoire. Le Japon prit la Corée, Formose, les îles Riou-Kiou, les îles Pescadores, Port- Arthur ; l'Angleterre prit la Birmanie, Bhoutan, le Népal et Hong-Kong; la France occupa l'Annam; un pays aussi insignifiant que le Portugal s'attribua Macao»¹⁴⁶.

Fort du soutien populaire, et conscient des potentiels dont recèle le pays, notamment son immense réservoir d'hommes et ses richesses naturelles, Mao Tsé-toung s'est attelé pendant toute la période où il était à la tête de la Chine à faire d'elle une nation « libre, unie, prospère et puissante »¹⁴⁷. Selon Le Monde Diplomatique, « les meilleurs d'entre les Chinois s'indignaient de la décadence de l'Empire du Milieu et s'appliquaient à découvrir les causes du mal et les moyens d'y remédier. Les uns voyaient la solution dans la modernisation de l'armée, d'autres dans le renforcement de la défense du pays et dans l'accroissement de sa puissance économique; certains estimaient que le plus urgent était de réformer l'administration. Une autre tendance, s'inspirant de l'exemple occidental, préconisait la démocratie combinée toutefois avec la tradition confucéenne»¹⁴⁸.

Les rapports entre l'Union Soviétique et la Chine se sont détériorés à grande vitesse au cours de l'année 1956, où les deux parties se sont sévèrement critiquées et, surtout, ouvertement.

En mai 1960, la Chine abandonnait son statut de membre observateur au sein du pacte de Varsovie, après avoir rompu ses relations avec l'Union Soviétique, et entre mars et septembre 1969, des incidents éclatent aux frontières sino-soviétiques pour des litiges territoriaux, où des combats sanglants ont opposé les armées des deux pays voisins. Après cette guerre, qui a montré les limites et la fragilité des relations entre Pékin et Moscou, les dirigeants chinois considéraient «l'Union Soviétique comme l'adversaire principal et l'impérialisme américain comme beaucoup moins menaçant à court terme »¹⁴⁹.

¹⁴⁶ TIBOR Meray, « **Le conflit sino-soviétique** », Tiers-Monde, 1968, tome 9, n°35-36, pp : 613-641.

¹⁴⁷ HONTI François, **Mao Tsé-toung ou une politique de grandeur par le marxisme-léninisme**, Le Monde Diplomatique, octobre 1965.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ EYRAUD Henri, op. cit.

Ainsi, la rupture avec l'URSS a amené les autorités chinoises à théoriser les nouveaux rapports de forces en présence qui sont dorénavant ternaires et non binaires. Selon cette nouvelle vision, le monde était divisé en trois catégories. Cette théorie dite des «trois mondes » a été exposée pour la première fois par Deng Xiaoping, dans un discours prononcé devant l'Assemblée Générale de l'ONU, le 10 avril 1974, où nous pouvons lire en substance que : « Le camp socialiste qui avait existé un temps après la Seconde Guerre mondiale a cessé d'être avec l'apparition du social impérialisme. Sous l'effet de la loi de l'inégalité du développement du capitalisme, le bloc impérialiste occidental s'est également désagrégé... Notre globe comporte, en fait, maintenant trois parties, trois mondes qui sont à la fois mutuellement liés et opposés. Les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le premier monde, les pays en voie de développement d'Asie d'Afrique et d'Amérique latine le tiers monde et les pays développés qui se trouvent entre les deux le second monde. Les deux superpuissances tentent mais en vain de s'assurer l'hégémonie mondiale. Elles cherchent par divers moyens à placer sous leur contrôle les pays en voie de développement et en même temps elles malmènent les pays développés dont le potentiel est inférieur au leur. Les deux superpuissances les plus grands exploiters et oppresseurs internationaux de notre époque constituent un foyer d'une nouvelle guerre mondiale. Toutes deux disposent d'importantes quantités d'armes nucléaires. Toutes deux se livrent sur le plan économique à l'exploitation des autres nations, au pillage de leurs richesses et à la spoliation de leurs ressources (...). Les pays développés situés entre les superpuissances et les pays en voie de développement présentent des cas complexes. Certains d'entre eux maintiennent jusqu'à ce jour des rapports colonialistes sous diverses formes avec les pays du tiers monde... Cet état de choses doit être redressé. Dans le même temps, ces pays souffrent tous, à des degrés différents de la main mise, de la menace ou des vexations de l'une ou l'autre puissance (...). Tous ces pays demandent à s'affranchir de l'asservissement ou du contrôle des superpuissances et à préserver leur indépendance nationale et l'intégralité de leur souveraineté. Les nombreux pays en voie de développement ont été pendant longtemps victimes d'oppression et de l'exploitation du colonialisme et de l'impérialisme. Ils ont conquis l'indépendance politique. Cependant ils se trouvent confrontés sans exception à la tâche historique de liquider les forces résiduelles du colonialisme de développer l'économie nationale (...). Dans cette lutte ils témoignent d'une puissance prodigieuse sans pareille et remportent continuellement des victoires éclatantes. Ils constituent la force révolutionnaire qui fait avancer la roue de

l'histoire universelle de même que la force principale dans la lutte contre le colonialisme et en particulier contre les superpuissances»¹⁵⁰.

Avec cette confrontation quasi frontale, contre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, il est clair que le discours chinois était adressé aux autres pays du deuxième et du tiers monde, les incitant à se réunir autour d'un troisième pôle pour s'affranchir de l'emprise des deux superpuissances. A l'époque déjà, l'idée d'un monde multipolaire était envisagée et fortement défendue par les dirigeants chinois.

Ce refus de se soumettre à l'un des deux blocs exigeait de Pékin d'être en mesure de faire face à d'éventuels affrontements militaires avec l'une des superpuissances de l'époque. Ainsi, les troupes chinoises sont entrées en confrontation militaire avec l'armée américaine pendant la guerre de Corée qui a commencé en 1950.

En effet, en décembre 1945, la conférence de Moscou a reconnu l'indépendance de la Corée, qui cependant devait rester sous un conseil de tutelle, composé des États-Unis, de l'URSS, du Royaume-Uni et de la Chine, qui était censé aider la Corée à mettre en place les institutions devant concourir à son bon fonctionnement. En 1948, les deux zones séparées par le 38^{ème} parallèle - les Soviétiques et les Américains étaient installés respectivement au Nord et au Sud du 38^{ème} parallèle - deviendront deux États indépendants, où chacun des deux nouveaux Présidents, en l'occurrence, Syngman Rhee au Sud et Kim Il Sung au Nord, s'estimait le seul leader légitime de toute la péninsule coréenne devenue le lieu d'affrontement entre les véritables adversaires, à savoir, les Américains et les Soviétiques.

Après des affrontements au début sporadiques, mais qui sont devenus de plus en plus fréquents entre les deux pays voisins, la Corée du Nord, soutenue par l'URSS, attaque la Corée du Sud le 25 juin 1950, c'est le début d'une guerre qui durera trois années et qui laissera des traces indélébiles entre les deux peuples frères et engendrera des clivages notamment entre les pays asiatiques. Selon la littérature abondante qui traite du sujet¹⁵¹, la responsabilité de cet affrontement

¹⁵⁰ ZORGBIBE Charles, **Les relations internationales**, Editions Presses Universitaires de France, 5^{ème} édition, Paris 1994, pp : 443-444.

¹⁵¹ SOUTY Patrick, **La guerre de Corée, 1950-1953 : guerre froide en Asie orientale**, Editions Presses Universitaires de Lyon, 2002.

est endossée par les deux voisins qui, chacun à sa manière, tentait de prendre le dessus sur l'autre.

Bien équipées et mieux entraînées, les troupes du Nord, dans une guerre éclair, ont pris la Capitale sud-coréenne Séoul deux jours après le début des hostilités, soit le 27 juin 1950. Dans ce cadre, le Conseil de Sécurité de l'ONU a décidé d'apporter son aide à l'armée du Sud, pour arrêter l'avancée des troupes du Nord, qui se sont emparées de la quasi-totalité du territoire du Sud à la fin du mois de juillet 1950. Les troupes américaines envoyées étaient dépassées par les événements, ce qui a conduit l'ONU à renforcer son soutien en apportant un supplément de troupes. Cette aide substantielle a permis non seulement de repousser les troupes nord-coréennes, mais aussi de prendre Pyongyang en octobre, et d'atteindre les frontières sino-coréennes.

Se sentant menacée par cette présence militaire de surcroît occidentale, la Chine, qui était jusque-là neutre, a envoyé ses troupes, à la mi-octobre 1950, pour repousser les soldats américains et ceux de l'ONU. Après de longues négociations, l'armistice a été signé le 27 juillet 1953 mettant fin au conflit. Selon certains experts, cette guerre serait à l'origine de l'aide procurée par Moscou à Pékin afin de mettre sur pied son propre complexe militaro-industriel¹⁵². Ainsi, à partir de 1953, la République Populaire de Chine possédait la troisième force aéroterrestre du monde par la taille¹⁵³.

Pendant cette guerre, les dirigeants chinois ont eu écho que l'option de l'usage de la bombe atomique contre les troupes chinoises était plausible et en discussion aux Etats-Unis¹⁵⁴. Dans ce cadre, Mao Tsé-toung a accéléré le programme nucléaire qui a débuté en 1950, et le premier essai atomique chinois a eu lieu en octobre 1964, avec bien entendu l'assistance technique de l'Union soviétique. Cette volonté de puissance a conduit le régime maoïste à mener ce programme nucléaire alors que le pays traversait une phase de transition économique difficile qui a entraîné, entre 1958 et 1961, certaines provinces chinoises vers la famine, appelée aussi la grande famine, qui a fait entre 20 et 40 millions de morts¹⁵⁵. C'est dire la grande volonté des autorités chinoises de

¹⁵² CUMIN David, «Retour sur la guerre de Corée», Hérodote 2011/2 (n° 141), pp : 47-56.

¹⁵³ Ibid.

¹⁵⁴ SOUTY Patrick, op. cit.

¹⁵⁵ YOUYU Xu, « Une stèle pour les 36 millions de victimes de la Grande famine », Perspectives chinoises, 2009/1, pp : 107-111.

s'affranchir de la tutelle des deux grandes puissances. En juin 1967, la Chine a procédé avec succès au test de la bombe à hydrogène.

Il est à rappeler que les dirigeants chinois ont dénoncé le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires signé à Moscou, le 05 août 1963, par les États-Unis, l'Union Soviétique et le Royaume-Uni, en vue de mettre fin aux essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, et ont estimé que ce traité a été élaboré sur mesure pour renforcer le monopole nucléaire des grandes puissances¹⁵⁶.

Pour ce qui est des relations sino-américaines, elles étaient, entre 1950 et 1972, quasiment nulles et ce, pour des raisons idéologiques évidentes. En effet, pendant cette période «les diplomates américains et chinois ne se parlent qu'épisodiquement et sur des sujets mineurs (...). Ces contacts excluent toute vision d'avenir, toute négociation importante entre Washington et Pékin. Pendant une quinzaine d'années, en revanche, l'aide économique et technique américaine, ainsi que la protection de la VII^e Flotte, permettent le décollage de Taïwan »¹⁵⁷.

Il est constaté clairement que la Chine contestait vertement la dichotomie Est Ouest de l'époque et ce, à travers notamment le soutien apporté au Nord-Vietnam communiste, lors de la guerre qui l'opposait aux États-Unis de 1964 à 1975. Les dirigeants chinois considéraient «l'intervention des États-Unis en Indochine comme une étape d'une agression tournée vers la Chine elle-même, dans une entreprise d'encerclement »¹⁵⁸.

C'est en juillet 1969, alors que la guerre sino-soviétique n'était pas encore terminée, que le Président américain Richard Nixon annonçait la «doctrine de Guam», dans un discours qu'il a prononcé dans l'île Guam dans l'Océan Pacifique, qui va stimuler la normalisation des relations avec la Chine. Cette doctrine «consistait à fournir une aide économique et militaire «appropriée» à un allié menacé par un pays voisin, mais la nation directement menacée devait "assumer la responsabilité première quant à la fourniture des effectifs pour sa défense"»¹⁵⁹.

¹⁵⁶ VILLAIN Jacques, **Le livre noir du nucléaire militaire**, Editions Fayard, Paris, 2014.

¹⁵⁷ EYRAUD Henri, op. cit.

¹⁵⁸ LACROIX Jean-Michel, op. cit.

¹⁵⁹ DELAPORTE Murielle, **La politique étrangère américaine depuis 1945 : l'Amérique à la croisée de l'histoire**, Editions Complexe, Paris 1996, p-119.

L'initiative émanant des Américains était, moins une main tendue aux Chinois, qu'une énième tentative répétition pour rapprocher le rideau de fer des frontières soviétiques. Cette tentative de «containment», mise en place par New York à l'effet d'isoler Moscou, a donné des résultats positifs pour la Chine, traduits, d'une part, par la récupération, en octobre 1971, par la République Populaire de Chine de son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et, d'autre part, par le voyage effectué par le Président américain Richard Nixon, en Chine en février 1972, où il a procédé avec son homologue chinois, à la signature du «communiqué de Shanghai», aux termes duquel les relations diplomatiques entre les deux pays ont été partiellement rétablies et seront peaufinées en janvier 1979¹⁶⁰.

Avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, l'antagonisme sino-soviétique va s'atténuer et prendre fin en 1986. Les années 1990 étaient synonymes de réchauffement dans les relations entre les deux pays, cependant cela ne constitue aucunement la formation d'un bloc commun contre les Etats-Unis d'Amérique.

Quant aux relations diplomatiques sino-indiennes, qui étaient pourtant au beau fixe, elles se sont peu à peu détériorées dès le milieu des années 1950, pour diverses raisons allant des contentieux frontaliers, à la question du Tibet, en passant par la rivalité pour le leadership du mouvement tiers-mondiste. Ces tensions ont connu leur apogée en octobre 1962, quand les troupes chinoises ont empiété le territoire indien sans grande résistance de la part des soldats indiens. L'armée chinoise décidément bien équipée et mieux préparée s'est repliée d'une manière unilatérale en novembre 1962, tout en gardant la région de l'Aksai Chin¹⁶¹, toujours revendiqué par l'Inde.

C'est suite à cette guerre limitée, mais qui aura de lourdes conséquences sur les relations sino-indiennes, que New Delhi s'est rapprochée de Moscou, profitant de la mésentente de ce dernier avec Pékin. La présence soviétique n'a pas empêché le Pakistan d'intervenir militairement en Inde en août 1965 ; intervention qui s'est soldée par un cessez le feu en septembre 1965 suite à une résolution de l'ONU exigeant l'arrêt immédiat des hostilités, et la médiation soviétique.

¹⁶⁰ EYRAUD Henri, op. cit.

¹⁶¹ L'Aksai Chin est une région située dans le nord-ouest du plateau tibétain, aux frontières sino-indiennes, d'une surface égale à 37 244 kilomètres carrés. Aujourd'hui encore ce problème envenime les relations bilatérales entre les deux pays, où chacun revendique sa souveraineté sur ce territoire.

L'apparition des premiers signes de la fin de la guerre froide a permis la normalisation des relations sino-indiennes, concrétisée en décembre 1988, par la visite officielle effectuée en Chine par le Premier ministre indien Rajiv Gandhi, la première en son genre qui intervient suite à celle effectuée en Inde en 1960 par le Premier Ministre chinois Zhou Enlai. Depuis, les relations entre les deux pays varient selon les circonstances entre accord et désaccord, empreintes cependant du scepticisme affiché par Pékin quant au rapprochement entre New Delhi et Washington, qualifié par les dirigeants Chinois de manœuvres entrant dans le projet américain pour l'endiguement et l'isolement de la Chine.

Quant aux relations sino-américaines, elles sont passées, pendant les années 1970-1980, par des périodes d'apaisements et de troubles, selon les conjonctures géopolitiques et géostratégiques du moment. Ceci étant, pour normaliser les relations entre les deux puissances, il est impératif de trancher le nœud gordien qui réside dans la problématique de Taïwan. Dans ce contexte, les Etats-Unis d'Amérique pourraient jouer un rôle déterminant pour trouver une issue à cette question, qui crée périodiquement des tensions dans les zones de Mer de Chine et d'Asie Pacifique, et risquerait de dégénérer en un conflit armé où tout le monde serait perdant.

Nous pouvons dire que la situation dans laquelle se trouve actuellement la Palestine, se pose de la même acuité que celle suscitée par Taïwan en Asie¹⁶², en ce sens que le Proche-Orient ne connaîtra pas de stabilité - l'émergence au sein des populations arabes d'un sentiment anti-américain, voire anti-occidental, complique les choses toujours davantage - tant que ce problème ne trouve pas de solutions satisfaisant les deux belligérants. Une fois de plus, nous estimons que les Américains possèdent sans le moindre doute au moins une partie de la solution, mais hélas la volonté politique est à questionner.

S'agissant des liens avec le Japon, depuis l'indépendance de la Chine, les relations entre les deux pays ont quasiment toujours été tendues, exception faite pendant les années 1970, où les rapports entre les deux pays voisins se sont quelque peu réchauffés, coïncidant ainsi avec la normalisation des liens sino-américains, ce qui dénote la grande capacité des Américains à apaiser les tensions.

¹⁶² Pour approfondir le sujet, il est proposé le livre de Pascal Boniface, **Vers la 4^{ème} guerre mondiale**, paru en 2009 aux Editions Armand Colin.

Ce rapprochement s'est traduit notamment par la visite effectuée par le Premier Ministre japonais Kakuei Tanaka en Chine en 1974, et la signature du traité d'amitié sino-japonais en 1978¹⁶³. Cependant, les relations entre les deux pays sont toujours ponctuées de périodes de friction et de dégradation, en raison notamment des conflits territoriaux et du négationnisme qui entachent leur histoire commune.

Les préjugés historiques - certains cercles dans les deux pays font tout pour raviver constamment cette partie douloureuse de l'histoire commune - exacerbés par la compétition vers le leadership régional, ont favorisé, au fil des années, l'émergence au sein des deux camps «d'un sentiment qui oscille entre l'émulation, l'envie, la compétition, et même la haine»¹⁶⁴. Ceci rend problématique l'établissement de bases solides et surtout stables pour une coopération bilatérale sereine, alors qu'en principe, chacun des deux protagonistes devrait occuper une place privilégiée pour l'autre, ce qui n'est pas le cas.

Enfin, nous pouvons affirmer que la Chine maoïste, depuis sa création et jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, qui permit l'avènement d'un monde unipolaire conduit par l'Hyperpuissance américaine, comme nous le verrons dans la sous-section suivante, a fonctionné conformément au paradigme élaboré par les autorités chinoises, sous la direction de Mao Tsé-toung, selon lequel le principal objectif de la Chine serait de se soustraire à l'attraction qu'exerçait les deux pôles soviétique et américain et à leur influence, tout en œuvrant à faire émerger un système international multipolaire et ce, sans entrer en confrontation avec les partisans du système actuel et donc du statu quo.

Sous-section 2 : Les prémices de l'émergence d'un système multipolaire.

Après avoir mis en exergue, dans la section précédente, le refus de la Chine de se plier aux exigences du système bipolaire, il sera question dans la présente section d'étudier comment Pékin s'est comporté avec le système international survenu au lendemain de la fin de la guerre froide.

En effet, après l'éclatement de l'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique sont entrés dans une phase caractérisée par le manque d'au moins une autre

¹⁶³ GAUCHON Pascal, op. cit.

¹⁶⁴ HE Yinan, op. cit.

superpuissance à même d'exercer un contrepoids pour la gestion des affaires du monde de manière plus ou moins «équitable». Plusieurs études ont été élaborées pour tenter d'expliquer la nouvelle configuration du système international, cependant force est de constater que l'existence de clivages doctrinaux a amené les analystes, universitaires et commentateurs, comme nous allons le voir ci-dessous, à expliquer d'une manière très disparate la situation dans laquelle s'est trouvé le système international.

Dans ce sillage, Francis Fukuyama a évoqué, dans son livre intitulé «La fin de l'histoire et le dernier homme» paru en 1992, la fin de l'histoire qui consacre l'universalité de la démocratie libérale comme forme finale de gouvernance au détriment du communisme vaincu. Avec le recul, il est constaté que la généralisation de conclusions tirées d'un phénomène conjoncturel est quelque peu précipitée.

Commentant la victoire du bloc de l'Ouest sur celui l'Est, Alexandre Douguine estime que le libéralisme, outre qu'il n'est pas synonyme de démocratie, est d'une manière intrinsèque pervers car ne pouvant exister sans ennemis. C'est dans cette optique que le théoricien russe écrit : «Il (le libéralisme) est resté seul, sans ennemi à combattre, après avoir vaincu le communisme et le fascisme. Ce fut alors le moment pour débiter une lutte interne, une purge au sein même des sociétés pour les débarrasser de tout élément non-libéral (le sexisme et les inégalités entre les sexes, le politiquement incorrect, toute dimension non-libérale qui imprègne des institutions comme l'Etat, l'Eglise et ainsi de suite). Le libéralisme a un besoin permanent d'ennemis pour s'en libérer. Autrement, il perd son contenu, son nihilisme implicite devient trop évident. Le triomphe absolu du libéralisme est sa mort »¹⁶⁵.

Il convient d'ajouter aux propos d'Alexandre Douguine, que les Etats-Unis ont, selon les circonstances du moment, élaboré des projets pour étendre leur hégémonie sur toute la planète, y compris par l'usage de la force, cependant l'Union soviétique a fait retarder cette entreprise de près d'un demi-siècle. Dans ce cadre, Justin Vaïsse écrit : «'L'absence d'un empire soviétique, notent Kristol et Kagan, ne modifie pas les buts fondamentaux de notre politique étrangère – préserver et étendre un ordre international qui s'accorde à la fois

¹⁶⁵ DOUGUINE Alexandre, **Vladimir Poutine, le pour et le contre : Ecrits eurasistes 2006-2016**, Editions Ars Magna, Nantes, 2017.

avec nos intérêts concrets et avec nos principes...l'Amérique doit façonner cet ordre, parce que si elle ne le fait pas, on peut être certains que d'autres que nous le façonneront d'une façon qui ne reflétera ni nos intérêts ni nos valeurs (36)'' . A leurs yeux, la question que tout le monde se pose après la guerre froide – d'où vient la menace ? – n'est pas la bonne. Le vrai danger, c'est que les Etats-Unis, par paresse ou pingrerie, tournent le dos à leur responsabilité d'assurer la paix, comme les Européens (et l'Amérique) l'avaient fait dans les années 1930, avec les résultats qu'on sait. Le vrai danger, c'est que l'Amérique laisse échapper un moment absolument unique dans l'histoire du monde : La position prééminente, unipolaire, d'une démocratie qui n'a pas pour objectif de conquérir et d'asservir d'autres pays. "Le but de la politique étrangère américaine doit donc être de préserver cette hégémonie aussi longtemps que possible et pour cela, elle a besoin d'une politique néo-reaganienne'' »¹⁶⁶ .

Ainsi, selon la vision néoréaliste, les années 1990 étaient celles de l'unipolarité, car dans un monde répondant à cette configuration, d'autres puissances qui ne sont pas du rang de la superpuissance se lèveront pour défier la position prédominante dans notre cas les États-Unis ; le défi réside dans la difficulté de maintenir dans la durée ce "monde unipolaire"¹⁶⁷ .

Dans un article intitulé "The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise", Christopher Layne estime que dans un système unipolaire, les États qui connaissent une expansion économique positive ont tendance à devenir plus ambitieux et plus à même de contester le statut quo, en défendant leurs intérêts et engagements outre-mer accrus et en atténuant la domination de la plus grande puissance du monde"¹⁶⁸ .

Analysant l'intervention unilatérale des Etats-Unis en Irak, Robert Jervis indique que « toute puissance qui se trouve dans une posture unipolaire va conduire inévitablement à un comportement impérial »¹⁶⁹ . Dans le même sillage, et dans un article intitulé «Le moment unipolaire»¹⁷⁰ publié en 1991, Charles

¹⁶⁶ VAÏSSE Justin, **Histoire du néo-conservatisme aux États-Unis : Le triomphe de l'idéologie**, Editions Odile Jacob, Paris, 2008, p 247.

¹⁶⁷ ZHAO Suisheng, **Chinese Foreign Policy: Pragmatism and Strategic Behavior**, Editions Routledge, New York, 2016.

¹⁶⁸ LAYNE Christopher, «**The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise**», International Security, Volume 17, n° 4, printemps 1993, pp : 5-51.

¹⁶⁹ BATTISTELLA Dario, **Retour de l'état de guerre**, Editions Armand Colin, Paris, 2006, p-245.

¹⁷⁰ KRAUTHAMMER Charles, «**The Unipolar Moment**», Foreign Affairs, volume 70, n°1, America and the World 1990/91, pp: 23-33.

Krauthammer estime que l'hypothèse émise pendant la période de la guerre froide selon laquelle la fin du système bipolaire débouchera inéluctablement sur un monde multipolaire est totalement erronée, puisque les faits sont là et attestent que le monde est bien unipolaire, qu'il qualifie d'ailleurs de «moment unipolaire», sous l'hégémonie de l'hyperpuissance américaine.

Outre Atlantique, le concept d'unipolarité a fait son effet et a eu beaucoup d'impact sur l'orientation des politiques étrangères des Etats-Unis, sous les administrations des Présidents Bush père et fils en passant par celle du Président Bill Clinton. Selon Ghassan Salamé «l'unipolarité est entrée dans les mœurs et qu'elle a inspiré le fameux Draft de 1992 soumis à Bush père, qu'elle a partiellement orienté la stratégie de l'administration Clinton dès 1993, avec le rejet de l'éphémère «doctrine Tarnoff» (lequel Tarnoff avait rejoint l'administration démocrate et osé écrire que «l'Amérique n'a plus les ressources nécessaires pour gouverner le monde»), et qu'elle constitue l'hypothèse de base de l'équipe Bush. Le paradigme unipolaire reflète une vue hégémonique de la politique globale selon laquelle une puissance leader mais bienveillante est sollicitée pour ramener l'ordre dans un monde anarchique »¹⁷¹.

Cependant, si les Présidents Bush père et Bill Clinton ont plus ou moins pu maîtriser les conséquences induites par l'application de ce concept sur le terrain, la situation a connu une tout autre trajectoire sous la présidence de George W. Bush auquel «les hégémonistes "soft" n'ont pas cessé de le répéter : ton père avait les mêmes idées que toi sur le monde, mais lui, au moins, n'irritait pas inutilement les autres dirigeants du monde. C'est aussi le conseil de Coral Bell (1999) qui, après avoir regretté la belle stabilité du système bipolaire, s'est convertie à l'«optimisme» triomphaliste surtout après le Kosovo où "une norme a été imposée par la force, une norme occidentale" dont elle juge les potentialités "explosives". Bell note qu'entre 1989 et 1999 les Etats-Unis avaient avancé sur la pointe des pieds vers un système unipolaire, mais qu'après le Kosovo ils ont fini par reconnaître qu'un degré similaire d'unipolarité n'avait jamais eu cours depuis l'âge d'or de l'Empire romain. Le "moment" unipolaire, renchérit Bell, durera au moins quatre décennies, voire sans doute plus du fait de la "distance" qui sépare les Etats-Unis de leurs rivaux potentiels »¹⁷².

¹⁷¹ SALAME Ghassan, **Quand l'Amérique refait le monde**, Editions Fayard, Paris, 2005.

¹⁷² Ibid.

Peu après les attentats du World Trade Center, soit début octobre 2001, une coalition constituée d'une vingtaine de pays, sous l'égide des Etats-Unis interviennent militairement en Afghanistan, avec le consentement du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Un mois après, les forces alliées prennent le contrôle de la Capitale Kaboul.

Pékin a soutenu les opérations militaires contre le régime taliban, tout en insistant sur « le rôle de chef que l'ONU devait jouer dans la résolution du problème afghan »¹⁷³. Au Conseil de Sécurité, la Chine a plaidé pour la nécessité de sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et sa souveraineté nationale. A signaler que la différence entre la position occidentale et chinoise réside essentiellement dans le fait que Pékin a émis le souhait d'inclure les talibans dans les discussions inter-afghanes¹⁷⁴, ce qui a été refusé. Sur ce point, l'histoire a donné raison aux autorités chinoises puisque des représentants des talibans ont été conviés à prendre part aux pourparlers pour trouver une solution au borbier afghan¹⁷⁵. Sachant que les Etats-Unis ont officiellement toujours refusé toute discussion avec les terroristes, il nous paraît légitime, suite à ce revirement américain, de poser la question « qu'est-ce que le terrorisme ? ».

La Chine a par ailleurs œuvré pour un retour rapide de la stabilité en Afghanistan et pour l'établissement de bonnes relations entre le nouveau gouvernement afghan et les pays de son voisinage. Ces démarches, éminemment stratégiques, ont été entreprises par Pékin, d'une part, pour éviter la marginalisation de son allié, le Pakistan, au profit du renforcement de l'Inde¹⁷⁶ et, d'autre part, pour tenter d'écourter la présence des troupes américaines et, par conséquent, leur influence dans ce pays et la région toute entière.

Dix-neuf ans après cette invasion, la situation économique de l'Afghanistan est lamentable, la démocratie n'y est toujours pas instaurée, et le pays est devenu le plus grand producteur de pavot au monde. En somme, les Etats-Unis ont fait de l'Afghanistan un Etat failli et pour longtemps, puisque la situation de précarité prévalant actuellement dans le pays n'encourage pas l'investissement, notamment, étranger qui est une condition sine qua non de son développement.

¹⁷³ KELLNER Thierry, «La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre», Relations internationales 2009/2, n° 138, pp : 111-138.

¹⁷⁴ Ibid.

¹⁷⁵ TAYLOR Adam, « U.S.-Taliban talks hint at change in Afghanistan. Here's why », The Washington Post, 28 janvier 2019.

¹⁷⁶ KELLNER Thierry, op. cit.

Au-delà de la rhétorique déployée par Washington, l'Afghanistan est un pays stratégique pour les Etats-Unis, au regard de sa proximité de ses deux rivaux, en l'occurrence, la Russie et la Chine. La présence militaire américaine en Afghanistan entre dans le cadre du projet états-unien de déploiement en Asie centrale¹⁷⁷. En effet, avec une présence accrue en Afghanistan - bases militaires aérienne et navale, ainsi que l'exploitation d'infrastructures névralgiques à l'instar de l'aéroport international de Kandahar – ce pays est devenu le poste avancé des Américains, leur permettant d'intervenir aussi bien en Asie qu'au Moyen Orient. En mars 2020, les Etats-Unis ont entamé le retrait progressif de leurs troupes stationnées en Afghanistan (il s'agit d'une réduction des effectifs d'environ 5.000 soldats), conformément à l'accord signé entre les Américains et les talibans, le 29 février 2020 à Doha au Qatar¹⁷⁸.

Ces analyses sont en totale opposition avec l'approche proposée par Dario Batistella qui estime que les Etats-Unis après la disparition de l'Union soviétique, et bien avant la Grande Bretagne au XIX^{ème} siècle, étaient tous deux en position de monopole mais n'avaient pas de comportement impérial. Selon le Professeur Batistella, «ce n'est pas l'émergence du moment unipolaire américain qui explique l'avènement d'une Amérique impériale, mais c'est la conviction des décideurs américains que l'évolution en cours de l'hégémonie existante leur est favorable qui les fait choisir une stratégie d'empire»¹⁷⁹.

Pour d'autres auteurs, le monde unipolaire n'est qu'une illusion, en ce sens que pendant la période postsoviétique, les Etats-Unis d'Amérique n'étaient pas en mesure de faire régner l'ordre dans plusieurs dossiers internationaux, quand ils n'étaient pas à l'origine des troubles et/ou de l'instabilité. Entre 1993 à 2001, divers événements ont contribué à remettre en cause l'unipolarité, en montrant « les limites de l'hyperpuissance : son échec en Somalie (1993), son abstention lors d'une bonne part de la crise yougoslave et au moment de celle du Rwanda (1994) ; le retour de relations tendues avec la Russie, proche de la Serbie slave et orthodoxe, et avec la Chine, notamment dans le détroit de Formose ; l'incapacité à mettre un terme au conflit israélo-palestinien malgré les initiatives

¹⁷⁷ HODES Cyrus, op. cit.

¹⁷⁸ «**Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America**», signé le 29 février 2020, document disponible sur le site <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/Agreement-For-Bringing-Peace-to-Afghanistan-02.29.20.pdf>, consulté le 6 mai 2020.

¹⁷⁹ Dario BATTISTELLA, op. cit.

américaines du début des années 1990 ; enfin le choc du 11 septembre 2001 qui révèle l'irruption d'un nouvel ennemi particulièrement difficile à combattre »¹⁸⁰.

De son côté, Zaki Laidi souligne dans un article au titre évocateur «Vers un monde multipolaire», publié en 2003, que « nous sommes d'ores et déjà dans un monde où existe une multipolarité de fait, qui tient à ce que les sources de la richesse sont beaucoup plus dispersées aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a trente ans. Certes, cette multipolarité n'est pas une multipolarité politique et stratégique, eu égard à la surpuissance politico-militaire des Etats-Unis ». Tout en soulignant l'existence d'un effet de causalité entre une économie prospère et la puissance politique, l'auteur indique qu'«actuellement, la richesse du monde a trois foyers : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. Dans cette multipolarité de fait, interviennent trois facteurs essentiels : l'immense potentiel démographique de l'Asie, le rééquilibrage de la puissance économique vers l'Asie (qui représentera bientôt 40 % de la richesse mondiale) et la claire volonté politique de la Chine de jouer un rôle politique majeur. Le cas chinois est intéressant, car il cumule les facteurs potentiels de la puissance : la démographie, la productivité du travail, une certaine hégémonie culturelle liée à son histoire et à ses diasporas, et l'ambition politique (...). La Russie n'a naturellement pas les mêmes atouts que la Chine, mais elle a aussi fait le calcul de la puissance. Si donc on tient compte du potentiel de la Chine, des ambitions de la Russie et de celles de l'Inde, on constatera aisément qu'il n'est pas impossible que l'ordre mondial du XXI^e siècle soit un ordre mondial marqué par le retour des logiques de puissances nationales»¹⁸¹.

Pour sa part, Pascal Boniface estime que le monde actuel n'est ni unipolaire ni multipolaire, il est globalisé, en ce sens qu'après la chute de l'Union soviétique aucune autre puissance ne peut prétendre pouvoir rivaliser avec les Etats-Unis, outre le fait qu'aucune puissance, aussi grande qu'elle soit, ne peut mener à bien seule une intervention militaire loin de ses frontières, ni faire face seule à un défi d'ampleur internationale¹⁸².

Par ailleurs, dans une interview accordée en 2017 au quotidien français Le Monde, Joseph Nye, en réponse à la question «Sommes-nous à un tournant dans

¹⁸⁰ MARCHESIN Philippe, **Introduction aux relations internationales**, Editions Karthala, Paris, 2008, P-148.

¹⁸¹ LAÏDI Zaki, «Vers un monde multipolaire», *Études* 2003/10 (Tome 399), p. 297-310.

¹⁸² BONIFACE Pascal, **Comprendre le monde : Les relations Internationales par tous**, 3^{ème} édition, Editions Armand Colin, Paris, 2015,

la relation entre les Etats-Unis et la Chine ?», indique que «Barack Obama et Xi Jinping s'étaient mis d'accord sur les questions du climat, ce qui a permis de créer une dynamique d'entraînement de pays comme l'Inde. Cela a montré que la Chine peut favoriser un changement d'attitude pour la défense de biens publics internationaux. On est en plein progrès mais cela dépend des capacités du Président Xi Jinping à maîtriser les questions intérieures de son pays. Est-il en position de le faire ? Oui, mais tout dépend du rythme de la croissance en Chine, qui va être désormais plus lent, et de l'anti-multilatéralisme de Trump. Sommes-nous à un tournant de l'Histoire ? En 2020, regarderons-nous les années Trump comme une erreur ? Je pense que oui, mais il existe toujours une marge d'imprévisibilité en politique. Que ferons-nous en cas d'un second 11-Septembre? »¹⁸³.

Le Professeur de Harvard a, par ailleurs, souligné que Washington pourra s'adapter à la transition de la puissance qui est en train de s'opérer entre les Etats-Unis, la puissance dominante et la Chine, la puissance émergente, en mettant cependant des réserves quant aux comportements du Président Donald Trump. Il a enfin souligné que le siècle des Etats-Unis n'est pas encore fini, mais sera différent de celui qui était le leur après la seconde guerre mondiale¹⁸⁴.

Depuis le début des années 2000, Pékin semble accorder une importance à la notion de multilatéralisme. C'est dans ce cadre que « la Chine cherche à prendre une part active à la "diplomatie multilatérale" dans le cadre de l'ONU comme à l'échelon régional, afin d'y accroître son influence. Plus qu'auparavant, elle veut montrer qu'elle est ouverte aux mécanismes multilatéraux de négociation comme de maintien ou de restauration de la paix et qu'elle entend les utiliser à son profit. Le rôle joué par la Chine dans la crise nucléaire nord-coréenne en 2009 (...) a été à cet égard un cas d'école. La plus grande participation de l'APL aux forces multilatérales de l'ONU en constitue une autre illustration. La volonté de Pékin de coopérer plus souvent, y compris avec les pays occidentaux, dans la lutte contre la prolifération nucléaire en est une troisième »¹⁸⁵.

En effet, depuis le début de ce XXI^e siècle, la Chine « affiche une "diplomatie du pourtour" beaucoup plus active que sa traditionnelle et mal définie politique

¹⁸³ MINASSIAN Gaïdz, « **Basculement du monde : Le siècle américain n'est pas fini** », Le Monde, 25 juillet 2017.

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, 2^{ème} édition, Editions Les Presses de Sciences Po, Paris, 2012, pp : 85-86.

régionale. Son but n'est pas seulement de stabiliser ses relations avec son environnement asiatique, principalement est-asiatique : cet objectif demeure et passe désormais par une participation plus active de Pékin aux mécanismes régionaux de coopération économique et de sécurité. Il s'agit surtout pour la Chine de mettre en place des liens privilégiés (...) avec l'ensemble des pays qui lui sont limitrophes au sens large du terme, c'est-à-dire la totalité de ses voisins continentaux et maritimes». ¹⁸⁶

En octobre 2002, la CIA a publié un rapport intitulé «Les armes de destruction massive de l'Irak », dans lequel il est fait état que les autorités irakiennes possèdent des armes chimiques et seraient en passe de relancer leur programme nucléaire. Devant la détermination de l'administration Bush d'attaquer l'Irak, l'Union Européenne s'est divisée en deux clans, le premier, compte la France et l'Allemagne, pour qui l'usage de la coercition militaire était du ressort du Conseil de Sécurité de l'ONU, le second composé de quasiment le reste de l'UE soutient l'intervention militaire que veulent mener les Américains.

Hormis les pays de l'UE qui, pour la plupart, étaient en faveur de cette guerre - ces pays sont ou en passe de devenir membres de l'OTAN - le reste du monde était contre cette agression qui n'était pas justifiée. C'est dans ce cadre que «le 05 février 2003, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell dévoile ses «preuves» devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Il montre à l'assistance des photos de camions et les présente comme des laboratoires mobiles de recherche biologique. Il dévoile également des photos satellites d'usines d'armes chimiques et de bunkers, mais aussi une conversation entre des officiels irakiens, sans oublier son flacon d'Anthrax » ¹⁸⁷.

Devant la fragilité des preuves présentées, qui se sont avérées par la suite être un tissu de mensonges, et la menace brandie par la Russie, la Chine et la France d'utiliser leur veto, les États-Unis d'Amérique, soutenus par le Royaume-Uni, ont lancé le 20 mars 2003 l'opération «Irak Freedom» sans l'aval du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Loin de vouloir instaurer un régime démocratique en Irak et promouvoir les droits de l'Homme - au rythme des tueries enregistrées quotidiennement, d'ici quelque temps il n'y aurait pas assez d'hommes auxquels on pourrait donner des droits - l'Administration Bush cherchait par cette

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ Ibid.

intervention à « reprendre pied dans un pays stratégique du point de vue énergétique et d'en évincer la Chine et la Russie, qui y avaient développé leurs intérêts »¹⁸⁸.

Le débat ouvert en Europe sur le devenir du système international, suite à l'intervention américaine en Irak en 2003, a mis aux prises deux visions totalement divergentes. La première, promue par la France « consiste à dire que la stabilité du monde ne saurait être tributaire d'une seule puissance. Et que, à cette fin, il convient d'organiser le système international sur une base multipolaire pour faire contrepoids à la puissance américaine. L'interprétation française renvoie ainsi à une vision volontariste de l'ordre mondial »¹⁸⁹. Selon la seconde vision, défendue par le Royaume-Uni, « la construction d'un monde multipolaire est à la fois dangereuse et peu souhaitable. La création d'un contrepoids à la puissance américaine ne peut que conduire les Etats-Unis à se détacher davantage de l'Europe et à renforcer, au sein de l'establishment américain, les tenants d'une politique unilatéraliste »¹⁹⁰.

Cependant, depuis 2006, la Chine fait également partie du Groupe dit les « BRICS », regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique, acronyme inventé par la Banque Goldman Sachs en 2001, pour attirer l'attention sur le développement de ces pays qui suit un rythme élevé et soutenu. En juillet 2014 au Brésil, les BRICS ont décidé la création d'une Banque internationale de développement et d'un fonds de réserve propre, à l'effet notamment de se positionner comme alternative aux institutions de Bretton Woods, à savoir la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, sur lesquelles les Etats-Unis en particulier et l'Occident en général, exercent une emprise totale.

En 2014, les BRICS ont émis l'idée de bannir, dans un avenir proche, le dollar américain dans le règlement des transactions au sein de l'organisation, afin de faire face à la domination financière absolue des États-Unis dans le monde.

Par ailleurs, dans le but de réduire les tensions liées aux conflits territoriaux et maritimes existant entre la Chine et nombre de pays asiatiques, notamment le Japon, le Vietnam, les Philippines et l'Inde, le Président Xi Jinping a relancé, en octobre 2013, la politique de bon voisinage lancée en 2000, dont le slogan était

¹⁸⁸ THEDREL Arielle, **Guerre d'Irak : comment tout a commencé il y a dix ans**, Le Figaro, le 20 mars 2013.

¹⁸⁹ LAÏDI Zaki, op. cit.

¹⁹⁰ Ibid.

‘‘Etre bienveillant à l’égard de ses voisins et faire de ses voisins des partenaires’’, auquel il a ajouté quatre caractères (...), à savoir, proximité, sincérité, avantages mutuels et tolérance¹⁹¹.

En 2014, une coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, a déclaré la guerre à la Syrie, où un conflit armé était en cours depuis 2011. Les opérations aériennes menées par cette coalition et la présence de ses troupes au sol s’inscrivent en droite ligne de la logique interventionniste occidentale à travers le monde, essentiellement au Moyen-Orient, à l’instar de celles effectuées en Irak et en Libye. Comme ce fut le cas pour ces dernières, les attaques contre la Syrie ont également fait l’objet de virulentes critiques quant à leur opportunité, et une fois encore, les preuves ayant motivé cette intervention militaire sont, selon plusieurs analystes, fabriquées de toute pièce et leur véracité est remise en cause.

L’interventionnisme américain a aussi touché le Venezuela, touché depuis 2013 par une crise économique, qui a jeté le discrédit sur le Président Nicolas Maduro. Profitant de cette situation qui était en défaveur du Président élu, le Président de l’Assemblée Nationale, Juan Guaidó, s’est autoproclamé Président par intérim de la République du Venezuela, le 23 janvier 2019, soutenu également par la plupart des États latino-américains et un grand nombre de pays européens. Cependant, selon The Wall Street Journal, la crise Vénézuélienne n’est qu’une partie d’un plan global élaboré par l’Administration américaine, qui prévoit respectivement la chute des régimes en place au Cuba et au Nicaragua. D’après le même journal, le but recherché à travers la mise en œuvre de ce plan, serait l’affaiblissement des positions de la Chine, de la Russie et de l’Iran en Amérique Latine¹⁹².

A rappeler que dans un élan de solidarité avec le Venezuela et pour faire face à la position des Etats-Unis et leurs alliés, la Chine et la Russie ont émis un double veto pour faire échouer le projet américain qui prévoyait l’organisation d’élections présidentielles et la livraison d’aides humanitaires au Venezuela.

De ce qui précède, il ressort clairement que la Chine s’active à jouer un rôle prépondérant dans la vie internationale, de manière à pouvoir s’imposer, aux

¹⁹¹ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

¹⁹² DONATI Jessica, SALAMA Vivian et TALLEY Ian, **U.S. Push to Oust Venezuela’s Maduro Marks First Shot in Plan to Reshape Latin America**, The Wall Street Journal 30 janvier 2019.

côtés de la Russie, comme un acteur structurant des relations internationales. Dans ce cadre, les dirigeants chinois tentent de faire la promotion de concepts, tels que le partenariat « gagnant-gagnant » et la non-ingérence dans les affaires internes des pays souverains qui, selon eux, sont des facteurs essentiels pour la stabilité de l'ordre international. Ces démarches sont, à notre sens, l'expression la plus explicite du refus catégorique du système actuel et constituent les premières bases pour la mise en place graduelle d'un monde multipolaire et la remise en cause du système établi qui tend à maintenir le statu quo profitable à l'Occident.

Enfin, dans une réflexion pour faire sortir le monde du chaos hobbesien qui a toujours régi les relations interétatiques, Zhao Tingping, Professeur de philosophie à l'Académie chinoise des Sciences Sociales, a tenté, dans ses publications, de démontrer que le concept de Tianxia - un concept chinois vieux de trois mille ans, qui signifie « tout ce qui existe sous le ciel » - pourrait « apporter des solutions à deux problèmes : l'Hégémonie américaine et l'échec d'une gouvernance globale. Dans le Tianxia, une seule puissance domine, mais elle respecte ses obligations envers les Etats tributaires. En outre, selon Zhao, la gouvernance globale serait facilitée si une hiérarchie internationale s'imposait à tous de bon gré, parce qu'elle rendrait moins pertinentes les divisions liées aux nationalités »¹⁹³.

Il reste cependant à trouver la puissance pouvant incarner le modèle digne d'être suivi par les autres nations. Quand on sait que la Chine est loin d'être prête à assumer un tel rôle et que les Etats-Unis ont beaucoup perdu de leur attractivité suite à l'agressivité dont ont fait montre l'administration de George W. Bush à l'entame de ce XXI^e siècle et celle de Donald Trump, on peut dire avec certitude que le Léviathan a encore de beaux jours devant lui.

Le développement de l'économie chinoise et le retour du pays sur la scène internationale appelé « Consensus de Pékin », dérange énormément les pays occidentaux, qui profitent pleinement du système en vigueur qu'ils ont eux-mêmes mis en place à l'issue de la seconde guerre mondiale. Dans la prochaine sous-section nous étudierons le contenu de ce prétendu Consensus, en le comparant avec le Consensus de Washington, ainsi que l'opportunité de cette dénomination.

¹⁹³ DUCHÂTEL Mathieu, op. cit.

Sous-section 3 : Le Consensus de Pékin, entre réalité et fiction.

Au cours des 40 dernières années qui ont suivi le décès de Mao Zedong en 1976, les politiques intérieures menées par les différents gouvernements qui se sont succédé ont réussi à transformer en profondeur la République Populaire de Chine, devenue une puissance économique d'envergure mondiale, sans pour autant se conformer à la théorie du développement occidentale.

En 2004, la croissance annuelle du PIB chinois qui a atteint cette année 10,11 %¹⁹⁴, alors que celle des Etats-Unis était tout juste de 3,79 %¹⁹⁵, a conduit Joshua Ramo¹⁹⁶ à utiliser pour la première fois l'expression du «Consensus de Pékin»¹⁹⁷. Ce nom fait référence au «Consensus de Washington», qui représente un ensemble de mesures émises par des experts réunis à Washington à la fin des années 1980, dans l'espoir de trouver des solutions aux problèmes économiques et politiques auxquels certains pays latino-américains faisaient face. Des spécialistes estiment que le «Consensus de Pékin» pourrait représenter une menace pour le modèle occidental en vigueur, basé sur des valeurs dites «fondamentales», telles que la démocratie, les droits de l'Homme, la liberté de culte et d'expression.

Selon Joshua Ramo, le «Consensus de Pékin» comporte « trois aspects : une foi en l'innovation technologique et l'expérimentation pour trouver des solutions économiques et sociopolitiques ; un accent mis sur le développement durable et l'égalité sociale ; et une stratégie militaire asymétrique qui garantisse la sécurité et l'autodétermination »¹⁹⁸.

Pour ce faire, les autorités chinoises sont conscientes que vouloir affronter frontalement les Etats-Unis comme l'avait fait l'empire soviétique, est un combat perdu d'avance, et dont les retombées seraient catastrophiques pour le pays. Dans leur vision des relations internationales, les différents gouvernements

¹⁹⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CN-US>, consulté le 14 janvier 2020.

¹⁹⁵ Ibid.

¹⁹⁶ Joshua COOPER RAMO est PDG du Kissinger Associates (société de conseil stratégique). Auteur de plusieurs livres, il a occupé le poste de rédacteur en chef adjoint du magazine américain Time. Économiste de formation, il est diplômé de l'Université de Chicago et de l'Université de New York. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont «The Age of the Unthinkable» et «The Seventh Sense».

¹⁹⁷ Scott Kennedy, « **The Myth of the Beijing Consensus** », Journal of Contemporary China Volume 19, n° 42, 2010, pp. 461-477.

¹⁹⁸ CHEN Zhiming, « **Y a-t-il un consensus de Pékin ? La politique en questions** », dans La politique en questions, Editions Presses de l'Université de Montréal, Montréal 2008, pp. 252-259.

chinois ont, donc, opté pour une approche plus conciliante axée, d'une part, sur le développement d'une puissance asymétrique pour gérer la coopération avec les États-Unis, ce qui se traduit par la capacité de Pékin à convertir son poids économique vers le domaine politique et, d'autre part, sur le refus de la Chine d'endosser le rôle d'hégémon suite aux souffrances que l'Occident lui avait fait subir de la moitié du XIX^e siècle jusqu'à son indépendance¹⁹⁹.

Cependant, on assiste depuis la crise financière de 2008 à une remise en cause non seulement de la finance et sa dérégulation mais également de la domination mondiale du système capitaliste. Dans ce contexte, et tout en déplorant l'inexistence d'un système économique de rechange, Joseph Stiglitz «a dénoncé l'hypocrisie du système financier américain qui, appuyé sur une dérégulation maximale des flux financiers, déresponsabilise les acteurs économiques, déséquilibre les rapports entre l'Etat et le secteur privé, et contribue à appauvrir plus qu'à enrichir les pays où règne le fanatisme du marché»²⁰⁰. Il préconise dans ce cadre «d'inventer un système fondé sur de nouvelles valeurs»²⁰¹.

Depuis cette crise, on assiste à un foisonnement d'analyses et de commentaires sur, d'une part, la pertinence du «Consensus de Pékin», comme concept et, d'autre part, sa capacité à rivaliser avec le «Consensus de Washington» qui, lui, est non seulement théorisé mais également mis en œuvre sur le terrain.

I- Consensus de Washington :

Au début des années 1980, une grave crise monétaire a touché une trentaine de pays africains et latino-américains, dont la plupart étaient en situation de dépôt de bilan²⁰². Dans ce cadre, un séminaire a été organisé à Washington à la fin des années 1980, réunissant des économistes, universitaires et experts du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, pour identifier et trouver les solutions à même de stabiliser ces économies qui faisaient face à de grandes difficultés.

¹⁹⁹ COOPER RAMO Joshua, **The Beijing Consensus**, the Foreign Policy Center, Londres, 2004.

²⁰⁰ NOIVILLE Florence, « **Joseph Stiglitz : "Nous n'avons pas de système économique de rechange"** », Le Monde, 19 janvier 2009.

²⁰¹ Ibid.

²⁰² ATTALI Jacques, **Tous ruinés dans dix ans ? : Dette publique : la dernière chance**, Editions Fayard, Paris, 2010.

A l'issue du séminaire, les mesures préconisées par les experts, telles que l'ouverture du marché, la privatisation et la déréglementation, ont été synthétisées par John Williamson, un économiste de Peterson Institute for International Economics, situé dans la capitale américaine, dans un article intitulé "What Washington Means by Policy Reform", paru en 1990, où il a fait ressortir les 10 recommandations ayant, selon lui, fait l'objet de consensus entre les participants à la réunion tenue à Washington, d'où la dénomination «Consensus de Washington»²⁰³.

Les dix points en question, dont la philosophie reste la même que celle des programmes d'ajustement mis en œuvre par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) pour assister les pays qui sollicitent leur aide afin de sortir de leurs crises économiques, sont les suivants : **-1-** discipline budgétaire **-2-** réorientation des dépenses publiques vers les activités à haut rendement et vers une meilleure répartition des revenus **-3-** réforme de la fiscalité **-4-** libéralisation des taux d'intérêt **-5-** taux de change compétitif **-6-** libéralisation du commerce **-7-** libéralisation des IDE entrants **-8-** privatisation **-9-** dérégulation **-10-** protection des droits de propriété²⁰⁴.

Depuis la publication des préceptes du «Consensus de Washington», les pays occidentaux les ont, de manière générale, adoptés comme modèle de développement, fondé sur le modèle d'économie politique énoncé par Adam Smith²⁰⁵.

Ce modèle a connu son heure de gloire à la fin de la guerre froide, qui a annoncé la prééminence du capitalisme sur le communisme. Cette prépondérance des valeurs occidentales a été sublimée par la publication de l'ouvrage intitulé «La Fin de l'histoire et le Dernier Homme» de Francis Fukuyama en 1992, à travers lequel il a annoncé l'avènement d'un nouvel ordre mondial et le triomphe des valeurs, à l'instar du maintien de la paix, du droit international et des droits de l'Homme, en somme, les principes du «Consensus de Washington»²⁰⁶. L'esprit d'une époque était tel que les théories néolibérales étaient devenues dominantes

²⁰³ ABRAHAM-FROIS Gilbert et DESAIGUES Brigitte, « Du "consensus de Washington" au "consensus Stiglitzien" », Revue d'économie politique 2003/1, volume 113, pp : 1-13.

²⁰⁴ WILLIAMSON John (S/D), **Latin Américain Ajustement : How Much Has Happened ? Editions Peterson Institute for International Economics**, Washington DC, 1990, p-445.

²⁰⁵ BRISSET Claire, **Les enfants et la Loi de la jungle**, Editions Odile Jacob, Paris, 2009.

²⁰⁶ FUKUYAMA Francis, «**La Fin de l'histoire et le Dernier Homme**», Editions Flammarion, Paris, 2009.

dans le champ des Relations Internationales et pouvaient même prétendre à un statut consensuel, tant leurs opposants étaient marginaux.

En totale opposition, Samuel Huntington a affirmé en 1993, dans un article paru dans la revue *Foreign Affairs*, que l'histoire humaine continuera à évoluer dans un « choc des civilisations ». Selon lui, depuis la chute de l'Empire soviétique, ce sont les civilisations (identités, culture et religion) qui génèrent les rivalités et les coalitions entre les États, et non les idéologies politiques. Pour le professeur Huntington, une civilisation est « le mode le plus élevé de regroupement et le niveau le plus haut d'identité culturelle dont les humains ont besoin pour se distinguer des autres espèces. Elle se définit à la fois par des éléments objectifs, comme la langue, l'histoire, la religion, les coutumes, les institutions, et par des éléments subjectifs d'auto-identification »²⁰⁷. Le 11 septembre 2001, les guerres en Afghanistan et en Irak ont constitué autant de cas pouvant confirmer cette analyse.

Cependant, en dehors des pays développés, c'est au FMI et à la BM qu'incombait le rôle de faire la promotion des recommandations du « Consensus de Washington » et leur application dans les pays dont les économies se trouvaient en crises. Aussi, les pays d'Amérique Latine, comme de nombreux autres pays en développement, ont au début des années 1990 fait du Consensus de Washington leur cheval de bataille. Cependant, il a été constaté que la plupart des pays auxquels ont été appliquées les recommandations dudit Consensus ont connu une courte période de croissance économique et de réduction de l'inflation, suivie d'une période de crise économique et sociale grave, qui s'est traduite par une forte augmentation du chômage et de la pauvreté, entraînant dans la majorité des cas l'abandon de la plupart des réformes entreprises²⁰⁸. Il a été également constaté « que l'ouverture des marchés exposait ces pays aux effets collatéraux de la mondialisation, parmi lesquels l'afflux de capitaux financiers spéculatifs, supérieurs aux investissements étrangers directs »²⁰⁹.

Dans une analyse du « Consensus de Washington », l'économiste Sud-Coréen Ha-Joon Chang a indiqué que dans le processus ayant permis aux pays riches d'atteindre leur niveau de développement actuel, l'Etat avait joué un rôle de premier ordre essentiellement dans l'essor des industries naissantes par l'octroi

²⁰⁷ HUNTINGTON P. Samuel, **Le choc des civilisations**, Editions Odile Jacob, Paris, 2005, p-40.

²⁰⁸ Ibid.

²⁰⁹ Ibid.

de prêts à des taux préférentiels et en favorisant les firmes locales, par la promulgation de lois protectionnistes. Ces pratiques sont en totale contradiction avec les exigences dudit Consensus qui, d'une part, bannit l'intervention de l'Etat dans l'activité économique et, d'autre part, ne prévoit pas la mise en place, préalablement à l'ouverture du marché, de structures de régulation notamment celles anti-corruption et anti-fraude. Aussi, M. Ha-Joon Chang affirme qu'en appliquant les idées du Consensus de Washington, les institutions de Bretton Wood "enlevaient l'échelle" qui avait permis aux pays riches de se développer. Dans ce cadre, il estime que la Chine n'a fait que remettre en place cette "échelle" qui permettrait aux autres pays d'accéder à la richesse et par conséquent au développement²¹⁰.

De son côté, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie de 2001, remet en cause les recommandations même du «Consensus de Washington», arguant que la privatisation rapide soutenue par le FMI et la BM, qui était censée venir en aide aux pays émergents et en voie de développement, sans la mise en place au préalable de structures de régulation appropriées, a induit le développement de la corruption qui a permis de vendre à des particuliers des sociétés viables à des prix dérisoires²¹¹.

Enfin, eu égard aux résultats mitigés enregistrés et «devant l'échec patent du Consensus de Washington (que Williamson défend), la liste des recommandations fut complétée par des ajouts prioritaires dans les domaines suivants : gouvernance des entreprises, flexibilité des marchés du travail, soumission aux règles de l'OMC et aux codes et normes financiers internationaux, système de protection sociale et réduction ciblée de la pauvreté»²¹².

Dans la pratique, il est constaté que les principes du «Consensus de Washington» sont plus bénéfiques aux pays riches et puissants qu'aux pays pauvres et modestes, où l'application des recommandations du Consensus ont été catastrophiques, à l'instar de ce qui s'est passé en Argentine, en Indonésie et en Russie, pour ne citer que ces pays.

²¹⁰ TIBERGHIEN Yves, **L'Asie et le futur du monde**, Editions Les Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

²¹¹ STIGLITZ Joseph, **La Grande Désillusion**, Editions Fayard, Paris, 2002.

²¹² STEVENSON Lois, **Développement du secteur privé et des entreprises : Favoriser la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, Editions Eska, Paris, 2012, p-14.

Il importe de souligner que le plus grand point faible du «Consensus de Washington» réside dans sa rigidité à vouloir imposer la démocratie, au sens occidental du terme, à des pays dont les idéologies, les vécus et les traditions sont en totale inadéquation avec les principes occidentaux. A titre illustratif, les révolutions de couleur en Géorgie, en Pologne, au Kirghizistan et en Irak, soutenues par les Etats-Unis, n'ont pas eu les résultats démocratiques escomptés. Ainsi, l'expérience menée en Irak est tout simplement désastreuse, en raison de l'obsession des Américains à vouloir établir une démocratie dans un pays où la culture de tolérance n'est pas encore instaurée. Dans ce pays, les Sunnites estiment que les Chiites et vice-versa, constituent un plus grand danger que les Occidentaux qui empiètent leur sol.

II- Consensus de Pékin :

Après le développement économique qu'avaient connu plusieurs pays d'Asie, comme le Japon, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, le Viêt-Nam et plus récemment la Chine, certains théoriciens occidentaux commençaient à évoquer un modèle Est asiatique, caractérisé par le rôle prépondérant de l'Etat dans l'orientation de la politique d'investissement, les domaines d'activités prioritaires à promouvoir, la coordination des investissements, ainsi que l'affectation des crédits²¹³. Cependant, dès le début des années 2000, le modèle chinois commençait à s'imposer de manière intrinsèque et s'est détaché du modèle Est asiatique.

En 2004, et au regard des résultats exceptionnels enregistrés par l'économie chinoise, Joshua Cooper Ramo, ancien président de la banque Goldman Sachs, s'est essayé à définir le modèle de développement de ce pays qu'il a dénommé «Consensus de Pékin». Selon Ramo, ce Consensus peut être identifié par trois « théorèmes », dont le premier insiste sur la centralité de l'innovation et la R&D, le second exige de se concentrer sur le développement du pays et non sur la croissance, en d'autres termes il importe de se focaliser sur la qualité de vie plutôt que sur la mesure du PIB, et enfin le troisième fait référence à la mise au point par la Chine d'une nouvelle doctrine de sécurité à même de conférer à Pékin une autonomie de prise de décision²¹⁴

²¹³ HUA Shiping et HU Ruihua, **East Asian Development Model: Twenty-first century perspectives**, Editions Routledge, New York, 2015.

²¹⁴ COOPER RAMO Joshua, op. cit.

De son côté, Yves Viltard souligne que le «Consensus de Pékin» pourrait se distinguer «par davantage d'interventionnisme de l'État dans l'économie, et une plus grande attention portée à la stabilité politique, reposant sur un gouvernement fort pour guider le processus de développement»²¹⁵.

Pour sa part, le professeur Shaun Breslin, expert en politique et économie chinoises, estime que les contours de ce terme ne sont pas encore délimités et, par conséquent, le «Consensus de Pékin» ne peut être considéré comme un modèle économique²¹⁶.

Quant à Paul André, chercheur dans le domaine de l'économie politique internationale de l'Asie orientale, il indique que le «Consensus de Pékin» ne peut pas être considéré comme un modèle économique, mais juste un discours politique «ad hoc» tout en réfutant même l'idée d'un modèle économique spécifiquement chinois²¹⁷.

Dans une analyse du processus de développement économique chinois, Scott Kennedy, expert en économie politique chinoise, fait ressortir que la Chine a adopté huit des dix préceptes du Consensus de Washington et a, donc, suivi le même schéma néolibéral occidental. Il indique que la croissance économique qu'a connue la Chine est, en partie, le résultat de la combinaison d'une stabilité politique avec plusieurs facteurs, qui font partie du Consensus de Washington, dont la libéralisation du marché, le recours à un taux de change compétitif et la mise en place des conditions pour attirer les investissements directs à l'étranger (IDE)²¹⁸. Cette constatation est partagée par bien d'autres auteurs. Enfin, Scott Kennedy estime que sur le plan économique, les deux consensus possèdent beaucoup de points communs et ce n'est qu'en y incluant le domaine politique que leur divergence devient évidente²¹⁹.

Selon Barthélémy Courmont, la Chine a largement utilisé les avantages du Consensus de Washington, pour son développement économique, notamment,

²¹⁵ VILTARD Yves, «**Qui a peur de la Chine ? La contribution des théoriciens américains à une croyance**», Observatoire Européen de Défense, 2012.

²¹⁶ BRESLIN Shaun, «**The 'China model' and the global crisis: from Friedrich List to a Chinese mode of governance?**», Institut royal des affaires internationales, Volume 87, n° 6, novembre 2011, pp : 1323-1343.

²¹⁷ ANDRE Paul, **Le consensus de Pékin : modèle d'économie confucéenne ou modèle ad hoc ?** Editions Presses Universitaires du Septentrion, 2014, pp : 191-216.

²¹⁸ SIMON Freemantle et JEREMY Stevens, «**Confronting some of the major criticisms of contemporary Sino-African ties**», 15 mai 2012, document disponible sur le site http://www.chinadaily.com.cn/opinion/2012-05/15/content_15299771_9.htm, consulté le 10 avril 2020.

²¹⁹ Scott KENNEDY, op. cit.

en matière d'accueil des investissements étrangers et de libéralisation des échanges internationaux. Il affirme que pour des raisons politiques, le Parti Communiste Chinois (PCC) critique et dénigre le Consensus de Washington qui établit une corrélation entre libéralisme économique et démocratie politique.²²⁰

Par ailleurs, Yves Tiberghien estime que les pays d'Asie Orientale ont connu une réussite indéniable sans avoir suivi intégralement les préceptes de Washington, laissant l'Etat intervenir dans l'orientation de la politique économique du pays, en soutenant toutefois que le "Consensus de Pékin" «est une version intensifiée et étendue du modèle de développement japonais, imité en son temps par la Corée et par les autres "dragons" et "tigres" asiatiques»²²¹.

Cependant, une étude de la Banque Mondiale de 1993, sur le modèle du développement des pays asiatiques, y compris la Chine, a mis en exergue, outre la performance des politiques industrielles et des bases institutionnelles ayant sous-tendu ce miracle économique, que le modèle en question était trop contraignant pour être appliqué en dehors de l'Asie²²².

De leur côté, les dirigeants chinois récusent le qualificatif de «Consensus de Pékin», et estiment qu'il ne s'agit que d'une affabulation occidentale²²³. Ils insistent plutôt sur l'existence d'une théorie du développement appelée "socialisme aux caractéristiques chinoises", mise en œuvre sous l'ère de Deng Xiaoping et peaufinée par la suite par ses successeurs.

L'attractivité du modèle de développement proposé par Pékin réside dans sa force de proposition de nouveaux principes, à l'instar de la politique de non-ingérence dans les affaires internes des Etats et le respect de leur souveraineté, ainsi que la stratégie gagnant-gagnant dans les échanges commerciaux. Ces principes, faut-il le rappeler, étaient émises par le Premier Ministre chinois, Zhou Enlai, en 1964, et reprises en 1996, par le Président Jiang Zemin.

Dans les faits, l'approche chinoise a des implications majeures sur les relations internationales. S'agissant de sa dimension géopolitique, la vision prônée par Pékin, qui refuse toute ingérence dans les affaires internes des autres Etats

²²⁰ COURMONT Barthélémy, «**La Chine entre intégration et affirmation de sa puissance**», Monde chinois, nouvelle Asie, n° 25, printemps 2011, pp 7-14. Il s'agit d'un entretien avec Jean-Pierre Cabestan à propos de son livre intitulé «**La Politique internationale de la Chine**», Editions Les Presses de Sciences Po, en 2010.

²²¹ TIBERGHIEEN Yves, op. cit.

²²² Ibid.

²²³ COURMONT Barthélémy, op. cit.

souverains, contraste avec la vision des pays occidentaux, jugée trop agressive et interventionniste. Il faut ajouter à ce point l'autonomie de prise de décision acquise par la Chine, qui lui permet de ne pas se soumettre aux injonctions des Etats-Unis, telles que celles relatives à l'application sur la Russie et l'Iran de sanctions économiques instaurées unilatéralement. L'approche chinoise incite ainsi certains pays asiatiques, africains et latino-américains à se rapprocher davantage de Pékin, ce qui contribue au renforcement du soft power chinois et à l'affaiblissement de celui de l'Occident.

Même si la spécificité de la Chine rend son modèle de développement unique et impossible à reproduire ailleurs, force est de constater que l'expérience chinoise offre aux autres pays une approche de développement originale consistant à faire ce qu'il y a de mieux pour eux-mêmes en fonction de leurs propres conditions et objectifs et non pas en fonction de ce que les autres leur disent de faire, comme c'est le cas pour le Consensus de Washington²²⁴. Dans ce cadre, la manière avec laquelle la Chine a fait face aux effets de la crise économique mondiale de 2008, a démontré l'efficacité et la robustesse du modèle chinois par rapport au modèle occidental.

A contrario, au regard des contraintes imposées par le « Consensus de Washington » au niveau politique, économique et social, d'une part, et des résultats mitigés qui en découlent, d'autre part, les pays émergents et en développement seraient plus enclins à suivre le modèle chinois, qui prône la gradation dans la mise en œuvre des réformes dans n'importe quel domaine. C'est précisément cette approche « douce » préconisée par le modèle chinois qui participerait, comme nous le verrons dans la troisième partie, à la promotion du soft power de la Chine.

Cette gradation est visible dans la politique interne chinoise, où les dirigeants du PCC ont opté pour une démocratisation progressive du pays, allant respectivement du village, à la ville, à la municipalité, puis à la province et, enfin, à la nation toute entière et ce, eu égard à la taille de la population et afin d'éviter toute possibilité de sa déstabilisation. Actuellement, les élections ont lieu uniquement au niveau des villages. Cette progression a également été appliquée dans le domaine économique. En effet, c'est après s'être assurés du succès de la première Zone Economique Spéciale (ZES) créée en 1979 à

²²⁴ BRESLIN Shaun, op. cit.

Shenzhen, que le gouvernement chinois a décidé de construire quatre autres ZES et bien d'autres zones de développement économique et technique, ainsi que des zones franches.

A titre indicatif, le Président de la République chinois est élu par les députés de l'Assemblée Nationale Populaire. La Constitution chinoise limite les mandats présidentiels à deux, avec une durée de cinq ans chacun. Cependant, en mars 2018, le Parlement chinois a supprimé cette limitation, qui a été introduite dans la Constitution par le Président Deng Xiaoping en 1982. L'amendement adopté fait également entrer «la pensée Xi Jinping» dans la Constitution.

Par ailleurs, il apparaît clairement que lors de l'élaboration du «Consensus de Pékin», Joshua Ramo n'a pas décrit fidèlement l'expérience chinoise dans les domaines politique, économique, social et sécuritaire. Ainsi, sur les trois aspects caractérisant le «Consensus de Pékin», émis par Joshua Ramo plus haut, deux d'entre eux ne correspondent pas tout à fait à la réalité. En effet, contrairement à ce qu'affirmait Joshua Ramo, le modèle économique chinois peut être considéré comme «non durable» et ce, au regard des dégâts écologiques sur la population et la nature. De plus, il est évident que la priorité conférée par la Chine à l'innovation technologique n'est pas un fait exceptionnel, sachant que la technologie est le fer de lance de tous les pays développés. Il est également évident que la large utilisation du terme «Consensus de Pékin» par les médias et certains analystes et commentateurs a contribué à le présenter comme un «concept» à même de révolutionner le système international.

En somme, il est plus opportun de parler de «modèle chinois» mis en œuvre de manière empirique et pragmatique. Cette constatation peut être corroborée notamment par les déclarations faites par le Président chinois Deng Xiaoping à son homologue ghanéen, lors du voyage qu'il a effectué au Ghana en 1985, où il a dit en substance : «Ne copiez pas notre modèle. S'il existe une expérience de notre part, c'est pour formuler des politiques à la lumière de ses propres conditions nationales»²²⁵. Nous estimons que ce conseil est plus que jamais d'actualité.

²²⁵ ZHANG Wei-Wei, "The allure of the Chinese model", The New York Times, 1^{er} novembre 2006.

Dans ce chapitre, il apparaît que la Chine s'est trouvée, dès son indépendance, confrontée à une conjoncture bipolaire qui ne correspondait pas à ses visions du système international. Cependant, la jeune République s'était rapprochée tout naturellement du voisin soviétique, d'une part, pour profiter de son aide et de son expertise dans tous les domaines, notamment technologique et, d'autre part, pour faire face au même ennemi, en l'occurrence, les Etats-Unis.

Suite à des différences idéologiques, les relations sino-soviétiques ont été rompues et un conflit armé a été déclenché entre les deux pays, où les stratèges soviétiques ont mis sur la table l'option d'utilisation de l'arme nucléaire contre les Chinois.

Après cette période de grande tension, la Chine s'est rapprochée des Etats-Unis, qu'elle a combattus pendant la guerre de Corée, où l'emploi de l'arme nucléaire était également envisagé par les Américains. Cette nouvelle union était très bénéfique pour la Chine, et s'est traduite essentiellement par des transferts de technologies.

Les événements survenus à Tiananmen, en 1989, et l'isolement de la Chine qui s'en est suivi, la dislocation de l'URSS en 1991, qui a rendu les Etats-Unis omnipotents, et l'intervention militaire des Etats-Unis et leurs alliés en Irak en 1991, qui a mis en exergue les capacités militaires de l'hyperpuissance, ont conduit les stratèges chinois, à l'époque, à émettre deux thèses, la première se rapporte à l'impératif de l'émergence d'un système international multipolaire et la seconde consiste à reporter ce projet à un moment ultérieur lorsque les conditions seront réunies.

Par ailleurs, les analystes occidentaux estiment que l'émergence de la Chine pourrait constituer un modèle de développement alternatif à celui déjà mis en place, en l'occurrence, le «Consensus de Pékin», et ouvrir la voie aux pays émergents et en voie de développement, d'une part, à mieux se positionner dans l'ordre international et, d'autre part, à protéger leurs modes de gouvernance et leurs choix politiques en plus de rechercher l'indépendance vis-à-vis des pressions extérieures. A titre illustratif, les accusations proférées par les États-Unis suite à la création par la Chine de la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII), ainsi que les pressions exercées par Washington sur ses alliés occidentaux, ont été largement critiquées par des experts, à l'instar

de Joseph Stiglitz²²⁶. A ce sujet, Françoise Nicolas, Chercheur à Institut Français des Relations Internationales, indique qu'«au-delà de la maladresse, la réaction américaine a surtout mis en évidence la faiblesse des États-Unis et fait apparaître le succès de Pékin d'autant plus éclatant »²²⁷.

Enfin, l'inquiétude de l'Occident est également suscitée par la détermination des dirigeants chinois à imposer leur pays comme une grande puissance, car il en a tous les attributs. C'est ce dernier point qui sera abordé dans le prochain section, où nous nous pencherons sur les trois grandes étapes traversées par la Chine et à travers lesquelles les dirigeants chinois cherchaient la reconnaissance internationale.

²²⁶ NICOLAS Françoise, «Chine et ordre économique mondial, une contestation feutrée mais assumée», Perspectives chinoises, 2016/2, pp : 7-14.

²²⁷ Ibid.

Section III : Les Chinois à la quête de la reconnaissance internationale.

Depuis l'indépendance de la RPC, les autorités chinoises œuvrent à imposer leur pays à l'échelle internationale comme l'une des grandes puissances de la planète avec laquelle il faudra composer.

Cet objectif est apparu clairement lorsque Pékin a rompu ses relations avec Moscou dans un moment où les Chinois auraient le plus grand besoin de la technologie et d'expertise soviétiques.

Par ailleurs, Mao Tsé Toung n'a pas hésité à engager, en 1953, des troupes chinoises dans la guerre de Corée pour prêter main forte à son allié Kim Il Sung, faisant ainsi face à l'une des deux plus grandes superpuissances de l'époque, en l'occurrence, les Etats-Unis d'Amérique, qui étaient susceptibles d'utiliser, une fois de plus, l'arme nucléaire, comme ce fut le cas au Japon.

Mao Tsé Toung est également entré en guerre avec l'URSS en 1969, suite à un différend frontalier, sachant que là aussi l'option d'utilisation de l'arme nucléaire par les Soviétiques n'était pas écartée.

Après le décès de Mao Tsé Toung, son successeur, Deng Xiaoping a ouvert le pays au reste du monde, brisant ainsi la grande période d'autarcie qui a failli faire sombrer la Chine dans l'abîme. Ainsi, la RPC est devenue l'atelier du monde et s'est positionnée comme un chaînon indispensable dans la division internationale du travail.

Profitant de cette dynamique, ceux qui ont succédé à Deng Xiaoping ont, chacun à sa manière, propulsé la Chine, jusqu'à devenir l'un des principaux acteurs dans la gestion des grands dossiers internationaux.

A l'effet de comprendre comment s'est traduite, dans les faits, cette quête de la reconnaissance internationale par les différents dirigeants chinois, ce chapitre sera consacré à la manière avec laquelle Mao Tsé Toung a pu mettre en place sa vision du communisme et l'imposer comme une troisième voie, qui remet en cause la bipolarité ; à la transformation de la Chine communiste, post maoïste, en grand défenseur de l'économie du marché ; et à la faiblesse de la puissance militaire chinoise à la fin des années 80.

Sous-section 1 : Le maoïsme ou les limites d'une idéologie.

Qu'il s'agit de Sun Yat-sen, de Tchiang Kai-chek ou de Mao Tsé-toung, tous ces grands hommes chinois, patriotes de la première heure, avaient tous deux grands objectifs, qui consistaient d'abord à libérer la Chine des guerres civiles et du joug colonial, en suite lui rendre sa grandeur d'antan.

Le premier objectif a été atteint par la déclaration par Mao Tsé-toung, à la cité interdite à Pékin, en 1949, de l'avènement de la République Populaire de Chine. Après la prise du pouvoir par les communistes, guidés par Mao, l'objectif était de mettre sur pied une Chine forte, unie et prospère, avec comme postulats, d'une part, que les réformes importées de l'Occident n'étaient pas applicables en Chine, tant de profondes différences subsistaient entre les deux mondes, et d'autre part, que la force du nombre était à même de hisser la Chine au rang des grandes nations.

Fils d'un agriculteur aisé, Mao Tsé-toung ambitionnait de transformer son pays en un paradis socialiste, un rêve pour lequel il n'a reculé devant rien. Au regard de son rôle dans la guerre pour la libération de la Chine, Mao Tsé-toung jouissait d'une grande autorité dans le pays, où il cumulait deux postes clés, en l'occurrence, Président du Parti Communiste Chinois et Président de la République. Sous l'impulsion de Mao, le PCC a choisi pour le développement économique du pays le modèle soviétique et adopté, sur le plan doctrinal, la lecture faite par Mao Tsé-toung du communisme d'inspiration russe.

En effet, le maoïsme est fondé pour l'essentiel sur les préceptes du marxisme-léninisme, à la différence que c'est la paysannerie qui est aux avant-gardes pour mener la révolution à la place de la classe ouvrière comme ce fut le cas avec les Bolcheviques en URSS, où l'armée a un rôle particulier à jouer en temps de paix, où la grandeur de la Chine est un objectif essentiel, où le moralisme et le volontarisme doivent permettre l'avènement d'une société égalitaire.

Le maoïsme était basé sur trois dogmes, à savoir, «les pleins pouvoirs au Parti, l'étatisation de l'économie et le "compter sur ses propres forces"»²²⁸, et présentait « certaines caractéristiques qui le relie à la pensée, à la culture et à l'histoire de

²²⁸ IZRAELEWICZ Erik, «De Mao à Deng Xiaoping, comment la Chine a retrouvé son rang », Le Monde, 08 novembre 2012.

la Chine. Après les révélations sur les crimes du stalinisme, l'idéologie maoïste a été parfois considérée comme un recours par certains intellectuels de gauche en Occident et dans des pays du tiers-monde »²²⁹.

L'histoire de la Chine sous Mao «est une succession de campagnes visant à destituer les "droitistes", les "bourgeois" ou la "réaction", et la plupart d'entre elles ont été directement initiées par Mao ou son entourage proche»²³⁰.

Mao Tsé-toung estimait qu'il ne suffisait pas de mettre un Parti communiste au pouvoir et de nationaliser les terres et l'économie pour que le pays fonctionne. Il fallait absolument révolutionner la société, par la lutte contre l'organisation traditionnelle de la société qui, selon lui, était responsable de l'état du sous-développement et de la pauvreté du pays²³¹. Cette approche maoïste, comme le verrons, va être mise en place graduellement à travers plusieurs phases.

Ainsi, en 1956, sentant que le système de gouvernance mis en place commençait à montrer des signes de fatigue, Mao décide, sous la pression de certains de ses plus proches collaborateurs, d'ouvrir le champ de l'expression au peuple. Au mois de mai de cette même année, Mao Tsé-toung lance une campagne sous le slogan «Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent», invitant les cadres du parti, les intellectuels, les universitaires, les étudiants...etc, à exprimer publiquement et en toute liberté leurs avis et à critiquer la situation du pays et la façon avec laquelle il est géré.

C'est ainsi que les cadres dirigeants du Parti ont été attaqués de la manière la plus virulente, dépassant toutes les attentes des initiateurs de cette campagne qui, selon certains auteurs, était un piège tendu par Mao et ses proches collaborateurs pour débusquer ceux qui voulaient freiner le pays dans sa marche et ceux qui tentaient inlassablement de réintroduire le capitalisme, en somme les «contre-révolutionnaires» et les «ennemis de la Nation».

Mais après l'opération de déstalinisation menée par Nikita Khrouchtchev en 1956, et l'insurrection de Budapest la même année, Mao Tsé-toung a pris conscience que s'il ne réagissait pas, le pouvoir risquerait de lui échapper. Pour reprendre les choses en main, Mao a mis fin à cette campagne en 1957, en

²²⁹ THUILLET Guillaume, **Le système idéal**, Editions Books on Demand, Paris, 2011, p-108.

²³⁰ Ibid.

²³¹ Ibid.

appliquant des sanctions à l'encontre de ceux qu'il a qualifié d'opposants au régime, de bourgeois et de réactionnaires, qui auraient profité de cette ouverture pour dénigrer et diffamer les réformes mises en œuvre par le parti.

Cependant, Mao n'est jamais à court d'idées, puisque dès l'hiver 1957-1958, il lance une autre campagne populaire, celle du «Grand Bond en avant» qui doit mobiliser les populations rurales chinoises et présenter au monde le véritable modèle socialiste chinois, se détachant ainsi définitivement des Soviétiques, qualifiés de révisionnistes. L'idéologie maoïste a été incarnée par cette campagne, où il était question d'atteindre des objectifs de production définis par l'administration. L'ambition étant de dépasser économiquement le Royaume-Uni et de se mettre au même niveau que les Etats-Unis. En somme, Mao voulait faire de la Chine une grande puissance, en prônant le principe selon lequel la Chine doit «marcher sur ses deux jambes», soit, l'agriculture et l'industrie.

Au début des années soixante, le maître mot en RPC était «l'autosuffisance dans tous les domaines : se débrouiller seul. S'en sortir seul. Ne dépendre que de soi. Dans les textes publiés en anglais, on proclamait la doctrine de la Self Reliance : aller de l'avant sans avoir recours à l'étranger»²³². La défaillance de l'URSS a renforcé les Chinois dans leur conviction qu'«au XIX^{ème} siècle, l'étranger avait apporté le malheur et au XX^{ème} siècle il s'apparentait à la trahison»²³³, d'où l'impératif de tout mettre en œuvre pour avancer sans l'aide de l'extérieur.

A cette époque, le Maoïsme a atteint son paroxysme, se traduisant dans les faits par la primauté de l'encadrement idéologique sur la nécessité économique. Dans ce cadre, « la question : "Etre expert ou rouge ? " Constitua ainsi un débat auquel les masses tout entières furent invitées à participer. On en arriva quand même à l'idée qu'on pouvait être "expert et rouge", mais qu'il se substituait à l'élan révolutionnaire des masses qui l'encadraient »²³⁴.

Les conséquences du Grand Bond ont d'abord été politiques, traduites par la démission de Mao Zedong de ses fonctions de Président de la République, puis économiques et sociales, en ce sens que les campagnes chinoises auraient connu une famine qui a fait de 1958 à 1961, selon les estimations entre 15 et 36 millions de morts²³⁵.

²³² REMY Pierre-Jean, **La Chine : Journal de Pékin (1963-2008)**, Editions Odile Jacob, Paris, 2008, p-11.

²³³ Ibid.

²³⁴ Ibid.

²³⁵ YANG Jisheng, **Stèles. La Grande Famine en Chine (1958-1961)**, Editions Le Seuil, Paris, 2012.

Au regard de la situation d'instabilité qui secouait le pays, une partie du PCC, s'est servie d'un rapport interne dénonçant, entre autres, les défaillances et la famine résultants de la campagne du Grand Bond en Avant, dans le but de s'attaquer à Mao, qui était contraint de céder son poste de Président de la République à Liu Shaoqi à partir d'avril 1959. Pour reprendre le pouvoir, Mao lance la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en 1966, qui lui permet de neutraliser ceux qui l'on mit à l'écart.

Il est à signaler qu'au sein du PCC, deux grandes tendances coexistaient. L'une que dirigeait Mao donnait la primauté à l'idéologie au détriment du pragmatisme économique, l'autre sous l'égide de Liu Shaoqi, Zhou Enlai et Deng Xiaoping, qui estimaient que la Chine doit s'ouvrir à l'étranger pour, notamment, accéder à sa technologie.

Pour rebondir, Mao a utilisé son poste de Président du Parti, plus puissant que celui de Président de la République, pour mobiliser la jeunesse au sein de groupes dénommés les «gardes rouges», contre le nouveau Président de la République et son clan qu'il accusait de "révisionnistes" et de privilégier les impératifs économiques à l'idéologie²³⁶. Dans l'objectif de redresser le pays, le petit livre rouge de Mao, comprenant les grandes lignes de la pensée maoïste, a bénéficié d'une large diffusion.

Pendant cette période, ceux qui se sont opposés à la vision de Mao, qualifiés de contre-révolutionnaires, sont persécutés, humiliés, traduits devant des tribunaux sommaires et envoyés dans des camps de détention. Deng Xiaoping est soumis à une rééducation forcée, Liu Shaoqi meurt en prison et Zhou Enlai parvient à survivre à ces purges. Mao et ses compagnons «saccagent aussi les temples, les monuments patrimoniaux ou encore les magasins en relation avec l'ordre ancien. Ils brûlent des livres anciens»²³⁷.

A souligner que la Révolution culturelle a séduit une partie de la frange estudiantine, ainsi que des personnalités représentant des droites européennes, à l'instar d'Alain Peyrefitte et Valéry Giscard d'Estain²³⁸. A la mort de Mao, la

²³⁶ DIGNAT Alban, «18 août 1966 - 27 janvier 1968 : Révolution culturelle en Chine populaire», Hérodote, 23 janvier 2019, information disponible sur le site https://www.herodote.net/18_aout_1966_27_janvier_1968-evenement-19660818.php, consulté le 03 décembre 2019.

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Ibid.

Président français Giscard d'Estain a déclaré : «avec la mort du Président Mao Tsé-toung s'éteint un phare de la pensée mondiale»²³⁹.

Cependant, avec toutes les difficultés internes et externes qui, sans doute, retardaient le développement du pays, la Chine a lancé en avril 1970, son premier satellite conçu entièrement par les moyens locaux du pays, sans aucune assistance étrangère. Cette réalisation qui fait suite aux résultats probants enregistrés dans le développement du programme nucléaire chinois, a fait progresser la RPC dans la hiérarchie des puissances mondiales.

Sur le plan international, le choix du communisme par la RPC est une suite logique, sachant que Mao Tsé-toung était membre fondateur du PCC en 1921. Dans une contribution intitulée «La nouvelle démocratie», datée de 1940, qui s'apparentait à un projet de société, Mao écrit : «Nous autres communistes, nous luttons depuis des années non seulement pour la révolution politique et économique de la Chine, mais aussi pour sa révolution culturelle ; notre but est d'édifier pour la nation chinoise une société nouvelle et un Etat nouveau, qui comporteront, en même temps qu'une politique et une économie nouvelles, une nouvelle culture. En d'autres termes, nous voulons transformer la Chine politiquement opprimée et économiquement exploitée en une Chine politiquement libre et économiquement prospère ; de plus, nous voulons transformer la Chine, ignorante et arriérée sous la domination de l'ancienne culture, en une Chine éclairée et avancée, où dominera la culture nouvelle. En un mot, nous voulons bâtir une Chine nouvelle. Edifier une culture nouvelle de la nation chinoise, tel est notre but dans le domaine culturel»²⁴⁰.

Avant même l'indépendance du pays, Mao développait l'idée d'un tiers-monde révolutionnaire qui devait faire face à l'hégémonie, incarnée par les Soviétiques et les Américains, représentés respectivement par l'«ours polaire» et le «tigre de papier». Après l'avènement de la RPC, les principales préoccupations de Mao étaient le développement du pays et sa réunification, essentiellement par la récupération de Taïwan. Pour sa part, l'Occident accusait le Grand Timonier de poursuivre un objectif personnel, celui de voir sa propre interprétation du marxisme-léninisme reconnue à l'échelle internationale, et son expérimentation en Chine est la preuve tangible de sa pertinence.

²³⁹ KOLLER Frederic, **Quand Mao était un prophète en Occident**, Le Temps, 09 juillet 2016.

²⁴⁰ TSE-TOUNG Mao, **La nouvelle démocratie**, éditions sociales, Paris 1951, p-340.

A la fin des années 1940, la guerre idéologique entre les Etats-Unis et l'URSS augmentait en acuité et était en passe de diviser le monde en deux clans. Par ailleurs, l'émergence sur la scène internationale d'une Chine, encore stigmatisée par un passé douloureux et au potentiel humain prometteur, de surcroît dirigée par le charismatique Mao Tsé-toung qui n'accepterait jamais que son pays devienne un satellite de l'une des deux superpuissances, suscitait la suspicion aussi bien de Moscou que de Washington.

En effet, dans un discours prononcé en juin 1949, lors de la réunion du comité préparatoire de la nouvelle conférence consultative politique, Mao Tsé-toung déclarait «nous proclamons au monde entier que nous nous opposons exclusivement au système impérialiste et ses complots contre le peuple chinois. Nous sommes disposés à discuter avec tout gouvernement étranger pour l'établissement de relations diplomatiques sur la base des principes d'égalité, d'intérêts mutuels et de respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, à condition qu'il soit disposé à rompre les relations avec les réactionnaires chinois et cesse de conspirer avec eux ou de les aider, et adopte une attitude d'amitié sincère et non hypocrite avec la Chine populaire. Le peuple chinois souhaite une coopération amicale avec les peuples de tous les pays et la reprise et le développement du commerce international afin de développer la production et promouvoir la prospérité économique»²⁴¹. Les principes ainsi énoncés par Mao, seront le socle sur lequel sera élaborée la politique étrangère de la RPC, ainsi que la première Constitution du pays de 1954.

Trois années après la mort de Staline et la fin de la Guerre de Corée, et tout juste une année après la conférence de Bandung, Mao Tsé-toung déclare dans un discours prononcé, en septembre 1956, à l'occasion de l'ouverture du VIII^{ème} congrès national du PCC, que «pour parvenir à une paix mondiale durable, nous devons développer davantage notre amitié et notre coopération avec les pays frères dans le camp du socialisme et renforcer notre solidarité avec tous les pays épris de paix. Nous devons nous efforcer d'établir des relations diplomatiques normales sur la base du respect mutuel de l'intégrité et de la souveraineté territoriales, ainsi que de l'égalité et des intérêts mutuels avec tous les pays désireux de vivre ensemble avec nous en paix. Nous devons soutenir activement le mouvement d'indépendance et de libération nationale dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi que le mouvement pour la paix et les

²⁴¹ **Selected Works of Mao Tse-tung**, Volume IV, Editions Foreign Languages Press, Pékin, 1961.

causes justes dans tous les pays du monde»²⁴². A travers ces mots, destinés aussi bien aux membres du Parti qu'au reste du monde, Mao tente d'expliquer sa vision des relations interétatiques et son engagement vis-à-vis des pays du Sud, de manière générale.

L'émergence de Mao en tant que leader communiste, en plus de son soutien au mouvement des non-alignés, mettaient la pression sur Nehru, qui lui aussi œuvrait à avoir une notoriété internationale, y compris sur les dirigeants russes et américains qui ont vu le champ de la confrontation prendre des proportions, dont les répercussions n'étaient pas encore évaluées.

Cependant, la situation dans laquelle se trouvait la Chine imposait aux dirigeants chinois de chercher des appuis extérieurs pour reconstruire le pays qui tombait en ruine. Les premières affinités se sont manifestées auprès du Président soviétique, Joseph Staline, auquel Mao Tsé-toung a demandé en mai 1948, avant même la proclamation de la RPC, d'envoyer des conseillers en Chine pour aider le pays à se redresser après une succession de guerres civiles et une colonisation japonaise. En réponse à cette sollicitation, le Président russe a envoyé à Pékin une équipe composée de 300 ingénieurs et spécialistes soviétiques, dirigée par le Général Ivan Kovalev, qui aura également pour mission d'espionner le partenaire chinois pour le compte de Staline²⁴³. Selon Kovalev, qui a contribué activement à l'organisation de la RPC, « Staline accordait une "importance énorme" à la victoire des communistes chinois et pensait qu'elle garantissait la victoire du socialisme dans le monde »²⁴⁴.

Les aides émanant de l'URSS (financières, matérielles et techniques) étaient plus que nécessaires, au regard de la situation précaire à tous les niveaux prévalant en Chine à la fin des années 1940. Cette assistance était acceptée par la partie chinoise, car elle exprimait une sollicitation délibérée émanant d'un pays libre et souverain, traitant d'égal à égal avec un partenaire choisi, dans le cadre de relations interétatiques, ce qui contrastait avec les «accords» signés avec les pays occidentaux sous la contrainte, tel que nous l'avons évoqué dans la section précédente.

²⁴² Discours prononcé par Mao Tse-tung en septembre 1956, à l'occasion de l'ouverture du VII^{ème} congrès national du Parti communiste chinois, document disponible sur le site https://www.marxists.org/subject/china/documents/cpc/8th_cong_opening.htm, consulté le 07 mai 2020.

²⁴³ MARANGE Céline, « Une réinterprétation des origines de la dispute sino-soviétique d'après des témoignages de diplomates russes », Relations internationales, 2011/4 n°148, pp : 17-32.

²⁴⁴ Ibid.

Cependant, Joseph Staline savait pertinemment que Mao Tsé-toung ne permettrait jamais que la nouvelle Chine devienne un pays satellite gravitant autour de l'URSS. Ainsi, les Soviétiques ont développé une méfiance à l'égard des Chinois ; méfiance qui était somme toute dans l'air du temps.

Néanmoins, Staline éprouvait un grand respect pour les réalisations des dirigeants chinois, notamment les combats menés par les communistes chinois contre les Japonais pour recouvrer l'indépendance nationale et contre les nationalistes dirigés par Tchang Kai-chek pour prendre les rênes de la RPC. En effet, dans un discours prononcé à l'occasion d'une réception offerte en l'honneur d'une délégation chinoise en visite en URSS, Staline déclarait en substance ce qui suit : «Je dis que vous jouez déjà un rôle important et qu'il ne faudrait pas, bien sûr, que vous vous croyiez supérieurs. Mais, en même temps, j'affirme que la responsabilité qui vous incombe a encore grandi. Vous devez accomplir votre devoir par rapport à la révolution dans les pays d'Asie orientale. Il se peut que, dans les questions générales de théorie du marxisme, nous, les Soviétiques, nous soyons un peu plus forts que vous. Néanmoins, si on parle de la mise en pratique des principes marxistes, vous possédez une expérience tellement grande qu'il nous faut apprendre de vous. Dans le passé, nous avons déjà beaucoup appris de vous»²⁴⁵.

Les relations sino-soviétiques ont été couronnées par la signature en février 1950 d'un traité d'assistance mutuelle, aux termes duquel Mao Tsé-toung avait insisté à ce qu'il y soit inscrit que « les rapports entre les deux pays doivent être fondés, certes, "sur un esprit de coopération amicale", mais aussi sur les principes qu'il avait proposés en juin 1949 et réaffirmés le 1^{er} octobre 1949 lors de la proclamation de la République populaire chinoise, à savoir, l'égalité, l'intérêt mutuel et le respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté »²⁴⁶. Ce traité prévoyait aussi, entre autres, la rétrocession par la partie russe du chemin de fer de Changchun.

Néanmoins, l'entente entre les deux partenaires n'a pas duré longtemps et a commencé à s'effriter avec la campagne de déstalinisation enclenchée par le Président Nikita Khrouchtchev, et la politique de «Coexistence pacifique» menée pour rapprocher l'URSS des Etats-Unis d'Amérique, notamment la

²⁴⁵ Ibid.

²⁴⁶ SCHRAM R. Stuart, «La Chine de Mao Tsé-toung», Revue française de science politique, 1965, n° 6, pp : 1079-1110.

rencontre entre Khrouchtchev et Eisenhower en 1960. Ce revirement de la part des Soviétique a été vigoureusement critiqué par Mao Tsé-toung, qui reprochait au Gouvernement russe de vouloir rétablir le capitalisme et donc l'impérialisme.

Suite aux critiques rendues publiques par Mao à l'égard de la politique menée par les dirigeants soviets, ces derniers ont décidé d'interrompre officiellement, en 1960, leurs aides aux Chinois, y compris dans le domaine nucléaire. En 1962, les relations sino-soviétiques se sont envenimées davantage, lorsque Mao Tsé-toung accusait les dirigeants russes de trahison, consécutivement au retrait par l'URSS des missiles installées à Cuba. Enfin, la rupture entre la RPC et l'Union soviétique a été consommée au cours des années 1963 et 1964, période dans laquelle les Chinois ont effectué leurs premiers essais nucléaires.

A la fin des années 1960, les relations entre les deux pays se sont davantage détériorées à cause d'un litige frontalier sur l'île Zhenbao (pour les Chinois)/Damanski (pour les Russes), située sur la rivière Oussouri, à la frontière commune sino-soviétique. A ce sujet, le journaliste François Honti du Monde Diplomatique écrit : « Deux puissances se font face en Extrême-Orient et en Asie centrale avec une hostilité et une hargne croissantes ; dans les deux pays on observe une campagne de propagande intérieure orientée dans le sens d'une préparation psychologique à une guerre éventuelle »²⁴⁷. Tout en soulignant le ton fort, voire belliqueux, employé par les deux belligérants, François Honti indique que « Dans le stade actuel des relations internationales cette éventualité (d'un conflit armé) doit être d'autant moins exclue que les dirigeants de Moscou ne semblent plus se faire beaucoup d'illusion sur la cohésion idéologique du monde communiste ; leur comportement permet de penser qu'ils considèrent aujourd'hui que l'unité des pays socialistes sous l'égide soviétique est une affaire de force et de domination plutôt que d'idéologie »²⁴⁸.

Les pourparlers engagés ayant échoué et après plusieurs échauffourées, le conflit a atteint le point de non-retour entre le 1^{er} et le 16 mars 1969, où un affrontement armé de grande intensité a éclaté entre les troupes chinoises et russes. Après une trêve de près de cinq mois, les combats ont repris de plus belle en août de la même année, où l'option de l'usage de l'arme nucléaire par les deux parties n'était pas écartée. A la fin du conflit, le 11 septembre 1969,

²⁴⁷ HONTI François, **Une guerre sino-soviétique ?** Le Monde Diplomatique, septembre 1969.

²⁴⁸ Ibid.

chacun des deux belligérants s'est autoproclamé vainqueur de cette guerre. Durant ce conflit, les États-Unis sont restés neutres, mais ont exploité cette mésentente à leur profit, en se rapprochant de la Chine.

Quant aux relations sino-américaines, elles ont toujours été difficiles et empreintes de méfiance. Les Chinois n'ont jamais oublié l'aide que leur ont apportée les Américains, pendant la seconde guerre mondiale, pour faire face aux forces japonaises, ni le soutien apporté par les États-Unis aux nationalistes chinois pour s'installer à Taïwan²⁴⁹. C'est précisément à cause de ce dernier événement que les dirigeants chinois ont désigné Washington comme leur ennemi numéro un, en plus de son rôle de leadership dans le camp dit «impérialiste». De leur côté, les Américains considéraient les Chinois comme un grand ennemi, après les Soviétiques.

Après un gel des relations sino-américaines, qui a duré plus de 20 ans après l'avènement de la RPC, un rapprochement a eu lieu entre Pékin et Washington en février 1972, couronné par la visite du Président américain Nixon en Chine et la signature du communiqué de Shanghai²⁵⁰. Ce rapprochement improbable, qui était considéré comme « un coup de tonnerre dans la région, en particulier pour Moscou et Taipei, mais aussi pour le Japon, la Corée, l'Inde et bien d'autres pays »²⁵¹, a été rendu possible, d'une part, par les craintes de la Chine quant à une menace militaire soviétique - sentiment suscité par l'éventualité de l'usage par les Russes de l'arme atomique lors du conflit armé de 1969 sur un différend frontalier entre les deux pays voisins - et d'autre part, par la quête des Américains d'une alliance avec un partenaire assez proche de l'URSS pour tenir en joue cette superpuissance, notamment suite au retrait des troupes américaines du Viêt-Nam.

Le rapprochement avec les États-Unis a été bénéfique pour la RPC qui a pu récupérer son siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, ce qui a renforcé sa puissance politique et diplomatique dans le monde. Ce siège, conjugué à la puissance nucléaire, ont permis de donner une meilleure visibilité à la Chine dans le concert des nations, et l'essor économique qu'a connu le pays au début des années 1980 est venu compléter les attributs d'une puissance globale.

²⁴⁹ DOMENACH Jean-Luc, op. cit.

²⁵⁰ VERMANDER Benoit, op. cit.

²⁵¹ EYRAUD Henri, op. cit.

Il est à souligner le rôle prépondérant joué en Asie par la RPC, pendant toute la période du système bipolaire, notamment son implication franche dans la guerre du Vietnam (1955-1975), la Guerre d'Indochine (1946-1954), et la Guerre de Corée (1950-1953), ce qui lui permet de négocier des accords de fin de conflits.

Pour ce qui est des relations sino-indiennes, elles étaient qualifiées d'amicales jusqu'à ce que surgissent au début des années 1950, des différends modérés sur le tracé frontalier dans les massifs himalayens, où les deux pays partagent plus de 2.000 km de frontières communes. La partie chinoise a toujours refusé de reconnaître les délimitations frontalières laissées par les Britanniques.

Cependant, suite à la révolte tibétaine en 1959 réprimée par les forces de l'ordre chinois, le Dalai-lama, ainsi que des milliers de ses disciples, se sont réfugiés en Inde qui leur a offert l'asile politique, envenimant ainsi les relations entre Pékin et New Delhi.

Après avoir renforcé les capacités militaires de l'armée indienne, soutenue matériellement par les Etats-Unis et l'Union soviétique, la politique de New Delhi devenait plus agressive, se traduisant par la reprise de GOA, une colonie portugaise, et l'envoi de troupes dans la région en litige de l'Aksai Chin à la fin de l'année 1961, ce qui a suscité les craintes de Pékin quant aux objectifs expansionnistes de son voisin. Persuadés que l'armée indienne allait utiliser la force pour régler ce différend, Mao Tsé-toung et son Etat-major, voulant profiter de l'effet de surprise, ont lancé des attaques contre les troupes indiennes, en octobre 1962, pour récupérer l'Aksai Chin.

Cette guerre, où l'armée chinoise est sortie victorieuse, a été suivie par une manœuvre diplomatique menée par Pékin pour isoler New Delhi dans la région. La Chine a «conclut rapidement toute une série de traités avec la Birmanie, le Népal et le Pakistan, archirival de l'Inde dans la région, de façon à souligner justement l'intransigeance indienne en matière de frontières. Chinois et Pakistanais allèrent jusqu'à souscrire à un accord qui comportait le transfert de plus de 3.218.000 mètres carrés de territoire cachemiri à la Chine. New Delhi réagit avec colère devant ce qu'elle considérait comme une cession illégale de territoire indien»²⁵².

²⁵² DESAI D. Ronak , «**Bloc sino-indien ?**», Outre-Terre, 2006/2, n° 15, pp : 247-258.

Enfin, cette guerre avait pour effet de rapprocher la RPC et Pakistan, dont les relations étaient pourtant modestes, et les positions des deux pays se sont alignées, en ce sens que le Pakistan soutenait la Chine sur la question de Taïwan et la RPC adhérait aux thèses du Pakistan sur le contentieux du Cachemire.

Pour conclure, nous pourrions dire qu'après le décès de Mao Tsé-toung, le bilan dressé par le PCC, loin d'être une opération de démaoïsation, a fait l'éloge du combat du Grand Timonier en indiquant qu'il était «un grand marxiste et un grand révolutionnaire, stratège et théoricien prolétarien, mais qui a commis de graves erreurs»²⁵³. Cependant, conclut le rapport, «le plus important, ce sont ses réussites. Ensuite viennent ses erreurs»²⁵⁴.

A sa mort, l'économie chinoise était quasiment isolée de l'économie internationale, ce qui a induit la stagnation du tissu industriel du pays²⁵⁵. Il fallait attendre l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, réformiste convaincu, pour que la Chine connaisse une ouverture aussi bien politique qu'économique. Ce levier sera utilisé comme moyen pour imposer la Chine, sur le plan international, comme grande puissance.

Sous-section 2 : La Chine communiste, fervent défenseur de l'économie capitaliste.

Dans ses recherches, Ludwig Von Mises, éminent économiste hollandais, naturalisé américain, a mis en exergue que les dirigeants des pays socialistes ne sont pas capables d'effectuer des calculs rationnels de leurs économies, car en plus d'avoir une vision erronée du fonctionnement de leurs économies, ils ignoraient totalement les véritables coûts des décisions éminemment politiques prises. C'est précisément ce qui s'est passé pour Mao Tsé-toung qui ne calculait que rarement le coût économique de ses décisions politiques, notamment lors du Grand Bond en Avant.

Lors de la visite qu'a effectuée le Président du Mali, Moussa Traoré, en Chine, en 1973, Mao Tsé-toung lui a déclaré que la Chine appartenait également au

²⁵³ «En Chine, 40 après sa mort, l'héritage de Mao reste encombrant pour le Parti», Nouvel Observateur avec AFP, 08 septembre 2016, information disponible sur le site <https://www.nouvelobs.com/societe/20160908.AFP7051/en-chine-40-apres-sa-mort-l-heritage-de-mao-reste-encombrant-pour-le-parti.html>, consulté le 14 avril 2020.

²⁵⁴ Ibid.

²⁵⁵ BALME Stéphanie, **La Chine**, Editions Le Cavalier Bleu, 2^{ème} édition, Paris, 2008.

tiers monde. Depuis cette année, beaucoup de choses ont changé en Chine, Mao est décédé et le pouvoir en République Populaire de Chine a changé d'orientation. Reléguant l'idéologie en second plan, la nouvelle équipe dirigeante, dont les membres ont, pour la plupart d'entre eux, été réhabilités après être désavoués pendant l'ère Mao, a privilégié le pragmatisme sur l'idéologie.

A rappeler que Deng Xiaoping estimait que Mao Tsé-toung avait eu raison à 70% et tort à 30%. A propos de cette estimation, Deng disait qu'il serait très satisfait si après son décès, les Chinois lui accorderaient un tel rapport. C'est probablement en raison de ce bilan jugé positif que Deng s'est toujours refusé à mener une campagne de démaoïsation comme ce fut le cas en Union Soviétique.

Lors d'une rencontre avec une délégation de journalistes allemands, le 10 octobre 1978, Deng Xiaoping a indiqué que le développement du pays était tributaire de l'achèvement des «quatre modernisations», à savoir, l'industrie, l'agriculture, la science et la technologie et la défense nationale. Il a estimé que la Chine devait apprendre des autres pays à travers l'importation de leur assistance et expertise²⁵⁶. Pour rappel, le principe des «quatre modernisations» a été présenté par Zhou Enlai, Premier Ministre de la RPC, à l'Assemblée Nationale Populaire en 1975, mais est resté lettre morte jusqu'à ce qu'il soit repris par Deng Xiaoping.

En effet, dès le début des années 1980, Deng Xiaoping trace la nouvelle stratégie de développement du pays, en adoptant la planification indicative, où l'État joue un rôle central dans la régularisation du marché et de l'économie du pays, à travers certains leviers, dont la mise en œuvre d'une politique budgétaire orientée, ainsi que le contrôle des grandes entreprises de l'État activant dans des secteurs stratégiques. Dans ce cadre, le gouvernement chinois a pris un certain nombre de mesures, qui consistaient notamment à mettre fin aux communes populaires, à renoncer à la planification de l'économie et, enfin, à mettre à l'écart les critères idéologiques dans les relations internationales. Deng Xiaoping estimait que le développement économique du pays est l'objectif central auquel devrait s'atteler le PCC pour les cent prochaines années.

²⁵⁶ WATERS J. Harry, *China's Economic Development Strategies for the 21st Century*, Editions Quorum Books, Londres, 1997.

Cette nouvelle politique économique incitait également l'ouverture de l'économie du pays pour attirer les investisseurs étrangers, ainsi que la réforme du système de gestion pour libérer les initiatives individuelles, ce qui était en totale rupture avec le maoïsme qui privilégiait plutôt la collectivité sur l'individu. L'objectif principal consistait à sortir le pays de son autarcie afin de dynamiser l'économie du pays, ce qui ne manquera pas de tirer vers le haut le niveau de vie des Chinois.

Deng Xiaoping s'attaque tout d'abord, à l'agriculture, dont la production a quasiment doublé en moins d'une décennie. Il lance, par ailleurs, la politique de l'enfant unique afin d'endiguer les problèmes de la malnutrition. Cette politique aura des conséquences néfastes sur la régénération de la population et impactera fortement les systèmes chinois des retraites et de sécurité sociale.

S'agissant de l'industrie, les produits chinois ont, dans un premier temps, inondé les marchés mondiaux, par des produits bon marché exigeant une forte main d'œuvre mais peu qualifiée, touchant notamment les secteurs comme le textile, les jouets et toutes sortes de gadgets. Puis à partir des années 2000, les firmes chinoises ont acquis des compétences leur permettant de proposer des produits haut de gamme exigeant de plus en plus un personnel qualifié.

La stratégie chinoise s'est avérée payante puisqu'elle a permis de mettre la Chine sur la voie de l'intégration à l'économie mondiale, notamment par l'implantation en territoire chinois de multinationales de grande envergure. Pour attirer les investisseurs étrangers et les inciter à s'installer en Chine, il a été créé des Zones Economiques Spéciales (ZES), où des avantages attractifs, notamment fiscaux sont octroyés. De nombreuses controverses ont opposé dans les années 1980 Deng Xiaoping à certains hauts dirigeants chinois sur le degré d'ouverture admissible sans remettre en cause la mainmise de l'Etat et donc le Parti Communiste Chinois²⁵⁷.

Profitant de cette ouverture, le secteur privé a fait son apparition, et après quelques années d'apprentissage, des assouplissements ont été introduits sur les lois, afin de donner plus de liberté aux managers dans la gestion des affaires des entreprises. A la fin des années 1980, la production industrielle chinoise augmentait alors à un rythme de 20% par ans, situation qui a permis de tripler

²⁵⁷ VOGEL F. Ezra, **Deng Xiaoping and the Transformation of China**, 2^{ème} édition, Editions Harvard University Press, 2013.

les revenus des Chinois en 1984, par rapport à ceux de 1977, où le niveau de vie moyen des paysans était inférieur à celui atteint en 1933²⁵⁸.

Réitérant son objectif relatif à l'édification d'une nation puissante d'abord dans le domaine économique puis dans les autres secteurs, Deng Xiaoping a déclaré en 1984, devant la commission militaire centrale du Parti Communiste Chinois : «une économie nationale développée nous facilitera bien des choses, quand la situation générale du pays se sera améliorée et qu'il sera devenu fort, il nous sera plus facile de fabriquer des bombes et des missiles, de renouveler les équipements des forces aériennes, navales et terrestres »²⁵⁹. Une année après, soit en 1985, le petit timonier réitère son idée, qui donne la priorité au développement économique, en déclarant : « nous souhaitons tous que notre armée devienne puissante et qu'elle modernise son équipement et la modernisation de l'armée fait partie des Quatre Modernisations, mais il y a un ordre de priorité. La modernisation des équipements militaires ne sera possible que lorsque l'économie nationale possèdera des bases plus solides »²⁶⁰.

La politique adoptée par le gouvernement chinois était basée sur un postulat simple, mais très pragmatique, selon lequel si le déclin des Etats-Unis n'est pas envisagé, à court terme, il devient alors évident qu'il n'y aura pas d'autre alternative que de se focaliser à atteindre les objectifs tracés dans un monde unipolaire, où l'hyperpuissante américaine s'attèlera à ralentir, voire empêcher, la Chine d'accéder au rang de grande puissance. Pour ce faire, Deng Xiaoping incitait les dirigeants chinois à construire la puissance nationale en toute discrétion et à dissimuler les capacités du pays. Le Président chinois était persuadé que si la Chine voulait se défaire de la pression de la politique impérialiste des autres puissances et maintenir en place le système socialiste, il serait impératif pour les Chinois de travailler davantage pour atteindre une croissance économique rapide, qui constitue la pierre angulaire de la stratégie de développement du pays.

En janvier 1992, afin d'accélérer le chantier des réformes et de libéralisation du marché entamé depuis déjà plus d'une décennie, Deng Xiaoping a effectué un périple à travers le pays pour tenter, cette fois-ci, de changer les mentalités des Chinois et les encourager à ne plus avoir peur de s'enrichir ; une pratique

²⁵⁸ BIANCO Lucien, Les politiques agraires de la Révolution chinoise, revue d'histoire moderne & contemporaine 2016, n° 63-4/4 bis, pp : 138-156.

²⁵⁹ DABAS François-Régis, **Quelle stratégie pour la Chine ?** Editions Nuvis, Paris 2012, p-82.

²⁶⁰ Ibid.

présentée comme «dogme» tout au long de la période maoïste. Lors de ce déplacement dans le sud du pays, très médiatisé, Deng Xiaoping a prononcé des discours, aux termes desquels il a lancé la doctrine de « l'économie socialiste de marché », en appelant et en encourageant les Chinois à prendre ce qui a de meilleur du capitalisme pour édifier le socialisme version chinoise. Cette démarche est intervenue également suite aux événements de la place Tiananmen, qui ont quelque peu freiné les réformes, et à la montée d'un courant conservateur au sein du Parti communiste chinois qui était contre l'ouverture du pays.

Dans une tentative très pragmatique de réunifier le pays, Deng Xiaoping a appelé les dirigeants de Taïwan à rejoindre la Chine continentale, en proposant le principe d'«un Etat, deux systèmes», ce qui signifie que l'île rebelle gardera de manière générale son mode de vie et son système économique sous la bannière du gouvernement central de la RPC. A propos de ce principe, l'on peut lire sur le site du Ministère des Affaires Etrangères chinois ce qui suit : «le principe d'un Etat, deux systèmes est une approche formulée par Deng Xiaoping pour résoudre le problème de la réunification de la Chine, et une composante de la théorie sur la construction du socialisme à la chinoise ; il est devenu une politique fondamentale du gouvernement chinois. L'approche d'«un Etat, deux systèmes» préconise le respect de l'histoire et de la réalité, ce qui permet de sauvegarder les intérêts fondamentaux du peuple chinois tout en entier, y compris nos compatriotes de Taïwan, de respecter pleinement le mode de vie de ces derniers et leur désir d'être maîtres de notre pays, et de sauvegarder leurs propres intérêts. Par conséquent, cette conception est non seulement juste et raisonnable, mais aussi praticable. La Conception d'«un Etat, deux systèmes» a été élaborée tout d'abord pour la résolution du problème de Taïwan, cependant son succès est visible lors de son application pour résoudre le problème de Hong Kong. Le gouvernement chinois a repris facilement sa souveraineté sur Hong Kong qui, conformément au principe d'«un Etat, deux systèmes», a pu maintenir sa prospérité et son développement. La reprise de la Chine de sa souveraineté sur Macao s'est également déroulée sans aucun incident. Aussi, il reste un espoir pour que la conception d'«un Etat, deux systèmes», résolve le problème qui oppose la RPC à Taïwan et qui est en train de faire déployer au deux parties beaucoup d'énergie, ce qui profite aux Etats-Unis et leurs alliés²⁶¹.

²⁶¹ **Questions and Answers Concerning the Taiwan Question and Reunification of China**, Editions China Intercontinental Press, Pékin, 1997.

Commentant l'essor économique enregistré par la Chine, Zbigniew Brzezinski indique dans son bestseller intitulé «Le grand échiquier», que dans la phase initiale de l'industrialisation, il a fallu aux États-Unis et au Royaume-Uni environs cinquante ans pour pouvoir doubler leur production par habitant, alors que la Chine a atteint ce même résultat dans près d'une décennie²⁶². Brzezinski n'avait pas tort puisque la Chine est passée entre 1990 et 2006, de la dixième place mondiale au quatrième rang mondial, juste derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon, en surclassant le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Canada²⁶³. Les résultats enregistrés par la République Populaire de Chine au début de ce XXI^{ème} siècle dans les domaines économique et militaire, ont impressionné les chercheurs et praticiens de la politique internationale, dont les prévisions quant au développement économique chinois étaient bien en deçà des résultats du terrain²⁶⁴.

Sous la présidence de Jiang Zemin, de Hu Jintao, puis de Xi Jinping, la priorité au secteur économique a été maintenue, suivant ainsi la ligne tracée par Deng Xiaoping. Ainsi, au regard des résultats probants enregistrés dans quasiment tous les domaines d'activités et de l'efficacité du pragmatisme dont a fait preuve le petit timonier, l'Assemblée Nationale Populaire chinoise a procédé, en mars 1998, à l'amendement de la Constitution en y inscrivant «la théorie de Deng Xiaoping» comme la ligne directrice de la modernisation du pays. A signaler que cette «théorie» est un ensemble de textes écrits par Deng Xiaoping, rassemblés après son décès.

Aux États-Unis, l'école réaliste défend le principe selon lequel les USA doivent tout mettre en œuvre pour se maintenir en puissance hégémonique et empêcher l'émergence d'une puissance concurrente. Pour les Américains, le poids économique chinois est utilisé comme un levier pour augmenter le potentiel militaire du pays, dans le but d'asseoir l'hégémonie de ce dernier, d'abord au niveau régional puis à l'échelle mondiale. Pour ce qui est des pays de l'Union Européenne, ils sont en train de perdre des parts de marchés au profit de la Chine sans pouvoir faire grand-chose. Il est évident que les pays européens prennent de plus en plus conscience que l'affrontement entre grandes puissances

²⁶² BRZEZINSKI Zbigniew, **Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde**, Editions Fayard, Paris 2011.

²⁶³ ZHAO Quansheng et LIU Guoli, **Managing the China Challenge: Global Perspectives (Asian Security Studies)**, Editions, routledge, 2008.

²⁶⁴ GAZIBO Mamoudou, op. cit.

s'est déplacé du domaine militaire vers celui de l'économie et que sur ce terrain la Chine, qui talonne les Etats-Unis, a des atouts à faire valoir.

Au final, ce siècle n'est plus sous l'emprise de la puissance économique la triade (Etats-Unis, Europe et Japon). Hormis les Etats-Unis, dont l'économie s'est revigorée davantage pendant le second mandat du Président Barak Obama, l'économie japonaise connaît des déboires, à cause du conflit sino-américain et l'Europe, exception faite de l'Allemagne, a du mal à se ressaisir complètement des effets dévastateurs de la crise économique de 2008. En France, le mouvement des gilets jaunes, apparu en octobre 2018, est un bon exemple pour illustrer la crise économique et financière dans laquelle se trouve la 7^{ème} puissance économique au monde en 2019, ainsi que l'incapacité des dirigeants français, de gauche comme de droite, d'apporter des solutions viables aux problèmes sociaux-économiques des citoyens français, notamment les plus démunis d'entre eux.

Pour ralentir la progression chinoise, les USA et leurs alliés usent de tous les moyens allant des sanctions, à la taxation, en passant par la diabolisation. C'est dans cette logique que Pékin a été accusé d'espionnage, en pleines négociations pour l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'une de ces affaires remonte à 1999, où Wen Ho Lee, un scientifique d'origine taïwanaise, a été accusé par les services secrets américains d'avoir fourni aux Chinois des informations hautement sensibles sur le missile Trident III. Au regard des divergences aux Etats-Unis quant à l'entrée de la Chine à l'OMC, il est quasiment certain que cette affaire était plutôt un prétexte pour tenter de bloquer l'adhésion de la Chine à cette Organisation, sachant que le Congrès américain s'y est toujours opposé²⁶⁵.

Selon les statistiques de l'OMC, «l'une des accessions les plus significatives en termes de volume d'échanges a eu lieu en décembre 2001, lorsque la Chine est devenue le 143^{ème} membre de l'OMC. Avant son accession, ses exportations de marchandises représentaient 3% des exportations mondiales totales en 1995 et seulement 4% en 2000. Dans les années qui ont suivi son accession, la Chine a vu ses exportations de marchandises augmenter rapidement. Sa part dans les exportations mondiales totales est passée de 5% en 2002 à 6% en 2003 et

²⁶⁵ DUSO-BAUDUIN Stéphane, **Les relations sino-américaines depuis la fin de la guerre froide : montagnes russes et maisons hantées**, AFRI, Volume VI, 2005, pp : 341-356.

2004 »²⁶⁶. Trois ans après l'accession de la Chine à l'OMC, soit en 2004, la Chine est devenue le premier exportateur d'Asie, détrônant ainsi le Japon. Cette ascension ne s'est pas arrêtée là puisque Pékin a dépassé Washington et Berlin respectivement en 2007 et 2009, pour prendre la place de leader mondial de l'exportation²⁶⁷.

Cet essor économique, qui dure depuis près de quatre décennies, est essentiellement le résultat de l'adhésion de la Chine à l'OMC, facilitant ainsi aux sociétés chinoises l'accès aux marchés mondiaux, ce qui a permis d'engranger une importante manne financière, conférant par conséquent à Pékin une puissance financière considérable. Les réserves chinoises en devises sont estimées en février 2020 à 3.107 milliards de dollars²⁶⁸, ce qui permet à Pékin de s'imposer comme l'un des plus importants bailleurs de fonds de la planète.

En effet, la Chine détient 1.200 milliards de dollars de bons de trésor américains, et si la guerre économique venait à perdurer, rien n'empêcherait Pékin de vendre ces titres, ce qui mettra Washington dans une situation critique, vu son incapacité d'emprunter les fonds nécessaires pour stabiliser le budget du pays qui est colossal²⁶⁹. Ainsi, les Chinois détiennent un levier redoutable qui pourrait faire chavirer l'économie américaine et, par effet domino, l'économie mondiale. Ceci étant, si un tel scénario venait à se concrétiser, les Etats-Unis, sous la direction d'un Président aussi impulsif que Donald Trump, seraient susceptibles de nationaliser la dette chinoise, ce qui conduirait sans nul doute à une situation conflictuelle, dont l'issue est difficilement envisageable.

L'Europe n'est pas épargnée par l'offensive chinoise. En effet, Pékin a investi, au cours des dix dernières années, environ 318 milliards de dollars, pour acquérir, près de 360 entreprises de haute technologie, quatre aéroports, six ports maritimes représentant près d'un dixième des capacités portuaires européennes²⁷⁰, des parcs éoliens, 13 équipes de football professionnelles, ainsi

²⁶⁶ **Statistiques du commerce international 2015**, Editions Organisation Mondiale du Commerce, Lausanne, 2015, p-34.

²⁶⁷ Ibid.

²⁶⁸ «**China's February forex reserves fall to \$3.107 trillion**», Reuters, 07 mars 2020, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-china-forex/chinas-february-forex-reserves-fall-to-3-107-trillion-idUSKBN20U07L>, consulté le 03 mai 2020.

²⁶⁹ «**Une arme à un billion de dollars : comment la Chine va ruiner l'économie des USA**», Sputnik, 23 août 2018, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/economie/201808221037771837-chine-obligations-usa-dette-publique/>, consulté le 21 mars 2020.

²⁷⁰ JOHNSON Keith, «**Pourquoi la Chine achète-t-elle compulsivement les ports d'Europe?**», 8 février 2018, document disponible sur le site <http://www.slate.fr/story/157396/chine-ports-europe>, consulté le 02 février 2020.

que 355 fusions²⁷¹. Ces acquisitions suscitent un grand débat dans les milieux politiques et économiques européens, qui se posent des questions sur les implications potentielles des transactions chinoises.

Au premier trimestre de l'année 2019, les retombées de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine commencent à se faire ressentir. En effet, selon les données publiées par le Comité national sur les relations entre la Chine et les Etats-Unis (NCUSCR) et le cabinet Rhodium, les investissements chinois en Amérique, en 2018, ont été de l'ordre de 5,4 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 80 % par rapport à l'année précédente²⁷², sachant qu'elles ont atteint 46,5 milliard de dollars en 2016. Le niveau des investissements américains en Chine est resté le même, c'est-à-dire de l'ordre de 13 milliard de dollars par an.

Ces retombées ont également touché l'Asie, notamment au Japon et en Corée du Sud, dont les sociétés subissent des pressions de la part de New York pour ne pas fournir le géant chinois des télécoms Huawei et ne pas utiliser ses produits²⁷³. Entre les stratégies de sécurité avec les États-Unis et les échanges économiques avec la Chine, Tokyo et Seoul sont entraînés dans l'affrontement qui met aux prises Pékin et Washington, et dont il est fort probable qu'ils n'en sortiront pas totalement indemnes.

C'est également grâce à sa puissance économique que Pékin a pu orienter la politique des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et ce, en présence même de la Russie, dont la puissance militaire est plus grande que tous les quatre autres pays réunis. En effet, sous l'impulsion du Président Xi Jinping, les BRICS ont créé en 2014 la « Nouvelle banque de développement », dotée d'un capital de 100 milliards de dollars, dont 41% versés par la Chine, 18% par l'Inde, le Brésil et la Russie, et 5% par l'Afrique du Sud²⁷⁴. Le principal objectif de cette banque est de financer les grands projets d'infrastructure au sein des BRICS et dans des pays qui souffriraient d'instabilité économique. L'autre objectif pourrait être la recherche, par les pays émergents, de s'affranchir de la

²⁷¹ TARTAR Andre, ROJANASAKUL Mira et SCOTT DIAMOND Jeremy, «**How China Is Buying Its Way Into Europe**», 23 avril 2018, document disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/graphics/2018-china-business-in-europe/>, consulté le 17 février 2020.

²⁷² FOUQUET Claude, «**Les investissements chinois aux Etats-Unis ont chuté de 80%**», Les Echos, 14 mai 2019.

²⁷³ DENYER Simon et KASHIWAGI Akiko, «**Trump visits a Japan buffeted by U.S. trade war with China**», The Washington Post, 24 mai 2019.

²⁷⁴ CHARREL Marie, «**Les BRICS ont lancé leur banque de développement**», Le Monde, 16 juillet 2014.

tutelle occidentale en proposant une alternative aux institutions de Bretton Woods, en l'occurrence, le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. Cette hypothèse peut être corroborée par le fait que le projet de création de cette banque a coïncidé avec le veto du Congrès américain quant aux réformes de gouvernance du FMI²⁷⁵.

C'est également en 2014 que Pékin a créé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), pour palier au déficit d'investissements en infrastructures en Asie. Dotée d'un capital d'environ 100 milliards de dollars, dont la Chine est le contributeur principal, avec 29,8%, suivie par l'Inde et la Russie avec respectivement 8,4% et 6,5%²⁷⁶, cette banque soutient également le projet de «la nouvelle route de la soie» (Belt and Road initiative), proposée également par Xi Jinping en 2013, et dont l'objectif est de consolider les relations commerciales de Pékin sur trois continents, à savoir, l'Asie, l'Europe et l'Afrique, à travers deux routes, l'une terrestre et l'autre maritime. Les premiers travaux de ce chantier pharaonique ont été lancés en 2013 et devraient être achevés à l'horizon 2030. L'Algérie a officiellement adhéré à ce projet en septembre 2018.

Nonobstant, le développement de l'économie chinoise reste tributaire des importations des hydrocarbures d'Afrique et du Moyen-Orient. A mesure que cette dépendance s'accroît, le souci majeur des dirigeants chinois est de pérenniser ces approvisionnements, ce qui n'est pas toujours évident avec l'embargo appliqué par les USA sur l'Iran et sur les pays, tels que la Chine et l'Inde, s'ils continuent à acheter le brut iranien.

Selon Lee Yucheng, vice-ministre des affaires étrangères, le devoir des dirigeants de la Chine «est d'assurer une vie décente à ses 1,3 milliard d'habitants. Vous pouvez imaginer le défi que cela représente et la pression énorme que cela fait peser sur le gouvernement. Je crois que rien ne compte davantage. Tout le reste doit être subordonné à cette priorité nationale »²⁷⁷.

²⁷⁵ SAE-JEANNE Armelle, « **Pourquoi les Brics ont lancé la Nouvelle Banque de Développement** », Le Nouvel Observateur, 16 juillet 2015.

²⁷⁶ « **Articles of Agreement of Asian Infrastructure Investment Bank** », document disponible sur le site https://www.aiib.org/en/about-aiib/basic-documents/_download/articles-of-agreement/basic_document_english-bank_articles_of_agreement.pdf, consulté le 17 février 2020.

²⁷⁷ KLARE T. Michael, **Chine, pouvoir et puissance : La Chine est-elle impérialiste ?** Le Monde Diplomatique, septembre 2012.

Au cours des trente dernières années de réforme, empreintes de pragmatisme, l'économie chinoise s'est développée considérablement à un rythme inégalé, entraînant dans son sillage le développement de la puissance globale du pays qui se renforce de plus en plus et qui permet à la Chine de jouer un rôle de premier ordre sur la scène internationale. Grâce à la dynamique du commerce extérieur chinois, Pékin est omniprésent sur les marchés économiques des cinq continents. Dans ce cadre, plusieurs autres pays, notamment en Asie, profitent pleinement du dynamisme chinois, transférant ainsi le centre de gravité de la puissance économique mondiale vers l'Asie.

En moins de quarante ans, la Chine est devenue le chantre du libre-échange, au moment où des signaux parviennent des Etats-Unis présageant l'avènement d'un protectionnisme qui arrive à peine à cacher le refus d'un affrontement à la loyale dans l'arène économique. En effet, le Président Xi Jinping, dans quasiment toutes ses sorties, réitère son appel à l'abolition du protectionnisme et à promouvoir davantage le libre-échange entre les Nations. Lors de son intervention au Forum économique mondial organisé à Davos en Suisse, en janvier 2017, le Président chinois s'est longuement étalé sur les bienfaits du libre-échange, de la mondialisation et de la coopération internationale²⁷⁸. Profitant de la tribune qui lui a été offerte lors de la tenue de la 47^{ème} édition du sommet annuel de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), tenu à Lima au Pérou, en novembre 2016, il a déclaré «Nous n'allons pas fermer la porte au monde extérieur, mais l'ouvrir encore plus largement», répondant ainsi aux déclarations du Président américain, Donald Trump, qui a promis de renforcer le protectionnisme afin de protéger les emplois américains contre la concurrence chinoise ou mexicaine qu'il considère déloyale²⁷⁹.

Cependant, même si le nouveau modèle économique chinois a créé de grandes différences sociales entre les régions internes et côtières du pays et des problèmes environnementaux sans précédent, force est de constater qu'il a propulsé le pays au rang des grandes nations. La dynamique chinoise est également profitable à un grand nombre de pays, notamment ceux de la région d'Asie, de même qu'en offrant des produits à bas coût, la RPC contribue au bien-être des populations à travers le monde, notamment ceux des pays développés.

²⁷⁸ ROBIN Jean-Pierre, op. cit.

²⁷⁹ PFLIMLIN Edouard, «**Xi Jinping défend le libre-échange face au protectionnisme de Trump**», Le Monde, 21 novembre 2016.

Cependant, la réussite chinoise suscite beaucoup d'appréhension et d'inquiétude chez les Occidentaux et certains pays asiatiques, à l'instar du Japon et de la Corée du Sud, d'une part, par ce que l'économie mondiale est à somme nulle et, d'autre part, parce que cette réussite économique permet à Pékin de dégager les moyens financiers nécessaires pour entretenir une armée grande par ses effectifs et ses équipements. Il importe de rappeler que les Américains sont sortis vainqueurs de la guerre froide non pas parce qu'ils étaient plus puissants militairement que les Russes, mais plutôt grâce à la défaillance économique des Soviétiques qui ne pouvaient plus soutenir un effort de guerre toujours grandissant.

Avec tous les progrès atteints, les dirigeants chinois sont conscients que dans le domaine de l'innovation, de la science et de la Recherche-Développement, leur niveau est encore loin de celui atteint par les puissances occidentales. Il faut reconnaître à cet égard que la particularité et l'efficacité du système d'innovation mis en place aux Etats-Unis, où l'entrepreneuriat et les risques induits font parties de la culture américaine depuis la conquête de l'Ouest au XIX^{ème} siècle. En effet, «Le capital-risque américain n'a pas d'équivalent. Il est à la fois extrêmement structuré, professionnalisé et enclin à la prise de risque ». C'est en s'inscrivant dans cet esprit que les universités américaines «produisent en masse des talents tournés vers l'audace. Elles sont des laboratoires d'innovation plus que des lieux où se dispensent des savoirs »²⁸⁰.

De ce qui précède, il ressort que la décision prise par les dirigeants chinois pour donner la priorité au volet économique avant tout autre facteur de puissance, s'est avéré pertinente en ce sens que le pays possède actuellement les moyens financiers nécessaires pour promouvoir les autres secteurs d'activité. La quasi-totalité des pays qui privilégient l'investissement en priorité dans la puissance militaire, se trouvent dans des situations économiques et sociales déplorables, à l'instar de la Corée du Nord, où une grave insécurité alimentaire menace environ 10 millions de personnes selon l'ONU²⁸¹. De cette constatation, nous estimons qu'il existe un cercle vertueux entre la puissance économique, la puissance technologique et la puissance militaire, selon cet ordre précis. En effet, les raisons de la chute de l'URSS sont à chercher non pas dans sa puissance technologique ou militaire, mais dans la faiblesse de l'économie soviétique qui

²⁸⁰ BEFFA Jean-Louis, **les clés de la puissance**, éditions Seuil, Paris, 2015, p-32.

²⁸¹ «**North Korean families facing deep 'hunger crisis' after worst harvest in 10 years**», 3 mai 2019, document disponible sur le site <https://news.un.org/en/story/2019/05/1037831>, consulté le 13 janvier 2020.

n'arrivait plus à subvenir aux besoins toujours grandissants de la course aux armements engagée par les Etats-Unis d'Amérique.

Enfin, un pays fort a besoin d'un outil de défense moderne et professionnel pour pouvoir défendre son intégrité territoriale et ses intérêts partout où ils se trouvent dans le monde. C'est le prochain défi que les dirigeants chinois vont relever et, comme on le verra dans la section suivante, ils trouveront beaucoup de difficulté à convaincre le reste du monde du caractère pacifique de leur démarche.

Sous-section 3 : La puissance militaire, point faible du géant chinois ?

Avec l'accession de Deng Xiaoping au pouvoir, la République Populaire de Chine a entamé une ouverture sur l'économie mondiale, qui s'est accélérée vers la fin des années 1980. Le réchauffement des relations entre la RPC et les deux superpuissances, en l'occurrence les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, suite au décès de Mao, a incité les dirigeants chinois à modifier leur doctrine de défense en ce sens que la survie de leur pays n'était plus remise en cause²⁸².

Tout au long du règne de Deng Xiaoping, l'Armée Populaire de Libération a connu certains changements qu'on qualifierait de «mineurs», par rapport à ceux opérés sous la présidence de ses successeurs, notamment Xi Jinping. En 1985, Deng Xiaoping a procédé à une première réorganisation de l'armée chinoise en réduisant le nombre des Régions Militaires de onze à sept, et les effectifs de 500 000 hommes dans les années 1980²⁸³. C'est également sous l'impulsion de Deng Xiaoping que l'APL s'est engagée dans les activités commerciales à la fin de la Guerre froide. Lors de la prise du pouvoir par Jiang Zemin, ce dernier a enjoint au commandement militaire d'abandonner toutes les activités commerciales, gérées directement ou indirectement par l'APL, qui n'étaient pas liées à la défense.

Par ailleurs, deux événements majeurs allaient jouer le rôle d'électrochoc pour les stratèges chinois, changeant ainsi le rapport de forces dans la région d'Asie. Le premier réside dans l'utilisation intensive par l'armée américaine de technologies innovantes pendant la guerre du Golfe de 1991, rendant obsolètes les moyens militaires dont disposaient les troupes chinoises. L'autre événement ayant

²⁸² LABRECQUE Charles-Louis, op. cit.

²⁸³ YING-MAO KAU Michael, **China in the Era of Deng Xiaoping : A Decade of Reform: A Decade of Reform**, Editions Routledge, Londres, 1993.

favorisé la montée en puissance de l'appareil de défense chinois se situe en mars 1996, quand les dirigeants chinois ont procédé à des tirs de missiles à proximité de Taïwan, quelques jours avant les élections présidentielles dans l'île rebelle, et l'envoi par Washington de deux porte-avions de la 7^{ème} flotte dans le détroit de Formose, démontrant ainsi la grande faiblesse de la Chine, côté mer.

Pour remédier à cette vulnérabilité, le gouvernement chinois a, une fois encore, procédé à la modification de sa politique de défense, en adoptant la doctrine dite de «guerre limitée dans des conditions de haute technologie»²⁸⁴. Cette nouvelle politique de défense et la stratégie qui l'a sous-tend ont nécessité une transformation radicale des capacités militaires, concrétisée par la Commission Militaire Centrale, qui a décidé, en 1997, d'engager les Forces Armées chinoises dans un processus de modernisation, qui devrait s'achever au milieu du 21^{ème} siècle²⁸⁵.

Par ailleurs, suite à l'intervention des Etats-Unis en Irak en 2003, qui a mis en évidence le gap technologique accusé par l'armée chinoise par rapport à l'armée américaine, les dirigeants chinois, influencés par la Révolution dans les Affaires Militaires (RMA), se sont attelés à doter leurs forces armées «de toutes les nouvelles technologies de l'information en développant ses capacités de C⁴ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance), ce qui passe aussi bien par l'acquisition de nouveaux types de drones que par l'expansion du système de navigation par satellite, l'acquisition de satellites de communication, l'équipement des soldats ou bien encore la préparation d'une offensive contre les systèmes d'information ennemis»²⁸⁶. Pour mettre l'outil militaire au diapason des nouvelles technologies, les dirigeants chinois ont procédé à la réorganisation de leur Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) pour lui permettre de mener à bien la RMA, version chinoise. Parallèlement à l'effort de modernisation, l'accent a été mis sur l'amélioration des entraînements et des formations dispensés aux personnels militaires, toutes catégories confondues.

Ces investissements, faut-il le rappeler, sont rendus possibles grâce au développement économique qu'a connu le pays depuis 2002, dont la croissance

²⁸⁴ MACK Andrew, op. cit.

²⁸⁵ Ibid.

²⁸⁶ CHOUKROUNE Leïla, «Quelle stratégie internationale de la Chine à l'ère XI Jinping?», IRSEM, Note de recherche stratégique 2, 2013.

annuelle était de 10%, ce qui n'a pas manqué de faire réagir le Président Barak Obama, qui a déclaré en 2010 ne pas accepter une deuxième place pour les Etats-Unis²⁸⁷.

Comme attendu, la modernisation de l'armée chinoise a suscité les inquiétudes de certains pays d'Asie, en particulier, et de l'Occident, de manière générale, où les études et les débats menés, principalement aux Etats-Unis, opposant essentiellement les réalistes et les libéraux, ont fait naître le concept de «menace chinoise». Dans ce cadre, il a été relevé que tous les débats, quelles que soient l'école et la tendance, convergent vers la même conclusion selon laquelle la Chine constitue une réelle «menace». Cette conclusion a incité certains pays d'Asie et du Pacifique, à l'instar du Japon, de Taïwan, de l'Indonésie, de la Corée du Sud et de l'Australie, à augmenter considérablement leurs budgets de défense, tout en renforçant leurs liens avec les Etats-Unis, seule puissance pouvant faire face au géant chinois²⁸⁸.

Ces tensions sont d'autant plus exacerbées par l'existence de différends territoriaux entre la Chine et certains de ses voisins autour de la souveraineté sur des récifs, bancs et îles, situés en Mer de Chine méridionale, en raison de leur richesse en ressources naturelles, outre leurs positions stratégiques, puisqu'elles bordent les routes maritimes dont le trafic commercial est le plus dense au monde.

De leur côté, les officiels chinois tentent d'atténuer les inquiétudes des uns et des autres, en déclarant que l'augmentation du budget militaire de leur pays trouve son explication dans «la hausse des salaires ainsi que l'amélioration des conditions de vie des troupes. Les dépenses visent aussi la modernisation de l'équipement militaire ainsi que l'accès à la technologie pour les forces armées»²⁸⁹. Ils réitèrent régulièrement que «les technologies militaires, en pleine évolution, restent bien en deçà de celles des pays développés»²⁹⁰, et que la doctrine militaire mise en œuvre par Pékin est conçue pour répondre à d'éventuelles menaces et est, par conséquent, éminemment défensive. Et c'est dans ce même esprit qu'a été engagé le processus de modernisation pour l'unique but de défendre le pays.

²⁸⁷ DELALANDE Philippe, **La Chine de Xi Jinping: ambitions et résistances**, Editions L'Harmattan, Paris, 2018.

²⁸⁸ CHEN Zhiming, «**La stratégie militaire "asymétrique" de la Chine : logique et conséquences**», op. cit.

²⁸⁹ LESPARRÉ Sabrina, op. cit.

²⁹⁰ Ibid.

S'agissant de l'arme nucléaire, les autorités chinoises déclarent ouvertement leur engagement international de ne pas utiliser les armes de destruction massive en premier, en soulignant que la RPC ne dispose que d'une quantité minimale d'armes nucléaires pour son autodéfense et n'a installé aucune de ses armes nucléaires à l'étranger. Dans ce domaine, Pékin et Moscou se sont engagés, dans un accord de confiance mutuelle, à ne pas employer l'arme nucléaire en premier²⁹¹.

Depuis 2005, les exportations de la RPC en matière d'armement ont connu un fort essor, venant concurrencer les États-Unis, la Russie et les pays de l'Union Européenne sur un marché qui était jadis leur chasse gardée. Cependant, les études comparées sur les ventes d'armes font apparaître que 68% des exportations chinoises sont destinées au Pakistan, au Bangladesh et à la Birmanie. Néanmoins, la Chine étend peu à peu sa présence au-delà de son cercle d'influence pour atteindre des pays comme l'Algérie et le Venezuela, qui sont par tradition des clients de la Russie.

En ce qui concerne le classement mondial en termes de dépenses militaires, pour l'année 2018, on retrouve en tête de liste sans aucune surprise les États-Unis (649 milliards de dollars), qui dépensent l'équivalent des huit pays les plus dépensiers au monde, suivis par la Chine (250 milliards de dollars), dont les dépenses sont dix fois supérieures à celles de 1994, puis l'Arabie saoudite, l'Inde, la France et, enfin, la Russie²⁹². Selon les analystes du SIPRI «La plupart des pays en Asie du Sud-Est sont en train de s'armer dans l'optique d'un conflit avec la Chine»²⁹³.

Les investissements chinois touchent toutes les composantes des forces armées, avec une préférence pour les forces navales pour les besoins de la mise en œuvre de la stratégie dite de «dénier d'accès»²⁹⁴ - ce concept sera abordé ultérieurement - ainsi que la projection des forces loin du territoire national pour sécuriser les intérêts stratégiques. Tous ces efforts ont fini par donner de la consistance à la puissance militaire chinoise qui, en renforçant sa présence en mer de Chine face aux flottes américaines, atténue un tant soit peu l'omnipotence des États-Unis et permettrait même d'imposer un équilibre qu'on appellera du faible au fort. Ceci étant, et afin de contrer toute tentative chinoise d'émerger comme une puissance militaire pouvant rivaliser, voire remettre en cause la suprématie américaine,

²⁹¹ BAOYUN Yang, *La Chine et la Russie*, Outre-Terre 2003/3, n° 4, pp : 181-188.

²⁹² *SIPRI Yearbook 2019*, Editions Oxford University Press, 2019.

²⁹³ *SIPRI Yearbook 2016*, Editions Oxford University Press, 2016.

²⁹⁴ GROS Philippe, *La question du déni d'accès et le concept Air-Sea Battle*, Fondation pour la Recherche Stratégique, juin 2013.

«L'administration Trump a proposé des dépenses de 750 milliards de dollars pour l'année 2020, n'hésitant pas à demander au Congrès des réductions sur ses programmes nationaux dans les domaines de la santé et de l'éducation»²⁹⁵.

L'éventualité de l'émergence de la Chine comme peer competitor fait réagir aux Etats-Unis aussi bien la classe politique, que les intellectuels, les universitaires et les think tanks, qui s'attellent tous à trouver le meilleur moyen permettant de juguler la «menace» chinoise. Ces études et propositions se fondent pour la plupart sur le concept de guerre hégémonique, postulat central de l'école réaliste, courant très influent aux USA, qui stipule que «tout changement dans la distribution de puissance au sein du système international est source de tensions, voire de conflits»²⁹⁶.

Ces mêmes réalistes estiment que la quête de «l'hégémonie chinoise passerait par l'annexion de Taïwan, la mise en place d'un système de sécurité régional favorable aux intérêts de la nouvelle puissance puis la redéfinition des équilibres dans des zones lointaines mais stratégiques telles que le Golfe Persique ou l'Amérique latine. Progressivement, les ambitions chinoises entreraient en conflit avec les intérêts des Etats-Unis. Elles mettraient tout d'abord à l'épreuve la solidarité de Washington à l'égard de ses alliés voisins de la Chine : Taïwan, la Corée du Sud, le Japon. Ensuite, elles testeraient les capacités américaines à maintenir leur domination sur d'autres régions, telles que le Moyen-Orient. Enfin, elles remettraient en cause le système international tel qu'il est façonné actuellement par l'hégémonie américaine »²⁹⁷.

Bien que ce scénario pourrait être viable à long terme, les appréhensions américaines sont liées sur le court terme au développement par Pékin des missiles balistiques antinavires «Dongfeng», d'une portée intermédiaire et intercontinentale, susceptibles de détruire des porte-avions ce qui empêcherait l'accès en Mer de Chine. Cependant, hormis ces missiles balistiques, les autres moyens, dont dispose l'Armée chinoise, ne sont pas en mesure, à notre sens, du moins à court terme, de mettre en place une stratégie efficiente de déni d'accès, cette assertion sera confirmée dans la prochaine section. Il faut ajouter à cela

²⁹⁵ STEIN Jeff et GREGG Aaron, «U.S. military spending set to increase for fifth consecutive year, nearing levels during height of Iraq war», The Washington Post, 18 avril 2019.

²⁹⁶ SAMAAN Jean-Loup, «Une géographie américaine de la menace chinoise», Hérodote 2011/1, n° 140, pp : 103-122.

²⁹⁷ PINA-GUERASSIMOFF Carine, *La Chine dans le monde, panorama d'une ascension*, Editions Ellipses, Paris, 2011, p-111.

l'avis des experts militaires qui, dans leur majorité, estiment que l'Armée chinoise est incapable de gagner une guerre, même contre un ennemi régional, et estiment donc improbable que les autorités chinoises s'engagent dans un conflit militaire, où une défaite aurait des conséquences politiques fatales pour le PCC. Ce constat s'appuie sur le fait que la Chine depuis son indépendance a participé à un nombre réduit de conflits armés, en l'occurrence, la guerre de Corée (1950-1953) puis à deux conflits armés, l'un qui l'avait opposée à l'Inde en 1962, et l'autre au Vietnam en 1979 ; c'est deux derniers conflits n'ont duré qu'un mois chacun.

Il importe de signaler la complexité des relations sino-américaines que Stéphen Duso-Baudin, expert en relations internationales, décrit comme suit : «La relation à la Chine au XXI^e siècle nous semble être la seule relation bilatérale qui force les Etats-Unis à inventer un nouveau concept de politique étrangère, à créer une pensée sur mesure, sui generis, qui ne corresponde à aucune des traditions américaines de politique étrangère, ni jacksonienne (partisans d'une ligne dure à l'égard de la Chine) ni wilsonienne (défenseurs de la démocratie et de l'exportation des valeurs américaines de liberté et de droits de l'homme) ni hamiltonienne (triomphe des valeurs commerciales) ni jeffersonienne (réticence envers l'impérialisme)»²⁹⁸.

Avec cette analyse, qui donne des éléments d'appréciation quant aux capacités combattives des militaires chinois, est-il raisonnable de penser que ce pays pourrait espérer être le rival des Etats-Unis, sachant que ces derniers sont «"l'hyper-puissance" du monde d'après la guerre froide, alors que la Chine est un pays, immense certes, mais qui n'a pas achevé son développement. En outre, la Chine ne possède pas l'attractivité nécessaire à la formation d'une alternative globale et d'un bloc d'alliances »²⁹⁹.

Par ailleurs, Pékin octroie des aides pour soutenir les opérations de maintien de la paix dans le monde, sous l'égide de l'ONU. En 2019, la Chine (15.21%) s'est classée à la deuxième place après les Etats-Unis (27.89%) dans le classement mondial des pays contributeurs au budget de ces opérations. Le Japon occupe la troisième place avec une contribution de 8.5%³⁰⁰. Avec un effectif de 2.458

²⁹⁸ DUSO-BAUDUIN Stéphane, op. cit.

²⁹⁹ DOMENACH Jean-Luc, op. cit.

³⁰⁰ «**Comment sommes-nous financés**», information disponible sur le site <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>, consulté le 05 mai 2020.

personnes (au 30 juin 2019), la Chine est considérée comme l'un des plus importants pourvoyeurs en personnels pour le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU³⁰¹. A travers ces différentes formes d'aides, les dirigeants chinois cherchent notamment à démontrer au reste du monde que leur pays est une puissance responsable³⁰².

Dans ce cadre, elle a même envoyé des soldats dans les rangs des forces de maintien de la paix en Haïti, sachant que ce dernier reconnaît Taïwan et ne possède pas de relations diplomatiques avec la Chine Populaire. Même si ce n'est pas une preuve irréfutable que la Chine est un pays pacifique, il faut tout de même admettre que des efforts sont consentis par les autorités chinoises pour rassurer la communauté internationale de leurs bonnes intentions.

Tous les dirigeants chinois, de Mao Tsé-toung, à Deng Xiaoping en passant par Jiang Zemin, Hu Jintao et enfin Xi Jinping, se sont attelés, chacun selon les moyens dont il disposait, à renforcer la puissance militaire du pays, contrairement à Mao qui privilégiait l'idéologie sur toute autre considération, en reléguant au second plan l'économie et l'armée. Il considérait que les armes sont un facteur important mais non décisif de la guerre, c'est l'homme qui est le facteur décisif. S'agissant de Deng Xiaoping, ce dernier a mis l'accent sur le développement économique, au détriment de tout autre domaine. Les autres dirigeants chinois, notamment Jiang Zemin et Hu Jintao, ont suivi la stratégie de Deng, centrée sur l'économie et l'harmonie, c'est-à-dire que le développement économique ne devra pas s'opérer au détriment d'une instabilité sociale. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping pour mener une politique en totale rupture avec celle mise en œuvre en Chine jusqu'alors. De manière générale, la politique du Président Xi consiste à conférer beaucoup d'importance au développement économique, cependant la priorité reste orientée vers les affaires militaires.

La préférence accordée par les dirigeants chinois au secteur économique ne les empêche pas de développer un besoin, quasi obsessionnel, d'avoir la mainmise sur l'Armée et les services de sécurité, ce qui pourrait s'expliquer par l'impératif de préserver la stabilité intérieure du pays - 20% de la population mondiale est chinoise – d'ailleurs, les opérations de maintien de l'ordre public peuvent parfois

³⁰¹ «Country contributions by mission and personnel type», document disponible sur le site <https://peacekeeping.un.org/en/china>, consulté le 12 mars 2020.

³⁰² DENG Yong, «China : The Post-Responsible Power», *The Washington Quarterly*, 2014, volume 37, n° 4, pp: 117-132.

paraître violentes. Pour rappel, en 1989 l'Occident accusait les autorités chinoises de vouloir massacrer les citoyens qui avaient investi la place Tiananmen pour demander des réformes politiques, plus de liberté d'expression et de démocratie. Cette indignation s'est traduite par un embargo sur les ventes d'armes vers la RPC. Commentant ces événements, Henry Kissinger écrit dans un article publié la même année dans les colonnes de *The Washington Post* : «aucun gouvernement au monde n'aurait toléré de voir la principale place de sa capitale occupée pendant huit semaines par des dizaines de milliers de manifestants qui empêchaient les autorités d'accéder à l'un des bâtiments gouvernementaux principaux»³⁰³.

Dès son accession au pouvoir, le Président Xi Jinping a entrepris des réformes au sein de l'Armée pour, notamment, restaurer son autorité sur les forces armées, mise à mal sous la présidence de Hu Jintao. Ce qui était fréquemment reproché au Président Hu c'est le manque de coordination entre les différents commandements de forces (terrestres, aériennes et navales) et la domination de l'Armée de terre, alors que les frontières terrestres du pays n'étaient plus menacées, outre son effacement devant certains officiers généraux promus au sein de la Commission Militaire Centrale par son Président Jiang Zemin, ce qui prolongeait son influence même après la fin de ses deux mandats³⁰⁴. La campagne anti-corruption lancée en 2012 a démontré l'implication d'une trentaine d'officiers, dont certains avaient occupé les plus hautes fonctions dans la hiérarchie militaire, pendant la présidence de Hu, mais qui étaient propulsés sous l'ère Jiang³⁰⁵.

En 2015, Xi Jinping a annoncé, lors du discours prononcé à l'occasion de la célébration du 70^{ème} anniversaire de la capitulation du Japon, que l'Armée Populaire de Libération allait se séparer de 300.000 soldats. Cette réduction fait suite à la libération en 2000 et 1997 respectivement de 200.000 et 500.000 hommes. Le 31 décembre 2015, le Président chinois a restructuré les sept régions militaires.

³⁰³ KISSINGER Henry, «**The caricature of Deng as a tyrant is unfair**», *The Washington Post*, 1^{er} août 1989.

³⁰⁴ CHAN Minnie, «**Hu Jintao's weak grip on China's army inspired Xi Jinping's military shake-up: sources**», 11 mars 2015, article disponible sur le site <https://www.scmp.com/news/china/article/1734663/hu-jintaos-weak-grip-chinas-army-inspired-president-xi-jinpings-military>, consulté le 30 mars 2020.

³⁰⁵ GENEVAZ Juliette, **La réforme de l'Armée populaire de libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois**, IRSEM, Note de recherche stratégique n°29 – 16 août 2016.

Lors du discours prononcé à l'occasion du 19^{ème} Congrès national du PCC, le 18 octobre 2017, le Président Xi Jinping a déclaré en substance ce qui suit : « Visant la réalisation du rêve chinois et du rêve de renforcement de l'armée, nous avons élaboré des principes stratégiques militaires adaptés à la conjoncture nouvelle, et déployé tous nos efforts pour faire progresser la modernisation de la défense nationale et de l'armée»³⁰⁶, tout en estimant que «La réforme de la défense nationale et des forces armées a réalisé une percée historique»³⁰⁷.

Xi Jinping a indiqué, par ailleurs, que «pour consolider l'édification du Parti au sein de l'armée, nous poursuivrons la campagne d'éducation sur le thème "transmettre les gènes révolutionnaires et assurer la mission du renforcement de l'armée" (...). Nous continuerons à approfondir la réforme de la défense nationale et de l'armée. Nous poursuivrons les réformes organisationnelles et politiques de grande importance telles que la professionnalisation des officiers, la réorganisation du personnel civil et la refonte du service militaire. Nous pousserons en avant la révolution de la gestion militaire, perfectionnerons et développerons le système militaire socialiste à la chinoise. Nous devons ancrer dans les esprits l'idée selon laquelle les sciences et technologies font partie des éléments essentiels de la combativité, faire progresser les importantes innovations technologiques et les innovations autonomes, développer le système de formation du personnel militaire, et nous efforcer d'édifier une armée populaire innovante»³⁰⁸.

Le Président chinois a estimé, enfin, que «l'armée doit être prête aux combats. C'est pourquoi la combativité est un critère à appliquer dans toutes nos activités, et tout doit converger vers l'exigence de "savoir combattre et vaincre". Il faut mener à bien la préparation aux combats dans toutes les directions stratégiques ; faire progresser de façon coordonnée la préparation aux combats dans les domaines sécuritaires traditionnels et ceux de type nouveau ; développer de nouveaux types de forces de combat et de soutien ; promouvoir des entraînements militaires simulant des guerres réelles ; faire valoir notre dispositif de frappe ; accélérer le développement militaire intelligent; et améliorer nos capacités de

³⁰⁶ Texte intégral du Rapport du Président Xi Jinping au XIX^e Congrès national du PCC, 18 octobre 2017, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm, consulté le 28 avril 2020.

³⁰⁷ Ibid.

³⁰⁸ Ibid.

combat transrégional et de combat interarmées qui s'appuient sur les réseaux informatiques»³⁰⁹.

De ce qui précède, il apparaît que la Chine est en train de développer son «hard power» à l'effet de sécuriser ses approvisionnements en matières premières, notamment en hydrocarbures émanant d'Afrique et de Moyen-Orient, ses intérêts en mer de Chine méridionale, et faire pression sur Taïwan pour rejoindre la mère patrie³¹⁰. Ainsi, le renforcement du potentiel militaire chinois doit plus être perçu comme une suite logique de l'extension des intérêts du pays sur la scène internationale, qu'un moyen pour assoir son hégémonie en Asie puis à travers la planète.

Cependant, même si tous les indicateurs indiquent une nette amélioration des capacités combattives de l'Armée chinoise, force est de constater que les Etats-Unis gardent encore leur statut d'hyperpuissance, alors que la RPC est un pays qui est encore en pleine construction de sa puissance, outre le fait que Pékin ne possède pas l'attractivité indispensable à la formation d'un bloc d'alliances à l'instar des Etats-Unis et de l'Union soviétique pendant la guerre froide. Par conséquent, nous estimons que ce qui s'est dit, ces dernières années, sur la possibilité d'un « piège de Thucydide »³¹¹, entre les Etats-Unis et la RPC, ne concorde pas avec la réalité, car la puissance montante, à notre sens, n'est pas la Chine mais la Russie qui revient au-devant de la scène internationale, à travers notamment l'annexion de la Crimée en 2014, et par son implication dans la crise syrienne, ce qui a permis de sauver le régime de Bachar El-Assad.

De cette section, il ressort que les dirigeants chinois ont toujours refusé de se soumettre au système international en place, et estiment qu'un monde multipolaire - la bipolarité et l'unipolarité ayant montré leurs limites - serait plus équilibré et équitable, et répondrait mieux aux aspirations d'un plus grand nombre de pays à travers la planète. Un tel système permettrait aux pays faibles et petits d'exister par eux-mêmes sans être obligés d'évoluer à l'ombre des grandes puissances et, donc, contraints au suivisme et à hypothéquer une partie de leur souveraineté.

³⁰⁹ Ibid.

³¹⁰ CHOUKROUNE Leïla, op. cit.

³¹¹ Le piège de Thucydide est un concept des Relations Internationales selon lequel la puissance dominante, actuellement les États-Unis, par peur de perdre sa suprématie, entrera inévitablement en guerre avec la puissance montante, en l'occurrence la RPC.

Dans ce cadre, les différentes approches mises en œuvre par les dirigeants chinois pour faire progresser leur pays dans la hiérarchie de la puissance, à l'échelle internationale, ont toujours suscité l'inquiétude des pays occidentaux, à leur tête les Etats-Unis, qui usent de tous les moyens (embargos et sanctions) pour empêcher la RPC d'accéder au statut tant convoité de grande puissance.

Toutefois, une puissance économique de la dimension de la Chine, en plus de sa capacité à influencer l'économie internationale, se développe et progresse au détriment de l'Occident qui se voit perdre d'année en année des parts de marché sans pouvoir changer les choses. Les Occidentaux ont également peur de l'émergence d'un modèle chinois qui serait assez attractif pour regrouper les pays refusant la vision, les valeurs et les principes occidentaux. L'Occident a peur aussi du développement de la puissance militaire chinoise qui remettrait en cause leur suprématie et empêcherait de réitérer les catastrophes commises en Irak, en Libye et en Syrie, pour ne citer que ces pays, en se basant à chaque fois sur de fausses preuves montées de toute pièce.

Les suspicions occidentales persistent même si les dirigeants chinois, se voulant rassurants à l'égard de la communauté internationale, déclarent qu'ils n'ont aucune intention de s'engager dans une course aux armements avec leurs voisins, encore moins avec les Américains et, de ce fait, ne peuvent constituer une menace pour autrui. Les officiels chinois estiment œuvrer pour un monde sûr et stable et qu'ils ne ménagent aucun effort pour contribuer à l'instauration de la paix et la sécurité là où il est fait appel à leurs services, à l'instar des opérations de maintien de la paix de l'ONU, où la Chine est devenue l'un des principaux contributeurs en personnels.

Nous estimons qu'il conviendrait de donner plus de crédit aux déclarations chinoises en ce sens qu'aucun litige impliquant la RPC n'a été résolu par la force des armes. Dans ce cadre, il convient de rappeler que la Chine a résolu tous ses litiges frontaliers avec ses voisins au début des années 1960 et durant la décennie 1990³¹², ce qui dénote clairement du désir des autorités chinoises de pacifier l'entourage dans lequel évolue leur pays et ce, même si les tractations étaient menées avec des nations qui, comparées à la RPC, peuvent être considérées comme des micros-Etats.

³¹² LASSERRE Frédéric, *L'éveil du Dragon : Les Défis du Développement de la Chine Au XXI^e Siècle*, Presses de l'Université du Québec 2005.

A titre illustratif, les discussions entamées en 1992, entre la RPC et trois nouvelles républiques issues de la dislocation de l'ex-Union soviétique, à savoir, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, qui lui sont limitrophes, se sont soldées par la signature d'accords bilatéraux, après des négociations dures, contraignant la partie chinoise à revoir à la baisse ses revendications territoriales, soit de 1.500.000 kilomètres-carrés (selon les Chinois cette surface a été perdue lors des «traités inégaux» signés au 19^{ème} siècle) à 34.000 kilomètres-carrés³¹³.

Aussi, il conviendrait également de faire confiance au pragmatisme dont font preuve les dirigeants chinois, qui sont conscients que la puissance chinoise est encore à construire, comparaison faite avec le niveau atteint par l'hyperpuissance américaine, même si dans sa quête de la puissance, la Chine a progressé de manière indéniable dans quasiment tous les domaines, y compris militaire.

³¹³ LAMELLE Marlène et PEYROUSSE Sébastien, **L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation : Une approche géoéconomique**, 21 août 2010, document disponible sur le site <https://www.diploweb.com/L-Asie-centrale-a-l-aune-de-la.html>, consulté le 08 février 2020.

Synthèse et déductions :

La Chine a beaucoup souffert de l'humiliation que lui ont infligée, pendant plus d'un siècle, certaines puissances étrangères, aussi bien occidentales que de son voisinage, ce qui a laissé de profondes séquelles dans la mémoire collective chinoise. Dans un premier temps, cette situation a induit une certaine méfiance à l'égard de ces puissances, puis engendré, depuis l'indépendance du pays en 1949, une obsession quasi viscérale des dirigeants chinois à vouloir renforcer les capacités militaires de leur pays, afin d'éviter la répétition du scénario écrit par les colonisateurs, où le rôle des humiliés a été attribué au peuple chinois.

Pour les chinois, les Etats-Unis d'Amérique sont le symbole même de l'impérialisme occidental qui guette la moindre faille ou le moindre relâchement pour saborder les efforts fournis pour le développement de la Chine indépendante.

Le sentiment d'humiliation, ressenti par la nation chinoise, suite aux invasions occidentales et japonaises, serait partagé par la quasi-totalité des pays qui ont subi les affres du colonialisme. Selon le politologue Bertrand Badie, ce sentiment participe au jeu international actuel, et serait en mesure de faire converger vers des objectifs communs des nations aussi diverses que la Chine, l'Égypte, l'Inde et l'Iran³¹⁴, référence faite à la Conférence de Bandung tenue en 1955. Pour Bertrand Badie, les motions adoptées lors de cette Conférence faisaient toutes références de manière directe ou indirecte au colonialisme³¹⁵.

En Chine, cette humiliation a fait naître un nationalisme quelque peu exacerbé, qui pourrait être mis à profit par les dirigeants chinois pour faire office de rempart contre les tentatives occidentales de déstabiliser le pays. Selon la vision occidentale, les élites politiques et intellectuelles chinoises, issues du Parti Communiste Chinois, jouent sur la fibre nationaliste pour se maintenir au pouvoir et détourner l'attention des Chinois des problèmes internes.

Pour le sinologue français Jean-Luc Domenach, il faudrait beaucoup plus de temps aux Chinois pour passer outre les plaies causées par l'histoire et oublier le «rôle que les États-Unis ont tenu en Extrême-Orient dans la première partie de la guerre froide, et en particulier du soutien qu'ils ont réservé au camp nationaliste au cours de l'ultime guerre civile (1946-1949), puis des terribles combats que

³¹⁴ BADIE Bertrand, *le Temps des Humiliés : Pathologie des relations internationales*, op. cit.

³¹⁵ Ibid.

leurs armées de "volontaires" ont conduits en Corée sous les bombardements de l'aviation américaine (1950-1953)»³¹⁶. Il estime cependant que l'opposition à l'impérialisme devient pour les dirigeants du PCC une légitimation politique centrale pour leur maintien au pouvoir³¹⁷.

Cependant, certains auteurs estiment que la Chine met en avant et de manière systématique son statut de victime des Occidentaux, remontant jusqu'aux guerres de l'opium. En réitérant l'humiliation subie par le pays dans le discours officiel, les dirigeants chinois tenteraient de mobiliser le peuple autour de l'idée selon laquelle tout relâchement de leur part pourrait conduire à reproduire les mêmes conditions qui ont conduit naguère à la spoliation et l'asservissement d'une grande nation telle que la Chine.

De leur côté, les Chinois estiment que leur pays a raté la révolution industrielle essentiellement à cause des Occidentaux, qui l'ont pillé et intoxiqué par l'opium. Cette approche est inspirée de la théorie de la dépendance qui attribue le sous-développement des pays de la «Périphérie» à la dépendance historique et à la subordination de leur économie aux pays du «Centre». Pour les Occidentaux, c'est le système politico-économique de l'Empire chinois, qui s'est isolé volontairement du reste du monde, qui est responsable du retard scientifique et industriel chinois.

Il convient de rappeler que pendant toute son histoire, la Chine a fait montre d'une particularité par rapport aux autres Empires qui ont, sans exception, cherché à élargir leur souveraineté en colonisant des territoires qui se trouvent parfois à l'autre bout de la planète. La Chine «n'est pas une nation expansionniste. C'est pour cela qu'elle s'accommode bien de l'ordre des équilibres du monde actuel. Le dernier avatar d'une tentative militaire d'expédition extérieure chinoise remonte au XIII^e siècle ; la volonté d'envahir le Japon s'est alors soldée par un échec cuisant. Les petites incursions au nord du Vietnam n'ont pas été de plus grandes réussites. La Chine n'a pas de message à délivrer au monde. Elle n'est pas une nation messianique, voulant dispenser à toute la terre sa vision du monde, contrairement aux Etats-Unis il y a encore peu de temps»³¹⁸.

³¹⁶ DOMENACH Jean-Luc, «L'énigme des relations sino-américaines », Quaderni, n°50-51, Printemps 2003, pp : 211-229.

³¹⁷ Ibid.

³¹⁸ BEFFA Jean-Louis, op. cit.

Pour sa part, l'Occident empêcherait l'avènement d'une autre puissance qui pourrait remettre en cause sa suprématie dans n'importe quel domaine, économique, technologique ou militaire, et, dans ce cadre, la RPC est la nation montante qui peut ébranler l'équilibre des puissances. Pour déstabiliser et diaboliser la puissance montante, les motifs évoqués par l'Occident sont toujours les mêmes, à savoir, la démocratie, la liberté d'expression et les droits de l'Homme, sachant que la plupart des dictateurs, à travers le monde, ont quasiment tous été mis en place et aidés par les pays développés.

De plus, une rétrospective dans l'histoire proche nous donne des indications précises et sans équivoque sur la provenance du danger qui a renvoyé à l'âge des pierres des civilisations millénaires. En effet, dans l'espace d'une dizaine d'années, les Etats-Unis d'Amérique ont intervenu notamment au Kosovo et en Serbie (1999), par le biais de l'OTAN, en Afghanistan (2001), en Irak (2003) et en Syrie (2011), alors qu'en Libye le rôle des Américains est plus subtile, car obéissant à la stratégie de Barack Obama dite «Leading from behind», se veut moins invasive et contraste avec les campagnes militaires menées par l'Administration George Bush, suite aux attentats du 11 septembre 2001, appelées «War on terror». Ainsi, les faits sont là et indiquent que le danger se trouve au-delà du Pacifique, à une distance estimée à 11.640 km de la Chine.

Pour clore ce chapitre, nous estimons que chaque pays a le droit de se préparer à assurer sa défense comme il l'entend, mais dans le respect de la légitimité internationale. La RPC n'est pas en reste et c'est justement ce qu'elle est en train de faire, ce qui n'est pas du goût des Occidentaux, qui suspectent les Chinois d'avoir des objectifs hégémoniques non déclarés. Les autorités chinoises sont conscientes que l'intervention des puissances occidentales et du Japon en Chine, de 1839 à 1949, a été possible au regard du retard technologique de leur pays, notamment dans le domaine militaire, ce qui l'a fragilisé et rendu vulnérable aux assauts des colonisateurs. Ainsi, depuis son indépendance, Pékin tente sur le plan diplomatique et militaire, d'effacer ce «siècle d'humiliation» et de retrouver sa place de grande puissance dans l'échiquier international. Pour ce faire, après avoir consolidé l'économie du pays, les responsables chinois se sont attelés à renforcer leurs moyens militaires, notamment à travers la restructuration et la modernisation de l'APL et de l'industrie de défense chinoise, dans le but affiché de rattraper le retard accumulé et être au diapason des armées modernes.

Enfin, pour mettre en exergue les véritables objectifs chinois, il sera analysé dans ce deuxième chapitre les mutations opérées sur la puissance militaire chinoise, à travers notamment l'étude de son industrie militaire et l'état de ses forces armées. Il sera également question d'analyser les Bases militaires dont dispose la Chine en dehors du territoire national, la coopération militaire avec d'autres pays, ainsi que le programme nucléaire et spatial chinois. Enfin, nous étudierons les évolutions de la politique de sécurité et la stratégie de défense du pays, ainsi que le partenariat avec la Russie.

Deuxième chapitre : La Chine, une puissance militaire en mutation.

Depuis une trentaine d'années, les Forces Armées chinoises se sont engagées dans un processus de modernisation, afin de se mettre au diapason des autres armées modernes.

Les objectifs recherchés à travers cette modernisation sont multiples. Tout d'abord, la RPC cherche à développer son «hard power» pour devenir une puissance régionale, au même titre d'ailleurs qu'elle tente à déployer son «soft power». L'autre objectif réside dans la quête des autorités chinoises de maintenir la pression sur Taïwan et empêcher toute tentative de déclaration d'indépendance de la part des dirigeants taiwanais, sachant que ces derniers profitent d'un soutien, quasi inconditionnel, de leurs alliés américains.

La Chine a mis l'accent sur la modernisation des Forces Navales pour, d'une part, défendre ses intérêts en Mer de Chine méridionale, notamment suite aux tensions induites par les différends territoriaux dans cette région, et, d'autre part, faire barrage au phénomène de piraterie au niveau du détroit de Malacca et en Mer de Chine méridionale, qui constitue un grand risque sur les approvisionnements chinois. La modernisation de l'APL, faut-il le rappeler, a touché toutes les Forces (terrestres, aériennes et navales) et les structures en charge de la logistique, outre la réorganisation des zones militaires.

La RPC augmente également sa puissance pour faire face à la présence militaire américaine dans la région Asie-Pacifique et, de manière générale, pour défendre les intérêts chinois qui croissent à travers le monde, grâce à son développement économique.

Le dernier objectif de cette modernisation, et non des moindres, serait de répondre aux exigences des mutations opérées dans la politique de sécurité et de défense chinoise pour répondre aux changements géopolitiques, d'abord dans son voisinage immédiat, puis à travers le monde.

Ceci étant, la montée en puissance de l'APL, induite notamment par le développement de la Base Industrielle et Technologique de Défense chinoise (BITD), justifie-t-elle la peur de l'Occident des intentions d'utilisation par les Chinois de cette puissance, et quel serait l'impact de cette industrialisation sur le

développement de la politique sécuritaire du pays, qui a toujours été axée sur la défense.

Le présent chapitre est consacré à l'étude de l'état actuel de l'industrie et des forces armées chinoises, la dangerosité réelle ou supposée de la montée en puissance chinoise dans le domaine militaire, ainsi que les évolutions enregistrées par la politique de sécurité et la stratégie de défense chinoises.

Section I : L'état de l'industrie et des forces armées chinoises

Après la construction des armes d'origine soviétique, sous licence, par l'APL, la base industrielle et technologique de défense chinoise a beaucoup évolué et est actuellement en mesure de produire des systèmes d'armes de haute technologie. Cette transformation de l'industrie de défense chinoise a été rendue possible grâce à l'acquisition de brevets et de licences occidentaux et russes, ainsi qu'à la coopération avec les partenaires étrangers, à l'instar de l'Ukraine et Israël, mais surtout avec la Fédération de Russie.

Cependant, les incidents de Tiananmen de 1989 ont constitué un événement majeur dans la détérioration des relations sino-occidentales, traduite par la mise en place d'un embargo sur les armes, décidé par les Etats-Unis et leurs alliés.

Selon les données de l'Institut de Recherche sur la Paix Internationale de Stockholm (SIPRI), les ventes d'armes chinoises sont en constante progression et se classent désormais à la deuxième place mondiale, après les Etats-Unis mais surclassant la Russie. Les entreprises chinoises sont capables aujourd'hui de produire des équipements qui couvrent tous les secteurs du domaine militaire et sont actuellement en mesure de répondre à quasiment toutes les commandes de l'APL. Toujours selon le SIPRI, le complexe militaro-industriel chinois est actuellement le plus gros employeur mondial du secteur.

Ceci étant, et eu égard à l'importance des investissements consentis par la Chine dans l'industrie de défense et à la réorganisation structurelle de son complexe militaro-industriel, les produits chinois sont-ils actuellement en mesure de concurrencer la haute qualité des produits américains et russes, sachant que le gap technologique qui sépare la Chine de l'Occident n'est pas encore résorbé. Le niveau atteint par l'industrie de défense chinoise est-il capable de produire

des systèmes d'armes à même de faire face aux armements occidentaux qui sont de plus en plus évolués.

Dans la présente section, il sera question de l'importance des technologies étrangères dans le développement de la BITD chinoise et de son système d'innovation, des réformes introduites au sein de l'industrie de défense chinoise, pour améliorer sa compétitivité et, enfin, de la réorganisation de l'APL, initiée par le Président Xi Jinping.

Sous-section 1 : Le rôle des technologies étrangères dans le développement du système d'innovation de la défense chinoise.

Le secteur de la science et de la défense de la Chine a été fortement tributaire de sources étrangères pour son développement. Après l'indépendance de la RPC en 1949, la Chine était fortement dépendante de l'Union soviétique qui représentait sa principale source de transferts de technologies et de savoir-faire dans les secteurs civil et de défense, lesquels ont joué un rôle essentiel dans l'industrialisation de la Chine³¹⁹. L'assistance russe est d'autant plus importante quand on connaît les conséquences néfastes sur le développement technologique de la Chine causées par l'isolement que lui ont imposé les pays occidentaux, notamment à travers le COCOM (Comité de Coordination pour le Contrôle Multilatéral des Exportations)³²⁰ qui empêchait l'exportation des matériels et des technologies de nature militaire et d'intérêt stratégique vers la RPC. Le retard technologique chinois s'est aggravé suite à la rupture des relations avec l'Union Soviétique en 1960, ce qui s'est traduit par le retrait brutal de l'assistance technique russe³²¹.

Cependant, il a été constaté que les investissements de la Chine pour l'importation de technologies étrangères n'ont pas abouti aux résultats escomptés, dans le sens où les dirigeants de Recherche-Développement (R&D) du secteur de la défense n'ont pas su intégrer ces technologies dans le tissu industriel chinois. La raison de cet échec serait la faiblesse des capacités chinoises d'absorption desdites technologies, pendant toute la période allant de

³¹⁹ ZHANG Baichun, ZHANG Jiuchun et YAO Fang, «**Technology Transfer from the Soviet Union to the People's Republic of China 1949–1966**», *Comparative Technology Transfer and Society* 4/2, 2006, pp : 105-167.

³²⁰ PAILLARD Christophe-Alexandre, **Les nouvelles guerres économiques**, Editions OPHRYS, Paris, 2011.

³²¹ LEGRAND Catherine, LEGRAND Jacques et DOBSON Christopher, **Chroniques de l'histoire, les personnages du 20^{ème} siècle : Mao Zedong**, Editions Chronique, Paris, 2013,

1950 jusqu'à 1990. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990, que les autorités chinoises se sont véritablement penchées sur cette question. En effet, l'aide publique pour l'acquisition de technologies étrangères et l'assimilation interne de technologies a augmenté progressivement à partir des années 1990 et s'est accélérée en 2001 après l'adhésion de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)³²².

Cette prise de conscience est également visible dans les stratégies nationales de l'industrie et de l'innovation, civile et militaire, où l'importation des technologies étrangères a pris une part éminemment importante³²³. En effet, il est indiqué dans le Plan national à moyen et long termes pour le développement de la science et de la technologie (2006-2020), que l'innovation locale doit se baser, entre autres, sur l'assimilation et l'absorption des technologies importées de l'étranger, en les combinant aux technologies, savoir-faire et processus de fabrication importés de l'étranger³²⁴. Il en est de même dans le secteur de la défense, où le Plan de développement à moyen et à long termes de la science et de la technologie de la défense (2006-2020) reprend quasiment les mêmes recommandations³²⁵.

Pour ce faire, les dirigeants chinois se sont attelés à renforcer davantage la coopération internationale dans l'objectif d'acquérir les technologies civil, militaire et dual, nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie de développement nationale.

Selon l'expert chinois Tai Ming Cheung, la stratégie adoptée par la Chine pour le développement technologique de la BITD, qui peut être appelé de manière concise la stratégie IDAR (Introduction, Digestion, Assimilation, Ré-innovation), s'articule sur trois importantes étapes qui, une fois réalisées devraient permettre à la BITD chinoise de fabriquer des produits innovants à partir de technologies étrangères, processus que l'expert chinois assimile au concept d'adaptation créative. La première étape c'est l'introduction des

³²² CHEUNG Tai Ming, «**Innovation in China's Defense Technology Base: Foreign Technology and Military Capabilities**», *Journal of Strategic Studies*, 11 septembre 2016, volume 39, n° 5-6, pp : 728-761.

³²³ COHEN Wesley et LEVINTHAL Daniel, «**Absorptive Capacity: A New Perspective on Learning and Innovation**», *Administrative Science Quarterly* Volume 35, n°1, mars 1990, pp : 128-152. Le concept de «capacité d'absorption» est défini comme «l'aptitude à reconnaître la valeur de l'information nouvelle, à l'assimiler et à l'appliquer à des fins commerciales».

³²⁴ The 13th Five-Year Plan, «**For economic and social development of the people's republic of China 2016-2020**», Central Committee of the Communist Party of China. Le plan a été ratifié par le Congrès national du peuple en mars 2016.

³²⁵ Ibid.

technologies étrangères à travers les différents canaux et mécanismes usuels, dont l'importation de technologies et d'équipements, la collecte et l'analyse d'informations depuis des sources ouvertes, la coopération avec des centres de R&D étrangers dans des projets communs, etc³²⁶.

La deuxième consiste en la fourniture d'informations sur les développements mondiaux en matière de science et technologie aux universités et organismes de R&D, outre l'acquisition, la compilation et la traduction d'ouvrages scientifiques et techniques étrangers³²⁷. Enfin, la troisième réside dans la capacité des entités chargées de la R&D d'analyser, de traiter et de comprendre les informations et connaissances collectées des sources externes.

Ce mode de développement, consistant à associer des technologies et des connaissances étrangères aux capacités nationales pour générer des améliorations et promouvoir le développement national, a été adopté, aux XVIII^e et XIX^e siècles, par la France qui modifiait et incorporait dans ses efforts d'industrialisation les technologies importées du Royaume-Uni³²⁸. La plupart des pays asiatiques ont également adopté le même procédé dans leur politique de rattrapage technologique, entre les années 1950 et 1990, dont les résultats ont été plus que convaincants, tel que le démontre le niveau de développement atteint par ces pays.

Par ailleurs, pour combiner avec succès les technologies locales et étrangères, il est impératif que le pays, qui est en phase de rattrapage, dispose d'une organisation infaillible pour ne pas dévier de l'objectif tracé et également d'une capacité d'absorption efficace³²⁹.

En effet, la déconvenue de la société chinoise «Xian Aero-Engine Co» (XAE), dans le cadre de la démarche entreprise au début des années 1970, visant la maîtrise de la technologie de conception du moteur à réaction Spey Mk 202 de la firme anglaise Rolls Royce, un moteur de deuxième génération mis au point dans les années 1960, illustre parfaitement les difficultés rencontrées par l'industrie militaire chinoise pour assimiler cette technologie. Dans le cadre de

³²⁶ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

³²⁷ HANNAS C. William, MULVENON James et PUGLISI B. Anna, **Chinese Industrial Espionage: Technology Acquisition and Military Modernization**, Editions Routledge, Londres 2013.

³²⁸ FREEMAN Chris et SOETE Luc, **The Economics of Industrial Innovation**, 3^{ème} édition, Editions MIT Press, Cambridge, 1993.

³²⁹ COHEN Wesley, op. cit.

ce projet, des centaines d'ingénieurs et techniciens chinois ont été envoyés au Royaume-Uni pour suivre des formations, en plus de l'acquisition d'équipements et d'installations pour la fabrication dudit moteur.

Cependant, certaines décisions prises par les dirigeants chinois ont constitué un véritable frein au bon fonctionnement de ce projet. Parmi ces décisions, il y a celles qui limitaient l'assemblage dans les usines nationales à dix moteurs, dont quatre seront fabriqués avec des pièces réalisées localement et le reste sera construit à partir de kits fournis par Rolls Royce. Cette décision, qui n'obéissait à aucune considération scientifique et/ou industrielle, a constitué un grand obstacle pour les spécialistes chinois d'assimiler les connaissances nécessaires à la maîtrise de la technologie Spey, compromettant ainsi les efforts déployés pour l'intégration de cette technologie. L'autre décision ayant concouru à complexifier la coopération sino-britannique, c'est celle qui consiste à interdire aux techniciens de Rolls Royce l'accès aux installations de production chinoises, pour des raisons liées au secret, transformant ainsi les rencontres entre les spécialistes des deux parties en des réunions de bureaucrates³³⁰.

Enrichie de cette expérience, la même firme chinoise XAE a, pendant la seconde moitié des années 1990, décidé de coopérer une nouvelle fois avec Rolls Royce, en instaurant cette fois-ci une relation basée sur la coordination et la confiance. Cette nouvelle coopération s'est traduite en 1996 par la création d'une usine commune pour produire des composants de moteurs aéronautiques. Deux ans après, Pékin a annoncé la certification du moteur WS-9 Qinling II, produit en série à la fin des années 2000³³¹.

L'échec qu'a connu le programme d'acquisition du moteur Spey Mk 202 de Rolls Royce n'était pas isolé en Chine, entre 1960 et début 1990, où il était commun de prendre des décisions éminemment politiques sans se soucier des considérations économiques et scientifiques, compromettant dans la plupart des cas le bon fonctionnement des programmes engagés, et induisant en général l'élargissement du gap technologique. Ainsi, le programme de transfert de technologies de moteurs à réaction militaires russes de troisième génération, engagé par les Chinois, les années 1990, s'est soldé par un échec en raison du changement par la partie chinoise de l'objectif, axé initialement sur les activités

³³⁰ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

³³¹ Ibid.

d'ingénierie inverse, mais devenu par la suite une simple opération d'acquisition d'un produit fini³³².

Ces deux exemples expliquent de la manière la plus limpide le retard accusé actuellement par la BITD chinoise dans la construction des moteurs d'avions, ce qui l'a rend dépendante de son partenaire russe.

Il faut également ajouter aux raisons évoquées ci-dessus, le manque de moyens financiers depuis les années 1970 jusqu'à la fin des années 1980, ce qui réduisait considérablement le champ pour l'élaboration d'une stratégie à moyen terme. De plus, les fonds étaient destinés en priorité au développement des capacités nucléaire et spatiale et des missiles, reléguant ainsi au second plan les autres secteurs, dont la marine et l'aviation.

A titre comparatif, le budget consacré par Pékin dans la R&D sur les moteurs d'avion, pendant la période 1960-1980, représentait environ 5% du budget consacré par les Occidentaux dans ce domaine³³³.

Dans la pratique, la rupture des relations sino-soviétiques sous l'ère Mao a eu un impact négatif sur l'industrie militaire chinoise qui se basait, vers la fin des années 1960, sur des technologies acquises auprès des Soviétiques mais devenues obsolètes. Le réchauffement des relations avec les Américains, a permis à Pékin de faire appel dans les années 1970-1980 aux technologies et à l'expertise occidentales, notamment celles émanant des Etats-Unis et d'Europe. Cependant, l'apport technologique occidental a pris fin avec les événements de la place Tiananmen en 1989, ce qui a conduit les dirigeants chinois à chercher d'autres alternatives.

S'il y a un pays qui a su profiter de l'éclatement de l'Union soviétique c'est bien la RPC. En effet, après les déboires politique et économique qu'a connus l'ex-URSS à la fin de la guerre froide, le gouvernement soviétique était contraint de revoir à la baisse son budget militaire qui est passé, en l'espace de 10 ans, de 350 milliards de dollars en 1988 à 19 milliards de dollars en 1998³³⁴. Dans ce contexte géopolitique très sensible, qui a fortement impacté les équilibres de

³³² Ibid.

³³³ HAN Xin-wei, CHEN Liang-you et WU Hao, «Countermeasure of Speeding the Aero-engine Development in China», Journal of Beijing University of Aeronautics and Astronautics, 2003, volume 16, n° 4, pp : 37-41.

³³⁴ SIPRI YEAR BOOK 2017, Editions Oxford University Press, 2017.

puissances, le complexe militaro-industriel russe a connu beaucoup de difficulté en raison des réductions budgétaires imposées à l'armée, notamment, pour acquérir des matériels militaires, et de la perte de ses principaux clients qui se sont tournés vers d'autres fournisseurs.

C'est cette instabilité de l'Union soviétique, jumelée à l'embargo sur les transferts d'armes et de technologie militaire imposé à la Chine, et à la croissance économique à deux chiffres qu'a connue le pays, qui ont été à l'origine de la décision prise par Pékin pour engager ses Forces Armées dans un processus de modernisation sérieux³³⁵. Il importe de souligner que le budget militaire chinois a atteint 21 milliards de dollars en 1988, dépassant ainsi le budget de défense de l'ex-URSS estimé comme nous venons de le voir à 19 milliard de Dollars³³⁶.

Cette situation inconfortable a facilité la convergence des objectifs de la Russie, qui avait un grand manque de ressources financières, et de la Chine, qui disposait de fonds et souhaitait acquérir des équipements plus modernes que ceux en sa possession. Selon les analystes du SIPRI, «au cours des années 1990 et au début des années 2000, l'industrie russe de l'armement a survécu en grande partie grâce à ses exportations d'avions de combat, de véhicules blindés et de navires de guerre nouvellement fabriqués. La Chine a joué un rôle crucial durant cette période. La Chine a été le principal client de la Russie entre 1999 et 2006, représentant annuellement 34 à 60% du volume des exportations russes d'armes principales»³³⁷.

La progression technologique de la Chine grâce aux transferts de technologies étrangères, essentiellement à partir de la Russie, est visible dans la plupart des matériels en dotation dans les différentes composantes de l'APL, dont la plus importante est toutefois perceptible dans les secteurs de l'aviation, de la construction navale, des missiles, ainsi que dans le programme spatial³³⁸.

Cette quête du développement du système d'innovation national civil et militaire, a amené les autorités chinoises à mettre en œuvre une stratégie en trois étapes qu'elles appellent «l'innovation locale». A long terme, l'objectif

³³⁵ Ibid.

³³⁶ SIPRI YEAR BOOK 1989, Editions Oxford University Press, 1989.

³³⁷ SIPRI YEAR BOOK 2017, op. cit.

³³⁸ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

recherché est l'autosuffisance technologique, alors qu'à court et moyen termes, le but escompté est d'augmenter les apports technologiques locaux dans la conception, le développement et la production des moyens militaires, tout en poursuivant l'acquisition de technologies à partir de l'étranger notamment dans le cadre de contrats commerciaux «offsets» et la coopération internationale³³⁹.

En effet, la Chine a profité pleinement de transferts technologiques opérés dans le cadre des «offsets». Cette pratique, qui s'applique essentiellement aux gros contrats militaires et civils, est définie par l'European Club for Countertrade and Offsets - sachant qu'il n'existe aucune définition standard de cette pratique - comme «un contrat non standard exigeant qu'une forme d'activité économique soit transférée du vendeur au gouvernement de l'acheteur comme condition pour la vente de biens et/ou services sur les marchés publics»³⁴⁰.

De nos jours, la pratique des offsets s'est considérablement développée et est devenue un argument de vente incontournable dans le commerce international. Il est cependant constaté que les entreprises américaines sont plus ouvertes à cette pratique que leurs concurrentes européennes, plus réticentes. Quant aux pays en développement, ils considèrent cette pratique comme un moyen leur permettant d'atteindre des objectifs industriels, à travers un transfert technologique³⁴¹. Par cette pratique, ces pays tentent notamment de «compenser le décalage technologique entre exportateur et acheteur, ce dernier voulant avoir une certaine autonomie sur le produit acheté. Ainsi, par exemple, dans le cadre du marché des centrales de 3^{ème} génération en Chine qui opposait Areva à Westinghouse, le transfert de technologie a été l'élément clef des négociations. Ce fut également le cas récemment en Chine pour Airbus, qui a accepté de transférer de fait une partie de son savoir-faire (chaîne d'assemblage A320) en contrepartie d'un méga-contrat, au détriment de son concurrent Boeing»³⁴².

Par ailleurs, s'agissant du secteur de l'aviation militaire, une part importante des programmes de développement des avions de combat repose sur des intrants technologiques étrangers. A titre illustratif, les avions de combat chinois sont en

³³⁹ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

³⁴⁰ AMADOR Agnès (S/D), « **Les pratiques d'offset et les grands groupes français** », AEGE, Paris 2011, document disponible sur le site http://bdc.aege.fr/public/Les_pratiques_d_offset_et_les_grands_groupes_francais.pdf, consulté le 05 juillet 2020.

³⁴¹ BOUCHET Michel-Henry, **Intelligence économique et gestion des risques**, Editions Pearson, Londres, 2007, p-37.

³⁴² Ibid.

général conçus par l'industrie aéronautique chinoise par le désossage des plateformes acquises par le biais d'accords d'assemblage de licences (Su-27), d'achats standards (Su-30MK2) et d'acquisition opportuniste de prototypes (Su-33). C'est ainsi que le J-11B a été construit à partir du Su-27, le J-15 à partir du Su-33 et le J-16 à partir du Su-30MK2. La coopération avec Israël a abouti à la conception du chasseur J-10A de son programme de chasseurs Lavi³⁴³.

Alors que le niveau technologique de l'industrie aéronautique chinoise s'améliore régulièrement, des retards subsistent dans certains domaines, tels que l'avionique, la fusion de données, les systèmes radar, les systèmes de conduite de tir, les équipements de transmission et les matériaux avancés. Cependant, la Chine ne semble toujours pas en mesure de produire des moteurs à réaction d'un niveau satisfaisant, ce qui la rend encore dépendante des moteurs russes importés³⁴⁴.

Depuis le milieu des années 1990, les performances technologiques chinoises dans le secteur de la construction navale, ont connu une amélioration spectaculaire, où d'importantes technologies russes ont été importées, permettant à l'industrie chinoise de développer un savoir-faire local certain, et de réduire considérablement la dépendance chinoise des technologies étrangères dans ce domaine³⁴⁵.

En 2017, le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'Informatisation a déclaré que la RPC est classée au premier rang mondial, en se basant sur les trois indices mesurant le développement et la capacité de l'industrie navale des pays. Ainsi «Le taux d'achèvement des navires de la Chine a atteint 41,9% du total mondial (...). La Chine comptait aussi pour 45,5% des commandes reçues mondiales et 44,6% des commandes en cours mondiales»³⁴⁶. Cette maîtrise technologique s'est traduite par la capacité des chantiers chinois à construire tous types de navires de guerre même les porte-avions.

³⁴³ CLIFF Roger (S/D), **Ready for Takeoff: China's Advancing Aerospace Industry**, Editions RAND Corporation, Santa Monica, 2011.

³⁴⁴ YEO Mike, «**China's military capabilities are booming, but does its defense industry mirror that trend?**», 14 août 2018, document disponible sur le site <https://www.defensenews.com/top-100/2018/08/14/chinas-military-capabilities-are-booming-but-does-its-defense-industry-mirror-that-trend/>, consulté le 14 mars 2020.

³⁴⁵ **China Naval Modernization: Implications for U.S. Navy Capabilities**—Background and Issues for Congress, rapport du Congressional Research Service pour les membres et les comités du Congress, mars 2020.

³⁴⁶ **Construction navale : la Chine au premier rang mondial en 2017**, Xinhua, 12 janvier 2018, document disponible sur le site, http://french.xinhuanet.com/2018-01/12/c_136891272.htm, consulté le 28 avril 2020.

L'autre secteur qui s'est particulièrement développé est celui des missiles, notamment balistiques, et l'APL peut s'enorgueillir de posséder une pléiade de missiles, dont les missiles antinavires supersoniques (CM-302), les missiles de croisière antinavire (SS-N-22, SS-N-27B), les missiles air-sol (Kh-29T, Kh-59), les missiles sol-air (S-300PMU, S-400), et les missiles anti-rayonnement (Kh-31P, Harpy)³⁴⁷.

Cependant, même avec la progression technologique indéniable qu'a connue la BITD chinoise, l'a rendant capable de fabriquer localement des moyens militaires totalement innovants, tels que les missiles, force est de constater que dans certains secteurs, à l'instar des porte-avions, elle n'est pas encore en mesure de fabriquer tous les moyens électroniques et systèmes d'armes devant équiper ces navires³⁴⁸.

Pour améliorer davantage son système de recherche-développement et d'innovation, la RPC dispose d'un ensemble d'universités, écoles et centres de formation professionnelle susceptibles de former un nombre important de scientifiques et ingénieurs pour mener des projets exigeant de grandes compétences scientifiques, comme c'est le cas dans l'opération menée par Pékin pour explorer la face cachée de la Lune³⁴⁹. Ce côté de la Lune n'a jamais été exploré par la NASA en raison de la complexité de l'alunissage. Ce que la Chine vient d'accomplir est un véritable exploit technologique et scientifique, qui la propulse aux premiers rangs mondiaux dans les techniques spatiales et l'Intelligence Artificielle, outre l'impact psychologique relié au fait que la sonde chinoise est le seul objet non américain sur notre satellite naturel.

Loin de vouloir dévaloriser les capacités chinoises dans le domaine de l'espace, il importe cependant de relativiser ces exploits par rapport à ceux enregistrés par les Etats-Unis. En effet, en 1959, les premières sondes automatiques américaines arrivaient déjà à proximité de la Lune, et dix ans plus tard, Neil Armstrong a été le premier homme à avoir marché sur le sol lunaire. En 1964, la NASA a lancé la première mission réussie vers Mars «Mariner 4». Quant à la sonde «voyager 2», lancée en 1977, elle a franchi en 2018 les limites de notre système solaire.

³⁴⁷ **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China**, Annual Report to Congress 2015, Department of Defense, Washington DC, 2015.

³⁴⁸ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

³⁴⁹ Le 3 janvier 2019, la sonde chinoise Chang'e 4 s'est posée sur la face cachée de la Lune. C'est la première fois qu'un objet lancé par l'homme visite cette partie de la Lune.

Le niveau de l'enseignement supérieur en Chine a connu ces dernières années une amélioration considérable, visible par l'entrée de deux universités chinoises à partir de 2016³⁵⁰ dans le top 100 du classement de Shanghai. Ce résultat a été confirmé en 2017³⁵¹ et 2018³⁵². En 2006, la première université chinoise était classée à la 171^{ème} place³⁵³. Il importe d'indiquer qu'en 2017³⁵⁴ et 2018³⁵⁵, respectivement 48 et 46 universités américaines figuraient dans le classement de Shanghai.

De ce qui précède, il ressort que l'accès aux technologies étrangères est essentiel pour le développement du système d'innovation chinois. Pour ce faire, la Chine, à l'instar de tous les autres pays, use de tous les canaux légitimes, tels que la coopération internationale, sachant que l'Occident accuse constamment Pékin de pratiquer l'espionnage industriel à grande échelle et de ne pas respecter la propriété intellectuelle ; accusations réfutées systématiquement par les responsables chinois.

Aujourd'hui, même si l'industrie chinoise se rapproche de plus en plus de la frontière technologique dans les domaines classiques, tels que l'électronique, l'automobile et l'aviation, pour ne citer que ceux-là, force est de constater que la plupart des étapes franchies rentrent dans le cadre du processus de «rattrapage» technologique, ce qui signifie que le système d'innovation chinois demeure toujours dépendant des technologies importées de l'étranger.

Cependant, le stock de connaissances accumulé par les structures chinoises en charge de la recherche scientifique, de l'innovation et de la R&D, lui a permis d'être à l'origine d'innovations technologiques dans des domaines émergents, à l'instar des énergies renouvelables, des technologies de télécommunication, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle et de la technologie spatiale, ce qui a fait réagir violemment l'Administration américaine.

³⁵⁰ **Academic Ranking of World Universities 2016**, information disponible sur le site <http://www.shanghairanking.com/ARWU2016.html>, consulté le 08 avril 2020.

³⁵¹ **Academic Ranking of World Universities 2017**, information disponible sur le site <http://www.shanghairanking.com/ARWU2017.html>, consulté le 08 avril 2020.

³⁵² **Academic Ranking of World Universities 2018**, information disponible sur le site <http://www.shanghairanking.com/ARWU2018.html>, consulté le 08 avril 2020.

³⁵³ **Academic Ranking of World Universities 2006**, information disponible sur le site <http://www.shanghairanking.com/ARWU2006.html>, consulté le 08 avril 2020.

³⁵⁴ **Academic Ranking of World Universities 2017**, op. cit.

³⁵⁵ **Academic Ranking of World Universities 2018**, op. cit.

Ainsi, le 15 mai 2019, le Président Donald Trump a signé un décret interdisant aux opérateurs américains de télécoms de se fournir en équipements auprès de sociétés étrangères dont les activités sont jugées dangereuses³⁵⁶. Cette interdiction, qui visait essentiellement les firmes chinoises ZTE et Huawei, à la pointe de l'électronique et de la technologie 5G, a suscité la protestation des dirigeants chinois qui, après s'être orientés vers la justice, ont brandi la menace d'une réduction des exportations de terres rares vers les Etats-Unis, ce qui perturbera sans nul doute la production de composants électroniques entrant dans la fabrication d'équipements de haute technologie. La Chine, faut-il le rappeler, assure plus de 90 % de la production mondiale.

Il est à souligner que malgré la diversification des partenariats pour l'acquisition de nouvelles technologies, Pékin n'est pas tombé dans le piège dans lequel est entraîné actuellement New Delhi. L'Inde « s'est en fait bien fait prendre par l'engrenage de la dépendance de ses nouveaux partenaires occidentaux »³⁵⁷, qui usent des prétextes techniques, juridiques et de droit international pour freiner les transferts de technologies. En effet, son partenariat avec Israël, qui en principe est bilatéral, se trouve entaché par des intrusions à répétition de la part des Etats-Unis qui évoquent des considérations sécuritaires, alors qu'en réalité ce sont leurs propres intérêts qui sont touchés. C'est ainsi qu'en 2011, les Etats-Unis « ont interdit à Israël la vente à l'exportation du radar EL/M-2052 à plusieurs pays, y compris l'Inde »³⁵⁸.

Les acquis chinois dans le domaine technologique se sont traduits par le développement qualitatif et quantitatif de sa BITD, permettant à la RPC de venir concurrencer les Etats-Unis, la Russie, la France et l'Allemagne sur le marché mondial de l'exportation des moyens et équipements militaires. Le mot concurrence devrait être qualifié de « modeste », car « les USA dépensent presque les deux tiers des sommes allouées à la R&D militaire mondiale (...) et que par conséquent ils sont les principaux innovateurs dans les plus hautes technologies »³⁵⁹.

³⁵⁶ ALIX Christophe, «**BLACKLISTAGE/Huawei : Trump déclare la guerre technologique à la Chine**», Libération, 16 mai 2019.

³⁵⁷ ZAUCHE Mohamed Réda, **La politique d'armement de l'Inde de 1947 à 2011 : Entre ambition d'autonomie stratégique et la persistance des liens de dépendance**, Mémoire de Magistère en Etudes Stratégiques et Relations Internationales, s/dir Djamel Eddine BOUZGHAIA, Alger, 2014, 132 pages. Thèse de Magistère soutenue en 2014 à l'Institut Supérieur d'Etudes de Sécurité Nationale.

³⁵⁸ Ibid.

³⁵⁹ BOUZGHAIA Djamel Eddine, Op. cit, p-174.

Pour comprendre comment les Chinois entendent résorber ce gap technologique, la prochaine sous-section sera dédiée aux réformes opérées sur l'industrie de défense chinoise pour améliorer sa compétitivité sur les marchés internationaux, où elle devrait concurrencer essentiellement les Russes et les Américains.

Sous-section 2 : L'industrie de défense chinoise : des réformes pour une meilleure compétitivité.

Depuis l'indépendance de la République Populaire de Chine, son industrie de défense était structurée autour de sociétés en sureffectifs, fabriquant en abondance des produits destinés en général au stockage et fonctionnant selon un schéma aussi rigide que bureaucratique, qui a contribué à compromettre le bon développement de l'industrie militaire chinoise.

C'est suite au décès de Mao Tsé-toung que la nouvelle administration chinoise a imprimé au complexe industriel de défense du pays une dynamique lui permettant de s'adapter et se réorganiser à l'effet d'améliorer la recherche, le développement et la production de systèmes d'armes et de moyens et équipements militaires et ce, dans l'objectif de compenser un retard estimé à une ou deux générations par rapport à ses principaux concurrents en la matière à travers le monde³⁶⁰.

Pour remédier à ce retard, les dirigeants chinois ont procédé, entre les années 1980 et 1990, à des réformes à l'effet d'inciter les entreprises à caractère industriel, relevant du Ministère chinois de la Défense, à intensifier la coopération avec le secteur civil chinois et à rehausser leur niveau afin de pouvoir répondre aux nouveaux besoins et exigences de l'Armée Populaire de Libération, dont le besoin en armements, munitions et équipements de nouvelles générations, nécessitant des technologies avancées, se faisait de plus en plus ressentir³⁶¹.

Ces réformes, basées essentiellement sur l'intégration civilo-militaire, avaient un double objectif, le premier est de permettre à la BITD chinoise d'accéder plus facilement aux avancées civiles en matière de R&D, et le second consiste à

³⁶⁰ «China military power : modernizing a force to fight and win», Defense Intelligence Agency 2019, Editions Independently published, 2019.

³⁶¹ PUIG Emmanuel, «L'industrie de défense chinoise : forces et faiblesses du gigantisme», Géoeconomie 2011/2, n° 57, pp : 51-60.

faciliter l'accès de l'industrie civile aux technologies duales. Des obstacles se sont dressés face à ces efforts, dont «un partage limité d'informations et une coordination insuffisante entre les milieux de recherche militaire et civil, une limitation de l'accès des entreprises privées au marché de la défense»³⁶².

D'autres réformes ont été menées entre 1998 et 2002, afin d'orienter la BITD vers la concurrence, à travers notamment l'introduction de techniques de management occidentales et la rationalisation des dépenses induites essentiellement par les achats excessifs et le surnombre du complexe militaro-industriel du pays. Pour ce faire, il a été procédé au licenciement de grand nombre de personnel et la fusion de certaines sociétés pour mutualiser les dépenses et les efforts, en plus de leur donner la dimension adéquate pour pouvoir faire face aux firmes multinationales étrangères³⁶³.

Ces réformes ont également permis la création, entre autres, du Département Général des Armements de l'APL, et le remplacement de la Commission de la Science, de la Technologie et de l'Industrie pour la Défense nationale (COSTIND) par l'Administration d'État pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale (SASTIND)³⁶⁴.

Les changements en question ont permis à la RPC de réaliser de considérables progrès dans la modernisation de ses capacités de production et en matière de R&D, ce qui s'est traduit par les bons résultats enregistrés dans la fabrication des armes sophistiquées telles que les navires de guerre (porte-avions, frégate, destroyer, corvette, sous-marins), les avions militaires (combat, transport, reconnaissance, hélicoptère) et les missiles (balistique, de croisière)³⁶⁵. A l'origine de ces progrès, on peut citer l'attention particulière réservée par les plus hautes autorités de l'Etat à la réorganisation de la BITD chinoise, l'augmentation conséquente des investissements alloués à la R&D, ainsi que les transferts de hautes technologies et de procédés de fabrication, traduits particulièrement dans l'industrie aérospatiale³⁶⁶.

³⁶² WUTHNOW Joel et SAUNDERS C. Phillip, «**Chinese Military Reforms in the Age of Xi Jinping : Drivers, Challenges, and Implications**», China Strategic Perspectives n° 10, Center for the Study of Chinese Military Affairs, Washington, mars 2017.

³⁶³ BITZINGER A. Richard, «**La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012**», Perspectives chinoises, n° 2011/4, 30 décembre 2011, pp : 7-16.

³⁶⁴ CABESTAN Jean-Pierre, **Le système politique chinois : Un nouvel équilibre autoritaire**, Editions Les Presses de Science Po, Paris, 2014.

³⁶⁵ BITZINGER A. Richard, «**La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012**», op. cit.

³⁶⁶ CLIFF Roger, op. cit.

Jusqu'au début des années 1990, la production d'armements était largement concentrée dans une poignée de ministères de la construction mécanique, responsables d'un secteur de défense particulier. En 1993, ces ministères ont été réorganisés en cinq entreprises publiques, à savoir : Aviation Industries of China (AVIC) ; China Aerospace Corporation (CASC) ; China Ordnance Industry Corporation (également connue sous le nom de NORINCO) ; China State Shipbuilding Corporation (CSSC) ; et China National Nuclear Corporation (CNNC). La Commission de la science, de la technologie et de l'industrie pour la défense nationale (COSTIND) administrait ces cinq entreprises publiques, et dirigeait également le programme militaire de R&D du pays³⁶⁷.

Selon Richard Bitzinger, les efforts entrepris par la Chine ont été couronnés de succès, ce qui s'est traduit positivement sur le développement des capacités combattives de l'Armée chinoise, transformée à la fin des années 1990 en une armée plus moderne que ce qu'elle était avant 1997³⁶⁸.

Cependant, malgré tous les efforts déployés, la plupart des systèmes d'armements développés localement par la BITD chinoise, à la fin des années 1990, étaient en retard de 15 à 20 ans par rapport à ceux fabriqués en Occident, au regard de la persistance de certaines défaillances qui empêchaient la traduction des technologies acquises en moyens militaires sophistiqués³⁶⁹. Ces lacunes peuvent être résumées dans les points suivants :

- la centralisation de la prise de décision. Les entreprises de défense chinoises sont contrôlées par le pouvoir chinois, qui fixe leurs objectifs, valide leurs programmes et gère leurs finances.
- l'absence de la concurrence entre les différents opérateurs, dont les domaines de compétence ne se chevauchent pas.
- le système de tarification établi par les pouvoirs politiques, qui limite les marges bénéficiaires des entrepreneurs, ce qui décourage les investissements.
- la corruption qui a prospéré au sein du complexe militaro-industriel chinois³⁷⁰.

Ces faiblesses ont pendant longtemps constitué un obstacle considérable dans le processus d'acquisition de technologies de pointe et empêchaient, par

³⁶⁷ BITZINGER A. Richard, «Reforming China's defense industry, *Journal of Strategic Studies*», op. cit.

³⁶⁸ Ibid.

³⁶⁹ BITZINGER A. Richard, «La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012», op. cit.

³⁷⁰ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

conséquent, de répondre aux cahiers des charges de l'APL, dont les besoins en systèmes d'armes et matériels sophistiqués se faisaient sentir toujours davantage.

Il importe d'indiquer que la campagne anti-corruption lancée par Xi Jinping en 2012, a permis l'arrestation de plusieurs hauts responsables de l'Armée chinoise en lien avec l'industrie de défense. Cette même année, le Parti Communiste Chinois (PCC) a publié un code en huit points sur la frugalité et le maintien de liens étroits avec les masses, afin de lutter contre les pratiques de travail indésirables. Utile est de signaler que la Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC a affiché sa détermination à faire face à la corruption allant des échelons inférieurs traités de «mouches» jusqu'aux hauts rangs surnommés les «tigres»³⁷¹.

Lors de la troisième assemblée plénière du 18^{ème} Congrès du PCC en novembre 2013, il a été annoncé que le gouvernement avait l'intention de procéder à une restructuration majeure de l'industrie de la défense, entrant dans le cadre d'un programme national global de réformes économiques et militaires³⁷². Dans ce cadre, les responsables de l'industrie de défense ont élaboré de nouvelles stratégies pour mener à bien ce développement à moyen et à long termes.

Il est à rappeler qu'en 2013, la SASTIND a autorisé les entreprises chinoises à émettre des placements en actions faisant appel à des actifs militaires pour la titrisation. Cette année, la China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC), un conglomérat public chinois spécialisé dans la construction navale, a levé 1,4 milliard de Dollars américains pour moderniser ses moyens de production de navires de guerre, devenant ainsi la première entreprise de défense à effectuer des placements en actions privés³⁷³.

Parmi ces initiatives figurent notamment le 13^{ème} Plan quinquennal pour la science et la technologie de la défense et l'industrie, qui couvre la période 2016-

³⁷¹ «La Chine poursuit sa lutte contre la corruption», Xinhua, 10 octobre 2017, disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-10/10/c_136670085.htm, consulté le 03 mai 2020.

³⁷² CABESTAN Jean-Pierre, **Le système politique chinois : Un nouvel équilibre autoritaire**, op. cit.

³⁷³ ANDERSON Eric, CHEUNG Tai Ming et YANG Fan, "**Chinese Defense Industry Reforms and Their Implications for US-China Military Technological Competition**", Study of innovation and technology in China (SITC) 2017-4 28 février 2017, document disponible sur le site [file:///C:/Users/Administrateur/Downloads/eScholarship%20UC%20item%2084v3d66k%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/Administrateur/Downloads/eScholarship%20UC%20item%2084v3d66k%20(2).pdf), consulté le 23 avril 2020. L'étude sur l'innovation et la technologie en Chine (SITC) est un projet de l'Institut de l'Université de Californie sur les conflits mondiaux et la coopération.

2020, dont les principaux objectifs étaient d'accélérer le développement des systèmes d'armes de hautes technologies et de promouvoir les capacités technologique et d'innovation du CMI pour le hisser au rang des leaders mondiaux³⁷⁴.

Il importe de préciser que le 13^{ème} plan quinquennal 2016-2020, a pour ambition la promotion de la recherche, le développement et l'innovation dans des domaines hautement technologiques, ayant des implications en matière de défense, à l'instar des moteurs aérospatiaux, la robotique, les matériaux spéciaux, les nanotechnologies, les neurosciences, la fusion nucléaire, la technologie hypersonique, l'intelligence artificielle, etc³⁷⁵. C'est dans ces domaines technologiques et bien d'autres que les autorités chinoises, au plus haut niveau, ont décidé de concentrer d'importantes ressources de R&D, où dans certaines niches, les laboratoires chinois sont quasiment leaders mondiaux, à l'instar de l'intelligence artificielle pour ne citer que ce domaine.

A signaler que dans le cadre de la transition de l'économie vers une économie de l'innovation, les dirigeants chinois ont lancé un ambitieux Plan de développement pour la science et la technologie 2006-2020, où il a été mis l'accent sur l'impératif de mettre les bases d'un système d'innovation national, avec comme principaux objectifs le rattrapage du retard technologique accusé jusqu'alors, ainsi que la mise de l'innovation au centre du développement du pays³⁷⁶. Ce plan élève le taux des dépenses de R&D à 2,5% du Produit Intérieur Brut³⁷⁷.

Dans le même sillage, le Plan pour la science et la technologie de la défense pour 2025, initié en 2015 par la SASTIND, a permis la création du groupe de travail dénommé « comité stratégique pour le développement de l'industrie des sciences et de la technologie de la Défense nationale », auquel a été assignée la mission de déterminer les domaines, ainsi que les moyens permettant à la Chine de se rapprocher, au cours des 20 à 30 prochaines années, du niveau atteint par les grandes puissances en matière de R&D pour la défense³⁷⁸.

³⁷⁴ The 13th Five-Year Plan, "For economic and social development of the people's republic of China 2016-2020", op. cit.

³⁷⁵ «China military power : Modernizing a force to fight and win», op. cit.

³⁷⁶ The 13th Five-Year Plan, "For economic and social development of the people's republic of China 2016-2020", op. cit.

³⁷⁷ Ibid.

³⁷⁸ CHEUNG Tai Ming, op. cit.

Le comité, composé de dirigeants et d'experts militaires et civils, de techniciens, de représentants du gouvernement, conseille les dirigeants militaires et industriels de la Chine sur les questions liées à la modernisation militaire et sur les possibilités de développer des technologies émergentes³⁷⁹.

De nouvelles agences ont été créées, telles que «la Commission centrale pour le développement militaire et civil intégré», «le Comité directeur de la recherche scientifique», dans le but de faire progresser la recherche-développement dans le domaine des armes ultramodernes³⁸⁰, ainsi que « la Commission de la science et de la technologie », un organisme de recherche de haut niveau pour la défense, placé sous la direction du haut commandement militaire³⁸¹.

Les entreprises d'État chinoises sont encouragées à être proactives et bénéficient d'une plus grande autonomie, notamment en ce qui concerne la conclusion d'accords de collaboration avec d'autres entreprises. Entre 2010 et 2016, l'industrie de la défense chinoise a enregistré un important volume de transactions. Ainsi, «le total des placements en actions et en obligations de 2010 à juin 2016 a atteint 62,87 milliards de dollars américains, soit 8,9% du budget officiel de la défense chinoise. Le total des fonds levés dans des placements en actions de sociétés ouvertes et fermées a totalisé 31,14 milliards de dollars américains au cours de la même période. Les secteurs de la construction navale (9,45 milliards de dollars américains) et de l'aviation (9,75 milliards de dollars américains) ont dépassé le reste. Le total des émissions obligataires de 2010 à juin 2016 s'est élevé à 31,73 milliards de dollars américains. La construction navale a mené avec 15,27 milliards de Dollars américains, suivie du nucléaire avec 6,12 milliards de Dollars américains»³⁸².

Au cours des dix dernières années, la Chine a représenté 5,2% du commerce total des armes, derrière les États-Unis (32,4%), la Russie (23,7%), l'Allemagne (6,6%) et la France (6,2%). Le rapport du SIPRI indique aussi qu'entre 2000 et 2017, le volume des exportations d'armes chinoises a augmenté de 275%, alors que ses importations ont diminué de 56%. Les

³⁷⁹ **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China**, Annual Report to Congress 2019, Department of Defense, Washington DC, 2019.

³⁸⁰ BERAUD-SUDREAU Lucie et NOUWENS Meia, «**Are arms exports a tool of Chinese foreign policy?**», 7 juillet 2018, document disponible sur le site <http://www.eastasiaforum.org/2018/07/07/are-arms-exports-a-tool-of-chinese-foreign-policy/>, consulté le 03 mai 2020. L'Asie de l'Est Forum (EAF) est un forum politique lancé en 2006 par Peter Costello, ex-Ministre australien des Finances.

³⁸¹ «**China military power : modernizing a force to fight and win**», op. cit.

³⁸² CHEUNG Tai Ming, op. cit.

principaux destinataires des armes chinoises sont l'Algérie, le Bangladesh et le Pakistan ; ce dernier pays est le principal client de Pékin en la matière. Depuis 2013, 22 pays d'Afrique sub-saharienne ont passé des commandes d'armements auprès de la Chine. A contrario, entre 2008-2012 et 2013-2017 les importations chinoises en armement ont diminué de 19% et ses exportations ont augmenté de 38 %. Suite à ces données, les analystes du SIPRI concluent, à juste titre, que la RPC se rapproche toujours davantage de l'autosuffisance³⁸³.

En 2017, le Complexe militaro-industriel chinois s'articulait autour de onze conglomérats, à savoir: China National Nuclear Corporation (CNNC), China Nuclear E&C Group (CNECC), China Aerospace Science and Technology Corporation(CASC), China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC), Aviation Industry Corporation of China (AVIC), Aero Engine Corporation of China (AECC), China State Shipbuilding Corporation (CSSC), China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC), China North Industries Group Corporation (CNIGC), China South Industries Group Corporation(CSGC) and China Electronics Technology Group Corporation (CETGC)³⁸⁴.

D'après les analyses du SIPRI, neuf conglomérats chinois de l'industrie militaire devraient figurer parmi les 100 premières firmes mondiales du secteur - Avic et Norinco seraient même classées parmi les 10 premières - si les autorités chinoises communiquaient les véritables chiffres³⁸⁵. L'Institut suédois estime que la RPC est devenue capable de produire localement des armements et équipements de haute technologie et subvenir ainsi aux besoins toujours pointus exprimés par l'APL, qui elle aussi, comme nous le verrons dans la section suivante, est en train de subir un processus de modernisation³⁸⁶. Dans ce cadre, John Chipman, directeur de l'IISS, indique que «la supériorité technologique militaire de l'Occident, qui était considérée comme acquise, est de plus en plus contestée»³⁸⁷.

En somme, les firmes chinoises sont en mesure d'assurer l'approvisionnement des différentes composantes de l'APL, en avions et navires de toutes sortes, en engins et moyens roulants militaires et en systèmes d'armes de haute

³⁸³ SIPRI Yearbook 2018, Editions Oxford University Press, 2018.

³⁸⁴ BOUTIN Kenneth, «Defence technologies and industrial base», ISSUE, n° 38, décembre 2017, pp: 39-53.

³⁸⁵ SIPRI YEARBOOK 2016, op. cit.

³⁸⁶ SIPRI YEARBOOK 2018, op. cit.

³⁸⁷ The Military Balance 2018, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres, 2018.

technologie³⁸⁸. Cependant, la BITD chinoise rencontre encore des difficultés dans le développement de moteurs fabriqués localement au profit de ses avions de combat. En la matière, la Chine reste encore dépendante du partenaire russe³⁸⁹.

La réforme du secteur de la défense en Chine est loin d'être achevée et le secteur fait toujours face à des obstacles, notamment la domination des monopoles des entreprises d'État et l'absence de cadres législatifs et réglementaires clairs pour l'intégration civilo-militaire. Mais dans l'ensemble, les efforts de réforme de Beijing n'ont pas été vains. Un certain nombre d'entreprises chinoises dirige le développement et l'exportation de véhicules aériens sans pilote (UAV). En 2017, les sociétés China Electronics Technology Group et China Aerospace Science and Technology ont collaboré avec un modèle commercial de drones à voilure fixe de Skywalker Technology pour le lancement du plus grand essaim de drones à voilure fixe du monde. En 2018, la Chine avait exporté des UAV lourds et armés vers plus de 10 pays du monde³⁹⁰.

L'autre facette essentielle de la transformation de la BITD en Chine est l'émergence d'un secteur industriel de la défense non étatique. Par rapport aux réformes entreprises dans l'économie chinoise depuis les années 1980, il est constaté que celles introduites dans le secteur de la défense sont assez tardives. Et même après l'intégration des entreprises privées dans le tissu industriel de défense chinois, leur contribution dans les activités de R&D est venue bien plus tard³⁹¹.

Les exportations d'armes de la Chine ont été critiquées pour leur manque d'attrait mondial. Entre 2013 et 2018, 72% des ventes chinoises étaient orientées vers trois pays à savoir, le Pakistan, le Bangladesh et le Myanmar. Cette critique n'est autre qu'un parti pris puisque les critiques ne concernent pas le Royaume-Uni qui exporte 71% de ses systèmes d'armes aux États-Unis, à l'Inde et à l'Arabie saoudite, cette dernière représente à elle seule la moitié de ces ventes

³⁸⁸ FLEURANT E. Aude: «**Les armes classiques transférées dans les régions en guerre sont faites pour être utilisées**», Yannick Quéau, Décryptage d'OSINTPOL, 12 mars 2018, document disponible sur le site <https://osintpol.org/2018/03/12/aude-e-fleurant-les-armes-classiques-transferees-dans-des-regions-en-guerre-sont-faites-pour-etre-utilisees/>, consulté le 06 juillet 2020. Créé fin 2014, le Fonds de dotation Open Source Intelligence on Politics (OSINTPOL), est un organisme à but non lucratif opérant sous la forme d'un laboratoire d'idées ou think tank. Il soutient la recherche et la diffusion d'analyses en science politique, particulièrement sur les relations internationales.

³⁸⁹ Ibid.

³⁹⁰ BERAUD-SUDREAU Lucie, op. cit.

³⁹¹ BOUTIN Kenneth, op. cit.

entre 2010 et 2015. Il en est de même pour la Fédération de Russie qui exportait, entre 2012-2016, 70% de ses équipements militaires vers l'Inde, le Vietnam, la Chine et l'Algérie³⁹².

Même si la Chine a réussi à diversifier sa clientèle et parvient actuellement, à exporter des armes vers 55 pays, couvrant l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique Latine, ses détracteurs insistent sur le fait que Pékin vend surtout des équipements militaires et des armements de base à des pays pauvres. Ce constat est, à notre sens, en totale contradiction avec le concept de la «menace chinoise», selon lequel la RPC possède les armes qui lui permettent de défier ses voisins asiatiques même avec le soutien des Etats-Unis. Il importe de souligner que ces pays africains, avant d'être clients de la Chine, s'approvisionnaient soit de la Russie soit auprès des pays occidentaux, sans que ces mêmes détracteurs ne trouvent à redire.

Constatant la lenteur de la mise en œuvre de la coopération entre les domaines civil et militaire, le Président Xi Jinping a depuis 2015 appelé la Commission militaire centrale à «la résolution des problèmes systémiques et mécaniques entravant le développement civilo-militaire intégré»³⁹³, tout en soulignant que le manque flagrant de coordination est le facteur qui affecte le plus cette intégration. Ainsi, depuis 2017, le Département du développement de l'équipement de la Commission militaire centrale de Chine a rendu public des milliers de brevets déclassifiés liés à la défense, dans le but de soutenir les entreprises privées entrant dans le secteur de la défense en Chine. Dans ce cadre, les dirigeants chinois comptent beaucoup sur le secteur privé pour intégrer la technologie d'intelligence artificielle à la BITD³⁹⁴.

L'intérêt premier de la réforme et de la modernisation de l'industrie de défense chinoise, réside non pas dans les dividendes commerciaux que le pays pourrait en tirer, mais dans la possibilité de donner à l'APL les capacités nécessaires pour faire face à n'importe quel adversaire dans n'importe quelle région de la planète et dans tous les domaines (sol, air, mer, espace et cyber-défense). S'agissant de l'hyperpuissance, l'objectif serait d'augmenter les coûts des

³⁹² MATTHEWS Ron et PING Xiaojuan, «**The end game of China's arms export strategy**», 27 septembre 2017, document disponible sur le site <http://www.eastasiaforum.org/2017/09/27/the-end-game-of-chinas-arms-export-strategy/>, consulté le 04 mai 2020.

³⁹³ WUTHNOW Joel, op. cit.

³⁹⁴ BERAUD-SUDREAU Lucie, op. cit.

soutiens consentis à ses alliés et les pertes humaines, car vaincre les Etats-Unis, dans le court et moyen termes, relèverait de l'impossible.

Selon Mathieu Duchâtel, directeur adjoint du programme «Asie et Chine» au Conseil européen des relations internationales, dans son processus de transformation de sa BITD, la Chine dispose de deux atouts considérables, le soutien inconditionnel du PCC et, donc, de l'appareil politique de l'Etat et une grande capacité d'investissement. Il indique que le Président Xi Jinping a, lors du 19^{ème} Congrès du parti communiste en octobre 2017, appelé à construire une Armée de «classe mondiale» à la moitié du siècle, où la technologie sera le moteur pour atteindre cet objectif³⁹⁵. Mathieu Duchâtel souligne que même si les carnets de commandes de la Chine comprennent de plus en plus des clients différents de ceux que l'on est habitué d'y trouver, «l'expansion de l'industrie chinoise est freinée par des considérations géopolitiques. Les chances de voir la Chine remporter des appels d'offres auprès des alliés et des amis des Etats-Unis sont quasi-nulles »³⁹⁶.

Pour sa part, Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, considère que la modernisation de l'industrie de défense chinoise est une réussite en ce sens qu'elle a pu faire basculer le rapport de force entre les différents acteurs asiatiques et Pékin à l'avantage de ce dernier³⁹⁷. Il précise que la modernisation de l'armée chinoise «est actuellement pointée du doigt dans de très nombreux rapports, du Pentagone en particulier, qui s'inquiètent des objectifs que pourraient être ceux de la Chine dès lors qu'elle dispose de capacités infiniment plus grandes»³⁹⁸.

La Fondation nationale des sciences naturelles de Chine (NSFC), l'Académie chinoise des sciences et le ministère des Sciences et de la Technologie financent et promeuvent la recherche fondamentale et appliquée, l'innovation scientifique et l'intégration des hautes technologies dans l'ensemble des secteurs scientifique, technique et civilo-militaire relevant du complexe industriel chinois.

³⁹⁵ SCHAEFFER Frédéric, **Défense : la Chine très proche d'avoir une industrie autonome**, Les Echos, 18 octobre 2018. Il s'agit d'une interview accordée par Mathieu Duchâtel, Directeur adjoint du programme «Asie et Chine» au Conseil européen des relations internationales aux «Echos».

³⁹⁶ Ibid.

³⁹⁷ COURMONT Barthélémy, «**Chine : la modernisation militaire comme affirmation de sa puissance économique et commerciale ?**», 13 septembre 2018, document disponible sur le site <https://www.iris-france.org/117658-chine-la-modernisation-militaire-comme-affirmation-de-sa-puissance-economique-et-commerciale/>, consulté le 06 juillet 2019.

³⁹⁸ Ibid.

L'Académie des sciences de Chine est la plus importante université en Chine en matière de R&D en sciences naturelles et appliquées. Une grande partie de ses travaux finance les produits à usage militaire³⁹⁹.

De ce qui a été dit, il ressort que les exportations chinoises dans le domaine de la défense se basent essentiellement sur les bas coûts, soit moins de 10 à 20% par rapport aux prix pratiqués sur les marchés internationaux, la flexibilité dans le paiement - Pékin a déjà accepté comme mode de paiement du gaz, du pétrole et même des denrées alimentaires - outre la disponibilité de certaines firmes chinoises à opérer des transferts de technologies.

Selon Florence Geoffroy, la Chine est actuellement susceptible de mener une diplomatie de l'armement active et d'être plus influente en Asie du Sud-Est⁴⁰⁰, ce qui nous donne des indications sur l'efficacité de la stratégie d'exportation d'armement mise en œuvre par les autorités chinoises. Il convient de rappeler que l'incapacité des firmes chinoises à pénétrer les marchés européens relève moins de la qualité des produits chinois que des aspects politique et économique - des mesures protectionnistes sont mises en place par les pays européens exportateurs d'armes.

Les transformations subies par la BITD chinoise ont contribué de manière manifeste au développement des Forces Armées du pays, en les équipant de moyens militaires de pointe de fabrication locale, leur permettant de faire face à toutes sortes d'adversaires et de menaces. L'objectif pratique, à court et moyen termes, serait de réduire la supériorité militaire des Etats-Unis pour les rendre réticents à affronter la RPC dans un conflit armé. Il importe de souligner qu'au regard de l'écart technologique encore persistant entre les Etats-Unis et la Chine, il est clair que cette dernière est encore, de manière générale, dans un processus de rattrapage - outre le fait que la BITD chinoise n'est pas encore capable de mettre au point des technologies de rupture, une problématique à laquelle les scientifiques chinois devraient se pencher au risque de prolonger la période de rattrapage. Cependant, il faut reconnaître que l'industrie de défense chinoise possède actuellement une totale maîtrise des technologies de pointe dans certaines niches, à l'instar des missiles antinavires.

³⁹⁹ «China military power : modernizing a force to fight and win», op. cit.

⁴⁰⁰ GEOFFROY Florence, **La diplomatie chinoise de l'armement en Asie du Sud-Est**, Asia Centre, Note d'actualité n°4/8 de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018, juin 2017, document disponible sur le site <https://centreasia.hypotheses.org/1320>, consulté le 12 avril 2020.

Après avoir étudié les principales transformations opérées sur l'industrie de défense chinoise, devenue capable de doter les Forces Armées chinoises de tous genres de moyens et équipements militaires, il nous est paru opportun de se pencher sur la réorganisation de l'Armée Populaire de Libération qui s'est faite parallèlement à la modernisation de la BITD. La prochaine sous-section sera donc dédiée à cette réorganisation de l'APL, essentiellement sous l'ère du Président Xi Jinping qui s'est beaucoup investi dans la poursuite de la modernisation de l'outil militaire de la RPC, engagée par ses prédécesseurs.

Sous-section 3 : La réorganisation de l'Armée Populaire de Libération sous Xi Jinping

Depuis son arrivée au pouvoir fin 2012, le Président Xi Jinping a lancé le concept de «rêve chinois», en incitant ses concitoyens à œuvrer sans relâche à la construction d'un Etat prospère et d'une armée puissante, conditions sine qua non d'une renaissance internationale de la nation chinoise en tant que grande puissance⁴⁰¹. Il a également donné une priorité à la science, à la R&D et à l'innovation pour extraire son pays de la dépendance vis-à-vis des technologies étrangères, condition nécessaire pour faire de la Chine une nation puissante économiquement et militairement. Trois ans après son accession à la tête de la RPC, le Président Xi faisait le constat que le niveau de modernisation opéré jusqu'alors était insuffisant pour assurer la sécurité nationale, outre le retard enregistré en la matière par rapport aux grandes puissances. En somme, l'APL n'était pas encore en mesure de mener une guerre moderne et les officiers n'étaient pas capables de conduire une guerre moderne⁴⁰². Pour remédier à cette situation, le Président chinois a procédé en 2016 à une nouvelle réforme de l'Armée, notamment par le renforcement de ses capacités opérationnelles, ce qui lui permettra de protéger les intérêts nationaux chinois.

Dans ce contexte, Xi Jinping a annoncé lors du 18^{ème} Congrès du PCC en novembre 2013, les objectifs et les grandes lignes de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie militaire chinoise, qui seront définies et détaillées dans le livre blanc de 2015. Dans cette publication, il a été mentionné que la RPC ne peut aspirer à un développement pacifique que par l'édification d'une défense

⁴⁰¹ BONDAZ Antoine, op. cit.

⁴⁰² JIANING Yao, «Xi brings strength, integrity to Chinese armed forces», Xinhua, 30 juillet 2016, document disponible sur le site http://english.chinamil.com.cn/news-channels/china-military-news/2016-07/30/content_7182049.htm, consulté le 04 avril 2020.

nationale forte, notamment à travers l'adaptation des forces armées chinoises aux nouveaux changements opérés dans le voisinage du pays et l'accélération du processus de modernisation de l'outil de défense dans toutes ses composantes⁴⁰³. Dans le même contexte, il a enjoint au commandement militaire de veiller à remédier à ces lacunes et retard, en fixant comme objectif la mise en place d'une «armée de classe mondiale» d'ici 1949, coïncidant avec le centenaire de l'indépendance de la RPC⁴⁰⁴.

En octobre 2017, à l'occasion d'un discours devant le 19^{ème} Congrès du PCC, le Président Xi a déclaré «pour suivre la progression de la modernisation du pays, il faut promouvoir la modernisation de la théorie militaire, de l'organisation militaire, du personnel militaire et de l'armement, de manière à réaliser pour l'essentiel la modernisation de la défense nationale et de l'armée en 2035, et faire de l'armée populaire une armée de premier ordre vers le milieu du siècle»⁴⁰⁵.

Selon les dirigeants chinois, la déstabilisation de la région d'Asie pacifique est une conséquence directe du renforcement de la présence militaire des Etats-Unis, entrant dans leur stratégie de rééquilibrage vers l'Asie-Pacifique et la militarisation du Japon, outre la question du nucléaire nord-coréen, le terrorisme, ainsi que le séparatisme et autres formes d'extrémisme. C'est donc pour faire face aux nouvelles exigences induites par l'évolution de l'environnement sécuritaire dans la région et aux fléaux cités supra et bien d'autres que les hautes autorités chinoises ont décidé de réorganiser et de moderniser les différentes composantes de l'APL et insistent sur l'aboutissement de ces processus dans les meilleurs délais.

I- La Marine de l'Armée Populaire de Libération (PLAN) :

Les forces navales de l'APL ont été modernisées principalement pour élargir le périmètre de défense de la RPC pour mieux défendre ses intérêts là où ils se trouvent. Organisée autour de trois flottes, à savoir, la Flotte de la mer du Nord, la Flotte de la mer de l'Est et la Flotte de la mer du Sud, la Marine militaire chinoise a considérablement évolué, depuis les années 1990, grâce au

⁴⁰³ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁴⁰⁴ «**What Keeps Xi Up At Night: Beijing's Internal And External Challenges, United States-China economic and security review commission**», rapport présenté à la 116^{ème} session du Congrès américain, 7 février 2019.

⁴⁰⁵ Rapport de Xi Jinping au XIX^e Congrès national du PCC, op. cit.

développement des chantiers de construction navale qui arrivent à la pourvoir en navires de guerres⁴⁰⁶ pour exécuter les missions qui lui sont dévolues. Dans ce processus, il a été privilégié les qualités combatives des navires à la taille et au tonnage⁴⁰⁷ qui ont, sans doute, leur importance vis-à-vis des petites et moyennes puissances, mais sûrement pas par rapport aux grandes puissances.

L'objectif principal recherché par la Chine, dans le développement de sa marine militaire, est de rendre relative la puissance absolue qui caractérise les forces navales américaines. Ainsi, la dotation de la PLAN de navires de guerres de plus en plus performants montre le développement croissant des capacités anti-accès⁴⁰⁸ mettant à contribution tous les moyens terrestres, aériens et maritimes. A travers la mise en place de cette stratégie, les Chinois cherchent, en cas de conflit, le meilleur moyen de maintenir les forces américaines et leurs alliés à bonne distance des côtes chinoises, ce qui laisserait assez de temps aux troupes chinoises de se réorganiser et de réagir efficacement à la menace qui se profile côté mer. En parallèle, les autorités militaires chinoises s'attellent à améliorer les entraînements des personnels, ainsi que la doctrine d'utilisation des moyens en dotation.

Depuis 2010, l'industrie de défense chinoise est devenue capable de produire des bâtiments de guerre en série et selon les exigences technico-opérationnelles de l'APL, ce qui a permis aux Forces Navales depuis 2015, de mettre en œuvre la politique de défense de ses "intérêts outre-mer" en se déployant au-delà de la première chaîne d'îles⁴⁰⁹, considérée comme la limite des opérations de la marine chinoise, car tenue par les Etats-Unis et leurs alliés. Cette limite comprend le Japon et ses archipels du nord et du sud, la Corée du Sud, Taïwan et les Philippines.

Actuellement, la PLAN affiche 1,6 million de tonnes, s'octroyant ainsi la deuxième place mondiale après les Etats-Unis avec 3,3 millions de tonnes et dépassant la Russie avec un million de tonne⁴¹⁰. Le Ministère de la Défense chinois indique que les forces navales vont augmenter leurs capacités -

⁴⁰⁶ GALLOIS Stéphane et SHELDON-DUPLAIX Alexandre, **Flottes de combat**, Editions Ouest-France, Rennes, 2018.

⁴⁰⁷ RINEHART E. Ian, **The Chinese Military: Overview and Issues for Congress**, Congressional Research Service Report, 24 mars 2016.

⁴⁰⁸ **The Military Balance 2018**, op. cit.

⁴⁰⁹ GALLOIS Stéphane, op. cit.

⁴¹⁰ Ibid.

constituées actuellement de 53 sous-marins d'attaque à propulsion diesel, 05 sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire et 04 sous-marins de missiles balistiques à propulsion nucléaire - pour atteindre environ 78 sous-marins à l'horizon 2020⁴¹¹. Au cours de la prochaine décennie, la marine chinoise compte remplacer les sous-marins d'attaque plus anciens par des sous-marins à propulsion nucléaire qui sont moins bruyants et donc difficilement détectables⁴¹².

Cette force de frappe sous-marine, a suscité des réactions de la part des autorités américaines et sud-est asiatiques qui ont exprimé leur inquiétude quant à la montée en puissance militaire de la Chine au cours de ces dernières années, notamment s'agissant des forces navales. En effet, la RPC possède actuellement plus de sous-marins que les Etats-Unis, la Russie et le Royaume-Uni, et prévoit même d'en construire davantage. La Chine développe des sous-marins, à propulsion diesel-électrique et nucléaire, pouvant transporter un large éventail de missiles, dont des missiles balistiques. Les sous-marins nucléaires chinois sont capables de tirer des missiles qui peuvent atteindre Hawaï et l'Alaska. Cependant, bien que Pékin augmente ses capacités, la qualité de ses sous-marins reste inférieure à celle de Washington. En effet, tous les sous-marins dont dispose la marine américaine sont nucléaires.

S'agissant de la capacité de projection des forces, le premier porte-avions chinois, le Liaoning, mis en service en 2012, est une modernisation du porte-avions le Varyag, acquis auprès de l'Ukraine, utilisé pour exécuter des exercices et des entraînements au combat en haute mer⁴¹³. Selon le Ministère de la Défense chinois, le Liaoning «dispose d'une gamme complète d'armes et de systèmes de combat, il jouera probablement un rôle important dans la formation des pilotes de porte-avions et des équipages de pont de la Chine et dans le développement de tactiques qui seront utilisées ultérieurement avec des transporteurs plus performants»⁴¹⁴. Le deuxième porte-avions chinois «Type-001 A», de conception 100% chinoise, est à propulsion classique. Mis en service

⁴¹¹ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015**», op. cit.

⁴¹² Ian E. RINEHART, op. cit.

⁴¹³ «**Chine : la formation du premier porte-avions chinois développe ses capacités au combat**», Xinhua, 1^{er} juin 2018, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-06/01/c_137222807.htm, consulté le 02 mai 2020.

⁴¹⁴ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015**», p-11, op. cit.

en 2019, il a une capacité d'emport de 32 à 36 avions, alors que la capacité du porte-avions Liaoning est de 24 aéronefs⁴¹⁵.

Selon un groupe de réflexion américain, du Centre d'études stratégiques et internationales sis à Washington, qui a procédé à l'analyse de photos satellites, les Chinois ont déjà commencé la construction d'un troisième porte-avions, dont les travaux connaissent un taux d'avancement appréciable. Pour ces analystes, il s'agirait d'un porteur un peu plus petit que les porte-avions américains de 100.000 tonnes, mais plus gros que le porte-avions français Charles de Gaulle de 42.500 tonnes⁴¹⁶. D'après des experts chinois, repris par des médias locaux, la RPC a besoin pour ses missions d'au moins six transporteurs⁴¹⁷.

En parallèle à la construction et la modernisation des navires, la Chine a également investi dans le développement des missiles de croisière, afin d'accroître la puissance de frappe de ses Forces Navales. Ces dernières sont dotées, entre autres, de missiles de croisière antinavires «YJ-18 ASCM» supersoniques, ce qui rend leur interception très difficile en raison de leur grande vitesse.

Enfin, même si les efforts consentis par les autorités chinoises dans le cadre de la montée en puissance de la marine militaire, attirent l'attention d'une manière remarquable, force est de constater que la qualité et la plus-value technologique des navires sortis des chantiers navals chinois sont encore en-deçà des critères de modernité exigés par les Occidentaux.

II- Forces Aériennes de l'Armée Populaire de Libération (FAAPL) :

Les efforts de modernisation de la Force Aérienne de l'Armée Populaire de Libération (FAAPL) ont été orientés vers l'amélioration de la défense anti-aérienne, la mise au point d'avions de combat de dernière génération et la mise au point d'appareils multi-rôles. Selon le Ministère de la défense chinois, l'armée de l'air est en train de réduire rapidement le gap technologique qui la

⁴¹⁵ PLUYETTE Cyrille, «Le premier porte-avions 100% chinois démarre ses essais en mer», Le Figaro, 14 mai 2018.

⁴¹⁶ TORODE Greg et BLANCHARD Ben, «La construction du 3^{ème} porte-avions chinois bien avancée», Reuters, 07 mai 2019, document disponible sur le site <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN1SD0GJ-OF RTP>, consulté le 05 mai 2020.

⁴¹⁷ Ibid.

sépare des forces aériennes occidentales, se traduisant par le développement d'une large gamme d'aéronefs sophistiqués⁴¹⁸.

En somme, l'objectif recherché de la modernisation des forces aériennes chinoises serait de posséder une aviation militaire, bien entraînée, équipée avec des avions de dernière génération, des munitions guidées de haute précision, des avions de soutien, un système C⁴ISR lui permettant de gagner une guerre locale informatisée⁴¹⁹.

Depuis 2009, la RPC a mis au point deux avions de chasse furtifs de cinquième génération (J-20 et J-31), dont l'entrée en service va améliorer sensiblement les capacités opérationnelles des forces aériennes chinoises⁴²⁰. Selon les experts chinois, les capacités de ces deux avions de combat seraient comparables à celles du F-35 Joint Strike Fighter américain⁴²¹. Outre ces avions de dernière génération, les Forces Aériennes chinoises comptent une large gamme d'aéronefs de quatrième génération, à l'instar des avions de combat polyvalents du type Chengdu (J-10, J-11, J-15 et J-16), produits localement, et de l'avion de chasse russe Su-35, ainsi que des avions de combat de troisième génération et même plus anciennes, qui sont en train d'être substituées.

D'après le site d'information russe « Sputnik », les pilotes chinois ont qualifié l'avion de chasse russe Su-35, comme le roi des avions de 4^{ème} génération, allant même jusqu'à préférer cet aéronef aux avions chinois de 5^{ème} génération J-20, pour prendre part à une manœuvre internationale⁴²².

La Chine a modernisé plusieurs types d'aéronefs pour augmenter ses capacités combatives et de soutien aux opérations militaires. La FAAPL a depuis une dizaine d'années mis en service de nouveaux systèmes de détection et de commandement aéroporté, à l'instar des aéronefs KongJing-200 et Kongjing 500. Pékin a également investi dans le développement de drones de reconnaissance, tels que le BZK-005, un drone de moyenne altitude et de longue

⁴¹⁸ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015**», op. cit.

⁴¹⁹ Charles-Louis LABRECQUE, op. cit.

⁴²⁰ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015**», op. cit.

⁴²¹ Ibid.

⁴²² «**Pourquoi les pilotes chinois préfèrent-ils les Su-35 russes aux chasseurs J-20?**», Sputnik, 09 janvier 2019, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/defense/201901091039580472-su35-j20-chine-chasseurs-choix/>, consulté le 02 mars 2020.

portée⁴²³, le CH-4 qui est un drone MALE (Moyenne altitude, grande endurance) et ses déclinaisons (CH-4A et CH-4B), présenté pour la première fois en 2012⁴²⁴. Le drone MALE CH-5 coûterait le quart du prix d'un MQ-9 Reaper américain⁴²⁵.

Les bombardiers à long rayon d'action en service dans l'armée de l'air chinoise sont des bombardiers H-6 de fabrication russe et le Xian H-6K, une copie sous licence des avions soviétiques Tu-16. Le Ministère de la défense chinois a indiqué que la FAAPL pourrait prochainement commencer à développer un nouveau bombardier à longue portée⁴²⁶. En 2020, rien n'est encore sorti des usines chinoises, ce qui confirme la dépendance chinoise des technologies importées, notamment de la Russie.

En plus de la modernisation des avions, l'armée chinoise investit dans le développement des moyens de défense anti-aérienne. En effet, outre les systèmes de défense antiaériens en dotation dans l'APL, tels que le système de missile de défense antimissiles S-300 de fabrication russe et le système HQ-9 de moyenne et longue portées, produit localement, la Chine a acquis en 2015 six systèmes S-400, pour un montant de trois milliards de dollars⁴²⁷. D'une portée de 400 km, ces missiles sont conçus pour être efficaces contre les avions furtifs, les missiles balistiques et les missiles de croisière.

Selon le site spécialisé China Military, le Ministère chinois de la Défense a annoncé que l'APL n'a plus besoin de missiles de défense antiaérienne ni d'avions de transport de fabrication russe, car elle dispose désormais du missile HQ-9B de grande envergure et d'un avion de transport stratégique Y-20⁴²⁸. Cette déclaration ne comprend ni les avions de combat, ni les hélicoptères ; domaines où la BITD locale n'arrive pas à concurrencer les vecteurs aériens produits par les industries de défense occidentales.

⁴²³ CHASE S. Michael (S/D), «**Emerging Trends in China's Development of Unmanned Systems**», RAND Corporation, 2015, document disponible sur le site http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR990.html, consulté le 02 avril 2020.

⁴²⁴ ZUBELDIA Océane, «**L'innovation technologique dans la stratégie de puissance chinoise intelligence : Artificielle, drones, espace**», IRSEM, Note de recherche n° 86, 16 décembre 2019, document disponible sur le https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/3221/NR_IRSEM_n86_2019.pdf, consulté le 05 mai 2020.

⁴²⁵ Ibid.

⁴²⁶ LEI Zhao, «**Long-Range Bomber May Be in China's Plans**», 07 juillet 2015, document disponible sur le site https://www.chinadaily.com.cn/china/2015-07/07/content_21197384.htm, consulté le 04 mai 2020.

⁴²⁷ SIPRI YEAR BOOK 2017, op. cit.

⁴²⁸ TAO Zhang, «**L'Air Force reçoit 4 des derniers chasseurs russes**», 6 janvier 2017, document disponible sur le site http://eng.chinamil.com.cn/view/2017-01/06/content_7440051.htm, consulté le 9 mars 2020.

Le dernier domaine touché par la modernisation, mais non des moindres, consiste en la formation des pilotes, où l'accent a été mis sur les entraînements intensifs et l'exécution d'exercices avec des scénarii proches de la réalité. Cependant, en février 2016, un général de l'US Air Force a déclaré que les pilotes américains possédaient un avantage avéré par rapport aux pilotes chinois, non pas l'avantage technologique des aéronefs américains, qui peut être surpassé plus ou moins rapidement, mais celui de la performance et de la haute qualité de la formation dispensée aux pilotes américains, ainsi que du système de soutien dont ils peuvent bénéficier lors de l'accomplissement de leurs missions de combat⁴²⁹.

Enfin, même avec le haut niveau de maîtrise technologique atteint par les Chinois, notamment dans le domaine de l'aérospatial, force est de constater que la BITD locale a du mal à mettre au point des réacteurs de haute performance destinés aux avions militaires, ce qui constitue un grand obstacle pour la modernisation des Forces Aériennes chinoises.

III- Les Forces Terrestres de l'Armée Populaire de Libération (FTAPL) :

Bien que dans le processus de modernisation de l'APL, la Chine a donné la priorité aux Forces Navales et Aériennes, de sorte que les menaces à la sécurité nationale du pays ne sont plus aujourd'hui d'ordre terrestre, les Forces Terrestres ont, elles aussi, subi des changements conséquents afin d'améliorer leur capacité opérationnelle⁴³⁰.

Il convient de rappeler que la RPC est arrivée à trouver un arrangement pacifique aux différends frontaliers avec la Fédération de Russie et les républiques centrasiatiques, mais pas avec la Corée du Nord, l'Inde et le Bhoutan, sachant que les dirigeants chinois privilégient la négociation, plutôt que l'usage de la force, pour la résolution de ces litiges.

Depuis 1985, les autorités chinoises ont procédé à plusieurs reprises à des réductions des effectifs de l'APL, dont la dernière en date est celle décidée en 2017 par le Président Xi Jinping, où 300.000 personnes ont été libérées, exerçant

⁴²⁹ MATHIESON Rosalind, «China Closing Tech Gap with U.S., Pacific Air Chief Says», Bloomberg News, 15 février 2016, document disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-16/china-army-closing-tech-gap-with-u-s-pacific-air-chief-says>, consulté le 22 avril 2020.

⁴³⁰ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, op. cit.

pour la plupart d'entre eux dans les domaines de l'administration, la culture et l'art; le but est de mettre au point de petites unités multifonctionnelles mobiles capables de mener des opérations conjointes avec une grande mobilité⁴³¹. Les principaux objectifs recherchés à travers cette modernisation consistent à faire des progrès majeurs autour de 2020, et à être en mesure de gagner des guerres informatisées à l'horizon 2049⁴³².

S'agissant des véhicules de combat blindés, l'APL possède actuellement le plus grand nombre de chars de combat au monde. En 2017, le parc de la PLA comptait environ 5.800 chars de combat, dont près de 60% classés modernes soit environ 3 390 chars de type ZTZ-96 et ZTZ-99 de troisième génération, les autres chars, environ 600, de type ZTZ-80, ZTZ-85 et ZTZ-88, sont de deuxième génération, alors que 2850 chars de type ZTZ-59 et ZTZ-69, sont de première génération. Ces derniers, une version construite sous licence du T-54 soviétique, sont obsolètes. La Chine a également conçu le ZTQ-15, un nouveau char léger, destiné aux régions de haute altitude⁴³³.

Selon les analystes chinois, le char de combat ZTZ-96B est le plus à même de doter les unités blindées de l'APL, en raison du coût élevé du char ZTZ-99, plus moderne, et des capacités de production de l'industrie militaire chinoise⁴³⁴.

Alors que l'objectif tracé pour l'APL est de standardiser son équipement au sein de ses grandes unités, force est de constater que cette mécanisation se trouve compromise au regard de l'incapacité de l'industrie militaire locale à satisfaire les besoins exprimés. La situation n'est pas meilleure pour les autres véhicules blindés, sachant que moins de la moitié des brigades dont dispose l'armée chinoise sont actuellement équipées des derniers véhicules de combat d'infanterie à chenilles (ZBD-04/-04A) ou à roues (ZBL-08)⁴³⁵.

Selon les estimations du Military Balance, seul 50% de tous les véhicules blindés, de l'artillerie et des systèmes de défense antiaérienne de l'armée de terre

⁴³¹ **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China**, Annual Report to Congress 2018, Department of Defense, Washington DC, 2018.

⁴³² **Le livre blanc sur la défense chinoise 2006**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁴³³ **The Military Balance 2018**, op. cit.

⁴³⁴ Ibid.

⁴³⁵ BOYD Henry, « **Modernisation de l'armée chinoise : progrès, rhétorique et réalité** », 21 août 2019. L'auteur est chargé de recherche en analyse militaire de défense. Document disponible sur le site <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2019/08/china-army-modernisation>, consulté le 25 août 2019

de l'APL seront modernisés d'ici 2020, ce qui signifie que l'objectif tracé par le Président Xi, selon lequel la Chine pourra disposer d'une armée de « classe mondiale » d'ici 2049, ne sera pas atteint⁴³⁶.

À partir de fin 2015, les sept régions militaires, dont disposait le pays, ont été remplacées par cinq «commandements de théâtre» appelés également «zones de combat», dotés de centres de commandements pour les opérations conjointes dans la perspective de «favoriser la coordination entre les trois armées et adapter le commandement à la diversité des menaces, en fonction de la situation géographique»⁴³⁷, en plus des commandements militaires du Xinjiang et du Tibet⁴³⁸. Il convient de rappeler que la Chine possédait en 1955 treize régions militaires qui ont été réduites à onze en 1970 puis à sept en 1985⁴³⁹. La nouvelle organisation a été conçue pour diminuer les tâches administratives des cinq commandements de théâtre de manière à leur permettre de se consacrer davantage aux activités opérationnelles. Les commandants des nouvelles régions militaires sont issus de l'armée de terre, ce qui dénote leur domination et influence au sein du commandement de l'APL⁴⁴⁰. Cependant, la nomination aux postes de chef régional sud et de chef régional centre d'officiers relevant respectivement des forces navales et aériennes dénote de la volonté du Président Xi de mener ces réformes à leur terme⁴⁴¹.

En octobre 2017, et dans un souci de rationalisation et de centralisation du commandement des forces, le Président Xi a procédé à la restructuration de la Commission Militaire Centrale, réduisant de 11 à 7 le nombre de ses membres⁴⁴². Les quatre anciens quartiers généraux qui étaient sous son contrôle (l'état-major et les départements généraux de la logistique, de la politique et de l'armement) ont été divisés en quinze nouveaux départements relevant de la CMC⁴⁴³. En adjoignant la Commission d'inspection de discipline à la CMC, Xi Jinping envoie un message clair aux responsables militaires, quant à sa détermination à lutter sans merci contre la corruption.

⁴³⁶ Ibid.

⁴³⁷ GENEVAZ Juliette, op. cit.

⁴³⁸ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2019**, op. cit.

⁴³⁹ GENEVAZ Juliette, op. cit.

⁴⁴⁰ Minnie CHAN, «China's army keeps grip on top military jobs in "compromise" reshuffle», 6 janvier 2016, document disponible sur le site <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/1898444/chinas-army-keeps-grip-top-military-jobs-compromise>, consulté le 22 avril 2020.

⁴⁴¹ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018**», op. cit.

⁴⁴² Ibid.

⁴⁴³ GENEVAZ Juliette, op. cit.

Outre ces transformations, il a été procédé, à partir de 2015, à la création de nouvelles entités au sein de l'APL, à savoir, les Forces de Fusées, la Force de Soutien Stratégique et la Force de Soutien Logistique, ci-dessous, qui représentent une étape importante dans le processus de modernisation de l'armée chinoise.

À côté de la réforme du commandement et de la hiérarchie, la Chine menait simultanément la mécanisation et l'informatisation de ses forces armées, tout en développant ses capacités d'innovation dans des secteurs jugés prioritaires, à l'instar de la balistique, l'hypersonique, le spatial et l'Intelligence Artificielle, etc.

Cependant, selon certains experts occidentaux, notamment américains, l'APL fait face à un problème de taille lié essentiellement à la mauvaise qualité de la formation dispensée aux officiers chinois, qui ne seraient pas aptes à gérer des situations complexes faisant partie des scénarii des exercices et manœuvres exécutés aussi bien en interne que dans un cadre bilatéral ou multilatéral avec des partenaires étrangers. Ce genre de lacunes, si elles venaient à se confirmer, pourrait compromettre tous les efforts consentis et les moyens mis en œuvre dans le cadre de la modernisation de l'APL. A partir de 2017, l'Armée chinoise a commencé à mettre en œuvre le règlement révisé sur l'entraînement et l'instruction militaires, axé sur un entraînement proche des conditions de la guerre moderne et sur la préparation d'opérations de combat conjointes, interarmes et avec des partenaires étrangers, à l'instar de la Russie⁴⁴⁴.

Par ailleurs, il importe de mentionner que le processus de modernisation engagé n'a pas touché, ou très peu, les capacités de transport amphibie chinois qui, faut-il le rappeler, sont modestes⁴⁴⁵, ce qui à notre sens donne de sérieuses indications sur l'inexistence de projets de la RPC en la matière du moins sur les court et moyen termes.

IV- Les Forces de Fusées de l'Armée Populaire de Libération (FFAPL):

Lors de la cérémonie d'inauguration de la création des FFAPL, le 31 décembre 2015, le Président Xi Jinping a qualifié cette nouvelle composante, qui a sous

⁴⁴⁴ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018**», op. cit.

⁴⁴⁵ DOD report to Congress on MSDIC 2015, op. cit.

son contrôle les missiles balistiques, de « pierre angulaire » dans la modernisation de l'armée chinoise, en indiquant qu'elle constitue la « force clé de la dissuasion stratégique, le renfort stratégique de la position du pays en tant que puissance significative, et une base importante pour maintenir la sécurité nationale »⁴⁴⁶. A signaler que les Forces de Fusées de l'APL ont été constituées à partir du Second Corps d'Artillerie de l'APL, appelé également le corps des missiles stratégiques de l'APL créé en 1966⁴⁴⁷.

Les Forces de Fusées sont dotées d'une large gamme de missiles balistiques intercontinentales, à portée intermédiaire et à courte portée, conventionnels et pouvant être équipés d'ogives nucléaires. Cette composante est dotée, entre autres, de missiles balistiques Dongfeng-21 (DF-21) d'une portée d'environ 1.750 km, considérés comme la pièce maîtresse de la capacité de frappe conventionnelle chinoise ; de missiles balistiques (DF-21D), une variante du DF-21, dotés d'une tête maniable lui permettant de cibler des navires en mouvement à une distance d'environ 1500 km ; de missiles balistiques de longue portée (DF-31) ; de missiles balistiques de longue portée anti-navires (DF-26) ; de missiles balistiques de courte portée (DF-11) et (DF-15), ainsi que de missiles de croisière sol-sol (Changjian-10)⁴⁴⁸.

Le Ministère de la Défense chinois a déclaré que l'APL « développe et teste plusieurs nouvelles classes et variantes de missiles offensifs, notamment des véhicules hypersoniques à glissement, forme des unités de missiles supplémentaires, met à niveau des anciens systèmes de missiles, et met au point des méthodes pour contrer les défenses antimissiles balistiques »⁴⁴⁹.

V- La Force de Soutien Stratégique de l'Armée Populaire de Libération (FSSAPL) :

Créée le 31 décembre 2015, dans le cadre d'une réorganisation majeure de l'armée chinoise, la FSSAPL est chargée de développer et d'utiliser la plupart

⁴⁴⁶ « **La Chine inaugure les Forces des Fusées de l'APL** », Xinhua, 1^{er} janvier 2016, document disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2016-01/01/c_134970500.htm, consulté le 03 mai 2020.

⁴⁴⁷ « **Le Second corps d'artillerie de l'Armée populaire de libération** », 29 juillet 2015, document disponible sur le site http://french.china.org.cn/node_7064090/content_36177972.htm, consulté le 04 août 2019.

⁴⁴⁸ « **Forces des Fusées de l'APL, hier et aujourd'hui** », 22 mars 2016, document disponible sur le site http://french.beijingreview.com.cn/Chine/201603/t20160322_800052844.html, consulté le 13 mars 2020.

⁴⁴⁹ « **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2015** », op. cit, p-37.

des capacités spatiales de l'Armée⁴⁵⁰. Elle a été conçue pour mieux intégrer les capacités spatiales, de cyber-guerre et de guerre électronique dans les opérations de l'APL⁴⁵¹.

Selon les stratèges chinois, la Force de Soutien Stratégique est un nouveau type de force de combat destiné à préserver la sécurité nationale, et constitue un moteur important du développement de nouvelles capacités de combat. Elle comprend des forces d'appui pour le champ de bataille, l'information, les communications, la sécurité de l'information et les tests de nouvelles technologies⁴⁵². Ces stratèges estiment que les capacités spatiales militaires sont un élément essentiel de la dissuasion stratégique, permettant à l'APL de mener des guerres locales informatisées et de faire face à une éventuelle intervention militaire américaine dans la région⁴⁵³. Ces capacités sont également considérées comme un soutien aux opérations de protection des intérêts toujours grandissants de la RPC là où elles se trouvent à travers le monde.

La Force de Soutien Stratégique a été chargée d'améliorer les infrastructures militaires C⁴ISR, notamment par le lancement et l'exploitation de satellites dans le but de renforcer les capacités de combat de l'Armée, en l'alimentant en informations et en renseignements. En effet, les trois domaines qui sont l'espace, le cyber-domaine et le spectre électromagnétique, constituent les principaux canaux à travers lesquels une puissance militaire collecte, transmet et reçoit les informations qui sont transformées en renseignements après traitement⁴⁵⁴.

La mise sur pied de la Force de Soutien Stratégique dénote de l'importance accordée par les stratèges militaires chinois à l'information en tant que ressource stratégique en temps de guerre. En effet, la maîtrise de l'espace, la cyber-guerre et la guerre électronique constituent un besoin indispensable, voire vital, pour l'armée chinoise, afin d'accéder au rang de grande puissance mondiale. Ainsi, il est juste de dire qu'avec la création de la Force de Soutien Stratégique, la guerre de l'information et de l'espace, identifiée depuis longtemps par les stratèges chinois comme l'élément central du combat du futur⁴⁵⁵, est entrée dans une

⁴⁵⁰ POLLPETER L. Kevin (S/D), **The Creation of the PLA Strategic Support Force and Its Implications for Chinese Military Space Operations**, Editions RAND Corporation, Californie, 2017.

⁴⁵¹ COSTELLO John et MCREYNOLDS Joe, «**China's Strategic Support Force: A Force for a New Era**», INSS, China Strategic Perspectives, n° 13, National Defense University Press, Washington, D.C, octobre 2018.

⁴⁵² **Le livre blanc sur la défense chinoise 2019**, op. cit.

⁴⁵³ POLLPETER L. Kevin, op. cit.

⁴⁵⁴ COSTELLO John, op. cit.

⁴⁵⁵ BITZINGER A. Richard, «**La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012**», op. cit.

nouvelle phase de développement, améliorant considérablement les frappes de précision à longue portée et facilitant les opérations à grandes distances.

VI- La Force de Soutien Logistique de l'Armée Populaire de Libération (FSLAPL) :

Après avoir étudié et analysé les opérations militaires étrangères, menées depuis les années 1991, notamment les deux guerres du Golfe, les stratèges chinois ont élaboré, dans le cadre des efforts de réforme et de modernisation de leur appareil de défense, un système logistique moderne répondant aux besoins et exigences de l'Armée Populaire de Libération.

Dans ce cadre, les autorités chinoises ont procédé, en septembre 2016, à la création d'une nouvelle composante dénommée la Force de Soutien Logistique, dans le but de mettre l'APL au diapason des grandes puissances mondiales. Le principal objectif de cette nouvelle force consiste à unifier les forces logistiques communes et soutenir les cinq nouveaux commandements de théâtre conjoints.

Mettant à profit la cérémonie d'inauguration de la Base de soutien logistique commune de Wuhan, siège de la Force de Soutien Logistique, à laquelle seront attachés cinq centres de soutien logistique conjoint, (le Centre d'appui logistique conjoint de Wuxi, le Centre d'appui logistique conjoint de Guilin, le Centre d'appui logistique conjoint de Xining, le Centre d'appui logistique commun de Shenyang et le Centre d'appui logistique conjoint de Zhengzhou), en septembre 2016, le Président Xi Jinping a indiqué que la Force de Soutien Logistique constituait la principale force chargée d'assurer le soutien logistique stratégique et opérationnel de l'APL, ce qui lui conférait une importance particulière dans la structure des Forces Armées⁴⁵⁶. Le Président Xi a également indiqué que la création de la Force de Soutien Logistique représentait une étape importante dans la réalisation de l'objectif de la Chine pour le développement d'une structure logistique moderne aux caractéristiques chinoises⁴⁵⁷.

En effet, la Force de Soutien Logistique, en tant que principale force chargée de la logistique interarmées ainsi que de l'appui stratégique et au niveau des

⁴⁵⁶ «China Establishes Joint Logistic Support Force», 13 septembre 2016, document disponible sur le site http://eng.mod.gov.cn/TopNews/2016-09/13/content_4730336.htm, consulté le 12 août 2018.

⁴⁵⁷ «China sets up new logistics force as part of military reforms», Reuters, 14 septembre 2016, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-china-defence/china-sets-up-new-logistics-force-as-part-of-military-reforms-idUSKCN11K05F>, consulté le 3 avril 2020.

campagnes, comprend «les forces d'appui pour l'inventaire et l'entreposage, les services médicaux, le transport, la projection de forces, les oléoducs, la gestion de l'ingénierie et de la construction, la gestion des avoirs de réserve et les achats »⁴⁵⁸.

La Force de Soutien Logistique est également responsable de l'intégration civilo-militaire liée aux besoins logistiques, dans le but de maximiser l'utilisation efficiente des ressources militaires et civiles, ce qui inclut la soustraction de la logistique et la promotion de la R&D à usage dual. Cette association va permettre à l'APL d'apprendre de l'expérience des entreprises civiles chinoises, acquise depuis déjà un certain nombre d'années, dans le développement de nouvelles pratiques modernes, essentiellement dans les domaines de la gestion des stocks et de la livraison. En temps de guerre, l'APL pourrait également utiliser les infrastructures, les ressources et les moyens de transport civils, ce qui constitue un point fort pour les Chinois et un handicap pour l'adversaire qui aura du mal à différencier entre les cibles militaires et civiles.

Les réformes menées par le Président Xi Jinping ont entraîné des changements radicaux dans l'organisation institutionnelle et géographique de l'APL et son modèle de combat, en conférant davantage d'importance au développement technologique, à travers notamment l'intégration des capacités civiles et militaires, aux Forces Navales, aux Forces de Soutien Stratégique, à la dissuasion nucléaire et à l'interopérabilité entre les différentes composantes de l'Armée⁴⁵⁹. Ces réformes, qui ne sont pas encore achevées, ont été accompagnées par une vaste campagne anti-corruption, qui a permis l'arrestation de plusieurs hauts officiers de l'APL⁴⁶⁰.

Selon des experts militaires, la Chine est actuellement capable de contester les opérations américaines dans les domaines terrestre, aérien, maritime et de l'information au sein de la deuxième chaîne insulaire, ce qui présente un défi majeur pour les Américains. A ce rythme, Pékin sera d'ici 2035 en mesure de contester la présence des forces américaines dans la région d'Asie-Pacifique⁴⁶¹.

⁴⁵⁸ «**Livre blanc : vue d'ensemble sur les forces armées remaniées de la Chine**», op. cit.

⁴⁵⁹ BONDZ Antoine et JULIENNE Marc, «**Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping** », Fondation pour la recherche stratégique, note n° 05/17, Paris, 24 février 2017.

⁴⁶⁰ **SIPRI YEAR BOOK 2016**, op. cit.

⁴⁶¹ **Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission**, Washington 2014, 113^{ème} session du Congress.

D'un autre côté, d'autres spécialistes affirment que, bien que l'APL augmente considérablement ses capacités, la qualité et la plus-value technologique des moyens militaires chinois dans la plus part des domaines, restent inférieures à celles des Occidentaux particulièrement les Etats-Unis. Ils estiment qu'à l'état actuel, la BITD chinoise se trouve face à des lacunes technologiques et ce, nonobstant les efforts fournis pour trouver des solutions à cette situation inconfortable. Cela est particulièrement visible dans la construction des moteurs des vecteurs aériens, où l'industrie chinoise n'est pas encore capable de produire des moteurs de haute qualité et reste toujours dépendante des propulseurs russes.

Enfin, bien que l'armée chinoise, dont la modernisation ne s'est pas encore achevée, accuse toujours un retard technologique et capacitaire par rapport aux États-Unis en termes de moyens et de compétences opérationnelles globales, nous estimons que l'APL est aujourd'hui en mesure de défier la puissance américaine dans sa périphérie immédiate.

Dans cette section, il apparaît que la réorganisation en profondeur de l'APL, lancée par le Président Xi Jinping, est conçue pour améliorer les capacités opérationnelles des Forces Armées pour pouvoir, d'une part, défendre les intérêts du pays là où ils se trouvent à travers le globe et limiter, d'autre part, la capacité d'intervention des États-Unis dans la région d'Asie-Pacifique.

Cette amélioration des capacités combattives de l'armée chinoise passe par le renforcement de la marine, la mise en place d'un système de soutien logistique performant, ainsi que le développement des technologies dans les fabrications militaires. En effet, les progrès technologiques enregistrés par la RPC dans le domaine de la défense positionnent ce pays comme le second bouclier, après la Russie de Vladimir Poutine, entravant l'instauration d'une puissance américaine omnipotente. Le point fort de l'industrie de défense chinoise réside dans le maintien d'un rythme de développement soutenu - comme ce fut le cas pour le développement économique - et l'investissement dans la R&D dans certains secteurs de haute technologie, à l'instar des technologies spatiales, les missiles antinavires, les avions furtifs et l'Intelligence Artificielle, des domaines où les Chinois sont quasiment devenus des leaders mondiaux.

Cependant, des experts militaires occidentaux jugent que les progrès technologiques enregistrés par l'industrie militaire chinoise entrent, de manière générale, dans un processus de réduction du gap technologique qui la sépare de l'Occident, même si dans certaines niches technologiques, la Chine est passée ces dernières années au statut d'innovateur mondial. Ces spécialistes remettent également en cause la qualité de la formation et de l'instruction dispensées au sein des forces armées chinoises et les difficultés rencontrées par l'APL lors des campagnes de recrutement, au regard, d'une part, des mauvaises conditions de prise en charge des militaires chinois et, d'autre part, de l'obésité qui caractérise les jeunes chinois - conséquence de la politique de l'enfant unique - ce qui a conduit à revoir à la baisse les conditions physiques de recrutement⁴⁶². Dans ce cadre, il est estimé que les déclarations des dirigeants chinois, selon lesquelles il existe un écart d'au moins «deux ou trois décennies» entre leurs capacités et celles des forces armées avancées, supposeraient que de sérieuses difficultés sont apparues lors de la mise en œuvre du processus de modernisation, ce qui retarderait les échéances d'achèvement de cette modernisation⁴⁶³. Ce genre de déclaration n'est pas nouveau, puisque lors d'une réunion avec le secrétaire à la Défense américain, Robert Gates, en janvier 2011, le Ministre chinois de la Défense a déclaré que même si l'APL arrive à maîtriser l'utilisation de certaines armes de pointe, le processus de modernisation engagé n'est pas arrivé à hisser l'Armée en une armée moderne⁴⁶⁴.

A l'opposé, d'autres experts occidentaux estiment que si le développement de l'APL suit le même rythme, la Chine sera capable dans un avenir proche, soit moins d'une vingtaine d'années, de contester l'hégémonie américaine dans la région d'Asie-Pacifique⁴⁶⁵. Cette montée en puissance suscite des craintes et beaucoup d'interrogations aussi bien au sein de l'administration américaine qu'au sein des cercles intellectuels américains, quant à la manière avec laquelle les autorités chinoises vont utiliser cette puissance militaire. C'est pour tenter d'apporter des éléments de réponse à cette inquiétude que la prochaine section sera dédiée aux bases de soutien logistique de la Chine établies en dehors de son territoire, à l'état de la coopération militaire chinoise, ainsi qu'à l'avancement des programmes nucléaire et spatial chinois.

⁴⁶² POLLPETER L. Kevin, op. cit.

⁴⁶³ JULIENNE Marc, op. cit.

⁴⁶⁴ BLASKO J. Dennis, op. cit.

⁴⁶⁵ HANNAS C. William, MULVENON James et PUGLISI B. Anna, **Chinese Industrial Espionage: Technology Acquisition and Military Modernization**, Editions Routledge, Londres, 2013.

Section II : La montée en puissance militaire chinoise : les craintes américaines sont-elles justifiées ?

La rapidité et l'ampleur du développement de la Chine restent un événement majeur et unique dans le siècle passé. Ce développement est rendu possible grâce à des efforts consentis, sans relâche, depuis plus de quatre décennies.

En effet, selon les données de la Banque Mondiale, depuis 2014 la Chine est la deuxième puissance économique au monde en termes de PIB en dollars courants, et la première si le PIB est calculé en Parité de Pouvoir d'Achat. Suite à ses résultats, les inquiétudes des Etats-Unis sont devenues de plus en plus apparentes, traduites par un recours de plus en plus fréquent, par l'Administration américaine, aux mesures économiques et commerciales coercitives à l'encontre de firmes chinoises.

Dans le domaine de la défense, le Pentagone tire la sonnette d'alarme quant au danger que pourrait constituer la montée en puissance de l'APL, pour la stabilité de la zone d'Asie Pacifique, dans le cours et moyen termes, et au-delà à long terme. Ces dernières années, Pékin est constamment accusé de vouloir élargir ses capacités de projection dans la région d'Asie-Pacifique, par la construction de porte-avions, dans la Mer de Chine méridionale, par l'aménagement militaire de plusieurs îles, et par l'installation d'une base militaire à Djibouti et la recherche d'installation d'autres bases dans des pays alliés, à l'instar du Pakistan et de l'Afghanistan.

Selon certains analystes, la Chine peut désormais rivaliser avec les États-Unis et devient donc un danger potentiel, en ce sens qu'elle pourrait utiliser sa puissance militaire pour régler les différends territoriaux en Mer de Chine méridionale, qui l'oppose aux pays de la région.

Par ailleurs, les Occidentaux estiment que les résultats probants enregistrés par la Chine communiste, dont le modèle viendrait concurrencer celui en cours appelé «Consensus de Washington», pourrait constituer un grand danger pour la démocratie, la liberté d'expression et les droits de l'Homme. De leur côté, les dirigeants chinois, civils et militaires, réitèrent à chaque fois que l'occasion se présente, notamment lors des visites officielles à l'étranger et dans les livres blancs sur la défense, leur attachement à la paix et à la coopération internationale et assurent ne pas vouloir se substituer aux États-Unis.

Dans une tentative de démêler cet imbroglio, il sera étudié dans cette section la véracité de l'existence de bases militaires en dehors du territoire chinois, les caractéristiques de la coopération militaire chinoise avec ses partenaires étrangers et, enfin, l'état dans lequel se trouvent les programmes nucléaire et spatial chinois, le but étant de savoir si les craintes de l'Occident en général et des Etats-Unis en particulier, sont justifiées ou bien amplifiées à dessein.

Sous-section 1 : Bases militaires et points d'appui chinois à l'étranger : la Chine en voie d'assurer ses arrières.

Depuis quelques années, la Chine est accusée par les Etats-Unis et ses voisins, le Brunei, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Vietnam d'entreprendre des travaux dans l'objectif de militariser certaines îles et récifs situés en Mer de Chine Méridionale. Les officiels chinois nient ces allégations et affirment que ces infrastructures sont destinées à des fins purement civiles, notamment la recherche océanographique et la sécurité de la navigation. Officiellement, la Chine ne possède qu'une seule base militaire en dehors de ses territoires, en l'occurrence, celle qui se trouve à Djibouti, en Afrique. Mais qu'en est-il réellement ?

I- Bases en mer de Chine :

Les îles Spratleys et Paracels, connues par leurs richesses en ressources halieutiques et un énorme potentiel de réserves en pétrole et gaz naturel, outre leur proximité de l'une des voies de navigation les plus fréquentées au monde, sont revendiquées par un certain nombre de pays, dont les Philippines, le Vietnam, la Malaisie, le Brunei et Taïwan. Ces différends territoriaux rendent complexe la cohabitation entre ces pays, dont les relations diplomatiques sont épisodiquement entachées de tensions anéantissant tout le travail de réconciliation entrepris des années durant.

A titre illustratif de l'hostilité qui pourrait découler des différends induits, nous citerons le conflit militaire ayant opposé la RPC à son voisin le Vietnam, début des années 1970. En effet, en septembre 1973, le gouvernement vietnamien a procédé au rattachement des îles Spratleys, situées au sud de la Mer de Chine méridionale, à la province de Phuoc Tuy, décision qui a fait réagir la diplomatie chinoise. Constatant l'inefficacité, voire la stérilité des pourparlers, Pékin «organisa une réoccupation militaire de ces îles et repoussa une contre-attaque

navale du Sud-Vietnam, coulant une corvette et endommageant sérieusement une frégate. Depuis 1988, les Chinois ont aménagé une base aéronavale dans l'archipel»⁴⁶⁶. Il importe de souligner que le Vietnam, qui revendique la totalité des îles Spratleys, entretient une présence militaire sur une vingtaine d'îlots⁴⁶⁷. Depuis cet incident, la situation en Mer de Chine a décidément beaucoup évolué, et sur ces îles, jadis vierges, des infrastructures ont été bâties.

En février 2018, le quotidien «Le Philippine Daily Inquirer» a publié des photos aériennes prises au-dessus de l'archipel Spratleys faisant apparaître des infrastructures et des bateaux, ainsi que des activités de construction chinoises. Ces photographies, prises entre juin et décembre 2017, montrent des travaux entrepris par les Chinois sur sept récifs (Gaven, Hughes, Johnson, Cuarteron, Fiery Cross, Mischief et Subi), situés en Mer de Chine méridionale qui, selon ce quotidien philippin, feront office de bases aériennes et navales⁴⁶⁸. Les pistes d'atterrissage des trois plus grandes îles, en l'occurrence, Fiery Cross, Subi et Mischief, sont terminées ou prêtes à être utilisées. Des phares, des dômes radar, des hangars et des bâtiments à plusieurs étages ont été construits, tandis que des héliports, des éoliennes et des tours d'observation et de communication sont visibles sur quatre petites îles, à savoir, Burgos, Calderon, McKennan et Johnson South⁴⁶⁹. Il importe de souligner que ces îles sont également revendiquées par les Philippines.

Les Etats-Unis ont critiqué la transformation par la RPC des récifs en îles artificielles et la construction d'installations militaires, tout en exprimant leurs craintes d'une éventuelle utilisation de ces infrastructures pour restreindre la libre circulation dans la mer de Chine méridionale⁴⁷⁰.

⁴⁶⁶ ROYER Pierre, **Géopolitique des mers et des océans: Qui tient la mer tient le monde**, 2^{ème} édition, PUF, Paris, 2014, 224 pages.

⁴⁶⁷ Ibid.

⁴⁶⁸ MANGOSING Frances, «**New photos show China is nearly done with its militarization of South China Sea**», Philippine Daily Inquirer, 5 février 2018, document disponible sur le site <https://www.inquirer.net/specials/exclusive-china-militarization-south-china-sea>, consulté le 22 avril 2020.

⁴⁶⁹ **China's air and naval facilities on contested islands in South China Sea 'almost ready'**, Straits Times, 5 février 2018 document disponible sur le site <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/new-photos-show-china-is-nearly-done-with-its-militarisation-of-south-china-sea>, consulté le 21 avril 2020.

⁴⁷⁰ «**China builds new military facilities on South China Sea islands: think tank**», Reuters, 30 juin 2017, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-southchinasea-china-islands/china-builds-new-military-facilities-on-south-china-sea-islands-think-tank-idUSKBN19L02J>, consulté le 7 mai 2020.



Carte illustrant les travaux entrepris par les Chinois sur un récif en Mer de Chine Méridionale

S'exprimant sur cette question, le général philippin Gregorio Pio Catapang, dans une déclaration du 20 avril 2015, s'est alarmé des travaux entrepris par les Chinois dans cette zone «parce qu'ils menacent la liberté de navigation mais aussi parce qu'ils pourraient servir des buts militaires»⁴⁷¹. Dans le même contexte, l'Amiral Harry Harris, Commandant des forces américaines dans le Pacifique, dans une intervention au Lowel Institute à Sydney, le 14 décembre 2016, a tenu des propos incisifs en affirmant que les Etats-Unis « ne toléreront pas que des zones maritimes partagées soient fermées», et que les troupes américaines « sont prêtes à la confrontation si elle est nécessaire»⁴⁷².

Le groupe de réflexion américain, Asia Maritime Transparency Initiative, a déclaré que l'essentiel du travail avait été effectué sur Fiery Cross, qui dispose d'une piste de 3 km et d'au moins un système d'armes à fusée. Il a également signalé des tunnels souterrains, des abris anti-missiles, des radars et des antennes

⁴⁷¹ VAULERIN Arnaud, «Pékin blinde ses îlots en mer de Chine, Libération», 11 mai 2015.

⁴⁷² PONCET Gueric, «Comment Pékin transforme des récifs en bases militaires », Le Point, 15 décembre 2016, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/comment-pek-in-transforme-des-recifs-en-bases-militaires-15-12-2016-2090695_24.php, consulté le 11 janvier 2020.

haute fréquence sur les îles⁴⁷³. D'après ce groupe de réflexion, les systèmes d'armes chinois déployés pourraient constituer, en cas de conflit armé, la dernière « ligne de défense face à des missiles de croisière lancés par les Etats-Unis ou d'autres, contre ces bases aériennes qui seront bientôt opérationnelles »⁴⁷⁴.

Selon l'Administration américaine, le Président Xi Jinping a rompu la promesse faite en 2015 de ne pas modifier les îles et autres récifs coralliens situés en mer de Chine méridionale.

Pour sa part, les autorités chinoises ont nié en bloc les accusations portées par les Américains quant à leur intention de militariser cet espace maritime, comme le prétendent également le Brunei, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Vietnam⁴⁷⁵. Les Chinois affirment que ces aménagements servent des objectifs civils, pour notamment faciliter les sauvetages en mer, les secours en cas de catastrophe, la recherche océanique, la protection de l'environnement et la sécurité de la navigation⁴⁷⁶.

Le fait le plus surprenant, est que les autorités philippines ont réagi modérément à cet évènement, surmédiatisé par les Américains et les Occidentaux, qui ont voulu lui conférer une toute autre dimension. Ainsi, commentant les photos aériennes objet de la discorde, le porte-parole de la présidence philippine a déclaré à la presse que : « "La région a été militarisée de longue date. Et la question est, que pouvons-nous faire ?". Il aurait ajouté : "Que voulez-vous que nous fassions? Nous ne pouvons pas déclarer la guerre" »⁴⁷⁷. Ceci est amplement éloquent pour démontrer le caractère interventionniste des Etats-Unis et de leurs alliés, puisque le premier intéressé par ce litige, en l'occurrence, les Philippines, sont décidément prêts à passer outre ce différend pour nouer de plus forts liens avec les Chinois.

⁴⁷³ «China's new Spratly island defenses», 13 décembre 2016, information disponible sur le site <https://amti.csis.org/chinas-new-spratly-island-defenses/>, consulté le 10 juillet 2020.

⁴⁷⁴ Ibid.

⁴⁷⁵ «China builds new military facilities on South China Sea islands: think tank», op. cit.

⁴⁷⁶ ALLEN Felix, « China's island fortress : Aerial photos reveal how China has built a belt of military bases across the South China Sea in 'unrestrained' show of power », The Sun, 7 février 2018.

⁴⁷⁷ PHILLIPS Tom, «Photos show Beijing's militarisation of South China Sea in new detail», The Guardian, 06 février 2018, document disponible sur le site <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/06/photos-beijings-militarisation-south-china-sea-philippines>, consulté le 27 avril 2020.

II - Collier de perle :

Le développement économique chinois a été accompagné d'une augmentation considérable de la consommation énergétique, notamment le pétrole - depuis 2017 la Chine est devenue le premier importateur de pétrole brut au monde - en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. En effet, 60% de ces importations proviennent du golfe arabo-persique et de l'Afrique, notamment d'Arabie saoudite, du Yémen, d'Iran, d'Angola, du Nigeria et du Soudan, dont 80% transitent par la mer et 85% de cette quantité par le détroit de Malacca⁴⁷⁸. Sachant que c'est les États-Unis qui contrôlent le trafic maritime mondial, y compris le détroit de Malacca, le Président chinois Hu Jintao a fait part, lors de l'allocution prononcée à Pékin clôturant un séminaire économique restreint du comité central du PCC, le 23 septembre 2003, de ses inquiétudes quant au risque de fermeture du détroit de Malacca par des puissances rivales, outre la piraterie et le terrorisme, ce qui déstabiliserait fortement l'économie chinoise. Selon le Président chinois, le détroit en question est une route commerciale sensible et devient, au regard de l'important volume du trafic commercial, le centre névralgique du développement économique du pays. Dans ce cadre, il a incité les responsables chinois en charge de la sécurité à prendre les mesures adéquates afin de réduire la vulnérabilité de la RPC dans cette zone⁴⁷⁹. Dans une tentative de cerner les appréhensions du Président Hu, le journal hong kongais le «Wen Wei Po» a publié un article intitulé le «dilemme de Malacca», expression reprise par la suite par la presse chinoise et mondiale⁴⁸⁰.

Selon des analyses, ce sont les interventions militaires américaines en Afghanistan (2001) puis en Irak (2003), qui ont convaincu les dirigeants chinois à vouloir sécuriser les voies maritimes, particulièrement le détroit de Malacca, d'où est acheminé l'essentiel des produits énergétiques vitaux pour faire fonctionner une économie énergétivore. Pour les stratèges chinois, les Américains n'hésiteraient pas à perturber l'approvisionnement en produits énergétiques de la Chine dans le cas d'un grand conflit avec l'un de leurs alliés. Avec la politique que mène l'Administration Trump, cette possibilité est devenue plus proche de la réalité que de la suspicion.

⁴⁷⁸ «"Collier de perles" et bases à usage logistique dual », 07 février 2019, article disponible sur le site <https://www.geostrategia.fr/collier-de-perles-et-bases-a-usage-logistique-dual/>, consulté le 30 août 2019.

⁴⁷⁹ AMELOT Laurent, «Le dilemme de Malacca», Outre-Terre 2010/2-3, n° 25-26, pp : 249-271.

⁴⁸⁰ Ibid.

A la fin des années 2009, un débat a eu lieu entre des stratèges chinois sur l'opportunité pour l'APL de se doter de points d'approvisionnements situés sur les côtes de certains pays, qui serviront de support logistique dans le cadre de la lutte contre la piraterie⁴⁸¹. C'est ainsi que le port de Gwadar au Pakistan a été construit avec l'assistance chinoise et géré depuis 2015 par la société China Overseas Port Holding Company⁴⁸². Suite à la sollicitation du gouvernement bengalais, les dirigeants chinois ont donné leur accord pour apporter l'aide financière et technique nécessaire à la construction du port de Chittagong-2, afin de désengorger le port de Chittagong. Pékin a également participé à la réalisation du port Hambantota au Sri Lanka, d'une base sur l'île Coco et des ports de Sittwe, Mergui et Dawei en Birmanie, ainsi que d'une base de sous-marins chinois à Marao aux Maldives⁴⁸³. Ces infrastructures sont considérées par les Occidentaux comme partie intégrante du «collier de perles» et doivent par conséquent être sujettes à une surveillance accrue, afin de prévenir toute éventuelle militarisation. Ces installations, ainsi que celles se trouvant aux Seychelles et à Madagascar abriteraient des stations d'écoute chinoises dirigées vers l'Inde⁴⁸⁴.

Les Etats-Unis et leurs alliés corroborent leurs suspicions par le fait que les missions de la marine de l'APL se sont renforcées dans le livre blanc chinois sur la défense nationale de 2008, lesquelles peuvent se résumer en la préservation de la sécurité maritime de la Chine et la protection de sa souveraineté sur ses eaux territoriales, ainsi que ses droits et intérêts maritimes⁴⁸⁵. Cette montée en puissance a propulsé les forces navales chinoises au deuxième rang mondial en termes de tonnage, après les Etats-Unis.

Aux Etats-Unis, les avis sur la stratégie chinoise sont partagés. Certains la considère comme justifiée, car la RPC cherche légitimement à sécuriser les voies maritimes où transitent ses marchandises, ainsi que la matière première dont a besoin le pays pour faire fonctionner son industrie, alors que pour d'autres les objectifs de Pékin auront inévitablement des implications

⁴⁸¹ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

⁴⁸² PICQUART Pierre, **La renaissance de la route de la soie - L'incroyable défi chinois du XXI^e siècle**, Editions Favre, Lausanne, 2018.

⁴⁸³ MALMGREN Pippa, **Signaux : Comment s'orienter dans un monde économique instable grâce aux signaux du quotidien**, Editions de Boeck Supérieur, Bruxelles, 2018.

⁴⁸⁴ Ibid.

⁴⁸⁵ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2008**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

stratégiques majeures dans la région. Ces derniers estiment que « les États-Unis ne doivent plus reculer devant des avancées chinoises de nature à menacer à terme leur capacité de projection de puissance et de forces, leur liberté de circulation sur les routes maritimes commerciales ainsi que leur aptitude à garantir la sécurité de leurs alliés»⁴⁸⁶.

Pour certains analystes américains, indiens et japonais, le concept de la «nouvelle route de la soie», lancé en 2013 par le Président chinois, dans le cadre du raccordement économique de l'Asie à l'Europe et l'Afrique en passant par le Moyen-Orient, par la réalisation d'un réseau d'infrastructures, ports, aéroports et bien d'autres installations, ne sont que la concrétisation sur le terrain de la stratégie du «collier de perles», sous couvert de la promotion du commerce mondial⁴⁸⁷. Les autorités chinoises réfutent catégoriquement ces accusations et imputent ces attaques au plan échafaudé par les États-Unis pour justifier leur présence militaire dans cette partie du monde, assurer la libre circulation maritime et apporter l'aide à leurs alliés⁴⁸⁸.

Il importe de rappeler que la stratégie dite du «collier de perles» a été utilisée pour la première fois fin 2004, dans un rapport intitulé « Energy Futures in Asia », produit par la société de consultants Booz Allen & Hamilton pour le compte du Département de la Défense, et divulguée dans un article paru dans le Washington Times en 2005.

Selon cet article, le rapport mentionnait que la Chine aurait mis en place une stratégie d'endiguement de l'Inde, qui consiste en la construction, le rachat ou la location d'infrastructures portuaires et aériennes allant des ports chinois jusqu'au détroit d'Ormuz et aux côtes orientales de l'Afrique (détroit de Bab-El-Mandeb), via les rives de l'Océan indien. Le rapport indiquait que Pékin nouait des relations stratégiques le long des voies maritimes du Moyen-Orient à la mer de Chine méridionale, pour protéger ses approvisionnements en énergie, en particulier, et servir ses intérêts sécuritaires de manière générale⁴⁸⁹.

⁴⁸⁶ AMELOT Laurent, « La stratégie chinoise du "collier de perles" », Outre-Terre, 2010/2-3, n° 25-26, pp : 187-198.

⁴⁸⁷ SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « Au-delà des mers de Chine », Perspectives chinoises, 2016/3, pp : 43-53.

⁴⁸⁸ « Collier de perles et bases à usage logistique dual », op. cit.

⁴⁸⁹ GERTZ Bill, « China Builds up Strategic Sea Lines », Washington Times, 17 janvier 2005.

III- Base Militaire de Djibouti :

Le 1^{er} août 2017, la RPC a inauguré à Djibouti sa première base militaire à l'étranger. Faisant référence à un communiqué de la marine de l'APL, le quotidien chinois «Global Times» indiqué que la décision de la création de cette base a été prise lors des négociations entre les deux pays et conformément à leurs intérêts communs⁴⁹⁰.

La Chine a beaucoup investi à Djibouti pour construire et/ou rénover certaines infrastructures, à l'instar du financement du chemin de fer reliant Addis-Abeba en Éthiopie à Djibouti et de la modernisation du port de la Capitale du pays, situé au carrefour des routes maritimes d'Europe, d'Extrême-Orient, du Moyen-Orient et de l'Afrique⁴⁹¹.

A ce sujet, le Président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh a indiqué, lors d'une interview accordée à Jeune Afrique, que « les Chinois sont les seuls à investir chez nous dans tous les domaines : chemin de fer, ports, banques, parcs industriels, etc. Les Français et les Européens sont largement aux abonnés absents. Quant aux Américains, qui ont manifesté leur intérêt pour le projet de pipeline Djibouti-Addis, leur objectif est de gagner beaucoup, vite et seuls : c'est compréhensible, mais plus compliqué que prévu pour eux. La réalité est que personne d'autre que les Chinois n'offre un partenariat à long terme à Djibouti »⁴⁹².

Officiellement, l'objectif recherché par les dirigeants chinois dans la création de la base de Djibouti est d'assurer le soutien des missions de l'APL, telles que «l'escorte, le maintien de la paix et l'aide humanitaire en Afrique et dans l'ouest de l'Asie»⁴⁹³. Elle sera également utilisée dans les «missions en outre-mer incluant la coopération militaire, les exercices conjoints, l'évacuation et la protection des ressortissants chinois et les secours d'urgence, ainsi que le maintien conjoint de la sécurité des voies maritimes stratégiques

⁴⁹⁰ XIN Liu, « **Chinese navy ships head to Djibouti** », Global Times, 13 juillet 2017.

⁴⁹¹ PERLEZ Jane et BUCKLEY Chris, « **China Retools Its Military With a First Overseas Outpost in Djibouti** », The New York Times, 26 novembre 2015.

⁴⁹² SOUDAN François, « **Ismaïl Omar Guelleh : "Personne d'autre que les Chinois n'offre un partenariat à long terme à Djibouti"** », Jeune Afrique, 04 avril 2017, document disponible sur le site <https://www.jeuneafrique.com/mag/421096/politique/ismaïl-omar-guelleh-personne-dautre-chinois-noffre-partenariat-a-long-terme-a-djibouti/>, consulté le 21 avril 2020.

⁴⁹³ « **PLA sets up overseas support base in Djibouti** », op. cit.

internationales»⁴⁹⁴. Cette base stratégique, qui offre à la Chine un meilleur accès à la péninsule arabique, permettra donc à Pékin de protéger ses importations de pétrole émanant des pays du Golfe et devant traverser l'Océan indien.

En raison de sa position géographique stratégique - Djibouti est situé sur l'une des voies maritimes les plus fréquentées au monde, à savoir, le détroit de Bab-el-Mandeb - le pays a de tout temps été convoité par les grandes puissances à l'effet de contrôler, entre autres, le golfe d'Aden, ainsi que l'accès à la Mer rouge. C'est dans cette optique et dans le but, entre autres, de lutter contre la piraterie que la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Japon ont installé des bases militaires dans ce pays⁴⁹⁵. Avec l'installation de ces bases militaires, Djibouti est devenue ces dernières années la plaque tournante de l'activité militaire étrangère, à telle enseigne que même l'Arabie Saoudite envisagerait d'y installer à son tour une base militaire⁴⁹⁶. Faut-il rappeler que les pays, cités-supra, critiquent la présence chinoise à Djibouti et sèment le doute sur les véritables objectifs de la RPC.

Dans ce cadre, le Général Jean-Pierre Bosser, Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre française, a indiqué, lors de son passage devant les députés de la commission de la Défense, que les puissances émergentes, à l'instar de la Chine «cherchent à étendre leur influence, et font preuve d'un intérêt croissant pour l'Afrique, qui ne se limite plus aux seuls produits énergétiques et aux matières premières. C'est un constat très structurant concernant le dimensionnement de notre outil militaire. Cela nous impose le maintien, voire le renforcement de certains de nos pré-positionnements pour rester au contact des puissances émergentes »⁴⁹⁷.

De son côté, le Secrétaire d'Etat à la Défense des États-Unis, James Mattis, s'est dit préoccupé par l'influence de la Chine à Djibouti et son impact sur les ressources militaires et de renseignement américaines⁴⁹⁸. A signaler qu'entre

⁴⁹⁴ SHAN Wei et CUI Guangqi, **La Chine crée une base à Djibouti**, le 12 juillet 2017, document disponible sur le site <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2017/0712/c96852-9240410.html>, consulté le 04 mai 2020.

⁴⁹⁵ **SIPRI YEAR BOOK 2019**, op. cit.

⁴⁹⁶ SONNE Paul, «**U.S. accuses China of directing blinding lasers at American military aircraft in Djibouti**», The Washington Post, 4 mai 2018.

⁴⁹⁷ LAGNEAU Laurent, **La Chine a inauguré, à Djibouti, sa première base navale à l'étranger**, 1^{er} août 2017, <http://www.opex360.com/2017/08/01/la-chine-inaugure-djibouti-sa-premiere-base-navale-letranger/>, consulté le 19 février 2020.

⁴⁹⁸ HEADLEY Tyler, «**China's Djibouti Base: A One Year Update**», The Diplomat, 04 décembre 2018, document disponible sur le site <https://thediplomat.com/2018/12/chinas-djibouti-base-a-one-year-update/>, consulté le 03 mai 2018.

4.000 et 5.000 soldats américains sont stationnés actuellement dans la République de Djibouti avec pour mission de soutenir militairement les autorités en place et de lutter contre les cellules africaines de la nébuleuse terroriste Al-Qaïda.

Washington s'est officiellement plaint auprès de Pékin des lasers de haute qualité que l'armée chinoise aurait dirigé sur des avions américains à Djibouti induisant la blessure de deux aviateurs américains. Selon Dana White, la porte-parole du Pentagone, il s'agit d'«incidents très graves (...). Ces activités constituent une réelle menace pour nos pilotes. Nous prenons cette question très au sérieux»⁴⁹⁹. Dans ce contexte, les responsables américains ont demandé aux dirigeants chinois d'ouvrir une enquête pour identifier les responsables de cet incident.

Le ministère de la Défense chinois a réfuté catégoriquement les accusations américaines, soulignant que ces allégations étaient totalement incompatibles avec les faits. Pour sa part, le ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué que la Chine déployait des navires d'escorte dans le golfe d'Aden et dans les eaux au large de la côte somalienne depuis 2008 ; missions lors desquelles les militaires chinois étaient confrontés à des difficultés d'approvisionnement, et que la base de Djibouti venait à point nommé remédier à ces lacunes⁵⁰⁰. Il importe de souligner que les frais de la location du terrain par l'armée chinoise seraient déduits de la dette djiboutienne envers la RPC⁵⁰¹.

Selon l'agence chinoise Xinhua, «les installations chinoises ne devraient pas être considérées comme une menace étant donné que Djibouti a déjà accueilli sur son territoire des bases militaires américaine, française et japonaise. La base chinoise n'a pas été établie pour le déploiement stratégique des forces militaires de la Chine, mais pour la mise en œuvre des missions d'escorte, de maintien de la paix et d'aide humanitaire du pays en Afrique et en Asie occidentale»⁵⁰².

Par ailleurs, l'intérêt porté par l'Éthiopie à la prise de parts dans les infrastructures en cours ou à venir du nouveau port de Djibouti, en échange

⁴⁹⁹ Ibid.

⁵⁰⁰ LIFANG Song, «**Commentary : China's Djibouti base not for military expansion**», Xinhua, 13 juillet 2017, document disponible sur le site http://www.xinhuanet.com/english/2017-07/13/c_136441371.htm, consulté le 08 janvier 2020.

⁵⁰¹ LE BELZIC Sébastien, «**A Djibouti, "la Chine commence à déchanter"**», Le Monde, 05 février 2018.

⁵⁰² LIFANG Song, op. cit.

d'actions de la compagnie Ethiopian Airlines ou d'opérateurs du secteur télécom éthiopien, a été interprété par les experts locaux comme une occasion de créer une nouvelle voie d'entrée pour les armes destinées à l'Éthiopie, ce qui permettrait à Addis-Abeba d'acquérir plus d'armes en provenance de la Chine⁵⁰³. Cette analyse mériterait d'être nuancée, quand on sait que plus de 90 % du commerce éthiopien transite par Djibouti, ce qui représente environ 70 % de son PIB⁵⁰⁴.

D'autre part, les autorités chinoises sont accusées d'alimenter un trafic d'armes à grande échelle en Afrique. En effet, la Chine est soupçonnée de fermer les yeux, pour des raisons purement mercantiles, sur les ventes d'armes chinoises par le gouvernement djiboutien aux groupes armés dans le nord de la Somalie. Ainsi, les armes chinoises alimenteraient les conflits armés qui subsistent dans les pays africains, à l'instar de la région de la Corne de l'Afrique, mais également au Soudan et au Soudan du Sud, où Pékin possède des intérêts commerciaux et diplomatiques importants⁵⁰⁵.

Selon des analystes américains, les dirigeants chinois usent toujours de l'argument économique et commercial pour justifier leur acquisition et/ou gestion d'infrastructures aéroportuaires, portuaires et autres capacités dites «duales», au regard de la possibilité de leur utilisation aussi bien pour des activités civiles que militaires. Sur ce dernier point, les installations dont disposerait la Chine à l'étranger seraient utilisées uniquement dans le soutien aux opérations militaires.

Les accusations occidentales, notamment américaines, concernent également le terminal portuaire construit par la compagnie publique chinoise China Harbour Engineering Company, au niveau de la ville de Walvis Bay, située à environ 400 kilomètres à l'ouest de la Capitale namibienne Windhoek, même si les plus hautes autorités de ce pays estiment que ce projet participera au développement de leur économie. Ainsi, lors de l'inauguration officielle du terminal, en 2019, le Président namibien a indiqué qu'il serait rentable pour l'économie namibienne, puisque avec le doublement de ses capacités, qui ont

⁵⁰³ «**The secret Chinese arms trade in the horn of Africa**», EXX Africa, août 2018, document disponible sur le site <https://www.africa-newsroom.com/files/download/f5eae1307e605eb>, consulté le 22 avril 2020.

⁵⁰⁴ FORSON Viviane, «**Quand Djibouti se rêve en hub logistique** », Le Point, 06 juillet 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/economie/quand-djibouti-se-reve-en-hub-logistique-06-07-2018-2233792_28.php, consulté le 21 mars 2020.

⁵⁰⁵ «**The secret Chinese arms trade in the horn of Africa**», op. cit.

atteint 750.000 conteneurs par an, les marchandises pourraient être acheminées par voie maritime vers la Zambie, l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Botswana et le Zimbabwe⁵⁰⁶.

Les États-Unis sont présents, de manière intensive, en Mer de Chine méridionale pour y assurer la liberté de navigation, sachant que cette zone est considérée comme l'un des plus importants carrefours du commerce maritime au monde. Pour les Américains, les Chinois cherchent à mettre en œuvre la stratégie élaborée par l'Amiral chinois Liu Huaqing, qui sera abordée en détail dans la prochaine section, dans le but de sécuriser le pays de toute menace venant côté mer. Pour contrer cette stratégie, le Département de la Défense des États-Unis a depuis 2010 « mis en lumière la nécessité de munir l'armée américaine de moyens pour contrer ces capacités de déni d'accès »⁵⁰⁷. Ce sont ces stratégies contradictoires qui rendent plus complexes la gestion de la situation dans cette zone et la mise en place de solutions qui arrangeraient toutes les parties prenantes.

Pour contester la souveraineté chinoise sur le récif de Scarborough, situé dans la mer de Chine méridionale, revendiqué par la Chine et également par les Philippines, deux navires de guerre, l'USS Preble de l'US Navy et le HMAS Melbourne de la Royal Australian Navy, ont navigué, le 20 mai 2019, près du récif, ce qui a provoqué la colère des autorités chinoises⁵⁰⁸. En effet, Pékin a vite dénoncé la manœuvre américaine et accusé Washington de tenter de troubler la paix et la stabilité régionales, en évoquant la question de la liberté de navigation et de vol⁵⁰⁹.

Dans le cas du récif sus-cité, les Américains tentent de faire croire qu'ils protègent les Philippines et leurs alliés en Mer de Chine méridionale contre une éventuelle agression chinoise, alors qu'en vérité, ils sont juste en train de défendre leurs propres intérêts. En effet, les bonnes relations qu'entretiennent la PRC et les Philippines et qui sont en voie de s'améliorer et de se développer

⁵⁰⁶ «Walvis Bay, ce terminal namibien que la Chine a inscrit sur sa route de la soie», Le point, 05 aout 2019, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/afrique/namibie-le-nouveau-terminal-portuaire-de-walvis-bay-porte-d-entree-de-la-chine-05-08-2019-2328318_3826.php, consulté le 21 mars 2020.

⁵⁰⁷ Ibid.

⁵⁰⁸ PONCET Gueric, « Mer de Chine : l'US Navy accompagne la guerre commerciale contre Pékin », Le point, 22 mai 2019.

⁵⁰⁹ IDREES Ali, «U.S. warship sails in disputed South China Sea amid trade tensions», Reuters, 20 mai 2019, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-usa-china-military/u-s-warship-sails-in-disputed-south-china-sea-amid-trade-tensions-idUSKCN1SQ067>, consulté le 05 mai 2020.

davantage sont visibles à travers les déclarations des officiels des deux pays. En effet, à l'occasion de la visite effectuée en Chine en août 2019, le Président philippin, Rodrigo Duterte, a indiqué que les Philippines non seulement n'affronteraient jamais la Chine, mais « ils (les Philippines) étaient disposées à élargir davantage leurs échanges et leur coopération avec la Chine dans les secteurs tels que l'économie, le commerce et les échanges interpersonnels, afin de promouvoir les relations bilatérales et de garantir aux deux peuples des avantages concrets ». Selon Duterte, « les Philippines n'affronteront jamais la Chine »⁵¹⁰. De son côté, le Premier ministre chinois, M. Li Keqiang, a déclaré que « les intérêts communs de la Chine et des Philippines l'emportaient de loin sur leurs divergences »⁵¹¹. S'agissant de la question de la mer de Chine méridionale, le Président philippin a indiqué que « les pays occidentaux n'étaient pas les négociateurs du Code de conduite et ne devaient pas entraver les efforts des pays de la région à cet égard »⁵¹².

Il est évident que Washington fait pression sur Pékin pour le dissuader d'indexer les îles, îlots, atolls et autres récifs se trouvant en Mer de Chine Méridionale, et s'active dans le but de mettre ces bouts de terres sous le contrôle de l'un de ses alliés. Dans les faits, il est donc contesté à la RPC le droit d'avoir des bases à l'extérieur de ses territoires, même si elles sont à caractère purement économique et commercial. Cependant, les Américains s'octroient le droit de posséder environ 1.000 bases militaires dans plus de 80 pays et des troupes dans 175 pays, alors que tous les pays du monde réunis détiennent une vingtaine de bases militaires en dehors de leurs frontières. Le maintien en condition de ces bases coûte plus de 100 milliards de dollars par an aux Américains⁵¹³.

Aucun pays au monde ne peut faire la guerre tout seul. L'hyperpuissance s'est résignée à s'entourer de ses alliés, en Afghanistan et en Irak, après l'échec de son intervention en Somalie en 1993. La Chine accuse dans ce cadre un grand déficit en alliés, et dans le cas d'un conflit militaire avec une grande puissance, essentiellement les Etats-Unis, elle ne peut espérer un grand soutien de la part des pays dits amis. Pour toucher du doigt ce manque flagrant en soutien, la

⁵¹⁰ « Les intérêts communs de la Chine et des Philippines sont beaucoup plus importants que leurs divergences (Premier ministre chinois) », Xinhua, 30 août 2019, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-08/30/c_138351978.htm, consulté le 02 avril 2020.

⁵¹¹ Ibid.

⁵¹² Ibid.

⁵¹³ SWANSON David, « Closing Military Bases, Opening a New World », 03 mai 2019, document disponible sur le site <https://www.foreignpolicyjournal.com/2019/05/03/closing-military-bases-opening-a-new-world/>, consulté le 25 mars 2020.

prochaine sous-section sera dédiée à la coopération militaire chinoise avec ses partenaires, à travers la participation à des exercices et manœuvres conjoints, et dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

Sous-section 2 : Coopération militaire chinoise : entre calculs géopolitiques et offensives commerciales.

La coopération militaire chinoise est dynamique et diversifiée, mais connaît plus d'intensité avec son partenaire historique la Russie, un partenariat qui s'est consolidé davantage suite aux changements géopolitiques survenus à l'échelle mondiale depuis les années 1990. S'agissant de la coopération régionale de la Chine, elle s'est traduite au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai et à travers l'organisation et la participation à des exercices et manœuvres conjoints avec des partenaires étrangers. Enfin, Pékin a pu développer un véritable partenariat avec le continent africain, où le déploiement d'une stratégie efficace a permis de pénétrer le marché africain de l'armement, et de faire progresser, ces dernières années, les ventes d'armes chinoises, dans un marché acquis traditionnellement aux pays occidentaux.

I- Le partenariat sino-russe :

Depuis la disparition de l'Union Soviétique, les relations sino-russes se sont nettement améliorées et se sont traduites par une coopération accrue dans les domaines économique, politique et militaire. Le fait saillant constaté ces dernières années réside dans la convergence des positions des deux pays quant aux questions sensibles de l'actualité internationale, ce qui laisse entrevoir une volonté de Moscou et Pékin d'unir leurs efforts pour faire contrepoids à l'hyperpuissance.

C'est l'emploi de son hard power tous azimuts de manière unilatérale ou au sein d'une alliance sous son leadership, pour promouvoir les valeurs occidentales présentées comme universelles, que les Etats-Unis ont perdu une partie de leur crédibilité et de leur rayonnement culturel. Pour les autorités russes et chinoises, ces interventions militaires ne sont autres qu'une violation de la souveraineté des Etats. L'autre raison qui a incité le rapprochement sino-russe c'est l'élargissement de l'OTAN, qui n'est pas justifié selon les autorités russes et chinoises. Celles-ci estiment que Washington met en œuvre une politique d'endiguement comme ce fut le cas pendant la guerre froide.

Pour sa part, Moscou garde son attitude négative envers l'élargissement de l'OTAN et l'approchement de ses infrastructures des frontières russes, ce qui provoque l'apparition de nouvelles lignes de division en Europe. Quant à Pékin, il a intensifié ses critiques contre l'élargissement vers l'est de l'Organisation, qu'il a qualifiée de la plus puissante organisation militaire du monde⁵¹⁴, tout en exprimant ses craintes que cette expansion n'atteigne la frontière occidentale de la Chine.

Pour faire face conjointement à l'offensive américaine, Moscou et Pékin ont procédé à la signature de traités pour renforcer leurs relations bilatérales. Ainsi, «en 1994, ces deux pays signent "le partenariat constructif" qui vise à instaurer des relations de bon voisinage, développer une coopération pacifique, et revendiquer un statut commun de non alignés (...). En 1996, ils s'accordent sur la mise en place d'un "partenariat stratégique pour le 21^{ème} siècle" : les Présidents Boris Eltsine et Jiang Zemin (...) partagent une vision commune sur des sujets tels que le contrôle des armements et le rôle de l'ONU, (...) qui doit selon eux rester l'institution unique pour la gestion des relations internationales (...). Le rapprochement de ces deux pays a connu une avancée encore plus significative avec la signature du "Traité d'amitié et de coopération" en juillet 2001, sous l'impulsion de la Chine qui souhaitait raviver le partenariat politique avec son voisin russe (...). Ce traité couvre plusieurs domaines qui relèvent des relations bilatérales, mais également des relations de portée régionale et internationale. Ensemble, ils réaffirment les principes fondamentaux qui doivent régir, selon eux, les relations internationales»⁵¹⁵.

Les deux pays œuvrent constamment à renforcer leur coopération dans le domaine de la défense qui se traduit notamment par la vente et l'acquisition de matériels militaires, le transfert de technologie et l'exécution par les armées russe et chinoise de manœuvres et d'exercices militaires conjoints en mer de Chine méridionale, en Méditerranée et dans d'autres régions.

A l'occasion de l'exercice naval mené conjointement en mer Baltique, le Président Vladimir Poutine a souligné que « la Russie et la Chine ont engagé une coopération stratégique dans les domaines de l'économie, de la politique et

⁵¹⁴ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

⁵¹⁵ FONTAINE Sebastien, «**Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe?**», 1^{er} avril 2008, document disponible sur le site <http://www.diploweb.com/Quelles-perspectives-pour-le.html>, consulté le 23 mars 2018.

de la défense »⁵¹⁶, tout en indiquant que la coopération sino-russe, qui est indispensable pour instaurer un certain équilibre dans le monde, n'est en aucun cas dirigée contre quiconque⁵¹⁷.

Selon le rapport de 2016, publié par le Département de la défense américain, dans moins de deux décennies, le niveau que devraient atteindre la Chine et la Russie dans les domaines économique et militaire pourrait dépasser celui des Etats-Unis et leurs alliés, au regard des coupes budgétaires opérées dans les secteurs de la défense et de l'état de leurs économies qui trouvent encore des difficultés à maintenir une croissance acceptable dans le long terme. Le rapport fait également référence à la présence toujours accrue des pays comme le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Iran et la Russie, appelés pour la circonstance «Etats révisionnistes», et leur influence devenue palpable au sein des populations d'accueil.

Cependant, même si les relations sino-russes peuvent être qualifiées de solides - les deux pays en plus de partager la même vision concernant plusieurs dossiers sur le plan international, possèdent quasiment les mêmes adversaires - des tensions traversent sporadiquement cette bonne entente, en raison de divergences sur la qualité de la coopération militaire entre les deux pays ; les Chinois souhaitent qu'elle soit aussi intense dans son volet quantitatif que qualitatif, au moment où les Russes résistent aux sollicitations chinoises pour garder leur avance technologique⁵¹⁸.

Il faut reconnaître cependant que le rôle des ingénieurs russes dans le développement technologique de l'industrie militaire chinoise a été déterminant, sachant qu'un important transfert de technologies militaires a été opéré, les années cinquante, de l'Union soviétique vers la Chine, et stoppé suite à la rupture des relations diplomatique entre les deux pays au début des années soixante. Jusqu'à la normalisation des relations sino-russes, vers le milieu des années quatre-vingt, l'industrie militaire chinoise n'a pas pu se développer par ses propres ressources. Il faut ajouter à cela, l'influence des Etats-Unis qui a

⁵¹⁶ «L'exercice conjoint avec la Chine n'inaugure pas une nouvelle alliance militaire, selon Poutine», 28 juillet 2017, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-07/28/c_136478484.htm, consulté le 18 avril 2020.

⁵¹⁷ Ibid.

⁵¹⁸ FACON Isabelle, «La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives», Fondation pour la Recherche Stratégique, 2006, document disponible sur le site <http://www.frstrategie.org>, consulté le 27 mars 2018.

contribué efficacement à freiner les transferts de certaines technologies, notamment celles dites sensibles ou duales, de l'Occident et d'Israël vers la Chine⁵¹⁹.

Les progrès technologiques enregistrés par la RPC, même si beaucoup de chemin reste à faire, ont permis à cette dernière de développer son industrie militaire notamment les secteurs aéronautique et naval, ce qui a modifié quelque peu l'équilibre des forces en Asie en faveur de la Chine et ce, même si le Japon, Taïwan et la Corée du Sud achètent également de grandes quantités de matériels militaires (armements, munitions, missiles, engins) de haute technologie, notamment en provenance des Etats-Unis. Pour Pékin, Moscou restera encore un partenaire incontournable, voire indispensable, pour l'acquisition de matériels, dont il ne maîtrise pas encore les technologies.

Au regard du rétrécissement du gap technologique entre la Chine et la Russie, suite au manque d'investissement dans le domaine de la R&D de la part de cette dernière, Moscou estime que Pékin pourrait à long terme représenter un risque économique et sécuritaire, sachant que les chercheurs des laboratoires chinois ont démontré, ces dernières années, qu'ils possédaient de réelles capacités d'absorption des technologies étrangères, leur permettant de développer des solutions techniques selon les exigences de l'APL. Cette maîtrise des technologies, tout en permettant aux sociétés chinoises de concurrencer les firmes russes à l'export, affranchit la Chine toujours davantage de la dépendance vis-à-vis du partenaire russe.

Pour ce faire, la partie chinoise n'a pas hésité à copier les Sukhoï (SU-27 et SU-30) et a «tenté de développer, ses propres classes d'appareils, provoquant l'ire de la Russie, craignant l'émergence d'un concurrent à l'export vendant, moins cher, sa technologie»⁵²⁰. Dans ce contexte, Moscou impose parfois des restrictions en accordant, à titre d'exemple, la licence de production du moteur AL-31F à New Delhi, alors qu'elle l'a refusée à Pékin⁵²¹. Par ailleurs, la partie russe a vendu en 2016 au Vietnam six (06) sous-marins de classe Kilo, ce qui n'était pas du goût des autorités chinoises. Outre les sujets d'ordre économique

⁵¹⁹ MAKIENKO Constantin, «Les ventes d'armes de la Russie à la Chine : Aspects stratégiques et économiques», Le Courrier des pays de l'Est, 2003/2, n° 1032, pp : 29-38.

⁵²⁰ L'alliance russo-chinoise : une menace militaire fantasmée, 15 octobre 2014, document disponible sur le site <https://stratpol.com/lalliance-russo-chinoise-une-menace-m/>, consulté le 27 mars 2018.

⁵²¹ Ibid.

et commercial, qui suscitent des rivalités entre les deux pays, ce qui est somme toute normal, les restrictions instaurées parfois par les autorités russes répondent à deux impératifs, le premier étant de maintenir un certain équilibre en Mer de Chine entre la RPC et les autres pays de la région, et le second consiste à maintenir une relation privilégiée avec Pékin, sans pour autant altérer leurs relations avec les autres partenaires asiatiques.

Il importe d'indiquer que c'est en partie grâce aux acquisitions de l'armée chinoise que l'industrie militaire russe a pu survivre les années quatre-vingt-dix, d'autant plus qu'à l'époque, le souci majeur de Pékin était de remplacer les matériels obsolètes en dotation par d'autres plus modernes. Aussi, pour accélérer le renouvellement des moyens en service au sein de l'APL, les contrats passés concernaient de grandes quantités d'armements, de munitions et d'équipements, avec l'exigence d'un certain transfert de technologie et de savoir-faire. A souligner que ces acquisitions n'ont pas modifié l'équilibre des puissances en Asie.

S'agissant des limites de la coopération bilatérale sino-russe, on peut distinguer trois facteurs qui pourraient modérer l'engagement de la partie russe vis-à-vis du partenaire chinois. Le retard technologique dans le domaine militaire enregistré depuis la chute de l'URSS, qui s'est accumulé jusqu'à nos jours au regard du manque flagrant d'investissements, constitue la première limite à la coopération entre les deux pays. Ainsi, dans certains domaines nécessitant des technologies non maîtrisées par les Russes, à l'instar de la construction de porte-avions modernes, les ingénieurs chinois ne pourront compter que sur leurs propres capacités humaines et matérielles pour développer ces technologies, que les Occidentaux refuseraient sans aucun doute de céder à leur concurrent.

Le deuxième facteur réside dans la perception par les autorités russes de la montée en puissance des forces armées chinoises, qui pourraient à long terme devenir problématique pour leur propre sécurité. S'appuyant sur la règle immuable des relations internationales selon laquelle aucun Etat ne peut être catégorique quant aux intentions des autres Etats, les analystes au même titre que les responsables russes n'écartent pas la possibilité qu'une fois la puissance chinoise aura atteint celle de la Russie, les vieux démons des différends frontaliers referont surface.

Le troisième facteur réside dans l'assistance apportée par la Russie à son allié, dont les effets négatifs commencent de plus en plus à se faire ressentir. En effet, il y a environ deux décennies, les firmes chinoises concurrençaient les sociétés russes dans l'export et s'implantaient dans des pays, dont les marchés étaient traditionnellement acquis aux Russes. Les dernières statistiques du SIPRI placent les Etats-Unis à la première place, avec 30% des transferts d'armes suivis de la Russie et de la Chine avec respectivement 10% et 5% du commerce mondial⁵²².

II- L'Organisation de coopération de Shanghai :

En 2001, six pays, à savoir, la Chine, le Kirghizistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan ont décidé de créer l'Organisation pour la Coopération de Shanghai (OCS)⁵²³, succédant ainsi au Groupe de Shanghai créé en 1996⁵²⁴. L'Inde et le Pakistan ont intégré l'Organisation, en juin 2017, en qualité de membres permanents. Avec cette adhésion, l'OCS a démontré qu'elle est disposée à accepter des États rivaux⁵²⁵. L'organisation accueille également l'Iran, la Mongolie et le Belarus comme membres observateurs et la Turquie en qualité de simple partenaire de discussion⁵²⁶. Cette organisation régionale est essentiellement consacrée aux questions de sécurité et de lutte antiterroriste⁵²⁷.

Cependant, les changements géopolitiques enregistrés ces dernières années ont fait rapprocher l'Iran et la Turquie de la Chine et la Russie, ce qui laisserait entrevoir une éventuelle adhésion à l'OCS⁵²⁸. L'expansionnisme de cette Organisation est mal vu à plusieurs égards. En effet, à mesure que l'Iran se rapproche de la qualité de membre à part entière, certains pays du Moyen-Orient, notamment l'Arabie saoudite et ses partenaires du Conseil de coopération

⁵²² **SIRPI YEARBOOK 2017**, Editions Oxford University Press, 2017.

⁵²³ FACON Isabelle, «**L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes**», Le Courrier des pays de l'Est 2006/3, n° 1055, pp : 26-37.

⁵²⁴ Ibid.

⁵²⁵ BOUISSOU Julien et PEDROLETTI Brice, «**L'Inde et le Pakistan rejoignent l'Organisation de coopération de Shanghai**», Le Monde, 10 juin 2017.

⁵²⁶ COURMONT Barthélemy, **Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai : des perspectives prometteuses pour l'institution ?** 3 juin 2016, document disponible sur le site <http://www.iris-france.org/77162-sommet-de-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-des-perspectives-prometteuses-pour-linstitution/>, consulté le 02 mai 2020.

⁵²⁷ ARCARI Maurizio et BALMOND Louis, **La sécurité collective entre légalité et défis à la légalité**, Editions Giuffrè, Milan, 2008.

⁵²⁸ FULTON Jonathan, «**China is trying to pull Middle East countries into its version of NATO**», The Washington Post, 21 juin 2017.

du Golfe (CCG), pour des raisons purement économiques⁵²⁹, pourraient manifester à leur tour leur intérêt pour rejoindre l'OCS⁵³⁰.

Répondant aux attaques selon lesquelles l'OCS serait un rival potentiel de l'OTAN et chercherait à étendre son influence par l'intégration d'autres membres, référence faite à l'Inde et au Pakistan, Rachid Alimov, Secrétaire Général de l'OCS, a estimé que «l'Occident avait exagéré en qualifiant l'OCS de "future contrepoids oriental à l'OTAN", déformant délibérément l'essence de l'OCS et ses activités pratiques»⁵³¹. Selon lui, l'Organisation n'est pas une alliance militaire comme l'OTAN et elle n'a aucune intention de viser qui que ce soit. Dans ce cadre, il a tenu à souligner que l'adhésion de nouveaux membres n'était pas un fait conjoncturel mais elle était prévue par les textes fondamentaux de l'organisation⁵³².

Selon Barthélémy Courmont « les objectifs de l'OCS sont de conforter la stabilité régionale et de renforcer la coopération politique, mais aussi économique et commerciale, entre les Etats membres. En ce sens, l'«Esprit de Shanghai» est plus proche de celui qui anime l'Asean en Asie du Sud-est que des organisations occidentales comme l'OTAN ou l'Union européenne, en ce qu'il est construit autour du consensus et d'une approche très pragmatique et non articulée autour de valeurs (UE) ou d'objectifs communs (OTAN). Dans le contexte actuel, l'économie est au cœur de la coopération entre les Etats membres, la sécurité et la stabilité étant surtout vues comme des impératifs permettant de renforcer la croissance»⁵³³.

S'agissant des activités militaires, selon la déclaration conjointe publiée à l'issue de la rencontre formelle des ministres de la défense de l'OCS, organisée le 24 avril 2018 à Pékin, les ministres de la défense des pays membres de l'Organisation ont souligné leur détermination à poursuivre la lutte commune contre le terrorisme, l'extrémisme, le séparatisme, le trafic de drogue et les autres menaces sécuritaires, ainsi que la participation au maintien de la paix, de

⁵²⁹ Plus de 30% de ses importations de pétrole proviennent de l'Arabie saoudite, d'Oman, du Koweït et des Émirats Arabes Unis. Le Qatar est la plus grande source de gaz naturel de la Chine. L'Arabie saoudite et les EAU sont les principaux partenaires commerciaux de la Chine au Moyen-Orient. Le commerce entre la Chine et le CCG s'est élevé à 114 milliards de dollars en 2016.

⁵³⁰ Jonathan FULTON, op. cit.

⁵³¹ «**L'OCS n'est pas une alliance militaire comme l'OTAN, selon son SG**», Xinhua, 28 juin 2017, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-06/28/c_136400932.htm, consulté le 08 janvier 2020.

⁵³² Ibid.

⁵³³ COURMONT Barthélémy, **Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai : des perspectives prometteuses pour l'institution ?** Op. cit

la sécurité et de la stabilité dans la région. En perspective de renforcer la coopération et la coordination entre les troupes des Etats membres, les ministres de la défense ont souligné la nécessité de l'exécution d'exercices conjoints, notamment dans le cadre de la lutte antiterroriste⁵³⁴.

Enfin, lors du 18^e sommet des chefs d'Etat des pays membres de l'OCS, qui a eu lieu le 9 juin 2018 à Qingdao, une ville de l'Est chinois, le Président chinois a souhaité placer cette rencontre sous la bannière de «l'esprit de Shanghai», ce qui signifie que les pays participants doivent œuvrer à dépasser leurs différends et chercher conjointement des terrains d'entente pour aller de l'avant⁵³⁵.

Il est à préciser que la Chine n'est membre dans aucune autre organisation à caractère militaire. Au plus fort de la période de guerre froide, un observateur de la RPC prenait part aux séances de travail du pacte jusqu'à 1961, date où Pékin a cessé d'être représentée.

III- Exercices conjoints entre les forces armées chinoises et étrangères :

Les forces armées chinoises exécutent avec leurs partenaires étrangers - plus d'une trentaine - des manœuvres et des exercices⁵³⁶ conjoints terrestres, maritimes et aériens, notamment depuis le début des années 2000. Ces exercices permettent à l'Armée chinoise de resserrer ses liens avec ses partenaires dans les quatre coins du monde et de renforcer la coopération et la coordination, notamment dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la piraterie maritime, le combat en montagne, le secours humanitaire, l'escorte et le sauvetage en mer.

Ces manœuvres sont organisées soit par la partie chinoise, soit par la partie étrangère, soit sous l'égide de l'Organisation de Coopération de Shanghai. De manière générale, ces exercices ont permis aux pays membres de l'OCS de maintenir la paix et la stabilité régionales et d'améliorer leur coopération et coordination dans la lutte contre diverses menaces.

⁵³⁴ « Les ministres de la Défense de l'OCS partagent leurs objectifs communs », 27 avril 2018, document disponible sur le site http://french.china.org.cn/china/txt/2018-04/27/content_50977463.htm, consulté le 18 avril 2019.

⁵³⁵ PEDROLETTI Brice, «**La Chine accueille le sommet de l'Organisation de Shanghai sur fond de rivalités régionales croissantes**», Le Monde 10 juin 2018.

⁵³⁶ Dans toute la section, les termes manœuvre et exercice sont utilisés pour avoir un sens similaire.

Il importe de souligner que les troupes chinoises participent annuellement à l'exercice militaire russe «Vostok», considéré comme les plus grandes manœuvres depuis celles exécutées en 1981 baptisées «Zapad-81». Ces manœuvres, qualifiées de stratégiques, se sont déroulées du 11 au 15 septembre 2018 et étaient l'occasion pour les unités de la PLA de profiter de l'expérience acquises de leurs homologues russes sur le terrain, notamment les leçons apprises dans le conflit syrien⁵³⁷. En effet, les forces chinoises ont peu d'expérience du combat et leur dernière participation à un conflit armé remonte à la période allant du 17 février au 16 mars 1979, où suite à l'invasion vietnamienne du Cambodge, des troupes chinoises ont pénétré dans le nord du Vietnam puis se sont retirées après un mois. Ces manœuvres permettront également au contingent chinois de capitaliser sur l'expérience de contre-insurrection acquise par les forces russes en Syrie⁵³⁸.

Les Etats-Unis et la Chine organisent régulièrement des exercices conjoints, dans le domaine de l'aide humanitaire et le secours en cas de catastrophe. Cependant, les relations tendues entre les deux pays jouent en défaveur du développement de cette coopération. En 2018, les États-Unis ont retiré une invitation lancée à la Chine pour prendre part à des exercices militaires dans le Pacifique afin de protester contre la construction par Pékin d'installations militaires dans des îles encore en litige⁵³⁹.

IV- Stratégie chinoise de vente d'équipements militaires en Afrique :

Dans la continuité de son engagement multiforme dans le continent africain, la Chine s'est engagée, ces dernières années, dans une offensive commerciale pour conquérir des parts sur le marché international de l'armement. Connu pour être la chasse gardée des puissances occidentales et de la Russie, le positionnement de Pékin notamment en Afrique et en Asie du Sud-est, en qualité d'alternative, a suscité le courroux de ses concurrents, qui n'hésitent pas à l'accuser d'alimenter le trafic d'armes et les multiples conflits armés dans le continent.

En plus du principe de non-ingérence dans les affaires internes de pays tiers, qui constitue un élément central dans la politique extérieure de la Chine, l'industrie

⁵³⁷ KILCULLEN David, *The Dragons and the Snakes: How the Rest Learned to Fight the West*, Editions Oxford University Press, Londres, 2020.

⁵³⁸ Ibid.

⁵³⁹ LUBOLD Gordon et PAGE Jeremy, «U.S. Retracts Invitation to China to Participate in Military Exercise», *The Wall Street Journal*, 23 mai 2018.

de défense chinoise peut se prévaloir de vendre des produits à des prix qui défient toute concurrence, ce qui convient tout à fait aux petits budgets des pays en voie de développement.

Même si les armes et les moyens militaires chinois avaient une réputation d'être de mauvaise qualité, voire obsolètes, force est de constater qu'actuellement Pékin exporte également des produits de haute technologie et de grande performance, fabriqués localement. En effet, la progression des exportations des équipements militaires de la Chine, ainsi que l'amélioration de la qualité de ses matériels est une conséquence de l'augmentation des capacités de production de la BITD chinoise, engendrée par le processus de modernisation initié ces dernières années.

Selon certains analystes, la Chine cherche à contrôler une plus grande part du commerce des armes en Afrique, afin de sécuriser ses investissements dans le cadre de la nouvelle «Route de la soie».

La Chine se positionne activement comme un important fournisseur d'armes au continent africain. Selon le SIPRI, 22 pays d'Afrique subsaharienne ont acheté des armes majeures (avions, systèmes de défense antiaérienne, blindés, missiles, navires, satellites, etc.) à la Chine durant la période de 2013 à 2017. Les ventes d'armes classiques de la Chine sont réparties comme suit : 74% vers l'Asie, 21% vers l'Afrique et le reste vers l'Amérique Latine. A rappeler que les importations d'armes en Afrique ont augmenté de 19% entre 2011 et 2015 par rapport aux cinq années précédentes⁵⁴⁰.

Entre 2013 et 2017, les exportations russes vers l'Afrique ont chuté de 32% alors que celles de la Chine ont connu une croissance de 55%⁵⁴¹. La Chine continue de renforcer ses positions en Afrique, en dépassant les Etats-Unis qui ne représentent plus que 11% des exportations d'armes vers ce continent⁵⁴².

Dans cette conquête du marché africain, les intérêts de Pékin pourraient se heurter à ceux de Moscou, qui est actuellement le premier fournisseur en la matière du continent noir. En effet, selon un communiqué de ROSOBORONEXPORT, l'agence chargée des exportations d'équipements

⁵⁴⁰ SIPRI YEAR BOOK 2018, op. cit.

⁵⁴¹ BAUER Anne, « Ventes d'armes : le grand essor de la Chine », Les Echos, 12 mars 2018.

⁵⁴² SIPRI YEAR BOOK 2018, op. cit.

militaires, ces deux dernières années, la Russie a signé une vingtaine de contrats de livraison d'armes avec l'Afrique.

Les experts militaires chinois affirment que l'industrie chinoise est susceptible de fournir un système de défense nationale complet aux pays africains, tout en soulignant que la coopération de la Chine avec les Etats africains dans le domaine de la défense contribuera à l'instauration de la paix et la stabilité sur le continent⁵⁴³.

Parmi les 40 plus importants importateurs de moyens militaires majeurs au monde, trois pays, en l'occurrence, le Pakistan, le Bangladesh et la Birmanie, ont la Chine comme premier fournisseur et quatre autres, à savoir, l'Algérie, le Venezuela, la Thaïlande et le Turkménistan, pour qui la Chine se situe à la deuxième place. Quant à l'Amérique Latine, les 5 principales destinations des exportation d'armes chinoises entre 2008 et 2017, sont par ordre décroissant, le Venezuela, la Bolivie, Trinité-et-Tobago, le Pérou et l'Equateur⁵⁴⁴.

Lors du premier forum sino-africain sur la défense et la sécurité qui s'est tenu à Pékin, du 26 juin au 10 juillet 2018, auquel ont pris part des délégués militaires de 49 pays du continent, le Ministre chinois de la Défense, M. Wei Fenghe, a axé son intervention sur l'importance de la coopération entre la Chine et l'Afrique et la nécessité de développer davantage le partenariat stratégique entre les deux parties⁵⁴⁵. Le principal objectif de ce forum était d'approfondir le partenariat entre la Chine et l'Afrique et de répondre aux besoins exprimés par les pays africains dans un esprit «gagnant-gagnant». Quant aux représentants africains présents, ils ont exprimé leur souhait de voir la coopération sino-africaine s'accroître et s'élargir à tous les domaines⁵⁴⁶.

Lors de l'exposition Africa Aerospace and Defence 2018 (AAD-2018), qui s'est tenue dans la ville de Tshwane, en Afrique du Sud, du 19 au 23 septembre 2018, les six entreprises d'armement chinoises ont exposé « une vaste collection de produits, notamment des missiles, des navires, des avions, des véhicules aériens sans pilote, des équipements radar et de la force terrestre pouvant répondre aux

⁵⁴³ XUANZUN Liu, « Les armes chinoises font appel à l'Afrique », Global Times, 20 septembre 2018.

⁵⁴⁴ SIPRI YEAR BOOK 2018, op. cit.

⁵⁴⁵ « La Chine promouvra la coopération en matière de défense et de sécurité avec l'Afrique », Xinhua, 11 juillet 2018, document disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-07/11/c_137316089.htm, consulté le 03 mai 2020.

⁵⁴⁶ Ibid.

besoins des forces terrestres, marines et aériennes». Selon un analyste militaire chinois, cette exposition met en exergue «le développement rapide de l'industrie chinoise de l'armement ces dernières années (...) et montre que les armes et équipements fabriqués en Chine sont reconnus par le marché mondial»⁵⁴⁷.

Actuellement, il est constaté que Pékin n'est pas dans une logique de concurrencer Moscou sur le marché africain, vu que la politique chinoise d'armement déployée dans ce continent se résume de manière globale à des ventes d'armes, alors que la politique de Moscou est bien plus élaborée et mieux installée. Dans ce cadre, le PDG du groupe ROSOBORONEXPORT, M. Alexandre Mikheïev, a indiqué dans un communiqué : «Nous proposons non seulement la fourniture de nos produits, mais également l'accompagnement logistique pendant toute la durée de leur service, la formation de spécialistes et la mise en place de structures pour l'entretien et la réparation»⁵⁴⁸.

La stratégie chinoise dans le domaine de la défense que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, permet à la Chine, en tant que grande puissance, d'intensifier sa coopération internationale, de renforcer son influence à l'étranger, de faire valoir ses intérêts et ses opinions, et d'améliorer son image.

Il est constaté que c'est dans la région d'Asie du Sud-Est que la politique d'armement mise en œuvre par la Chine est la plus aboutie, se traduisant par un engagement dans tous les domaines ayant un lien avec la défense, à l'instar de «la formation, l'échange d'informations et de technologies, les exercices militaires conjoints, la signature d'accords de coopération, les dons en armement, l'aide militaire, la participation et l'invitation à des forums»⁵⁴⁹.

La coopération entre la Chine et la Russie dans les domaines de la défense et de la sécurité est un gage à même de dissuader l'Occident d'une éventuelle intervention militaire contre la Chine ou la Russie et leurs alliés. Tant que ces deux pays seront unis, une bonne partie du monde sera à l'abri d'invasion comme ce fut le cas en Irak. Sans l'intervention de la Russie, avec le soutien de la Chine, la Syrie et le Venezuela seraient à l'heure actuelle entre les mains des puissances occidentales. Le fallacieux prétexte qui consiste à intervenir dans un

⁵⁴⁷ XUANZUN Liu, op. cit.

⁵⁴⁸ «Armes russes pour l'Afrique : Moscou dévoile le nombre de contrats signés en deux ans», Sputnik, 19 septembre 2018.

⁵⁴⁹ GEOFFROY Florence, op. cit.

pays en développement pour promouvoir la démocratie n'est plus toléré par les populations qui réclament en 2020, contrairement à leurs gouvernants, le départ des Américains d'Irak et des Français du Mali.

Dans la prochaine sous-section, nous aborderons les programmes nucléaire et spatial chinois, pour tenter de connaître les intentions des dirigeants chinois du développement de ces deux programmes et leur caractère militaire.

Sous-section 3 : Etat des programmes nucléaire et spatial chinois.

I- Programme nucléaire :

Dès son accession à l'arme nucléaire, en 1964, la stratégie de défense de la Chine s'est basée sur le principe de «non-emploi en premier» en se réservant le droit de riposter selon les moyens et le temps définis par la partie chinoise. Les déclarations des officiels chinois, réitérées à maintes reprises, indiquent que ces forces nucléaires sont destinées uniquement à assurer une dissuasion défensive et à garantir la capacité de seconde frappe.

Dans cet ordre d'idées, M. Li Song, ambassadeur de la Chine pour les questions de désarmement, a souligné, lors de son intervention à la Conférence du désarmement organisée à Genève, le 14 mai 2019, que la politique qui consiste à s'octroyer le droit d'utiliser en premier les armes nucléaires constituait l'une des plus grandes menaces à la paix et à la sécurité internationales, notamment si cet usage était contre un pays démuné de l'arme nucléaire⁵⁵⁰. Il a ajouté que « la Chine poursuivait résolument une stratégie nucléaire d'autodéfense, ajoutant que ce qui la rendait unique par rapport aux autres Etats dotés d'armes nucléaires, c'était que la Chine avait été contrainte de mettre au point des armes nucléaires pendant la guerre froide, afin de dissuader la menace nucléaire, de briser le monopole nucléaire et de prévenir la guerre nucléaire, mais pas pour menacer d'autres pays »⁵⁵¹.

L'efficacité de la dissuasion nucléaire ne peut être optimale sans vecteurs permettant de projeter les ogives à têtes nucléaires, et les années 1980 peuvent être considérées comme une période assez bénéfique pour le renforcement de la

⁵⁵⁰ « La stratégie nucléaire de la Chine présentée à la Conférence du désarmement à Genève », Xinhua, 16 mai 2019, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-05/16/c_138061483.htm, consulté le 24 avril 2020.

⁵⁵¹ Ibid.

puissance nucléaire chinoise. C'est dans cette période que les capacités d'emport, notamment les missiles, ont été développées et perfectionnées, offrant ainsi au pays les moyens de dissuasion, selon le principe appelé « le pouvoir égalisateur de l'atome », où le faible, conscient de son infériorité en armes atomiques, ne prendra pas l'initiative des hostilités, et le fort, de son côté, privilégierait la retenue, car une riposte même si elle est limitée dans le temps et dans l'espace de la part du faible causerait des dégâts incommensurables⁵⁵².

L'armée chinoise est dotée de missiles balistiques, développés localement, opérant à partir des sous-marins, dont le Julang-1 (JL-1) d'une portée de 1.700 km, mis en service en 1986, et le JL-2, un missile mer-sol balistique stratégique chinois de seconde génération, d'une portée de 7.000 km⁵⁵³. A signaler que le missile JL-1 et JL-2 possèdent chacun sa version terrestre qui sont respectivement le Dongfeng-21 (DF-21) et le (DF-31)⁵⁵⁴,

Dans le livre blanc pour la défense chinoise de 2015, la force nucléaire est considérée comme la pierre angulaire de la sauvegarde de la souveraineté et de la sécurité nationales. Il est rappelé que la Chine «n'utilisera ni ne menacera d'utiliser des armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires ou dans des zones exemptes d'armes nucléaires et ne s'engagera jamais dans une course aux armements nucléaires avec aucun autre pays »⁵⁵⁵. Il est également indiqué que la Chine, qui maintient ses capacités nucléaires au niveau minimum requis pour maintenir sa sécurité nationale, «optimisera sa structure de forces nucléaires, améliorera ses systèmes d'alerte rapide, de commandement et de contrôle, sa pénétration, sa réactivité, sa capacité de survie et sa protection, et dissuadera d'autres pays d'utiliser ou de menacer d'utiliser des armes nucléaires contre la Chine»⁵⁵⁶.

Selon le rapport annuel de 2017, élaboré par le Département américain de la Défense à l'adresse du Congrès, le gouvernement chinois se focalise sur le développement des capacités nécessaires pour dissuader ou contrecarrer toute initiative étrangère hostile, y compris émanant des États-Unis. Les experts américains estiment que le budget de dépense chinois va être augmenté, même

⁵⁵² SUREAU François, **L'indépendance à l'épreuve**, Editions Odile Jacob, Paris, 2007.

⁵⁵³ STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, op. cit.

⁵⁵⁴ Ibid.

⁵⁵⁵ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, op. cit.

⁵⁵⁶ Ibid.

avec le ralentissement manifeste de la croissance de l'économie du pays⁵⁵⁷. De leur côté, les dirigeants chinois réitèrent que des cinq puissances nucléaires reconnues, la Chine est celle qui détient le plus faible arsenal nucléaire.

Dans son édition de 2017, le SIPRI estime l'arsenal nucléaire chinois à 270 ogives, bien en dessous de la Russie (7.000), des Etats-Unis (6.800) et de la France (300). Il est cependant supérieur à l'arsenal détenu par le Royaume-Uni (215), l'Inde (entre 120 et 130), le Pakistan (entre 130 et 140), Israël (80) et la Corée du Nord (entre 10 et 20)⁵⁵⁸.

En 2018, le SIPRI a estimé que la Russie, les États-Unis, la France, la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord, détenaient environ 14.465 armes nucléaires, dont 3.750 ont été déployées avec des forces opérationnelles. Près de 2000 d'entre elles sont maintenues dans un état d'alerte opérationnelle élevée. La Russie et les États-Unis représentent environ 92% des armes nucléaires dans le monde. Cependant, une évolution dégressive des stocks d'ogives nucléaires est enregistrée suite à la signature par les deux puissances en 2010 du traité de réduction des armes stratégiques nucléaires appelé également «new START» et ce, même si Washington et Moscou ont mis en place des programmes pour remplacer et moderniser leurs arsenaux nucléaires⁵⁵⁹.

La Chine dispose d'un stock d'environ 280 têtes nucléaires. La taille des stocks est restée relativement stable au cours de la dernière décennie, mais elle augmente maintenant lentement. Environ 234 ogives sont affectées aux missiles balistiques de la Chine basés à terre et à la mer. Les autres sont affectés à des forces non opérationnelles⁵⁶⁰. Pékin continue de moderniser son arsenal nucléaire dans le cadre d'un programme visant à développer des forces à même de mener des contre-attaques nucléaires contre les agresseurs. L'objectif déclaré du gouvernement chinois est de "renforcer les capacités (de la Chine) en matière de dissuasion stratégique et de contre-attaque nucléaire" en améliorant les capacités "d'alerte rapide, de commandement et de contrôle, de réaction rapide ainsi que de capacité de survie et de protection" de ses forces nucléaires⁵⁶¹.

⁵⁵⁷ **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China**, Annual Report to Congress 2017, Department of Defense, Washington DC, 2017.

⁵⁵⁸ **SIPRI YEAR BOOK 2017**, op. cit. Selon cet annuaire, les pays possédant des armes nucléaires déployées sont : la Russie (1950), les Etats-Unis (1800), la France (280) et le Royaume-Uni (120).

⁵⁵⁹ **SIPRI YEAR BOOK 2018**, op. cit.

⁵⁶⁰ Ibid.

⁵⁶¹ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, op. cit.

Ainsi, dans le cadre de la stratégie de dissuasion minimale, menée par Pékin, l'armée chinoise opte pour l'amélioration qualitative de son arsenal nucléaire au lieu d'augmenter sa taille⁵⁶².

Selon l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire, la Chine a engagé un processus de modernisation, qui se concrétise particulièrement dans la construction du sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) Type 096 (classe Tang) et de son missile balistique JL-3, d'une portée de 10.000 km, pouvant atteindre le territoire américain à partir des eaux territoriales chinoises⁵⁶³.

Dans le cadre de la réorganisation des forces armées chinoises, il a été procédé à la création, en 2016, de la Force des Fusées de l'APL (FFAPL), à partir du second corps d'artillerie, à laquelle il a été confié la mission de «surveiller l'arsenal de missiles stratégiques»⁵⁶⁴. Elle a également été chargée des systèmes de missiles classiques.

Selon le porte-parole du ministère chinois de la Défense, la Force de missiles est dotée du nouveau missile «Dongfeng-26» pouvant transporter une tête nucléaire ou conventionnelle. Avec une autonomie entre 3.000 et 4.000 km, le DF-26 peut atteindre l'île Guam, territoire américain situé dans le Pacifique ouest. Il a indiqué que ce missile est capable à la fois de contre-attaques nucléaires rapides et de frappes de précision conventionnelles à moyenne et longue portées⁵⁶⁵.

S'agissant des caractéristiques du missile DF-26, le magazine américain, reprenant les propos du Colonel chinois, indique : «Premièrement, il est conçu, développé et fabriqué de manière indépendante par la Chine et nous en avons des droits de propriété complète. Deuxièmement, il peut transporter des ogives à la fois conventionnelles et nucléaires, capables de mener des contre-attaques nucléaires rapides et des frappes de précision à moyenne et longue portée. Troisièmement, il est capable de lancer des frappes de précision à la fois sur des cibles d'importance sur terre et sur des navires de moyenne et grande taille en

⁵⁶² CUNNINGHAM S. Fiona et FRAVEL M. Taylor, «Assuring assured retaliation: China's nuclear posture and U.S.–China strategic stability», *International Security*, volume 40, n° 2, automne 2015, pp : 12-15.

⁵⁶³ CHARON Paul, *Le livre blanc sur la défense chinoise 2019 : Un effort de communication lacunaire*, IRSEM, Note de recherche n° 76, juillet 2019, document disponible sur le site https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/3202/NR_IRSEM_76_2019.pdf, consulté le 24 avril 2020.

⁵⁶⁴ LAGNEAU Laurent, op. cit.

⁵⁶⁵ Ibid.

mer. Quatrièmement, plusieurs nouvelles technologies ont été appliquées dans le développement du missile, ce qui contribue à accroître l'utilisation du missile et à améliorer son intégration et son informatisation»⁵⁶⁶. D'après The National Interest, il existe au moins deux versions du missile, DF-26A et DF-26B, avec des ogives et des systèmes de guidage différents. Une version est probablement conçue pour atteindre des cibles fixes au sol et est probablement équipée d'une ogive nucléaire ou conventionnelle doublée, ce qui pourrait entraîner un écart circulaire probable de 150 à 450 mètres⁵⁶⁷.

Les responsables chinois ont souligné que la réorganisation de la structure de commandement nucléaire du pays n'annonçait pas de changement de politique ou de stratégie nucléaire. La Chine reste attachée à sa politique de non-utilisation en premier des armes nucléaires et s'est engagée à maintenir sa capacité nucléaire au niveau minimal requis pour préserver sa sécurité nationale. Les discussions menées, ces dernières années, au sein de l'APL quant au relèvement du niveau d'alerte des forces nucléaires en temps de paix et le passage à une posture plus propice pour garantir une meilleure réactivité, ont abouti au maintien du niveau d'alerte faible en vigueur⁵⁶⁸.

L'arsenal chinois des missiles balistiques à capacité nucléaire a fait l'objet de modernisation au même titre que les autres composantes de l'APL, et la tendance serait au remplacement des missiles vieillissants tirés à partir de silos par de nouveaux modèles mobiles, plus difficiles à détecter que les stations fixes et à même de résister à une attaque nucléaire⁵⁶⁹. La Chine a modifié, par ses moyens techniques locaux, quelques missiles balistiques intercontinentaux pour être équipés d'un MIRV⁵⁷⁰, pour faire face aux progrès enregistrés par les Etats-Unis, la Russie et l'Inde dans le domaine de la défense antimissile⁵⁷¹.

Parmi les moyens dont la marine chinoise s'est dotée, il y a les sous-marins à missiles balistiques. En effet, le sous-marin de type 094 peut transporter jusqu'à 12 missiles balistiques JL-2 à sous-marins à combustible solide.

⁵⁶⁶ Ibid.

⁵⁶⁷ Ibid.

⁵⁶⁸ HEGINBOTHAM Eric (S/D), **China's Evolving Nuclear Deterrent: Major Drivers and Issues for the United States**, Editions RAND Corporation, Santa Monica, 2017.

⁵⁶⁹ SIPRI YEAR BOOK 2016, op. cit.

⁵⁷⁰ Le MIRV (Multiple Independently targeted Reentry Vehicle) : est une technique qui permet d'équiper un missile de plusieurs têtes nucléaires ou conventionnelles pouvant être guidées indépendamment vers leurs objectifs lors de leur entrée dans l'atmosphère.

⁵⁷¹ LEWIS G. Jeffrey, «China's belated embrace of MIRVs», pp: 95–117, in The Lure and Pitfalls of MIRVs: From the First to the Second Nuclear Age, Editions Stimson Center, Washington DC, mai 2016.

En février 2018, le Pentagone a publié une révision de la « posture nucléaire » des Etats-Unis, qui complète sa « Stratégie de défense nationale », publiée en janvier de la même année, aux termes de laquelle les Etats-Unis veulent construire une force plus létale contre les menaces que peuvent représenter la Russie et la Chine, ainsi que les Etats dits « voyous ».

Dans le rapport, il est également mentionné que le moyen le plus sûr d'empêcher la guerre c'est d'être capable d'en engager une. Pour ce faire, il faut une approche compétitive pour forcer le développement et un investissement cohérent et pluriannuel⁵⁷².

La nouvelle posture nucléaire américaine a été vivement critiquée à Pékin. Le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères, Geng Shuang, a rappelé, en février 2018, que la Chine militait pour « l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires » et n'allait pas dévier de sa doctrine de recours aux armes nucléaires pour la seule riposte. Le Ministère de la défense chinois a, quant à lui, dénoncé les « suppositions outrancières » du rapport américain⁵⁷³.

La Chine serait en train d'intensifier le développement de ses armes nucléaires de la prochaine génération en organisant des tests de simulation d'explosions plus souvent que ne le font les États-Unis. Ces derniers effectuent moins d'un test par mois en moyenne, alors que la Chine procède en moyenne à cinq tests par mois. Pékin serait même en train de créer de nouvelles armes nucléaires tactiques destinées à des batailles rapprochées⁵⁷⁴.

Selon l'Académie chinoise de génie physique, un institut de recherche spécialisé dans l'armement chinois, Pékin a procédé entre 2014 et 2017, à environ 200 simulations d'explosion nucléaire, alors que d'après le Lawrence Livermore National Laboratory, un centre de recherche situé en Californie, Washington a effectué 50 tests, pendant la même période⁵⁷⁵.

⁵⁷² « **Summary of national defense strategy of the United States of America 2018** », op. cit.

⁵⁷³ PEDROLETTI Brice, « **Nucléaire : l'arsenal chinois loin derrière la dissuasion américaine** », Le Monde, 6 février 2018.

⁵⁷⁴ MITCHELL Ellen, « **China pushing new generation of nuclear weapons: report** », 28 mai 2018, <https://thehill.com/policy/defense/389628-china-pushing-new-generation-of-nuclear-weapons-report>, consulté le 25 décembre 2019.

⁵⁷⁵ Ibid.

Selon un rapport publié en janvier par l'Union of Concerned Scientists, la Chine aurait en stock la matière fissile nécessaire pour produire de 380 à 880 ogives nucléaires supplémentaires, contre 5 000 pour les Etats-Unis⁵⁷⁶.

II- Programme spatial :

La Chine est une grande nation spatiale, et a réalisé au cours des dernières décennies des progrès rapides en la matière. La RPC a commencé la R&D spatial dès les années 1950. En 1968, les autorités chinoises ont créé l'Académie chinoise des technologies spatiales (CAST) qui a joué un rôle déterminant dans la conception et la réalisation du premier satellite chinois (Dong Fang Hong I), mis en orbite en avril 1970. Depuis ce succès, les activités spatiales chinoises se sont accélérées, avec une concentration croissante sur les satellites de communication géosynchrones⁵⁷⁷. Ce type de satellite est utilisé également dans le domaine militaire.

Dans le livre blanc pour la défense de 2015, il est mentionné que la Chine s'oppose formellement à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique et préconise l'utilisation pacifique de cet espace. Cependant, au regard de la dynamique qui s'opère dans l'espace extra-atmosphérique, la RPC se prépare pour faire face aux menaces dans ce domaine⁵⁷⁸.

La RPC possède 68 satellites à usage militaire, loin derrière les Etats-Unis (123 satellites) et la Fédération de Russie (74 satellites)⁵⁷⁹, même si officiellement Pékin ne possède pas de satellites militaires. Les satellites de communication chinois Zhongxing sont à usage dual et sont capables d'assurer la sécurisation des communications de l'APL⁵⁸⁰. Quant aux séries de satellites chinois Ziyuan, Yaogan, Huanjing et Haiyang, elles offrent toutes des capacités de télédétection.

Pour s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des données du système GLONASS russe ou du GPS américain, la Chine s'est lancée depuis l'année 2000 dans la

⁵⁷⁶ KULACKI Gregory, «China's Nuclear Force: Modernizing from Behind, Union of Concerned Scientists», janvier 2018, document disponible sur le site <https://www.ucsusa.org/sites/default/files/attach/2018/01/modernizing-from-behind.pdf>, consulté le 24 avril 2020.

⁵⁷⁷ GOSWAMI Namrata, «China in Space: Ambitions and Possible Conflict», Strategic Studies Quarterly, Volume 12, n° 1, printemps 2018, pp : 74-97.

⁵⁷⁸ Le livre blanc sur la défense chinoise 2015, op. cit.

⁵⁷⁹ CHEPKEMOI Joyce, «Countries By Number Of Military Satellites», 16 mars 2018, <https://www.worldatlas.com/articles/countries-by-number-of-military-satellites.html>, consulté le 07 mai 2020.

⁵⁸⁰ The Military Balance 2015, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres, 2015.

construction de son propre système de positionnement, appelé Beidou, qui utilisera à terme une constellation de 35 satellites géostationnaires⁵⁸¹. Dès 2012, le système était capable de fournir des services de navigation, minutage et messagerie mobile dans la région Asie-Pacifique et compte fournir des services de navigation globale à partir de 2020⁵⁸². Les capacités spatiales seront étudiées en détail dans la prochaine section.

En Chine, la gestion du programme des vols habités et des satellites liés à la défense a été confiée à l'Armée chinoise⁵⁸³, même si la politique spatiale reste du ressort de l'Administration Spatiale Nationale chinoise (l'Agence Spatiale Nationale), qui l'a définie et veille à son application. L'Agence prend également en charge la coopération en la matière avec les partenaires étrangers.

Prenant en compte que la vulnérabilité de la puissance américaine réside dans ses moyens spatiaux, l'APL a réussi, en janvier 2007, à détruire un de ses satellites en fin de vie en orbite au moyen d'un missile lancé depuis son territoire⁵⁸⁴. Cet exploit montre clairement la maîtrise et les avancées technologiques réalisées par les Chinois sur le plan spatial.

C'est en 1970 que la Chine a envoyé un satellite sur orbite, lancé par une fusée Longue Marche. Le programme chinois de vol spatial habité dénommé «Shenzou» (vaisseau divin), a été lancé en 1992 et dirigé par la Défense nationale, sous la classification «programme d'Etat». Les travaux des scientifiques chinois ont abouti, en octobre 2003, à l'envoi dans l'espace du premier «Taïkonaute» chinois, le Colonel Yang Liwei⁵⁸⁵. Depuis, deux autres vols habités ont eu lieu, en 2005 et en 2008, avec, notamment, la première sortie extravéhiculaire. Il importe de souligner que contrairement aux États-Unis, où les programmes spatiaux civils et militaires sont gérés par des agences distinctes, le programme spatial chinois est principalement géré par l'armée.

⁵⁸¹ HENRY Gérard-Marie, op. cit.

⁵⁸² «China's Beidou Navigation Satellite System», The State Council Information Office of the People's Republic of China, Foreign Languages Press, juin 2016, document disponible sur le site <http://en.beidou.gov.cn/SYSTEMS/WhitePaper/201806/P020180608507822432019.pdf>, consulté le 22 avril 2020.

⁵⁸³ VIGROUX Laurent, *L'astronome : Du chapeau pointu à l'ordinateur*, CNRS éditions, Paris, 2016, 272 pages.

⁵⁸⁴ VORAPHETH Kham, *Forces et fragilités de la Chine : Les incertitudes du grand dragon*, Editions L'Harmattan, Paris, 2009.

⁵⁸⁵ MASSONNET Philippe, *Pour en finir avec le miracle chinois*, Editions Philippe Picquier, Arles, 2008.

S'agissant justement du «vaisseau divin», les Chinois reconnaissent «que le module orbital de Shenzhou, qui peut rester plusieurs mois en orbite après le retour sur Terre des occupants, est équipé d'une caméra d'observation à haute résolution qui a évidemment des capacités militaires. Certains commentateurs américains alarmistes ont évoqué la possibilité que le vaisseau Shenzhou soit, à terme, porteur d'armes antisatellites»⁵⁸⁶.

Quant au programme de positionnement et de navigation dénommé «Beidou», connu également sous le nom «COMPASS», il est devenu prioritaire suite à un incident survenu entre la Chine et l'Union Européenne, où les autorités chinoises ont opté pour l'autonomie stratégique. Au début des années 2000, la Chine s'était associée au projet européen «Galileo», afin de s'affranchir de sa dépendance du GPS américain. Cependant, l'influence des Etats-Unis, qui a forcé l'Europe à faire signer aux Chinois une clause d'exclusion de la Chine des données du réseau «Galileo» en cas de conflit militaire, ainsi que les grandes difficultés financières qu'a connues ce projet, ont amené Pékin à lancer son propre système de géolocalisation dénommé «Beidou».

Les autorités chinoises ont prévu le renforcement du système de géolocalisation «COMPASS» (Beidou2), pour l'étendre au-delà de l'Asie et lui donner une capacité mondiale à partir de 2020⁵⁸⁷. Dans un rapport de la China Aerospace Science and Technology Corporation, il est fait état que la Chine réaliserait une percée majeure d'ici 2040 en ce qui concerne les «navettes spatiales à propulsion nucléaire». Cette percée permettrait l'exploitation minière des ressources spatiales, ainsi que la création de centrales solaires. Le rapport précise que d'ici 2035, la Chine disposera de lanceurs entièrement réutilisables et vise, entre autres, à établir une centrale solaire dans l'espace d'ici 2050⁵⁸⁸.

A rappeler que Moscou a apporté une aide considérable aux programmes nucléaire et spatial chinois, comme elle a participé activement au développement du programme spatial indien⁵⁸⁹.

⁵⁸⁶ HENRY Gérard-Marie, op. cit.

⁵⁸⁷ GOSWAMI Namrata, op. cit.

⁵⁸⁸ Ibid.

⁵⁸⁹ MARCHAND Pascal, **Atlas géopolitique de la Russie : Le grand retour sur la scène internationale**, Editions Autrement, Paris, 2015.

Selon le rapport annuel sur les développements militaires et sécuritaires concernant la RPC, édition 2018, ce pays cherche à développer un «système de surveillance, de reconnaissance et d'alerte en temps réel et est en train d'augmenter le nombre et les capacités de ses systèmes spatiaux, y compris divers satellites de communication et de renseignement et le système de navigation par satellite Beidou»⁵⁹⁰.

La Département de la Défense américain souligne que la Chine est en train de renforcer ses capacités spatiales militaires malgré ses déclarations sur le fait qu'elle est contre la militarisation de l'espace. Pékin aurait mis au point «des armes à énergie dirigée et des brouilleurs de satellites», en plus «de développer des capacités de destruction cinétique à ascension directe et co-orbitale et a probablement progressé dans le système de missile antisatellite testé en juillet 2014»⁵⁹¹.

Pour faire face aux menaces militaires pouvant surgir de l'espace exo-atmosphérique, les universitaires chinois spécialisés dans le domaine de la défense soulignent que leur pays doit être en mesure de «détruire, endommager et entraver la reconnaissance de l'ennemi (...) et les satellites de communication, suggérant que de tels systèmes, ainsi que les satellites de navigation et d'alerte précoce, pourraient être l'une des cibles d'attaques mises au point pour aveugler et assourdir l'ennemi»⁵⁹². Pékin n'aurait pas communiqué sur l'existence de nouveaux programmes depuis qu'elle a confirmé avoir utilisé un missile antisatellite pour détruire un satellite météorologique en 2007⁵⁹³.

En janvier 2007, Pékin «réussit à détruire un de ses anciens satellites en orbite (la collision a eu lieu à quelque 800 km au-dessus de la terre) au moyen d'un missile lancé depuis son territoire (...). Jusque-là, seuls les États-Unis et l'ex-Union soviétique avaient démontré leur capacité de détruire des objets dans l'espace. L'entrée confirmée de la Chine dans ce club très fermé n'a pas manqué de relancer le débat sur la militarisation de l'espace»⁵⁹⁴. Avec ce tir, la Chine a franchi une étape cruciale en passant d'un programme spatial géré par l'armée à

⁵⁹⁰ «**Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018**», op. cit.

⁵⁹¹ Ibid.

⁵⁹² Ibid.

⁵⁹³ Ibid.

⁵⁹⁴ GAZIBO Mamoudou et CHANTAL Roromme, **Un nouvel ordre mondial made in China?** Editions Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2011,

un programme spatial pour l'armée⁵⁹⁵. A l'évidence, le programme chinois «ne se résume pas à des conquêtes de l'espace destinées à épater le monde et à enfourner dans l'estomac de l'opinion chinoise une double ration de nationalisme»⁵⁹⁶.

Selon un article publié par l'agence de presse chinoise Xinhua, reprenant les déclarations d'un expert de l'Académie chinoise d'ingénierie, Pékin est en train de développer, à l'horizon 2030, une nouvelle série de fusées porte-missiles, entre autres, de grande taille et gros porteurs, capables de soulever des charges utiles de 140 tonnes⁵⁹⁷. L'Armée de Libération du Peuple est soupçonnée de vouloir développer ces fusées gros porteurs pour déployer des satellites radar de reconnaissance océanique ou "RORSATS" en langage militaire, dans l'objectif de détecter la position des porte-avions américains dans le Pacifique occidental, sans quoi l'arsenal de l'APL de missiles antinavires sera inutile.

Selon Richard Fisher, expert des affaires militaires chinoises au Centre international d'évaluation et de stratégie, Pékin a pour objectif «de contrôler l'orbite terrestre basse afin de vaincre les États-Unis sur Terre». Critiquant la politique spatiale américaine des dernières années, le Général Steven Kwast a tiré la sonnette d'alarme en affirmant que «la Chine est sur le point de rendre opérationnel l'espace»⁵⁹⁸.

En juin 2018, le Président Donald Trump a chargé le Chef d'État-major interarmées, de créer une sixième branche de l'armée américaine dédiée à la protection des intérêts américains dans l'espace en surveillant le trafic commercial et les débris⁵⁹⁹. Cette branche de l'armée rejoindra les cinq premières, à savoir : l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, le corps des marines et la garde côtière. Dans ce cadre, le Président américain a déclaré que «l'Amérique sera toujours la première dans l'espace. Nous ne voulons pas que la Chine et la Russie et d'autres pays nous dominent, nous avons toujours dominé»⁶⁰⁰.

⁵⁹⁵ MASSONNET Philippe, op. cit.

⁵⁹⁶ Ibid.

⁵⁹⁷ **China to develop new series of carrier rockets : expert, Xinhua, 02 juillet 2018**», document disponible sur le site, http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/02/c_137295940.htm, consulté le 28 avril 2020. Le programme chinois est similaire à celui développé par la NASA, appelé Space Launch System (SLS).

⁵⁹⁸ CROWLEY Monica, **Defeating China on the next front, Washington Times**, le 9 avril 2018.

⁵⁹⁹ ROGERS Katie, **«Trump Orders Establishment of Space Force as Sixth Military Branch»**, The New York Times, 18 juin 2018.

⁶⁰⁰ MAUSSION Florian, **« L'espace, nouveau champ de bataille des grandes armées »**, Les Echos, 24 juin 2018.

L'annonce du Président Trump a fait réagir la diplomatie russe qui, à travers son porte-parole, a estimé que la force spatiale américaine «aurait un impact déstabilisateur sur la stabilité stratégique et la sécurité internationale (...). Le plus préoccupant dans cette annonce est que l'objectif a été clairement indiqué : assurer la domination dans l'espace»⁶⁰¹. Cependant, la création de cette nouvelle entité doit d'abord avoir l'approbation du Congrès américain, ce qui n'est pas gagné, au regard du coût élevé que va induire ce projet.

Réagissant à cette annonce, le Secrétaire à la Défense des États-Unis, James Norman Mattis, a déclaré dans une conférence de presse qu'il «est favorable à la création d'un nouveau commandement militaire pour l'espace, sans toutefois apporter son soutien à la proposition du Président américain»⁶⁰². Dans ce sillage, le Vice-président américain Mike Pence a déclaré : «Il ne suffit pas pour les Américains d'être présents dans l'espace. Nous devons être dominants dans l'espace, et nous le serons », en soulignant que cette nouvelle force devrait être mise sur pied à l'horizon 2020⁶⁰³. A l'opposé, James Mountain Inhofe, sénateur républicain et numéro un de la commission du Sénat sur les forces armées, a déclaré : «Je sais que le Président tient à ce projet, mais je pense que nous pouvons le mener à bien sans créer de nouvelle branche»⁶⁰⁴.

A rappeler que les États-Unis ont toujours été leader dans la recherche spatiale pour l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, auquel ils sont devenus de plus en plus dépendants. En 2001, le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld, avait indiqué, dans un rapport⁶⁰⁵, qu'une attaque contre les systèmes spatiaux américains lors d'un conflit était plausible. Rumsfeld a souligné que si les États-Unis voulaient éviter "l'espace Pearl Harbor", ils ne devaient pas écarter la possibilité d'une attaque sur leurs systèmes spatiaux, ce qui serait fortement préjudiciable pour les États-Unis⁶⁰⁶. Pour le secrétaire d'État à la Défense «Ceux qui sont hostiles aux États-Unis peuvent acquérir sur le marché mondial les moyens de nier, de perturber ou de détruire les systèmes spatiaux américains en attaquant des satellites dans l'espace, des liaisons de

⁶⁰¹ Ibid.

⁶⁰² «Les États-Unis annoncent la mise en place, d'ici à 2020, d'une 'force de l'espace'», Le Monde, 9 août 2018.

⁶⁰³ «Les États-Unis pourraient créer une force spatiale d'ici 2020 (Pence) », Xinhua, 10 août 2018, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-08/10/c_137381507.htm, consulté le 02 mai 2019.

⁶⁰⁴ Ibid.

⁶⁰⁵ Le rapport a été élaboré par une commission composée de législateurs républicains et démocrates et d'experts du militaire et du secteur privé et dirigée par le secrétaire d'État à la Défense, Donald Rumsfeld.

⁶⁰⁶ Ibid.

communication avec le sol ou des stations au sol ou des stations au sol qui les commandent et traitent leurs données»⁶⁰⁷.

Il importe de signaler que la Chine a signé, ratifié ou se conforme aux accords et traités multilatéraux visant à limiter la militarisation de l'espace. Il s'agit, par ordre chronologique, notamment du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963, du Traité sur l'espace extra-atmosphérique de 1967, de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux de 1972 et de la Convention sur la modification de l'environnement de 1977. Quant à l'Accord de 1979 régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes, la Chine à l'instar des Etats-Unis, l'Inde, le Japon et la Russie n'en est pas signataire.

Par ailleurs, la Chine et la Russie mènent depuis 2008 un combat commun pour faire aboutir le projet de traité sino-russe, relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux⁶⁰⁸.

Les déclarations des officiels chinois ainsi que les données sur l'arsenal nucléaire dont dispose l'APL, cités supra, ne sont pas raisonnablement consistantes pour donner suffisamment de crédit au caractère pacifique de ce pays. Ce constat est corroboré par la politique prônée par la Chine, à travers laquelle le pays milite pour la destruction complète des armes nucléaires et pour interdire l'utilisation en premier de l'arme nucléaire.

Il est par ailleurs constaté que l'Occident, qui dénonce clairement le caractère «dangereux» du nucléaire militaire chinois, fait «confiance» aux dirigeants hindous quant à l'utilisation «responsable» de leur arsenal nucléaire, arguant que l'Inde est la plus grande démocratie au monde. Ce raisonnement est un parti pris évident puisque du point de vue pakistanais, dont le litige frontalier avec son voisin hindou sur le Cachemire est périodiquement le théâtre d'affrontements militaires plus ou moins violents, l'Inde n'est pas un pays pacifique et c'est

⁶⁰⁷ STOULLIG Jean-Michel, «**Rumsfeld Commission Warns Against "Space Pearl Harbor"**», AFP, 11 janvier 2001, information disponible sur le site <https://www.spacedaily.com/news/bmdo-01b.html>, consulté le 02 mai 2020.

⁶⁰⁸ «**La Première Commission divisée sur la prévention de la course aux armements dans l'espace, mais plus unie contre la prolifération des armes légères**», 5 novembre 2019, document disponible sur le site <https://www.un.org/press/fr/2019/agdsi3642.doc.htm>, consulté le 29 janvier 2020.

l'équilibre de la terreur qui retient New Delhi d'utiliser l'arme nucléaire pour annexer le Cachemire.

Quant au programme spatial chinois, les dirigeants chinois font savoir que leur pays n'est pas engagé dans une course spatiale contre les autres nations. La réussite par les Chinois, en janvier 2019, du premier alunissage de l'histoire sur la face cachée de la Lune est une preuve incontestable de l'existence, en Chine, d'une volonté politique et de compétences technologiques à même de développer rapidement ce domaine et de rattraper le retard qui la sépare des Etats-Unis.

Dans cette section, il ressort qu'avec une seule base militaire située à Djibouti, la RPC est encore très loin derrière les grandes puissances en la matière, alors que c'est Pékin qui est accusée d'expansionnisme. En effet, les Etats-Unis affirment que la Chine chercherait à établir d'autres bases militaires dans des pays partenaires, tels que le Pakistan. Pour ce faire, les autorités chinoises usent de leur manne financière pour étendre leur influence à travers le monde. Le projet « One Belt, One Road », initié par le Président Xi Jinping, va inciter Pékin à implanter des bases militaires à l'étranger afin de sécuriser ce projet.

Il est évident que la Chine manque cruellement d'alliés, contrairement aux Etats-Unis qui comptent dans leur giron les plus grandes puissances de la planète. Cette situation est plutôt un point positif pour Pékin qui, de la sorte, démontre clairement qu'elle ne se prépare pas à la guerre ; les alliés étant une condition sine qua non pour ce faire. Le seul allié sur lequel la Chine pourrait compter, en cas de confrontation militaire avec les Etats-Unis et leurs alliés, c'est évidemment la Russie, avec laquelle elle partage beaucoup de points communs, dont l'anti-américanisme. Ceci étant, le déséquilibre de puissance entre Pékin et Moscou pourrait, à long terme, remettre en cause la coopération sino-russe.

A l'heure actuelle, rien ne suscite l'appréhension quant au programme spatial chinois, sauf peut-être la peur des Américains d'être distancés technologiquement dans ce domaine, ce qui justifierait les attaques menées par Washington dans le but de ralentir la progression chinoise en la matière.

S'agissant de l'arsenal nucléaire, comme nous l'avons vu précédemment, Pékin a donné assez de garanties pour lui accorder le bénéfice du doute quant au caractère pacifique de son programme nucléaire. Pour les dirigeants chinois, au

lieu de relancer la course au développement des armes nucléaires, comme l'avait fait le Président Donald Trump⁶⁰⁹, les Etats-Unis, en tant que détenteurs du plus grand arsenal nucléaire au monde, devraient jouer un rôle central dans le désarmement nucléaire, à travers notamment la réduction de leurs armes nucléaires, pour arriver à terme à un désarmement nucléaire complet.

L'attitude imprévisible du Président Donald Trump qui se permet de se retirer, de manière unilatérale et à plusieurs reprises, des traités internationaux, à l'instar du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) signé en 1987, réduit considérablement l'action diplomatique et fragilise beaucoup la paix dans le monde et suscite, à juste titre, l'inquiétude et la suspicion des autres puissances nucléaires. Ce genre de comportement déstabilisant est récurrent aux Etats-Unis, puisque le Président George W. Bush s'est retiré, en 2001, du traité ABM⁶¹⁰ de 1972, confirmant ainsi sa volonté de doter les Etats-Unis d'un bouclier anti-missiles. Cette attitude, dont la principale répercussion est la fragilisation de la dissuasion nucléaire, a soulevé le courroux de Moscou et Pékin.

Selon le Docteur Nicola Leveringhaus, du King's College de Londres, l'APL est incapable de rattraper, à moyen terme, l'armée américaine, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif, car Pékin manque encore de compétence dans l'industrie militaire et d'expertise dans le domaine de la guerre, outre le fait que le budget de la défense chinois est beaucoup moins important que celui des Etats-Unis. Ce constat est également corroboré par les résultats auxquels est parvenu un groupe mixte d'experts américano-britanniques, dans un rapport commandé par le Congrès américain, où il ressort clairement que les Etats-Unis possèdent encore une supériorité militaire sur la RPC, mais pourraient perdre une guerre contre les Chinois, si les Américains étaient contraints de se battre sur deux ou plusieurs fronts simultanément⁶¹¹.

Très critique vis-à-vis des capacités d'innovation des firmes chinoises, Michael Pettis, professeur à la Guanghai School of Management de l'Université de Pékin estime que « ce n'est pas un pays (la Chine) dont nous pouvons attendre des innovations majeures. À l'Ouest, nous n'avons pas suffisamment confiance

⁶⁰⁹ «Summary of national defense strategy of the United States of America 2018», op. cit.

⁶¹⁰ Le traité ABM (Anti-Ballistic Missile) a été signé à Moscou le 26 mai 1972, entre l'URSS et les États-Unis d'Amérique, relatif à la limitation des systèmes de défense antimissiles. Ce traité a été complété par le protocole signé le 03 juillet 1974.

⁶¹¹ Ibid.

en la matière. Combien de gouvernements dans le monde ont décidé de devenir de grands centres d'innovation ? Aucun d'entre eux n'a réussi»⁶¹².

De manière générale, la hiérarchie dans le domaine de l'innovation est assez stable et ne varie que lentement, et la cartographie relative à l'investissement dans la R&D démontre clairement que les Etats-Unis restent les maîtres incontestés en la matière, suivis des pays de l'Union Européenne. Viennent ensuite, par ordre décroissant, la Chine, l'Inde et, enfin, la Russie⁶¹³.

Après avoir montré que les craintes de l'Occident en général et des Etats-Unis en particulier quant à la montée en puissance de la Chine dans le domaine militaire, la prochaine section sera consacrée à la politique de sécurité et à la stratégie de défense chinoises, à travers une lecture dans les livres blancs chinois, pour discerner les réajustements opérés sur la politique de sécurité chinoise, l'évolution de la stratégie de défense chinoise, ainsi que la possibilité que la concurrence stratégique entre la Chine et les Etats-Unis les conduise vers le «piège de Thucydide».

⁶¹² «U.S. Should Chill Out About High-Tech China Threat, Pettis Says», Bloomberg, 6 juin 2018, information disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-06/america-should-chill-out-about-the-high-tech-china-threat>, consulté le 04 janvier 2020.

⁶¹³ AMKHOUKH Khaled, **L'investissement dans la Recherche-Développement, un élément de définition de la puissance : Etude comparée entre les Etats-Unis d'Amérique, des pays de l'Union Européenne, la République Populaire de Chine, la République de l'Inde et la Fédération de Russie**, s/dir de Djamel Eddine BOUZGHAIA, Alger, 2015, 139 pages. Thèse de Magistère soutenue en 2015 à l'Institut Supérieur d'Etudes de Sécurité Nationale.

Section III : La politique de sécurité et la stratégie de défense chinoises

Les dirigeants politiques et les chercheurs chinois estiment qu'aujourd'hui, leur pays jouit d'un environnement international sûr, tel qu'aucune puissance ne menace la RPC. Cependant, ces mêmes dirigeants et experts sont préoccupés par certaines menaces en matière sécuritaire, notamment la rébellion de Taïwan, les différends territoriaux en Mer de Chine Méridionale, la présence des États-Unis en Asie-Pacifique, le dilemme de Malacca, l'approvisionnement en énergie, les mouvements séparatistes et le terrorisme.

Officiellement, la politique étrangère de la Chine consiste à ne jamais rechercher l'hégémonie ni ne mener aucune politique d'expansion militaire. Pour ce faire, Pékin met en œuvre sa politique extérieure de paix et d'indépendance, en conformité avec les préceptes du Confucianisme et de la tradition culturelle chinoise, piliers de son « soft power ».

Bien que Pékin augmente depuis trois décennies son budget de défense, cette croissance doit être appréciée en fonction de son développement économique fulgurant et de ses dépenses publiques, ce qui relativise ces augmentations. Cette modération dans les dépenses militaires chinoises apparaît clairement dans la faiblesse des dépenses du pays en matière de défense par habitant, par rapport aux dépenses de la majorité des grandes puissances.

Cependant, certaines grandes puissances, qui se sont autoproclamées défenseurs et gardiens de la démocratie, adoptent une posture éminemment offensive, en mettant en œuvre des stratégies militaires et des interventions préventives, portant ainsi atteinte à la paix et à la stabilité dans le monde. Les guerres en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye et au Yémen sont autant d'exemples illustrant l'interventionnisme occidental qui, sous le fallacieux prétexte de l'instauration de la démocratie, a fait régresser ces pays à l'Age des pierres, en les immergeant dans les problèmes alimentaires, ce qui les éloignent de la quête de la liberté d'expression et des droits de l'homme.

C'est justement ce genre d'intervention, dont les prétextes s'avèrent par la suite fabriqués de toute pièce, qui incite Pékin à remettre en cause le caractère sûr de l'environnement international, à développer ses forces armées et à réadapter sa

politique de défense et sa stratégie militaire, sans pour autant entrer dans une course aux armements.

Dans ce cadre, les Occidentaux accusent la Chine de s'armer pour concrétiser ses visées hégémoniques, d'abord régionale puis globale, omettant qu'à l'instar des autres Etats, la RPC a entièrement le droit de protéger sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale, essentiellement par la dissuasion.

Dans la présente section, il sera question des différents réajustements de la politique de sécurité, à travers les livres blancs chinois, des modifications opérées sur la stratégie de défense chinoise et, enfin, du dénouement de la concurrence stratégique entre la Chine et les Etats-Unis.

Sous-section 1 : Réajustements de la politique de sécurité : lecture dans les livres blancs sur la défense chinois

La compétition stratégique entre les puissances s'est accrue ces dernières années, exacerbée par une course aux armements, les risques de prolifération des armes de destruction massive, la montée des extrémismes et le terrorisme. Ainsi, les autorités chinoises estiment pouvoir jouer un rôle constructif dans les nombreux foyers qui peuvent constituer une menace pour la stabilité internationale, à l'instar du différend indo-pakistanaï sur le Cachemire, la paix en Afghanistan, en Irak, en Syrie, ainsi que les dossiers du nucléaire iranien et nord-coréen.

Dans cet environnement aussi complexe qu'hostile, les États-Unis accusent la Chine d'adopter une posture agressive, se traduisant par des revendications territoriales en Mer de Chine méridionale et par plus d'équilibre et d'équité au sein des institutions internationales. Pour sa part, Pékin tient Washington pour responsable de l'accentuation de la compétition internationale et de la mise en péril de la stabilité mondiale. Pour preuve, les Chinois soulignent que les Etats-Unis sont partie prenante dans tous les conflits à travers la planète. Ils font remarquer également le budget colossal de la défense américain ce qui, à leur sens, devrait relativiser celui de la Chine.

Pour Pékin, le système de défense antiaérien américain THAAD est une menace pour le monde, car il remet en cause le principe de dissuasion nucléaire qui, faut-il le rappeler, a pu épargner la destruction de la planète pendant la guerre

froide. Dans ce cadre, la Chine accuse les Etats-Unis d'utiliser le nucléaire de la Corée du Nord comme prétexte pour installer son système en Corée du Sud, alors qu'au premier plan c'est la RPC qui est visée par les équipements américains.

En Chine, le livre blanc de la défense est adressé en priorité à la communauté internationale. C'est un moyen à travers lequel les autorités chinoises tentent d'exposer leur vision sur les relations politico-sécuritaires du monde et mettre en avant ce qui leur semble comme priorités stratégiques. Ce livre a pour objectif de résumer la teneur des grandes orientations stratégiques du haut Commandement, tout en expliquant les grands traits des missions confiées aux différentes composantes des forces armées, à savoir, l'armée de terre, l'armée de l'air, la marine, la force des fusées et la force de soutien stratégique. A cela s'ajoute la force de soutien logistique interarmées et la Police armée populaire.

Disposer d'une puissance militaire à la mesure des ambitions géopolitiques a toujours été un objectif pour les dirigeants chinois. En effet, les quatre modernisations initiées par le Président chinois Deng Xiaoping concernent l'industrie, l'agriculture, la technologie et la défense. Cependant, la modernisation de l'appareil de défense a été sciemment⁶¹⁴ retardée par le Président Deng Xiaoping, qui estimait qu'une grande puissance devait d'abord avoir une économie forte qui pourrait assumer les dépenses induites par une armée à la hauteur de celles des Occidentaux, et du voisin russe.

Suite à l'embargo sur les ventes d'armes subi par la Chine suite aux événements de Tiananmen, à l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et à l'essor économique qu'a connu ce pays, les autorités chinoises ont consacré de grands moyens financiers pour moderniser leur appareil de défense, afin de pouvoir défendre leurs intérêts partout dans le monde et s'imposer comme acteur incontournable dans le traitement des grands dossiers internationaux. Il importe de souligner que pour certains analystes, le scénario de la dislocation de l'URSS pourrait se réitérer pour la Chine qui est entrée dans une course aux armements avec les Etats-Unis, alors que son économie montre ses dernières années - on est bien loin des taux de croissance à deux chiffres - des signes d'essoufflement⁶¹⁵. Dans

⁶¹⁴ DENOON B. H. David, **Real Reciprocity: Balancing U.S. Economic and Security Policies in the Pacific Basin**, Editions Council on Foreign Relations Press, New York, 1993.

⁶¹⁵ PAN Chengxin, Knowledge, **Desire and Power in Global Politics: Western Representations of China's Rise**, Editions Edward Elgar Publishing Ltd, Cheltenham, 2012.

le même temps, d'autres analystes estiment que même si le système de développement chinois commence à montrer ses limites, prévoir pour ce pays une fin à la soviétique est trop simpliste⁶¹⁶.

Dans le livre blanc sur la défense de 1995, les autorités chinoises indiquent que leur pays a toujours maintenu leurs dépenses en matière de défense nationale à un niveau bas, juste nécessaire pour garantir les exigences de sécurité nationale. Dans ce cadre, il est mentionné qu'entre 1979 et 1994, les dépenses de défense ont augmenté de 6,22% par an en termes absolus, ce qui rend le niveau de dépenses de défense de la Chine assez faible par rapport à celui annoncé par d'autres pays. En 1994, la Chine a dépensé pour sa défense 6,39 milliards de dollars, représentant 2,3% des dépenses des États-Unis, 18,3% de celles du Royaume-Uni, 18,6% de celles de la France et 13,9% de celles du Japon⁶¹⁷.

Les rédacteurs du livre blanc estiment que les dépenses chinoises en matière de défense sont faibles en termes relatifs et absolus, en ce sens qu'en 1979, ces dépenses représentaient 5,6% du PIB et 1,3% en 1994. Pour la même année, les dépenses des États-Unis s'élevaient à 4,2%, au Royaume-Uni à 3,6% et de la France à 3,18%. Il est cependant mentionné que tant qu'il n'y aura pas de menace sérieuse sur la souveraineté et la sécurité du pays, Pékin n'augmentera pas ses dépenses de défense de manière substantielle⁶¹⁸.

De manière générale, depuis 2013, la Chine alloue chaque année 1,9 % de son PIB aux forces armées⁶¹⁹. Selon Pékin, cette augmentation entre dans le cadre de la modernisation et de la professionnalisation des forces armées chinoises, où il a été procédé à plusieurs reprises à des réductions dans les effectifs, en plus des augmentations de salaires qui représentent environ un tiers des dépenses militaires. Pour les Occidentaux, ces augmentations dans le budget de la défense chinois, qui a atteint en 2017 le montant de 140 milliards d'Euros, après une augmentation de 7%, positionnant ainsi la Chine à la deuxième place mondiale derrière les États-Unis dont le budget a atteint la même année 600 milliards de dollars⁶²⁰, ne sont pas justifiées.

⁶¹⁶ Ibid.

⁶¹⁷ **Le livre blanc sur la défense chinoise 1995**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶¹⁸ Ibid.

⁶¹⁹ **SIPRI YEAR BOOK 2019**, op. cit.

⁶²⁰ **SIPRI YEAR BOOK 2017**, op. cit.

Pour sa part, l'administration américaine se méfie énormément de la progression de la Chine et estime qu'elle représente une grande menace à surveiller en priorité de prêt, encore plus que la Russie. Selon les analyses du Pentagone, Pékin possède «le plus grand potentiel pour rivaliser militairement avec les États-Unis et concevoir des technologies militaires susceptibles de retirer à terme aux États-Unis leurs avantages militaires traditionnels à l'étranger»⁶²¹.

Dans ce cadre, Pékin est accusé par les spécialistes du domaine militaire de ne pas communiquer les véritables données relatives au budget dédié à la défense⁶²². Aussi, les Occidentaux, à leur tête les Américains, exercent-ils des pressions sur les Chinois afin qu'ils communiquent davantage sur la répartition de leur budget militaire et justifient les hausses substantielles en la matière enregistrées les trois dernières décennies.

En guise de bonne foi, les autorités chinoises se sont mises à donner de plus amples informations sur leurs forces armées, à l'instar de la déclaration faite par le porte-parole de l'Assemblée nationale populaire, M. Jiang Enzhu, au New York Times, où l'on peut lire «Nous devons augmenter notre budget militaire, car il est important pour la sécurité nationale. L'armée chinoise doit se moderniser. Dans l'ensemble, notre budget de la défense est inadéquat »⁶²³.

L'opacité dans le domaine militaire n'est pas le propre de la Chine, elle est pratiquée dans tous les pays du monde même ceux qui se proclament comme les chantres de la transparence. Faut-il s'attendre, par exemple, à ce que la France qui possède, à l'instar de tous les autres pays du monde, des agents secrets partout dans le monde, communique sur le mode de financement de ces opérations qui sont, dans leur majorité, illégales. Certaines de ces opérations, classées secret défense, ont été dévoilées par Julian Assange, fondateur du site Wikileaks, qui se trouve en février 2020 en prison à Londres.

Dans les livres blancs de la défense publiés périodiquement par Pékin, où sont illustrés les grands repères et orientations de la ligne de défense chinoise, les responsables chinois ont défini un certain nombre de menaces auxquelles le pays devrait faire face, dont notamment : mettre un terme aux tentatives

⁶²¹ **Quadrennial Defense Review Report de 2006**, Department of Defense, 6 février 2006.

⁶²² **The Military Balance 2006**, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres, 2006.

⁶²³ YARDLEY Jim et LAGUE David, «**Beijing accelerates its military spending**», The New York Times, 5 mars 2007.

sécessionnistes à Taïwan, au Xinjiang et au Tibet, contenir la présence toujours plus imposante des Etats-Unis dans la région d'Asie pacifique, récupérer les territoires (îles, archipels...etc) objet de différends en mer de Chine, combattre le terrorisme et participer à la lutte internationale contre ce fléau, trouver des solutions à la dégradation de l'environnement sans porter préjudice au développement économique et, enfin, sécuriser les approvisionnements en énergie et en matières premières de tout genre⁶²⁴.

S'agissant des menaces auxquelles Pékin devra faire face, les différents gouvernements chinois s'attellent à établir une hiérarchie, qui varie selon l'évolution des facteurs de risque et de l'environnement géostratégique qui entoure le pays. Cependant, les velléités d'indépendance de Taïwan, l'influence toujours grandissante du Japon et la présence des troupes américaines en Asie Pacifique sont les principales préoccupations des dirigeants chinois.

Dans le livre blanc sur la défense de 2000, il est indiqué que même si les relations entre les grandes puissances sont compliquées, certains pays défendent encore le règlement pacifique des différends et s'engagent dans des dialogues sur la sécurité sous diverses formes, à différents niveaux et par différents canaux. Ceci a contribué à renforcer la compréhension et la confiance mutuelles. La coopération entre l'ASEAN, la Chine, le Japon et la République de Corée (10 + 3) se développe régulièrement dans le domaine économique et financier. Ainsi, le calme s'installe de plus en plus, traduit par l'apaisement de la situation tendue dans la péninsule coréenne, la signature par la Chine et le Vietnam d'un traité sur les frontières terrestres et, enfin, la stabilité de la situation en mer de Chine méridionale⁶²⁵.

Les dirigeants chinois ont, par ailleurs, tenu à rappeler que certaines puissances poursuivent leur politique interventionniste, qui non seulement porte atteinte à la souveraineté et aux intérêts de nombreux pays, mais menace également la paix et la sécurité dans le monde. L'autorité et le rôle des Nations Unies dans le traitement des affaires de sécurité internationales et régionales sont sérieusement remis en question. Sous les prétextes de «l'humanitarisme» et des «droits de l'homme», certains pays ont fréquemment eu recours à la menace ou à la force,

⁶²⁴ A partir de 2006, tous les livres blancs chinois de la défense hiérarchisent les menaces auxquelles le pays devrait faire face. A signaler que Taïwan, la présence américaine dans la région et la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole sont les premières préoccupations des autorités chinoises.

⁶²⁵ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2000**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

en violation flagrante de la Charte des Nations Unies. En particulier, l'OTAN, contournant le Conseil de sécurité de l'ONU, a lancé des attaques militaires contre la Yougoslavie, ce qui a eu un impact extrêmement négatif sur la situation internationale et les relations entre les pays⁶²⁶.

A signaler que l'attaque terroriste contre le World Trade Center aux Etats-Unis en septembre 2001 a eu beaucoup d'impact sur l'élaboration en Chine du livre blanc de la défense de 2002, où le terrorisme est venu s'établir en tête de liste des menaces à la sécurité nationale⁶²⁷. L'invasion par les Etats-Unis de l'Afghanistan puis de l'Irak respectivement en 2001 et en 2003, a également joué un rôle important dans le réajustement, par les autorités chinoises, de la hiérarchie des menaces à la sécurité du pays, notamment celles externes et ce, en conformité avec des développements qui s'opèrent partout ailleurs dans le monde⁶²⁸. Dans sa livraison de 2003, *The Military Balance* indique que le budget de défense chinois a connu, pour la quatorzième fois, une augmentation à deux chiffres, afin de permettre à la RPC de rattraper son retard sur l'Occident⁶²⁹. Le budget militaire chinois pour l'année 2004 était estimé à 25 milliards de dollars américains⁶³⁰.

Par ailleurs, les rédacteurs du livre blanc sur la défense de 2004 n'ont pas manqué de souligner « l'augmentation des facteurs d'incertitude, d'instabilité et d'insécurité au niveau mondial »⁶³¹. Tout en soulignant que les velléités séparatistes de Taïwan étaient la plus grande menace immédiate qui pesait aussi bien sur la souveraineté nationale et sur la stabilité du détroit de Taïwan et de la région d'Asie-Pacifique, les rédacteurs ont sévèrement critiqué les ventes d'armes par les Etats-Unis à Taïwan⁶³².

C'est, essentiellement, suite aux changements survenus dans leur voisinage immédiat, que les responsables chinois ont procédé, à plusieurs reprises, à des modifications de leur stratégie militaire, pour pouvoir faire face à toute éventualité. Ainsi, dans le livre blanc de la défense de 2013, les responsables

⁶²⁶ Ibid.

⁶²⁷ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2002**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶²⁸ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2006**, op. cit.

⁶²⁹ **The Military Balance 2003**, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres, 2003.

⁶³⁰ Ibid.

⁶³¹ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2004**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶³² Ibid.

chinois ont élargi la liste des risques à même de porter atteinte au développement de la Chine, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, par l'intégration des risques spécifiques, à l'instar de l'impact des catastrophes naturelles sur le pays – notamment suite aux débats induits par le séisme du Sichuan en mai 2008 – les risques auxquels sont exposés les intérêts chinois à l'étranger, à l'instar des attaques terroristes et la concurrence internationale, ainsi que la prépondérance des Occidentaux dans les domaines sensibles tels que l'espace et le cyberspace⁶³³.

A titre illustratif, l'unilatéralisme américain dans le traitement du dossier irakien en 2003, a suscité un grand débat en Chine sur la sécurité énergétique du pays, où il était notamment question des deux vulnérabilités d'approvisionnement auxquelles il faudrait trouver des solutions viables, dont la diversification des sources d'approvisionnement, sachant que la Chine importe plus de la moitié de son pétrole du Moyen-Orient, et du détroit de Malacca, considéré par le Président chinois Hu Jintao comme « le centre de gravité du développement économique chinois, sous l'expression 'dilemme de Malacca', dont il convient d'examiner les contours avant d'en apprécier les limites qui dénotent une réflexion plus vaste »⁶³⁴.

Pour sa part, l'Occident estime que ces réajustements d'ordre militaire sont la preuve irréfutable que l'influence militaire grandissante de Pékin devient de plus en plus un facteur d'instabilité dans la région d'Asie pacifique et même au-delà.

C'est ainsi que dans le livre blanc de la défense de 2006, la présence des Etats-Unis en Asie pacifique est devenue la deuxième préoccupation majeure de Pékin, après celle de Taïwan, sachant que la présence américaine, qualifiée par les autorités chinoises de provocation et d'interventionnisme, conforte les habitants de l'île rebelle dans leur conviction séparatiste et donne au Japonais de l'assurance pour revendiquer la propriété des îles Senkakou/Diaoyu en litige avec la Chine⁶³⁵.

Le livre blanc de la défense chinoise de 2010 souligne le rôle défensif et dissuasif de la stratégie adoptée par la Chine pour maintenir tout éventuel agresseur à une distance qui laisserait le temps aux troupes chinoises de

⁶³³ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2013**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶³⁴ AMELOT Laurent, «**Le dilemme de Malacca**», op. cit.

⁶³⁵ **Les livres blancs sur la défense chinoise 2006, 2013 et 2015**, op. cit.

s'organiser en conséquence. Ainsi, il est indiqué que «conformément aux exigences d'une stratégie de défense offshore, la marine chinoise s'efforce d'accélérer la modernisation de ses forces de combat intégrées, d'améliorer ses capacités de dissuasion et de contre-attaque stratégique, et de développer ses capacités à mener des opérations dans des eaux distantes et à répondre à des menaces non conventionnelles sur sa sécurité»⁶³⁶.

Dans le livre blanc de la défense de 2013, puis dans celui de 2015, le gouvernement chinois dénonce l'augmentation du budget de la défense américain, dont l'objectif est de maintenir une supériorité militaire⁶³⁷, notamment à travers l'attribution d'importantes ressources financières à la R&D, pour permettre aux chercheurs d'explorer toutes les voies possibles et de repousser les limites de la science. C'est justement ces investissements qui ont permis de développer aux Etats-Unis, le concept de la « Révolution dans les Affaires Militaires », fondé sur les progrès technologiques dans les domaines de l'information et de la communication, des nanotechnologies, de la robotique, de la biotechnologie et des armes à énergie dirigée⁶³⁸, opérant ainsi des transformations majeures dans la nature de la guerre.

Pour les responsables chinois, les Etats-Unis, avec leur réseau d'alliés, en l'occurrence, le Japon, Taïwan et la Corée du Sud, constituent une source d'instabilité ou plutôt de contrariété plus importante que la question nucléaire nord-coréenne. C'est pour toutes ces raisons que la Chine cherche à moderniser son armée, afin de pouvoir élargir son périmètre de défense et de maintenir les troupes américaines à bonne distance.

Par ailleurs, depuis que la plus grande puissance militaire au monde a subi une attaque de la part d'un groupe terroriste, mettant à nu l'existence de failles dans le système de sanctuarisation du territoire américain, les stratèges chinois ont compris l'existence d'une «interdépendance croissante entre les facteurs internes et externes et les facteurs traditionnels et non traditionnels de sécurité»⁶³⁹, ce qui complique davantage la mission dévolue aux responsables chinois en charge de la sécurité nationale.

⁶³⁶ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2010**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶³⁷ **Les livres blancs sur la défense chinoise 2013 et 2015**, op. cit.

⁶³⁸ DE DURAND Étienne, «**Révolution dans les affaires militaires**». «**Révolution**» ou «**transformation**»? Hérodote, 2003/2, n°109, pp : 57-70.

⁶³⁹ **Les livres blancs sur la défense chinoise 2006 et 2008**, op. cit.

Afin de rassurer ses voisins sur leurs intentions pacifiques, les responsables chinois s'adonnent à un jeu de transparence, sans précédent, allant jusqu'à publier des informations sur les forces armées chinoises, jadis classées secret défense, à l'instar des données sur l'armement de missiles du Deuxième Corps d'artillerie publiées dans le livre blanc de la défense de 2013⁶⁴⁰.

Dans le livre blanc de la défense de 2008, Pékin fait savoir qu'elle n'a ni l'intention, ni le désir d'entrer dans une course aux armements avec d'autres pays - il est sous-entendu en arrière-plan les Etats-Unis - et qu'elle participera activement à la sécurisation et la stabilisation de la région dont elle fait partie, et même à travers le monde⁶⁴¹. D'ailleurs, l'armée chinoise est devenue le plus grand pourvoyeur en troupe des opérations de maintien de la paix de l'ONU. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, depuis sa première participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en 1990, la Chine n'a pas cessé d'envoyer des troupes pour mener de telles opérations, et continue de soutenir financièrement l'Organisation onusienne pour ce faire.

Depuis 2011, la Chine est devenue plus énergivore que les Etats-Unis. La demande énergétique qui augmente est une conséquence directe de l'essor économique que connaît ce pays depuis son ouverture vers le monde, début des années 1980. Depuis 1993 et après avoir atteint son pic pétrolier, l'Empire du milieu, dont la production domestique en énergie fossile est insuffisante, est devenu importateur de grandes quantités de pétrole, pour subvenir aux besoins toujours grandissants de son économie, mais également de la demande énergétique induite par l'accélération de l'urbanisation. Ainsi, la question de la sécurisation de l'approvisionnement essentiellement en pétrole est devenue une préoccupation majeure des autorités chinoises, notamment en prévision d'éventuelles crises majeures et/ou conflits militaires en mer de Chine, où Pékin serait inévitablement impliqué, de toute façon, de manière directe ou indirecte⁶⁴².

⁶⁴⁰ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2013**, op. cit.

⁶⁴¹ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2008**, op. cit.

⁶⁴² La problématique de la sécurisation des approvisionnements notamment en énergie fossile a été abordée, pour la première fois, dans le livre blanc de la défense chinois de 2004, où il a été question du rôle imparti aux forces armées chinoises pour assurer la sécurisation et la protection des installations pétrolières à l'intérieur du territoire national. Ce thème est devenu récurrent dans les autres publications et est en passe de prendre de plus en plus d'importance.

Les autorités chinoises aussi bien civiles que militaires réitèrent à chaque fois que l'occasion se présente, que le développement de leur pays, notamment dans sa composante militaire, suit une trajectoire en totale harmonie avec ses performances économiques et sa dimension démographique. De plus, la coopération internationale est devenue un point central de la politique étrangère du pays, y compris avec les États-Unis⁶⁴³.

Aux yeux des Occidentaux, la Chine est une puissance régionale, qui n'a pas encore tous les attributs d'une grande puissance comme c'est le cas pour les États-Unis. Cependant, cette appréciation n'est du tout partagée par les responsables chinois qui estiment que leur pays, première puissance économique au monde⁶⁴⁴, faisant vivre un cinquième de la population de la planète, est une grande nation avec laquelle les autres puissances doivent composer. Par ailleurs, dans un monde en perpétuel évolution et où le nombre de conflits conventionnels et non-conventionnels, est en constante augmentation, se doter d'une armée à la hauteur de sa stature est devenu pour Pékin plus qu'une nécessité, un impératif. Pour ce faire, nous pouvons lire dans le rapport présenté par Hu Jintao au XVIII^{ème} congrès national du Parti Communiste Chinois, tenu en 2012, ce qui suit : «Bâtir une défense nationale solide et une puissante armée qui correspondent à la position de la Chine sur le plan international et qui soient conformes aux intérêts liés à la sécurité et au développement de l'État constituent une tâche d'importance stratégique dans le contexte de notre œuvre de modernisation. Notre pays doit faire face à une combinaison de problèmes de sécurité en matière d'existence et de développement, et à un entrecroisement de menaces pour sa sécurité, qu'elles soient de type traditionnel ou non, ce qui exige de notre défense nationale et de nos forces armées qu'elles accomplissent un énorme progrès dans le domaine de la modernisation. Nous devons, en nous guidant sur les besoins de la sûreté vitale de l'État, en coordonnant le développement de l'économie et de la défense nationale et en nous conformant au concept stratégique visant à réaliser en trois étapes la modernisation de celle-ci et de l'armée, tâcher de réaliser au plus tôt la double mission historique de la mécanisation et de l'informatisation. Concrètement, nous chercherons à accomplir pour l'essentiel la mécanisation et à enregistrer un développement vigoureux dans l'informatisation vers 2020 (...). En suivant de près le progrès accéléré de la nouvelle révolution militaire dans le monde, nous mènerons avec

⁶⁴³ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2002**, op. cit.

⁶⁴⁴ SHAEFFER Frédéric, «**Quand la Chine deviendra-t-elle la première économie mondiale ?** », Les Echos, 23 novembre 2017.

un zèle avisé la réforme de la défense nationale et de l'armée, et favoriserons ainsi l'approfondissement de la transformation militaire à la chinoise. Tout en continuant à faire valoir le rôle de guide joué par l'innovation et le développement de la théorie militaire, nous nous efforcerons d'améliorer notre capacité d'innovation dans le domaine des sciences, technologies et industries liées à la défense nationale, de poursuivre en profondeur la modernisation des formes d'organisation de l'armée, et de mettre en place un système des forces militaires moderne à la chinoise»⁶⁴⁵.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Président Xi Jinping développe le concept de «rêve chinois», dont l'objectif est de transformer la société en «une société d'aisance moyenne» et l'État en «un État socialiste moderne, prospère, puissant»⁶⁴⁶. Il a initié une approche plus globale en matière de sécurité nationale que celle de son prédécesseur le Président Hu Jintao, intégrant les objectifs de sécurité traditionnelle et non traditionnelle, ceux de sécurité intérieure et extérieure, avec par ordre de priorité décroissant «Taiwan, la prise de contrôle progressive de la première chaîne d'îles et la stratégie indirecte vis-à-vis des États-Unis»⁶⁴⁷.

Ainsi, dans le livre blanc sur la défense de 1995, il est souligné que la Chine a toujours soutenu les principaux objectifs énoncés dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à savoir, empêcher la prolifération des armes nucléaires, accélérer le désarmement nucléaire et promouvoir la coopération internationale dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le gouvernement chinois a de tout temps défendu l'interdiction complète et la destruction complète des armes nucléaires, et poursuit une politique consistant à ne pas soutenir, encourager ou s'engager dans la prolifération des armes nucléaires et à ne prêter assistance à aucun autre pays dans le développement de ces armes. En même temps, Pékin estime que la prévention de la prolifération des armes nucléaires ne doit pas se faire sans tenir compte des droits et intérêts justes de tous les pays dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, en particulier dans le cas des pays en développement. Il ne doit pas y avoir de double norme selon laquelle la prolifération antinucléaire est utilisée comme

⁶⁴⁵ Texte intégral du rapport du Président Xi Jinping au XVIII^e Congrès du Parti Communiste Chinois, 29 novembre 2012, document disponible sur le site <http://ne.chineseembassy.org/fra/xwdt/t993894.htm>, consulté le 02 mars 2020.

⁶⁴⁶ JINPING Xi, **La Gouvernance de la Chine**, Editions Foreign Languages Press, Pékin, 2014, p.39.

⁶⁴⁷ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

prétexte pour limiter ou retarder l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par les pays en développement⁶⁴⁸.

Dans le livre blanc de la défense de 2013, il est fait état que la Chine, contrairement aux autres puissances qui optent pour la stratégie militaire préventive, s'abstient d'attaquer la première, mais se réserve le droit de riposter, en temps opportun et de la manière appropriée, à une éventuelle agression étrangère quelles que soient sa nature et sa provenance⁶⁴⁹. Ainsi, la modernisation des forces armées chinoises, qui devrait arriver à terme en 2020, a été prise en compte dans les livres blancs de la défense de 2013 et 2015⁶⁵⁰. Dans le document de 2015, on peut lire « Construire une défense nationale consistante et une armée puissante relève de la stratégie de modernisation de la Chine et est un gage pour le développement pacifique du pays (...). Les forces armées chinoises s'adapteront aux récents changements opérés dans l'environnement immédiat du pays, et suivront les objectifs tracés par le PCC qui consistent à construire une armée forte (...), à accélérer la modernisation des Forces Armées, et à sauvegarder la souveraineté de la Chine»⁶⁵¹.

Dans le livre blanc de 2008 ont été énumérés les principaux objectifs de la politique de défense chinoise, dont la modernisation et le renforcement des capacités et performances de l'Armée et la promotion d'une stratégie nucléaire d'autodéfense, en sus des objectifs classiques ayant trait à la sécurisation du territoire national et de son unité, ainsi que le maintien de la stabilité de son environnement immédiat propice au développement pacifique du pays⁶⁵².

Le livre blanc de la défense 2006 trace, quant à lui, le calendrier de la modernisation des forces armées et de la défense nationale, qui consiste à opérer une «révolution dans les affaires militaires» adaptée aux besoins et exigences chinois. Dans ce cadre, il est indiqué les trois dates phares de cette modernisation et les objectifs escomptés de chacune d'elles. 2010 est la première date, où devrait être achevée l'assise de cette modernisation. 2020 est la deuxième date, où devrait être réalisée un développement assez important. 2050 est la troisième et dernière date, où il est attendu l'édification d'une armée informatisée susceptible de gagner toute forme de conflit armé⁶⁵³.

⁶⁴⁸ Le livre blanc sur la défense chinoise 1995, op. cit.

⁶⁴⁹ Le livre blanc sur la défense chinoise 2013, op. cit.

⁶⁵⁰ Les livres blancs sur la défense chinoise 2013 et 2015, op. cit.

⁶⁵¹ Le livre blanc sur la défense chinoise 2015, op. cit.

⁶⁵² Le livre blanc sur la défense chinoise 2008, op. cit.

⁶⁵³ Le livre blanc sur la défense chinoise 2006, op. cit.

Cependant, conscients de l'existence d'un important écart capacitaire et technologique dans le domaine militaire en faveur des Etats-Unis, les stratèges chinois ont dans le livre blanc de la défense de 2008 indiqué que leur armée devaient se préparer, en cas de conflit armé dans son environnement sécuritaire, comme par exemple une déclaration d'indépendance unilatérale de la part de Taïwan, à infliger des pertes insoutenables aux forces américaines⁶⁵⁴.

Sous l'impulsion du Président Xi Jinping, le développement de la marine chinoise est devenu pour la première fois, un objectif stratégique de premier ordre⁶⁵⁵. Cependant, c'est sous l'ère du Président Hu Jintao que la puissance navale a commencé à prendre de l'importance et est quasiment devenue la pierre angulaire de la stratégie de déni d'accès, conjuguée à des moyens de guerre électronique, des systèmes antiaériens, ainsi que des missiles balistiques et de croisière. Afin de contrer les systèmes de déni d'accès, les Américains ont commencé à mettre en œuvre, à partir de 2009, « un nouveau concept opérationnel de "bataille air-mer" qui vise directement la marine de guerre chinoise »⁶⁵⁶.

Avec de grands moyens navals, dont des destroyers, des frégates, des sous-marins nucléaires et traditionnels, divers autres bâtiments de surface, ainsi qu'un porte-avions en service et un autre en construction, la Chine est considérée à l'heure actuelle comme la première marine d'Asie par le nombre, et dans le monde il n'y a que les Etats-Unis qui peuvent aligner un ordre de bataille aussi impressionnant que celui des Chinois. Depuis une décennie, la modernisation de la marine chinoise est entrée dans une nouvelle phase qui consiste à développer l'aéronautique navale⁶⁵⁷.

L'un des signes de la réussite du programme de modernisation, dans lequel s'est engagée l'Armée Populaire de Libération, apparaît clairement le 11 janvier 2007, lorsqu'un missile tiré à partir du territoire chinois a percuté un satellite en fin de ressource vie à quelque 800 km au-dessus de la Terre, rejoignant ainsi les Etats-Unis et la Russie, les seuls pays ayant effectué avec succès ce genre d'exercice.

⁶⁵⁴ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2008**, op. cit.

⁶⁵⁵ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, op. cit.

⁶⁵⁶ DUCHATEL Mathieu et Alexandre SHELDON-DUPLAIX, « **La modernisation de la marine de guerre chinoise : Quels enjeux pour l'Union européenne ?** » Perspectives chinoises, n° 2011/4, pp : 33-45.

⁶⁵⁷ GENEVAZ Juliette, op. cit.

Dans le livre blanc 2019, intitulé «La Défense de la Chine dans l'ère nouvelle», il est indiqué que les principales missions confiées aux forces sont de garantir la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, le défendre contre les menaces aussi bien endogènes qu'exogènes, protéger les intérêts chinois à l'étranger et enfin contribuer à la paix mondiale⁶⁵⁸.

Ces missions ont déjà été spécifiées dans le livre blanc sur la défense de 2000, où il est également mentionné que le développement et la puissance de la Chine ne constitueront une menace pour personne et favoriseront la paix, la stabilité et le développement dans le monde. Il est également souligné que le peuple chinois s'engage solennellement envers le monde à ne jamais rechercher l'hégémonie⁶⁵⁹.

Selon l'édition 2019 du livre blanc, la situation sécuritaire dans la région d'Asie-Pacifique, y compris en mer de Chine méridionale, est qualifiée de «stable», ce qui dénote que pour les Chinois les tensions qui surgissent sporadiquement, induites par les différends territoriaux entre le pays de la région, ne sont que des conflits dont la résolution politique est encore possible.

En réponse aux remarques proférées, de manière récurrente, par les pays occidentaux concernant le manque de transparence à l'égard du budget de la défense chinois, les rédacteurs du livre blanc n'ont pas manqué de faire une comparaison entre le budget de défense chinois et celui des Etats-Unis, en soulignant l'écart faramineux entre les deux budgets, qui est de loin en faveur des Américains, ce qui constitue, à leur sens, une preuve irréfutable que Washington mène une politique «agressive» envers les pays qui n'adoptent pas sa ligne de conduite⁶⁶⁰.

Le livre blanc met en exergue l'importance de la R&D et de l'innovation, ainsi que les répercussions hautement positives des technologies de rupture. Dans cette édition, les dirigeants chinois désignent clairement leurs adversaires où, sans grande surprise, les États-Unis trônent en tête de liste et sont accusés de bouleverser les équilibres stratégiques mondiaux et de susciter la concurrence entre les puissances. Il est également question du concept de «guerre informatisée», du concept de «guerre des intelligences» cité pour la première fois, du domaine spatial cité comme «domaine critique» en termes de

⁶⁵⁸ Le livre blanc sur la défense chinoise 2019, op. cit.

⁶⁵⁹ Le livre blanc sur la défense chinoise 2000, op. cit.

⁶⁶⁰ Le livre blanc sur la défense chinoise 2019, op. cit.

compétition stratégique internationale et, enfin, du domaine cyber qualifié de «domaine clé» pour la sécurité nationale⁶⁶¹.

S'agissant de la doctrine nucléaire, le livre blanc de 2019 réitère les engagements des autorités chinoises, concernant le non-emploi en premier de l'arme nucléaire et le non usage de l'arme atomique contre les États non nucléaires ou les zones dénucléarisées. La Chine, qui milite pour la destruction complète des armes nucléaires, affirme que son arsenal nucléaire, maintenu à un niveau minimal pour poursuivre une politique défensive, est le garant de la souveraineté et la sécurité nationales.

S'agissant des budgets dédiés à la défense, ceux de la Chine et des États-Unis ont connu en 2019 une augmentation de 6,6% par rapport à 2018. Ainsi, la seule augmentation des États-Unis (53,4 milliards de dollars américains) en 2019 a presque égalé le budget de défense du Royaume-Uni pour cette même année, estimé à 54,8 milliards de dollars américains⁶⁶².

Ainsi, nous estimons qu'au regard des moyens consacrés à la modernisation de la défense nationale et des forces armées, la Chine se prépare, d'une part, à jouer les premiers rôles dans les affaires du monde et, d'autre part, à faire face à toute éventualité, y compris la probabilité d'un conflit armé qui l'opposerait aux États-Unis et leurs alliés. Cette préparation pourrait être vue sous divers angles, à savoir, qu'à travers cette démarche les autorités chinoises cherchent à asseoir leur suprématie, d'abord dans leurs zones de prédilection, en l'occurrence, la mer de Chine et l'Asie Pacifique, et ensuite au-delà. L'autre analyse, au contraire, montre le côté pacifique de la Chine et ce, à travers sa politique nucléaire qui s'interdit l'usage en premier de l'arme atomique, tout en développant cette arme uniquement à des fins dissuasives. Cependant, certains analystes estiment que les Chinois pourraient «utiliser contre les États-Unis et leurs forces déployées dans le Pacifique occidental des armes nucléaires tactiques (bombe à neutron), antisatellites ou électromagnétiques, brouillant ainsi le seuil d'une nucléarisation éventuelle du conflit (...). En d'autres termes, l'APL développe aujourd'hui (...) une «stratégie anti-accès» qui vise à empêcher, par des moyens tant conventionnels que nucléaires, toute implication américaine dans un conflit dans le détroit de Formose »⁶⁶³.

⁶⁶¹ Ibid.

⁶⁶² **The Military Balance 2020**, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres, 2020.

⁶⁶³ CABESTAN Jean-Pierre, **La Politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

A travers cette lecture non exhaustive, faut-il le reconnaître, des différents livres blancs de la défense chinois, couvrant une période sur laquelle se sont succédé trois Présidents de la République, en l'occurrence, Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping, il ressort l'existence d'une continuité dans la pensée politico-stratégique chinoise, qui s'articule autour d'un grand objectif, qui consiste en la construction d'une Chine forte capable, d'assurer sa sécurité et son intégrité territoriale contre toute agression, et de faire face à toute menace pouvant porter préjudice à la sécurité nationale. Cette lecture permet également de souligner la posture éminemment défensive adoptée par Pékin, en ce sens qu'il est constamment contraint de démentir et/ou d'atténuer les allégations et les accusations émanant de l'Occident et de leurs alliés asiatiques, quant à sa montée en puissance que ce soit dans le domaine militaire ou économique. Ainsi, les livres blancs sont devenus une tribune pour les dirigeants chinois pour expliquer au reste du monde leur attachement à la paix, en privilégiant les solutions politiques à l'usage de la force, ainsi que l'importance et le caractère pacifique des réformes entreprises dans le cadre de la modernisation de l'APL.

Quant à la politique de défense nationale, qui est une des composantes de la politique de sécurité nationale. A signaler qu'au XIX^{ème} siècle, l'expression «défense nationale» avait une connotation exclusivement militaire, puis s'est élargie, notamment après la seconde guerre mondiale, à tous les autres domaines, dont l'économie, l'industrie et la culture. Dans cette thèse, nous n'aborderons que l'aspect militaire de la défense nationale chinoise, eu égard à la controverse qu'il suscite en Occident, plus encore que l'extraordinaire essor économique chinois.

Après cette lecture des différents livres blancs sur la défense, où les autorités chinoises ont tenté de rassurer les Etats-Unis et leurs alliés, notamment ceux d'Asie, quant au caractère pacifique et non-agressif, voire bienveillant, du développement de la Chine, aussi bien dans le domaine militaire que dans les autres secteurs d'activités, la prochaine sous-section sera consacrée à l'étude des diverses évolutions de la stratégie de défense chinoise, ce qui nous permettra de corroborer ou infirmer les constatations relevées dans les livres blancs.

Sous-section 2 : Evolutions de la stratégie de défense chinoise.

Le concept théorique sur lequel se fondent aujourd'hui les stratèges chinois pour élaborer la stratégie de modernisation des différentes composantes de l'APL est celui de la Révolution dans les Affaires Militaires (RMA), concept né aux Etats-

Unis et ce, même si certains auteurs affirment qu'il a vu le jour les années 1970 en ex-URSS⁶⁶⁴. S'agissant de la Chine, la prise de conscience du gap technologique dans le domaine militaire par rapport aux Etats-Unis en particulier, et à l'Occident de manière générale, s'est déclenchée sans doute à partir de la première guerre du Golfe de 1991, suivie d'un rappel sur la gravité de la situation lors des frappes menées par l'OTAN au Kosovo en 1999⁶⁶⁵.

En effet, la guerre du Kosovo a parfaitement illustré le «gap» technologique⁶⁶⁶ dans le domaine militaire, qui sépare les Etats-Unis des autres concurrents, y compris leurs alliés. A ce propos, le Général américain à la retraite Charles W. Dyke, a constaté que « les appareils américains ont effectué les deux tiers des sorties de combat aérien. Certains pilotes non américains de l'OTAN ont dû communiquer sur fréquences non protégées. Seuls les Etats-Unis possédaient en permanence des munitions à guidage de précision, en qualités suffisantes »⁶⁶⁷.

Le concept de RMA est une évolution majeure de la stratégie militaire adoptée par la RPC depuis les années 1950. En effet, de 1949 à 1976, Mao Zedong et son Etat-Major ont mis en avant les principes stratégiques inspirés des modes opératoires utilisés pendant la guerre qui les a opposés au Japon de 1937 à 1945. Le concept de «guerre du peuple», est basé sur les principes de la guérilla et la participation de toute la population dans l'effort de guerre dans l'éventualité d'une invasion étrangère. Avec cette approche, les stratèges chinois comptaient faire face, d'une part, aux troupes américaines intervenant au profit de Taïwan - dans un scénario où l'île de Formose venait à déclarer unilatéralement son indépendance - et, d'autre part, à une éventuelle invasion et/ou conflit armé avec le voisin russe, notamment, sur des litiges frontaliers historiques entre les deux pays.

⁶⁶⁴ YOU Ji, «The revolution in military affairs and the evolution of China's strategic thinking», Contemporary Southeast Asia, Volume 21, numéro 3, décembre 1999, pp: 344-364.

⁶⁶⁵ Ibid.

⁶⁶⁶ VERSAILLES W. David, MERINDOL Valérie et CARDOT Patrice, **La recherche et la technologie, Enjeux de Puissance**, Editions Economica, Paris, 2003. Dans les pages 46 et 47, les auteurs estiment que « Le gap financier renvoie aux moyens budgétaires mis en œuvre par les Etats autour de la défense ou de la sécurité. Le gap capacitaire traduit simplement le nombre de matériels que les militaires peuvent mettre en ligne. Englobant les questions précédentes pour les dépasser, le gap technologique renvoie aux ressorts des organismes de recherche pour susciter des innovations, ainsi qu'au niveau de "compétitivité" des matériels qui sont mis en œuvre ou qui sont fabriqués par la BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense, ndlr). En première analyse, tout part des problèmes budgétaires et financiers, et y revient.»

⁶⁶⁷ NAVARRO Arnaud, **L'écart entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la recherche et de la Technologie en matière de défense**, rapport présenté par la commission technique et aérospatiale lors de la 40^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, 06 décembre 2000, document A/1718, p.15, document disponible sur le site <http://archive2.grip.org/bdg/pdf/g1514.pdf>, consulté le 20 juillet 2020.

L'approche maoïste se basait sur le fait que l'homme est le facteur décisif pour gagner la guerre, vient en second lieu les moyens matériels. De manière sommaire, l'idée de manœuvre adoptée par les stratèges chinois consistait à éviter le contact direct avec l'ennemi, dans un premier lieu, pour identifier ses points faibles, le harceler et, enfin, l'épuiser en lui assenant des frappes dirigées vers ses faiblesses⁶⁶⁸. C'est ainsi que pendant la guerre froide, la Chine était persuadée que l'affrontement avec l'un des deux superpuissances de l'époque, en l'occurrence, l'URSS et les Etats-Unis, était inévitable, ce qui l'a conduit « à creuser des grottes profondes et accumuler de grandes quantités de denrées alimentaires» (...). Elle a également «dispersé ses industries lourdes dans l'arrière-pays montagneux en vue d'une longue guerre contre un envahisseur qui pourrait utiliser des armes nucléaires. Les montagnes peuvent limiter l'impact des armes nucléaires, et les centres industriels et de population décentralisés peuvent améliorer la survie démographique et économique en cas d'attaque nucléaire»⁶⁶⁹.

Après que Deng Xiaoping ait pris les rênes de la Chine, la stratégie de «guerre du peuple» a été abandonnée, notamment suite au conflit armé sino-vietnamien de 1979⁶⁷⁰, qui a révélé les limites et le manque de préparation des troupes chinoises. Cette guerre éphémère a eu l'effet d'un électrochoc pour les stratèges chinois qui, en plus de remettre en cause le bien-fondé de la stratégie adoptée jusqu'alors par l'Armée chinoise, ont fait le constat de la désuétude des matériels et équipements en dotation. C'est cette réalité qui a incité les responsables chinois à placer la modernisation des capacités de l'APL comme priorité, afin de pouvoir défendre l'intégrité territoriale du pays et de mener des guerres au-delà des frontières nationales, car la survie de la Chine n'était plus en cause pendant les années 1980⁶⁷¹.

Ainsi, dans une série de discours prononcés entre 1983 et 1985, Deng Xiaoping avait souligné que la stratégie de défense chinoise visant à faire face à un ennemi en territoire national grâce à la force du nombre était obsolète au regard des changements intervenus aux niveaux régional et international. Dans ce cadre, la Chine se devait d'être prête non pas à combattre un ennemi en territoire

⁶⁶⁸ NAN Li, «The PLA's Evolving Campaign Doctrine and Strategies», pp:146-174, in James C. Mulvenonet, *The People Liberation Army in the Information Age*, Rand Corporation, Santa Monica 1999.

⁶⁶⁹ CHEN Zhiming, *La stratégie militaire «asymétrique» de la Chine : Logique et conséquences*, op. cit.

⁶⁷⁰ La guerre sino-vietnamienne de 1979, la Chine a lancé une offensive militaire contre le Vietnam, en représailles à l'invasion de ce dernier du Cambodge.

⁶⁷¹ CHEN Zhiming, *La stratégie militaire «asymétrique» de la Chine : Logique et conséquences*, op. cit.

national, mais à le maintenir hors des frontières terrestres et maritimes du pays⁶⁷². Les autorités chinoises ont donc conclu que les dangers que la Chine pouvait encourir n'étaient plus ceux que prévoyaient Mao Zedong et son Etat-Major, mais bien ceux pouvant toucher son économie, notamment sa base industrielle, localisée sur le littoral, et donc le développement du pays de manière générale.

Dans cette atmosphère de détente et suite à l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, le 11 mars 1985, qui a donné un nouveau souffle aux relations sino-soviétiques⁶⁷³, les stratèges chinois, prenant également en compte la situation d'instabilité que traversait l'URSS, en ont déduit que le danger venant du nord était minime, voire improbable, et que l'effort devait être orienté vers le danger pouvant venir du sud, en l'occurrence, de la mer.

Ainsi, la réévaluation de l'environnement de sécurité de la Chine a conduit les stratèges chinois à substituer leur vision quant à l'inévitabilité de la guerre par celle qui consiste en la préparation de la paix et du développement du pays. Selon l'universitaire Zhiming CHEN, « La survie de la Chine n'est plus en danger immédiat et la doctrine de la "guerre du peuple" est modifiée par la "guerre du peuple dans les conditions modernes" (...). Au lieu de la défense passive en profondeur, Deng propose une "défense active" et la ligne de défense de la Chine a été poussée vers les frontières (...). Après avoir identifié ces conflits comme étant locaux, courts, et limités en intensité⁶⁷⁴, les stratèges chinois ont mis au point en 1985 le concept de "guerre locale" et de "guerre limitée" pour remplacer la "guerre totale" »⁶⁷⁵.

Cependant, si la nouvelle stratégie adoptée par les stratèges chinois, avec le consentement du PCC et de la Commission Militaire Centrale, était d'un point de vue théorique envisageable, force est de constater que sa mise en œuvre se heurtait à un grand problème financier. En effet, dans le cadre de la modernisation du pays, Deng Xiaoping a relégué au second plan celle des Forces Armées, mais était contraint d'amadouer les conservateurs du PCC qui estimaient que la réforme de l'APL était la priorité absolue.

⁶⁷² LI Nan, «**The PLA's Evolving Warfighting Doctrine, Strategy and Tactics, 1985-95: A Chinese Perspective**», *The China Quarterly*, juin 1996, n°146, pp : 443-63.

⁶⁷³ En 1989, le Président Mikhaïl Gorbatchev a effectué une visite en Chine, la première depuis celle effectuée par Nikita Khrouchtchev en 1959.

⁶⁷⁴ NATHAN J. Andrew et ROSS S. Robert, **The Great Wall and the Empty Forteress**, Editions Norton and Company, New York, 1998.

⁶⁷⁵ CHEN Zhiming, **La stratégie militaire «asymétrique» de la Chine : Logique et conséquences**, op. cit.

Pour être en conformité avec la nouvelle situation géopolitique, et au regard de l'insignifiance du budget de défense chinois pendant les années 80, le Gouvernement chinois, de concert avec l'Etat-Major de l'Armée ont décidé de réduire l'effectif de l'APL en libérant en 1985, un million de personnes⁶⁷⁶.

La fin des années quatre-vingts a été marquée par la détérioration des relations entre la Chine et l'Occident, en raison, d'une part, des événements de Tiananmen de 1989, ayant conduit à l'application de sanctions contre Pékin et, d'autre part, de la dislocation de l'URSS, ce qui a ouvert le champ à l'avènement de l'Hyperpuissance Américaine.

Cependant, c'est lors de la première Guerre du Golfe, en 1990-1991, que les responsables chinois ont constaté l'ampleur du retard de leur armée par rapport à celle des Etats-Unis. Il faut dire que les stratèges chinois étaient conscients de l'existence d'un gap technologique et capacitaire entre leurs forces armées et celles de l'Occident, en général, et des Etats-Unis, en particulier, mais l'occasion ne s'est pas véritablement présentée pour vérifier sur le terrain les données en leur possession. Aussi, avant le début de l'opération Bouclier du désert, Pékin avait «dépêché de nombreux experts et analystes militaires dans les pays voisins de l'Irak et mis en place un système renforcé d'observation par satellite»⁶⁷⁷.

Considérée comme une mine d'informations, la guerre d'Irak «a donné lieu à un flot considérable de littératures (...). L'objet de ces observations va de la modification des rapports de force induits ou révélés par la guerre, aux leçons militaires, d'autant plus essentielles pour Pékin qu'elles impliquent les États-Unis, principal rival et adversaire potentiel de la RPC»⁶⁷⁸.

Cette démonstration de force de la part des Etats-Unis a conduit Pékin à «reconsidérer la stratégie mise en œuvre depuis vingt ans qui consistait à gagner du temps afin de construire d'abord le socle de la puissance économique chinoise pour mieux établir ensuite sa puissance militaire et échapper surtout à l'impossible course aux armements qui avait déjà coûté la vie du système

⁶⁷⁶ TIEZZI Shannon, «**The Real Reason China Is Cutting 300.000 Troops : The troop reduction announced by Xi Jinping heralds a new round of PLA reforms**», The Diplomat, 08 septembre 2015, document disponible sur le site <https://thediplomat.com/2015/09/the-real-reason-china-is-cutting-300000-troops/>, consulté le 19 avril 2020.

⁶⁷⁷ NIQUET Valérie, «**Chine : les leçons militaires de la guerre en Irak**», Stratégique 2005/1, n° 85, pp : 171-193.

⁶⁷⁸ Ibid.

soviétique. Face aux États-Unis, Pékin se trouve, en effet, dans une situation bien plus difficile que ne l'était l'ex-URSS »⁶⁷⁹.

Cette guerre a également démontré la grande vulnérabilité des autres pays face à la puissance de feu américaine qui pouvait infliger des dommages considérables aux armées conçues sur le format classique, sachant que les matériels, d'origine chinoise, qui équipaient l'armée irakienne n'avaient pas pu résister aux moyens de haute technologie en dotation dans les forces armées américaines.

Pour rappel, deux phases caractérisent la guerre d'Irak, qui a duré du 02 août 1990 au 28 février 1991 et a vu la participation de 35 pays, sous le commandement américain. La première phase de préparation a duré du 02 août 1990 au 17 janvier 1991, soit 192 jours, et la seconde phase de combat a duré du 17 janvier au 28 février 1991, soit 42 jours. Les analyses de la guerre d'Irak ont amené la Commission militaire du Comité central du PCC à conclure que la Chine devrait préparer ses forces armées à faire face à des guerres courtes, géographiquement limitées, et dominées par un adversaire équipé à la fine pointe de la technologie, appelées «guerres locales informatisées»⁶⁸⁰.

A partir de 1995, le gouvernement de Pékin a décidé que dans le cadre de l'édification d'une armée forte, investie de la mission de défendre les intérêts du pays, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, il serait impératif d'accorder une plus grande attention à la qualité au lieu de la quantité et à la technologie au lieu de la main d'œuvre. Cette décision a été reprise dans le livre blanc de la défense de 1998, où l'on peut lire : « Les facteurs militaires occupent toujours une place importante dans la sécurité de l'État. Dans le nouvel environnement de sécurité internationale, tout en insistant sur le règlement des différends par des moyens politiques, économiques et diplomatiques, la plupart des pays considèrent encore les moyens militaires et le renforcement des forces militaires comme des moyens importants de sauvegarder leur propre sécurité et leurs intérêts nationaux. Une réforme profonde dans le domaine militaire menée par le développement d'armes de haute technologie est en cours dans le monde entier. Cette réforme, qui se développe rapidement, exercera une influence importante et profonde sur l'armement, le système militaire et la configuration, l'entraînement au combat et la théorie militaire. Pour s'adapter à

⁶⁷⁹ LABRECQUE Charles-Louis, op. cit.

⁶⁸⁰ BONDAZ Antoine (S/D), **Stratégies de défense et enjeux capacitaires : les cas de la Chine, de l'Inde et du Brésil**, IFRI, Note n°6, janvier 2019.

la nouvelle situation et lutter pour leurs propres avantages, de nombreux pays ont réajusté leurs politiques de défense et leurs stratégies militaires, réduit l'armement et accordé plus d'attention à l'amélioration de la qualité de leurs forces armées»⁶⁸¹.

Ainsi, constatant l'amélioration de son environnement stratégique, notamment à la suite du rapprochement entre Pékin et Moscou, la Chine «a développé une nouvelle doctrine de sécurité qui a eu une influence considérable sur les priorités accordées à la modernisation des effectifs»⁶⁸². Aussi, les stratèges chinois ont réajusté leur stratégie militaire, pour s'adapter aux nouvelles menaces auxquelles le pays devrait faire face, ce qui s'est traduit, dans un premier temps, par des réductions dans les effectifs.

Deux autres réductions ont été opérées dans les rangs de l'armée chinoise, en 1997 et en 2003 où, respectivement, 500.000 et 200.000 hommes ont été libérés⁶⁸³. Dans ce même cadre, les responsables chinois ont publié en 1999 l'ouvrage intitulé «The Science of Military Strategy», qui prenait en compte «des événements en temps de guerre, en temps de paix, en situation de guerres locales, et en fonction des différents conflits internes»⁶⁸⁴.

Le déploiement par les Etats-Unis de deux groupes navals centrés sur les deux porte-avions «USS Independence» et «USS Nimitz», lors de la crise des missiles de 1996, déjà évoquée dans la première partie, a démontré clairement l'intention des Américains de s'engager aux côtés de Taïwan si un conflit armé venait à surgir avec la RPC. Cet événement, qui a fortement compromis les relations sino-américaines, a joué en faveur d'un renforcement du partenariat entre Pékin et Moscou, proclamé en 1996⁶⁸⁵.

Ce rapprochement sino-russe s'est traduit essentiellement par l'augmentation des ventes d'armes russes vers la Chine, pour faire face à l'embargo sur les armes imposé à Pékin. Parallèlement à cette situation, la Chine a, depuis le

⁶⁸¹ **Le livre blanc sur la défense chinoise 1998**, Bureau d'information du Conseil d'État, République Populaire de Chine.

⁶⁸² LABRECQUE Charles-Louis, op. cit.

⁶⁸³ TIEZZI Shannon, op. cit.

⁶⁸⁴ LABRECQUE Charles-Louis, op. cit.

⁶⁸⁵ MARANGE Céline, «**Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique?**», Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM), Note de recherche stratégique n°19, mai 2015, document disponible sur le site https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1137/NRS_n19_2015.pdf, consulté le 20 avril 2020.

milieu des années quatre-vingts, estimé qu'un conflit armé qui l'opposerait à une autre puissance était peu probable, alors que l'hypothèse d'un conflit local à proximité de ses frontières est fortement prise au sérieux. Dans cette optique, la stratégie de modernisation de l'appareil de défense a été revue en profondeur et l'effort a été axé sur la préparation de l'APL pour être capable de mener avec l'efficacité requise des guerres locales informatisées, donc à périphérie, contre des ennemis équipés d'armements dotés de technologies de pointe⁶⁸⁶.

La réactivation en 1999 par l'administration Bush du projet de construction d'un bouclier antimissile, qui remet en cause l'équilibre de puissance, l'intervention de l'OTAN au Kosovo, ainsi que l'invasion par les Etats-Unis de l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003, ont permis aux autorités chinoises non seulement d'identifier les États-Unis comme une menace de premier plan, mais aussi de toucher du doigt l'importance de renouveler, en toute urgence, leur stratégie militaire, ce qui a conduit les stratèges chinois à se préparer à lutter contre toute activité militaire visant à exterminer le territoire chinois ou toucher à sa souveraineté. Dans ce cadre, « en plus de renouveler ses «règles opératoires», la Chine a considérablement adapté le concept stratégique de la «défense active» et intensifié les efforts de modernisation de ses forces militaires »⁶⁸⁷.

S'agissant justement de la modernisation de l'APL, les stratèges chinois estimaient, dans le livre blanc de défense paru en 2006, que «la Chine poursuit une politique de développement coordonné de la défense et de l'économie nationales. La Chine maintient la modernisation de la défense nationale et des forces armées comme partie intégrante de son développement social et économique, de manière à assurer que la modernisation de sa défense nationale et de ses forces armées avance au rythme de la modernisation nationale. La Chine travaille de manière globale pour s'assurer que ses forces armées sont de nature révolutionnaire, modernisées et régularisées. Elle s'efforce d'assurer la coordination entre la révolution dans les affaires militaires avec les caractéristiques chinoises et les préparations pour la lutte militaire, la mécanisation et l'information, le renforcement des forces de combat des services et des armes, le développement actuel et à long terme, et les efforts consacrés aux orientations stratégiques principales et secondaires. La Chine s'efforce d'approfondir l'ajustement et la réforme de ses organisations et structures

⁶⁸⁶ **Military and Security Developments Involving the People's Republic of China**, Annual Report to Congress 2008, Department of Defense, Washington DC, 2008.

⁶⁸⁷ LABRECQUE Charles-Louis, op. cit.

militaires, ainsi que de ses politiques et systèmes et s'attaque aux entraves profondes et aux problèmes de ses structures et mécanismes militaires qui entravent le développement de ses forces armées»⁶⁸⁸.

En parallèle aux changements opérés dans la doctrine militaire chinoise, Pékin remettait de plus en plus en cause la viabilité d'un monde unipolaire, où les États-Unis paraissent vouloir imposer leur volonté par la force. Aussi, Beijing a initié et/ou a pris part à des initiatives internationales, à l'instar de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est + 3 (1995), l'Organisation de Coopération de Shanghai (2001) et bien plus tard les BRICS (2011) pour tenter de faire contrepoids à l'hégémonie américaine.

Dans le cadre du processus de modernisation de l'appareil de défense chinois, dont les principaux partenaires technologiques sont la Russie et Israël, l'accent est mis sur le développement de la composante navale de l'Armée chinoise dans l'objectif d'empêcher les États-Unis, qui possèdent des capacités militaires disproportionnées, d'intervenir dans le cas où un conflit venait à survenir en mer de Chine. Cette stratégie, qui est destinée à empêcher l'accès en mer de Chine des navires ennemis, prend la forme de deux stratégies à savoir «anti-access» et «area-denial» (A2/AD)⁶⁸⁹.

En effet, les officiers des Forces Navales chinoises ont étudié les stratégies maritimes classiques depuis les années 1950, y compris Alfred Thayer Mahan, mais la stratégie maritime chinoise actuelle est généralement attribuée directement ou indirectement au général Liu Huaqing, chef de la marine militaire de 1982 à 1988 et Vice-président de la Commission militaire centrale de 1989 à 1997. Ce dernier a, notamment, appelé à étendre les opérations de la marine de la défense côtière à la défense active offshore.

Il convient de préciser que c'est l'Amiral Liu Huaqing⁶⁹⁰ qui, début des années 1980, était à l'origine du concept de la défense au large, calqué sur les travaux

⁶⁸⁸ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2006**, op. cit.

⁶⁸⁹ BRUSTLEIN Corentin, **L'entrée en premier et l'avenir de l'autonomie stratégique**, Focus stratégique 70, IFRI, novembre 2016.

⁶⁹⁰ Liu Huaqing est le Commandant des Forces Navales chinoises de 1982 à 1988. Il est l'un des principaux architectes de la modernisation de la marine chinoise. Il a également occupé le poste de Vice-président de la Commission militaire centrale de 1989 à 1997.

des théoriciens russes, notamment ceux de l'Amiral Sergei Gorchkov⁶⁹¹. Dans ce cadre, l'une des principales missions assignées aux forces navales chinoises consiste à rendre la présence américaine dans la région d'Asie Pacifique plus coûteuse et plus risquée et, en cas de conflit armé, pouvoir infliger aux forces américaines des dommages difficilement acceptables.

Le Général Liu Huaqing aurait exprimé ce concept en un processus de développement naval, constitué de trois étapes, appliqué à deux zones maritimes stratégiques d'une importance vitale pour la nation. «La première chaîne d'îles comprend la première d'entre elles, généralement décrite comme une ligne passant par les îles Kouriles, le Japon et les îles Ryukyu, Taïwan, les Philippines et l'Indonésie (de Bornéo à Natuna Besar). Cependant, aucun objectif de sécurité nationale n'est plus important pour la Chine que la réunification de Taïwan, et une définition plus raisonnable de la première chaîne insulaire la prolongerait bien à l'est de cette île, peut-être jusqu'à un point situé à 200 milles marins (nm) du continent. Cette première zone de chaîne insulaire englobe la mer Jaune, face à la Corée et au Japon ; l'ouest de la mer de Chine orientale; et la mer de Chine méridionale, qui s'étend profondément en Asie du Sud-Est. Elle répond à de nombreux intérêts nationaux maritimes de la Chine : la concentration des investissements économiques le long de la côte, les revendications territoriales offshore, les ressources océaniques et la défense côtière. Ambitieuse, elle s'étend d'environ 200 à 700 nm du continent, pour inclure Taïwan et la mer de Chine méridionale ; des structures géographiques revendiquées par Pékin comme territoire souverain. La deuxième chaîne insulaire délimite la deuxième zone maritime stratégique de Liu : une ligne nord-sud qui s'étend des Kuriles aux Japon, Bonins, Mariannes, Carolines et Indonésie. C'est un objectif beaucoup plus ambitieux que celui que comporte la première chaîne insulaire, car il englobe des zones maritimes situées à environ 1 800 nm des côtes chinoises, y compris la plupart de la mer de Chine orientale et les Lignes Maritimes de Communication (LMDC) d'Asie de l'Est. La troisième étape de la stratégie maritime putative de Liu présente la PLAN comme une force mondiale construite autour de porte-avions, déployée au milieu du 21^{ème} siècle. Cet objectif impliquerait une PLAN beaucoup plus grande et plus capable sur le plan aérien que la force actuelle de la Chine. Alternativement, cependant, une force navale mondiale pourrait être déployée sous la forme d'une flotte de sous-

⁶⁹¹ Sergueï Gueorguievitch Gorchkov est le Commandant en chef de la Marine soviétique de 1956 à 1985. Par ses idées novatrices, il a fait de la marine soviétique pendant la Guerre froide, une force à même de rivaliser avec les grandes thalassocraties, à l'instar des Etats-Unis et le Royaume-Uni.

marins lance-missiles capables de lancer des missiles balistiques intercontinentaux et des missiles de croisière d'attaque terrestre de longue portée »⁶⁹².

Pour ce faire, la Chine a procédé à l'augmentation de son budget de défense pour entamer le processus de modernisation des forces armées. Cependant, ces investissements ne sont pas perçus par tous de la même manière. En effet, les alliés de la Chine estiment que Pékin œuvre juste pour sauvegarder ses intérêts, alors que pour les Occidentaux elle cherche, à long terme, une parité stratégique avec les Etats-Unis pour devenir le prochain hégémon de la région selon l'échéancier suivant : « au début du 21^{ème} siècle, la défense au large devrait comprendre la première chaîne d'îles, s'étendant du Japon aux Philippines, ce qui inclut les mers de Chine orientale et méridionale. Vers 2020, la MAPL devrait exercer une influence «circonstancielle» jusqu'à la seconde chaîne d'îles sur un tracé Nord-Sud, des îles Kouriles jusqu'aux îles Mariannes. Enfin, pour 2050, il est envisagé que les océans Pacifique et Indien soient à portée des navires chinois »⁶⁹³.

En 2015, les dirigeants chinois ont décidé, une nouvelle fois, d'opérer une réduction des effectifs de l'APL de 300.000 hommes, opération qui s'est achevée en 2018⁶⁹⁴. Cette même année, le Premier Ministre chinois a annoncé « qu'au cours des cinq dernières années, sous la direction du Comité Central du PCC et de la Commission militaire centrale, la tâche de renforcement des forces armées et de leur rajeunissement a créé une nouvelle situation, et que toutes les parties impliquées ont globalement achevé la suppression de 300.000 postes »⁶⁹⁵. Il importe de souligner que depuis son ouverture vers le monde en 1978, la Chine a réduit le nombre de ses militaires à ce jour d'environ quatre millions.

Comme nous l'avons vu dans la précédente section, le livre blanc chinois de la défense de 2019 a constitué une tribune pour répondre à la nouvelle stratégie de

⁶⁹² COLE D. Bernard, «**The PLAN Navy and "Active Defense"**», p.130, pp 129-138, in Stephen J. Flanagan et Michael E. Marti (dir.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, National Defense University Press, Washington DC, 2003.

⁶⁹³ ROY Dominic, « **La modernisation navale chinoise : défense active, ambitions nouvelles et réalisme stratégique** », Cahiers du CÉRIUM Working, 2016/02, Paper n° 008.

⁶⁹⁴ « **Armée chinoise : la réduction d'effectifs de 300000 postes globalement achevée** », le Quotidien du Peuple, 07 mars 2018, document disponible sur le site <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2018/0307/c31354-9434035.html>, consulté le 19 avril 2020.

⁶⁹⁵ Ibid.

sécurité nationale des États-Unis lancée entre 2017 et 2018, dont le point d'orgue est le passage de Washington de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme à la concurrence et au bras, de manière ouverte, de fer avec Moscou et Pékin. Les auteurs du livre blanc soulignent qu'avec leur stratégie du pivot vers l'Asie, consistant en le déploiement de troupes dans la région d'Asie Pacifique, et leur politique, permettant l'augmentation des fonds pour renforcer leurs capacités dans les domaines de l'espace et du nucléaire, ainsi que dans le cadre du déploiement du bouclier antimissiles, les Etats-Unis exacerbent, chaque année davantage, la concurrence stratégique internationale et compromettent l'équilibre stratégique de la région⁶⁹⁶.

Enfin, le livre blanc de 2019 est également une réponse aux différents rapports élaborés par le Pentagone et les services de sécurité américains sur les suspicions jetées sur la montée en puissance des Chinois, notamment dans le domaine militaire. Ainsi, il est fait état dans cette publication que contrairement aux Etats-Unis, la Chine, qui est viscéralement attachée au principe de non-ingérence et à la protection de ses intérêts vitaux et de ses ressortissants, n'enverra donc aucun soldat en dehors de ses territoires, sauf dans le cadre des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU, et ne cherchera jamais à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats souverains. La Chine privilégiera les échanges financiers et commerciaux à toute autre considération⁶⁹⁷.

De ce qui précède, il est constaté que depuis son indépendance, la RPC a de tout temps adapté sa stratégie de défense chinoise en fonction des changements de son environnement et des constatations faites sur son obsolescence.

La politique de défense chinoise est basée sur la sauvegarde des intérêts de l'Etat qui s'articulent essentiellement autour de la protection de la souveraineté nationale et ses corollaires, l'unité nationale et l'intégrité territoriale, ainsi que le renforcement de la puissance du pays dans tous les secteurs y compris militaire. Selon les autorités chinoises, il est de leur devoir d'utiliser tous les moyens légaux dont elles disposent pour sauvegarder les intérêts de leur pays là où ils se trouvent et ce, tout en respectant les intérêts des autres Etats.

⁶⁹⁶ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2019**, op. cit.

⁶⁹⁷ Ibid.

L'armée chinoise a besoin de grandes finances et ce, au regard de sa taille. En effet, en termes d'effectifs, elle est la plus grande au monde avec un peu plus de deux millions de soldats, qu'il faudra rémunérer, équiper et former. Le budget de défense chinois doit également répondre aux préoccupations des dirigeants chinois pour faire face aux changements géopolitiques et géostratégiques qui s'opèrent dans la région d'Asie Pacifique, en particulier, et dans le monde, en général.

Selon les officiels chinois, leur pays a augmenté, ces dernières années, modérément son budget de défense, pour parer à l'insuffisance des investissements dans le passé, moderniser l'armée, former les personnels militaires et améliorer leurs conditions socio-professionnelles.

La puissance financière chinoise a permis à Pékin d'investir dans la montée en puissance de ses forces armées, ce qui s'est traduit par une modernisation de toutes ses composantes, avec un intérêt particulier accordé aux domaines naval et aérien et au développement des missiles balistiques. La Chine développe également ses moyens pour la projection de ses troupes en dehors de son territoire national. Actuellement, l'APL possède deux porte-avions en service ce qui est appréciable, sachant que le Royaume-Uni en compte deux alors que la Russie, l'Inde et la France, comptent respectivement un.

Des experts militaires ont déclaré que la Chine aura besoin d'au moins six porte-avions pour répondre aux besoins opérationnels. Pour sa part, l'expert militaire Cao Weidong a indiqué, qu'au regard de la longueur de la façade maritime chinoise et des menaces auxquelles le pays est confronté, la marine militaire chinoise a besoin de grandes plates-formes de combat comme les porte-avions⁶⁹⁸. Pour sa part, l'expert militaire Yin Zhuo a déclaré que l'armée chinoise devait avoir des formations de combat de porte-avions pour faire face à tout danger émanant de la mer de Chine orientale et de la mer de Chine méridionale et que la marine chinoise aura besoin d'au moins six porte-avions pour répondre aux besoins opérationnels⁶⁹⁹.

⁶⁹⁸ LI Yan, «**Military experts call reports about China building 6 nuclear submarines baloney**», 02 novembre 2017, document disponible sur le site <http://en.people.cn/n3/2017/1102/c90000-9288033.html>, consulté le 07 janvier 2020.

⁶⁹⁹ Ibid.

Ce processus de modernisation a également exigé de gros investissements dans le domaine de la R&D, qui restent cependant en deçà des niveaux consentis par les Etats-Unis en la matière.

Il est clair que la Chine n'a aucune prétention, dans le court et moyen terme, de devenir un hégémon mondial en remplacement des Etats-Unis, car elle n'est pas en mesure d'assumer le rôle de gendarme international, joué actuellement par Washington. La Chine peut, à juste titre, revendiquer le statut de puissance régionale au même titre que le Japon. Ce statut est en adéquation avec sa stratégie militaire et avec sa volonté de jouer un rôle de grande puissance en Asie.

Pour rappel, à travers ses différents livres blancs de la défense, la Chine se décrit comme un pays pacifique qui œuvre à rapprocher les Etats d'Asie, en les invitant à se réunir dans des organisations et des forums dans le but de faire face, ensemble, aux fléaux dont devrait faire face cette région, à l'instar du terrorisme, la piraterie et la pollution.

Le réalisme suggère que la Chine préfèrerait placer ses ressources financières dans les secteurs et activités qui répondent uniquement aux intérêts du pays et concentrerait ses efforts sur le règlement de tensions internes, telles que le terrorisme, les conflits ethniques et religieux et les conflits territoriaux. S'agissant justement de l'intérêt que porte la Chine à son développement économique, la plupart des pays occidentaux, installés en Chine, accusent Pékin de privilégier les firmes chinoises aux sociétés étrangères et de passivité vis-à-vis de la protection de la propriété intellectuelle, ce qui est en totale contradiction avec les lois de l'OMC que la Chine affirme appliquer.

Pour le Gouvernement chinois, édifier une défense nationale solide constitue un objectif stratégique auquel tous les secteurs d'activités du pays doivent concourir pour l'atteindre selon l'échéancier déterminé par le PCC. Cet objectif est pour les dirigeants chinois la seule garantie pour sauvegarder la sécurité et l'unité du pays.

Enfin, sachant que la concurrence stratégique entre les Etats-Unis et la Chine prend de plus en plus d'ampleur, la question qui mérite d'être posée, qui est par ailleurs récurrente dans les milieux universitaires et dont nous tenterons d'apporter des éléments de réponse dans la section suivante, est celle de savoir si

ces deux grandes puissances seraient en mesure d'éviter, du moins dans le moyen terme, le piège de Thucydide qui pourrait entraîner le monde dans une guerre généralisée et dévastatrice, comme jamais l'humanité n'en a connue, au regard des armes extrêmement destructrices dont disposent ces deux puissances.

Sous-section 3 : Concurrence stratégique entre la Chine et les Etats-Unis : Le piège de Thucydide serait-il inévitable ?

Dans son ouvrage «La guerre du Péloponnèse», Thucydide⁷⁰⁰ retrace la chronologie de la guerre qui a opposé Athènes à Sparte au V^e siècle avant notre ère, en cherchant les causes réelles qui ont mené à cette guerre. Lors de cette guerre, qui a duré près de trente ans, Athènes a gagné plusieurs batailles grâce à sa puissance navale, cependant l'obstination de certains généraux athéniens à anéantir Sparte, qui ne voulait pas de cet affrontement, a conduit à un retournement de situation en défaveur d'Athènes qui a fini par capituler. Au final, les Spartiates ont gagné la guerre, mais les deux puissances ont subi d'énormes dégâts.

Selon Thucydide, la guerre du Péloponnèse a opposé Sparte, la puissance établie qui cherche à maintenir le statu quo, et Athènes, une puissance montante qui remet en cause l'ordre établi. Il en a conclu : «ce qui a rendu la guerre inévitable, c'est la croissance du pouvoir athénien et la peur que cela a provoqué à Sparte». Il a identifié deux moteurs clés de la dynamique de succession, à savoir, «le droit croissant de la puissance montante, le sens de son importance et la demande d'une plus grande parole et influence, d'une part, et la peur, l'insécurité et la détermination à défendre le statu quo que cela engendre dans le pouvoir établi, de l'autre»⁷⁰¹.

De l'analyse de l'œuvre de Thucydide, le politologue américain Graham Allison, professeur émérite à Harvard, déduit une grille de lecture pour analyser le devenir des relations entre les États-Unis et la Chine. Pour Allison, « le piège de Thucydide » est le meilleur cadre pour comprendre pourquoi il existe un potentiel de conflit entre ces deux puissances. C'est cette démarche qu'il a

⁷⁰⁰ Thucydide est un homme politique, stratège et historien athénien, né vers 465 av. J.-C dans le dème d'Halimunte, mort entre 400 et 395 av. J.-C.

⁷⁰¹ ALLISON Graham. "The Thucydides Trap: Are the U.S. and China Headed for War?" Atlantic, 24 septembre 2015, document disponible sur le site <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/09/united-states-china-war-thucydides-trap/406756/>, consulté le 05 mai 2020.

adoptée dans son ouvrage intitulé «Destined for War: Can America and China Escape Thucydides's Trap?», publié en 2017, où il a étudié, en se basant sur des données historiques, l'éventualité d'un conflit armé entre la Chine et les États-Unis.

Cependant, Graham Allison a utilisé l'expression « piège de Thucydide » pour la première fois dans un article publié en 2012 dans les colonnes du Financial Times, où l'auteur rappelle que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Américains ont fourni au monde le cadre économique et de sécurité dans lequel les pays asiatiques se sont épanouis économiquement. Pourtant, le développement rapide qu'a connu la Chine, qui deviendra, dans la prochaine décennie, la plus grande économie du monde, va inciter cette dernière à exiger la révision des règles régissant l'ordre international en place. Pour l'auteur, cette nouvelle situation pourrait susciter un affrontement militaire entre les États-Unis, puissance établie, et la Chine, puissance montante⁷⁰².

En effet, dans son étude des cinq derniers siècles, Graham Allison a identifié seize situations, où une puissance émergente vient se mesurer à un pouvoir établi. Dans douze cas, cette rivalité a débouché sur une guerre. Parmi les cas où la guerre a été évitée, Allison en a décompté quatre, dont la rivalité entre les États-Unis et le Royaume-Uni au début du XX^e siècle et la situation ayant opposé les États-Unis à l'URSS. S'agissant de la guerre froide, les dirigeants des deux puissances ont pu gérer les tensions qui surgissaient périodiquement, à l'instar de la crise des missiles de Cuba, grâce notamment au bon sens imposé par la dissuasion nucléaire. Cette retenue a entraîné l'implosion de la partie la plus faible économiquement, en l'occurrence, l'Union soviétique.

Selon Allison, les deux puissances antagonistes, en général, ne souhaitent pas la guerre et c'est toujours un élément tiers, insignifiant à priori, qui va jouer le rôle de catalyseur, en déclenchant une série d'évènements qui conduiront finalement à un affrontement armé⁷⁰³. C'est ce qui s'est passé, par exemple, le 28 juin 1914, quand l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche par le nationaliste serbe Gavrilo Princip, lors d'une visite à Sarajevo, a provoqué une série de réactions en chaîne, qui a finalement provoqué le déclenchement de la première guerre mondiale et l'embrasement de toute l'Europe.

⁷⁰² ALLISON Graham, «Thucydides's trap has been sprung in the Pacific», Financial Times, 21 août en 2012.

⁷⁰³ ALLISON Graham, **Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?** Editions Odile Jacob, Paris, 2019.

Dans son analyse, Allison estime que «le piège de Thucydide est une dynamique dangereuse qui se met en place quand une puissance montante menace de remplacer une puissance hégémonique, comme Athènes, ou l'Allemagne il y a cent ans, ou la Chine aujourd'hui, et son impact sur Sparte, la Grande-Bretagne il y a cent ans, ou les États-Unis aujourd'hui »⁷⁰⁴.

Graham Allison évalue le piège de Thucydide dans lequel se sont engouffrés les États-Unis, en présentant une description de la montée en puissance de la Chine, au cours des trois dernières décennies, dans les domaines économique et militaire. Il indique que la Chine est devenue la première puissance économique mondiale, surclassant ainsi les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Avec la manne financière dégagée de cette bonne santé économique, Pékin a augmenté son budget de la défense, ce qui s'est traduit positivement sur la puissance militaire du pays. En effet, l'armée chinoise possède un avantage ou une parité avec l'armée américaine dans plusieurs domaines clés de la puissance militaire. Pour Allison, la Chine gagne en puissance par rapport aux États-Unis, puisque dorénavant elle est en mesure de faire pression sur d'autres pays pour qu'ils suivent son exemple⁷⁰⁵.

Enfin, dans son ouvrage, Graham Allison note que la guerre du Péloponnèse n'était pas une inéluctabilité, et préconise de ne pas réitérer les décisions inconsidérées, qui rendent la guerre inéluctable. Il estime que pour éviter le piège de Thucydide et donc l'affrontement militaire entre la Chine et les États-Unis, ces derniers devraient accepter de faire des concessions et surtout éviter que Washington ne confonde ses intérêts vitaux avec ceux de ses alliés asiatiques⁷⁰⁶.

Le livre de Graham Allison, devenu un bestseller, a fait couler beaucoup d'encre et a suscité nombre de débats contradictoires. Entre adhérent et opposant à l'hypothèse de l'auteur, cet ouvrage peut être considéré comme celui qui a le plus fait débat après le Choc des civilisations de Samuel Huntington.

Dans ce cadre, Michael Vlahos, professeur de stratégie et de guerre à l'Université Johns Hopkins, considère que la plus grosse erreur qu'a commise Graham Allison c'est sa volonté de vouloir transformer une rivalité ville-Etat

⁷⁰⁴ Ibid.

⁷⁰⁵ Ibid.

⁷⁰⁶ Ibid.

(Athènes-Sparte) en loi universelle. Remettant en cause le fait qu’Athènes a été ruinée par la guerre, le professeur de l’Université Johns Hopkins argumente ses affirmations par le fait qu’une décennie plus tard avait suffi pour que la ville reconstruise ses infrastructures et même sa flotte. Il affirme donc que la guerre du Péloponnèse était inévitable, non pas pour les raisons invoquées par Graham Allison, mais plutôt au regard de l’esprit compétitif des anciens Grecs. Par conséquent, Vlahos se pose la question de savoir où est le piège s’il s’agit d’un peuple guerrier qui aimait se battre, comme d’ailleurs se fut le cas pour les Espagnols, les Britanniques et les Français. Il conclut enfin qu’il n’y a pas de piège de Thucydide⁷⁰⁷.

De son côté, l’historien et sinologue Arthur Waldron, de l’université de Pennsylvanie, critique de manière virulente le livre de Graham Allison et plaide contre le concept du « piège de Thucydide », qui est devenu un pilier de la pensée sur la Chine. De manière générale, Waldron doute de la pertinence de l’analyse d’Allison, en remettant en cause le fait que Sparte était la puissance dominante avant la guerre du Péloponnèse et affirme qu’Athènes était une puissance impériale et détenait une grande flotte militaire qui lui permettait de dominer les mers, puis en remettant en question le fait que Sparte a déclenché la guerre mais c’est bien Athènes qui a commencé les hostilités⁷⁰⁸. Pour Arthur Waldron, la principale erreur d’Allison est de ne pas voir que les démonstrations de puissance de la Chine cachent des vulnérabilités, à l’instar de sa dépendance des importations de grandes quantités d’énergie, de sa faible productivité, de la pénurie d’eau et des problèmes de pollution, en soulignant qu’une solution militaire ne fait qu’aggraver les problèmes⁷⁰⁹.

Dans son livre intitulé «The Outbreak of the Peloponnesian War», l’historien américain spécialiste de la Grèce antique, Donald Kagan, de l’Université Yale, a écrit « Thucydide a découvert que les gens partaient à la guerre par honneur, peur et intérêt ». Il indiquait également que la principale erreur de Thucydide résidait le caractère inéluctable de la guerre entre Sparte et Athènes, cette dernière ayant terminé son ascension. Aussi, a-t-il conclu à l’inexistence du piège de Thucydide⁷¹⁰.

⁷⁰⁷ VLAHOS Michael, « **Who Did Thucydides Trap?** » 5 juillet 2017, document disponible sur le site <https://www.theamericanconservative.com/articles/who-did-thucydides-trap/>, consulté le 13 avril 2020.

⁷⁰⁸ WALDRON Arthur, « **There Is No Thucydides Trap** », 12 juin 2017, document disponible sur le site <https://supchina.com/2017/06/12/no-thucydides-trap/>, consulté le 30 décembre 2019.

⁷⁰⁹ Ibid.

⁷¹⁰ KAGAN Donald, **The Outbreak of the Peloponnesian War**, Editions Cornell University Press, New York, 1989.

Pour sa part, Jean-Pierre Cabestan, sinologue français et Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique, note que les universitaires et politiques chinois ont réagi à l'hypothèse d'Allison «cherchant à démontrer par leurs paroles comme par leurs actes que le piège de Thucydide pouvait parfaitement être évité. Des paroles rassurantes qui font porter la responsabilité des tensions aux Américains»⁷¹¹.

En somme, l'analyse d'Allison serait entachée de quelques lacunes, dont la principale réside dans le fait que l'auteur ne souligne pas dans son ouvrage que le conflit peut être déclenché par le fait que l'un des deux antagonistes, en particulier la puissance montante, revendique agressivement des territoires, ce qui menace directement les intérêts, voire l'intégrité de la puissance en place. Dans le cas de l'inexistence d'une expansion territoriale de ce genre, aucune guerre ne se produit⁷¹². L'autre lacune concerne la pertinence de comparer deux situations très éloignées temporellement et géographiquement. En effet, plus de sept siècles séparent la guerre du Péloponnèse et l'antagonisme actuel entre les Etats-Unis et la Chine. Quant à la distance, celle qui sépare Athènes à Sparte est de l'ordre de 200 Kilomètres alors qu'entre la Chine et les Etats-Unis elle est de l'ordre de 1.100 Kilomètres.

Ceci étant, nous estimons que même avec ses faiblesses, la grille de lecture de Graham Allison garde sa pertinence au regard des multiples points de friction entre la Chine et les Etats-Unis, dont Taïwan, le Tibet, les Droits de l'Homme, les différends frontaliers en mer de Chine méridionale et même la question du nucléaire nord-coréen, qui sont autant de pierres d'achoppement à même de constituer un « piège de Thucydide » dans lequel ces deux puissances pourraient être entraînées. Il importe de garder à l'esprit que Taïwan, la Corée du Sud et le Japon, outre l'île de Guam (territoire américain), sont des postes avancés des Etats-Unis qui n'hésiteront pas à intervenir militairement si la Chine venait à déclencher des hostilités contre eux.

Il est vrai que le gouvernement chinois s'efforce de rendre ses forces armées plus fortes, plus efficaces et plus avancées sur le plan technologique pour devenir une force de premier plan d'ici 2049. Avec le deuxième budget de défense mondial,

⁷¹¹ CABESTAN Jean-Pierre, **Le piège de Thucydide vu de Pékin**, Le Débat, 2018/5, n°202, pp : 4-15.

⁷¹² SULLIVAN Declan, **Destiné à la compétition: une analyse du piège de Thucydide de Graham Allison**, 24 janvier 2018, document disponible sur le site <https://thestrategybridge.org/the-bridge/2018/1/24/destined-for-competition-an-analysis-of-graham-allisons-thucydides-trap>, consulté le 23 juin 2020.

même s'il est encore loin de concurrencer celui des Etats-Unis, l'APL se classe déjà parmi les principales forces armées mondiales dans des domaines tels que l'intelligence artificielle et les missiles balistiques antinavires⁷¹³.

Ainsi, l'augmentation du budget militaire chinois et la participation à des exercices militaires conjoints avec la Russie, sont perçus par les Américains comme des preuves de l'agressivité chinoise⁷¹⁴. Toujours selon l'approche américaine, l'hostilité des dirigeants chinois apparaît à travers la décision prise en 2017 pour l'établissement, à Djibouti, de la première base militaire, en dehors des territoires chinois, dérogeant ainsi au principe édicté dans le premier livre blanc sur la défense chinoise de 1998, selon lequel la Chine ne stationne pas de troupes ni n'installe de bases militaires dans un pays étranger⁷¹⁵.

Pour l'Administration américaine, le gouvernement chinois a adopté une approche agressive, déclarant dans le livre blanc chinois de 2015, que «Le rêve chinois est de rendre le pays fort (...). Sans une armée forte, un pays ne peut être ni sûr ni puissant»⁷¹⁶ et dans un livre blanc sur la défense de 2019 que l'APL allait vaincre quiconque tenterait de séparer Taïwan de la RPC⁷¹⁷.

Le processus de modernisation engagé par la Chine a fait d'elle une puissance maritime susceptible d'interdire la navigation en mer de Chine méridionale. Aujourd'hui, la marine chinoise est dotée de toute la gamme de navires de guerre, dont pourrait disposer les thalassocraties, et met en œuvre une stratégie maritime de défense de plus en plus élaborée. A mesure que la montée en puissance de l'armée chinoise progresse, des spécialistes supposent que l'APL s'affirmera encore plus dans la région Asie-Pacifique, ce qui va se traduire par l'exercice de davantage de pression sur Taïwan et par la militarisation des îles contestées dans les mers de Chine orientale et méridionale. Ainsi, selon plusieurs spécialistes, l'île rebelle est actuellement le principal catalyseur de la modernisation de l'APL⁷¹⁸.

⁷¹³ MAIZLAND Lindsay, « **China's Modernizing Military** », 5 février 2020, document disponible sur le site <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-modernizing-military>, consulté le 19 avril 2020.

⁷¹⁴ MYRE Greg, « **Les États-Unis et la Chine se dirigent-ils vers une guerre froide?** », 9 septembre 2019, document disponible sur le site <https://www.npr.org/2019/09/09/747238523/are-the-u-s-and-china-headed-for-a-cold-war>, consulté le 21 avril 2020.

⁷¹⁵ Ibid.

⁷¹⁶ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2015**, op.cit.

⁷¹⁷ **Le livre blanc sur la défense chinoise 2019**, op. cit.

⁷¹⁸ MAIZLAND Lindsay, op. cit.

Sans parti pris, tous les spécialistes s'accordent à dire que le potentiel militaire chinois est loin de pouvoir rivaliser, dans une échéance raisonnable, avec la force de frappe de l'armée américaine et ses alliées. En effet, si les forces armées chinoises ont pu, ces dernières décennies, rétrécir, dans certains secteurs, le gap capacitaire par rapport à l'armée américaine, force est de constater que le gap technologique, qui détermine la qualité des moyens en dotation, est toujours persistant. Outre le fait que l'APL ne fait pas partie d'alliances militaires, elle manque cruellement d'expérience sur le terrain, contrairement aux soldats américains qui se trouvent sur tous les fronts⁷¹⁹.

Les États-Unis et la Chine sont en possession d'arsenaux nucléaires - l'arsenal nucléaire américain est quasiment six fois supérieur à celui de la Chine - et aucun d'eux ne peut être sûr de pouvoir désarmer l'autre lors d'une première frappe et ce, sans omettre le bouclier anti-missile qui pourrait annihiler les frappes chinoises. Ces données en faveur des Américains n'empêchent pas l'existence d'une certaine littérature qui a tendance à exagérer le potentiel de l'APL et ce, pour justifier la présence américaine dans la région d'Asie Pacifique et appuyer la thèse de « la menace chinoise ».

Actuellement, la Chine est à la fois un rival stratégique et un partenaire pour les États-Unis. Cependant, le fait que les rapports officiels américains considèrent la Chine comme la principale menace, cela fait craindre que cette rivalité ne conduise à une guerre. Parmi les scénarios pouvant aboutir à un affrontement militaire direct entre ces deux puissances, la proclamation unilatérale de l'indépendance de Taïwan reste le plus plausible. En vertu du Taïwan Relations Act de 1979, les États-Unis sont tenus de défendre l'île contre une invasion de la RPC. Ce scénario a été évité en 1996, lorsque la Chine a procédé à des manœuvres dans le golfe de Taïwan, dans le but de dissuader les Taïwanais de voter pour un parti séparatiste. En guise de riposte, les États-Unis ont envoyé deux porte-avions sur place et les Chinois ont arrêté les exercices.

Le développement de la Chine a pris une autre ampleur avec l'accession à la Présidence de l'État de Xi Jinping, qui voit tout en grand et veut rendre à la Chine sa notoriété. Dans un discours prononcé en 2017, le Président Xi a appelé les membres du PCC et le peuple multiethnique à «s'unir étroitement autour du Comité central du Parti, à porter haut levé le grand drapeau du socialisme à la chinoise, à travailler dur dans un esprit d'entreprise, et à lutter sans relâche pour

⁷¹⁹ MAIZLAND Lindsay, op. cit.

accomplir nos trois tâches historiques, à savoir le progrès de la modernisation, la réalisation de la réunification nationale, ainsi que la sauvegarde de la paix mondiale et la promotion du développement commun ; et pour remporter la victoire décisive de l'édification intégrale de la société de moyenne aisance, faire triompher le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère, réaliser le rêve chinois du grand renouveau national et satisfaire l'aspiration du peuple à une vie toujours plus belle! »⁷²⁰.

La stratégie adoptée, pour ce faire, s'articule sur trois dates clés. En 2020, la Chine devrait avoir parachevé son objectif de société de «moyenne aisance». En 2035, elle convoitera la place de leader mondial de l'innovation avec un accroissement sensible de la classe moyenne. En 2049, ce qui correspondra au centenaire de l'indépendance de la RPC, le président veut « faire de la Chine un grand pays socialiste beau, moderne, prospère, puissant, démocratique, harmonieux et hautement civilisé »⁷²¹. Selon des spécialistes, les dirigeants chinois cherchent, à travers ces objectifs, à substituer le système international actuel par un autre qui leur est plus favorable⁷²².

En 2013, le Président chinois a déclaré à une délégation étrangère : «L'idée que des pays puissants recherchent nécessairement l'hégémonie ne s'applique pas à la Chine (...). Ce n'est pas dans l'ADN de notre pays (...). Nous devons tous travailler ensemble pour éviter le piège de Thucydide »⁷²³. La déclaration de Xi Jinping faisait échos à l'article, sus-cité, publié par Graham Allison dans le Financial Times en 2012, où ce dernier se posait la question de savoir si ces deux pays pourraient éviter le piège de Thucydide⁷²⁴. En 2015, le Président chinois a déclaré, lors de sa visite aux Etats-Unis, que « Rien dans le monde actuel n'évoque ce qu'on appelle le piège de Thucydide. Mais si des grands pays font des erreurs de calcul stratégique à répétition, ils risquent de tomber dans ce piège »⁷²⁵.

⁷²⁰ Rapport de Xi Jinping au XIX^e Congrès national du PCC, op. cit.

⁷²¹ Ibid.

⁷²² MCFARLAND Kathleen Troia, **Revolution : Trump, Washington and "We the People"**, Editions Post Hill Press, New York, 2020.

⁷²³ ALLISON Graham, **Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?** Op. cit

⁷²⁴ ALLISON Graham, «**Thucydides's trap has been sprung in the Pacific**», op. cit.

⁷²⁵ MAURER H. John, **Thucydides and the Tragedy of Athens: A Parable for America**, 26 juin 2017, document disponible sur le site <https://www.fpri.org/article/2017/06/thucydides-tragedy-athens-parable-america/>, consulté le 23 avril 2020.

Afin d'éviter une éventuelle guerre, il faut d'abord que les Américains se mettent d'accord sur la manière avec laquelle ils doivent gérer les rapports sino-américains. En effet, pour l'historien Walter Russell Mead, les États-Unis n'ont pas réussi à dégager un consensus sur les relations à entretenir avec la Chine, contrairement à ce qui s'est passé contre l'ex-Union soviétique où les Américains ont fait front commun⁷²⁶.

La relation américano-soviétique était presque entièrement une rivalité politique et militaire, alors que la relation sino-américaine est beaucoup plus complexe, au regard de l'interdépendance économique entre les deux pays qui est si importante qu'elle devrait contribuer à réduire la probabilité d'un conflit ouvert entre les deux pays⁷²⁷.

Les États-Unis doivent tolérer une augmentation des capacités militaires et économiques chinoises, qui est inéluctable, car si les dirigeants chinois sont convaincus que l'Administration américaine œuvre pour limiter, voire entraver, la montée en puissance de leur pays, ils pourront se radicaliser et conclure à l'impossibilité de l'établissement d'une relation de coopération, mutuellement bénéfique, avec Washington.

De leur côté, les Chinois doivent éviter tout comportement agressif ou pouvant être assimilé à de l'agressivité. A long terme, si des solutions pacifiques à la question taïwanaise et aux différends territoriaux en mer de Chine, ne sont pas mises en œuvre, les Américains et les Chinois seront plus proche que jamais du piège de Thucydide.

Enfin, Walter Russell Mead affirme que tout au long de l'histoire, les dirigeants penchent le plus souvent vers la résolution pacifique des différends, quand ils comparent rationnellement le pour et le contre d'une guerre⁷²⁸.

Il y a quelques décennies, l'ascension économique de la Chine était considérée comme essentielle au développement du pays et au bien-être, notamment, des citoyens des pays riches qui ont vu leur niveau de vie se hisser vers le haut au regard des bas prix des produits chinois. Certains analystes ont même prédit que cette bonne santé économique allait induire une démocratisation du système politique du pays au sens occidental du terme.

⁷²⁶ RUSSELL MEAD Walter, "Americans Aren't Ready for Cold War II", Wall Street Journal, 10 juin 2019.

⁷²⁷ MYRE Greg, op. cit.

⁷²⁸ RUSSELL Walter Mead, op. cit.

La montée en puissance de l'économie chinoise a engendré une grande interdépendance entre les États-Unis et la Chine qui, dorénavant, partagent des intérêts vitaux, mais également une grande rivalité qui s'est traduite par une guerre commerciale déclenchée, depuis 2018, par le Président américain Donald Trump qui exerce une tension, sans précédent, sur les produits chinois, dans le but de rééquilibrer la balance commerciale qui penche en faveur de la Chine.

Dans cette guerre économique, de nombreux pays se trouvent pris au piège entre les États-Unis, comme principal allié en matière de sécurité, et la Chine, comme principal partenaire commercial. Pour certains analystes, une nouvelle « guerre froide »⁷²⁹ entre ces deux grandes puissances est à envisager, sauf que la forte dépendance de leurs économies va transférer l'affrontement de ses deux puissances, non pas dans le domaine de l'armement, mais dans de domaine technologique. La guerre commerciale sur la 5G engagée par Washington sur Pékin pourrait en être les prémices.

Sur le plan politique, les dirigeants chinois défendent la thèse de l'émergence d'un monde multipolaire, plus équitable, où pourraient coexister pacifiquement les grandes et les petites puissances, ce qui leur a valu d'être considérés de révisionnistes, ce point sera traité dans la prochaine section. Le monde doit donc accepter le système international, mis en place par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, censé être équitable. Où est la cohérence dans ce système international défendu par les Occidentaux, où les Etats-Unis, s'estimant au-dessus des lois internationales, appliquent leurs propres lois internes aux autres Etats, imposent leur monnaie au reste du monde, disposent à eux seuls d'un droit de veto au FMI et interviennent de manière unilatérale en Irak, sans mandat de l'ONU ?

Mettant en avant ces dysfonctionnements, les dirigeants chinois militent, dans le cadre de la mise en œuvre de leur soft power, pour limiter l'influence de Washington, afin qu'elle ne puisse plus convaincre les pays de la région de prendre des mesures contre la Chine. Il ne sert à rien que la Chine puisse repousser les forces militaires américaines au-delà des ceintures d'îles entrant

⁷²⁹ Les tensions économiques actuelles entre la Chine et les États-Unis ne peuvent pas être qualifiées de « guerre froide », car n'obéissant pas au concept formulé par l'écrivain et essayiste britannique, George Orwell, dans l'essai *You and the Atom Bomb*, publié en 1945 pour décrire le conflit militaire par pays interposés opposant l'Union soviétique aux États-Unis. Dans la présente thèse, le terme « guerre froide » est utilisé pour différencier du conflit armé.

dans la stratégie appelée «défense en mer»⁷³⁰, si Washington est en mesure d'amener Tokyo, Séoul ou toute autre capitale à prendre des mesures économiques antichinoises.

Pour ce faire, les Chinois tentent de susciter le doute au sein des pays de leur voisinage sur la volonté des Etats-Unis d'intervenir militairement dans le cas d'un conflit armé avec la Chine. C'est d'ailleurs ce qui a conduit au rapprochement entre Pékin et Manille, depuis que Rodrigo Duterte a pris les rênes des Philippines, ce dernier a remis en cause la volonté des Américains à venir en aide aux Philippins dans le cas d'une agression de la part des chinois. Par réalisme, le Président philippin a choisi de raffermir davantage les relations de son pays avec la Chine et de prendre ses distances avec les Etats-Unis qui tentent de s'immiscer dans les affaires internes du pays.

Ceci étant, même si la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine est grande et pourrait sous certaines conditions, prendre une ampleur autrement plus importante, les dirigeants des deux pays restent conscients que la guerre les détruirait.

Au-delà de toute vraisemblance, le processus de modernisation de l'appareil de défense chinois, même s'il a amélioré considérablement la qualité de ses moyens militaires, notamment ceux des forces navales, la puissance globale de la Chine est toujours en dessous de celle des États-Unis. Ce n'est que dans le Pacifique occidental que la Chine a une chance de correspondre aux capacités américaines⁷³¹.

En outre, les stratèges américains savent pertinemment que dans le cas d'un conflit armé ouvert, il serait naïf de croire qu'il se limitera à l'application des concepts stratégiques, opérationnels et tactiques, où le mieux équipé et maîtrisant l'art de la guerre sera le vainqueur. Loin s'en faut, il sera également question de l'usage de tous les moyens, mêmes ceux prohibés, et en faisant appel aux services des hors la loi. En somme, ce sera une guerre plus que sale, elle sera immonde.

⁷³⁰ En 1987, l'Amiral Liu Huaqing, Commandant des Forces Navales chinoises, avait établi une stratégie appelée «défense en mer», qui se concentre sur les objectifs régionaux et dissuade l'intervention d'un autre adversaire dans un conflit régional⁷³⁰. Ainsi, il a défini le tracé de deux chaînes d'îles qui devraient être considérées par les dirigeants chinois comme les zones de responsabilité immédiate. La première chaîne d'îles est la limite de la plupart des opérations de la marine militaire chinoise, et comprend le Japon et ses archipels du nord et du sud, la Corée du Sud, Taïwan et les Philippines. Quant à la seconde chaîne d'îles, elle inclut les plages du sud de l'archipel japonais à l'île Bonin et les îles Marshall.

⁷³¹ POSTEL-VINAY Olivier, **Le piège de Thucydide**, in le magazine Books n° 98, juin 2019.

S'agissant d'un hypothétique affrontement militaire sino-américain, les avis des spécialistes sont mitigés, entre ceux qui considèrent qu'il est inévitable et ceux qui y voient juste une probabilité. Selon John Mearsheimer, dont la thèse bien connue du réalisme offensif conduit à prédire que la Chine ne pourra poursuivre son ascension pacifique : les Etats sont voués, pour assurer leur survie, à maximiser leur puissance jusqu'à la recherche de l'hégémonie régionale, suscitant contre eux une coalition menée par la puissance hégémonique en place⁷³². Il importe de souligner que les Think Tanks, adoptant la vision réaliste, ont beaucoup d'influence aux Etats-Unis et sont introduits dans les cercles proches de la Maison Blanche et du Pentagone.

Pour revenir à Graham Allison, un conflit armé sino-américain n'est qu'une probabilité et non une fatalité⁷³³ et le piège de Thucydide peut être évité, si les dirigeants américains accepteraient de faire des concessions et négocier avec les Chinois un nouvel ordre mondial.

Cette section fait ressortir que la politique de sécurité de la Chine est en constante évolution, transcrite dans les différents livres blancs de la défense, dont le premier a été publié en 1998. A travers ces livres, les dirigeants chinois mettent en exergue les différentes menaces auxquelles la Chine devrait faire face. Les dirigeants chinois réitèrent la doctrine adoptée par leur pays de non utilisation de l'arme nucléaire en premier, en se réservant le droit de riposter au moment opportun et avec les moyens qu'ils jugent adéquats.

Aux termes des différents livres blancs sur la sécurité, la Chine se défend que son budget de défense soit excessif et insiste qu'il est en deçà de celui des Etats-Unis. Pékin montre également du doigt le danger que représente Washington sur l'instabilité qui règne à travers le monde et le rôle joué par ce dernier dans l'exacerbation de la course aux armements.

Il est, par ailleurs, constaté que les dirigeants chinois procèdent périodiquement à des réductions dans les effectifs de l'APL, preuve de l'intérêt qu'ils portent à la paix, mais aussi pour rationaliser le budget de la défense, qui est obéré par l'importance de la masse salariale. Quant aux réformes opérées, elles répondent à des impératifs géostratégiques qui, de manière générale, induisent des

⁷³² MEARSHEIMER J. John, «**Can China rise peacefully?**», 25 octobre 2014, document disponible sur le site <https://nationalinterest.org/commentary/can-china-rise-peacefully-10204>, consulté le 18 avril 2020.

⁷³³ ALLISON Graham, **Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide** ? Op. cit

changements dans la stratégie de défense, d'une part, et entrent dans le cadre de la modernisation de l'APL pour en faire une Armée moderne et puissante, à même de protéger le pays et ses intérêts, d'autre part.

Les dirigeants chinois sont conscients de l'infériorité stratégique de leurs Forces Armées par rapport à la puissance militaire des Etats-Unis et leurs alliés. Ainsi, le piège de Thucydide apparaît comme une pure construction de Washington pour justifier son budget de défense, qui a atteint des sommets, ainsi que la présence des troupes américaines en Asie-Pacifique. Ce piège, qui maintient l'illusion d'une guerre imminente en Mer de Chine, incite à l'acquisition de systèmes d'armes, toujours plus sophistiqués, ce qui fait fonctionner le complexe militaro-industriel américain.

Conclusion et déductions :

Il est impossible pour la Chine de s'affirmer comme une superpuissance mondiale sans disposer de capacités militaires à la hauteur de cette ambition. Aussi, depuis près de trois décennies, l'Armée chinoise s'est-elle engagée dans un processus de modernisation, afin de développer une puissance militaire à la mesure de la puissance économique dont le pays dispose.

Actuellement, il est clair que l'industrie de défense chinoise se trouve à la croisée des chemins, c'est-à-dire, qu'elle peut être considérée comme développée, par rapport aux pays en voie de développement, et tout juste de bon niveau, comparaison faite avec celles des grandes puissances. Ainsi, avec toutes les avancées technologiques enregistrées par l'industrie militaire chinoise, qui sont indéniables, force est de constater qu'elle reste encore dans la phase de rattrapage du retard technologique.

La Chine est constamment accusée de « voler » la propriété intellectuelle occidentale, essentiellement américaine, pour rétrécir les délais de développement de nouvelles technologies.

L'industrie de défense chinoise ne paraît pas encore en mesure de faire émerger des technologies de rupture, permettant la mise au point de nouveaux systèmes d'armes à même de remettre en cause la suprématie de la puissance de feu des Etats-Unis. Ce n'est pas le cas pour les scientifiques russes, qui auraient mis au point un missile de croisière baptisé « Bourestnik » à propulsion nucléaire, une nouvelle arme « invincible » qui, en plus de remettre en cause l'efficacité du bouclier anti-missile américain, modifierait la manière de faire la guerre entre grandes puissances. A moyen terme, il est quasiment sûr que Pékin restera, dans le domaine de la technologie militaire, un pays suiveur et cette situation est bien connue des dirigeants chinois.

Il faut reconnaître que rien ne laisse penser que la Chine se dote d'une force militaire à même de menacer ou d'envahir les Etats-Unis, l'Europe ou même son voisin le Japon. Les performances de ses systèmes d'armes sont connues et malgré les avancées technologiques enregistrées ces dernières années, il n'est pas encore connu de nouvelles armes révolutionnaires purement chinoises, fabriquées par son industrie militaire.

La montée en puissance de la Chine dans le domaine militaire est défensive par essence. Elle est basée sur le développement de toutes ses composantes, tout en conférant une certaine priorité aux Forces Navales. De manière générale, l'industrie militaire chinoise s'est attelée à développer des systèmes d'armes éminemment défensifs, à l'instar des systèmes de défense sol-air longue portée et des missiles antinavires. Ce choix est dicté par la mise en œuvre par Pékin de la stratégie dite «Anti-Access/Area Denial» (A2/AD), visant à contrecarrer tout déploiement capacitaire américain dans les zones de souveraineté ou d'influence chinoise. Les différends autour des îles, îlots et récifs en mer de Chine illustrent parfaitement l'opposition entre Washington et Pékin.

S'agissant des porte-avions chinois, en l'occurrence, les «Liaoning» et «Shandong», ils sont tous les deux à propulsion classique et restent, technologiquement parlant, en dessous des porte-avions américains. Le troisième porte-avions à propulsion nucléaire est en constructions dans les chantiers navals chinois. Doté de hautes technologies, ce bâtiment pourra effectuer des missions plus longues et sera doté d'un système de catapultage des avions emportés. Avec deux porte-avions en service, la Chine dépasse la Russie, le Royaume-Uni, la France et l'Inde, qui disposent, respectivement, d'un porte-avions. Cependant, avec un total de onze unités⁷³⁴, les États-Unis restent de loin le pays possédant le plus grand nombre de porte-avions en service au monde.

Quant au budget militaire chinois, le deuxième au monde, dont l'augmentation régulière depuis les années 1980 suscite l'inquiétude de l'Occident, il pourrait se justifier par la quête des autorités chinoises de combler le retard de l'APL par rapport aux armées occidentales et ce, à travers la modernisation des équipements en dotation, l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes plus performants, ainsi que l'amélioration des conditions sociaux-professionnelles des personnels. Les pays européens ne s'inquiètent pas outre mesure que le budget de défense américain soit trois fois supérieur à celui de la Chine, dix fois à celui du Royaume-Uni et plus de quinze fois aux budgets de la France et de l'Allemagne.

⁷³⁴ Les onze porte-avions américains en service sont : L'USS Nimitz, L'USS Dwight D. Eisenhower, l'USS Carl Vinson, l'USS Theodore Roosevelt, l'USS Abraham Lincoln, l'USS George Washington, l'USS John C. Stennis, l'USS Harry S. Truman, l'USS Ronald Reagan, l'USS George H. W. Bush et l'USS Gerald Ford.

Pour ce qui est de l'objectif recherché à travers l'installation d'une Base militaire à Djibouti, les dirigeants chinois affirment que celle-ci contribuera à la sécurité des routes maritimes dans la Corne de l'Afrique, et au soutien logistique des opérations de maintien de la paix dans le cadre des nations unies. Cette base a fait l'objet d'une campagne de dénigrement de la part de certains pays, qui accusent Pékin de mettre en œuvre son « projet hégémonique », en qualifiant ladite base d'avant-poste militaire de la Chine en Afrique. Il importe de souligner que Djibouti est devenue une plate-forme des bases militaires étrangères, en abritant les bases et les troupes de plusieurs pays, notamment, les Etats-Unis, l'Italie, la France et le Japon.

S'agissant de la politique de sécurité et de la stratégie de défense chinoises, il est constaté qu'elles subissent des ajustements toujours en réaction aux changements géopolitiques opérés à travers le monde, mais surtout dans l'environnement immédiat de la Chine. Il apparaît clairement que les autorités chinoises ne cherchent pas la confrontation directe, elles savent pertinemment que les conflits armés coûtent chers, durent longtemps et sont contre-productifs. Les conflits induisent toujours des effets négatifs sur l'économie, qui représente actuellement le cœur battant de la RPC, d'autant plus que le dilemme de Malacca est toujours présent.

L'autre point crucial qui milite pour le caractère pacifique de l'approche chinoise, réside dans le fait que Pékin ne possède pas encore de fortes alliances militaires - hormis l'Organisation de Coopération de Shanghai qui vise notamment à stabiliser la région centrasiatique en luttant contre les mouvements fondamentalistes et séparatistes - qui sont une condition sine qua non pour s'engager, à l'heure actuelle, dans une guerre. Quand on sait qu'il a fallu des alliances militaires entre grandes puissances pour envahir l'Irak et la Libye, alors qu'en est-il pour s'en prendre au Japon ou Taïwan dont l'allié commun n'est autre que l'hyperpuissance. Pour rappel, la Chine a toujours refusé d'être membre permanent du Pacte de Varsovie, qui aurait pu constituer un rempart à toute éventuelle agression occidentale, mais le besoin des dirigeants chinois de s'affranchir de toute emprise extérieure dans la prise des décisions était décidément plus fort que tout calcul géostratégique.

Comme nous l'avons constaté, la Chine développe ses moyens militaires pour deux raisons essentielles, la première consiste à défendre son intégrité territoriale contre toute éventuelle agression étrangère et ne plus subir les

menaces extérieures, vécues pendant le siècle d'humiliation, et la seconde, qui découle de la première, consiste à dissuader toute tentation d'indépendance de Taïwan et de spoliation par des puissances étrangères des îles et récifs, objets de litiges, en Mer de Chine.

Dans le troisième et dernière chapitre, il sera question d'étudier si la Chine constitue véritablement une menace ou bien s'agit-il d'une pure invention des Occidentaux, essentiellement américaine, pour maintenir le statu quo et éviter l'émergence de tout autre pôle, susceptible de remettre en cause l'équilibre de puissance actuel et de proposer un modèle autre que celui en usage qui, faut-il le souligner, une fois encore, reprend les critères et les codes faits par les Occidentaux pour les Occidentaux.

Troisième chapitre : Le péril chinois : entre mythe et réalité

En Europe et en Afrique, la Chine est le grand prédateur du monde moderne. Les Chinois se livrent à un pillage des ressources du continent noir, à travers l'acquisition massive de mines, de champs de pétrole et de terres agricoles. Dans le vieux continent, même si le positionnement de Pékin n'est pas aussi invasif qu'en Afrique, les acquisitions chinoises (sociétés, hôtels, château, etc.) sont qualifiées de colonisation rampante.

L'Occident accuse la Chine de menacer Taïwan, le Tibet et le Xinjiang, alors que Pékin campe sur sa position et considère ces régions comme parties intégrantes de la République Populaire de Chine. Sachant qu'en Europe, les mouvements séparatistes sont considérés comme illégitimes et qualifiés parfois de terroristes. La Chine est également accusée de nourrir des visées hégémoniques pour dominer le monde et se substituer aux Etats-Unis. Une fois cet objectif atteint, les dirigeants chinois imposeront leur « modèle totalitaire », où la démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'expression et les libertés individuelles seront confisquées, laissant ainsi place à l'arbitraire et à la terreur.

Pour l'Occident, l'augmentation continue du budget militaire chinois, ainsi que la recherche par l'APL de se doter de moyens de projection des troupes, notamment par l'acquisition de deux porte-avions, l'installation d'une base militaire à Djibouti et l'aménagement militaire d'ilots dans la Mer de Chine Méridionale, ne sauront se justifier, sauf si Pékin nourrit des ambitions de puissance hégémonique.

De leur côté, les dirigeants chinois réfutent catégoriquement ces accusations et assurent que, même si leur pays évolue dans un environnement géopolitique bien plus menaçant que celui des États-Unis ou de l'Europe, le budget de défense chinois est dédié essentiellement à la modernisation du matériel militaire et armement obsolète en dotation et à la couverture des dépenses de fonction. Ils affirment, par ailleurs, leur volonté de renforcer les liens avec leurs voisins et le reste du monde, à travers le commerce et les investissements.

Les autorités chinoises assurent que leur pays, qui n'a aucun projet hégémonique ni impérial, œuvre à instaurer la paix dans le monde, ce qui est en totale adéquation avec son développement économique, dont les répercussions bénéfiques sur la population chinoise sont plus importantes que les affres de la guerre.

Entre l'Occident, qui dénonce les desseins hégémoniques chinois, et la Chine, qui réfute catégoriquement ces allégations, il serait intéressant de savoir quelle est la part de vérité dans ces affirmations.

Pour ce faire, ce dernier chapitre sera consacré aux différents débats théoriques aux Etats-Unis, qui appuient la véracité du concept de «menace chinoise» et proposent des «solutions» pour y faire face, à l'assertion selon laquelle la Chine serait une puissance agressive et, enfin, aux différents facteurs internes et externes à même de stabiliser ou de déstabiliser le pays.

Section I : Les débats théoriques sur la «menace chinoise»

La montée en puissance de la République Populaire de Chine figure parmi les sujets qui mobilisent, depuis près de trois décennies, le plus de spécialistes des Relations Internationales, essentiellement aux États-Unis. L'avènement de la puissance chinoise demeure la problématique centrale de la réflexion dans le champ des Relations Internationales, dans son volet sécuritaire.

Le concept de la «menace chinoise» est principalement une construction de théoriciens réalistes et néoréalistes, élaborée suite à l'effondrement du mur de Berlin et à l'éclatement de l'Union soviétique en quinze Etats, sonnait ainsi le glas de l'antagonisme Est-Ouest. D'après les universitaires et théoriciens outre Atlantique, le danger que peut constituer la Chine réside, d'une part, dans la tentative de ses dirigeants de remettre en cause l'ordre international actuel et, d'autre part, dans la menace sécuritaire qu'elle fait peser sur les pays de son voisinage en raison des différends territoriaux en Mer de Chine, outre les tensions liées au séparatisme dans les régions du Xinjiang et du Tibet. Ce concept, qui est une réactualisation du « péril jaune », jouit d'un certain succès au regard du statut de ses promoteurs au sein de l'establishment américain, dont l'influence dans l'orientation et l'élaboration de la politique étrangère des Etats-Unis est assez forte.

Croire que la Chine est assez puissante pour constituer une véritable «menace» pour l'ordre international, revient à surestimer la puissance militaire de ce pays et à sous-estimer ses problèmes internes (pollution, mouvements séparatistes, vieillissement de la population, etc.), auxquels il est impératif de trouver des solutions, dans les meilleurs délais possibles, au risque de les voir s'amplifier et échapper à tout contrôle.

Les Chinois refusent de s’immiscer dans les affaires internes des autres Etats et n’exigent pas de leurs partenaires commerciaux d’adopter leurs préférences politiques, comme c’est le cas pour l’Occident. Depuis 1978, le développement chinois a été construit en se basant plus sur des facteurs économiques et financiers, que sur des considérations politiques ou idéologiques.

Selon les stratèges chinois, le concept de la «menace chinoise» est une création purement occidentale car l’émergence de la Chine, en tant que grande puissance, risque de menacer et de reléguer au second plan la suprématie occidentale. Ils affirment également que l’émergence de toute autre puissance aurait les mêmes effets et que celle-ci subirait les attaques occidentales.

A l’effet de démêler le vrai du faux dans ces accusations, contradictoires à plus d’un titre, il sera question dans cette section de l’étude des principaux courants ayant traité de la «menace chinoise», de la montée en puissance de la Chine dans la théorie de l’hégémonie et de la véracité des allégations selon lesquelles la Chine serait un pays révisionniste.

Sous-section 1 : La rhétorique ayant prévalu à la construction du «péril chinois».

Aujourd’hui, le monde s’est habitué à voir la civilisation occidentale imposer ses normes et ses codes, à telle enseigne qu’il paraît même disposé à délaisser ses propres repères culturels et adopter ceux importés des Etats-Unis ou de l’Europe. De leur côté, les pays occidentaux, qui se trouvent dans une position qui leur est favorable, tentent par tous les moyens de maintenir le statu quo actuel et n’arrivent plus à admettre l’intrusion d’aucun autre pays dans leur club restreint. Dans la division internationale du travail, les pays développés, occidentaux pour leur majorité, se situant au centre de ce système, empêchent les pays de la périphérie, pour la plupart sous-développés et émergents, d’accéder au développement⁷³⁵, et ne lésinent pas sur les moyens pour y arriver.

A titre illustratif, en 2018, les Etats-Unis qui ont pris conscience qu’ils étaient devancés dans le développement des réseaux de télécommunications de 5^{ème} génération (5G), par la firme chinoise Huawei, ont accusé cette dernière, notamment, d’espionnage au profit de Pékin. Washington a également ordonné à

⁷³⁵ Immanuel Wallerstein, **Comprendre le monde : Introduction à l’analyse des systèmes-monde**, Editions La Découverte, Paris 2009.

ses alliés d'interdire les réseaux 5G de Huawei dans leurs pays. En fait, il est clair que l'Occident, tiré par les États-Unis, n'arrive pas à admettre que la Chine puisse être leader dans cette nouvelle technologie, qui sera au centre de l'industrie du futur et que les firmes américaines soient contraintes de se fournir auprès des sociétés chinoises (ce cas sera également repris avec plus de détail dans la 3^{ème} sous-section de la dernière section du présent chapitre).

Au registre de la puissance militaire, les États-Unis font tout pour empêcher l'émergence d'un peer competitor, partout dans le monde. Dans ce cadre, « l'esquisse d'un rapport du Defense Planning Guidance (DGP) du Pentagone suggère que le ministre de la Défense avait préparé un document destiné à empêcher l'émergence de toute superpuissance rivale en Europe occidentale, en Asie ou sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Le projet du DGP suggère que les États-Unis devraient assurer le leadership nécessaire pour établir et protéger un nouvel ordre qui puisse convaincre leurs concurrents éventuels de l'inutilité d'aspirer à un rôle plus important ou de persévérer dans une attitude plus agressive pour protéger leurs intérêts »⁷³⁶. Pour ce faire, les stratèges américains recommandent également l'augmentation du budget de défense, l'investissement de manière massive dans la Recherche-Développement et enfin l'usage de campagnes de diabolisation contre les tentatives de montée en puissance d'autres pays et de remises à l'ordre quand il s'agit des alliés.

D'un autre côté, certaines décisions prises par les autorités chinoises peuvent susciter le doute, en Occident et chez les pays voisins, quant à leur caractère pacifique, à l'instar de l'augmentation, chaque année davantage, de leur budget de défense et de la ligne en neuf traits, à travers laquelle Pékin revendique sa souveraineté sur la quasi-totalité de la Mer de Chine méridionale.

A cet effet, la question qui mérite d'être posée est celle de savoir si la peur de la Chine est véritablement justifiée ? Pour y répondre, nous allons dans cette section, entre autres, passer en revue les principaux débats théoriques sur la «menace chinoise», principalement aux États-Unis, analyser les objectifs recherchés par Pékin à travers la mise en œuvre de son soft power et la nouvelle route de la soie et, enfin, étudier les facteurs internes et externes qui pourraient déstabiliser la Chine, ainsi que le rôle de la puissance économique chinoise dans l'apaisement ou l'exacerbation de ses relations avec les autres puissances.

⁷³⁶ SCHWOK René, «Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis : Analyse critique de l'approche "dissociative"», Études internationales, 1998, Volume 29, n° 1, pp : 107–126.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, le monde s'est trouvé confronté à un conflit idéologique entre deux blocs, l'un à l'Est sous la conduite des Etats-Unis d'Amérique et l'autre à l'Ouest sous l'égide de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Chacun des deux camps tentait d'affaiblir l'autre en attirant le plus de pays dans son orbite.

Ainsi, afin de contenir la progression de l'Union Soviétique vers l'ouest et la circonscrire dans son pré-carrée, le stratège américain George Kennan a mis au point dès 1946 la stratégie dite de «containment», qui «consistait à contrer toute avancée territoriale de l'Union soviétique, principalement en Europe, avec l'OTAN, et accessoirement dans le reste du monde, par la formation d'un réseau d'alliances bilatérales et de clientèle avec des pays amis, sans être toujours très regardant sur la nature de leur régime politique, notamment en Amérique latine et en Asie»⁷³⁷.

Suite à la fin de la guerre froide, où les valeurs occidentales sont sorties vainqueurs d'un conflit qui a duré environ 45 ans, les Etats-Unis et certaines puissances européennes se sont empressés à récolter les dividendes de la paix, traduites notamment par une réduction drastique des budgets de la défense⁷³⁸. L'Administration américaine a également procédé à la fermeture de bon nombre de bases militaires à l'étranger, réduisant ainsi considérablement les troupes installées en dehors du territoire américain⁷³⁹.

Alors que la question du retrait des troupes américaines d'Asie se posait avec acuité aussi bien dans le milieu politique que dans le milieu académique, pour le Département de la Défense, un éventuel retrait des troupes américaines pourrait entraîner le réarmement de certains pays asiatiques, à l'instar du Japon et de la Corée du Sud, voire la tentative d'autres puissances de se substituer au parapluie américain.

Le déclin relatif des Etats-Unis étant une certitude, comme nous allons le voir ci-dessous, les universitaires, les stratèges et les décideurs américains, Républicains et Démocrates, s'attendent depuis la chute de l'empire soviétique à trouver la meilleure stratégie à même de maintenir la supériorité et l'influence

⁷³⁷ VILTAD Yves, op. cit.

⁷³⁸ Dans cet environnement d'euphorie, le Philosophe et économiste américain Francis Fukuyama a prédit, dans son ouvrage intitulé «**La fin de l'histoire et le dernier homme**», la suprématie absolue, ad vitam aeternam, de la démocratie libérale sur les autres valeurs.

⁷³⁹ PETTYJOHN L. Stacie, **U. S. Global Defense Posture, 1783-2011**, RAND Corporation, Santa Monica, 2013.

des Etats-Unis à travers le monde. Dans ce domaine, deux grandes écoles, à savoir, le réalisme et le libéralisme, mènent le débat essentiellement outre Atlantique.

Selon le concept réaliste, c'est la structure même du système international qui incite les Etats-Unis, dans une tentative d'assurer leur survie et de pérenniser leur leadership, à œuvrer à rester la première puissance militaire au monde pour pouvoir faire face aux ambitions des puissances régionales de leur succéder. Historiquement, il a été prouvé que la transmission du relais de la puissance se passe, de manière générale, à travers la guerre et dans le sang. En effet, dans une étude de Graham Allison, ce point a déjà été étudié en détail dans la deuxième partie, il a été constaté que sur les seize occurrences relevées par l'auteur, douze fois, le «piège de Thucydide» a débouché sur la guerre et quatre fois, celle-ci a été évitée⁷⁴⁰.

Pour les réalistes «un monde dans lequel les États-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violences et de désordres, moins de démocratie, et de croissance économique que si les États-Unis continuaient, comme aujourd'hui, à avoir plus d'influence sur les affaires globales que tout autre pays. Le maintien de la primauté des Etats-Unis est essentiel non seulement pour le niveau de vie et la sécurité des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre international »⁷⁴¹. C'est suivant ce principe que l'Union Soviétique (pour sa puissance militaire) puis le Japon (pour sa puissance économique) ont été également qualifiés de «menace» lorsqu'ils ont atteint un niveau assez important leur permettant de remettre en cause la prééminence américaine.

Selon ce paradigme, tout État devenant plus riche et plus puissant militairement recherche, d'abord, une plus grande influence régionale, puis mondiale, ce qui entraînera un changement de la structure du pouvoir dans la région en question et dans le monde⁷⁴². Pour les réalistes, l'équilibre des puissances a été rompu avec la disparition de l'URSS, ce qui inévitablement allait exacerber les prétentions hégémoniques des grandes puissances régionales. Le Japon et

⁷⁴⁰ ALLISON Graham, **Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?** Op. cit

⁷⁴¹ HUNTINGTON P. Samuel, «**Why International Primacy Matters**», International security, printemps 1993. Volume 17, n° 4, pp : 68-83.

⁷⁴² CUI Shengmin, **China's Role and Interests in the Greater Mekong Subregion**, Editions Logos Verlag Berlin, Berlin, 2018.

l'Allemagne, qui figuraient dans la liste des candidats potentiels, étaient de facto disqualifiés car ne remplissant pas deux grands critères de la première importance, à savoir, ils ne possèdent pas l'arme atomique et ne sont pas membres permanents au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Ces arguments ne résistent pas à l'analyse puisque, dans le domaine militaire, le Japon est, jusqu'à aujourd'hui, sous la protection des Etats-Unis, et l'Allemagne a été désarmée selon les termes de la Conférence de Potsdam. Quant à la Russie, l'état dans lequel elle se trouvait sur les plans socio-économique, militaire et technologique, rendait ce pays inapte pour prétendre disputer l'hégémonie aux Etats-Unis. En toute évidence, le choix de l'école réaliste est tombé sur la Chine, car c'est un pays qui dispose de grandes potentialités dans les domaines économique et militaire et qui jouit d'une confiance accrue sur la scène internationale⁷⁴³. De toute façon, il fallait à tout prix un ennemi au complexe militaro-industriel américain pour pouvoir vendre ses produits.

Il importe de rappeler que le développement économique chinois, unique dans l'histoire, a incité les stratèges américains, depuis le début des années 1990, à tirer la sonnette d'alarme quant au danger que pourrait constituer Pékin dans un futur proche. En effet, avec une superficie quasi continentale et une démographie sans égale, la Chine possède tous les atouts pour acquérir des capacités militaires pouvant la hisser au rang de grande puissance régionale en Asie ; statut qui pourrait à terme inciter la Chine à vouloir se substituer à la présence américaine dans la zone d'Asie pacifique. Selon le raisonnement réaliste, la Chine pèsera de tout son poids pour s'assurer qu'aucun pays en Asie, notamment le Japon, n'atteindra un niveau de puissance à même de mettre en péril sa souveraineté⁷⁴⁴. Cette analyse réaliste repose essentiellement sur des analogies historiques avec l'Allemagne de Guillaume II et le Japon de Hirohito, qui ont poussé leurs pays respectifs à un militarisme exacerbé aux fins d'expansionnisme⁷⁴⁵.

En fait, c'est la peur des stratèges, universitaires et hommes politiques américains de voir un jour leur pays perdre sa suprématie notamment militaire au profit d'un autre Etat, actuellement la Chine, qui a fait naître le concept de «menace chinoise». Les partisans de ce concept, s'appuyant sur des faits

⁷⁴³ BABBIN Jed et TIMPERLAKE Edward, **Showdown: Why China Wants War With the United States**, Editions Regnery, Washington, 2006.

⁷⁴⁴ MEARSHEIMER J. John, «**Better to Be Godzilla than Bambi**», Foreign Policy, janvier-février 2005, pp : 47-48.

⁷⁴⁵ SAMAAAN Jean-Loup, op. cit.

historiques, affirment que les Nations qui atteignent le statut de grande puissance ont souvent recours à la guerre, afin d'affirmer leur suprématie sur les relations internationales et protéger leurs intérêts en dehors de leur territoire⁷⁴⁶. Leurs conclusions sont corroborées par des arguments-difficilement acceptables - selon lesquels les politiques des États-Unis et de la Chine diffèrent considérablement sur des questions telles que les droits de l'homme, la démocratisation et l'intervention dans les affaires internes des autres États.

Dans son ouvrage «Naissance et déclin des grandes puissances», publié en 1988, coïncidant avec le déclin de l'empire soviétique, Paul Kennedy écrivait dans son introduction «La puissance relative des grandes nations à l'échelle internationale ne reste jamais constante : elle varie surtout avec les taux de croissance de chaque société et dépend de l'avantage relatif que confèrent les avancées technologiques et structurelles»⁷⁴⁷. Une économie florissante permet à un pays de supporter les coûts importants du maintien en condition d'une grande armée aussi bien en temps de paix que de guerre. Cependant, si la part réservée à l'effort militaire dépasse un certain seuil, au point d'obérer le budget de l'Etat, c'est toute la puissance du pays qui s'en trouve affaiblie. Or, l'économie américaine est de plus en plus mise à mal et trouve beaucoup de difficultés à faire face à l'agressivité des économies émergentes, qui s'accaparent des parts de marchés traditionnellement acquises aux pays occidentaux. Aujourd'hui, force est de constater que les Etats-Unis ne disposent plus des ressources financières nécessaires pour dominer le monde.

De son côté, Robert Kaplan, spécialiste américain des sciences politiques, a mis en garde, dans un article intitulé : «How We Would Fight China», publié en 2005 dans la revue *The Atlantic*, contre la montée en puissance chinoise, allant jusqu'à «dépeindre le pays comme la nouvelle Union soviétique, l'océan Pacifique comme le territoire allemand de la guerre froide et le Pacific Command de l'armée américaine comme l'OTAN d'hier»⁷⁴⁸. Le contenu de cet article illustre parfaitement la vision du département de la Défense américain vis-à-vis de la Chine⁷⁴⁹.

⁷⁴⁶ LANTEIGNE Marc, **Chinese Foreign Policy: An Introduction**, Editions Routledge, Londres 2015.

⁷⁴⁷ KENNEDY Paul, **Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000**, Editions Payot, Paris, 2004.

⁷⁴⁸ SAMAAN Jean-Loup, op. cit.

⁷⁴⁹ BUSH C. Richard et O'HANLON E. Michael, **A War Like No Other : The Truth About China's Challenge to America**, Editions Wiley, New Jersey, 2007.

Depuis la chute de l'empire soviétique, un débat s'est engagé dans les milieux académique et politique américains, quant au danger que pourrait représenter la Chine dans l'avenir et sur la posture la plus appropriée que devrait adopter Washington pour contenir la montée en puissance de Pékin. A signaler que les débats sur l'émergence de la Chine comme grande puissance ont fait couler beaucoup d'encre partout dans le monde, au regard des conséquences que cela pourrait avoir sur la modification des équilibres des forces en défaveur des Occidentaux. Entre pessimistes et optimistes, les débats gardent aujourd'hui encore toute leur acuité.

De manière générale, pour la grande majorité des réalistes, la politique de «containment» qui avait donné des résultats probants, ayant conduit à l'effritement de l'Union Soviétique, reste la meilleure stratégie à adopter pour faire face à la menace chinoise. Quant aux libéraux, ils estiment que compte tenu des changements survenus dans le monde, la politique d'«engagement», qui consiste à impliquer les responsables chinois dans le traitement des dossiers internationaux serait la plus adéquate pour contenir la montée en puissance de la Chine. L'approche libérale insiste, par ailleurs, sur la centralité de la démocratisation du régime chinois.

Depuis la moitié des années 1990, Joseph Nye a milité pour que les États-Unis maintiennent leur présence en Asie de l'Est pour sécuriser la région. Selon lui, l'engagement des États-Unis dans la zone passe inévitablement par le renforcement des potentiels militaires de leurs alliés. C'est dans ce cadre que le Président Bill Clinton l'a chargé de mener les discussions avec les représentants japonais pour négocier le traité de coopération mutuelle et de sécurité entre les deux pays⁷⁵⁰.

Dans son article «La sécurité en Asie de l'Est : les arguments en faveur d'un engagement profond», paru en 1995 dans la revue *Foreign Affairs*, Joseph Nye écrit : «L'histoire nous montre que les périodes de montée et de descente des grandes puissances sont souvent des périodes de grande instabilité dans les systèmes étatiques internationaux (...). La structure du pouvoir international en Asie de l'Est est aujourd'hui marquée par l'ascension et la chute des grandes puissances. Au cours de la dernière décennie, l'Union soviétique a décliné et

⁷⁵⁰ RAMCHARAN Bertrand et RAMCHARAN Robin, **Conflict Prevention in the Un's Agenda 2030: Development, Peace, Justice and Human Rights**, Editions Springer, New York, 2020.

s'est effondrée (...). Si les taux de croissance récents de la Chine se maintiennent, elle deviendra la deuxième plus grande économie du monde peu après le tournant du siècle. Sa force militaire augmentera naturellement aussi. Même si la Chine n'augmente pas son budget de défense en pourcentage de son PNB (...) l'ampleur de la hausse du PNB chinois signifie que des capacités militaires impressionnantes accompagneront sa croissance économique. L'adaptation du système international à la montée de la puissance chinoise, le rajeunissement éventuel de la Russie, l'évolution du rôle du Japon et les tensions dans la péninsule coréenne seront d'une importance cruciale pour l'avenir de la stabilité et de la prospérité de l'Asie de l'Est»⁷⁵¹.

Prenant conscience de la sensibilité des changements qui s'opéraient et leur inéluctabilité, Joseph Nye voulait trouver le juste équilibre entre l'obligation du maintien d'une présence militaire américaine dans la région d'Asie de l'Est, sans pour autant considérer Pékin comme un ennemi. Bien au contraire, pour lui, l'impératif est de mettre en œuvre vis-à-vis de la Chine une stratégie d'«engagement», qui consiste à impliquer Pékin dans la gestion des affaires du monde, le but ultime étant de faire de ce pays un Etat responsable⁷⁵². Ainsi, le Professeur de Harvard s'est opposé à la mise en place d'une stratégie de «containment», telle que proposée par les académiciens et politiciens réalistes, en estimant que le danger qui pourrait venir de la Chine serait neutralisé, ipso facto, par la présence militaire des Etats-Unis dans la région d'Asie Pacifique.

Qualifiant l'approche de Joseph Nye dans la région d'Asie Pacifique comme coûteuse et portant préjudice aux intérêts des Etats-Unis, ses détracteurs du courant réaliste, ainsi que les politiciens des milieux conservateurs l'ont «accusé de manquer de fermeté à l'égard de la Chine, argument inlassablement mobilisé par les Républicains, depuis 1949, lorsqu'ils sont dans l'opposition»⁷⁵³. Pour John Mearsheimer, qui se réclame du courant réaliste «offensif», la Chine est le seul pays au monde qui possède les moyens financiers et la volonté nécessaires pour prétendre devenir une grande puissance au même titre que les Etats-Unis. Il estime que les autorités chinoises sont belliqueuses et aspirent, contrairement aux discours officiels qui se veulent réconciliants, à hisser leur pays au rang

⁷⁵¹ NYE S. Joseph, «East Asian Security : The Case for Deep Engagement», Foreign Affairs, volume 74, n° 4, 1995, pp : 91-92.

⁷⁵² Ibid.

⁷⁵³ VILTARD Yves, op. cit.

d'hégémon dans la région d'Asie, dans un premier temps, puis à l'échelle planétaire, dans un second temps⁷⁵⁴.

Dans son analyse, Mearsheimer a recommandé le renoncement à la politique d'engagement mise en œuvre pendant les années 1970 par les Etats-Unis vis-à-vis de la Chine⁷⁵⁵ pour, d'une part, faire de ce pays un Etat «responsable» et, d'autre part, faire contrepoids à l'URSS. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, cette politique était encore en vigueur pendant les deux mandats du Président Américain Bill Clinton (1993-2001). Les critiques étaient tellement virulents que le Congrès, à majorité républicaine, reprochait au Président Clinton de participer à la montée en puissance de la Chine par «ses changements de cap, sa faiblesse dans les négociations bilatérales et son laxisme en matière de transferts de technologies sensibles»⁷⁵⁶.

Mearsheimer estime, enfin, qu'à l'égard de Pékin l'adoption par Washington d'une politique de containment est la stratégie la plus appropriée pour faire face au développement démesuré de la Chine. Il estime, par ailleurs, que la Chine ne possède pas encore les capacités militaires pour aspirer à l'hégémonie régionale⁷⁵⁷.

Dans son ouvrage «Le grand échiquier», le politologue Zbigniew Brzezinski a procédé à un examen de la géopolitique mondiale, et tracé les futurs objectifs stratégiques des Etats-Unis. Il évoquait «la naissance d'une grande coalition entre la Chine, la Russie et peut-être l'Iran, coalition «anti-hégémonique» unie moins par des affinités idéologiques que par des rancunes complémentaires. Similaire par son envergure et sa portée au bloc sino-soviétique, elle serait cette fois dirigée par la Chine. Afin d'éviter cette éventualité, aujourd'hui peu probable, les Etats-Unis devront déployer toute leur habileté géostratégique sur une bonne partie du périmètre de l'Eurasie, et au moins, à l'ouest, à l'est et au sud. Un axe sino-japonais, bien que plus localisé, serait encore plus lourd de conséquences (...). Toutefois, on voit mal comment, dans un avenir prévisible, ces deux pays réussiraient à passer outre leur contentieux historique pour former

⁷⁵⁴ MEARSHEIMER J. John, **The Tragedy of Great Power Politics**, Editions Norton & Company, New York, 2001.

⁷⁵⁵ A partir de 1969, en pleine guerre froide, les relations sino-américaines ont connu un réchauffement, couronné notamment par l'admission de la République Populaire de Chine, le 25 octobre 1971, comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, en lieu et place de Taïwan, et par la visite effectuée par le Président Richard Nixon en Chine le 21 février 1972.

⁷⁵⁶ EYRAUD Henri, op. cit.

⁷⁵⁷ MAERSHEIMER J. John, **The Tragedy of Great Power Politics**, op. cit.

une alliance (...). Pour improbable qu'il paraisse aujourd'hui, on ne peut pas non plus exclure un grand réalignement en Europe, sous la forme d'un pacte germano-russe ou d'une entente franco-russe (...). Les deux hypothèses redeviendraient concevables si des blocages insurmontables condamnaient l'unité européenne ! Encore faudrait-il que les relations entre l'Europe et les Etats-Unis se détériorent gravement. A cette dernière condition, on peut imaginer divers accommodements entre l'Europe de l'Ouest et la Russie, visant à exclure les Etats-Unis du continent. Dans les circonstances actuelles, aucune de ces variantes n'est vraisemblable»⁷⁵⁸.

Pendant la présidence de Bill Clinton, les relations sino-américaine ont été entachées de plusieurs incidents, dont l'envoi de deux groupes aéronavals américains dans le détroit en réaction aux manœuvres militaires exécutées par la Chine près des côtes taïwanaises en mars 1996, en pleine campagne pour l'élection présidentielle à Taïwan, ainsi que la suspension par Pékin, en 1999, des contacts militaires avec Washington et le dialogue sur les droits de l'homme, après le bombardement par l'Otan de son ambassade à Belgrade. Cependant, tous les observateurs s'accordent à dire que, sous l'ère Clinton, les relations entre les Etats-Unis et la Chine étaient correctes, ponctuées notamment par la reprise du dialogue militaire sino-américain et l'échange de visites par les Présidents des deux pays. Il importe de rappeler que l'administration de Bill Clinton a été fortement critiquée par les Républicains sur le fait qu'elle n'avait aucune stratégie pour faire face à la montée en puissance de la Chine.

Pour sa part, le Président George W. Bush a opéré d'importants changements par rapport à la posture de son prédécesseur. En effet, même si un rapprochement sino-américain s'est senti après les attentats du 11 septembre 2001, où les deux parties se sont mises d'accord pour travailler ensemble dans le cadre de la lutte antiterroriste, la nouvelle administration américaine a pris «plusieurs initiatives significatives : rapprochement stratégique avec l'Inde, coopération avec le Japon en matière de défense antimissile balistique (DAMB), redéploiement d'un groupe aéronaval depuis l'Atlantique vers le Pacifique ou décision de déployer 60 % des sous-marins américains dans le Pacifique»⁷⁵⁹. Faut-il rappeler que le dossier chinois a été quelque peu relégué au second plan

⁷⁵⁸ BRZEZINSKI Zbigniew, **Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde**, Editions Fayard, Paris 2011.

⁷⁵⁹ BRUSTLEIN Corentin, «**La nouvelle posture militaire américaine en Asie**», Politique étrangère 2013/2, (Eté), pp : 53-65.

par l'administration Bush, qui s'est désengagée de l'Asie pour se focaliser, d'une part, sur le Moyen-Orient, notamment l'Irak et le dossier nucléaire iranien, et d'autre part, sur l'Afghanistan et le dossier nucléaire nord-coréen.

Quant au Président Barak Obama, il a consacré son premier mandat au retrait des troupes américaines des borbiers irakien et afghan, et dédié le second au basculement du «pivot» américain vers le centre de gravité du monde, en l'occurrence, l'Asie. En effet, la Chine étant désignée comme le grand défi de demain et perçue comme une problématique géopolitique pouvant porter atteinte aux intérêts des Etats-Unis et à la sécurité de leurs alliés, la zone d'Asie Pacifique est devenue la priorité de Washington⁷⁶⁰.

S'agissant de la gouvernance du Président Donald Trump, elle est caractérisée par une politique agressive, aussi bien à l'égard des pays alliés qu'envers ceux considérés comme ennemis. Le locataire de la Maison Blanche, dans une démarche visant à effacer les traces de son prédécesseur annoncée lors de sa campagne électorale, s'est retiré d'un certain nombre de traités internationaux transgressant, ainsi, tous les codes et us en usage dans les relations diplomatiques. En 2018, le Président Donald Trump a enclenché une guerre commerciale contre la Chine, en imposant des taxes douanières sur les produits chinois, et en sanctionnant plusieurs firmes chinoises, dont Huawei, accusée d'espionnage. Les hautes autorités chinoises ont vivement protesté contre les agissements du Président américain qui, selon eux, affectent négativement les relations entre les deux pays, et appelé les Américains à la table des négociations.

Comme aucun Etat ne peut prévoir le comportement des autres Etats, il est tout à fait compréhensible que la rapide montée en puissance de la Chine puisse susciter les appréhensions et les craintes des pays voisins, ce qui engendre des augmentations substantielles des budgets de défense pour la quasi-totalité des pays de la région asiatique. Les grands gagnants sont, bien entendu, les complexes militaro-industriels américain et russe, qui sont les premiers fournisseurs en armes de la région.

⁷⁶⁰ **Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for the 21st Century Defense**, US Department of Defense, janvier 2012.

Ceci étant, nous estimons que la Chine n'est pas en mesure, à court et à long termes, de constituer une menace pour les pays de son voisinage, encore moins pour les pays lointains. Les dirigeants chinois, comme nous allons le voir dans la troisième section du présent chapitre, sont tout à fait conscients qu'ils sont dans l'obligation de faire face, dans les meilleurs délais, à de grands défis internes, dont les mouvements séparatistes, le vieillissement de la population, les problèmes écologiques qui, dans le cas où des solutions ne sont pas trouvées, pourraient déstabiliser le pays, le rendant plus vulnérable à tous les points de vue. A cela s'ajoutent les problèmes externes, à l'instar des différends territoriaux en mer de Chine orientale et méridionale, qui sont à l'origine de grandes tensions dans la région, outre la guerre économique enclenchée par les Etats-Unis et qui s'intensifie chaque jour davantage.

Enfin, selon des données de sources spécialisées, notamment du SIPRI YEARBOOK et de The Military Balance, la prééminence militaire des Etats-Unis s'étalera le long de ce XXI^{ème} siècle, car la base industrielle et technologique de défense chinoise n'est pas encore en mesure de procéder à des ruptures technologiques à même de faire pencher la balance de la puissance en sa faveur. Ainsi, nous estimons que l'armée chinoise restera encore pendant longtemps la troisième puissance derrière les Etats-Unis et la Russie, dont le niveau technologique est également au-dessus de celui de la Chine, ce qui fait toute la différence dans les guerres modernes.

Dans la prochaine sous-section, il sera question du développement de la Chine dans la théorie de l'hégémonie, pour tenter de voir si le développement de ce pays entre réellement dans un plan hégémonique, à long terme, ou s'il s'agit d'une manœuvre entrant dans le cadre de la stratégie des Etats-Unis visant à empêcher l'émergence d'un peer competitor, même parmi ses alliés, afin de se maintenir comme seule superpuissance à travers le monde.

Sous-section 2 : Le développement de la Chine dans la théorie de l'hégémonie.

L'époque où les règles chinoises définissaient le commerce mondial, à partir du milieu du XVI^e siècle jusqu'aux dernières décennies du XVIII^e siècle, pourrait être considérée comme l'ère de l'hégémonie chinoise. Cette hégémonie régionale en Asie de l'Est, qui a duré près de deux millénaires, a entamé son déclin à partir

de 1839, date de la première guerre de l'opium, et a connu son épilogue avec l'indépendance de la République Populaire de Chine en 1949.

Dans le domaine académique, le concept d'hégémonie peut être défini comme «la position d'un Etat capable grâce à sa suprématie d'émettre et de faire respecter les règles principales qui gouvernent le système international»⁷⁶¹. Comme le souligne Louis Reboud, Professeur de sciences économiques à l'université de Grenoble, «traditionnellement, l'hégémonie a été assimilée au pouvoir de domination tel qu'il a été défini notamment par François Perroux, à partir des concepts de dissymétrie et d'irréversibilité. Ce pouvoir de domination peut s'analyser comme une forme de pouvoir impérial, dans lequel le pays dominant peut reproduire sa position dominante sans avoir à prendre en compte en aucune manière les intérêts des pays dominés. Il peut exploiter les dominés comme bon lui semble, puisque les relations dissymétriques écartent pour le dominant tout risque de voir ses projets contrariés par des contre-pouvoirs des pays étant sous sa domination. Son hégémonie est donc totale ou absolue, surtout lorsque sa puissance n'est pas seulement économique, monétaire et financière, mais aussi technologique, militaire, linguistique et culturelle»⁷⁶².

De son côté, Joshua Goldstein estime que l'hégémonie consiste essentiellement à être capable de dicter, ou du moins de dominer, les règles et les modalités de conduite des relations internationales, politiques et économiques⁷⁶³. Pour le Professeur Irnerio Semintore, «est hégémonique l'acteur historique qui a universalisé ses intérêts et ses valeurs. L'Hégémonie n'est pas l'impérialisme en tant que domination directe, occupation territoriale et confiscation de la souveraineté, mais un partenariat asymétrique et un équilibre de pouvoir. Ainsi est hégémonique l'acteur étatique qui assure la poursuite d'un but commun et coopte d'autres acteurs dans la poursuite de cet objectif »⁷⁶⁴.

Quant à Michael Mann et Alexander Motyl, ils insistent sur la distinction entre l'hégémon et l'empire et ce, selon leur niveau de contrôle. Ainsi, les empires contrôlent tant la politique intérieure qu'extérieure de leurs subordonnés, tandis

⁷⁶¹ BATTISTELLA Dario (S/D), **Dictionnaire des relations internationales**, op.cit.

⁷⁶² REBOUD Louis, « **La puissance est-elle synonyme d'hégémonie ?** » cité par Tanguy Struye de Swielande, «**La grande stratégie américaine dans l'après 11 septembre**», Stratégique 2006/1, n° 86-87, pp : 19-38.

⁷⁶³ GOLDSTEIN S. Joshua, op.cit.

⁷⁶⁴ SEMINTORE Irnerio, **Hégémonie, leadership et puissance globale : Pourquoi l'Occident domine-t-il le monde ?** Publié le 06 août 2014, document disponible sur le site <http://www.ieri.be/fr/publications/wp/2014/aot/h-g-monie-leadership-et-puissance-globale>, consulté le 23 novembre 2017.

que les hégémons contrôlent uniquement la politique extérieure⁷⁶⁵. L'hégémonie s'exerce par un Etat, qui possède une grande maîtrise de plusieurs domaines, tels que le militaire, l'économique, la politique internationale, la technologie, l'information, outre un rayonnement culturel. L'hégémon devrait avoir des alliés fiables, forts militairement et économiquement, qui viennent à son aide pour faire face à une éventuelle apparition d'un peer competitor.

S'agissant de la nécessité d'une puissance hégémonique, Charles Kindleberger estime que l'ordre économique libéral a besoin d'un "leadership", dont la mission consiste à mettre en place des règles et des normes internationales et, par son pouvoir d'attraction, de convaincre les autres pays à les suivre⁷⁶⁶. Dans la même logique, Robert Gilpin indique que la présence d'un Etat en position d'hégémonie ou "hégémon" est nécessaire pour assurer la stabilité du libre-échange, l'investissement étranger et le bon fonctionnement du système monétaire international⁷⁶⁷.

Pour John Ikenberry, les institutions mises en place après la seconde guerre mondiale avaient pour but, en plus de faciliter la coopération entre les Etats membres et de résoudre les problèmes fonctionnels qui peuvent surgir, de restreindre le propre pouvoir de la "puissance prépondérante" (auto-restriction) et ce, afin d'atténuer les craintes des autres nations vis-à-vis de la puissance dominante⁷⁶⁸.

Le concept d'hégémonie ainsi défini, nous allons dans cette section étudier si les capacités militaires, économiques et diplomatiques, dont disposent les Etats-Unis et la Chine sont à même de nous renseigner sur la puissance hégémonique de ces deux pays et/ou de l'un d'entre eux.

En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont eu «la main mise» sur toutes les institutions internationales qu'ils avaient eux-mêmes créés, à l'instar de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation des Nations Unies (ONU), ainsi que la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) -ces deux dernières institutions ont

⁷⁶⁵ MOTYL J. Alexander, **Imperial Ends : The Decay, Collapse, and Revival of Empires**, Columbia University Press, New York, 2001.

⁷⁶⁶ KINDLEBERGER Charles, **La grande crise mondiale 1929-1939**, Editions Economica, Paris, 1988.

⁷⁶⁷ GILPIN Robert, **War and Change in World Politics**, Cambridge, Editions Cambridge University Press, Cambridge, 1981.

⁷⁶⁸ IKENBERRY Gilford John, **After Victory : Institutions, Strategic Restraint, and the Rebuilding of Order after Major Wars**, Editions Princeton University Press, Princeton, 2001.

permis de dessiner les grandes lignes du système financier international – et, plus récemment, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les Etats-Unis disposent de l'armée la plus puissante et la plus moderne que l'être humain a pu connaître jusqu'à aujourd'hui. Avec une puissance de feu sans équivalent, l'armée américaine est la seule à pouvoir projeter ses troupes au-delà de ses frontières et sur plusieurs fronts, en s'appuyant sur un dense maillage de bases militaires disséminées à travers toute la planète. Ainsi, 200.000 soldats américains sont présents dans 170 pays et territoires étrangers⁷⁶⁹. Avec 1.3 million de soldats, les Etats-Unis se positionnent au troisième rang mondial, en termes d'effectifs, après la Chine (2.2 million) et l'Inde (1.4 million)⁷⁷⁰. Cependant, avec environ 36% du total mondial des dépenses militaires, comme on l'a déjà vu dans la deuxième partie, le déclin relatif des Etats-Unis apparaît clairement - à leur apogée, les Etats-Unis représentaient jusqu'à 50% des dépenses militaires mondiales - et Washington est contrainte de composer avec Pékin et Moscou qui possèdent des capacités non négligeables à même de bouleverser les données géopolitiques et géostratégiques mondiales ; la crise en Syrie et celle de Crimée en sont les exemples les plus édifiants.

Selon une enquête du Pew Research Center, les vétérans d'Afghanistan et d'Irak estiment que ces guerres ne valaient pas la peine d'être menées. En effet, 64% des vétérans déclarent que la guerre en Irak ne valait pas la peine d'être menée compte tenu des coûts par rapport aux avantages pour les États-Unis, tandis que 33% sont pour cette intervention. Pour le grand public, 62% des Américains disent que la guerre en Irak n'en valait pas la peine et 32% pensent le contraire. De même, 58% des anciens combattants et 59% du public pensent que la guerre en Afghanistan ne valait pas la peine d'être engagée, et environ 40% des citoyens sondés estiment que cette guerre valait la peine⁷⁷¹. S'agissant de l'engagement militaire américain en Syrie, les opinions sont également négatives. Parmi les vétérans, 55% estiment que la campagne en Syrie était inutile, alors que 42% en sont favorables. Pour l'opinion publique, 36% des

⁷⁶⁹ MCCARTHY Niall, «**All The Countries Worldwide With a U.S. Military Presence**», 28 mars 2017, document disponible sur le site <https://www.forbes.com/sites/niallmccarthy/2017/03/28/all-the-countries-worldwide-with-a-u-s-military-presence-infographic/#60cd21e0728c>, consulté le 19 avril 2020.

⁷⁷⁰ Ibid.

⁷⁷¹ IGIELNIK Ruth et PARKER Kim, **Majorities of U.S. veterans, public say the wars in Iraq and Afghanistan were not worth fighting**, 10 juillet 2019, document disponible sur le site <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/07/10/majorities-of-u-s-veterans-public-say-the-wars-in-iraq-and-afghanistan-were-not-worth-fighting/>, consulté le 18 avril 2020.

personnes sondées sont pour l'engagement de leur pays en Syrie, tandis que 58% se disent contre⁷⁷².

L'économie américaine, qui s'appuie sur un marché intérieur de plus de 350 millions de consommateurs avec un pouvoir d'achat élevé, est portée par des Firmes Multinationales de grande envergure, qui sont présentes dans quasiment tous les marchés internationaux, où elles se sont imposées dans la plupart des domaines stratégiques, à l'instar de l'industrie, l'agroalimentaire et le secteur tertiaire, faisant des Etats-Unis la première puissance industrielle et commerciale au monde.

Les Etats-Unis sont également l'une des plus grandes puissances financières au monde grâce au dollar, considéré comme la première monnaie d'échange internationale. Pour autant, pourrait-on parler d'hégémonie économique américaine ? Outre atlantique, la plupart des analystes et universitaires s'accordent à dire que si de 1945 jusqu'au début des années 1970, la forte économie dont jouissait les Etats-Unis en a fait une puissance hégémonique⁷⁷³, l'Amérique a, depuis, perdu, progressivement, ce statut avec l'avènement d'autres puissances économiques d'envergure mondiale, à l'instar du Japon, de l'Allemagne et plus récemment de la Chine. Le poids de la puissance économique de certains pays émergents est, lui aussi, un facteur influent dans l'équilibre des puissances à l'échelle mondiale.

Dans le domaine de l'innovation, les Américains accordent beaucoup d'importance à la technologie et aux possibilités que peut offrir la science pour le développement du pays dans tous les secteurs d'activité. En effet, les Présidents américains, sans exception, ont montré leur désir de conserver une avance dans la maîtrise des technologies, essentiellement la haute technologie, par l'investissement massif dans la Recherche-Développement et l'encouragement du brain drain. La puissance technologique américaine provient de ses universités, toujours aux premières places dans le classement de Shanghai. Ces universités drainent, de par leur qualité d'enseignement, les meilleurs chercheurs et étudiants des quatre coins du monde. Ces étudiants étrangers, dont la plupart ne retourneront pas à leurs pays d'origine,

⁷⁷² Ibid.

⁷⁷³ MINTZ Alex, **The Political Economy of Military Spending in the United States**, Editions Routledge, New York, 1992.

s'installeront aux États-Unis et contribueront à sa prospérité, au regard des opportunités qui leurs sont offertes dans ce pays.

Quant à l'influence exercée par les États-Unis dans le domaine culturel, elle n'est plus à démontrer. En effet, les Américains arrivent à changer les habitudes alimentaires et vestimentaires, voire comportementales des autres pays sans aucune contrainte. C'est à travers le cinéma, la télévision, la presse, le livre et le disque, ainsi que les firmes telles que Hollywood, Disney, Coca-Cola ou McDonald's, que le rayonnement de la culture américaine s'est propagé et a influencé toutes les cultures, même les plus conservatrices.

Selon des estimations, environ 700 millions de Chinois - le chiffre de 850 millions est parfois avancé - sont sortis du seuil de la pauvreté depuis que Pékin a réformé son économie et ouvert son marché en 1978⁷⁷⁴. Le modèle de croissance chinois mis en place à la fin des années 1970, reposait essentiellement sur l'exportation de produits fabriqués dans les Zones Economiques Spéciales, par des multinationales étrangères qui s'y sont installées pour bénéficier des avantages offerts par Pékin à cet effet. Ce modèle s'appuyait sur les bas coûts de production (une main d'œuvre peu qualifiée, bon marché et abondante) et une monnaie maintenue sciemment faible par les autorités chinoises pour favoriser les exportations.

Avec des taux de croissance à deux chiffres, jusqu'à la crise de 2008, la stratégie mise en œuvre par les autorités chinoises a donné ses fruits, en ce sens qu'elle a permis au pays de se développer dans pratiquement tous les domaines. Deuxième puissance économique au monde, la Chine est devenue un maillon quasi-incontournable dans le commerce et les finances mondiaux, s'emparant de parts de marchés traditionnellement acquis aux pays développés comme les États-Unis, le Japon et l'Union Européenne.

Même avec sa place de deuxième puissance économique mondiale, la Chine reste encore un pays en développement si l'on prend en considération le PIB par habitant, le coefficient de GINI⁷⁷⁵ et l'Indice de Développement Humain ajusté aux inégalités (IDHI)⁷⁷⁶. En effet, depuis la crise de 2008, tous les analystes

⁷⁷⁴ FEI GU Ming, **La diplomatie commerciale de la Chine**, Editions L'Harmattan, Paris, 2019.

⁷⁷⁵ Le coefficient de GINI a été développé par le statisticien italien Corrado Gini. Il mesure le niveau d'inégalité de la répartition d'une variable (salaire, revenus, patrimoine) au sein d'une population.

⁷⁷⁶ L'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), est un nouvel indice développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cet indice présente deux mesures des inégalités

affirment que l'économie chinoise connaît un ralentissement significatif - la croissance à deux chiffres appartient aujourd'hui à l'histoire - qui n'est pas passager mais plutôt systémique, ce qui, à long terme, pourrait avoir des répercussions négatives sur le pays.

La guerre commerciale engagée par le Président Donald Trump en 2018 a montré la fébrilité de l'économie chinoise. En effet, dans une tentative d'atténuer les effets des contraintes imposées par les Etats-Unis, la Chine fait profile-bas en adoptant une posture défensive qui consiste à répondre à l'offensive commerciale américaine, sans commencer les hostilités.

Selon les analyses de la Banque Mondiale, en Chine « le revenu par habitant ne représente encore qu'un quart environ de celui des pays à revenu élevé, et environ 373 millions de Chinois vivent en dessous du seuil de pauvreté moyen-supérieur de 5,50 Dollars américains par jour. La Chine accuse également un retard en termes de productivité du travail et de capital humain. L'inégalité des revenus s'est améliorée au cours de la dernière décennie mais reste relativement élevée». A cet effet, les difficultés liées au développement économique du pays et auxquelles devraient faire face les autorités chinoises peuvent être résumées en quatre points, à savoir, la dépendance des marchés extérieurs, les problèmes environnementaux, les inégalités sociales et le vieillissement de la population⁷⁷⁷.

Le poids politique de la Chine à l'échelle internationale s'est accru ces dernières années, preuve en est l'augmentation de sa quote-part au sein du FMI⁷⁷⁸, qui a quasiment doublé pour atteindre 6,41%, faisant de la Chine le troisième actionnaire du Fonds après les Etats-Unis (17,45%) et le Japon (6,48%). L'Inde (2,76%), le Brésil (2,32%) et la Russie (2,71%) ont également augmenté leur droit de vote⁷⁷⁹. Cette réforme, initiée en 2010, et dont l'entrée en vigueur était prévue pour l'année 2012, a fait l'objet d'un veto de la part du Congrès américain, puis votée par ce dernier en décembre 2015. Cette situation nous amène à relativiser l'influence que pourrait avoir la Chine et même les BRICS

connexes, à savoir l'IDHI et la perte d'IDH due aux inégalités. Il peut être interprété comme le niveau de développement humain en prenant également en considération les inégalités.

⁷⁷⁷ BRISSET Jean-Vincent, « **Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine** », 13 mars 2015, document disponible sur le site <http://www.iris-france.org/55584-pourquoi-la-chine-pourrait-ne-jamais-rattraper-la-super-puissance-americaine/>, consulté le 05 mai 2020.

⁷⁷⁸ Lors du sommet du G20 tenu à Séoul en Corée les 10 et 11 novembre 2010, il a été approuvé la réforme du FMI décidée le 6 novembre 2010 par le conseil d'administration du Fonds. Aux termes de cet accord, 6% des droits de vote seront transférés des Etats développés vers les pays émergents.

⁷⁷⁹ «**IMF Members' Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors**», document disponible sur le site <http://www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx>, consulté le 9 mars 2020.

réunis, dont la somme des quotes-parts est de 14,84%, toujours en deçà de la minorité de blocage qui est de 15%.

Selon Ikenberry, les tentatives de la Chine d'augmenter son pouvoir de vote au FMI et ses exigences quant à l'ajustement des «principes généraux» de la Banque mondiale ou un changement dans les règles de prêt, sont des preuves irréfutables que ce pays est en train de tenter de remettre en cause l'ordre international⁷⁸⁰. Il affirme que Pékin œuvrera incontestablement à atteindre le statut d'hégémon dans l'objectif de remplacer, par la contrainte ou la persuasion, les règles mondiales actuelles par d'autres qui lui sont plus favorables⁷⁸¹.

Enfin, même si la diplomatie chinoise enregistre des résultats significatifs au sein des institutions et des organisations, telles que le G20 et le FMI, comme on vient de le voir, il est constaté son manque d'engagement dans les affaires du monde puisqu'« elle (la Chine) n'y fait entendre sa voix qu'avec parcimonie, et qu'elle fait même preuve de beaucoup de réserve, voire d'une certaine timidité dans tout ce qui concerne la gouvernance mondiale. Elle joue ainsi un rôle assez discret au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies»⁷⁸².

S'agissant de la puissance militaire, la montée en puissance des forces armées chinoises depuis quelques années est indéniable, mais elle reste encore en deçà de celle des Etats-Unis. Avec 611 milliards de dollars, les États-Unis représentent environ 36,2% du total mondial des dépenses militaires, estimées à 1.686 milliards de Dollars en 2016 (prix constant de 2015), suivis par la Chine avec 215 milliards de dollars (12,8%), vient en troisième place la Russie avec 69,2 milliards de dollars (4,1%). Quant aux exportations d'armement, on trouve en tête de liste les Etats-Unis avec 33% du total mondial, suivis de la Russie (23%) puis de la Chine (6,2%) qui surclasse, ainsi, la France (6%), l'Allemagne (5,6%), le Royaume-Uni (4,6%), l'Espagne (2,8%) et l'Italie (2,7)⁷⁸³.

A signaler que la supériorité, quantitative et/ou qualitative, de l'armement américain est certaine, et elle peut être appréciée à travers l'écart dans les moyens de projection des forces en dehors du territoire national. En effet, avec dix porte-avions en service, les Etats-Unis sont le seul pays ayant les capacités

⁷⁸⁰ HUNGERLAND Nils Hendrik, **Does the hegemonic stability theory explain the rise of China?** : Hegemonic Stability Theory versus International Regime Theory, Editions GRIN Publishing, 2012.

⁷⁸¹ Ibid.

⁷⁸² BUJON DE L'ESTANG François, **Chronique diplomatique : La Chine puissance mondiale ou super-dragon régional ?** Revue des deux mondes, décembre 2014, pp : 35-53.

⁷⁸³ SIPRI YEAR BOOK 2017, op. cit.

de transférer les conflits vers les territoires ennemis. Quant à la puissance nucléaire, s'il y a un certain rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie qui possèdent en 2019 respectivement 6.185 (6.450 en 2018) et 6.500 (6.850 en 2018) têtes nucléaires, la Chine avec 290 ogives (280 en 2018)⁷⁸⁴ est encore très loin pour pouvoir se mesurer dans ce domaine à ces deux géants.

Si l'on considère qu'une «alliance implique une intervention militaire automatique d'une nation en faveur de son allié agressé»⁷⁸⁵, Pékin ne possède pas, ou très peu, d'alliés puissants et fiables. En effet, d'un point de vue stratégique, hormis la Russie, les autres partenaires de la Chine, à savoir, le Pakistan, la Corée du Nord et la Birmanie, ne sont pas en mesure de lui apporter l'aide et l'assistance, humaine et matérielle, nécessaires pour faire face à une éventuelle agression, notamment par l'Organisation Nord Atlantique, dont la puissance de feu est considérable. Quant aux accusations occidentales selon lesquelles l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a pour objectif de faire «contrepois à l'OTAN et à l'hégémonie américaine dans la région»⁷⁸⁶, elles sont motivées par le refus d'accorder aux Etats-Unis le statut de pays observateur au sein de l'OCS. Comparativement à l'OTAN, dont la création avait pour but de faire face à la menace soviétique, la coopération au sein de l'OCS s'articule autour des menaces non-traditionnelles à caractère transnational, soit le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux⁷⁸⁷. D'après Jean-Vincent Brisset, Général de brigade aérienne dans l'armée de l'Air française et directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), l'OCS est en passe de devenir une «alliance policière au profit de la sécurité intérieure des Etats membres»⁷⁸⁸. De ce point de vue, Pékin a encore un long chemin à parcourir pour espérer devenir un pôle d'attraction à même de contrebalancer la puissance militaire américaine et celle de l'OTAN.

S'agissant du soft power chinois - cette question sera détaillée dans la sous-section 1 de la prochaine section - les investissements consentis dans ce domaine sont encore considérés comme modestes par rapport aux Etats-Unis, ceci sans omettre le capital sympathie acquis et l'expérience cumulée en la matière par les Etats-Unis tout au long du XX^{ième} siècle. Même si un sentiment anti-américain a

⁷⁸⁴ SIPRI YEAR BOOK 2019, op. cit.

⁷⁸⁵ BRISSET Jean-Vincent, **Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine**, op. cit.

⁷⁸⁶ GOUYSSE Vincent, **Crise du système impérialiste Mondial**, Editions Lulu.com, 2009.

⁷⁸⁷ Ibid.

⁷⁸⁸ BRISSET Jean-Vincent, **Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine**, op. cit.

été enregistré au début de ce siècle, le pouvoir d'attraction des Etats-Unis, en particulier, et des valeurs occidentales, en général, reste très élevé.

Le caractère pacifique de la RPC apparaît à travers plusieurs indicateurs, dont sa participation active aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et ses aides financières dans le cadre du projet de la nouvelle route de la soie, outre le fait que ce pays dispose du plus faible budget de défense par habitant parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et n'a aucune idéologie à exporter, qui viendrait s'opposer à l'idéologie américaine.

S'agissant de l'expansion économique chinoise, elle répond à un besoin évident de devoir nourrir et donner du travail à la plus grande population au monde, et ce ne sont là que deux exigences basiques. Pour ce faire, les dirigeants chinois cherchent donc à mettre en place, au sein du pays, un environnement politique, économique et sécuritaire stable, tout comme ils ont besoin d'un système international stable et bienveillant pour assurer le développement du pays.

En somme, la Chine a une posture pacifique dans le domaine militaire et une attitude économique active, sans pour autant porter préjudice aux intérêts américains. Même si Pékin cherche à modifier un tant soit peu l'ordre international existant, elle ne le remet pas vraiment en cause, preuve en est son adhésion à presque toutes les organisations internationales centrales et traités multilatéraux et son respect, de manière générale, des règles et normes en vigueur.

Depuis deux décennies, le monde assiste à un transfert du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie, plus exactement en RPC. Cependant, ceux qui pensent que la Chine pourrait atteindre, à moyen terme, le rang d'hégémonie régionale sous-estiment les faiblesses du géant asiatique. Il est vrai que les progrès accomplis par la Chine sont incontestables et la modernisation de ses forces armées peut intimider, mais il n'en demeure pas moins que ce pays doit faire face à des problèmes qui pourraient le déstabiliser et entraver son développement.

En effet, la Chine est encore incapable de sécuriser totalement son approvisionnement en énergie - le pétrole brut en provenance d'Afrique et du Moyen Orient est largement transporté par voie maritime - dont la rupture ou la perturbation compromettrait son développement. Même si le projet de la

nouvelle route de la soie offre certaines solutions, le dilemme de Malacca reste toujours de rigueur, dont la prise de contrôle par une partie hostile serait de nature à porter préjudice à l'économie chinoise et, par conséquent, au développement du pays.

Dans le moyen terme, Pékin ne pourra pas proposer au monde un autre modèle à même de concurrencer le modèle occidental en cours, et nous partageons l'avis de Jean-Vincent Brisset, quand il affirme que la Chine «rêve de reconquérir l'hégémonie régionale qui a été la sienne pendant quelques moments de son histoire (...). Il n'est pas du tout certain qu'il existe une volonté de conquérir une hégémonie mondiale. En fait, la Chine se contenterait probablement de gagner une place suffisamment importante pour que rien ne puisse lui être imposé par l'étranger»⁷⁸⁹.

La Chine n'est pas en mesure de fédérer autour d'elle des pays de manière à former un bloc fort, capable de faire face à l'hégémonie de l'Occident, qui impose au reste du monde sa vision et ses lois, mises en place à la fin de la seconde guerre mondiale. Faut-il rappeler que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui ont donné, dans les années 2000, une lueur d'espoir quant à la possibilité de créer des institutions alternatives à celles de Breton Woods, semblent ces dernières années en perte de puissance.

Enfin, tous les indicateurs montrent clairement que la puissance militaire chinoise est encore faible pour espérer rivaliser avec les Etats-Unis et leurs alliés, dont la force de frappe, conventionnelle et nucléaire, est incommensurable.

De ce qui précède, il est clair qu'actuellement la Chine n'est pas une puissance hégémonique régionale, encore moins mondiale, et nous estimons que les affaires internationales sont trop complexes pour être menées par une seule puissance dominante.

Après avoir vu que la RPC n'est pas une puissance hégémonique, nous étudierons dans la prochaine sous-section si la Chine est un pays révisionniste, cherchant à remettre en cause l'ordre international établi, ou se satisfait-elle du statu quo actuel en s'accommodant avec les institutions internationales.

⁷⁸⁹ BRISSET Jean-Vincent, **Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine**, op. cit.

Sous-section 3 : La Chine Etat révisionniste ou du statu quo

La question récurrente que se posent aussi bien les spécialistes des Relations Internationales que les responsables politiques américains est celle de savoir si l'émergence de la Chine en tant que grande puissance ne va pas se faire au détriment du leadership des Etats-Unis. Pour les stratèges, les universitaires et l'Administration américaine (républicains et conservateurs), les démarches entreprises par les dirigeants chinois pour renforcer leur appareil de défense et les sommes colossales dépensées à cet effet, notamment depuis l'année 2000, traduisent inévitablement une volonté inavouée du Parti Communiste Chinois de renforcer les capacités combattives de l'APL dans la perspective de dominer militairement ses voisins dans une première étape, ce qui lui permettrait de résoudre ses litiges territoriaux en Mer de Chine par l'usage de la force et, dans une seconde étape, se substituer aux Etats-Unis, en tant que puissance hégémonique mondiale, une fois la parité des forces en présence est atteinte⁷⁹⁰.

Certains analystes et experts en relations internationales soupçonnent la Chine de mener une politique révisionniste qui consiste en la contestation de l'ordre mondial établi et de la distribution actuelle des pouvoirs. Cependant, il est constaté que ces affirmations éludent le fait que la RPC, comme d'ailleurs la majorité des pays émergents, espère apporter des ajustements pour rééquilibrer le système international actuel qui, de manière générale, joue en défaveur des pays du sud. Aussi, les dirigeants des BRICS ont insisté auprès des instances internationales sur la nécessité de réformer les principales institutions de Breton Wood, en l'occurrence, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International⁷⁹¹, qui ont montré leurs limites - selon des spécialistes, le FMI a dans certains pays, à l'instar du Brésil, accentué les inégalités, les injustices et la misère⁷⁹² alors qu'il était censé leur trouver des solutions pour endiguer la pauvreté - ce qui permettra aux pays émergents de contribuer à la gestion de la finance internationale.

C'est dans ce cadre que des demandes insistantes de la part des pays émergents, essentiellement la Chine, ont contraint les Etats-Unis à accepter d'opérer des changements sur les quotes-parts des pays où, à titre illustratif, les droits de vote

⁷⁹⁰ CABESTAN Jean-Pierre, **La Politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

⁷⁹¹ Lors de l'effondrement de l'économie mondiale en 2008, il a été constaté que le FMI n'avait pas les ressources suffisantes pour faire face à une crise de liquidité d'ampleur mondiale.

⁷⁹² PICARD Jacky (S/D), **Le Brésil de Lula**, Editions Karthala, Paris, 2004.

de la Chine sont passés de 3,8% à 6%, la positionnant ainsi à la troisième place derrière les Etats-Unis et le Japon, dont les droits de vote sont respectivement de 16,4% et 6,1%, mais devant l'Allemagne et la France. Les droits de vote de la Russie et de l'Inde passent de 2,3% à 2,6% et ceux du Brésil d'1,7% à 2,2%. Même si ce remaniement peut être qualifié d'historique, il n'a en aucune manière induit un bouleversement majeur des équilibres actuels, puisque les Etats-Unis conservent toujours leur droit de veto sur les décisions importantes du Fonds. En effet, la réforme de la gouvernance du FMI, adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 en juin 2010, au sommet de Toronto, a été bloquée par les Etats-Unis jusqu'à décembre 2015, où le Congrès l'a finalement ratifiée, démontrant ainsi le pouvoir qu'exerce Washington sur cette institution.

Pour Hans Morgenthau, expert en droit international, les vainqueurs des deux guerres mondiales sont les pays dits du statu quo, qui se sont battus pour rétablir l'équilibre de puissance et instaurer la stabilité dans le monde. Ces pays œuvrent donc pour maintenir l'ordre établi qui joue en leur faveur. Quant aux pays parmi les perdants des deux guerres et aux puissances montantes - ces dernières appartiennent de manière générale aux pays de la périphérie qui aspirent à se hisser vers le centre du système international⁷⁹³ - qualifiés d'Etats révisionnistes, ils tentent chacun selon les moyens dont il dispose et les conjonctures qui se présentent, de modifier un tant soit peu l'ordre international établi et ce, à travers la quête de plus d'influence au sein des Organisations Internationales pour une gestion équitable des affaires mondiales. Cependant, Hans Morgenthau estime qu'il est acceptable que des Etats veuillent opérer des changements «mineurs» dans le système actuel sans pour autant qualifier le requérant de révisionniste⁷⁹⁴. La complexité de cette approche réside dans le flou existant entre ce qui est considéré comme changement «mineur».

Selon Kenneth Organski et Jacek Kugler, les nations qui ont mis en place l'ordre international actuel, après la seconde guerre mondiale, sont celles qui prônent le statu quo, alors que les puissances montantes qui aspirent à participer à la gestion des affaires du monde, ce qui induit inéluctablement un changement dans les règles du jeu actuel, sont qualifiées de révisionnistes⁷⁹⁵.

⁷⁹³ WALLERSTEIN Immanuel, op. cit.

⁷⁹⁴ MORGENTHAU Hans, **Politics Among Nations : The struggle for Power and Peace**, Editions McGraw-Hill Humanities, 7^{ème} édition, New York, 2005.

⁷⁹⁵ ORGANSKI A.F.K. et KUGLER Jacek, **The War Ledger**, Editions University of Chicago Press, Chicago, 1980.

Pour sa part, le Professeur Robert Gilpin indique que pour mieux comprendre dans quelle mesure un pays est satisfait ou non des règles en vigueur régissant le système international, il convient d'étudier les comportements et les réactions des dirigeants quant à la hiérarchie de la puissance des Etats et sa distribution aux niveaux régional et mondial, ainsi que leur degré d'acceptation des normes en usage. Un État du statu quo cherchera à pérenniser le système actuel et son corollaire, les institutions internationales, alors qu'un Etat révisionniste tentera d'y apporter des modifications⁷⁹⁶.

Dans son étude sur les mutations qu'a connues la politique étrangère chinoise depuis le début de ce XXI^{ème} siècle, le sinologue Jean-Pierre Cabestan estime que «la diplomatie chinoise s'est adaptée à l'évolution de son économie et de sa société (...). Pékin compte modifier l'ordre mondial international dans un sens qui lui est favorable afin de mieux protéger ses intérêts fondamentaux (...). En ce sens, aujourd'hui, la Chine est plus que jamais une puissance révisionniste »⁷⁹⁷.

Pour certains experts, à l'instar de Randall Schweller⁷⁹⁸, la disposition de la Chine à utiliser sa puissance militaire pour changer l'ordre international établi et imposer ses valeurs, est un critère suffisant pour affirmer que c'est un Etat révisionniste, alors que pour d'autres spécialistes, tels que Alastair Iain Johnston⁷⁹⁹, considèrent la Chine comme un pays partisan du statu quo, puisque son développement se situe essentiellement dans le domaine économique plus que dans aucun autre domaine, et que Pékin a démontré une grande capacité à coopérer avec tous les pays du monde y compris Taïwan, le Japon et les Etats-Unis, qui sont loin d'être ses alliés.

Dans une étude menée sur une grande période du comportement des dirigeants chinois par rapport aux règles et institutions internationales, Barry Buzan estime que la Chine est une puissance «réformiste-révisionniste»⁸⁰⁰, en ce sens que ce pays accepte de manière générale l'ordre établi tout en œuvrant à y apporter certains changements, selon ses intérêts et les circonstances. Au regard de sa

⁷⁹⁶ GILPIN Robert, op. cit.

⁷⁹⁷ CABESTAN Jean-Pierre, **La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance**, op. cit.

⁷⁹⁸ SCHWELLER L. Randall, «**Bandwagoning for profit: Bringing the Revisionist State Back in**», International Security, volume 19, n° 1, 1994, pp : 72-107.

⁷⁹⁹ VILTARD Yves, op. cit.

⁸⁰⁰ BUZAN Barry, «**China in International Society: Is Peaceful Rise Possible?** », Chinese Journal of International Politics, volume 3, n° 1, 2010, pp : 5-36.

posture actuelle, Pékin «ne paraît pas favorable à la création d'un ordre nouveau qui viendrait se substituer au système en place. Même si elle ne manque pas de dénigrer les pratiques et les recommandations des puissances occidentales à l'égard des pays en développement par exemple, elle ne cherche pas vraiment à s'ériger en modèle à suivre par ceux-ci (...). Comme dans bien d'autres domaines, plus que l'idéologie, c'est le pragmatisme qui prime dans la stratégie de la Chine»⁸⁰¹.

Ainsi, en fonction de ses intérêts économiques, la Chine bascule entre l'acceptation du statu quo et la volonté de réformer le système en place. C'est ainsi que la Chine est critique envers le FMI et la Banque mondiale, mais coopérative envers l'OMC. Ceci rend délicat, selon certains analystes, la compréhension de la démarche chinoise⁸⁰².

Dans la stratégie de défense nationale des États-Unis pour 2018, il est mentionné qu'après l'effondrement de l'idéologie communiste, la Chine s'est inscrite dans le système international hérité de la Deuxième Guerre mondiale, promu par l'Occident, lui permettant de se développer à tous les niveaux. Suite à cette ascension dans l'échelle de puissance internationale, Pékin vient combattre le modèle occidental démocratique et tente d'imposer son modèle autoritaire. Le rapport pointe également du doigt la Russie qui elle aussi représenterait, au même titre que la Chine, une grande menace pour la sécurité des États-Unis⁸⁰³.

Il faut reconnaître que les autorités chinoises adhèrent en grande partie aux règles et aux normes internationales actuelles, ceci est constaté par leur «adhésion au principe du libre-échange, leurs positions dans les négociations sur la non-prolifération et le contrôle des armements, les limites de leur soutien au principe de l'autodétermination, et leur habileté à contrer leur mise en cause sur les droits humains »⁸⁰⁴. Il est également constaté que dans la majorité des cas «la Chine se retrouve aux côtés de grandes puissances - le plus souvent les États-Unis - dans le refus d'adhérer à certaines conventions internationales, comme le traité d'Ottawa sur l'interdiction totale de l'usage, de la fabrication et la vente des mines anti personnel»⁸⁰⁵.

⁸⁰¹ NICOLAS Françoise, «**La Chine et les institutions économiques multilatérales, entre révisionnisme et statu quo**», Politique étrangère 2014/3 (Automne), pp : 49-61.

⁸⁰² Ibid.

⁸⁰³ National Defense Strategy of The United States of America 2018, op. cit.

⁸⁰⁴ VILTARD Yves, op. cit.

⁸⁰⁵ Ibid.

Au regard de cette supposée remise en cause de la part de Pékin de la suprématie des normes et règles occidentales, et afin de limiter l'attractivité toujours grandissante dont fait preuve la Chine, les faucons de l'Administration Bush ont pesé de tout leur poids pour obtenir un renforcement du dispositif militaire américain dans la région asiatique, tout en œuvrant activement à consolider leurs liens dans la région et d'en créer d'autres avec de nouveaux partenaires.

De manière générale, la préoccupation majeure des tenants du courant réaliste, aux Etats-Unis, est de connaître les véritables intentions de la Chine par rapport à l'usage de sa force militaire, dans le moyen et le long termes. Cette question pourrait également se poser dans l'autre sens pour savoir si Washington ne va pas à long terme utiliser davantage sa puissance militaire pour imposer davantage ses normes et sa vision au reste du monde. La récurrence des interventions militaires des Etats-Unis et de leurs alliés sans l'aval de l'ONU, à l'instar des frappes du 14 avril 2018 en Syrie, laissent planer le doute sur la partie qui est susceptible d'employer la force.

Il importe de souligner que dans leur majorité, les analyses sur l'éventuelle «menace» chinoise recourent à une approche historique, faisant dans la plus part des cas un parallèle entre le comportement des responsables chinois actuels et les agissements des autorités japonaises et allemandes du siècle passé. Bien au contraire, il est constaté que les propos et les déclarations des officiels chinois, aussi bien civils que militaires, se veulent plutôt rassurants et conciliants et ne laissent transparaître aucune propension à l'usage de la force pour le règlement des différends qui pourraient opposer la Chine à ses voisins, ou bien pour imposer l'hégémonie de ce pays sur la région.

Pour illustrer le parti pris et donc la subjectivité de certaines analyses, nous citerons le cas de la guerre d'information qu'a suscité le traitement de la crise syrienne. Le rapport établi par l'ONU, aux termes duquel les experts onusiens ont affirmé leur conviction de la responsabilité du régime syrien dans les attaques au gaz sarin contre la population de Khan Cheikhoun en avril 2017, a été traité par la partie russe de «superficiel» et d'«amateur»⁸⁰⁶, au moment où Washington défendait la véracité du contenu du rapport et son objectivité, en qualifiant le régime de Bachar Al-Assad de «barbare, brutal et horrible»⁸⁰⁷.

⁸⁰⁶ «Attaque au gaz en Syrie : Moscou critique un rapport "superficiel" et "amateur"», AFP, 2 novembre 2017, information disponible sur le site https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/attaque-au-gaz-en-syrie-le-rapport-de-l-onu-superficiel-et-amateur-selon-moscou_1957164.html, consulté le 03 avril 2020.

⁸⁰⁷ Ibid.

De même, l'histoire nous a montré que le comportement des Etats et leur adhésion aux normes internationales peuvent changer de manière radicale. C'est ainsi que l'Iran du Chah, qui faisait partie du Pacte de Bagdad, était un ami des Occidentaux, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, alors qu'aujourd'hui ce même pays appartient désormais à l'«axe du mal» et au club des «rogues states». Inversement, le Japon et l'Allemagne, qui étaient des Etats aux propensions guerrières, sont devenus des nations fréquentables et de grands alliés de l'Occident.

Dans le National Defense Strategy de 2018, le Département de la Défense américain a formellement désigné la Russie et la Chine comme des pays révisionnistes. Pour les rédacteurs du rapport, «le principal défi à la prospérité et à la sécurité des États-Unis est la réapparition de la concurrence stratégique à long terme par ce que la Stratégie de sécurité nationale considère comme des pouvoirs révisionnistes (...). Il est de plus en plus clair que la Chine et la Russie veulent façonner un monde cohérent avec leur modèle autoritaire - en obtenant un droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et sécuritaires des autres nations (...). Dans une compétition à court de conflit armé, les puissances révisionnistes et les régimes voyous utilisent la corruption, les pratiques économiques prédatrices, la propagande, la subversion politique, les procurations et la menace ou l'utilisation de la force militaire pour changer les faits sur le terrain. Certains sont particulièrement à même d'exploiter leurs relations économiques avec plusieurs de nos partenaires de sécurité. Nous soutiendrons les approches inter-institutions des États-Unis et travaillerons avec nos alliés et partenaires, afin de protéger nos intérêts et de contrer cette coercition»⁸⁰⁸.

Selon Céline Pajon, Chercheur au Centre Asie de l'Institut Français des Relations Internationales et responsable des activités Japon, «Tokyo et Washington redoutent que la montée en puissance d'un nouvel hégémon se traduise, d'une part, par une transformation des normes, valeurs et institutions internationales ayant favorisé leur prospérité et influence depuis 1945, et, d'autre part, par d'inévitables frictions, voire un conflit prédit par les théoriciens réalistes»⁸⁰⁹.

⁸⁰⁸ **Summary of the National Defense Strategy of The United States of America 2018**, Sharpening the American Military's Competitive Edge, Département of Défense, 2018.

⁸⁰⁹ PAJON Céline (S/D), **L'alliance nippo-américaine à l'horizon 2030 : Structure, dynamique, évolution**, IFRI, février 2016, p-32.

La peur qu'un jour les Chinois puissent présenter au monde un autre modèle que le leur, fait réagir les Occidentaux, comme ce fut d'ailleurs le cas « pendant la courte période durant laquelle le Japon avait fait figure de menace pour le leadership américain, à la fin des années quatre-vingts, les libéraux tendaient à justifier leurs craintes en stigmatisant son régime comme un "ersatz de démocratie" et le définissaient comme "une forme d'État autoritaire orientant le développement économique", susceptible de séduire d'autres pays en Asie, pouvaient ajouter les réalistes. On parla alors d'un modèle japonais de développement. L'entrée du Japon, au tournant des années quatre-vingt-dix, dans une longue période de récession (...) a conduit à un retournement heureux de l'analyse. La stagnation économique du Japon fut alors perçue comme l'incapacité de ce régime, qui n'avait de la démocratie que les apparences, à se libéraliser, et comme la preuve de la supériorité de la démocratie aboutie dont les États-Unis demeurent le modèle »⁸¹⁰. C'est également le cas de toute la période de la guerre froide où le modèle soviétique était dénigré et désigné comme un danger pour la liberté, la démocratie et les droits de l'homme.

Sur la scène internationale, la Chine propose de nouvelles initiatives qui lui donnent de la visibilité et de la consistance. Cet activisme qui prend de plus en plus d'ampleur fait que Pékin est accusée par l'Occident, essentiellement les États-Unis, de vouloir remettre en cause l'équilibre actuel, notamment dans la zone d'Asie Pacifique, par l'usage de la force militaire, et c'est ce qui expliquerait l'intérêt accru des autorités chinoises pour la modernisation de l'APL, à laquelle il est réservé un budget en constante augmentation depuis près d'une vingtaine d'années.

Il faut avoir en mémoire que la Chine est membre actif dans plusieurs organisations régionales et internationales, elle est attachée à la plupart de préceptes fondamentaux de l'ordre international, à l'instar de l'importance du droit international, la primauté de la souveraineté des États et la centralité de l'ONU, la non-prolifération des armes nucléaires, et la non-militarisation de l'espace, ainsi que de la nécessité de la lutte contre le terrorisme, la piraterie et le banditisme transnational. Dans les faits, rien ne laisse penser que Pékin œuvre à renverser l'ordre international.

⁸¹⁰ VILTARD Yves, op. cit.

De même, l'analyse des déclarations des Présidents chinois, notamment Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping, et des autres officiels du PCC et des différents Gouvernements qui se sont succédé, ne laisse transparaître aucune similitude ni avec la rhétorique incendiaire des responsables du troisième Reich, ni avec leurs objectifs expansionnistes. De plus, il est invraisemblable que les autorités chinoises puissent inciter à tout ce qui s'apparente à la violence, au moment même où elles consacrent de gros moyens humains et matériels, dans le cadre du déploiement de leur soft power, à l'effet de présenter au monde une Chine pacifique et conciliante.

Dans une interview, M. Wen Jiabao, Premier Ministre chinois (2003-2013), affirmait que « devenir un hégémon est contre notre tradition, contre la volonté du peuple chinois. Le développement de la Chine ne nuit à personne et ne menace personne dans le monde. La Chine veut être une grande puissance pacifique, une source de stabilité pour toute la région »⁸¹¹. Cette déclaration peut être corroborée par le fait que les pays d'Asie de l'Est, même s'ils accueillent avec appréhension la montée en puissance de la Chine, doutent encore sur la possibilité d'utilisation par les dirigeants chinois de leur puissance militaire, ce qui explique l'intensité des échanges avec Pékin dans quasiment tous les secteurs d'activités⁸¹².

D'ailleurs, Pékin réagit aux attaques occidentales en mettant en œuvre un soft power, qui se traduit par une intensification de la coopération bilatérale et multilatérale essentiellement dans le domaine économique, ce qui fait prospérer la quasi-totalité de la zone asiatique. Pour rappel, les dirigeants chinois ont apporté une contribution financière substantielle aux pays de la région d'Asie du sud-est⁸¹³, qui étaient victimes d'une grave crise économique en 1997. Le rôle stabilisateur joué par la Chine, qui s'est comportée comme un Etat responsable, a été fortement apprécié par les pays récipiendaires de ces aides et a renforcé la stature de la Chine en Asie et fait évoluer considérablement son soft power.

⁸¹¹ YONGNIAN Zheng, **China and International Relations: The Chinese View and the Contribution of Wang Gungwu**, Editions, Routledge, New York, 2012.

⁸¹² Ibid.

⁸¹³ Après des années de résultats économiques exceptionnels, le Japon, Taïwan, l'Indonésie, la Corée du Sud, les Philippines, la Malaisie, Hong-Kong, le Laos, le Brunei et Singapour ont subi de plein fouet une crise économique de grande envergure, dont les effets ont été ressentis au-delà de la zone asiatique, à l'instar de l'Argentine et le Brésil. A signaler que cette crise a épargné la Chine et le Vietnam.

Nous ne retrouvons pas ce comportement tempéré et enclin à l'apaisement, propre aux dirigeants chinois, chez le Président Donald Trump dont les déclarations incendiaires à l'encontre des pays de l'OTAN, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de la Russie et de la Chine, pour ne citer que ceux-là, sont révélateurs d'une stratégie américaine de vouloir gérer le monde avec la force aussi bien militaire qu'économique. Il importe de souligner, toutefois, que le Président Trump n'a jamais été traité de révisionniste même après son retrait de l'Accord de Paris sur le climat, de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, du Traité de libre-échange transpacifique (TPP), de l'UNESCO et de l'OMS en 2020. En prenant ce genre de décisions de manière unilatérale, l'Administration du Président Trump, plonge la communauté internationale dans l'incertitude et met en danger l'ordre international.

En fait, tous les Présidents américains précédents ont opté, d'une manière ou d'une autre, pour la stratégie qui prône la suprématie américaine, en usant, selon les cas et les circonstances, du «soft power» et/ou du «hard power». Selon le *New York Times*, Barak Obama, prix Nobel de la paix 2009, est le Président américain qui a passé le plus de temps (quasiment les deux mandats) à faire la guerre, plus que Franklin Roosevelt, Lyndon Johnson, Richard Nixon et Abraham Lincoln. En effet, l'Administration Barak Obama a pris des mesures éminemment militaires dans plus de sept pays (Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Pakistan, Somalie et Yémen)⁸¹⁴.

Selon Jean-Loup Samaan, Docteur en Relations Internationales, la profusion des travaux aux Etats-Unis allant dans le sens de la crédibilité de la thèse sur la menace chinoise «tend à engendrer un phénomène de surestimation des capacités réelles de l'Armée populaire chinoise, créant un véritable biais psychologique dans l'appréhension du problème»⁸¹⁵. Pour cet auteur, la Chine joue le rôle «d'épouvantail» dans la politique intérieure américaine⁸¹⁶.

En effet, il est vraisemblable que le concept de «menace» est la conséquence d'une peur permanente des responsables et académiciens américains de voir un jour leur pays perdre sa suprématie militaire au profit d'un autre Etat, même s'il s'agira d'un allié.

⁸¹⁴ LANDLER Mark, **For Obama, an Unexpected Legacy of Two Full Terms at War**, *The New York Times*, 14 mai 2016.

⁸¹⁵ SAMAAN Jean-Loup, *op. cit.*

⁸¹⁶ *Ibid.*

Au lieu de tenter d'endiguer la Chine, une plus grande implication de ce pays dans le traitement des affaires du monde et son intégration dans les organisations régionales et internationales sont autant de garanties qui pourraient apaiser les craintes quant à l'usage par Pékin de la force militaire pour asseoir son hégémonie dans la région dans un premier temps et au-delà par la suite. D'ores et déjà, les dirigeants chinois œuvrent au déploiement d'une dynamique diplomatique à l'échelle planétaire, couvrant tous les domaines d'activités, ce qui constitue un signal positif quant à la disposition de la Chine à s'accommoder avec le système international actuel, et par conséquent, remet en cause le «révisionnisme» dont est qualifié à tort ce pays.

Même si la Chine est plutôt critique vis-à-vis du système international actuel, qui est fait par les Occidentaux pour les Occidentaux, les dirigeants chinois sont conscients que c'est ce même système qui a permis à leur pays d'atteindre la prospérité actuelle, dont il peut s'enorgueillir. Ils sont également conscients que leur pays n'est pas en mesure d'offrir au monde un autre modèle ; le «Consensus de Pékin» comme nous l'avons vu dans la première partie de la présente thèse, relève plus de la théorie que du pragmatisme qui caractérise la stratégie chinoise. Aussi, nous estimons que Pékin ne pourrait être que favorable au maintien de l'ordre international actuel qui, nonobstant ses défauts, joue encore en sa faveur.

Cependant, il nous semble que l'application de l'approche historique sur le cas de la Chine, est non seulement inopportune mais également simpliste permettant de calquer les comportements de certains pays sur d'autres et les agissements antérieurs d'un Etat pour prédire sa posture dans l'avenir. En effet, l'analyse qui consiste à dire que les autorités chinoises voudraient perpétuer une tradition ancestrale, selon laquelle l'Empire du milieu a toujours contraint par la force les pays de son voisinage immédiat à la vassalité, n'est qu'un raccourci, emprunté par ceux qui refusent catégoriquement tout changement des normes internationales en cours. L'un de ces raccourcis consiste à éluder les voyages effectués par le navigateur chinois Zheng He au XV^{ème} siècle au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est, sans effusion de sang, ni installation de colonies, démontrant ainsi le caractère pacifique de l'Empire du milieu.

Dans ce contexte, les analyses pessimistes des réalistes sont en train d'imposer leur approche manichéenne des relations internationales, qui consiste à devoir absolument choisir entre le système occidental et celui de la Chine, sans laisser

la possibilité d'entrevoir d'autres possibilités. Cette dichotomie est fortement ressentie au sein des pays asiatiques qui sont quasiment contraints de choisir entre Washington et Pékin. La neutralité n'étant pas une option.

A l'heure actuelle, il n'y a pas assez de preuves pour affirmer que la Chine serait un pays révisionniste, même s'il est vrai que cette puissance remet en cause certaines normes du système international mis en place depuis soixante-quinze ans. En plus, il paraît évident que les dirigeants chinois, connus pour leur pragmatisme, sont au fait que la Chine ne pourra pas, à l'horizon 2050, accumuler suffisamment de puissance pour prendre le dessus sur les États-Unis.

La politique de profil bas prônée par le Président Deng Xiaoping, qui transparait notamment à travers ses déclarations : «Observons avec calme, garantissons nos positions, gérons les affaires avec sang-froid, cachons nos capacités et attendons notre heure» et «Garder la tête froide et conserver un profil bas, ne jamais prétendre dominer», est toujours de mise. Pour sa part, le politologue Joseph Nye estime que la coopération reste le facteur le plus important dans les relations sino-américaines⁸¹⁷.

De ce qui précède, il ressort que depuis le début de ce XXI^e siècle, la montée en puissance de la Chine et, au second plan, la lutte contre le terrorisme, constituent la problématique qui suscite le plus d'intérêt pour les chercheurs des Relations Internationales, notamment les spécialistes des questions de sécurité.

Il est certain que la montée en puissance de la Chine engendre des répercussions, aussi bien positives que négatives, sur le système international actuel. A titre illustratif, les parts de marché que Pékin gagne sont soustraits à celles de ses concurrents asiatiques et occidentaux. Aussi, l'analyse de la montée en puissance de la Chine, véhiculée par les tenants de la thèse réaliste, trouve un terrain fertile pour imposer la thèse de la menace chinoise et son corollaire, le révisionnisme. L'influence de ce courant est visible à travers la domination des publications des chercheurs américains dans les revues spécialisées dans la discipline des Relations Internationales.

⁸¹⁷ XIAOHUI Wang, « **Joseph Nye : La Chine et les Etats-Unis ne sont pas en situation de guerre froide, mais de rivalité coopérative** », 14 janvier 2019, document disponible sur le site http://french.beijingreview.com.cn/Chine/201901/t20190114_800154228.html, consulté le 02 février 2020.

La perception de la « menace chinoise » est le produit du discours du courant réaliste aux Etats-Unis, qui tente de réinventer une autre menace après la disparition de l'Union soviétique. La menace terroriste ne pourrait en aucun cas justifier certains comportements des Etats-Unis, essentiellement leur présence militaire à travers le monde, leur budget militaire faramineux et le développement par leur complexe militaro-industriel de systèmes d'armes qui ne sont pas conçus pour le combat asymétrique.

Pour se défendre contre ces attaques, dans le livre blanc sur la défense chinoise de 2019, Pékin a reproché à Washington d'adopter une posture agressive, en étant un acteur actif dans quasiment tous les conflits armés à travers le monde. Les dirigeants chinois accusent ouvertement l'Administration américaine d'être le responsable de la compétition internationale et, donc, de l'instabilité qui règne dans le monde.

La Chine a également reproché aux Etats-Unis leur énorme budget militaire, ainsi que le fait qu'ils critiquent systématiquement tout autre pays qui accroît ses capacités militaires, alors qu'ils se permettent de développer leurs capacités, notamment, dans les domaines nucléaires, spatiales, balistiques et cyber.

La Chine, au même titre que la Russie, est considérée comme une puissance révisionniste. Pour les Etats-Unis, Moscou et Pékin ont mis à profit la période d'après 2001, où Washington s'est focalisé sur la lutte antiterroriste à travers le monde, pour se réarmer et développer leur sphère d'influence. Ces deux puissances auraient donc profité du système international actuel pour se développer et œuvrent présentement à mettre en place leur propre modèle, qualifié d'antidémocratique.

Il en est de même pour les pays du BRICS, à leur tête la Chine, qui ont également été qualifiés de révisionnistes quand ils ont sollicité, pendant la première décennie de ce XXI^e siècle, la réforme des institutions financières internationales, notamment le Fonds Monétaire International. Pour faire face à la résistance des Etats-Unis concernant ces changements, la Chine a réussi à lancer les projets de la Banque d'Investissement Asiatique pour les Infrastructures et du Fonds de Réserve de Change, des instruments nécessaires pour promouvoir la coopération économique dans la région et entre les pays du groupe des BRICS. Après des discussions tendues, Washington a finalement accepté lesdites

réformes qui ont vu l'augmentation des quotes-parts de certains pays, à l'instar de la Chine. Aussi, devrait-on qualifier de révisionnistes tous les pays qui soutiennent l'idée de la réforme des Nations Unies ?

Le caractère pacifique de la Chine est également visible à travers la distance qu'elle prend vis-à-vis de ses partenaires, en évitant catégoriquement de s'ingérer dans leurs affaires intérieures.

En somme, le «péril chinois» apparaît plus comme une construction théorique des réalistes et néoréalistes américains pour remettre en cause la théorie du déclin relatif des États-Unis, prévu par Paul Kennedy dans son livre intitulé «Naissance et déclin des grandes puissances». Cet auteur estimait que le budget réservé par Washington pour entretenir ses forces armées, notamment les troupes stationnées à l'étranger, est trop élevé et s'opère au détriment du volet économique. Depuis 1986, année de publication du livre de Paul Kennedy, le budget de défense américain augmente chaque année davantage, ce qui laisse présager que les États-Unis ne pourraient pas rester une superpuissance.

Enfin, dans la section suivante, il sera donc question d'étudier si la RPC est réellement une puissance agressive et ce, à travers l'analyse du soft power chinois, de la réalité de son nationalisme et des objectifs de la nouvelle route de la soie.

Section II : La Chine est-elle une puissance agressive ?

Pour l'Occident, la puissance chinoise semble devenir de plus en plus agressive sur la scène internationale. Cette agressivité apparaîtrait essentiellement dans trois domaines.

Ainsi, dans le domaine politique, la Chine est notamment accusée de vouloir modifier le système international actuel, marqué par la nette influence des idéaux et principes américains, reflétés à travers les institutions de Bretton Woods, l'adoption du dollar comme monnaie internationale et le plan Marshall, qui a permis à l'Europe de se relever des affres de la guerre.

Pour Henry Kissinger, la Chine n'a jamais pu accepter réellement l'ordre international, où les Etats sont égaux et souverains, au sens Westphalien du terme, et tente aujourd'hui de rétablir la suprématie de l'Empire du milieu.

D'autres auteurs et analystes vont plus loin en semant le doute et le discrédit sur tout ce que la Chine entreprend. Ainsi, ils assurent que lorsque Pékin aura la certitude qu'elle est beaucoup plus puissante que ses interlocuteurs, même son «soft power» se transformera en une stratégie plus agressive.

A titre illustratif, des commentateurs se sont indignés de l'aide et de l'assistance apportées par la Chine à ses partenaires, pour faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus en 2020, et l'accusent de mener une campagne de communication, pour faire la promotion de l'efficacité de son système politique dans la gestion de cette crise sanitaire.

Dans le domaine économique, la Chine est souvent accusée d'utiliser des pratiques contraires à celles du libre-échange, ce qui induit des déficits de la balance commerciale toujours en faveur de la Chine. Par exemple, Pékin a été désavoué par l'OMC dans un contentieux qui l'oppose à Washington, Bruxelles et Tokyo, relatif aux restrictions qu'il impose à ses exportations de terres rares. Pour rappel, le Président américain, Bill Clinton, a soutenu en 2000 l'adhésion de la Chine à l'OMC, assurant que l'ouverture du marché chinois est une opportunité pour les firmes américaine, outre le fait que la prospérité de l'économie de ce pays entrainerait sa libéralisation politique. Selon certains économistes, le déficit de la balance commerciale des États-Unis pourrait se résorber si les Américains consommaient moins et l'État dépensait moins.

Dans le domaine militaire, les dirigeants chinois sont accusés d'engager leurs Forces Armées dans un processus de modernisation et d'augmenter le budget de défense dans le but d'asseoir l'hégémonie de la Chine, d'abord en Asie, puis à travers le monde. Dans ce cadre, différents rapports du Pentagone indiquent que la Chine constitue la principale menace pour ses voisins, essentiellement Taïwan, le Japon et le Vietnam, en raison de leurs différends territoriaux. Il importe de souligner que même si le budget militaire chinois est le deuxième au monde, ces rapports éludent le fait que le budget chinois est très en dessous de celui des Etats-Unis.

Devant les accusations des uns et les démentis des autres, nous nous demandons quel crédit doit-on accorder aux accusations occidentales et aux réfutations des officiels chinois. Pour ce faire, cette section sera consacrée à l'analyse des atouts et des faiblesses du « soft power » chinois, de la réalité du nationalisme chinois et des objectifs de la nouvelle route de la soie «Belt and Road Initiative».

Sous-section 1 : Analyse du soft power chinois : Entre coopération et prédation.

En Chine, les discussions sur l'attractivité du pays remontent à la publication en 1993, par le politologue chinois Wang Huning, d'un article où la culture traditionnelle du pays est identifiée comme l'élément essentiel du soft power. Cette prise de conscience, faut-il le rappeler, intervient suite à la campagne antichinoise menée par l'Occident consécutivement aux événements de Tiananmen de 1989, suivie d'un « certain nombre de sanctions à l'égard de la RPC : interruption de la coopération militaire et embargo sur le commerce des armes, suspension des contacts bilatéraux à haut niveau, ajournement de nouveaux projets de coopération et réduction des programmes de coopération culturelle, scientifique et technique »⁸¹⁸. Le but recherché à travers les efforts déployés par Pékin, c'est d'abord d'améliorer l'image du pays ternie par l'Occident.

Les interventions des Etats-Unis en Afghanistan en 2001 et surtout en Irak en 2003, sous le prétexte que le régime de Saddam Hussein était en possession d'armes nucléaires, ont fait naître un fort sentiment anti-américain dans les pays

⁸¹⁸ REMOND Mathieu, «Ventes d'armes à la Chine : la fin de l'embargo européen?», Politique Etrangère 2008/2 (Eté), pp : 307-318.

du Sud, notamment dans le monde arabo-musulman, ce qui a constitué une aubaine inespérée pour la Chine, en tant que grande puissance, pour présenter au monde un autre modèle que celui en vigueur. La RPC, faut-il le rappeler, a toujours réfuté l'hégémonie culturelle occidentale, dont les valeurs ont été imposées au reste du monde, par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale, comme valeurs universelles.

C'est dans cet environnement favorable que le Président chinois Hu Jintao, arrivé au pouvoir en 2003, a donné un rôle central au concept du soft power dans la définition de la stratégie de politique étrangère de la RPC, à l'effet notamment de promouvoir la culture chinoise et le Mandarin dans le monde, mais surtout de présenter une image pondérée de la Chine, afin de contrebalancer celle négative produite par les médias occidentaux.

Dans cette section, il sera question de s'interroger sur la pertinence des mesures prises par les autorités chinoises dans le cadre de la mise en place de la stratégie du soft power du pays et sur la capacité de Pékin à présenter au monde des valeurs tirées de sa culture ancienne qui seront acceptées comme nouveau modèle universel, voire même comme un autre modèle pour remplacer celui en vigueur.

Pour ce faire, nous analyserons la stratégie chinoise à travers certains indicateurs, à savoir, les Instituts Confucius, les médias (audiovisuels et écrits), la production cinématographique, les aides au développement consenties par la RPC à ses partenaires étrangers, la contribution du pays aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, ainsi que le nombre d'étudiants et de touristes étrangers en Chine.

I- Mise en œuvre du soft power chinois :

Le déclin qu'a connu l'Empire du Milieu, pendant toute la période allant des guerres de l'opium jusqu'à la fondation de la RPC en 1949, a fait perdre au pays son pouvoir d'attraction en tant que grande civilisation de science et de raffinement. Ce rayonnement, qui a pris des proportions planétaires, a été résumé par Montesquieu en ces termes : «aucun homme renseigné ne peut ignorer l'Empire céleste»⁸¹⁹. Sous la direction de Mao Zedong le pays a connu

⁸¹⁹ BALME Stéphanie, **La Tentation de la Chine : Nouvelles idées reçues sur un pays en mutation**, Editions le Cavalier Bleu, Paris, 2013.

une période «florissante» en termes d'attractivité, qui s'est traduite par l'adhésion au maoïsme d'intellectuels, artistes et étudiants du monde entier. Cet engouement pourrait s'expliquer par le fait que ces intellectuels voyaient en Mao, qui s'est opposé aux deux superpuissances de l'époque, celui qui allait présenter une troisième voie entre le communisme russe et le capitalisme américain.

En 1976, Mao décède en laissant derrière lui un pays pauvre, dont la population avoisinait 950 millions de personnes et une économie qui n'arrivait plus à subvenir à leurs besoins. Cette situation qui n'était plus viable, a incité les nouveaux dirigeants du pays à adopter un autre modèle de développement appelé «l'économie du marché socialiste», qui va hisser le pays au rang des plus grandes puissances économiques mondiales.

En effet, les résultats spectaculaires obtenus par l'économie chinoise, qui a pris une place importante dans la division internationale du travail, ont donné à la Chine ses lettres de noblesse en la matière et le pays est devenu le symbole de la réussite. Cependant, les événements de la place Tiananmen 1989, et les attaques virulentes de la part des pays occidentaux qui s'en sont suivies, ont entaché l'image du pays à l'international. C'est donc suite à cette situation des plus inconfortables à laquelle a été confrontée la Chine, alors démunie de moyens de riposte efficaces, que les autorités et les élites chinoises se sont penchées sur le contenu du soft power chinois et sur la stratégie de sa mise en œuvre.

Historiquement, il est possible de dater l'apparition en Chine du concept de soft power à la publication du premier article sur le sujet en 1993 par Wang Huning, politologue de l'université Fudan à Shanghai, qui allait devenir membre du Secrétariat du Comité central du PCC et l'un des conseillers de l'ex-Président chinois Jiang Zemin (1993-2003)⁸²⁰, où l'auteur a identifié la culture traditionnelle chinoise (confucéenne) comme la source essentielle du soft power du pays, du fait qu'elle bénéficie d'un legs historique inestimable, empreint de valeurs morales telles que le respect de l'autorité, l'ardeur au travail, l'épargne, la frugalité, la soumission à l'autorité, la primauté de la société sur l'individu, l'attachement à la famille et l'importance accordée à l'éducation⁸²¹.

⁸²⁰ YOU Wu, «The Rise of China with Cultural Soft Power in the Age of Globalization», *Journal of Literature and Art Studies*, mai 2018, Volume 8, n° 5, pp : 763-778.

⁸²¹ NGUYEN Eric, op. cit.

Malgré les critiques et les réticences émises par des universitaires et chercheurs chinois, qui «affirment qu'il existe peu d'éléments, issus de la culture traditionnelle chinoise, à offrir au monde extérieur, en raison de ses nombreux aspects "arriérés"»⁸²², la thèse de Wang Huning était largement partagée par la plupart des élites du pays, mais restait confinée dans les cercles intellectuels. Dans ce contexte, le sociologue allemand Max Weber estimait que le confucianisme était un frein pour le développement du capitalisme en Chine⁸²³.

Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir du Président Hu Jintao pour que le soft power chinois soit mis en œuvre sur le terrain. Pour ce faire, il a réservé à ce concept l'essentiel de son discours prononcé en 2007 à l'occasion du 17^{ème} Congrès du PCC, à travers lequel il a déclaré que «la culture est devenue une source de plus en plus importante de cohésion et de créativité nationales et un facteur de plus en plus important dans la concurrence au niveau national. Les Chinois souhaitent de plus en plus une vie culturelle plus riche. Nous devons suivre l'orientation de la culture socialiste avancée, susciter un nouvel essor du développement culturel socialiste, stimuler la créativité culturelle de toute la nation et renforcer la culture dans le cadre du soft power de notre pays pour mieux garantir les droits culturels fondamentaux et les intérêts de la population, enrichir la vie culturelle dans la société chinoise et inspirer l'enthousiasme du peuple pour le progrès»⁸²⁴. L'approche de Hu Jintao, liant la culture chinoise et la place du pays à l'international, a été déclinée en slogans tels «l'émergence pacifique» et la «société harmonieuse» que la diplomatie chinoise se devait de promouvoir.

Dans le même sillage, le Président Xi Jinping s'est lui aussi engagé à donner une meilleure image de son pays, ce qui s'est traduit par le lancement du slogan «le rêve chinois», expression qu'il a employée lorsqu'il était Secrétaire Général du Comité Central du PCC. En 2014, il a déclaré : «Nous devons accroître le pouvoir de la Chine, donner un bon récit chinois et mieux communiquer le message de la Chine au monde»⁸²⁵.

⁸²² Ibid.

⁸²³ GRANET Marcel, **La Pensée chinoise**, Editions Albin Michel, Paris, 1999.

⁸²⁴ Texte intégral du rapport du Président Hu JINTAO, au XVII^e Congrès national du PCC, 15 octobre 2007, document disponible sur le site http://www.bjreview.com.cn/document/txt/2007-11/20/content_86325.htm, consulté le 17 avril 2020.

⁸²⁵ BALME Stéphanie, « **L'impuissance paradoxale du 'soft power' de la Chine post-Mao** », Sciences Po - CERI, 2013, pp : 1-18.

Tous les efforts déployés dans le cadre de la promotion du soft power chinois ont pour principaux objectifs de démontrer au monde que la Chine est un allié en mesure de contribuer au développement de ses partenaires, de rassurer les autres pays, particulièrement ceux du voisinage quant aux objectifs pacifiques de la montée en puissance chinoise dans les domaines économique et militaire et, enfin, de faire contrepoids à l'hégémonie culturelle américaine dans le monde et au sein même de la société chinoise.

D'un point de vue théorique, la mise en œuvre du soft power chinois est pour l'essentiel fondée sur le cadre conceptuel proposé par Joseph Nye. De manière sommaire, le professeur de Princeton définit le soft power comme la «dynamique créée par une nation par laquelle d'autres nations cherchent à l'imiter, à se rapprocher d'elle et à aligner leurs intérêts en conséquence»⁸²⁶. Selon le professeur Nye, la persuasion doit être un instrument pour réaliser des objectifs de politique étrangère et doit s'exercer sans contraintes économique et militaire. Deux différences fondamentales sont à relever entre les deux approches. En effet, le PCC privilégie l'orientation de la stratégie chinoise plus vers l'intérieur du pays que vers l'extérieur dans le but de renforcer la cohésion nationale, d'une part, et inclut les leviers économiques (commerce, aide et investissement) comme source essentielle de sa stratégie de soft power, d'autre part.

II- Les moyens dédiés au soft power chinois :

Même si les autorités chinoises communiquent peu sur les finances consacrées à la promotion de leur «soft power», des estimations ont été avancées pour évaluer sommairement ce budget à hauteur de plusieurs milliards de dollars par année. Plus précis, le sinologue américain de l'Université George Washington, David Shambaugh, estime ces fonds à environ 10 milliards de dollars⁸²⁷.

Outre la mise en place des moyens financiers, les dirigeants chinois ont opté pour l'ouverture à travers le monde de structures appelées Instituts Confucius (IC), dont le premier a été inauguré à Séoul fin 2004. Placés sous la tutelle du Ministère de l'Éducation, ces Instituts enseignent le mandarin, la culture et

⁸²⁶ Ibid.

⁸²⁷ HO Wai-Chung, **Culture, Music Education, and the Chinese Dream in Mainland China**, Editions Springer, New York, 2018.

l'histoire chinoises et organisent des activités, telles que la calligraphie, la médecine traditionnelle et la cuisine⁸²⁸, en plus des échanges culturels en partenariat avec les universités, les établissements scolaires et les structures culturelles des lieux d'implantation.

Fin décembre 2017, 525 Instituts Confucius et 1.113 classes Confucius sont disséminés dans 146 pays, sachant qu'en 2011, ils n'étaient que 358 dans 105 pays⁸²⁹. Cependant, en l'absence de mécanismes d'évaluation appropriés, il est quasiment impossible de déterminer l'efficacité de ces instituts avec précision. En effet, les avis divergent quant à l'efficacité de ces Instituts, et il est relevé que, d'une manière générale, les analystes occidentaux estiment que ces Instituts sont des instruments de propagande aux mains du PCC, alors que, du côté chinois, ils sont considérés comme des vecteurs qui contribuent au rayonnement de la culture chinoise. Sur le modèle d'institutions telles que le British Council et les instituts Goethe allemands, la croissance des instituts chinois Confucius a été l'un des développements les plus importants de la diplomatie publique du 21^{ème} siècle⁸³⁰.

Pour faire contrepoids à l'hégémonie des médias occidentaux, Pékin s'est dotée de grands moyens à même de présenter, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, une meilleure image de la RPC. Aujourd'hui, la Chine possède une panoplie d'organes d'information, dont les plus importants sont le «Réseau central de radio et de télévision»⁸³¹, le Quotidien du Peuple, le Global Times et l'Agence Xinhua, qui diffusent les informations en plusieurs langues pour toucher un plus large public. Cette agence de presse fournit, gracieusement ou à un très bas prix, des informations à certains médias démunis de moyens, en Afrique et en Amérique latine⁸³².

⁸²⁸ SLOW Wei-Shen, «China's Confucius Institutes : Crossing the Rivers by Feeling the Stones», in Asia Pacific Bulletin, n° 91, janvier 2011, pp : 1-2.

⁸²⁹ ESCHAPASSE Baudouin, **Confucius au service de la diplomatie culturelle chinoise**, Le Point, 07 mars 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/confucius-au-service-de-la-diplomatie-culturelle-chinoise-05-03-2018-2199821_24.php, consulté le 29 avril 2020. Il s'agit d'un entretien réalisé avec M. Yang Jin ministre conseiller pour l'Éducation, chargé de superviser le développement des instituts Confucius dans l'Hexagone.

⁸³⁰ FLEW Terry et HARTIG Falk, «Confucius Institutes and the Network : Communication Approach to Public Diplomacy», The IAFOR Journal of Asian Studies, volume I, n° I, hiver 2014, pp : 27-44.

⁸³¹ LEPLATRE Simon, «Pékin crée un super-média d'Etat pour porter la "Voix de la Chine"», Le Monde, 22 mars 2018. Le «Réseau central de radio et de télévision», dénommé «Voice of China» pour la communication extérieure est un méga média créé en mars 2017 par la fusion de trois médias d'Etat à savoir : CCTV (télévision centrale chinoise), Radio Chine Internationale et la Radio nationale chinoise. Il emploie plus de 14000 personnes.

⁸³² WASSERMAN Herman, **Reporting China in Africa : Media Discourses on Shifting Geopolitics**, Editions, Routledge, Londres, 2016.

A l'international, certaines publications chinoises, jouissent d'un grand lectorat, à l'instar du Quotidien «Qiao Bao», dont le siège se trouve en Californie, qui est édité à 100.000 exemplaires et distribué dans quinze villes américaines⁸³³. Cependant, en Occident, les messages délivrés par les médias chinois souffrent d'un grand manque de crédibilité, et la plupart d'entre eux sont considérés comme le prolongement du «Quotidien du Peuple», qui n'est autre que l'organe de presse officiel du PCC⁸³⁴.

Le domaine cinématographique a également fait l'objet de beaucoup d'attention de la part du PCC. En avril 2018, le gouvernement chinois a inauguré une gigantesque «Cité du cinéma», s'étalant sur 376 hectares, dont le coût de construction est estimé à 6,5 milliards d'euros. Selon le conglomérat privé chinois "Wanda", ce projet est «le plus grand investissement de l'histoire mondiale dans le secteur du cinéma et de la télévision»⁸³⁵. Cet intérêt est perceptible dans la production cinématographique qui, en l'espace de dix ans (2005-2015), a vu ses chiffres quasiment tripler, en augmentant de 260 à 686 films⁸³⁶, avec cependant un succès assez limité à l'étranger, en raison du fossé culturel et linguistique entre la Chine et les régions extra-asiatiques. Il est à signaler que seuls 39 films étrangers ont été diffusés dans les salles de cinémas chinoises, en 2017⁸³⁷.

Le rayonnement de la RPC passe également par la mise en place de programmes d'aides au développement, comprenant en général des subventions et des prêts sans intérêts et à des conditions préférentielles. Ces aides trouvent leur traduction à grande échelle, dans le cadre de l'initiative chinoise «la Ceinture et la Route» ou «la nouvelle route de la soie», initiée par le Président Xi Jinping en 2013, dont le budget est estimé à environ 890 milliards de Dollars américains, pour relier l'Asie, l'Europe et l'Afrique par une route terrestre et une voie maritime, ponctuées par 900 projets d'infrastructure (ports, infrastructures

⁸³³ ALLEN-EBRAHIMIAN Bethany, «**Beijing Builds Its Influence in the American Media : How one of America's biggest Chinese-language newspapers amplifies China's message**», 21 décembre 2017. Document disponible sur le site <https://foreignpolicy.com/2017/12/21/one-of-americas-biggest-chinese-language-newspapers-toes-beijings-party-line-china-influence-united-front>, consulté le 10 août 2019.

⁸³⁴ Ibid.

⁸³⁵ «**La Chine a désormais son Hollywood**», Le point avec AFP, 28 avril 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/la-chine-a-desormais-son-hollywood-28-04-2018-2214308_24.php, consulté le 22 mars 2020.

⁸³⁶ «**Indicateurs pour l'industrie du cinéma**», 6 avril 2017, document disponible sur le site <http://uis.unesco.org/fr/news/indicateurs-pour-lindustrie-du-cinema>, consulté le 9 mars 2020.

⁸³⁷ Patrice Pujol, **Online Film Production in China Using Blockchain and Smart Contracts: The Development of Collaborative Platforms for Emerging Creative Talents**, Editions Springer, New York, 2019.

de télécommunication, etc.), implantés dans 60 pays⁸³⁸. Selon Dominique de Villepin, la nouvelle route de la soie, «est devenue en cinq ans le pilier de la diplomatie chinoise pour s'ouvrir au monde»⁸³⁹.

La Chine octroie également des aides pour soutenir les opérations de maintien de la paix dans le monde, sous l'égide de l'ONU. En 2018, la Chine (10,30%) s'est classée à la deuxième place après les Etats-Unis (28,50%) dans le classement mondial des pays contributeurs au budget de ces opérations, devançant ainsi le Japon (9,70%), l'Allemagne (6,40%), la France (6,30%) et le Royaume-Uni (5,80%)⁸⁴⁰. Avec un effectif de 2.634 personnes en 2018, la Chine est considérée comme l'un des plus importants pourvoyeurs en personnels pour le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU⁸⁴¹. A travers ces aides, les dirigeants chinois cherchent notamment à démontrer au reste du monde que leur pays est une puissance responsable⁸⁴².

L'attractivité de la Chine est visible à travers ses universités et instituts de formation, qui sont devenus une destination de plus en plus prisée par les étudiants étrangers. En 2017, 489.200 étudiants internationaux ont suivi des études en Chine, chiffre en augmentation d'environ 10% par rapport à l'année précédente⁸⁴³. En 2015, le top cinq des pays pourvoyeurs d'étudiants étrangers sont la Corée du Sud (16%), les Etats-Unis (5%), la Thaïlande (5%), l'Inde (4%) et la Russie (3%)⁸⁴⁴. Selon le Ministère de l'Enseignement chinois, les étudiants étrangers choisissent la Chine pour suivre des études de maîtrise et/ou de doctorat. Dans ce cadre, le gouvernement chinois a accordé en 2017 des bourses à 58.600 étudiants étrangers issus de 180 pays. Selon un rapport publié par le Centre pour la Chine et la mondialisation, 544.500 étudiants chinois ont

⁸³⁸ JOSHUA John, **China's Economic Growth: Towards Sustainable Economic Development and Social Justice**. Volume I: Domestic and International Economic Policies, Editions, Palgrave Macmillan, New York, 2017.

⁸³⁹ DE VILLEPIN Dominique, «**Stratégie d'influence et affirmation de la puissance chinoise**», Revue Défense Nationale n°811 – juin 2018, pp-18-26. Homme politique français, Dominique DE VILLEPIN était Ministre des affaires étrangères (7 mai 2002 - 30 mars 2004), Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (31 mars 2004 -31 mai 2005) et Premier Ministre (31 mai 2005 - 15 mai 2007).

⁸⁴⁰ **China's Role in UN Peacekeeping**, Institute for Security & Development Policy, mars 2018. Document disponible sur le site <http://isdpeu/publication/chinas-role-un-peacekeeping/>, consulté le 28 septembre 2019.

⁸⁴¹ Ibid.

⁸⁴² DENG Yong, op. cit.

⁸⁴³ **Growing number of foreign students choosing to study in China for a degree across multiple disciplines**, 03 avril 2018, http://en.moe.gov.cn/News/Top_News/201804/t20180403_332258.html, consulté le 14 mars 2020.

⁸⁴⁴ DERVIN Fred (S/D), **International Students in China: Education, Student Life and Intercultural Encounter**, Editions Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2018.

poursuivi en 2016 leurs études à l'étranger⁸⁴⁵. Le haut niveau des universités chinoises est confirmé chaque année davantage par le classement de Shanghai. Dans le classement de 2018, trois (03) universités chinoises figurent parmi le top 100 et cinquante-et-un (51) parmi le top 500⁸⁴⁶.

Dans le domaine touristique, les Chinois ont effectué 5 milliards de voyages en Chine et 131 millions de voyages à l'étranger en 2017, soit une croissance respective de 12,8% et de 7%. La même année, 139 millions de touristes étrangers ont visité la Chine, représentant une hausse de 0,8% par rapport à 2016. La Chine est la quatrième destination des touristes au monde après la France, l'Espagne et les Etats-Unis. Le tourisme contribue à hauteur de 11% de la production économique nationale et génère environ 80 millions d'emplois⁸⁴⁷.

La langue chinoise fait l'objet d'un intérêt grandissant à travers le monde du fait de la réémergence du pays sur la scène internationale. Ainsi, les dix langues les plus utilisées sur internet, sont par ordre décroissant l'anglais, le mandarin, l'espagnol, l'arabe, le portugais, l'indonésien/malaisien, le français, le japonais, le russe et l'allemand (classement arrêté au 31 mars 2020)⁸⁴⁸. En 1997, le classement était comme suit : l'anglais, le français, l'espagnol, le russe, l'arabe, le mandarin, l'allemand, le japonais, le portugais et le Hindi⁸⁴⁹. Parmi ce top 10 figurent les six langues officielles des Nations Unies, à savoir, l'anglais, l'arabe, le mandarin, l'espagnol, le français et le russe.

III- La Chine : entre partenaire et menace potentielle

Sur le registre de la perception de la menace chinoise, le sondage effectué en 2017 par Pew Research Center, un centre de recherche américain, a fait ressortir que 47% des citoyens interrogés dans sept pays d'Asie et du Pacifique, à savoir, l'Australie, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, les Philippines et le Vietnam, considéraient la Chine comme une menace majeure, alors que 35% ont estimé que les Etats-Unis pouvaient également constituer une menace majeure pour leurs pays. En dehors des deux régions d'Asie et du Pacifique, 27% des populations sondées en moyenne considèrent la Chine comme une menace

⁸⁴⁵ http://en.moe.gov.cn/News/Top_News/201804/t20180403_332258.html, op.cit.

⁸⁴⁶ **Academic Ranking of World Universities 2018**, op.cit.

⁸⁴⁷ «**Hausse des marchés chinois du tourisme entrant et sortant en 2017**», Xinhua, 27 juin 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-06/27/c_137284886.htm, consulté le 28 avril 2020.

⁸⁴⁸ **Internet world users by langage : Top 10 Languages**, 2019, document disponible sur le site <https://www.internetworldstats.com/stats7.htm>, consulté le 07 mai 2020.

⁸⁴⁹ Gurinder S. SHAHI, **Technology in a Changing World**, Editions Lulu.com, 2009.

majeure pour leurs pays⁸⁵⁰, cette tendance défavorable est perceptible en Europe, en Amérique du Nord et dans certains pays d'Asie, tels que le Japon, le Vietnam et la Corée du Sud, alors que les opinions en faveur de la Chine sont plus visibles au Pakistan, en Russie, en Indonésie, en Afrique et en Amérique latine⁸⁵¹.

Dans un autre sondage effectué par Pew Research Center, 38% des Américains ont en 2018 une opinion favorable sur la Chine, en déclin par rapport à l'année précédente où il a été enregistré 44% d'avis favorables. D'après ce sondage, les Américains seraient plus préoccupés par l'augmentation de la puissance économique de la Chine que par sa puissance militaire⁸⁵².

Quant aux statistiques publiées sur les 30 pays dont le soft power est le plus efficace, la Chine se classe à la 30^{ème} place en 2015 et au 28^{ème} rang mondial en 2016. En 2017, elle se classe à la 25^{ème} place et, en 2018, au 27^{ème} rang mondial, perdant ainsi deux places. A titre comparatif, les Etats-Unis sont classés en 2018 à la 4^{ème} place mondiale⁸⁵³.

IV- L'administration Trump : une aubaine pour le soft power chinois

Les décisions prises par le Président Donald Trump de se retirer du Traité de partenariat transpacifique⁸⁵⁴, de l'accord sur le nucléaire iranien, de l'accord de Paris sur le climat, du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et de l'UNESCO, ainsi que ses écarts de langage qui bouleversent tous les codes de la diplomatie et du politiquement correct, constituent autant d'opportunités qui sont mises à profit par les responsables chinois pour se positionner comme alternatifs aux Américains.

⁸⁵⁰ SILVER Laura, «**How people in Asia-Pacific view China**, 16 octobre 2017. Document disponible sur le site <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/10/16/how-people-in-asia-pacific-view-china/>, consulté le 25 août 2019.

⁸⁵¹ ALBERT Eleanor, **China's Big Bet on Soft Power**, 9 février 2018, document disponible sur le site <https://www.cfr.org/backgrounders/chinas-big-bet-soft-power>, consulté le 02 décembre 2019.

⁸⁵² WIKE Richard et DEVLIN Kat, **As Trade Tensions Rise, Fewer Americans See China Favorably**, **Pew Research Center**, 26 août 2018. Document disponible sur le site <http://www.pewglobal.org/2018/08/28/as-trade-tensions-rise-fewer-americans-see-china-favorably/>, consulté le 20 août 2019.

⁸⁵³ MCCLORY Jonathan, **The Soft Power 30 : Global Ranking of Soft Power 2018**, **USC Center on Public Diplomacy**, Portland, 2018, document disponible sur le site <https://softpower30.com/wp-content/uploads/2018/07/The-Soft-Power-30-Report-2018.pdf>, consulté le 17 avril 2020.

⁸⁵⁴ Aude MASSIOT, «**Retrait du Traité transpacifique : Trump fait-il un cadeau à la Chine ?**» *Le Figaro*, 25 janvier 2017.

Il faut ajouter à cela la gestion chaotique, par l'Administration Trump, de la pandémie de la «COVID-19», ayant occasionné aux Etats-Unis, jusqu'au mois d'août 2020, le décès de plus de 160.000 personnes et l'infection de plus de 5 millions d'autres, et ce, outre la perte des millions de postes d'emploi⁸⁵⁵.

A l'opposé, le discours prononcé par le Président Xi Jinping, lors du forum de Davos en janvier 2017, était selon les observateurs un véritable plaidoyer à la faveur du libre-échange, de la mondialisation et de la coopération internationale⁸⁵⁶. Dans le même sillage, le Président chinois a réitéré, en marge du 14^{ème} sommet du G20, tenu en juin 2019 à Osaka au Japon, le souhait de son pays de déployer des efforts conjoints avec les pays africains pour le développement commun sino-africain, dans un climat empreint de confiance mutuelle et de coopération gagnant-gagnant⁸⁵⁷. Il a également annoncé la décision du gouvernement chinois d'annuler la dette de certains pays africains ; une pratique récurrente depuis plus d'une dizaine d'années dont l'objectif est d'alléger le fardeau de la dette qui entrave le développement de certains pays africains. Déjà en 2006, Pékin a procédé à l'effacement de la dette de pays africains estimée à 1,4 milliards de dollars⁸⁵⁸. Cette pratique, faut-il le rappeler, donne un second souffle aux pays concernés, en impulsant une nouvelle dynamique à leurs économies.

Le Président Xi Jinping a également impulsé la diplomatie chinoise depuis son arrivée au pouvoir. Au niveau de l'ONU par exemple, la Chine, deuxième contributeur de l'Organisation après les Etats-Unis, s'y est imposée comme une puissance incontournable, ce qui s'est traduit, hormis le pouvoir que lui confère son veto, par une grande influence au sein de l'Assemblée Générale de l'ONU, où elle a formé des coalitions de votes plus que tout autre État membre.

Ainsi, quatre des quinze institutions spécialisées des Nations Unies ont à leur tête des Chinois, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

⁸⁵⁵ HAWKINS Derek, IATI Marisa et DUPREE Jacqueline, «U.S. coronavirus infections surpass 5 million», document disponible sur le site <https://www.washingtonpost.com/nation/2020/08/09/coronavirus-covid-updates/>, consulté le 18 août 2020.

⁸⁵⁶ ROBIN Jean-Pierre, «Xi Jinping entonne à Davos un hymne au libre-échange et à la mondialisation », Le Figaro, 17 janvier 2017.

⁸⁵⁷ « Xi présente une proposition en trois points sur le développement des relations sino-africaines », Xinhua, 28 juin 2019, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-06/28/c_138182355.htm, consulté le 02 mai 2020.

⁸⁵⁸ DE WILDE d'ESTMAEL Tanguy et STRUYE de SWIELAND Tanguy, **La Chine sur la scène internationale : Vers une puissance responsable** ? Editions Peter Lang, Bruxelles, 2004.

l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), et l'Union internationale des télécommunications (UIT) et ce, outre le fait que d'autres Chinois occupent au sein de l'organisation onusienne de hauts postes⁸⁵⁹. Cependant, la Chine n'a pas pu imposer son candidat pour occuper le poste de Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI). Le bras de fer entre Pékin et Washington a été dur, mais le dernier mot est revenu aux Américains qui ont pu imposer le candidat de Singapour.

L'influence de la Chine au sein de l'ONU a été rendue possible, essentiellement en raison de l'impuissance des Etats-Unis d'imposer leur domination sur le plan international, et des différences existants au sein de l'Union Européenne. A tout cela s'ajoute la manière avec laquelle la Chine a pu juguler la propagation de la pandémie du Coronavirus, ainsi que les aides apportées à ses partenaires émergents et en voie de développement, qui ont eu un effet positif et ont participé à l'augmentation du capital sympathie de Pékin dans les pays du Sud. Ainsi, lors du sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre le «COVID-19», organisé le 17 juin 2020, par visioconférence, le Président chinois a déclaré que son pays «redoublera d'efforts pour mettre en œuvre les mesures que j'ai annoncées lors de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée mondiale de la santé et continuera à aider les pays africains en les approvisionnant en fournitures, en envoyant des équipes d'experts et en facilitant leurs achats en Chine de matériels nécessaires»⁸⁶⁰.

De ce qui précède, les efforts de la Chine dans le cadre du déploiement de sa stratégie de soft power pourraient être considérés comme probants, en ce sens qu'ils ont permis de semer le doute sur une éventuelle «menace chinoise» dans une partie non négligeable de la planète. En effet, si une partie des données statistiques, généralement les plus médiatisées, mettent en exergue les appréhensions de l'Occident et de certains pays d'Asie et du Pacifique⁸⁶¹ concernant la montée en puissance de la Chine, l'autre partie des statistiques souligne, quant à elle, que cette peur est quasiment inexistante en Afrique, en Amérique latine et dans bon nombre de pays asiatiques, où Pékin est considéré comme un partenaire fiable et incontournable.

⁸⁵⁹ Toutes les informations ont été tirées du **site officiel de l'ONU**, à savoir, <https://www.un.org/fr/>, consulté le 04 juillet 2020.

⁸⁶⁰ « **Xi Focus : Xi Jinping préside un sommet Chine-Afrique et appelle à la solidarité pour vaincre le COVID-19** », Xinhua, 18 juin 2020, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2020-06/18/c_139148553.htm, consulté le 03 juin 2020.

⁸⁶¹ Laura SILVER, op.cit.

Toutefois, il est constaté que c'est l'embellie financière du pays qui offre aux autorités chinoises les moyens d'augmenter les aides aux Etats en voie de développement, de garantir une autonomie stratégique de décision et, par conséquent, de tenir tête aux Etats-Unis. L'origine de l'attrait des régions extra-occidentales pour la Chine relèverait davantage de l'anti-américanisme que de la fascination vis-à-vis du modèle de développement économique chinois, considéré comme «trop contraignant pour être appliqué en dehors de l'Asie»⁸⁶². En effet, il est évident que la puissance économique chinoise s'est traduite en puissance politique, cependant, Pékin n'a pas encore augmenté ses capacités de manière suffisante pour constituer un pôle fédérateur pouvant mener une action politique pour influencer l'orientation de l'agenda du système international, comme pourrait le faire Washington.

La politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats menée par la RPC, les relations «gagnant-gagnant» qu'elle met en place avec ses partenaires, ainsi que le multilatéralisme qu'elle prône dans les forums internationaux afin de réduire l'influence des autres puissances, sont des aspects de premier ordre qui concourent beaucoup au rayonnement de la Chine. D'autres attitudes militent en faveur d'une Chine conciliante, dont on citera les contributions dans le cadre des opérations de maintien de la paix, d'autant que l'Empire du milieu n'a historiquement jamais été une puissance conquérante au sens occidental.

A travers les différentes actions entreprises, la Chine cherche la reconnaissance de la communauté internationale en tant que pays responsable, ce qui aura pour effet d'atténuer l'idée qu'elle pourrait être une menace pour les autres nations, notamment ses voisins. Sur ce dernier point justement, une opportunité inespérée vient de se présenter devant les autorités chinoises, qui sont en train d'exploiter l'agressivité de la politique étrangère menée par l'Administration Trump, traduite notamment par le retrait des Etats-Unis de certains accords internationaux, des décisions qui n'ont pas manqué de plonger la communauté internationale dans l'incertitude.

Toutefois, les efforts chinois pourront être vains si des solutions concertées avec toutes les parties concernées ne sont pas trouvées aux différends territoriaux existant en mer de Chine. Ces litiges, qui déstabilisent cette région et incitent

⁸⁶² TIBERGHIEU Yves, op. cit.

parfois à la mise en avant du hard power, constituent un véritable frein à l'attractivité de Pékin et sont instrumentalisés par ses détracteurs pour alimenter le concept de la «menace chinoise».

Par ailleurs, au regard du manque de rayonnement des valeurs de la culture traditionnelle chinoise, qui se heurtent aux normes internationales existantes, il ressort que l'objectif recherché par les dirigeants chinois n'est pas de faire découvrir la culture chinoise au monde, mais plutôt de réconcilier le peuple chinois avec sa propre culture, qui a fait l'objet d'attaques virulentes lors de la mise en œuvre de la "grande révolution culturelle prolétarienne" par Mao Zedong en août 1966. Ce dernier a incité les chinois à lutter contre les «quatre vieilleries», en l'occurrence, la «vieille culture», les «vieilles coutumes», les «vieilles habitudes» et les «vieilles idées».

En comparaison avec le niveau de rayonnement atteint par les pays occidentaux, la stratégie de soft power chinoise, pour laquelle d'importants fonds ont été consacrés, serait encore dans sa phase d'apprentissage qui devrait se prolonger dans le temps. Il est également constaté que la Chine reste plus influencée par la culture occidentale que l'inverse, c'est ce qui explique l'orientation de la stratégie de soft power chinoise davantage vers l'intérieur du pays que vers l'international.

Actuellement, l'économie chinoise reste sa seule véritable source de rayonnement et d'influence et il paraît peu probable que Pékin soit en mesure, dans un avenir prévisible, de proposer un modèle à même de modifier ou même d'évoluer en parallèle avec le modèle occidental en vigueur. Cette incapacité ne pourrait être un prétexte pour condamner la Chine à être une nation de hard power, ni pour dresser un constat d'échec des efforts qu'elle déploie dans le cadre de son soft power.

Le fait que la Chine tente de mettre en place un soft power est une preuve non négligeable que ce pays ne cherche pas l'affrontement, mais œuvre plutôt à pacifier les relations avec ses partenaires, en remettant au second plan le hard power, au moment où d'autres Etats font étalage de leur puissance militaire pour imposer leur volonté. La prochaine sous-section sera dédiée à l'étude du «nationalisme» chinois, qui serait instrumentalisé par le Parti Communiste pour prolonger sa longévité à la tête du pays.

Sous-section 2 : Qu'en est-il du nationalisme chinois ?

A l'heure actuelle, aucune définition n'est susceptible de rendre compte des diverses formes à travers lesquelles le nationalisme s'est exprimé et s'exprime encore. Notre démarche ne consistant pas à étudier l'histoire complexe du nationalisme, l'objectif assigné à cette section est de retracer les grands événements ayant marqué le nationalisme chinois.

Par ailleurs, pour comprendre la complexité de la notion de nationalisme, on présentera deux définitions du nationalisme aussi sommaires l'une que l'autre. Ainsi, Pierre De Senarclens définit la nation et le nationalisme comme suit : «La nation est une société qui fait partie ou aspire à la création d'un Etat dont les membres partagent des liens de solidarité, tout en reconnaissant le bien-fondé d'institutions politiques, de traditions culturelles et de normes communes. Les gens qui forment une nation ont une conscience, plus ou moins forte, de constituer un même corps politique. Cette appartenance mobilise en conséquence la sphère des mentalités, puisqu'elle implique des croyances et des imaginaires collectifs. Le nationalisme est l'idéologie qui légitime, entretient et propage cette forme particulière d'association politique»⁸⁶³.

Décortiquant le nationalisme en deux volets, Bernard Baertschi estime que «le nationalisme ethnique (ou ethno-nationalisme) est la doctrine qui affirme que l'appartenance de la communauté nationale est définie par des conditions objectives comme la race, la culture, la langue ou la religion, conditions toutes situées hors de la capacité de choix de l'individu. Par opposition, le nationalisme civique est la doctrine qui affirme que l'appartenance à la communauté nationale est une question de choix ou de volonté : elle est ouverte à toute personne qui le désire. Or cette seconde version apparaît à certains préférable à la première, en ce qu'elle semble prémunir contre les exclusions dont le nationalisme a trop souvent été l'auteur, tout en faisant droit aux sentiments d'appartenance communautaire»⁸⁶⁴.

De manière générale, la plupart des auteurs font remonter l'origine du nationalisme chinois à la période des guerres de l'opium en 1840, où un sentiment d'insécurité permanent s'est installé au sein de la population, ainsi

⁸⁶³ DE SENARCLENS Pierre, **Le nationalisme : le passé d'une illusion**, Editions Armand Colin, Paris, 2010, p-17.

⁸⁶⁴ BAERTSCHI Bernard (S/D), **Les nationalismes**, Edition puf, Paris, 2002, pp : 6-7.

qu'une certaine réticence envers les étrangers. Quant au mouvement du 4 mai 1919, les auteurs et analystes de la Chine sont divisés entre ceux qui estiment que cette date est le point de renouveau du sentiment nationaliste et ceux qui soutiennent que c'est juste un mouvement passager comme tant d'autres comptabilisés à travers l'histoire de la Chine⁸⁶⁵.

Pour rappel, le 4 mai 1919, environs 3.000 personnes, en majorité des étudiants, se sont réunis à la place Tiananmen à Pékin pour manifester contre les décisions prises par les Alliés lors du traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, lesquels ont promis aux Chinois de récupérer leurs territoires en cas de victoire contre l'Allemagne. S'agissant de la conférence de la paix de 1919 à Paris, la Chine a été présentée comme un allié des Etats vainqueurs de la première guerre mondiale et espérait récupérer certains pans de son territoire perdus lors de la signature des traités inégaux, à l'instar de la province de Shantung. Cependant, à la fin de la guerre, les Alliés ont décidé de céder lesdites concessions au Japon, dans un accord secret signé entre le Japon et les puissances européennes⁸⁶⁶. Les autorités japonaises ont justifié à l'époque leur droit sur cette province, par l'emprunt octroyé au Général Duan Qirui, Chef exécutif provisoire de la République de Chine entre novembre 1924 et avril 1926⁸⁶⁷. Dans le manifeste diffusé pour la circonstance, il est mentionné que «le territoire de la Chine peut être conquis, mais il ne peut être donné ! Les Chinois peuvent être tués, mais ils ne veulent pas être soumis ! Notre pays risque sa perte ! Citoyens, mobilisez-vous !»⁸⁶⁸.

Les historiens chinois estiment que les revendications du mouvement du 4 mai touchent tous les aspects politique, économique et social, ce qui en fait une référence pour relancer le nationalisme dans le pays⁸⁶⁹. Diamétralement opposés à cette approche, les historiens occidentaux et japonais indiquent que ce mouvement n'est qu'une éphémère manifestation du patriotisme chinois⁸⁷⁰.

⁸⁶⁵ LU Jack, **Les Deux visages du Tibet**, Editions Publibook, Paris, 2013.

⁸⁶⁶ HUNT H. Michael, **The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy**, Editions, Columbia University Press, New York, 1998.

⁸⁶⁷ SPENCE D. Jonathan, **The Search for Modern China**, Editions W. W. Norton & Company, New York, 1991.

⁸⁶⁸ FAIRBANK K. John, **La Grande révolution chinoise 1800-1989**, op. cit.

⁸⁶⁹ CHESNEAUX Jean et LUST John, **Introduction aux études d'histoire contemporaine de Chine : 1898–1949**, Editions de Gruyter, Berlin, 2015.

⁸⁷⁰ Ibid.

Selon Romain Gary, le patriotisme c'est l'amour des siens, alors que le nationalisme c'est la haine des autres⁸⁷¹. Très proche de cette vision, Charles De Gaulle disait que le patriotisme c'est aimer son pays, et le nationalisme c'est détester celui des autres. En totale contradiction avec les deux premières définitions, Léon Tolstoï soutient que le patriotisme est synonyme d'esclavage⁸⁷², l'économiste français Georges Elgozy affirme que le patriotisme est la seule forme avouable de xénophobie⁸⁷³, et Guy de Maupassant se pose la question de savoir si le patriotisme ne serait pas l'idée mère qui entretient la guerre⁸⁷⁴. Quant à George Bernard Shaw, le patriotisme est la conviction d'une personne que son pays est supérieur aux autres, parce qu'il y est né, et pour Albert Einstein le nationalisme est une maladie infantile, c'est la rougeole de l'humanité. Enfin, selon l'universitaire canadien, James Baker, le nationalisme et le patriotisme ne sont que les deux faces de Janus, le premier connoté négativement, le second positivement⁸⁷⁵. Il importe de souligner que la quasi-totalité de la littérature occidentale traitant de la Chine, utilise le concept de nationalisme et jamais celui de patriotisme.

Aux États-Unis, le patriotisme et le nationalisme sont similaires, alors qu'ils sont distincts en Chine, ceci est dû essentiellement à une ambiguïté linguistique de la langue chinoise, où le mot nation peut être traduit par deux mots à savoir : (guojia), qui veut dire aussi État, et (minzu) qui signifie peuple/ethnie⁸⁷⁶. Dans ce contexte, le patriotisme est défini par le discours officiel comme «l'amour ardent et l'affection profonde pour un territoire national (guojia) et le peuple (minzu) au sens large auxquels on appartient, et l'identification à des valeurs morales et à une culture. Quant au nationalisme, c'est la conscience de l'identité d'une nation/un peuple (minzu), au sens ethnique du terme, un sentiment de supériorité par rapport aux autres nations/peuples»⁸⁷⁷.

L'objectif de cette section n'est pas de juger le bien-fondé du nationalisme chinois, mais de tenter d'analyser si les mouvements de protestation qui sont enregistrés suite à des événements, dont certains seront traités ci-dessous, sont le

⁸⁷¹ GARY Romain, *Éducation européenne*, Editions Gallimard, Paris, 1972.

⁸⁷² TOLSTOÏ Léon, *L'Esprit chrétien et le patriotisme*, FB Editions, Paris, 2015.

⁸⁷³ ELGOZY Georges, *L'Esprit des mots ou l'antidictionnaire*, Editions Denoël, Paris, 1981.

⁸⁷⁴ DE MAUPASSANT Guy, *Les Dimanches d'un bourgeois de Paris*, Editions CDU SEDES, Paris, 1995.

⁸⁷⁵ BAKER James, «As Loved Our Fathers: The Strength of Patriotism among Young Newfoundlanders», *National Identities*, volume 14, n° 4, décembre 2012, pp : 367-386.

⁸⁷⁶ DAUCE Françoise, LE HUEROU Anne et ROUSSELET Kathy, «Les diversités du patriotisme contemporain», *Critique internationale* 2013/1, n° 58, pp : 9-17.

⁸⁷⁷ Ibid.

résultat d'une démarche citoyenne spontanée estimant qu'il est du devoir du peuple d'exprimer son opinion sur des sujets touchant de près ou de loin son pays, ou bien s'agirait-il de mouvements organisés et dirigés par le pouvoir à des fins purement politiciennes.

Au début des années 1980, une campagne pour la révision des manuels d'histoire a été menée au Japon, après celle initiée en 1955, qui a concerné les livres scolaires d'histoire des trois paliers primaire, collège et secondaire. Cette révision, qui remet en cause l'ampleur des atrocités commises par l'armée impériale lors de la seconde guerre mondiale, a suscité une vive tension diplomatique entre le Japon et ces deux pays voisins, la Chine et la Corée du Sud. Après une mobilisation de la communauté internationale, les démarches conjointes entreprises par les diplomaties chinoise et sud-coréenne ont abouti à la présentation des excuses par le gouvernement japonais, qui s'est engagé «à tendre suffisamment l'oreille à ces critiques afin d'améliorer les relations et l'amitié avec ses proches voisins d'Asie ; les corrections [nécessaires] seront effectuées en la responsabilité du gouvernement»⁸⁷⁸.

Les choses se complexifient encore plus quand s'ajoutent à ces tentatives de modifications de l'histoire, des déclarations d'officiels japonais suscitant colère et indignation, à l'instar de celles faites par le Premier Ministre japonais, Nakasone Yasuhiro, qui a indiqué que «les Japonais avaient derrière eux deux mille ans de succès parce qu'il n'y avait pas sur leur territoire de races étrangères»⁸⁷⁹.

En 2015, l'approbation par les autorités japonaises de dix-huit manuels scolaires d'histoire et de géographie, destinés aux lycéens, présentant les îles Senkaku et Takeshima revendiquées respectivement par la Chine et par la Corée du Sud, comme relevant de la souveraineté japonaise, ont suscité le courroux de Pékin et de Seoul qui ont dénoncé le «révisionnisme historique» mené par Tokyo⁸⁸⁰. Le mois d'octobre 2015, les autorités japonaises ont jugé «extrêmement regrettable» l'inscription sur le Registre de la mémoire du monde de l'UNESCO de documents relatifs au massacre de Nankin⁸⁸¹.

⁸⁷⁸ ARNAUD Nanta, «L'actualité du révisionnisme historique au Japon», Ebisu, n° 26, juillet 2001, pp : 127-153.

⁸⁷⁹ DOWER W. John, *War Without Mercy*, Editions Pantheon, New York, 1986, p-315.

⁸⁸⁰ ARNAUD Régis, «Au Japon, les manuels scolaires de la discorde», Le Figaro, 7 avril 2015.

⁸⁸¹ «Japon: l'inscription du massacre de Nankin par l'Unesco fait des vagues», Le Figaro avec AFP, 10 octobre 2015, information disponible sur le site <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/10/97001->

Ce genre de révision, récurrent depuis les années 1980, suscite à chaque fois l'indignation des populations chinoise et sud-coréenne, essentiellement les étudiants, qui n'hésitent pas à investir la rue pour manifester contre ce qu'ils qualifient de «révisionnisme», allant parfois jusqu'à assiéger l'Ambassade du Japon et saccager des biens appartenant aux ressortissants japonais. Pour les dirigeants chinois et sud-coréens, c'est les multiples révisions par le Japon des manuelles scolaires d'histoire, qui sont à l'origine de l'exacerbation du sentiment anti-japonais dans leurs pays⁸⁸².

Dans ce contexte, l'historien Samuel Guex, de l'université de Genève, souligne que le comportement des Chinois envers les Japonais est une réponse non seulement aux contenus des livres validés par le Japon qui remettent en cause des faits historiques avérés, mais aussi aux déclarations de dirigeants japonais niant le Massacre de Nankin (Démission du ministre de la justice Nagano Shigeto après avoir déclaré en mai 1994 que le Massacre de Nankin était une «invention» ou remettant en cause la nature «agressive» de l'invasion japonaise (Démission du directeur de l'Agence nationale pour l'environnement, Sakurai Shin, après avoir déclaré en août 1994 que le Japon n'avait pas combattu avec l'intention de mener une guerre d'agression)⁸⁸³. A l'opposé, des auteurs, à l'instar de Valérie Naquet, spécialiste de la Chine au niveau de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, estiment que les manifestations de 2005, sont organisées par les autorités chinoises, pour justifier leur refus catégorique de l'octroi au Japon d'un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Dans le même contexte, les visites récurrentes de hauts responsables japonais, à l'instar du Premier Ministre, Shinzo Abe, au sanctuaire controversé de Yasukuni, pour rendre hommage aux militaires japonais morts aux combats pendant la Seconde Guerre mondiale, provoquent systématiquement en Chine des vagues d'indignation, mais également à Taïwan et en Corée du Sud, lesquels qualifient de «criminels de guerre» ce que les Japonais glorifient comme des «héros». Les visites et les offrandes rituelles à ce sanctuaire shintoïste, faites en personne ou par procuration par les hautes autorités japonaises, ont toujours suscité de vives protestations de la part des dirigeants chinois et sud-coréens. A signaler que parmi les dépouilles que renferment ce sanctuaire shintoïste,

20151010FILWWW00030-japon-l-inscription-du-massacre-de-nankin-par-l-unesco-fait-des-vagues.php, consulté le 02 mai 2020.

⁸⁸² GUEX Samuel, « **Les manuels d'histoire chinois vus du Japon** », Ebisu, 2008, n°39, (Printemps-Eté), pp : 3-25.

⁸⁸³ Ibid.

quatorze sont celles de soldats condamnés par les alliés, après la fin de la guerre, pour crime de guerre.

A travers les événements supra-cités, où les citoyens chinois ont exprimé leur mécontentement sur des sujets touchant directement leur dignité, parfois même avec une certaine violence, peut-on véritablement parler de nationalisme, au sens occidental du terme, dont la référence est le nationalisme allemand, qui a conduit au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et au désastre qui en a découlé.

Par ailleurs, à supposer que les manifestations des citoyens chinois n'étaient pas spontanées mais plutôt fomentées par Pékin, alors nous ne pouvons que constater la modestie de la mobilisation populaire dont serait capable le PCC au pouvoir. A l'état actuel des choses, il est juste de dire que le nationalisme chinois n'a pas encore atteint des proportions alarmantes et n'a pas émis des signaux dangereux qui susciteraient la crainte et la méfiance des autres pays.

On peut légitimement se demander si le nationalisme chinois ne tire pas sa légitimité du pacifisme dont ont fait montre les dirigeants chinois, à l'instar de Mao Zedong, Deng Xiaoping et Hu Jintao, pour ne citer que ceux-là, qui ont toujours prôné un nationalisme soucieux de redonner à la Chine la place qui lui sied dans le concert des nations, d'une part, et de défendre ses intérêts et son intégrité territoriale, d'autre part. Les Chinois ont tout à fait le droit de prendre ouvertement position dans un acte citoyen, d'une manière spontanée et/ou dans un cadre organisé - ce qui est nettement préférable pour éviter tout éventuel débordement de la situation vers la violence - à l'effet d'exprimer leur mécontentement sur des événements ou des situations jugés offensants envers leurs pays.

Après les attentats du 11 septembre 2001 et ceux du 13 novembre 2015 en France, il a été enregistré un engouement sans précédent des jeunes américains pour s'engager dans l'armée pour défendre leur pays, ce qui a été qualifié de patriotisme. Un tel comportement de la part des Chinois serait systématiquement perçu comme un nationalisme exacerbé par le PCC qui, pour se maintenir en place, tente par tous les moyens de détourner l'attention des citoyens des véritables problèmes internes du pays.

Il faut dire que les populations ont toujours tendance à réagir à des degrés différents aux événements qui touchent de près ou de loin leur pays. Dans ce cadre, William Edmiston et Annie Dumenil font remarquer qu'«un sentiment d'antiaméricanisme virulent se manifeste parfois en France, surtout aux moments où les Etats-Unis entrent en conflit militaire d'une façon unilatérale, sans le soutien des alliés européens ou l'approbation des Nations Unies (par exemple, au moment des attaques contre la Libye en 1986 et de la guerre contre l'Irak en 2003). De même, un sentiment antifrançais se manifeste aux Etats-Unis chaque fois que la politique internationale française diffère de la position diplomatique américaine (pour reprendre les mêmes exemples, quand la France a refusé de participer aux attaques contre la Libye et à la guerre contre l'Irak). Dans ces moments-là, les Américains reprochent à la France d'être une fausse amie, un prétendu allié à qui on ne peut pas toujours faire confiance»⁸⁸⁴.

Il importe de rappeler que pendant tout son mandat, le Président Hu Jintao s'est employé à développer des concepts comme l'«émergence pacifique» en 2003, le «développement pacifique» en 2004 et le «monde harmonieux» en 2005, d'une part, pour «modérer les ardeurs nationalistes d'une partie de l'opinion, toujours prompte à s'enflammer contre le Japon et les Etats-Unis»⁸⁸⁵ et, d'autre part, pour montrer au monde que Pékin n'a pas d'ambitions de devenir une puissance belligène.

Par ailleurs, dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, des bombardiers des forces alliées ont largué trois bombes autoguidées sur l'Ambassade de Chine située à Belgrade, faisant quatre morts et vingt blessés et des dégâts matériels considérables. Suite à cette tragédie, des manifestations ayant rassemblé environ 200.000 personnes⁸⁸⁶, ont eu lieu notamment à Pékin pour exprimer le mécontentement du peuple chinois de cette attaque.

Le Président américain, Bill Clinton, s'est empressé de présenter ses condoléances tout en soulignant qu'il s'agissait d'une regrettable bavure. De son côté, le porte-parole de l'OTAN avait affirmé que, suite à une erreur d'appréciation, la représentation diplomatique chinoise a été confondue avec les locaux de la Direction fédérale yougoslave de l'armement. Pour sa part, le

⁸⁸⁴ EDMISTON William et DUMENIL Annie, **La France contemporaine**, 4^{ème} édition, Editions Cengage Learning, Boston, 2009, p-3.

⁸⁸⁵ DUCHÂTEL Mathieu, op. cit.

⁸⁸⁶ BASTIEN Daniel, «Le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade complique le jeu diplomatique», Les Echos, 10 mai 1999.

représentant de la Chine à l'ONU « a condamné avec la plus grande indignation les bombardements qui ont touché l'Ambassade de son pays à Belgrade, le 7 mai à minuit. Il a qualifié cette action d'acte barbare et émis ses protestations les plus vives face à ce qu'il considère comme une violation flagrante de la souveraineté nationale de son pays»⁸⁸⁷.

Selon les officiels chinois, les États-Unis ont sciemment bombardé l'infrastructure chinoise en représailles des positions prises par Pékin dans le conflit yougoslave qui allaient à l'encontre de la vision et des intérêts des coalisés. A signaler qu'une enquête auprès de trois officiers de l'OTAN en poste à Naples, à Bruxelles et en Macédoine, a révélé que le bombardement de l'infrastructure chinoise était programmé, car l'Alliance savait que l'ambassade faisait office d'émetteur pour transmettre les communications de l'armée yougoslave⁸⁸⁸.

L'autre incident qui a suscité une grande tension entre la Chine et les Etats-Unis est celui enregistré le 1^{er} avril 2001, où un avion de chasse F-8 chinois est entré en collision avec un avion-espion Lockheed EP-3 de la marine militaire américaine, provoquant l'écrasement de l'appareil chinois et la disparition de son pilote, alors que l'aéronef américain qui a subi d'énormes dégâts a été contraint de se poser en catastrophe sur une base militaire chinoise dans l'île chinoise de Hainan⁸⁸⁹, déclenchant ainsi une crise diplomatique entre les deux pays et ce, même si les échanges commerciaux bilatéraux étaient florissants.

Le 11 avril 2001, M. Joseph Prueher, Ambassadeur des Etats-Unis en Chine de novembre 1999 à mai 2001, a envoyé une lettre de regret aux autorités chinoises, dans laquelle les Etats-Unis exprimaient leurs «sincères regrets» pour la disparition du pilote chinois, sans présenter des excuses. La lettre précisait également que les Etats-Unis étaient «désolés» du franchissement par l'appareil américain, sans autorisation, de l'espace aérien chinois. Le 12 avril 2001, cette crise a connu son épilogue avec la décision prise par Pékin de libérer l'équipage américain, pour des raisons humanitaires.

⁸⁸⁷ « **La Chine fait part de son indignation après que son Ambassade à Belgrade a été touchée par les bombardements** », 08 mai 1999, document disponible sur le site <http://www.un.org/press/fr/1999/19990508.cs1047.html>, consulté le 18 septembre 2017.

⁸⁸⁸ « **Nato bombed Chinese deliberately** », document disponible sur le site <https://www.theguardian.com/world/1999/oct/17/balkans>, consulté le 02 mars 2020.

⁸⁸⁹ HE Kai, **China's Crisis Behavior: Political Survival and Foreign Policy after the Cold War**, Editions Cambridge University Press, 2016.

Par ailleurs, les autorités chinoises réagissent vivement lorsque des dissidents chinois sont reçus avec les honneurs et profitent d'une large médiatisation à l'étranger, essentiellement en Occident. Un exemple en est le déplacement du Président de Taïwan, Lee Teng-hui, le 7 juin 1995 aux Etats-Unis, à titre privé, pour prendre part à une réunion d'anciens étudiants de l'Université de Cornell dans l'Etat de New York⁸⁹⁰. Cette visite, la première du genre puisque aucun Président taïwanais n'avait jusque-là foulé le sol américain, a déclenché une offensive officielle sans précédent contre Washington autour du thème de l'inéluctabilité de la réunification de l'île rebelle avec la «mère patrie»⁸⁹¹.

Les dirigeants chinois considèrent l'accueil du Dalai-lama dans des pays étrangers comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Pour Pékin, les Etats qui acceptent de recevoir le Dalai-lama sont en train de lui offrir chez eux une plateforme pour mener ses activités séparatistes.

Le différend territorial, autour des îles Senkaku/Diaoyu, est un autre problème, et pas des moindres, qui compromet le développement des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, avec parfois des débordements sur le volet économique. Il s'agit d'un contentieux qui envenime davantage les rapports entre les deux voisins et dont le manque à gagner sur leurs économies respectives serait considérable.

Il est à rappeler que des manifestations populaires antichinoises, parfois meurtrières, ont été observées au Vietnam et aux Philippines, sans qu'elles ne soient qualifiées de nationalistes, au sens péjoratif du terme s'entend. A titre illustratif, nous citerons les protestations violentes ayant secoué le Vietnam en mai 2014, suite au déploiement par Pékin d'une plateforme pétrolière dans des eaux objet d'un différend territorial avec Hanoï. Des manifestations similaires ont été enregistrées, avec une acuité moindre, en juin 2018, en réaction à un projet du gouvernement visant à créer de nouvelles zones économiques spéciales, permettant aux investisseurs étrangers de louer des terres pour 99 ans. Pour les manifestants, ce projet profiterait en priorité aux investisseurs chinois.

⁸⁹⁰ CABESTAN Jean-Pierre, «Le voyage du Président Lee Teng-hui aux Etats-Unis. Une victoire pour Taïwan ou un échec pour la Chine ?», Perspectives Chinoises, 1995, 29, pp : 50-58

⁸⁹¹ FRIEDMAN Edward, «Chinese Nationalism, Taiwan Autonomy and the Prospects of a Larger War», Journal of Contemporary China, volume 6, n° 14, 27 avril 2007, pp : 5-32

Il en est de même aux Philippines, où des manifestants se sont regroupés en 2012 devant l'ambassade de Chine à Manille pour protester contre les revendications chinoises quant à leur souveraineté sur un récif en mer de Chine méridionale. Le mois de novembre 2018, des manifestations ont été observées aux Philippines, contre la visite du Président chinois Xi Jinping, dénonçant la soumission de Manille à Pékin pour attirer les investissements de cette dernière.

De ce qui précède, il apparaît clairement que l'identité chinoise est fortement imprégnée de l'histoire du pays, notamment la période sombre que le pays a traversée de 1839 jusqu'à 1949, appelée également le siècle de la honte, lors duquel la Chine a été dépecée et le peuple humilié. Tout ceci a engendré dans la mémoire collective des Chinois un sentiment de méfiance quasi-viscéral à l'égard de toute ingérence étrangère - actuellement, ceux qui ravivent la rancœur chinoise sont les Etats-Unis et le Japon - et un fort besoin de reconnaissance du pays en tant que grande nation. Ce ressentiment est traduit, de manière consciente ou inconsciente, dans l'élaboration de la politique étrangère chinoise.

L'autre constatation relevée réside dans la partialité de certains médias, critiques et analystes occidentaux, qui soutiennent et positivent tout ce qui émane de l'Occident, de manière générale, et des Etats-Unis, en particulier. C'est ainsi que les Présidents Xi Jinping, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan, qui œuvrent pour rendre la grandeur de leurs pays respectifs, sont qualifiés de «nationalistes», au sens le plus négatif du terme, alors que les comportements des Anglais, qui ont choisi de quitter l'UE, et du Président Donald Trump, qui prône la primauté de la puissance et le leadership américain, ne sont pas considérés de manière générale comme des comportements «nationalistes».

Ainsi, d'après Kenneth Weinstein, directeur du think-tank proche des néoconservateurs Hudson Institute à Washington, Donald Trump veut sortir le pays de l'inaction de Barack Obama⁸⁹². Tout à fait à l'antipode de cette approche, Stephen Wertheim, de l'université Columbia, estime qu'en utilisant la puissance et l'influence des Etats-Unis d'une manière outrancière et arrogante, le Président Trump déstabilise l'ordre international et transforme même l'Amérique en une superpuissance voyou⁸⁹³.

⁸⁹² WEINSTEIN Kenneth, «**Return of the Neocons**», The New York Review of Books, 02 janvier 2019, document disponible sur le site <https://www.nybooks.com/daily/2019/01/02/return-of-the-neocons/>, consulté le 30 décembre 2019.

⁸⁹³ PARIS Gilles, «**Robert Kagan : "Trump transforme les Etats-Unis en une superpuissance voyou"**», Le Monde, 25 janvier 2019.

Il nous paraît important de rappeler qu'après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, un mouvement de solidarité et de compassion a émergé au sein des citoyens américains. Les dirigeants américains ont institué «Le Patriot Day», une journée nationale commémorant les victimes des attentats du World Trade Center, qui est célébrée chaque année depuis le 11 septembre 2002. Par exemple, les Américains se sont mobilisés pour apporter leur aide aux citoyens touchés par le drame. Des mois durant, les Américains ont allumé des bougies dans des lieux de recueillement et arboré l'emblème national dans les maisons et les lieux de travail. Tous ces comportements, qualifiés de «patriotisme», au sens le plus positif du terme, ont donné carte blanche à l'Administration du Président Bush pour envahir l'Afghanistan, une guerre qui était massivement soutenue par les Américains⁸⁹⁴.

Il ne faut pas confondre le nationalisme instrumentalisé par les gouvernants pour se maintenir à la tête du pays, ce qui se traduit par la répression de tout avis qui leur est contraire en évoquant la raison d'Etat, et le nationalisme que l'on pourrait qualifier de sain. Sur ce dernier point, nous estimons que les populations qui montrent, à travers des manifestations populaires, leur contentement sur des événements traduisant la grandeur du pays ou en réponse à des actes ou actions étrangers afin de marquer leur soutien à leurs gouvernants, sont des sentiments normaux et louables, et sont à même de renforcer le sentiment d'appartenance à un même Etat, la cohésion au sein de la population, ainsi que le lien entre les citoyens et leurs gouvernants. Des dirigeants qui tentent de capitaliser sur un élan populaire est une pratique universelle, usitée aussi bien dans les dictatures que dans les démocraties, c'est par exemple le cas des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, et lors de l'attentat contre le Journal Charlie Hebdo, le 07 janvier 2015, en France.

Dans la prochaine sous-section, il sera abordé le thème de la nouvelle route de la soie, initiée par les autorités chinoises pour voir si c'est une initiative qui fait partie du plan hégémonique que les Chinois seraient en train de mettre en place, ou bien une main tendue de la part de Pékin vers le reste du monde pour intensifier les échanges en tout genre.

⁸⁹⁴ DOUZET Frédéric, **Patriotisme et nationalisme américains**, Hérodote, 2003/2, n°109, pp : 37-56.

Sous-section 3 : La nouvelle route de la soie, la main tendue de la Chine vers l'Occident

Historiquement, la route de la soie⁸⁹⁵ était constituée d'un maillage de pistes, ouverte par les Chinois entre le II^{ème} siècle avant J.-C. et le I^{er} siècle après J.-C., notamment pour trouver des alliés contre les Xiongu, un peuple de nomades conquérants⁸⁹⁶. L'itinéraire de la route de la soie avait comme «point de départ Chang'an, au centre de la Chine, la route passait ensuite entre le désert de Gobi et le plateau tibétain, puis contournait le désert du Turklamakan, par le nord ou par le sud. La route empruntait ensuite les hautes montagnes d'Asie centrale, avant de passer au sud de la mer Caspienne, pour enfin atteindre les rives de la Méditerranée. Différentes routes sont apparues avec le temps, avec comme villes étapes, Yarkand, Kasghar, Samarkand, Boukhara, Alep, Alexandrie, Athènes, etc»⁸⁹⁷. Il importe de souligner qu'au début de notre ère, une voie maritime a été ajoutée à la voie terrestre⁸⁹⁸. La route de la soie a été abandonnée suite à la politique isolationniste adoptée au XV^{ème} siècle par l'Empire du milieu, dirigé alors par la dynastie Ming. Ces routes, qui reliaient l'Orient à l'Occident, permettaient de faire la jonction entre les différentes civilisations, en facilitant les échanges commerciaux, ainsi que la transmission des sciences et savoir-faire, des arts, des religions et bien d'autres domaines.

Selon Michel NAZET, spécialiste en géopolitique, cette mythique route «a été réactivée, dans un premier temps à la fin du XIX^{ème}, avec le développement des trains transcontinentaux puis par le succès des thèses de Mackinder⁸⁹⁹. Mais l'expression est surtout revenue au premier plan de l'actualité lorsque les Chinois ont fait connaître au printemps 2011 leur intention de réaliser un projet de connexion routier et ferroviaire entre la Chine et l'Europe qu'ils ont baptisé 'nouvelle route de la soie''»⁹⁰⁰.

⁸⁹⁵ C'est le géographe allemand Ferdinand von Richtofen, décédé en 1905, qui a utilisé pour la première fois l'expression de la route de la soie.

⁸⁹⁶ BOULNOIS Luce, **La route de la soie : Dieux, Guerriers et Marchands**, Editions Olizane, Genève, 2010.

⁸⁹⁷ VICTOR Jean-Christophe, CHAOUAD Robert et SCIAUX Guillaume, **Le dessous des cartes : Asie**, Editions Coéditions Tallandier, Paris, 2016, p-103.

⁸⁹⁸ NAZET Michel, « **La nouvelle route de la soie ou la résurrection d'un mythe**, 21 avril 2014 », document disponible sur le site <https://www.diploweb.com/La-nouvelle-route-de-la-soie-ou-la.html>, consulté le 13 février 2020.

⁸⁹⁹ L'Amiral britannique Halford John Mackinder a développé dans une conférence présentée en 1904 à la Société royale de géographie de Londres, intitulée «**The geographical pivot of History**», une pensée géopolitique selon laquelle «Qui contrôle l'Europe de l'Est, contrôle le Heartland. Qui contrôle le Heartland, contrôle l'Ile-Monde. Qui contrôle l'Ile-Monde, contrôle le Monde».

⁹⁰⁰ NAZET Michel, op. cit.

Après son accession au pouvoir, en 2013, le Président chinois Xi Jinping a proposé, lors d'une visite qu'il a effectuée au Kazakhstan, la mise en place d'une nouvelle route de la soie, reliant la RPC à l'Asie, l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, avec pour objectifs de renforcer les relations politiques, économiques et financières entre les nations et ce, à travers le développement et la construction d'infrastructures (ponts, chemins de fers, ports, aéroports, etc.) le long du tracé⁹⁰¹.

Suite à une large consultation menée par le gouvernement chinois, mettant à contribution les institutions politiques, les entreprises, les universitaires et les intellectuels, les Ministères chinois des Affaires Etrangères et du Commerce et la Commission nationale du développement et des réformes ont publié conjointement, en mars 2015, le plan national d'action intitulé «Construire ensemble la Ceinture économique de la Route de la Soie et la Route de la Soie maritime du XXI^{ème} siècle : Perspectives et actions », où ont été tracés les cinq domaines prioritaires, à savoir : «la coordination en matière de politiques, l'interconnexion des infrastructures, la facilitation du commerce, l'intégration financière et la compréhension mutuelle des peuples»⁹⁰². Initialement appelée One Belt, One Road (la Ceinture et la Route), le projet a été rebaptisé depuis 2017, Belt & Road Initiative (Initiative route et ceinture)⁹⁰³. La BRI est composée de la ceinture économique, qui vise à réunir la Chine, l'Asie centrale, la Russie et l'Europe (la Baltique), reliant la Chine au golfe Persique et à la mer Méditerranée en passant par l'Asie centrale et l'océan Indien, et de la route maritime, conçue pour traverser la côte chinoise vers l'Europe en passant par la mer du sud de la Chine et l'océan Indien.

Cette initiative, qui permettra à terme la création de la plus grande zone économique au monde, prévoit des routes commerciales s'étendant sur 13.000 kilomètres, et touchera près de deux tiers de la population de la planète⁹⁰⁴. A titre d'exemple, la dynamique qu'impulse cette nouvelle route fera passer les échanges commerciaux entre les pays de la Coopération Economique pour l'Asie-Pacifique (APEC), de 400 milliards de Dollars en 2012 à 1.000 milliards de Dollars en 2020⁹⁰⁵.

⁹⁰¹ DHOMPS Pierre et TSIANG Henri, **Le big bang des nouvelles routes de la soie**, Editions L'Harmattan, Paris, 2017.

⁹⁰² FEI GU Ming, op. cit.

⁹⁰³ DHOMPS Pierre, op. cit.

⁹⁰⁴ FEI GU Ming, op. cit.

⁹⁰⁵ NAZET Michel, op. cit.

Au titre de cette initiative, il a été prévu « la construction de six couloirs économiques parcourant les zones suivantes : Chine-Mongolie-Russie, nouveau pont terrestre eurasiatique, Chine-Asie centrale-Asie de l'Ouest, Chine-Pakistan, Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar et Chine-péninsule indochinoise. Cette construction profitera des voies de transport internationales, en s'appuyant sur les villes centrales le long de la route et de la ceinture, et sur l'utilisation de parcs industriels économiques clés en tant que plates-formes de coopération. En mer, l'Initiative se concentrera sur la construction conjointe de routes de transport fluides, sûres et efficaces reliant les principaux ports maritimes le long de la Route et de la Ceinture. Le corridor économique Chine-Pakistan et le corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar sont étroitement liés à l'Initiative »⁹⁰⁶.

A travers le lancement de la BRI, qui devrait être achevée en 2049, les autorités chinoises cherchent également à faire contrepoids au TAFTA (Transatlantic Free Trade Agreement) et au TPP (Trans-Pacific Partnership Trans-Pacific Partnership)⁹⁰⁷, deux traités auxquels la Chine n'est pas associée.

La nouvelle route de la soie sera une bonne opportunité pour écouler les produits industriels chinois haut de gamme, à l'instar des trains à grande vitesse, des équipements de production d'énergie et des équipements de télécommunications, qui seront probablement largement utilisés dans les pays traversés par la BRI, sachant que la grande majorité des projets est financée, via des prêts, par Pékin.

Les banquiers chinois joueront probablement un rôle clé dans le succès de la nouvelle route de la soie. Bien qu'ils aient exprimé publiquement leur soutien à la grande vision du Président Xi Jinping, certains ont appelé à la prudence, en public et en privé.

Enfin, l'autre objectif recherché par Pékin comporte un enjeu stratégique, qui consiste à assurer un approvisionnement continu du pays en matières premières, essentiellement les hydrocarbures. Selon des analystes, la Chine se doit de multiplier les parcours alternatifs terrestres, maritimes et aériens, afin d'éviter à moyen et long termes les risques de «goulots d'étranglement» géostratégiques,

⁹⁰⁶ VIAUD Pierre, « **Yidai, Yilu : l'initiative économique chinoise de "Route de la soie du XXI^e siècle"** », Revue Défense Nationale, Tribune n° 900, 1^{er} juin 2017.

⁹⁰⁷ DEFRAIGNE Jean-Christophe et NOUVEAU Patricia, **Introduction à l'économie européenne**, 2^{ème} Edition, Editions De Boeck Supérieur, Paris 2017.

notamment, le détroit de Malacca, qui constitue un passage obligé pour les pétroliers et méthaniers destinés à la Chine, en provenance d’Afrique et du Moyen-Orient, mais facile à bloquer. En effet, les stratèges chinois, qui qualifient le détroit de Malacca de «dilemme de Malacca», craignent qu’en cas de fortes tensions, les Etats-Unis puissent utiliser leur puissance pour faire pression sur les lignes de communication maritime chinoises⁹⁰⁸. Aussi, Pékin est soupçonnée d’avoir intégré le Myanmar dans le tracé de la route de la soie, non pas pour des raisons économiques, mais pour sa position géographique, qui offre à la Chine une alternative pour contourner ce détroit, à travers l’accès à l’océan Indien via les provinces chinoises situées au sud-ouest du pays.

C’est en suivant cette logique que les autorités chinoises œuvrent à diversifier leurs ressources d’approvisionnement en hydrocarbures, afin de se soustraire à la dépendance d’un nombre réduit de fournisseurs.

Pour rassurer leurs partenaires quant au bienfondé de cette initiative et son caractère pacifique, les dirigeants chinois insistent sur leur attachement à ce qu’elle soit conforme aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, en ce qu’elle assure aux États riverains le respect mutuel de la souveraineté et de l’intégrité territoriale de chacun, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, le bénéfice mutuel et la coexistence pacifique. Le second principe directeur affiché est articulé autour du respect des règles du marché et des normes internationales, du rôle primordial des entreprises, et du fait de laisser les gouvernements s’acquitter de leurs fonctions⁹⁰⁹.

Le 14 mai 2017, Pékin a accueilli le premier sommet diplomatique sur le projet de la « Route de la soie du XXI^{ème} siècle », en présence de 29 Chefs d’État et de Gouvernement, ainsi que de fonctionnaires, d’entrepreneurs, de financiers et de journalistes provenant de plus de 130 pays⁹¹⁰.

A l’issue du forum, le conseiller d’Etat chinois, Yang Jiechia, tout en qualifiant cet événement de la plus grande activité diplomatique multilatérale tenue par la Chine depuis la fondation de la RPC, a estimé qu’un signal positif est envoyé par son pays pour que toutes les parties prenantes travaillent en coordination afin de construire un avenir meilleur pour tous.

⁹⁰⁸ VICTOR Jean-Christophe, op. cit.

⁹⁰⁹ VIAUD Pierre, op. cit.

⁹¹⁰ «**Belt and Road forum points clear way for future cooperation: Chinese State Councilor**», Xinhua, 17 mai 2017, document disponible sur le site http://www.china.org.cn/china/Off_the_Wire/2017-05/17/content_40837420.htm, consulté le 28 avril 2020.

A souligner que l'Inde a boycotté l'événement pour s'opposer à la construction d'une autoroute sur le plateau du Doklam (Donglang, en chinois), revendiqué par le Royaume du Bhoutan et par la Chine⁹¹¹.

Selon l'historien chinois Zhao Suisheng, de l'université de Denver, la vision du Président Xi Jinping «s'appuie sur le mythe d'une Chine impériale garante de l'harmonie et de la stabilité régionale par opposition à l'usage de la force par les puissances européennes pour établir des colonies. Une "reconstruction historique" qui sert des visées politiques, souligne-t-il, dans un texte publié en juin. Car "la guerre fut une constante de l'histoire impériale chinoise", et "celle-ci, comme les autres puissances, ne fut ni uniquement bienveillante ni uniquement violente"»⁹¹².

Plusieurs questions restent en suspens, notamment celles ayant trait aux implications géostratégiques de la nouvelle route de la soie et son impact social et environnemental. Pour Michael Kovrig, conseiller principal de l'International Crisis Group pour l'Asie du Nord-Est, l'initiative de Pékin est devenue un véritable «fourre-tout» pour les projets et investissements entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique chinoise, qui consiste à encourager les différents opérateurs économiques du pays à rechercher des opportunités à l'étranger dans le sillage de la route de la soie⁹¹³.

Pour sa part, Washington est sceptique à l'égard de cette initiative, mettant en garde contre les risques pour les destinataires et les dommages que cela entraînera pour les intérêts stratégiques de l'Amérique à l'étranger. Les investissements de la Chine dans des ports stratégiques et le développement d'une base militaire à Djibouti à l'étranger préoccupent grandement les États-Unis. Mais beaucoup de partenaires des États-Unis rejettent l'interprétation américaine et adhèrent pleinement à l'initiative de Pékin⁹¹⁴.

Abondant dans le même ordre d'idées, des analystes estiment que l'initiative chinoise est un geste géopolitique visant à stimuler l'influence régionale de Pékin, suite aux déclarations du nouveau Président américain, Donald Trump,

⁹¹¹ «**Belt and Road forum points clear way for future cooperation: Chinese State Councilor**», op. cit.

⁹¹² PEDROLETTI Brice, «**Nouvelles routes de la soie**» : les ambitions planétaires de Xi Jinping, Le Monde, 08 aout 2017.

⁹¹³ RAUHALA Emily et DENYER Simon, **Silk Road forum showcases China's power - and the power of its propaganda**, The Washington Post, 15 mai 2017.

⁹¹⁴ FLINT Colin et ZHU Cuiping, «**The geopolitics of connectivity, cooperation, and hegemonic competition: The Belt and Road Initiative**», in Geoforum, février 2019, volume 99, pp : 95-101.

quant à la diminution de la présence américaine en Asie. Ils considèrent également que cette initiative est surtout un plan économique conçu pour ouvrir de nouveaux marchés pour les produits chinois, à un moment où l'économie chinoise connaît un ralentissement⁹¹⁵.

S'agissant du financement de la nouvelle route de la soie, qui devrait à terme coûter environ 900 milliards de Dollars américains, il sera assuré par le Fonds de la route de la soie, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Nouvelle banque de développement des BRICS, ainsi que les prêts octroyés par les banques chinoises, dont la Banque chinoise de développement, la Banque chinoise d'import-export et la Banque chinoise de développement agricole.

Il convient de signaler que la réalisation des différents projets titanesques de la BRI, rencontre plusieurs difficultés, dont la première est liée au coût élevé des infrastructures que certains pays ne pourront pas assumer en raison de leurs difficultés financières. En effet, la rentabilité de plusieurs projets constitue la principale source d'incertitude au regard des coûts énormes de l'initiative⁹¹⁶, qui ne devrait en aucun cas être considérée comme un programme d'aide caritatif, car les Chinois eux-mêmes ne le voient pas ainsi. Pour Pékin, il s'agit bien évidemment d'une opportunité pour accroître la connectivité de la Chine au reste du monde, mais également d'investissements colossaux qui devraient être rentabilisés⁹¹⁷.

Le deuxième problème soulevé est d'ordre purement sécuritaire et pourrait, s'il n'est pas maîtrisé, être un grand obstacle dans la mise en œuvre de la nouvelle route de la soie. Au Pakistan, par exemple, certains projets se trouvent à l'arrêt en raison de l'incapacité des autorités pakistanaises à assurer la sécurité des employés chinois, notamment, contre la présence de rebelles ouïgours et ce, malgré la création par le Pakistan d'une unité chargée de cette mission.

Quant à la troisième difficulté, elle est liée aux problèmes internes des pays traversés par la route. En effet, «les pays d'Asie centrale, comme ceux du Sud Caucase (...) connaissent tous, en raison de leur passé, des difficultés internes ou externes qui rendent difficile leur intégration dans la mondialisation. Y subsistent aussi des questions identitaires (brassage, mosaïque ethnique) qui ne

⁹¹⁵ Ibid.

⁹¹⁶ Ibid.

⁹¹⁷ FLINT Colin, op. cit.

facilitent pas leur ‘‘nation building’’ alors que toutes ces régions ont à faire face à des problèmes sociaux considérables : retard économique avec un poids très important de l’agriculture comme du secteur informel (narcotrafics), pauvreté de masse persistante, déficiences des infrastructures éducatives, sociales... et cela sans même évoquer l’état des infrastructures de transport ou la corruption endémique»⁹¹⁸.

En fait, il conviendrait de voir la BRI comme « un long jeu de dominos, dont chaque pièce s’ajuste à la voisine mais permet en même temps une transformation permettant d’avancer vers une autre. L’important reste que le contact continu de part en part possède une conductivité suffisante pour transmettre d’un bout à l’autre de l’information, des idées, des repères sans doute déformés, mais conservant leur potentiel d’étonnement pour les habitants de l’autre extrémité. Ce qu’on reçoit en Occident venant de Chine ne représente que très vaguement la réalité de la Chine proprement dite. Ce qui parvient en Chine n’est qu’un écho déformé de l’Occident, mais ces vecteurs d’altérité conservent jusqu’au bout leur valeur d’étrangeté, parfois admirable »⁹¹⁹.

Il est clair que cette initiative associe des agendas économiques, politiques et stratégiques qui diffèrent d’un pays à l’autre, comme le montre l’approche adoptée par la Chine pour régler ses dettes, en acceptant des paiements en espèces, en produits de base ou en louant des actifs (infrastructures). Le plan Marshall non plus n’était pas une démarche altruiste, même si certains auteurs le présentent ainsi.

Aujourd’hui, la BRI se trouve quasiment au centre de la politique étrangère chinoise, dont le but ultime est de mettre en place un nouvel ordre mondial. En effet, l’expertise chinoise en matière d’investissement et de développement d’infrastructures, proposée dans le cadre de la BRI, devrait permettre aux pays de la région de se développer économiquement, ce qui aurait pour conséquence de les faire pencher vers l’adoption du système politique chinois, qualifié d’antidémocratique, plutôt que celui proposé par l’Occident. A terme, ces États pourraient constituer « une communauté de destin commun » avec la Chine⁹²⁰. Au premier trimestre 2019, la BRI a fait des progrès concrets, en ce

⁹¹⁸ NAZET Michel, op. cit.

⁹¹⁹ **Fondation Prospective et Innovation, la route de la soie, colloque du Forum culturel de Taihu**, Editions Ginkgo, Paris, 2014, pp : 47-48.

⁹²⁰ YU Shirley, «**The belt and road initiative : Modernity, Geopolitics and the developing global order**», Asian Affairs, 20 mai 2019, pp : 187-201.

sens que 125 pays et 29 organisations internationales ont signé 173 accords de coopération.

La longue période d'hégémonie des Etats-Unis, où l'Administration américaine a profité de l'absence d'adversaire de taille pour abuser de leur moment unipolaire, n'a pas apporté la stabilité tant attendue par les théoriciens des relations internationales. En effet, depuis les attentats du World Trade Center, les États-Unis sont en conflits continus, directs ou indirects, avec des retombées à l'échelle mondiale, sous la forme d'augmentation du terrorisme, des sanctions, des flux d'immigration, etc.

Après s'être mesurée avec ses ennemis, la politique étrangère américaine s'est retournée contre ses alliés, essentiellement ceux de l'Union Européenne, en leur réclamant, par exemple, d'augmenter leur contribution financière au sein de l'OTAN, ou d'exclure les firmes chinoises, notamment, Huawei dans les appels d'offres pour les équipements 5G, au risque de revoir à la baisse les relations entre les Etats-Unis et le vieux continent.

Le retrait en janvier 2017 des Etats-Unis du TPP, sous l'impulsion du Président américain Donald Trump, jouera en faveur de la Chine pour mieux vendre la BRI. Dans ce contexte, le Premier ministre singapourien, M. Lee Hsien Loong, a déclaré, lors d'une visite à Washington en août 2016, que le rejet du TPP par Washington nuirait à sa réputation parmi ses alliés⁹²¹.

L'hégémonie américaine post-guerre froide et son unilatéralisme, ainsi que le comportement méprisant de l'Occident vis-à-vis des pays du Sud - la plupart des dictateurs dans le monde arrivent au pouvoir avec l'aide des démocraties occidentales - ont mis en exergue l'existence d'importantes lacunes qui suscitent des réactions négatives de la part de ces derniers. Aussi, au lieu de dissenter sur le contenu d'un hypothétique système que les autorités chinoises tentent d'imposer en Asie, voire dans le monde, la question qui mérite d'être posée est celle de savoir si les Chinois possèdent réellement un système à proposer au reste du monde, susceptible d'être suivi par d'autres Etats et qui serait une alternative au système actuel. En ce qui nous concerne, nous estimons qu'au regard de la singularité du système politique, économique et social chinois,

⁹²¹ BOYER Dave, «At White House, Leader of Singapore Urges Congress to Approve Free-trade Deal», The Washington Times, 2 août 2016, information disponible sur le site <http://www.washingtontimes.com/news/2016/aug/2/singapore-pm-urgescongress-ok-free-trade-deal/>, consulté le 13 décembre 2020.

Pékin paraît plutôt poursuivre une logique visant à instaurer un système international multipolaire, qui contrôlerait les ambitions hégémoniques de chaque acteur, notamment les Etats-Unis.

Il faut cependant reconnaître que le système économique américain qui symbolisait la prospérité, est également à l'origine de la crise économique mondiale de 2008, dont les répercussions négatives sont encore perceptibles dans certains pays.

En mars 2019, l'Italie a rejoint officiellement la BRI, devenant ainsi le premier pays du G7 à adhérer à l'Initiative chinoise. Pour les Etats-Unis et les détracteurs de l'initiative chinoise, l'Italie n'a pas besoin des investissements chinois, et risquerait même de s'enliser dans l'endettement, comme ce fut le cas par exemple pour le Sri Lanka. L'argument ne résiste pas à l'analyse pour plusieurs raisons, la première étant que l'Italie est la troisième puissance économique de l'Union Européenne, ce qui n'est pas le cas pour le Sri Lanka. Le deuxième argument découle du premier, et exigerait de Rome de réduire au minimum, voire d'abolir, toute coopération avec Pékin. La vérité est que les pays de l'Union Européenne sont tiraillés entre les liens traditionnels avec les États-Unis et les opportunités économiques offertes par la BRI. Quant à la troisième raison, elle consiste à se poser la question de savoir pourquoi les Américains acceptent les fonds chinois, qui sont devenus selon les périodes leur premier ou deuxième créancier, en concurrence avec le Japon.

De son côté, le premier ministre indien Narendra Modi a annoncé, en mai 2017, le lancement, conjointement avec le Japon, d'un projet appelé le « Corridor de la croissance Asie Afrique » (AAGC, Asia Africa Growth Corridor), surnommé également la « route de la liberté » et ce, pour contourner l'endiguement qu'aurait mis en place Pékin, dénommé «Le collier de perles», et pour faire barrage au rapprochement entre la Chine et le Pakistan. L'objectif affiché par cette initiative est de renforcer le pouvoir de négociation du Japon et de l'Inde par rapport à la Chine et de rendre plus ardues les calculs stratégiques de Pékin⁹²². L'objectif de l'initiative Route de la croissance Asie-Afrique est de proposer aux Etats africains une alternative aux sirènes chinoises, décrypte notre chroniqueur. De plus, l'Inde pourrait mettre en avant le passé colonial qu'elle a en commun avec les pays d'Afrique, dont près de la moitié est anglophone.

⁹²² **India and Japan: Growing Partnership and Opportunities for Co-operation**, Editions Centre for Public Policy Research, Kochi/Inde, aout 2019.

L'initiative indo-japonaise propose de créer une région Indo-Pacifique, en s'appuyant exclusivement sur les voies maritimes et en mettant l'accent sur le développement durable plutôt que sur le commerce, comme c'est le cas de la BRI. Les routes en question sont d'anciennes voies maritimes qui relient l'Afrique au Pacifique⁹²³. L'AAGC repose sur quatre piliers : le renforcement des compétences, la construction d'infrastructures durables, les projets de coopération dans les domaines de la santé, de l'agriculture, du secteur manufacturier et de la gestion des catastrophes naturelles et, enfin, le partenariat de « personne à personne »⁹²⁴.

Enfin, il convient de souligner, à titre indicatif, qu'en septembre 2018, l'Algérie et la Chine ont signé à Pékin, en marge du 3^{ème} sommet du Forum sur la coopération sino-africaine, un mémorandum d'entente sur la coopération dans le cadre de l'initiative "la ceinture économique de la route de la soie et la route de la soie maritime du 21^{ème} siècle", où sont définis les domaines de la coopération sino-algérienne dans le cadre de cette initiative. Réagissant à cette adhésion, la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malmström, a estimé que l'Algérie ne respectait pas ses accords commerciaux avec l'Union Européenne, en ce sens que certaines dispositions dudit mémorandum ne sont pas conformes aux accords de libre-échange convenus entre Alger et Bruxelles.

La nouvelle route de la soie « frappe et se démarque par son originalité et par sa dimension. Par sa nature et ses ambitions multiples, elle constitue une véritable rupture par rapport à tout schéma de développement préalablement élaboré. Elle bouleverse les anciens paradigmes et s'impose par sa nouveauté, par sa modernité et par sa créativité en traçant un cap et des objectifs sous-tendus par des moyens financiers considérables et adossés à une volonté politique se projetant dans le long terme»⁹²⁵.

La nouvelle route de la soie est devenue une pièce maîtresse dans la politique étrangère chinoise, à telle enseigne qu'elle a été inscrite dans la Constitution chinoise, à l'occasion de sa révision en 2017. Elle est également portée à bras le corps par le Président chinois Xi Jinping, qui déploie beaucoup d'effort pour faire adhérer le plus de pays et d'organisations à son initiative et concrétiser ses différents projets.

⁹²³ Ibid.

⁹²⁴ Ibid.

⁹²⁵ DHOMPS Pierre et TSIANG Henri, **Le big bang des nouvelles routes de la soie**, Editions L'Harmattan, Paris, 2017.

Il est difficile d'affirmer ou d'infirmer la réussite du soft power chinois, cependant les données font état que le volet économique (finance et commerce), utilisé en la matière, est de toute évidence l'élément le plus efficace dans le cadre de la mise en œuvre du rayonnement chinois. Pour ce qui est des valeurs issues de la culture chinoise, il est clair qu'il leur faut plus de temps pour pouvoir s'installer, par exemple, dans les sociétés africaines et sud-américaines qui sont plus enclines à adopter les valeurs du modèle occidental au regard de considérations historiques évidentes qui remontent à l'ère coloniale.

Pour le nationalisme chinois, qui se traduit généralement par les manifestations organisées par les citoyens, afin de montrer leur mécontentement par rapport à des actes commis à l'étranger et portant préjudice à leur pays, c'est une réalité indéniable à laquelle l'Occident confère une portée quelque peu exagérée, due essentiellement à une lecture historique de ce concept. En effet, si pour les Occidentaux le nationalisme est un signe avant-coureur de l'imminence de la guerre, référence faite à l'idéologie nationaliste hitlérienne, les pays du Sud, également pour des considérations historiques liées aux affres du colonialisme qu'ils ont subies, considèrent le nationalisme comme le moyen le plus efficace pour renforcer le front interne du pays, permettant de faire face au danger émanant de l'étranger.

Quant à la nouvelle route de la soie, même si aujourd'hui, il est encore tôt de dresser un bilan, il est quasiment certain que cette initiative, qui comporte plusieurs défis matériels, économiques, politiques et géopolitiques, permettra à Pékin, en cas de succès, d'accroître sa visibilité et son influence à l'échelle mondiale, notamment, sur les plans diplomatique et commercial.

Profitant de l'arrogance dont fait preuve les Etats-Unis, la RPC use de sa puissance financière et tente de mettre à, pour élargir son influence politique, économique et géopolitique au niveau régional, ce qui lui permettra de mettre en place des institutions d'envergure mondiale, dans le but de concrétiser sa démarche visant l'instauration d'un système multipolaire⁹²⁶. Présentement, la Chine n'émet aucun signe, tangible, présageant de son agressivité. Bien au contraire, la main chinoise tendue vers l'Afrique et vers d'autres pays, dans le cadre de la «Belt and Road Initiative», est la preuve, palpable, de son désir de pacifier ses liens avec le reste du monde.

⁹²⁶ Shirley YU, op. cit.

De ce qui précède, il est difficile de qualifier, de manière catégorique, la puissance chinoise comme agressive, bien au contraire la Chine est devenue la deuxième puissance économique au monde, première d'après certains calculs, en raison de ses bonnes relations avec tous les pays, plus visibles en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Ainsi, la Chine n'y est pour rien si les dirigeants de certains de ces pays détournent à leur profit, ou bien gèrent mal, les dividendes induites par la relation «gagnant-gagnant» proposée par les Chinois.

La dernière section de cette thèse sera consacrée aux différents facteurs internes et externes pouvant être une source de déstabilisation de la Chine, à l'instar du vieillissement de la population, de la pollution, des mouvements séparatistes, ainsi que des différends territoriaux en mer de Chine. Enfin, nous nous pencherons sur l'économie chinoise, devenue un chaînon important dans la division internationale du travail, et son effet sur la stabilisation des relations avec les autres pays.

Section III : Les facteurs endogènes et exogènes générateurs de stabilité et d'instabilité

Le rapide développement économique qu'a connu la Chine est l'ascension la plus spectaculaire dans l'histoire de l'humanité, puisqu'elle a permis de faire sortir environ 700 millions de Chinois de la misère. En l'espace de quatre décennies, l'économie chinoise est devenue un chaînon indispensable dans la division internationale du travail. Par la diminution des coûts de production, l'atelier du monde rend accessibles aux citoyens des pays pauvres plus de produits et participe, par la même, à élever davantage le niveau de vie dans les pays riches.

Cependant, cet essor économique a généré également des effets négatifs auxquels les dirigeants chinois devraient trouver des solutions dans les meilleurs délais, au risque de les voir se compliquer davantage avec le temps.

Ainsi, les inégalités socio-spatiales sont de plus en plus visibles, mettant en exergue un décalage flagrant entre les zones du littoral et celles de l'intérieur, et entre la ville et la campagne, dans le développement industriel et infrastructurels, ainsi que dans les inégalités de revenus.

Cette dynamique économique, qui dure depuis le début des années 1980, a engendré une urbanisation rapide et intensive des villes chinoises et une explosion de la démographie urbaine. Le développement des villes chinoises - disproportionné selon certaines données qui estiment que plus de 200 villes dépassent le cap du million d'habitants – et la multiplication des usines et fabriques ont permis l'exacerbation de problèmes, tels que la pollution environnementale (mauvaise qualité de l'air, augmentation de la production des déchets industriels et ménagers et dégradation des cours d'eau, etc.), qui est la principale cause de la détérioration de la santé publique.

L'autre phénomène, qui a suscité l'inquiétude des dirigeants chinois, est celui lié au vieillissement de la population, induit essentiellement par la politique de l'enfant unique, instaurée en 1979, pour contrôler la démographie galopante d'alors. D'après les données de la Banque mondiale, l'indice de fécondité en Chine est en dessous du seuil nécessaire pour renouveler la population.

Enfin, les dirigeants chinois devraient également trouver des solutions viables, d'une part, aux mouvements séparatistes, qui touchent essentiellement Taïwan, la région du Xinjiang et le Tibet et, d'autre part, aux différends territoriaux en mer de Chine méridionale, impliquant des îles, récifs et archipels de la mer de Chine méridionale, revendiquées par plusieurs pays de la région, qui sont autant de problèmes à même de faire basculer le pays dans le chaos.

Pour voir l'ampleur de ces phénomènes sur la Chine, cette dernière section est consacré aux principaux facteurs internes à même de déstabiliser la Chine, aux différends territoriaux en mer de Chine, qui constituent une source de grandes tensions dans la région et, enfin, au rôle de l'économie chinoise dans la pacification de ses relations avec ses partenaires.

Sous-section 1 : Les principaux facteurs de déstabilisation interne de la Chine.

Selon le paradigme réaliste, la survie du régime politique d'un Etat est le premier objectif de ses gouvernants qui, pour se maintenir au pouvoir, sont dans l'obligation d'accomplir leur part du contrat social, à savoir, maintenir une croissance économique forte à même de rehausser le niveau de vie de la population. La satisfaction des exigences de la vie courante des citoyens est le gage de la stabilité interne du pays et de leur engagement à défendre le pays d'une éventuelle agression étrangère.

Le paradigme réaliste, appliqué au cas de la Chine, s'est traduit par une forte industrialisation du pays, dont les résultats se sont avérés exceptionnels en ce sens que depuis 1978, plus de 700 millions de Chinois sont sortis de la pauvreté⁹²⁷, selon les estimations de la banque mondiale. Cependant, cet essor économique a un revers négatif, dont l'impact s'est fait sentir aussi bien sur les citoyens que sur la nature. En effet, le modèle de développement de la Chine était basé essentiellement sur une industrialisation massive, induisant une forte urbanisation, qui ont «causé d'importants dommages aux sols, à l'air et aux cours d'eau du pays. Ainsi, depuis le lancement des réformes économiques, [les autorités chinoises] ont souvent autorisé l'implantation d'usines peu soucieuses de l'environnement. Conséquence : la non application des règles de sécurité et de protection environnementale dans le secteur industriel est devenue un fait

⁹²⁷ FEI GU Ming, op. cit.

général, provoquant une série de catastrophes humaines et naturelles, dont la pollution des rivières qui rend les terres impropres à la culture pour des décennies »⁹²⁸.

Les trois décennies de développement économique de la Chine ont fait apparaître certaines limites du modèle de croissance adopté. Les problèmes auxquels le gouvernement chinois doit faire face, sont typiques à ceux des pays émergents, amplifiés cependant par la rapidité de son essor économique et le gigantisme de la Chine à tous les niveaux.

En effet, les problèmes économiques et sociaux, à l'instar du chômage, le déplacement massif des personnes des régions rurales vers les centres urbains à la recherche d'emploi, le vieillissement de la population et le système des retraites, auxquels s'ajoutent non seulement les problèmes écologiques engendrés par la forte industrialisation du pays, mais plus grave encore, les mouvements séparatistes enregistrés notamment dans les régions autonomes du Tibet et du Xinjiang, sont autant de facteurs internes à même de déstabiliser la Chine et d'entraver son développement.

La RPC, dont l'industrie qui peinait, au début des années 1980, à satisfaire les besoins domestiques du pays, est devenue en deux décennies l'atelier du monde, notamment après son accession à l'OMC en 2001, en raison des régimes attractifs pour les investisseurs étrangers qu'offrent les zones économiques spéciales, ainsi que la disponibilité d'un réservoir inépuisable de main-d'œuvre bon marché. Après une période qu'on qualifierait d'apprentissage, où la Chine était considérée comme le maillon incontournable de l'assemblage des produits à destination de l'étranger, elle est arrivée à exporter des produits de moyenne et même haut de gamme, ce qui dénote d'une maîtrise technologique dans certains domaines et secteurs d'activités. A partir de 2005, la Chine était devenue la troisième puissance commerciale au monde, précédée par les Etats-Unis et l'Allemagne, et depuis 2006 elle était classée au deuxième rang mondial des pays exportateurs, derrière l'Allemagne⁹²⁹.

⁹²⁸ MENEUT Emmanuel, «**Chine : superpuissance du développement propre ?**», 26 avril 2011, document disponible sur le site www.diploweb.com/Chine-superpuissance-du.html, consulté le 21 février 2018.

⁹²⁹ LEMOINE Françoise, «**La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie**», Hérodote 2007/2, n° 125, pp : 62-76.

Cependant, l'effondrement du commerce mondial d'environ 30% entre 2008 et 2009, a mis en exergue la fragilité de l'économie chinoise, qui dépendait pour une grande partie des exportations. Le ralentissement de l'économie chinoise était perceptible puisque le taux de croissance du pays a chuté de 14,2% en 2007 à 9,6% en 2008⁹³⁰. Cette dépendance est encore plus visible avec les Etats-Unis qui, touchés par la récession, ont diminué drastiquement leurs importations de la Chine, affectant ainsi négativement la croissance de cette dernière et faisant augmenter le taux de chômage.

Pour sortir de cette situation, les dirigeants chinois ont décidé d'orienter leur économie vers le marché intérieur du pays, ce qui s'est traduit par la mise en place d'un ambitieux plan de relance d'environ 460 milliards d'euros, destiné essentiellement à compenser la demande internationale en bien manufacturés chinois⁹³¹. La crise de 2008 a quand même hissé la Chine au rang de premier exportateur au monde⁹³².

Néanmoins, même après les réajustements opérés, l'économie chinoise reste toujours tributaire des exportations vers l'étranger et la consommation interne est encore faible pour prétendre pouvoir se substituer à l'exportation. En 2016, la consommation des ménages en Chine a contribué à hauteur de 39% du PIB⁹³³, ce qui est en deçà du taux enregistré dans les pays de la zone euro, où il a atteint 55,1% du PIB⁹³⁴ la même année. Le ralentissement de l'économie chinoise est toujours d'actualité corroboré par la constante régression du taux de croissance, qui est passé de 6,9% en 2017, à 6,6% en 2018, puis à 6,3 % en 2019 et ce taux devrait tomber à 6% en 2020⁹³⁵. En 2018, le taux de croissance mondial était de 3,04 % et celui des Etats-Unis de 2,9⁹³⁶, ce qui modère considérablement la décroissance chinoise.

Ceci étant, la baisse du pouvoir d'achat d'une certaine catégorie de consommateurs chinois a induit son surendettement, qui a atteint une telle proportion que « les particuliers en défaut de paiement sont de plus en plus nombreux à voir leur nom figurer sur une "liste noire", à la suite d'une décision

⁹³⁰ <https://donnees.banquemondiale.org/pays/chine>, consulté le 11 juin 2020.

⁹³¹ GOUYSSE Vincent, op. cit.

⁹³² Ibid.

⁹³³ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.CON.PETC.ZS?locations=CN>, consulté le 11 juin 2020.

⁹³⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.CON.PETC.ZS?locations=XC>, consulté le 11 juin 2020.

⁹³⁵ **OECD Economic Surveys: China 2019**, Editions OCDE, Paris, 2019.

⁹³⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>, consulté le 11 juin 2020

de justice (...). Il est interdit à ces ‘‘mauvais payeurs’’ d’acheter des billets d’avion ou de train sur les lignes à grande vitesse, de séjourner dans des hôtels classés 4 ou 5 étoiles et d’inscrire leurs enfants dans des écoles privées coûteuses»⁹³⁷.

L’autre phénomène engendré par l’essor économique qu’a connu la Chine depuis près de quatre décennies, c’est l’exode massif des personnes venues des zones rurales à la recherche d’emploi dans les villes côtières industrialisées⁹³⁸. C’est ainsi que des inégalités sociales et géographiques ont apparues, en dépit des efforts consentis par les responsables chinois pour stimuler l’activité économique dans les régions intérieures du pays, qui accusent un retard par rapport à la prospérité des régions du littoral. Ces travailleurs venus vers les centres urbains et les grandes agglomérations, souvent sans aucune expérience professionnelle, sont la main d’œuvre qui sera utilisée pour accomplir les tâches dangereuses et pénibles, dans des conditions qui n’obéissent pas toujours aux normes de travail internationales⁹³⁹.

Avec un taux d’urbanisation en forte croissance, les collectivités locales chinoises trouvent de plus en plus de difficultés à gérer au sein des villes, outre les questions de sécurité publique, les problèmes d’alimentation en eau potable et en électricité, le traitement des déchets ménagers et tous les autres soucis d’ordre sanitaire. Après avoir fait le bonheur de l’économie chinoise, les premiers effets négatifs de cet exode en masse sont déjà apparus, à l’instar de la hausse des coûts de la vie, dont la conséquence immédiate est l’apparition d’une pénurie de main d’œuvre dans plusieurs villes chinoises.

Les trente années de croissance ininterrompue, qui ont propulsé la Chine à la place de première puissance économique au monde, ont nécessité une augmentation exponentielle de la demande d’énergie, notamment depuis 2002, ce qui a accéléré l’épuisement des ressources naturelles du pays et, donc, augmenté sa dépendance par rapport aux importations en la matière. Ainsi, « entre 2000 et 2014, la consommation mondiale de l’énergie a augmenté de 38%. La Chine compte pour 55% de cette hausse : en 15 ans, sa consommation d’énergie par tête a triplé, alors qu’elle baissait de 2% dans le reste du monde. En 14 ans, la demande chinoise de pétrole a grimpé de 132% : le pays a ajouté

⁹³⁷ OECD Economic Surveys : China 2019, op. cit.

⁹³⁸ TALBOT Ned, « La migration interne en Chine », Migrations Société 2013/5, n° 149, pp : 89-98.

⁹³⁹ Ibid.

6,3 millions de barils par jour (49 mille tonnes) à la consommation mondiale (...). La Chine représente à elle seule 41% de la hausse de la consommation mondiale de la période »⁹⁴⁰.

Avec environ 20% de la population mondiale, la Chine produit 24% d'électricité, 49% de charbon, 60% de béton, 46% d'acier et 54% d'aluminium dans le monde. Cependant, elle représente 55% de la consommation énergétique mondiale, répartie comme suit : 41% de pétrole, 16% de gaz et 83% de charbon⁹⁴¹.

Pour parer au déclin des ressources minières du pays, la Chine s'est tournée vers l'Afrique pour assurer son approvisionnement en matières énergétiques et premières. Les firmes chinoises sont ainsi présentes dans la plupart des pays du continent noir, à l'instar de l'Afrique du Sud, la Guinée, l'Angola et la République démocratique du Congo.

Dans la perspective de diversifier le mix énergétique de la RPC, les autorités chinoises ont procédé en février 2018, à la fusion de la CNNC (China National Nuclear Corp) et la CNEC (China Nuclear Engineering & Construction) pour donner corps à un géant du nucléaire de 150.000 salariés, pesant en Bourse plus de 100 milliards de Dollars américains⁹⁴². Tous les spécialistes sont d'accord sur le fait que l'énergie issue du charbon est plus dangereuse que celle issue du nucléaire. Conscient qu'actuellement les progrès techniques ne permettent pas encore aux centrales à charbon de produire une énergie propre, et sachant les dégâts écologiques causés par ces centrales, la Chine, en plus des 38 réacteurs déjà en activité, possède 20 réacteurs en cours de construction et une quarantaine en projet.

Les réserves en énergies fossiles et les capacités de production chinoises sont devenues insuffisantes face à une demande grandissante du pays. En effet, la dépendance de la Chine vis-à-vis des importations du pétrole et de la volatilité des marchés internationaux, ainsi que le contrôle exercé par les États-Unis sur

⁹⁴⁰ DORBEC Anna, « **Matières premières : combien de temps durera le blues ?** », janvier 2016, document disponible sur le site <http://economic-research.bnpparibas.com/pdf/fr-FR/Matieres-premieres-combien-temps-durera-blues-29/01/2016,27426>, consulté le 22 octobre 2019.

⁹⁴¹ Ibid.

⁹⁴² « **La Chine crée un géant du nucléaire en fusionnant deux entreprises** », La Tribune, 1^{er} février 2018, information disponible sur le site <https://www.latribune.fr/economie/international/la-chine-cree-un-geant-du-nucleaire-en-fusionnant-deux-entreprises-766904.html>, consulté le 08 mai 2020.

les voies de transport maritime, notamment le détroit de Malacca, où transite 70 % du pétrole destiné à la RPC, pose un problème majeur aux dirigeants chinois. En cas de conflit, les forces américaines pourraient perturber, voire rompre, l'approvisionnement en matières premières à destination de la Chine, dont les capacités combattives navales ne peuvent pas rivaliser avec celles des Etats-Unis, et encore moins avec la force de frappe d'une coalition qui sera conduite par les Américains.

La continuité de l'approvisionnement est une grande priorité pour Pékin, sachant que les réserves mondiales connues et les techniques actuelles d'extraction ne sont pas en mesure de répondre à la demande mondiale en énergie toujours croissante. Ainsi, dans le cadre de la politique de sécurité énergétique du pays, le gouvernement chinois a adopté une vision « fondamentalement 'stratégique', privilégiant une intervention plus importante de l'État sur les marchés nationaux, couplée à des initiatives politiques vis-à-vis des pays producteurs, qui s'accompagnent de mesures économiques se traduisant dans une aide financière accrue, des investissements directs et la vente de biens clés aux pays producteurs »⁹⁴³.

Les ressources en hydrocarbures, situées notamment dans les pays d'Afrique et d'Asie, font l'objet d'une compétition impitoyable entre les grandes puissances. Ceux qui contrôlent les gisements de pétrole contrôlent l'économie mondiale, et par la même la destinée du monde. Ainsi, la politique énergétique de la Chine pour accéder aux ressources énergétiques « est directement en contradiction avec les intérêts américains. Les controverses relatives aux importants contrats signés par la Chine avec l'Iran et le Soudan pour le développement de gisements d'hydrocarbures illustrent ces « conflits » d'intérêts. Dans ce domaine, la Chine entend privilégier sur toute autre considération sa stratégie de sécurisation de ses approvisionnements pétroliers »⁹⁴⁴.

Pour trouver des solutions à sa dépendance énergétique de l'Afrique et du Moyen Orient, la Chine a « accru ses partenariats logistiques et énergétiques avec des pays alliés de l'océan Indien, comme le Pakistan et la Birmanie, et avec des pays d'Asie centrale, comme le Turkménistan, où un gazoduc à destination de la Chine a été inauguré en 2009. Depuis le début des années 2000, la Chine a

⁹⁴³ MEIDAN Michal, «La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux », Hérodote, 2007/2, n° 125, pp : 77-94.

⁹⁴⁴ BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, **L'économie mondiale 2007**, Editions La Découverte, Paris, 2006, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), p-81.

également accru ses importations énergétiques en provenance de Russie. En mai 2014, après dix ans de négociations, la Chine et la Russie ont signé un contrat d'approvisionnement en gaz naturel d'un montant de 400 milliards de dollars, portant sur une période de trente ans»⁹⁴⁵.

Par ailleurs, la Chine a réussi, depuis 2017, à extraire, en mer de Chine méridionale, des échantillons de glace combustible (Hydrate de Méthane), ce qui représente un exploit et une avancée dans le domaine énergétique, au regard de la difficulté des forages et des coûts élevés des investissements. S'agissant du développement des énergies propres, la Chine domine le marché mondial de l'éolien et est à l'origine de 60% de la production mondiale des panneaux photovoltaïques. Elle est également le plus grand consommateur d'énergie solaire au monde⁹⁴⁶. En interne, la production d'électricité du pays a été de 4,8% en 2017, alors qu'elle ne dépassait pas 0,7% en 2016⁹⁴⁷.

Le charbon est largement plus utilisé en Chine que les hydrocarbures, tels que le pétrole et le gaz. La RPC est le plus grand producteur et consommateur de charbon au monde, dépassant les Etats-Unis, qui occupent la deuxième place mondiale. Ce combustible couvre environ deux tiers de la consommation de l'énergie primaire du pays. La Chine consomme près du tiers de la consommation mondiale⁹⁴⁸.

L'industrialisation rapide de la Chine, jumelée à une grande consommation de charbon ont généré l'émission de gaz toxiques, rendant la vie dans les villes désagréable. Dans le même contexte, l'augmentation constante de la consommation d'électricité, qui a tendance à saturer le réseau électrique, a contraint bon nombre d'usines à se doter de générateurs individuels, entraînant une consommation plus importante de carburant et, par la même, une augmentation du coût environnemental⁹⁴⁹.

⁹⁴⁵ VICTOR Jean-Christophe, op. cit.

⁹⁴⁶ TUBILEWICZ Czeslaw, **Critical Issues in Contemporary China: Unity, Stability and Development**, 2^{ème} Edition, Editions Routledge, New York, 2016.

⁹⁴⁷ «**Chine : l'énergie éolienne a le vent en poupe en 2017** », Xinhua, le 02 février 2018, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-02/02/c_136945104.htm, consulté le 28 avril 2020.

⁹⁴⁸ FAVENNEC Jean-Pierre, Géopolitique de l'énergie : Besoins, ressources, échanges mondiaux, Editions TECHNIP, Paris, 2009.

⁹⁴⁹ NICOLAS Françoise, **Les débats sur la croissance chinoise, Politique étrangère 2008/2 (été)**, pp : 267-279.

La dégradation de l'environnement et, en particulier, de la qualité de l'air et de l'eau, constitue un sujet de préoccupation majeure qui exclut une poursuite de la croissance au même rythme et dans les mêmes conditions. L'augmentation spectaculaire du taux de motorisation est un autre exemple emblématique de tension environnementale et ce, outre les multiples cours d'eau pollués, les déchets ménagers et industriels induits par les nouveaux modes de consommation citadins⁹⁵⁰.

En 2003, la situation environnementale est devenue tellement problématique que le Président Hu Jintao a mené une campagne de sensibilisation de grande envergure, sous le slogan «Société harmonieuse», basée essentiellement sur l'incitation au développement durable et à l'harmonie entre l'homme et la nature.

Pour faire face au problème de la pollution, qui persiste encore aujourd'hui, les dirigeants chinois ont tracé, aux termes du XII^e plan quinquennal (2011-2015), les grandes lignes du développement futur du pays, qualifié de "vert" par les médias et les experts internationaux et chinois, car mettant l'accent sur les questions de développement durable et de l'énergie. Dans la continuité du précédent, le plan quinquennal (2016-2020) a été élaboré dans l'esprit de renforcer l'édification de la civilisation écologique, en conférant une priorité absolue au développement durable dans tous les domaines d'activité, notamment à travers l'utilisation des énergies renouvelables et l'aménagement de l'environnement⁹⁵¹.

Pour améliorer son mix énergétique, le gouvernement chinois, qui a déjà entrepris des démarches en ce sens, se trouve confronté à un grand dilemme. En effet, pour face aux contraintes environnementales, la Chine doit impérativement diminuer la part du charbon dans son mix énergétique, ce qui induit une forte augmentation de la consommation en hydrocarbures. Cet état de fait, rend la Chine à court terme dépendante, d'abord des pays producteurs de pétrole et de gaz, ensuite des voix maritimes où des troupes américaines sont stationnées en permanence. Enfin, même si les technologies maîtrisées par les Chinois dans le domaine des énergies renouvelables répondent à une partie de la

⁹⁵⁰ Ibid.

⁹⁵¹ The 13th Five-Year Plan, «**For economic and social development of the people's republic of China 2016-2020**», op. cit.

demande domestique en la matière⁹⁵², il reste que la collaboration avec les Occidentaux permettrait aux Chinois d'acquérir de nouvelles technologies, à même d'accélérer la reconversion de leur pays à une consommation des énergies plus propres.

L'autre problème, et ce n'est pas le moindre, réside dans l'instauration en Chine, depuis 1979, de la politique de l'enfant unique qui a eu un effet très important sur la démographie du pays. Le but étant de ne pas dépasser 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000. Le nombre d'enfants par femme est passé de 2,47 en 1979 à 1,5 en 2014, ce qui est selon une étude de la banque mondiale en dessous du seuil de fécondité pour permettre le renouvellement de la population⁹⁵³.

Cette tendance au vieillissement a été soulignée dans un rapport d'information sur la Chine, déposé par la Commission des Affaires Etrangères en 2013, au niveau de l'Assemblée Populaire française, où il a été mentionné que « si l'on observe l'évolution des trois grands groupes d'âges (moins de 15 ans, 15-59 ans et 60 ans ou plus) entre 1950 et 2050, on constate que la proportion des 60 ans ou plus augmente fortement, tandis que celle des moins de 15 ans diminue. En termes d'effectifs, la population d'âge (15-59 ans) passera de 915 millions en 2010 à 682 millions en 2050, ce qui représente une perte de 25%. Si l'on détaille ces chiffres pour la population d'âge actif, le constat est encore plus frappant : la proportion des 15-29 ans (principale main d'œuvre à bas prix qui nourrit l'économie chinoise depuis trente ans) qui représentait 47,7% de la population d'âge actif totale en 1970, ne représentera plus que 27,9 % en 2050, tandis que celle des 45-59 ans passera de 21,1% à 39,2% »⁹⁵⁴.

Au regard de la rapidité que connaît le processus de vieillissement de la population chinoise, il sera à l'horizon 2050 l'un des plus avancés au monde. En effet « si l'on regarde l'évolution du rapport population d'âge actif (15-59 ans)/population économiquement dépendante (moins de 15 ans et 60 ans ou plus), on constate que la Chine vient de connaître un bonus démographique exceptionnel (2,15 personnes actives pour une personne dépendante en 2010), ce qui représentait pour elle une fenêtre d'opportunité en termes économiques

⁹⁵² **Le développement chinois est-il « durable » ?** HEC EURASIA INSTITUTE, op. cit.

⁹⁵³ GAUDU Agnès, «Chine/Fin de la politique de l'enfant unique : quel impact ?», Courrier International, 19 novembre 2013.

⁹⁵⁴ DESTOT Michel, **Rapport d'information sur la Chine, déposé au niveau de l'Assemblée Nationale française**, le 4 décembre 2013.

(...). La croissance économique chinoise s'est envolée au moment où le rapport de dépendance changeait fortement – c'est-à-dire au moment où la charge sur les actifs diminuait. Le rapport de dépendance de la Chine atteint en 2010 est sans doute le plus élevé jamais observé dans quelque pays que ce soit. Or, ce rapport va désormais fortement chuter d'ici à 2050, où le ratio sera d'une personne d'âge pour une personne dépendante. La Chine sera donc confrontée à d'énormes contraintes liées à sa démographie »⁹⁵⁵.

Pour remédier à cette situation incommode, qui pourrait à long terme porter préjudice à l'économie du pays, le gouvernement chinois a décidé depuis 2016 de mettre un terme à la politique de l'enfant unique ; mesure qui s'est avérée insuffisante pour ralentir le vieillissement de la population du pays, en ce sens que les statistiques font état que « le nombre de naissances a chuté de 3,5% en 2017, malgré la possibilité offerte aux parents d'avoir deux enfants (...). La Chine a enregistré l'an dernier 17,23 millions de naissances, soit moins que les 17,86 millions de 2016, qui avaient constitué un record de natalité depuis 2000 »⁹⁵⁶.

La Chine se retrouve dans une situation où la fécondité a beaucoup baissé et le vieillissement devient un problème majeur. Des assouplissements ont été, ainsi, introduits à la fin des années 1990 et dans les années 2000, où dans certaines provinces, le gouvernement a permis aux citoyens d'avoir un deuxième enfant si le premier était une fille. A partir de 2015, l'Etat a augmenté le nombre maximal d'enfants à deux par famille, ce qui portera la population chinoise à l'horizon 2030 à près de 1,5 milliard d'habitants.

Depuis les années 2000, la Chine a augmenté de manière régulière ses dépenses publiques de protection sociale, afin de permettre une plus large couverture sociale au profit des citoyens. Cependant, malgré les efforts consentis par le gouvernement chinois dans le sens de l'amélioration des revenus, de l'assurance maladie et des retraites « des millions de pauvres, de ruraux et de migrants ruraux dans les villes ne bénéficient pas encore d'une protection sociale adéquate. Les réformes butent sur la distinction séculaire entre paysans et

⁹⁵⁵ Ibid.

⁹⁵⁶ PLUYETTE Cyrille, « **Le nombre de naissances a baissé en Chine l'an dernier** », Le Figaro, 19 janvier 2018.

citadins, entérinée par le hukou⁹⁵⁷, et sur l'absence d'uniformisation et d'harmonisation de l'administration»⁹⁵⁸.

Les efforts consentis par les autorités chinoises pour améliorer le système de protection sociale prennent en compte certaines recommandations de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment celle relative aux «socles nationaux de protection sociale, adoptée à l'unanimité par les représentants des 184 pays membres de l'OIT en juin 2012»⁹⁵⁹.

Le séparatisme que connaissent le Tibet, Taïwan et le Xinjiang, est l'un des dossiers les plus complexes auxquels les autorités chinoises sont confrontées. Le séparatisme ethnique est considéré comme une menace majeure à laquelle Pékin devrait faire face, dans les meilleurs délais, car pouvant sous certaines conditions déstabiliser le pays et mettre en péril sa sécurité.

A la sensibilité du sujet, s'ajoute l'internationalisation de cette question qui désigne les dirigeants chinois comme des oppresseurs et attribue le rôle d'opprimés aux tenants du séparatisme. Les rencontres réservées aux Dalai-lama, entre autres, par le Président américain Barak Obama et la Chancelière allemande Angela Merkel, surmédiatisées de surcroît, ont suscité le courroux des dirigeants chinois, qui soulignent, à chaque rencontre, que ce genre d'attitudes de la part des partenaires nuit aux relations diplomatiques bilatérales.

En effet, lors de l'audience accordée par Barak Obama au Dalai-lama, la porte-parole du Ministère chinois des Affaires Etrangères a déclaré que son pays est fermement opposé à la réception du Dalai-lama à la Maison Blanche, en exhortant l'Administration américaine à prendre en compte l'inquiétude de la Chine⁹⁶⁰. Le diplomate chinois a indiqué que l'entretien est une ingérence dans

⁹⁵⁷ Le hukou est un système instauré depuis les années 50 par Mao Zedong, pour gérer les déplacements de la population à l'intérieur même du pays, et pour mieux planifier et distribuer les ressources et les aides de l'Etat. Il s'agit d'un livret où il est mentionné les données personnelles du citoyen, notamment sa résidence. Il en existe deux types : hukou rural et hukou urbain. Ainsi, si le détenteur d'un hukou rural décide de s'installer en ville, il aura difficilement accès aux avantages sociaux (scolarisation, soins médicaux...etc) au même titre que les citadins de cette ville.

⁹⁵⁸ AIDI Hu, LINSEN Jurriaan et SCHMITT Valerie, «**Chine : la longue marche vers une protection sociale universelle et équitable**», Informations sociales 2014/5, n° 185, pp : 42-50.

⁹⁵⁹ Ibid.

⁹⁶⁰ « **Rencontre d'Obama avec le dalai-lama : la Chine convoque un diplomate américain** », AFP, 21 février 2014, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/rencontre-obama-dalai-lama-la-chine-convoque-un-diplomate-americain-21-02-2014-1794717_24.php, consulté le 03 mai 2020.

les affaires intérieures de la Chine, qui aura des conséquences négatives sur les relations sino-américaines⁹⁶¹.

S'agissant de l'entretien entre Angela Merkel et le Dalaï-lama, la porte-parole du Ministère chinois des Affaires Etrangères a indiqué que «c'est non seulement une ingérence grossière dans les affaires intérieures chinoises, mais cela heurte les sentiments du peuple chinois et sape les relations entre la Chine et l'Allemagne»⁹⁶², en appelant la partie allemande à «prendre des mesures concrètes et efficaces pour éliminer l'impact négatif provoqué par cette rencontre malheureuse»⁹⁶³.

Dans ce cadre, le gouvernement chinois indique que l'ingérence de certaines puissances étrangères dans les questions internes de la Chine est inopportune, car il s'agit de questions qui devraient trouver leurs solutions entre les différentes parties chinoises.

Au regard de l'impact du séparatisme sur la stabilité du pays, la lutte contre cette question est devenue une priorité absolue pour les autorités chinoises, qui n'hésiteront pas à employer la manière forte pour imposer l'autorité de l'Etat et instaurer le calme dans les régions rebelles. Pour le gouvernement chinois, le Tibet, le Xinjiang et Taïwan font parties intégrantes de la RPC, qui est une et indivisible.

De ce qui précède, il apparaît clairement que les dirigeants chinois sont confrontés à de multiples problèmes, sensibles et complexes, induits par le rythme rapide du développement de l'économie du pays. Et même si cet essor économique comporte de nombreux avantages pour les Chinois, il est également porteur de risques pour la population. Les pensions de retraites, la protection sociale, le vieillissement de la population, la pollution de tous genres, le chômage et bien d'autres, sont autant de domaines auxquels le gouvernement chinois se doit de trouver les solutions adéquates et pérennes, pour aller de l'avant dans le processus de développement du pays. Il faut ajouter à ces multiples menaces, les mouvements séparatistes qui pourraient devenir des

⁹⁶¹ Ibid.

⁹⁶² «**La rencontre entre le dalaï-lama et Merkel provoque l'ire de la Chine**», AFP, le 14 octobre 2007, information disponible sur le site https://www.lefigaro.fr/international/2007/09/26/01003-20070926ARTWWW90262-la_rencontre_entre_le_dalai_lama_et_merkel_provoque_l_ire_de_la_chine.php, consulté le 13 mars 2020.

⁹⁶³ Ibid.

catalyseurs d'explosion sociale, qu'il sera difficile de contenir au regard de l'immense population et de l'étendue du pays.

Enfin, outre les problèmes internes auxquels est confrontée la Chine, les différends territoriaux la mettant aux prises avec ses voisins qui bordent la Mer de Chine, sont également des facteurs susceptibles de déstabiliser la région, et dont les répercussions sur le développement du pays, essentiellement son économie, auraient des effets négatifs sur le plan intérieur.

Sous-section 2 : Les différends territoriaux en mer de Chine, une source de grandes dissensions dans la région.

«Le règlement des différends a commencé dès les années 1960-1970 avec la Birmanie, le Pakistan et l'Afghanistan. Il s'est poursuivi dans les années 1990 avec le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Laos et le Vietnam (...). Quant au litige sino-russe, l'apaisement des questions frontalières a été réalisé en mai 1991 et a fait l'objet d'un accord complémentaire en octobre 2004 (...). Le règlement complet des questions frontalières a été couronné de succès (...)»⁹⁶⁴. Par ailleurs, le règlement des différends frontaliers avec l'Inde constitue pour la Chine une priorité. Dans ce cadre, les deux pays ont entamé une dynamique de règlement des contentieux à partir de «1996 avec l'accord sur le maintien de la tranquillité et de la paix le long de la ligne de contrôle effectif (...), puis avec la visite du Président Jiang Zemin en Inde la même année. En juin 2003, ce fut au tour du Premier ministre indien Vajpayee de venir en Chine, visite au cours de laquelle la Chine a reconnu la souveraineté indienne sur le Sikkim, annexé en 1975 par New Delhi, tandis que l'Inde reconnaissait la souveraineté chinoise sur le Tibet. Restait à régler la question de la souveraineté sur certaines parties de l'Arunachal Pradesh (...) et du Cachemire (...). Le véhicule principal du rapprochement sino-indien fut surtout la coopération économique bilatérale »⁹⁶⁵.

La Mer de Chine Méridionale constitue un enjeu stratégique pour les pays d'Asie du Sud-Est⁹⁶⁶ qui la bordent, essentiellement, le Brunei, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam, mais aussi la RPC et Taïwan. S'étalant sur une

⁹⁶⁴ DABAS François-Régis, op. cit.

⁹⁶⁵ Ibid.

⁹⁶⁶ La région d'Asie du Sud-Est est constituée des Etats suivants ; la Birmanie, le Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor oriental et le Vietnam.

superficie d'environ 3.500.000 kilomètres carrés, cet espace maritime fait l'objet de revendications de souveraineté, induisant des incidents récurrents entre les différents protagonistes⁹⁶⁷. Cette zone est également convoitée pour ses ressources énergétiques, réelles ou supposées, et halieutiques.

Il s'agit des îles Spratleys, Paracels et Pratas, du récif de Scarborough et du banc Macclesfield, qui ont longtemps étaient considérés «comme des écueils pour la navigation (...). Aucun établissement humain ne s'y était implanté, en raison de leur faible superficie : la plus grande île des Paracels, l'île Boisée, mesure environ 2 kilomètres carrés, et Itu Aba, dans les Spratleys, ne fait que 45 hectares»⁹⁶⁸.

Utile est de rappeler que conformément aux dispositions de la convention de Montego Bay «Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute (...). Les rochers qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre n'ont pas de zone économique exclusive ni de plateau continental»⁹⁶⁹.

Par ailleurs, l'administration des îles habitées permet de revendiquer une zone économique exclusive, qui s'étend jusqu'à 200 milles nautiques des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, et dans laquelle «tous les Etats, qu'ils soient côtiers ou sans littoral, jouissent (...) des libertés de navigation et de survol et de la liberté de poser des cibles et pipelines sous-marins (...), ainsi que de la liberté d'utiliser la mer à d'autres fins internationalement licites liées à l'exercice de ces libertés et compatibles avec les autres dispositions de la Convention, notamment dans le cadre de l'exploitation de navires, d'aéronefs et de câbles et pipelines sous-marins»⁹⁷⁰.

S'appuyant sur des arguments historiques pour justifier leurs revendications, la RPC, Taïwan et le Vietnam réclament la totalité des îles Spratleys, alors que la Malaisie, les Philippines et Brunei en revendiquent une partie⁹⁷¹. Depuis la

⁹⁶⁷ MOTTET Éric, LASSERRE Frédéric et COURMONT Barthelemy, **Géopolitique de la mer de Chine méridionale: Eaux troubles en Asie du Sud-Est**, Editions Presses de l'Université du Québec, Québec, 2017.

⁹⁶⁸ CORMORAND Didier, «**Batailles pour le partage de la mer de Chine méridionale**», Le Monde Diplomatique, juin 2016.

⁹⁶⁹ «**Convention des Nations unies sur le droit de la mer**», Partie VIII, Article 121, «Régime des îles», conclue à Montego Bay le 10 décembre 1982, document disponible sur le site https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf, consulté le 21 juin 2020.

⁹⁷⁰ Ibid.

⁹⁷¹ STOREY Ian, «**Discordes en Mer de Chine Méridionale : Les eaux troubles du Sud-Est asiatique** », Politique étrangère, IFRI, 2014/3 (Automne), pp : 35-47.

Seconde Guerre mondiale, tous les belligérants, à l'exception de Brunei, ont occupé des atolls dans l'archipel des Spratleys⁹⁷². Même si les îles Paracels et Spratleys ont des tailles réduites, elles pourraient donner droit à des Zones Economiques Exclusives (ZEE), conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. L'enjeu économique est considérable, puisque les îles Paracels et Spratleys, riches en phosphate, sont entourées d'eaux connues par leur grande diversité en produits halieutiques, recelant des gisements de pétrole et de gaz naturel qui n'ont d'équivalent qu'au Moyen-Orient.

Avec l'essor des économies des pays asiatiques, le trafic maritime dans la mer de Chine a connu, ces trois dernières décennies, une activité sans précédent faisant du détroit de Malacca, en particulier, et de la mer de Chine méridionale, en général, la route maritime la plus empruntée au monde, dépassant largement l'activité enregistrée au niveau des canaux de Suez et de Panama. Dans ce cadre, le pays qui pourra contrôler cette mer, aura une mainmise sur l'approvisionnement des pays d'Asie de l'Est et donc sur leur économies, ce qui rend cette zone hautement stratégique, et explique les tensions récurrentes enregistrées dans la région.

Les intérêts stratégiques et économiques américains sont tellement importants dans cette région que le conflit oppose actuellement la Chine aux Etats-Unis, sachant qu'à l'origine ces derniers ne sont pas partie au litige. En effet, Washington craint que Pékin parvienne à convaincre, de manière pacifique ou par la contrainte, les différentes parties d'accepter les «preuves» historiques de ses revendications, ce qui aurait d'importantes répercussions sur le commerce international, essentiellement à travers la remise en cause de la liberté de navigation.

Pour les autorités chinoises, la Mer de Chine méridionale «est un lac intérieur, dont la pointe la plus extrême serait Zengmu Ansha (James shoal), localisé à peu près à 160 km au Nord de Sarawak (Malaisie). C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter le vote de la loi maritime de 1992, qui place la plus grande partie de la mer de Chine du sud et orientale sous souveraineté chinoise. Cette loi, qui s'appuie sur "l'approche des neuf traits" établie en 1947, définit Taïwan, les îles Pescadores, Senkaku, Pratas, Paracels, Macclesfield et Spratleys comme partie intégrante du territoire souverain et inaliénable chinois. Au-delà des raisons

⁹⁷² Ibid.

historiques invoquées qui servent de justification officielle à cette loi, les enjeux sont avant tout géoéconomiques et géostratégiques »⁹⁷³.

S'agissant justement de la ligne en neuf traits déposée auprès de l'ONU, en 2009, elle traverse notamment les zones économiques exclusives des Philippines, du Vietnam, de l'Indonésie, de la Malaisie et de Brunei⁹⁷⁴ et justifierait la souveraineté chinoise sur quasiment 80% de la mer de Chine méridionale⁹⁷⁵. Cette ligne est contestée par tous les pays concernés et est une source majeure de désaccords et de tensions.



Carte représentant la ligne en neuf traits (langue de bœuf) délimite la zone en mer de Chine méridionale sur laquelle la République Populaire de Chine revendique la souveraineté territoriale

⁹⁷³ DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, op. cit.

⁹⁷⁴ MOTTET Eric, op. cit.

⁹⁷⁵ STOREY Ian, op. cit.

En février 2014, M. Daniel R. Russel, Secrétaire Adjoint du Bureau du département d'Etat des Etats-Unis en charge des Affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, a déclaré que « toute utilisation par la Chine de la "ligne à neuf traits" pour revendiquer des droits maritimes ne se fondant pas sur des revendications de caractéristiques territoriales serait incohérente en vertu du droit »⁹⁷⁶.

En mai 2014, la compagnie China National Oil Offshore Company (CNOOC) a procédé à l'installation d'une plateforme pétrolière (HD-981) en mer, dans un site revendiqué par le Vietnam comme étant appartenant à sa ZEE, situation qui a suscité de vives protestations de la part des autorités et de la population vietnamiennes. En réaction à ces incidents navals, des émeutes ont éclaté aux abords des zones industrielles à capitaux étrangers, avant de s'étendre aux autres provinces du Vietnam provoquant la mort d'au moins deux ressortissants chinois. Quatre cents usines étrangères ont été touchées par les incendies et les pillages et beaucoup d'autres ont été contraintes à la fermeture. La tension au Vietnam était telle que les autorités chinoises ont envoyé des bateaux pour évacuer environ quatre mille ressortissants chinois. Pour leur part, les responsables américains ont qualifié la démarche chinoise de « provocation ».

Pékin a finalement retiré la plateforme, deux mois après, arguant le passage d'un typhon très violent. Selon certaines analyses, la Chine se serait rétractée en raison des pressions internationales exercées sur elle et les conditions météorologiques ne seraient qu'un prétexte pour sauver la face, alors que selon d'autres « la Chine avait fini la campagne de forage en juillet et non pas en août comme annoncé précédemment parce qu'elle avait eu le temps d'y découvrir des traces de pétrole et de gaz »⁹⁷⁷. Pour calmer les esprits, le Président Xi Jinping a lancé un appel aux Etats-Unis pour un renforcement de la coopération entre les deux parties qui, selon lui, « mènera à des réalisations bénéfiques pour les deux pays et pour le monde entier, alors qu'une confrontation sera désastreuse »⁹⁷⁸.

S'agissant des bancs de sable de l'archipel des Spratleys sur lesquelles la Chine a entamé depuis 2014 des travaux, cette affaire a été portée par les autorités philippines devant la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 2013. En

⁹⁷⁶ MALMGREN Pippa, op. cit.

⁹⁷⁷ « **La Chine retire sa plateforme des eaux litigieuses mais promet de revenir** », Sputnik, 17 juillet 2014, document disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/actualite/201407171022880010-la-chine-retire-sa-plateforme-des-eaux-litigieuses-mais-promet-de-revenir/>, consulté le 5 février 2020.

⁹⁷⁸ MALMGREN Pippa, op. cit.

juillet 2016, la Cour d'arbitrage a rendu son verdict en déclarant dans un communiqué de presse, notamment, que «Le Tribunal note (...) que, bien que les navigateurs et pêcheurs chinois, ainsi que ceux d'autres États, ont, historiquement, fait usage des îles de la mer de Chine méridionale, il n'existe aucune preuve que la Chine a, historiquement, exercé un contrôle exclusif sur les eaux et leurs ressources. Le Tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la «ligne en neuf traits»⁹⁷⁹. Dans ce cadre, la Chine, qui a ignoré la procédure, a déclaré le jugement de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye nul et non avenu⁹⁸⁰.

Même si les tensions en mer de Chine deviennent de plus en plus récurrentes, il importe cependant de les relativiser au regard de la prudence affichée par les États de la région qui préfèrent résoudre leurs différends d'une manière pacifique plutôt que de recourir à la manière forte. Cette prudence est d'autant plus visible que tous les pays, sans exception, ont tendance à envoyer leurs garde-côtes lors de la montée des tensions, ce qui ne peut en aucun cas être considéré comme un acte de guerre.

Lors du 31^{ème} sommet de l'ASEAN à Manille aux Philippines, le 13 novembre 2017, le Président Philippin M. Rodrigo Duterte a déclaré que «La Chine est aujourd'hui la plus grande économie du monde. Nous devons être amis avec elle. Il y a des têtes brûlées qui souhaitent que nous nous opposions à la Chine et au monde entier sur plusieurs questions. Mieux vaut laisser ce problème tel quel. Personne ne peut se permettre une guerre, même d'aussi grands pays que la Russie, la Chine, le Royaume-Uni ou les États-Unis. Aucun pays ne peut se permettre une confrontation militaire»⁹⁸¹.

Le Président des Philippines a ajouté que lors de l'entretien qu'il a eu avec le Président chinois, en marge du 28^{ème} sommet de l'APEC au Vietnam, qui s'est déroulé du 6 au 11 novembre 2017, «M. Xi Jinping a dit que si, en tant que Président des Philippines, je voulais préserver la vie de mes citoyens, il ne

⁹⁷⁹ **Communiqué de presse de la Cour Permanente d'Arbitrage**, sur l'arbitrage relatif à la mer de Chine Méridionale (la République des Philippines contre la République Populaire de Chine), 12 juillet 2016, document disponible sur le site <https://pcacases.com/web/sendAttach/1802>, consulté le 07 mai 2020.

⁹⁸⁰ Patrick SAINT-PAUL, « **La Cour permanente d'arbitrage désavoue Pékin en mer de Chine** », Le Figaro, 12 juillet 2016.

⁹⁸¹ « **Le Président des Philippines appelle à éviter une guerre en mer de Chine méridionale** », Sputnik, 12 novembre 2017, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/international/201711121033852187-duterte-philippines-chine-conflit/>, consulté le 03 mai 2020

voulait pas non plus, en tant que Président de la Chine, "gaspiller" la vie de citoyens chinois pour une guerre dont personne n'a besoin et dans laquelle il n'y aurait pas de gagnant. Il est absolument clair que la seule voie que nous pouvons suivre est celle de la coopération»⁹⁸².

Profitant de la visite effectuée aux Philippines par le Premier ministre chinois, à l'invitation du Président philippin, un communiqué conjoint a été publié, faisant état que les deux parties ont convenu d'œuvrer pour développer les relations bilatérales dans tous les domaines d'intérêt mutuel, et qu'elles ont également « reconnu que les relations bilatérales s'étaient positivement transformées et connaissaient un nouvel élan grâce aux efforts conjoints, convenant de faire avancer les relations bilatérales de manière durable et pragmatique sur la base des principes de respect mutuel, de sincérité, d'égalité et de bénéfices mutuels »⁹⁸³. Enfin, les deux voisins ont « convenu de continuer à faire avancer les consultations et négociations sur le Code de conduite en mer de Chine méridionale et assurer la mise en œuvre complète et effective de la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine méridionale, signée en 2002 »⁹⁸⁴.

A cette occasion, le Premier Ministre chinois a réitéré le soutien de son pays aux autorités philippines dans la lutte qu'ils mènent contre le terrorisme et le crime organisé. Pour sa part le premier ministre philippin a réaffirmé le soutien de son pays à la politique d'une seule Chine⁹⁸⁵.

Quant au différend frontalier maritime entre Tokyo et Pékin, il concerne les îles Senkaku/Diaoyu (appellation japonaise/chinoise), situées en Mer de Chine orientale et constituées de cinq îles et trois rochers inhabités d'une superficie n'excédant pas une dizaine de kilomètres carrés. Intégrées à l'empire japonais, par le traité de Shimonoseki (traité dit inégale selon les Chinois), suite à sa victoire lors de la première guerre sino-japonaise en 1895, ces îles ont été placées sous le contrôle des États-Unis, à la fin de la seconde guerre mondiale, puis restituées au Japon en même temps qu'Okinawa en 1972. Elles sont également revendiquées par la RPC et par Taïwan depuis les années 1960.

⁹⁸² Ibid.

⁹⁸³ « **La Chine et les Philippines veulent faire avancer les relations bilatérales et promouvoir la coopération** », Xinhua, 16 novembre 2017, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-11/16/c_136757453.htm, consulté le 03 mai 2020.

⁹⁸⁴ Ibid.

⁹⁸⁵ Ibid.

L'intérêt porté à ces d'îles s'est accentué ces dernières années suite à la découverte de gisements de pétrole et de gaz naturel, avérée et supposée, ainsi qu'en raison de la richesse de cette zone en ressources halieutiques, outre «la perspective d'exploitation des zones économiques exclusives qui en résulteraient (...) et bien entendu à la recherche de positions stratégiques pour s'assurer le contrôle d'un des espaces maritimes les plus fréquentés au monde »⁹⁸⁶.

Cependant, en septembre 2012, le gouvernement japonais a décidé de nationaliser trois des cinq îles de l'archipel, en les achetant à une riche famille japonaise, ce qui a induit une vive tension dans les relations entre les deux pays qui s'étaient plus ou moins apaisées. Pour riposter contre cette décision unilatérale et contester la souveraineté japonaise sur ces îles devant les instances internationales, le gouvernement chinois, conformément aux dispositions de la Convention de Montego Bay, a déposé, en septembre 2012, auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, le dossier y afférent, démontrant ainsi sa prédisposition à trouver des solutions pacifiques aux différends avec ses voisins.

Ceci étant, et loin d'être fermée au dialogue, la Chine montre une volonté d'apaiser les tensions avec ses voisins. Il est à rappeler par exemple que les années 1970, les chinois et les japonais ont trouvé un terrain d'entente pour gérer les ressources se trouvant aux alentours des îles Senkaku/Diaoyu. En effet, en 1978, la Chine et le Japon ont signé un traité de paix et de coopération, aux termes duquel les deux pays ont convenu d'exploiter conjointement les gisements d'hydrocarbures découverts près de ces îles. Deng Xiaoping était parti sur une logique, qui reflète parfaitement son pragmatisme, consistant à l'exploitation commune, dans le présent, des ressources de la mer, en laissant aux générations futures le soin de trancher les différends.

En effet, en 2008, les autorités japonaises et chinoises s'étaient entendues pour développer en commun les ressources naturelles des régions contestées. Cette volonté est constamment réitérée par les officiels des deux pays, comme ce fut le cas lors de la visite effectuée par le Premier Ministre chinois au Japon en mai 2018, où les deux parties ont appelé au renforcement des relations bilatérales, notamment à travers la mise sur pied d'un mécanisme de liaison maritime et aérienne pour gérer conjointement les crises maritimes et faire de la mer de

⁹⁸⁶ EKMAN Alice et PAJON Céline, « **Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales** », IFRI, Asie.Visions, n° 70, juillet 2014.

Chine orientale un espace de paix, de coopération et d'amitié⁹⁸⁷. Cependant, le Japon s'est aligné, de manière inconditionnelle, sur les positions des Etats-Unis, lors de la guerre économique opposant Washington à Pékin en 2018, ce qui dénote de la solidité des liens américano-japonaises qui ne sont pas prêts de se rompre aussi facilement.

La volonté de la Chine à mettre en avant la coopération avec ses voisins plutôt que l'affrontement, apparaît clairement à travers les échanges qui s'intensifient d'année en année et ce, dans tous les domaines. A titre illustratif, les données du Département de l'investissement étranger du ministère vietnamien du Plan et de l'Investissement, pour l'année 2017, font état que «les investisseurs chinois ont injecté 1,35 milliard de dollars dans 244 nouveaux projets (...). Ainsi, ces 11 derniers mois, le Vietnam a reçu plus de 2 milliards de dollars d'investissements chinois, faisant de la Chine le 4^{ème} investisseur étranger dans le pays, derrière la République de Corée, le Japon et Singapour»⁹⁸⁸. Enfin, en 2017, «la Chine a investi dans 1.780 projets au Vietnam pour un montant total de plus de 12 milliards de dollars, se classant 8^{ème} dans la liste des pays et territoires investisseurs au Vietnam»⁹⁸⁹.

Les tensions dans la région d'Asie du Sud-Est sont engendrées essentiellement par deux facteurs. Le premier est la conséquence directe de l'augmentation de la consommation en énergies fossiles au niveau international, notamment le pétrole et le gaz, ainsi que l'amenuisement des réserves mondiales, ce qui incite les différents acteurs de la région à vouloir s'accaparer les gisements découverts ou supposés afin d'assurer la pérennité de leur approvisionnement en la matière. En effet, avec la Chine, qui est devenue le deuxième plus grand consommateur de pétrole au monde, derrière les Etats-Unis, et le Japon qui a procédé à la fermeture de plusieurs centrales nucléaires, suite à l'accident de Fukushima, les deux pays sont davantage intéressés par la possession des gisements situés à proximité des îles Senkaku/Diaoyu, pour réduire leur dépendance de l'extérieur en matière d'approvisionnement énergétique.

⁹⁸⁷ «La Chine et le Japon décident de renforcer la confiance politique mutuelle et de promouvoir la coopération économique », Xinhua, 10 mai 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-05/10/c_137169195.htm, consulté le 03 mai 2020.

⁹⁸⁸ « La Chine renforce ses investissements au Vietnam », 09 décembre 2017, information disponible sur le site <https://www.lecourrier.vn/la-chine-renforce-ses-investissements-au-vietnam/451257.html>, consulté le 23 mai 2020.

⁹⁸⁹ Ibid.

Quant au second facteur, il est lié à la stratégie de Washington mise en œuvre dans la région d'Asie Pacifique pour, d'une part, assurer la libre navigation maritime et, d'autre part, réitérer leur soutien à leurs alliés de la région. En effet, les Etats-Unis estiment qu'au regard de la montée en puissance économique et militaire de la RPC, cette dernière est actuellement le seul pays qui pourrait, à long terme, constituer une menace pour les intérêts économiques américains et porter atteinte à leur sécurité. Le Pentagone souligne constamment que la croissance de la puissance militaire de la Chine a atteint de telles proportions que des éclaircissements de la part des autorités chinoises s'imposent, notamment s'agissant de leurs intentions stratégiques, ce qui contribuera à éviter la création de frictions dans la région.

Cet argument ne résiste pas à l'analyse, puisque l'histoire a montré clairement que depuis le XIX^{ème} siècle, la région d'Asie-Pacifique a été au centre des préoccupations des Etats-Unis, sauf pendant la période isolationniste entre les deux guerres mondiales. Depuis, les intérêts économiques américains se sont élargis en s'étalant dans l'arc allant du Pacifique occidental et de l'Asie de l'Est à la région de l'océan Indien et à l'Asie du Sud⁹⁹⁰, créant ainsi aussi bien des opportunités économiques que des défis sécuritaires qu'il convient de relever. A cet effet, dès janvier 2012, les Etats-Unis, sous l'impulsion du Président Barack Obama, ont décidé de rééquilibrer leurs forces vers la région Asie-Pacifique, en mettant l'accent sur leurs alliés traditionnels, tout en élargissant leur coopération à d'autres partenaires dans la région, à l'instar de l'Inde, afin de garantir la protection collective des intérêts communs⁹⁹¹.

Ce rééquilibrage du pivot américain vers l'Asie, qui concerne les actions militaire, diplomatique, politique et économique⁹⁹², est devenu possible suite à l'amenuisement considérable des capacités de nuisance de l'organisation terroriste «Al Qaida», suite à la neutralisation de plusieurs de ses hauts responsables, dont Oussama Ben Laden, mêmes si cette nébuleuse reste toujours active dans certaines régions du monde, telles que le Pakistan, l'Afghanistan, le Yémen et le Sahel.

Aussi, l'administration Obama qui estime nécessaire d'avoir des forces militaires fortes et agiles, à même de faire face à toute menace, dans les

⁹⁹⁰ Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense, op. cit.

⁹⁹¹ Ibid.

⁹⁹² HELLENDORFF Bruno et ROUPPERT Bérangère, «Le "pivot" américain vers l'Asie : Conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen», GRIP, 2013/6.

meilleurs délais et avec les moindres pertes⁹⁹³, laisse entendre que le recours à l'usage de la force reste une option plausible pour résoudre les problèmes auxquels elle pourrait être confrontée.

Côté continental, la RPC compte au total 22.117 Km de frontières terrestres avec les 14 pays suivants : l'Afghanistan (76 Km de frontières communes), le Royaume du Bhoutan (470Km), la Birmanie (2.185 Km), la Corée du Nord (1.416 Km), l'Inde (3.380 Km), le Kazakhstan (1.533 Km), le Kirghizstan (858 Km), le Laos (423 Km), la Mongolie (4.677 Km), le Népal (1.236 Km), le Pakistan (523 Km), la Russie (4.300 Km), le Tadjikistan (414 Km) et le Vietnam (1.281 Km)⁹⁹⁴. Si Pékin a pu trouver des solutions pacifiques à quasiment tous ses litiges frontaliers terrestres, subsiste néanmoins un certain nombre de problèmes terrestres avec l'Inde et le Royaume du Bhoutan.

Avec l'Inde, deux grands différends territoriaux persistent, à savoir, celui de l'Aksai Chin, une étendue désertique d'environ 37.000 km², à l'Ouest, et celui de l'État indien d'Arunachal Pradesh, une région montagneuse d'environ 84.000 kilomètres carrés, à l'Est. New Delhi revendique sa souveraineté sur ces zones, en se basant sur l'héritage frontalier légué par l'Empire britannique des Indes. Pour sa part, Pékin ne souscrit pas à cet argument et réfute la légitimité de ces tracés coloniaux, tout en estimant que ces régions sont une extension du territoire national chinois.

Quant au litige avec le Bhoutan, il concerne le plateau du Doklam, situé au niveau du point de jonction entre la Chine, le Bhoutan et l'Inde. Depuis la construction d'une route par la Chine, en 2017, il est devenu source de tensions avec l'Inde, qui agit en soutien au Bhoutan. En effet, Thimphou (Capitale du Bhoutan), lié par un traité d'amitié avec New Delhi, s'en est remis aux autorités indiennes pour gérer la situation de la frontière sino-bhoutanaise⁹⁹⁵. Suite à la construction, en 2017, par les Chinois d'une route dans la région objet du litige, les troupes indiennes et chinoises se sont positionnées dans cette zone, laissant prédire, selon bon nombre de réflexions, analyses et articles de presse, tantôt une rupture diplomatique entre les deux pays et tantôt l'imminence d'un conflit armé qui embraserait la région; conclusions hâtives à notre sens puisque aucun incident n'a été enregistré après plus de deux années du début du différend.

⁹⁹³ Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense, op. cit.

⁹⁹⁴ Gérard-Marie HENRY, op. cit.

⁹⁹⁵ MATHOU Thierry, «L'Himalaya, "nouvelle frontière" de la Chine», Hérodote, 2007/2, n° 125, pp : 28-50.

De manière générale, les différends territoriaux sont très difficiles à résoudre, car mêlant des intérêts économique et sécuritaire à une revendication nationaliste mis à profit pour la consolidation du front interne. C'est pour ces raisons qu'aucune solution pacifique n'a été trouvée aux différends maritimes mettant aux prises le Japon à la Corée du Sud pour les îles Takeshima/Dokdo et le Japon à la Russie quant aux îles Hoppo Ryodo/Kouriles du Sud, où il est enregistré sporadiquement un regain de tension entre les différents belligérants.

Il en est de même pour les litiges territoriaux en Mer de Chine, qui restent une source de tension entre la RPC et la plupart des pays de la région, essentiellement en Mer de Chine méridionale, où « la ligne des neuf traits » chinoise exacerbe les craintes des voisins de Pékin qui le soupçonne d'avoir des visées hégémoniques dans la région. Pour les experts américains, l'objectif recherché par Pékin à travers la construction d'îles artificielles, c'est d'élargir la portée de ses forces aériennes et navales lui permettant, à terme, de déclarer une zone d'identification de défense aérienne au-dessus de la mer de Chine méridionale, comme ce fut le cas en novembre 2013 sur la mer de Chine orientale.

Enfin, nonobstant les déclarations des officiels des pays asiatiques quant à la nécessité de pacifier cette région et de mettre en place un cadre serein de coopération, force est de constater que les différends territoriaux maritimes ont engendré des tensions, qui se sont traduites par une augmentation des budgets de défense de plusieurs pays de la région, ce qui impacte négativement aussi bien leurs économies que leur sécurité. Si des solutions pacifiques ne sont pas trouvées pour mettre un terme à ces litiges, qui en plus de déstabiliser toute la région asiatique en freinant la coopération économique, risqueraient d'altérer la coopération régionale dans des domaines aussi sensibles que la lutte contre le terrorisme, la piraterie et le crime transfrontalier.

Sous-section 3 : La Chine, un acteur incontournable dans l'économie mondiale.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, deux phénomènes, a priori contradictoires, ont été constatés et dont le développement a joué un rôle important dans les relations interétatiques. Il s'agit de l'intégration régionale offrant à des nations géographiquement proches des opportunités de développement économique, et de la mondialisation qui consolide les relations

entre des Etats sans lien de proximité. Cet enchevêtrement des relations interétatiques est appelé interdépendance ; terme qui «renvoie à une caractéristique d'ensemble du système international, décrivant les relations entre États comme une situation de dépendance mutuelle croissante »⁹⁹⁶.

La plupart des économistes classiques croient que l'expansion du commerce international, le libre-échange et l'interdépendance économique jouent un rôle pacificateur entre les Etats partenaires. Pour John Stuart Mill, le commerce possède la propriété de créer des relations d'interdépendance qui favorise le dialogue et l'entente entre les gouvernants et les peuples, contribuant ainsi à la paix et à la stabilité. Pour sa part, Montesquieu fait de cette interdépendance une règle quasi générale et estime que « partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce, et partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces (...). Le commerce a fait que la connaissance des mœurs de toutes les nations a pénétré partout : on les a comparées entre elles, et il en a résulté de grands biens »⁹⁹⁷. Sur les liens entre les pays d'Europe, Montesquieu écrit déjà à l'époque : « Les choses sont telles en Europe que tous les Etats dépendent les uns des autres. La France a besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie, comme la Guyenne a besoin de la Bretagne et la Bretagne, de l'Anjou »⁹⁹⁸.

Ces constatations sont partagées par plusieurs auteurs, dont Jean-Baptiste Say qui indique : «on finira par comprendre qu'il n'est point dans l'intérêt des nations de se battre ; que tous les maux d'une guerre malheureuse retombent sur elles ; et que les avantages qu'elles recueillent des succès, sont absolument nuls »⁹⁹⁹. Dans le même sens, William Cobden, qui a mis fin aux Corn Laws au Royaume-Uni¹⁰⁰⁰, souligne : « je vois dans le libre-échange le principe qui agira sur la société humaine comme le principe de gravitation agit sur l'univers physique - en rapprochant les hommes, en écartant les antagonistes de race, de

⁹⁹⁶ DAVID Charles-Philippe et BENESSAIEH Afef, «**La paix par l'intégration? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité**». *Études internationales*, 1997, volume 28, n° 2, pp : 227-254.

⁹⁹⁷ PELT Jean-Marie, **La Compétition Mère de Toutes Choses ?** Editions Emmanuel, Bruxelles, 2008, p-109.

⁹⁹⁸ DE ROUGEMONT Denis, **Vingt-huit siècles d'Europe : La conscience européenne à travers les textes, d'Hésiode à nos jours**, Editions Payot, Paris, 1961, p-129.

⁹⁹⁹ SAY Jean-Baptiste, **Traité d'économie politique, Tome 1**, Editions Adamant Media Corporation, 2001, p-485.

¹⁰⁰⁰ Les Corn Laws sont des textes règlementaires adoptés au Royaume-Uni entre 1773 et 1815 pour encadrer le commerce des céréales avec l'étranger. La suppression des Corn Laws consacre l'entrée du Royaume-Uni dans une économie de libre-échange.

religion et de langue, et en nous unissant par les liens de la paix éternelle»¹⁰⁰¹. Enfin, Adam Smith, à travers sa thèse de «la main invisible», affirme que les actions individuelles des acteurs économiques concourent à l'intérêt général et à la pacification des relations humaines. Avec sa théorie des avantages absolus, Adam Smith indique qu'une économie de marché libre, fondée sur l'intérêt individuel, conduirait sans nul doute à l'essor du commerce international et à la paix dans le monde¹⁰⁰².

Pour les tenants du courant libéral, les échanges commerciaux, qui s'exercent dans un environnement de marché libéral, jouent un rôle central dans la réduction des conflits, aussi bien à l'intérieur qu'entre les pays. Ils estiment que «les acteurs ne changent pas fondamentalement, mais l'économie de marché en accroissant l'interdépendance entre les hommes et entre les États diminue l'intérêt qu'ils ont de recourir à la violence»¹⁰⁰³. Ainsi, les relations commerciales rendent dépendants les différents acteurs qui œuvrent à résoudre leurs différends de manière pacifique¹⁰⁰⁴. Pour ce faire, les institutions internationales sont des entités incontournables au maintien de l'ordre économique du marché, dont la sécurité mondiale est tributaire et ce, à travers le règlement des conflits politiques et économiques entre les États.

La théorie de la régulation insiste également sur le rôle majeur des institutions et de la politique dans la résolution des conflits¹⁰⁰⁵. Ce constat est corroboré par le fait que depuis la seconde guerre mondiale aucun conflit majeur n'a été enregistré entre les pays capitalistes. Pour sa part, John Maynard Keynes considère que le système d'économie de marché et le commerce international ne conduisent pas nécessairement à la paix¹⁰⁰⁶.

De son côté, Charles-Philippe David soutient que l'ouverture économique dans le cadre de la mondialisation «est largement perçue comme source de stabilité et de sécurité. En Europe occidentale, les rivalités nationales sont, malgré les obstacles toujours nombreux, atténuées par des efforts intenses d'harmonisation

¹⁰⁰¹ BALZACQ Thierry et Frédéric Ramel, **Traité de relations internationales**, Editions Les Presses de Sciences Po, 2013, p-308.

¹⁰⁰² FONTANEL Jacques, « **Le commerce international est-il un facteur de paix ?** » Politique étrangère, 2014/1, printemps, pp : 55-67.

¹⁰⁰³ DALEM Alexis, «**Guerre et économie : le libéralisme et la pacification par le marché**», Raisons politiques 2003/1, n° 9, pp : 49-64.

¹⁰⁰⁴ HIRSCHMAN O. Albert, **National Power and the Structure of Foreign Trade**, Editions University of California Press, Californie, 1980.

¹⁰⁰⁵ AGLIETTA Michel, **Régulation et crises du capitalisme**, Editions Odile Jacob, Paris, 1997.

¹⁰⁰⁶ FONTANEL Jacques, op. cit.

économique, politique et sécuritaire. En Asie, les facteurs intégratifs bien qu'embryonnaires et sujets (contrairement à l'Europe) à des incertitudes géopolitiques prononcées n'en demeurent pas moins influents, dans la mesure où les guerres sont en déclin dans une région ayant subi de graves conflits tout au long de son histoire. L'Asie-Pacifique constitue, ainsi, une zone de développement économique porteuse d'espoir de paix. Les projets d'intégration régionale en Amérique du Nord et du Sud sont également jugés stabilisateurs pour certains pays aux économies et sociétés fragilisées par les effets de la mondialisation (...). Mêmes certains pays de l'ancienne URSS jugent dans leur intérêt de se rapprocher en vue de renouer avec une certaine stabilité économique»¹⁰⁰⁷.

Tout à fait à l'opposé de cette approche optimiste, d'autres auteurs et analystes délivrent une vision plus pessimiste, en considérant que l'interdépendance économique conduit à des conflits armés. Ainsi, Karl Marx affirmait que le capitalisme, en exploitant le prolétariat, conduit à l'impérialisme qui inévitablement mène à une lutte des classes opposant, au sein d'un même pays, les prolétaires aux détenteurs du capital. Dans ce contexte, il ressort que la sécurité nationale dépend de la bonne santé économique, puisque une situation de crise pourrait conduire à la destitution ou au renversement d'un système politique. De son côté Frederick Engels souligne que l'impérialisme porte en lui ses propres contradictions et conduit inéluctablement à la guerre mondiale.

Selon les thèses de l'échange inégal, le commerce international ne peut garantir la paix internationale, puisqu'il est un facteur de crise et/ou de conflit avec, cependant, une faible probabilité de l'emploi des armes. Pour l'économiste russe Nikolaï Dmitrievitch Kondratiev, les guerres apparaissent davantage pendant les périodes de vitalités économiques des pays capitalistes en raison de l'augmentation de la demande en matières premières et de la nécessité de rechercher de nouveaux marchés pour écouler le surplus de production issue de cet essor économique.

Pour sa part, Hans Morgenthau, théoricien des relations internationales, soutient que le commerce constitue un facteur amplificateur des conflits, en affirmant que les échanges commerciaux augmentent les vulnérabilités¹⁰⁰⁸.

¹⁰⁰⁷ DAVID Charles-Philippe, op. cit.

¹⁰⁰⁸ MORGENTHAU Hans, **Politics Among Nations**, 7^{ème} édition, Editions McGraw-Hill Education, New York, 2005.

Dans l'histoire de l'humanité, peu de pays au monde ont su tirer profit de la mondialisation comme la Chine a pu le faire, notamment par l'ouverture de son économie aux investissements étrangers, après une autarcie qui a duré près de trois décennies. Cette ouverture s'est traduite par l'installation des firmes multinationales américaines, taiwanaises et japonaises dans les Zones Economiques Spéciales, créées sur les côtes chinoises pour plusieurs raisons, notamment les avantages fiscaux et une main d'œuvre abondante et bon marché. Cette délocalisation est considérée comme l'un des aspects pratiques de l'interdépendance économique à l'échelle mondiale, au regard de son ampleur qui a atteint des proportions telles que même les entreprises d'armement américaines se sont installées en Chine pour profiter des avantages comparatifs offerts par ce pays¹⁰⁰⁹.

Ces délocalisations ont permis à Pékin de progresser à un rythme rapide et continu, en bénéficiant de transfert de technologie et de savoir-faire de la part des pays développés. Entre 1996 et 2000, 50% des contrats d'importation de technologies par la Chine provenaient de trois pays, à savoir, les Etats-Unis (16 %), le Japon (16 %) et l'Allemagne (17 %) et ce, depuis les années 1990. Ces importations ont atteint entre 2011 et 2016, 27 % des Etats-Unis, 17 % du Japon et 11 % d'Allemagne. La Chine reste tributaire des technologies importées (les importations chinoises de propriété intellectuelle sont six fois plus importantes que les exportations, même si en 2018, les investissements de la Chine dans la R&D ont atteint 293 milliards de Dollars - ces dépenses atteignaient en 2000 à peine 9 milliard de Dollars - ce qui représente le deuxième plus gros investissement en la matière au monde¹⁰¹⁰.

Depuis 2013, la RPC est devenue la première puissance commerciale au monde, elle est devenue depuis 2017, la première puissance commerciale de biens au monde avec 11,4% de parts de marché, devançant ainsi les Etats-Unis qui détiennent 11,3%, et représente tout juste 6,4% de parts de marché dans le secteur des services loin derrière le leader mondial, en l'occurrence, les Etats-Unis avec 12,7%. En 2018, la part de la Chine dans le PIB mondial était de 16%, alors qu'elle était de l'ordre de 2% en 1990¹⁰¹¹. Ainsi, la Chine est devenue un partenaire commercial incontournable des Etats-Unis, de l'Union européenne,

¹⁰⁰⁹ LAURENT Éric, **Le scandale des délocalisations**, Editions Plon, Paris, 2008.

¹⁰¹⁰ WOETZEL Jonathan (S/D), **China and the world : Inside the dynamics of a changing relationship**, McKinsey global institute, juillet 2019.

¹⁰¹¹ Ibid.

du Japon, et de bien d'autres pays à travers le monde. Ce constat amène John Ikenberry à dire que l'hégémonie des Etats-Unis en Asie est déjà rejointe par un autre hégémon économique qu'est la Chine. Il évoque d'ailleurs la naissance d'une «hiérarchie duale» au sein de laquelle la Chine tiendrait le leadership économique et les Etats-Unis le leadership sécuritaire, ce qui conduirait à une compétition hégémonique¹⁰¹².

La puissance économique de la Chine lui a permis de résister, mieux que tout autre pays, à la crise mondiale de 2008, ce qui a conduit certains économistes à la qualifier d'acteur majeur du système commercial mondial¹⁰¹³. Par ailleurs, tous les indicateurs montrent que la RPC est devenue un des principaux moteurs de l'économie mondiale¹⁰¹⁴ et un partenaire incontournable¹⁰¹⁵, dont le dynamisme a bouleversé les équilibres qui ont prévalu depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, en déplaçant le centre de gravité du système international vers l'Asie.

Cependant, la crise de 2008 a montré les points faibles de l'économie chinoise, qui est fortement dépendante des exportations. Pour remédier à cette situation, les autorités chinoises ont adopté un plan de relance pour réorienter leur politique économique vers le marché intérieur, constitué d'une classe moyenne qui a émergé suite à la prospérité économique qu'a connue ce pays depuis près de quatre décennies.

Le lien étroit entre Washington et Pékin apparaît également dans le secteur financier où la Chine est le second créancier des Etats-Unis, en détenant environ 1.110 milliards de dollars de bons du Trésor américain, dépassée du Japon qui en détient 1.120 milliards de dollars¹⁰¹⁶. Au regard du fort endettement de Washington et du besoin de Pékin d'investir ses réserves de change, il est clair que les deux pays ont encore besoin l'un de l'autre, aussi est-il prévisible que leur dépendance mutuelle «est appelée à perdurer, sinon à s'accroître»¹⁰¹⁷.

¹⁰¹² IKENBERRY Gilford John, «**Between the Eagle and the Dragon : America, China, and Middle State Strategies in East Asia**», *Political Science Quarterly*, volume 131, n°1, 2016, pp : 9-43.

¹⁰¹³ TIBERGHIE Yves, op. cit.

¹⁰¹⁴ ZARKA Jean-Claude, **Relations Internationales**, 5^{ème} édition, Editions Ellipses, Paris, 2013.

¹⁰¹⁵ HAY Françoise et SHI Yunnan, **La montée en puissance de l'Economie chinoise**, Editions PU Rennes, Rennes 2005.

¹⁰¹⁶ «**Japan regains status as top foreign holder of U.S. Treasuries**», Bloomberg et Reuters, 16 août 2019, information disponible sur le site <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/08/16/business/japan-tops-china-regain-status-top-foreign-holder-u-s-treasuries/>, consulté le 03 mai 2020.

¹⁰¹⁷ GRJEBINE André, «**Etats-Unis - Chine : des déséquilibres nécessaires?**», *L'Économie politique* 2009/2, n° 42, pp : 59-74.

L'arme économique permet à un pays de dominer d'autres grâce au pouvoir que confère le monopole de la fourniture de biens et services vitaux, dont la rupture d'approvisionnement pourrait porter préjudice à la survie des populations (médicaments, produits alimentaires de base) ou aux économies (pétrole, gaz ou terres rares). Depuis l'arrivée du Président Donald Trump à la Maison Blanche, avec le slogan «America First», jamais les Etats-Unis n'ont utilisé leur puissance économique pour faire pression aussi bien sur leurs ennemis que sur leurs amis, dans le but de restaurer la grandeur des Etats-Unis, comme le clame Donald Trump, admettant implicitement que son pays a perdu le leadership. Cependant, c'est Pékin qui a subi de plein fouet la guerre commerciale lancée par Washington qui, depuis janvier 2018, taxe à outrance les produits chinois, dans une tentative de rééquilibrage de la balance commerciale qui penche vers la Chine.

En parallèle à cette guerre commerciale, l'Administration américaine a déclenché une véritable guerre technologique contre les firmes chinoises, essentiellement Huawei, spécialisée dans les smartphones, dont les ventes ont chuté d'environ 40%, et qui sera donc contrainte de réduire sa production d'un tiers d'ici la fin 2020. La Multinationale chinoise est classée à la deuxième place mondiale des ventes de smartphones, derrière le sud-coréen Samsung, mais devant l'américain Apple.

Soupçonnée d'espionnage potentiel au profit des autorités chinoises, l'Administration de Donald Trump a placé Huawei sur la liste noire des sociétés interdites d'accès aux technologies américaines de crainte que Pékin ne s'en serve à des fins d'espionnage. Washington a également interdit aux firmes américaines de fournir Huawei en équipements de télécommunication, dont l'entreprise chinoise dépend fortement. Dans ce cadre, des sociétés comme Google et Facebook ont suspendu leur collaboration avec Huawei, suivies par d'autres firmes, notamment, britanniques et japonaises.

Alors que Huawei est accusée de constituer un « danger » pour la sécurité nationale américaine, le Président Trump a laissé entrevoir la possibilité de lever les sanctions imposées à l'équipementier chinois, si un accord commercial entre Washington et Pékin venait à être trouvé. Il est difficile de comprendre comment des modifications des droits de douane allaient prémunir les Etats-Unis du «danger» que pourrait constituer Huawei. Cette affaire démontre clairement que

les sanctions américaines sont purement commerciales, et les risques de sécurité évoqués ne sont qu'un prétexte. En fait, les Etats-Unis s'inquiètent de l'avance prise par Huawei dans la fourniture d'équipements pour la cinquième génération des communications mobiles (5G), considérée comme le leader mondial dans ce domaine.

Les dirigeants chinois ont répondu aux sanctions américaines en taxant des produits tels que le soja, la viande bovine, les avions, les voitures, ainsi que les produits chimiques, mais ces mesures n'ont pas eu les résultats escomptés. Pékin pourrait également mettre en œuvre un embargo sur les terres rares, ce qui porterait préjudice à quasiment toutes les industries faisant appel à la haute technologie, dont l'aéronautique, la téléphonie, la robotique et l'informatique, pour ne citer que ces domaines d'activités. A moyen terme, tous les pays développés, à l'instar des Etats-Unis, du Japon, de la Corée du Sud et de l'Union Européenne, seront touchés.

L'impact de cette guerre commerciale sera d'autant plus important que les économies américaine et chinoise seront interdépendantes. Dans la littérature, deux types d'interdépendances sont identifiés, à savoir, l'interdépendance sensible et l'interdépendance vulnérable¹⁰¹⁸, induites par les conséquences coûteuses dans les cas d'interruption d'approvisionnement entre des partenaires commerciaux, et la capacité de trouver des solutions de substitution efficaces, soit par d'autres biens de remplacement ou par d'autres sources d'approvisionnement¹⁰¹⁹.

A titre illustratif, un Etat dépendant de l'importation de pétrole, sera dans une situation de «dépendance sensible», s'il est en mesure de substituer rapidement la part importée- suite à une éventuelle interruption d'approvisionnement due à la diminution de l'offre sur les marchés internationaux ou une importante augmentation des prix - par une augmentation de sa production intérieure ou par un nouveau fournisseur, sans incidences financières ni allongement des délais de livraison. Ce même Etat serait dans une situation de «dépendance vulnérable», si cette interruption d'approvisionnement, induit des effets négatifs sur son

¹⁰¹⁸ MANSFIELD D. Edwards et POLLINS M. Brian, «**The Study of Interdependence and Conflict : Recent Advances, Open Questions, and Directions for Future Research**», The Journal of Conflict Resolution, Volume 45, n° 6, décembre 2001, pp : 834-859.

¹⁰¹⁹ KEOHANE O. Robert et NYE S. Joseph Jr, **Power and Interdependence**, 3^{ème} édition, Editions Longman, Londres, 2000, 352 pages.

économie, car ne possédant pas de moyens pour acquérir la part d'hydrocarbure manquante, dans des délais raisonnables et à des prix acceptables.

Pour leur part, Robert Keohane et Joseph Nye définissent le concept d'interdépendance comme étant une situation de dépendance mutuelle¹⁰²⁰, en distinguant entre l'interconnexion, qui concerne les biens non vitaux, à l'instar des produits de luxe, et l'interdépendance qui touche les produits de grande nécessité à la sécurité du pays ou bien à son développement économique¹⁰²¹.

Dans le cas de la Chine, qui importe 27% de sa technologie des Etats-Unis, les données laissent apparaître qu'elle est dans une situation de «dépendance vulnérable», en ce sens qu'elle est incapable de remédier, rapidement, à une rupture d'approvisionnement en technologie de la part des Etats-Unis. L'entreprise Huawei dépend des puces des firmes américaines Intel, Qualcomm et Broadcom et du système d'exploitation mobile «androïde» de Google. Quant aux Etats-Unis, les statistiques font montre d'une situation de «dépendance sensible» ou interconnexion par rapport à la Chine, sauf peut-être pour ce qui concerne l'approvisionnement en terres rares, auxquelles il n'y a aucun substitut, et dont les répercussions pourraient se faire sentir dans un temps relativement long. Depuis près d'une vingtaine d'années, la Chine détient le quasi-monopole de l'exploitation des réserves mondiales de terres rares.

Par ailleurs, des analystes émettent l'hypothèse d'une éventuelle vente massive, par les Chinois, des bons de trésor américains en leur possession- ce scénario serait en étude au niveau du gouvernement chinois -afin de déstabiliser l'économie américaine, ce qui paraît peu probable au regard des pertes financières colossales que subirait également Pékin, conséquence logique d'une vente massive de titres en bourse.

La question qui mérite d'être posée est celle de savoir si l'antagonisme entre la Chine et les Etats-Unis pourrait déboucher sur un conflit armé. Selon Jacques Fontanel, les études entreprises pour vérifier le lien entre le développement des échanges commerciaux et son impact sur la paix entre les nations, ont abouti à des résultats contradictoires. En effet, « pour les uns, la guerre et l'économie sont indissolublement liées par des intérêts et des liens d'interdépendance profonds. Pour les autres, la guerre est un fardeau, justifié par les contraintes

¹⁰²⁰ Ibid.
¹⁰²¹ Ibid.

politiques et stratégiques des Etats »¹⁰²². Le point commun de ces études réside dans le fait qu'à l'international, les échanges économiques, sous tous leurs aspects, constituent de véritables instruments de pression.

Enfin, il paraît peu probable qu'à l'état actuel des choses, un conflit armé puisse être déclenché entre la Chine et les Etats-Unis, pour plusieurs raisons, dont le coût exorbitant de ce genre d'affrontement, ainsi que les effets négatifs socio-économiques que les deux parties ne sont pas prêtes à assumer.

De ce qui précède, il ressort que l'interdépendance économique réduit considérablement les chances de déclenchement d'un conflit armé à l'échelle planétaire, comme le soutenaient les tenants du courant libéral, il est tout autant sûr que cette interdépendance joue un rôle non négligeable dans l'exacerbation des relations conflictuelles interétatiques, comme le prévoyaient les réalistes. Ainsi, il est constaté que la «dissuasion économique»¹⁰²³ limite considérablement les marges de manœuvre des uns et des autres, et les amène à plus d'apaisement et de concertation.

Cet effet pacificateur de l'interdépendance économique a été confirmé lorsque l'Administration américaine a décidé le mois d'août 2019 de reporter, pour la fin de l'année, l'imposition de tarifs douaniers sur des produits de grande consommation, importés de Chine, afin d'éviter d'affecter le pouvoir d'achat des Américains¹⁰²⁴. Effectivement, les produits chinois, fabriqués à moindre coût, contribuent au bien-être des populations occidentales qui «deviennent plus frugaux et préfèrent des produits et des services bon marché offrant le meilleur rapport valeur/prix. Ainsi, pratiquement un tiers des consommateurs européens sont prêts à acheter une voiture à bas coût plutôt qu'un véhicule haut de gamme»¹⁰²⁵.

Enfin, la Chine et les Etats-Unis ont signé, le mois de janvier 2020, un accord «historique» en vue de mettre fin à la guerre commerciale qui les a opposés depuis 2018.

¹⁰²² FONTANEL Jacques, op. cit.

¹⁰²³ BOURDIN Juliette, « **Les relations économiques sino-américaines pendant les années Bush (2001-2008) : vers une stratégie de "dissuasion économique" ?** », Revue LISA/LISA e-journal, volume VIII - n°1, 2010, pp : 221-242.

¹⁰²⁴ «**Trump relâche la pression sur la Chine, un geste pour le consommateur américain** », L'Express avec AFP, 14 août 2019, information disponible sur le site https://www.lexpress.fr/actualite/monde/trump-relache-la-pression-sur-la-chine-un-geste-pour-le-consommateur-americain_2094408.html, consulté le 3 mars 2020.

¹⁰²⁵ Jean-Yves GROSCLAUDE, Rajendra K. PACHAURI et Laurence TUBIANA, Regard sur la terre : les promesses de l'innovation durable, Editions Armand Colin, Paris, 2014, p-307.

Dans ce chapitre, il a été mis en exergue les principaux facteurs internes à même d'être des sources de déstabilisation de la Chine, à savoir, la pollution, le vieillissement de la population, les inégalités sociales et les mouvements séparatistes. Les autorités chinoises mettent en œuvre des solutions pour faire face à ces problèmes, dont le plus complexe reste celui des tendances sécessionnistes.

Ainsi, pour atténuer les inégalités sociales, induites par le déséquilibre de développement économique entre les provinces littorales et intérieures, et entre les villes et les campagnes, les dirigeants chinois mènent, depuis plus d'une décennie, des politiques spécifiques de développement régional pour booster l'activité économique des provinces les plus pauvres.

Pour le vieillissement de la population, Pékin a aboli depuis 2015 la politique de l'enfant unique, instaurée en 1979, par Deng Xiaoping, pour le contrôle des naissances dans le but d'éviter qu'une augmentation trop importante de la population ne fragilise le développement économique. Il est encore trop tôt pour savoir si cette disposition est suffisante pour rééquilibrer, voire enrayer, le vieillissement de la population.

Pour ce qui est de la pollution, la Chine a consenti ces dernières années d'énormes efforts en la matière, se traduisant notamment par l'investissement dans les énergies renouvelables, l'interdiction de construire des centrales électriques fonctionnant au charbon, ainsi que la réduction du trafic automobile dans les villes les plus polluées. Il importe de souligner que rapportée au nombre d'habitants, la consommation énergétique de la Chine reste faible, comparée aux pays développés, et est tout juste supérieure à la moyenne mondiale.

L'usage de la force mesurée pour le maintien de l'ordre est légitime pour tout Etat. Sauf que, lors des manifestations survenues à Hong Kong, en mai 2020, les pays occidentaux ont fortement critiqué l'emploi de la force par les autorités chinoises contre les manifestants. A contrario, le mois de juin de la même année, suite au décès tragique de George Floyd, un afro-américain, après une arrestation musclée par des policiers de Minneapolis, le Président américain, au lieu de jouer la carte de l'apaisement, a multiplié les appels à la répression contre les manifestants et ce, sans qu'aucun dirigeant des pays «démocratiques» n'appelle le Président Donald Trump au calme et à la modération de l'emploi de la force par les pouvoirs publics.

S'agissant des différends territoriaux en mer de Chine, les dirigeants chinois doivent trouver des solutions concertées, qui arrangeraient toutes les parties prenantes, sans pour autant céder ce qui lui revient de droit. Dans ce cadre, il importe que les Chinois revoient leurs revendications, objet de la ligne en neuf traits, dont les incidences impactent directement la paix et la stabilité de cette région.

Depuis quatre décennies, l'économie chinoise a connu un essor exceptionnel jusqu'à devenir l'atelier du monde. Derrière cette appellation, à priori anodine, se cache une dépendance accrue de l'économie mondiale à celle de la Chine. Cependant, de la fabrication des jouets et autres produits de grande consommation, les entreprises chinoises montrent actuellement une grande capacité de fabriquer des produits haut de gamme, à même de concurrencer les produits occidentaux, sur les plans de l'efficacité et de la performance, alors que l'Occident est encore incapable de faire baisser les coûts de production. Par ailleurs, il est constaté que pour la plupart des pays, la RPC est un partenaire économique essentiel avec lequel il importe d'entretenir de bonnes relations.

Depuis 2018, les Etats-Unis ont déclenché une véritable guerre économique contre plusieurs sociétés chinoises, dont Huawei et ZTE, les accusant d'espionnage au profit du Gouvernement chinois. Ainsi, il n'est plus permis à l'Administration américaine et même à l'Armée d'acquérir les produits de ces sociétés chinoises, ni de faire appel à leurs services. Il est également interdit à l'Administration américaine de passer des contrats avec toute structure ayant eu recours à ces sociétés. Cette pratique, en totale contradiction avec les lois du libre-échange, dénote de la peur de Washington de l'avance technologique de Pékin dans le domaine de la 5G. Ainsi, brandir l'argument de la sécurité nationale est le meilleur prétexte pour freiner les firmes chinoises dans leur élan. La réaction des Etats-Unis était prévisible, sachant que pour Raymond Aaron, Henri Kissinger et Thomas Hobbs, chaque Etat est mu par la poursuite de ses intérêts nationaux et le renforcement de sa puissance sur la scène internationale, en évoquant la raison d'Etat.

Depuis la pandémie du coronavirus de 2020, le débat sur la relocalisation a repris en Europe et aux Etats-Unis. Cependant, si la relocalisation de certaines niches stratégiques, à l'instar de l'industrie pharmaceutique, est plus ou moins facile, il sera plus compliqué de réinstaller tous les autres secteurs d'activité, en raison de l'augmentation des prix des produits, ce qui impactera fortement le pouvoir

d'achat des citoyens européens et américains. De plus, il n'est pas évident que le système capitaliste, que la crise du «COVID-19» a mis à rude épreuve - au mois de juin 2020 plus de 40 millions d'emplois ont été perdus aux Etats-Unis - serait propice pour la relocalisation de l'industrie. Le monde entier en pâtirait si cette hypothèse venait à se réaliser. Cette fragilité du système capitaliste est également visible en Europe, où des milliers de postes d'emploi ont été perdus jusqu'au mois de juin 2020 et 60 millions d'emplois risqueraient d'être perdus si la pandémie perdure. La Chine n'est pas du reste puisqu'elle a perdu, pendant cette crise, environ 5 millions de postes d'emploi, jusqu'au mois d'avril 2020, et s'attend à la suppression de 30 millions d'emplois pour l'année 2020¹⁰²⁶. Il n'y a que le temps qui pourra démontrer quel système économique, américain, chinois ou européen, est le plus performant pour passer cette crise sanitaire du «COVID-19» avec les moindres dégâts. Il faut garder à l'esprit que dans son analyse des cycles de croissance et de récession, Nikolai Dmitrievitch Kondratiev avait conclu que le capitalisme trouvera toujours les moyens pour renaître de ses cendres¹⁰²⁷, et ce, même si certaines conclusions de cet éminent économiste sont contestées par ses congénères.

De ce qui précède, il ressort qu'à moyen terme, l'économie chinoise restera encore essentielle, voire centrale, dans la division internationale du travail, du moment que jusqu'à présent la problématique de la compétitivité des produits occidentaux, par rapport au coût de production, n'est pas résolue depuis les années 1980, ce qui est en opposition avec l'essence même du capitalisme qui prône la maximisation des gains. Ainsi, il est juste de dire que l'économie chinoise est encore un moyen efficace permettant la stabilisation des relations interétatiques- sachant que périodiquement cette accalmie sera traversée par des confrontations, comme ce fut le cas en 2018- qui ne pourraient déborder du cadre politico-économique, car la guerre n'est pour l'instant favorable à aucune partie.

¹⁰²⁶ CROSSLEY Gabriel et LENG Cheng, «**Coronavirus pandemic to test China's unemployment safety net**», Reuters, 13 avril 2020, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-china-unemployment/coronavirus-pandemic-to-test-chinas-unemployment-safety-net-idUSKCN21U0Y0>, consulté le 25 avril 2020.

¹⁰²⁷ MONTOUSSE Marc, **Analyse économique et historique des sociétés contemporaines**, Editions Bréal, Paris, 2013.

Conclusion et déductions :

Les débats théoriques sur la «menace chinoise» ne sont pas nouveaux. Ils sont de manière générale menés aux Etats-Unis entre, d'une part, les libéraux, qui prônent l'implication davantage de la Chine dans les affaires de la planète et, d'autre part, les réalistes qui estiment que l'isolement de ce pays à l'échelle internationale est le meilleur moyen pour le contenir.

L'approche des réalistes, expérimentée lors de la guerre froide contre l'URSS, a énormément contribué à la dislocation de l'ex-URSS. Cependant, il paraît difficile de tenter d'isoler la Chine au regard de la centralité de son économie dans la division internationale du travail. Les timides tentatives de relocalisation se trouvent confrontées à plusieurs problèmes majeurs, en l'occurrence, le coût du travail qui est encore très élevé en Occident, mais aussi la perte de savoir-faire et le manque de capacité de production dans certains domaines, induits par la délocalisation qui, faut-il le rappeler, a débuté il y a déjà quatre décennies.

La Chine a compris la nécessité de la mise en œuvre d'un soft power pour réhabiliter son image de marque, ternie par la campagne de dénigrement que l'Occident a mené contre ce pays pour l'inciter notamment à ouvrir son économie au monde, à ouvrir son champs politique au multipartisme et à donner plus de liberté à la presse écrite et audiovisuelle. En un mot, la Chine est sommée de s'occidentaliser.

Cependant, les résultats du soft power version chinoise sont assez mitigés et difficilement quantifiables, ce qui rend complexe leur analyse. Ceci étant, nous pouvons quand même déduire que si le monde entier est en admiration devant la réussite économique de la Chine - même si la duplication du modèle économique chinois dans un autre pays est quasi impossible - force est de constater que ses modèles politique et social ne sont pas attractifs et font même l'objet de critiques. En effet, la politique de l'enfant unique, abandonnée depuis 2015, ainsi que l'archaïsme du système de sécurité sociale et de retraite, sont autant d'exemples qui démontrent clairement qu'à l'heure actuelle le modèle chinois est loin de pouvoir se substituer à celui en vigueur dans les pays développés où il est plus élaboré.

S'agissant de l'hypothèse qui stipule que la Chine possède des visées hégémoniques, celle-ci s'articule essentiellement autour du postulat réaliste, selon lequel tout changement dans la distribution de la puissance entre les acteurs du système international engendre des conflits. Selon cette approche, le monde est comme un jeu à somme nulle, c'est-à-dire, la montée en puissance de la Chine conduirait inéluctablement à l'affaiblissement des États-Unis et donc à un affrontement entre ces deux rivaux.

Dans la pratique, cette menace est basée sur une question, restée sans réponse, relative à l'usage que ferait Pékin de sa puissance militaire quand celle-ci sera égale ou supérieure à celle de Washington. Pour apporter des éléments de réponse à ce questionnement, nous proposons une approche par analogie, en supposant que celui qui use de sa puissance économique pour contraindre autrui à se plier à sa volonté, n'hésitera pas à user de sa puissance militaire pour ce faire -. Selon Joseph Nye, les moyens économiques et militaires, utilisés comme moyen de règlement des conflits ou pour imposer sa volonté sur les autres, font partie de la puissance de coercition ou «hard power» - car pour atteindre un objectif, les Etats choisissent d'abord le moyen le moins coûteux, en l'occurrence, les pressions économiques, puis en second lieu les moyens militaires.

En sa qualité de première puissance économique du monde, la Chine, en présentant une marchandise à moindre coût, contribue au bien être des pays riches, et permet aux pays pauvres d'accéder à des produits et équipements qui seraient inaccessibles s'ils étaient produits ailleurs. La Chine contribue au développement du continent africain, qui se détache de plus en plus de ses anciens colonisateurs, et tend actuellement la main au reste du monde à travers le projet « Belt and Road Initiative ». Quant à l'usage du « hard power » par Pékin, le seul emploi de son armée connu jusqu'à présent réside dans le pourvoi en contingents des opérations de maintien de la paix de l'ONU, dont la Chine est le deuxième plus grand contributeur financier au monde.

A contrario, en 2018, le Président américain Donald Trump a déclenché une véritable guerre économique contre la Chine, en interdisant aux opérateurs américains de télécoms de se fournir en équipements auprès des sociétés chinoises, accusées d'espionnage au profit de leur gouvernement, notamment «Huawei» qui est à la pointe de la technologie 5G. Le Président américain n'a pas hésité de menacer ses alliés, en Europe et en Asie, pour les amener à prendre

position contre les firmes chinoises. Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de l'utilisation par les Américains de leur puissance économique. Actuellement, les États-Unis ont mis en place des sanctions financières à l'encontre de pays, de régimes, d'individus et d'entreprises, dont la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, le Soudan et la Syrie. Quant à l'emploi de la puissance militaire, de manière directe ou indirecte, Washington est partie prenante dans quasiment tous les conflits au monde.

De ce qui précède, nous concluons qu'il y a de fortes chances que Pékin fera bon usage de la puissance militaire, dont elle disposera et ce, outre la fait qu'historiquement la guerre ne fait pas partie de la culture chinoise. De plus, pour pouvoir faire vivre près de 19% de la population mondiale et assurer leur sécurité, en plus de faire face aux multiples facteurs internes et externes à même de déstabiliser le pays, les dirigeants chinois ont besoin d'évoluer dans un environnement stable, favorable à la prospérité de l'économie du pays. Par ailleurs, il est évident que la Chine n'est pas en mesure d'assumer le rôle de «gendarme du monde» comme le fait présentement les Etats-Unis.

A notre sens, la « menace chinoise » n'est qu'une invention américaine, au regard du manque flagrant d'éléments objectifs pour démontrer la véracité de cette hypothétique «menace». Cette accusation allait justifier, après la fin de la guerre froide, l'existence de l'OTAN suite à la dissolution du Pacte de Varsovie, la présence des bases américaines à travers le monde et l'exorbitant budget de défense. Les Etats-Unis ont désigné la Chine, qui avait le plus de potentiel, comme nouveau ennemi à combattre.

Par ailleurs, les spécialistes s'accordent à dire que la prééminence militaire des Etats-Unis s'étalera tout le long de ce siècle, car l'industrie de défense chinoise n'est encore pas capable de mettre au point des technologies de rupture à même de faire pencher la balance de la puissance en sa faveur. L'armée chinoise restera encore pendant longtemps la troisième puissance derrière les Etats-Unis et la Russie. Cette dernière, dont le niveau technologique est également au-dessus de celui de la Chine, est sur le point de mettre au point, comme nous l'avons déjà mentionné, un missile de croisière à propulsion nucléaire révolutionnaire. Cette technologie de rupture pourrait remettre en cause à la fois la dissuasion nucléaire et l'efficacité du bouclier antimissiles américain, et aura d'énormes incidences sur l'équilibre des puissances.

Quant à la puissance diplomatique, même si les Américains gardent encore une longueur d'avance par rapport à tous leurs concurrents, les Chinois arrivent ses dernières années à s'imposer comme une grande puissance en la matière, notamment à travers, comme nous l'avons vu précédemment, son influence toujours grandissante au sein des institutions internationales, à l'instar de l'ONU, ainsi que sa capacité à fédérer et à faire adhérer près de cent cinquante pays à son mégaprojet de la nouvelle route de la soie et ce, malgré tous les campagnes de dénigrement fomentées contre la mise en œuvre de ce projet. Il importe de souligner que cette forme de puissance est en adéquation avec la définition présentée dans l'introduction de la présente thèse.

Le bras de fer entre les Etats-Unis et la Chine pour l'hégémonie se pose donc actuellement dans le domaine économique, essentiellement dans son volet technologique, ce qui convient aux dirigeants chinois qui sont conscients de l'importance de l'écart existant dans le domaine militaire, qui penche en faveur des Américains et de leurs alliés. Cependant, les autorités chinoises sont également conscientes de la fragilité du système économique capitaliste, notamment celui en vigueur aux Etats-Unis, qui réagit ces dernières décennies négativement aux crises et montre une fébrilité sans précédent. Ainsi, pendant la pandémie du Coronavirus, plus de 40 millions de postes d'emploi ont été perdus aux Etats-Unis. A un degré moindre, cette crise a également été visible en Europe où des milliers de personnes se sont trouvées au chômage et des millions de postes d'emploi risquent d'être perdus¹⁰²⁸, mettant ainsi des familles entières au bord de la précarité.

S'agissant de l'interdépendance économique toujours grandissante entre la Chine et les pays occidentaux, elle incite dans la plupart du temps les différentes parties à trouver des terrains d'entente pour résoudre leurs différends. L'initiative dite «la nouvelle route de la soie», lancée par le Président Xi Jinping, va certainement densifier l'interaction économique de la RPC avec le reste du monde et, par conséquent, renforcer davantage la centralité de la Chine dans le système économique international.

¹⁰²⁸ Lauren ARATANI, «US job losses pass 40m as coronavirus crisis sees claims rise 2.1m in a week», The Guardian, 28 mai 2020.

Conclusion :

Au début de cette thèse, nous nous sommes fixés comme objectif d'étudier si la Chine, dans sa quête de la puissance, cherchait à devenir le nouvel hégémon dans la région d'Asie Pacifique, à moyen terme, puis dans le monde, à long terme et ce, à travers la problématique qui consiste à savoir «si le processus de modernisation engagé par les dirigeants chinois pour développer l'appareil de défense du pays, permet de faire accéder la Chine à la parité stratégique avec les Etats-Unis et, au-delà, lui permettre de se positionner comme alternative à la puissance américaine».

Pour ce faire, nous avons choisi trois grands axes d'étude. Le premier consiste à remonter dans l'histoire pour estimer les dégâts psychologiques laissés dans la mémoire collective des Chinois par le passage douloureux des puissances étrangères dans leur pays, depuis la première guerre de l'opium jusqu'à son indépendance en 1949. Le deuxième axe a trait à l'étude des points forts et faibles de la modernisation des Forces Armées chinoises, ainsi que à l'évolution de la politique de sécurité et de la stratégie de défense du pays, pour tenter de déceler toute velléité hégémonique de la part de Pékin. Dans le troisième axe, il est analysé les débats aux Etats-Unis sur la menace chinoise, pour voir si cette menace est réelle ou supposée, ainsi que les divers facteurs pouvant déstabiliser la Chine, ou ralentir les autorités chinoises dans leur supposée quête de l'hégémonie.

Dans notre travail, nous avons émis trois hypothèses. La première hypothèse s'articule autour de la supposition selon laquelle les dirigeants chinois, conscients que leurs visées hégémoniques ne pourraient pas être atteintes, même après l'achèvement du processus de modernisation de leur appareil de défense, se résigneront à reconnaître ouvertement l'autorité des Etats-Unis et à accepter le mode de gestion des affaires du monde imposé par Washington.

Selon la deuxième hypothèse, la Chine, se sentant très puissante suite à l'achèvement de la modernisation de ses forces armées vers le milieu de ce XXI^{ème} siècle, va utiliser son hard power, notamment pour annexer Taïwan et asseoir sa souveraineté sur toute la Mer de Chine Méridionale, ce qui induira inéluctablement un affrontement militaire entre l'Occident, sous la conduite des Etats-Unis, et la Chine.

Quant à la troisième hypothèse, elle suppose que la modernisation de l'armée chinoise est un processus purement défensif, dont le principal objectif est de permettre à la RPC de faire face à n'importe quelle menace, notamment si son intégrité territoriale est remise en cause. Selon cette hypothèse, quel que soit le haut niveau que pourrait atteindre la puissance militaire chinoise, Pékin privilégiera la résolution des différends par les moyens pacifiques, ce qui permettrait de faire prospérer son économie.

Dans ce cadre, on a eu recours à une documentation qui, dans sa majorité, exprime la vision occidentale sur la Chine. S'agissant de l'analyse des données, on a fait appel, le plus souvent, à la méthode comparée, mais également aux méthodes déductive et analytique.

L'histoire a montré que de la guerre de l'opium au conflit avec le Japon, en passant par la chute de l'empire et la guerre civile, le peuple chinois a vécu un siècle d'humiliation et de souffrances, infligées aussi bien par des pays occidentaux qu'asiatiques. L'Empire du milieu a dû faire face seul aux puissances coloniales, qui l'avaient spolié et dépecé, sans bénéficier d'aucune aide de la part des pays du voisinage. Même si les Chinois arrivent à dépasser les atrocités subies pendant cet épisode de la vie de leur Nation, des pierres d'achoppement persistent encore et empêchent l'enterrement définitif de la hache de guerre.

A titre illustratif, le désaccord entre la Chine et le Japon persiste en raison de l'entêtement des autorités japonaises à reconnaître les violences perpétrées par leurs troupes en 1937, notamment à Nankin, et leur glorification des soldats, pourtant condamnés pour crime de guerre. Quant au différend sino-américain, il remonte essentiellement à l'aide apportée à Tchang-Kai-chek pour s'installer à Taïwan, créant ainsi une situation dont la solution relèverait de la quadrature du cercle. C'est pour empêcher que l'histoire ne se répète que les autorités chinoises œuvrent à renforcer leurs capacités dans tous les domaines, pour se mettre à l'abri de toute ingérence, quelle que soit sa nature.

En effet, le poids de l'histoire est présent dans la mémoire collective du peuple chinois, et ne peut que se répercuter sur l'attitude et la prise de décision des dirigeants chinois. Dans les faits, ce sentiment s'est traduit essentiellement par l'envie quasi viscérale des Chinois de posséder une économie forte, pour parer à toute éventuelle famine, et une armée, pour défendre le pays contre tout

colonisateur. Cette attitude du compter sur soi pourrait expliquer le nombre réduit des alliés de Pékin.

Pour se mettre au diapason des armées modernes, l'APL a engagé le processus de modernisation de ses forces armées il y a déjà une quarantaine d'années, dans l'objectif, somme toute légitime, de faire face et de prévenir toute éventuelle agression pouvant porter atteinte à son intégrité territoriale et à la sécurité de ses intérêts où qu'ils se trouvent. La modernisation de l'appareil de défense chinois a toujours fait l'objet de méfiance et de critiques dans les rapports du département de la défense américain. Pour sa part, Pékin remet en cause l'impartialité des analyses américaines, qui n'évaluent pas de manière objective le développement chinois dans le domaine de la défense. Dans ce cadre, les dirigeants chinois affirment qu'ils n'ont aucun projet d'élargir leur sphère d'influence ou de prétendre à l'hégémonie.

Cependant, c'est l'unilatéralisme américain, dont a fait montre le Président George W. Bush, ayant entraîné l'invasion de l'Irak sans mandat de l'ONU et le retrait des Etats-Unis du traité antibalistique ABM, qui a exacerbé les craintes des dirigeants chinois et les a renforcés dans leur conviction quant à l'impératif de renforcer leur appareil de défense.

Il est vrai que la montée en puissance de l'armée chinoise est spectaculaire et ce, de l'avis de tous les spécialistes. Cependant, il est constaté que sa Base Industrielle et Technologique de Défense souffre encore d'un gap technologique par rapport à celle des Etats-Unis et même celle des puissances occidentales. La dépendance de Pékin des technologies étrangères, notamment russe, est à elle seule une raison valable pour que les dirigeants chinois, conscients de cette tare, ne songent pas à s'aventurer dans une démarche hégémonique. Cette attitude est corroborée, comme nous l'avons vu, par le fait que les dirigeants chinois adoptent, de manière générale, une posture défensive, choisissant de réagir aux changements géopolitiques plutôt que d'agir en premier. D'ailleurs, la stratégie dite du déni d'accès est l'exemple le plus édifiant pour démontrer le caractère défensif de la stratégie chinoise.

L'armée chinoise s'est considérablement modernisée, notamment au cours des trois dernières décennies. Elle est considérée aujourd'hui comme la première puissance militaire asiatique. Un intérêt particulier a été accordé au

développement de la montée en puissance de la Marine militaire pour accomplir deux grands objectifs. Le premier consiste à protéger la souveraineté nationale, en tenant tout éventuel agresseur à une distance acceptable, voire en lui interdisant l'accès en mer de Chine. Le second réside dans l'utilisation des navires militaires comme appui à la puissance économique du pays, à travers la sécurisation des voies maritimes, essentiellement pour assurer l'approvisionnement en énergie, si vitale pour la nation.

Même si les connaissances accumulées par les structures chinoises en charge de la recherche scientifique, ont permis au pays d'être à l'origine d'innovations technologiques dans des domaines émergents, à l'instar des télécommunications, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle et de la technologie spatiale, force est de constater que l'industrie de défense chinoise est toujours dépendante des technologies de pointe étrangères. Cependant, le rattrapage technologique avance à grands pas, en raison du soutien sans faille apporté dans ce sens par les hautes autorités de l'Etat et de la grande capacité d'investissement.

Quant au concept de la «menace chinoise», il s'articule autour du postulat réaliste, selon lequel tout changement dans la distribution de la puissance entre les acteurs du système international engendre des conflits. Selon cette approche, le développement de l'appareil de défense chinois conduira à un affrontement avec les États-Unis. Cette éventualité est réconfortée par l'étude de Graham Allison, menée sur une période de plus de 500 ans, au terme de laquelle il a identifié seize occurrences, où une puissance émergente vient se mesurer à un pouvoir établi. Dans douze cas, cette rivalité a débouché sur une guerre.

Ainsi, tout au long de notre travail, nous avons cité des exemples, où les pays occidentaux ont utilisé leurs leviers économiques et militaires pour tenter de contraindre des pays tiers à agir selon leur volonté. Actuellement, les États-Unis, l'Union Européenne et le Royaume-Uni imposent des sanctions financières à l'encontre de plusieurs pays, de régimes, d'individus et d'entreprises. Par ailleurs, la plupart des grandes puissances occidentales sont présentes, de manière directe ou indirecte, dans quasiment tous les conflits dans le monde.

Pour sa part, la Chine, en sa qualité de première puissance économique du monde, contribue au bien être des pays riches et pauvres, en présentant une marchandise à moindre coût, participe au développement de l'Afrique et tend la main au reste du

monde à travers son projet de la nouvelle route de la soie. Il importe de signaler que la Chine n'est partie prenante à aucun conflit dans le monde et le seul emploi connu des contingents chinois se limite au cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

En outre, pour faire vivre la plus grande population du monde et assurer sa sécurité, en plus de faire face aux divers facteurs internes et externes pouvant déstabiliser le pays, la Chine a besoin d'un environnement stable et coopératif, favorable pour son développement économique. Par ailleurs, sachant que la guerre ne fait pas partie de la culture du peuple chinois, nous restons convaincus que, dans un avenir prévisible, la Chine utilisera à bon escient sa puissance militaire.

De plus, toutes les références sérieuses affirment que l'hégémonie militaire américaine durera encore tout au long de ce XXI^{ème} siècle, au regard de son avance sur les autres armées.

Quant à la Chine, et même si sa Base Industrielle et Technologique de Défense a enregistré des avancées indéniables, force est de constater qu'elle accuse encore un retard technologique et reste tributaire des technologies étrangères, ce qui facilite l'exercice de pressions sur elle, notamment par la limitation des transferts des technologies de pointe et sensibles. S'agissant de la Russie, sa faiblesse réside dans son économie, qui ne peut supporter de gros investissements dans l'appareil de défense.

En somme, le manque flagrant d'éléments objectifs pour démontrer, de manière scientifique, l'existence d'une réelle «menace chinoise», nous permet de dire en dernière analyse qu'il s'agit vraisemblablement d'une pure invention américaine, laquelle thèse est soutenue, relayée et amplifiée par ses alliés occidentaux.

Nous pouvons également déduire que la peur des pays occidentaux de la montée en puissance chinoise, provient également de leur angoisse de voir la Chine reproduire les mêmes actes de colonisation, d'esclavage et de spoliation, qu'ils ont commis lorsqu'ils en avaient l'opportunité.

Les pays occidentaux ont également peur que la Chine puisse proposer au monde un autre modèle que celui en cours, mis en place par Bretton Woods aux Etats-

Unis, après la fin de la seconde guerre mondiale. Ce système fait par les riches pour les riches, est en défaveur des Etats pauvres qui sont taxés de révisionnistes s'ils osent demander le moindre changement des préceptes du consensus de Washington.

De ce qui précède, nous estimons que le processus de modernisation de l'armée chinoise ne permet pas, à moyen terme, de hisser le niveau de l'appareil de défense chinois à celui des Etats-Unis et ne pourra donc pas se substituer à la puissance américaine. Aussi, parmi les trois hypothèses de travail émises c'est la troisième qui est validée.

Sur un autre plan, l'interdépendance économique entre la Chine et les Etats-Unis, qui orientent actuellement l'économie mondiale, rend indissociable la concurrence et la coopération dans leurs relations bilatérales. La croissance de l'une dépend de celle de l'autre, tout en étant, en même temps, partenaires et concurrents. Cette interdépendance économique, qui a alimenté la coopération les années 2000, a alimenté les tensions pendant la période 2018-2020. Cependant, le réalisme et la «dissuasion économique» arrivent toujours à prendre le dessus, comme ce fut le cas le mois de janvier 2020, où Washington et Pékin ont signé un accord "historique" pour mettre fin à la guerre commerciale qui les a opposés depuis près de deux années.

La coopération sino-américaine sur les plans économique et financier s'accroît toujours davantage nonobstant les différences entre les approches respectives des deux pays en la matière. Cette interdépendance, qui profite aux deux parties, a tendance à attiser les tensions entre les deux partenaires, tout en jouant un rôle modérateur, incitant les intervenants au bon sens et au pragmatisme. Quant à l'offensive des Etats-Unis contre les firmes chinoises concernant la 5G, c'est plus une guerre technologique que commerciale, induite par la peur des Américains de perdre leur suprématie en la matière.

Par ailleurs, nous estimons que les relations entre la Chine et les Etats-Unis seront les plus importantes dans les prochaines années et c'est elles qui vont déterminer les relations internationales au XXI^{ème} siècle, où le rôle de l'Europe sera de plus en plus minime. Si les relations sino-américaines seront orientées vers l'affrontement, alors ce siècle sera celui de l'affrontement.

Conclusion

S'agissant de l'Algérie, ses relations avec la Chine gagneraient à mettre à profit la similitude de leurs histoires respectives, en ce sens que les deux pays ont souffert des affres du colonialisme et ont payé un lourd tribut pour recouvrir leurs indépendances. Il convient également de valoriser l'aide précieuse apportée par la Chine pour l'internationalisation de la cause algérienne, et les liens de fraternité qui ont toujours imprégné les relations entre les deux partenaires.

Enfin, l'Algérie doit profiter de son adhésion à la nouvelle route de la soie, pour conférer plus de consistance au partenariat avec la Chine, à travers l'exploration des multiples opportunités de coopération et de développement que peut offrir ce pays. Ainsi, les relations algéro-chinoises pourraient se développer dans certains domaines tels que le spatial, le bâtiment, les énergies renouvelables, le recyclage et la défense, avec bien entendu un transfert de technologie et de savoir-faire. Dans ce cadre, il importe que les dirigeants algériens fassent attention à ne pas se laisser submerger par la dette chinoise, ce qui aurait l'effet inverse de celui escompté. En politique, il n'y a jamais d'amis ni d'ennemis permanents, il n'y a que des intérêts permanents.

Bibliographie

Ouvrages :

1. AGLIETTA Michel, Régulation et crises du capitalisme, Editions Odile Jacob, Paris, 1997, 486 pages.
2. ALAN BAYLY Christopher et CORDILLOT Michel, La naissance du monde moderne, Editions de l'Atelier, Paris, 2007, 862 pages.
3. ALLISON Graham, Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide? Editions Odile Jacob, Paris, 2019, 416 pages.
4. ARCARI Maurizio et Louis Balmond, La sécurité collective entre légalité et défis à la légalité, Editions Giuffrè, Milan, 2008, 284 pages.
5. ATTALI Jacques, Tous ruinés dans dix ans ? : Dette publique : la dernière chance, Editions Fayard, Paris, 2010, 240 pages.
8. BABBIN Jed et TIMPERLAKE Edward, Showdown : Why China Wants War With the United States, Editions Regnery, Washington, 2006, 226 pages.
9. BADIE Bertrand, le Temps des Humiliés : Pathologie des relations internationales, Editions Odile Jacob, Paris 2014, pages 249.
10. BAERTSCHI Bernard (S/D), Les nationalismes, Edition puf, Paris, 2002, pages 249.
11. BALME Stéphanie, La Chine, 2^{ème} édition, Editions Le Cavalier Bleu, Paris, 2008, 125 pages.
12. BALME Stéphanie , La Tentation de la Chine : Nouvelles idées reçues sur un pays en mutation, Editions le Cavalier Bleu, Paris, 2013, 324 pages.
13. BALZACQ Thierry et RAMEL Frédéric, Traité de relations internationales, Editions Les Presses de Sciences Po, 2013, 1228 pages.
14. BATTISTELLA Dario (S/D), Dictionnaire des relations internationales, 3^{ème} édition, Editions Dalloz, Paris, 2012, 584 pages.
15. BATTISTELLA Dario, Retour de l'état de guerre, Editions Armand Colin, Paris, 2006, 304 pages.
16. BEFFA Jean-Louis, les clés de la puissance, éditions Seuil, Paris, 2015, pages 166.
17. BENYEKHFLEF Karim, Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation, Editions Themis, 2008, 927 pages.
18. BONIFACE Pascal, Comprendre le monde : Les relations Internationales par tous, 3^{ème} édition, Editions Armand Colin, Paris, 2015, 288 pages.
19. BONIFACE Pascal, Vers la 4^{ème} guerre mondiale, Editions Armand Colin, Paris, 2009, 208 pages.
20. BOUCHET Michel-Henry, Intelligence économique et gestion des risques, Editions Pearson, Londres, 2007, 248 pages.
21. BOULNOIS Luce, La route de la soie : Dieux, Guerriers et Marchands, Editions Olizane, Genève, 2010, 596 pages.
22. BRISSET Claire, Les enfants et la Loi de la jungle, Editions Odile Jacob, Paris, 2009, 217 pages.

23. BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Editions Fayard, Paris 2011, 288 pages.
24. BUSH C. Richard et O'HANLON E. Michael, *A War Like No Other : The Truth About China's Challenge to America*, Editions Wiley, New Jersey, 2007, 240 pages.
25. CABESTAN Jean-Pierre, *Le système politique chinois : Un nouvel équilibre autoritaire*, Editions Les Presses de Sciences Po, Paris, 2014, 708 pages.
26. CABESTAN Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, 2^{ème} édition, Editions Les Presses de Sciences Po, Paris, 2012, 639 pages.
27. CAPA Robert (S/D), *La Chine*, Editions Créaphis, Paris, 2004, 96 pages.
28. CHARVIN Robert et DUJARDIN Guillaume, *La Corée vers la réunification*, Editions L'Harmattan, Paris, 2010, 264 pages.
29. CHESNEAUX Jean et LUST John, *Introduction aux études d'histoire contemporaine de Chine : 1898–1949*, Editions de Gruyter, Berlin, 2015, 148 pages.
30. CLIFF Roger (S/D), *Ready for Takeoff : China's Advancing Aerospace Industry*, Editions RAND Corporation, Santa Monica, 2011, 162 pages.
31. COLE D. Bernard, «The PLAN Navy and “Active Defense”», in Stephen J. Flanagan et Michael E. MARTI, *The People's Liberation Army and China in Transition*, National Defense University Press, Washington DC, 2003, 364 pages.
32. COOPER RAMO Joshua, *The Beijing Consensus*, the Foreign Policy Center, Londres, 2004, 74 pages.
33. CUI Shengmin, *China's Role and Interests in the Greater Mekong Subregion*, Editions Logos Verlag Berlin, Berlin, 2018, 228 pages.
34. DABAS François-Régis, *Quelle stratégie pour la Chine ?* Editions Nuvis, Paris, 2012, p-82, 161 pages.
35. DEFRAIGNE Jean-Christophe et NOUVEAU Patricia, *Introduction à l'économie européenne*, 2^{ème} Edition, Editions De Boeck Supérieur, Paris 2017, 736 pages.
36. DELALANDE Philippe, *La Chine de Xi Jinping: ambitions et résistances*, Editions L'Harmattan, Paris, 2018, 196 pages.
37. DELAPORTE Murielle, *La politique étrangère américaine depuis 1945 : l'Amérique à la croisée de l'histoire*, Editions Complexe, Paris, 1996, 279 pages.
38. DE MAUPASSANT Guy, *Les Dimanches d'un bourgeois de Paris*, Editions CDU SEDES, Paris, 1995, 169 pages.
39. DENOON B. H. David, *Real Reciprocity: Balancing U.S. Economic and Security Policies in the Pacific Basin*, Editions Council on Foreign Relations Press, New York, 1993, 115 pages.
40. DE ROUGEMONT Denis, *Vingt-huit siècles d'Europe : La conscience européenne à travers les textes, d'Hésiode à nos jours*, Editions Payot, Paris, 1961, 427 pages.
41. DERVIN Fred (S/D), *International Students in China: Education, Student Life and Intercultural Encounter*, Editions Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2018, 260 pages.
42. DE SESMAISONS François et WEBER Jacques, *La France en Chine 1843-1943*, Editions L'Harmattan, Paris, 2013, 272 pages.

43. DE SENARCLENS Pierre, *Le nationalisme : le passé d'une illusion*, Editions Armand Colin, Paris, 2010, 304 pages.
44. DESSENS Richard, *Histoire politique du monde depuis 1943 : Les grands enjeux du XXIe siècle*, Editions Publibook, Paris, 2010, 268 pages.
45. DE WILDE d'ESTMAEL Tanguy et STRUYE DE SWIELAND Tanguy, *La Chine sur la scène internationale : Vers une puissance responsable ?* Editions Peter Lang, Bruxelles, 2004, 512 pages.
46. DHOMPS Pierre et TSIANG Henri, *Le big bang des nouvelles routes de la soie*, Editions L'Harmattan, Paris, 2017, 189 pages.
47. DI ZHU Xiao, *Thirty Years in a Red House: A Memoir of Childhood and Youth in Communist China*, Editions University of Massachusetts Press, 1999, 288 pages.
48. DOUGUINE Alexandre, *Vladimir Poutine, le pour et le contre : Ecrits eurasistes 2006-2016*, Editions Ars Magna, Nantes, 2017, 460 pages.
49. DOWER W. John, *War Without Mercy*, Editions Pantheon, New York, 1987, 416 pages.
50. DUCHÂTEL Mathieu, Max-Jean Zins et Guibourg DELAMOTTE, *Le monde vu d'Asie*, Editions Philippe Picquier, Arles, 2012, 157 pages.
51. DUFOUR Jean-François, *Géopolitique de la Chine*, Editions Complexe, Paris, 1999, 143 pages.
52. EDMISTON William et DUMENIL Annie, *La France contemporaine*, 4^{ème} édition, Editions Cengage Learning, Boston, 2009, 336 pages.
53. ELGOZY Georges, *L'Esprit des mots ou l'antidictionnaire*, Editions Denoël, Paris, 1981, 185 pages.
54. FAIRBANK K. John, *Histoire de la Chine, des origines à nos jours*, Editions Tallandier, Paris, 2013, 752 pages.
55. FAIRBANK K. John, *La grande révolution chinoise : 1800-1989*, Editions Flammarion, Paris, 1989, 546 pages.
56. FAVENNEC Jean-Pierre, *Géopolitique de l'énergie : Besoins, ressources, échanges mondiaux*, Editions TECHNIP, Paris, 2009, 296 pages.
57. FAVIER René, *Les Européens et les Indes orientales au XVIIIe siècle*, Editions Ophrys, Paris, 2000, 160 pages.
58. FRANCONIE Pierre, *Canonnière en Chine*, Editions Karthala, Paris, 2007, 205 pages.
59. FREEMAN Chris et SOETE Luc, *The Economics of Industrial Innovation*, 3^{ème} édition, Editions MIT Press, Cambridge, 1993, 470 pages.
60. FEI GU Ming, *La diplomatie commerciale de la Chine*, Editions L'Harmattan, Paris, 2019, 194 pages.
61. *Fondation Prospective et Innovation, la route de la soie, colloque du Forum culturel de Taihu*, Editions Ginkgo, Paris, 2014, 104 pages.
62. FUKUYAMA Francis, *«La Fin de l'histoire et le Dernier Homme»*, Editions Flammarion, Paris, 2009, 450 pages.
63. GALLOIS Stéphane et Alexandre Sheldon-Duplaix, *Flottes de combat*, Editions Ouest-France, Rennes, 2018, 1495 pages.

- 64.** GARY Romain, *Éducation européenne*, Editions Gallimard, Paris, 1972, 288 pages.
- 65.** GAUCHON Pascal et HUISSOUD Jean-Marc, *Les grandes puissances du XXI^e siècle : Rapport Anteios 2008*, Editions Presses Universitaires de France, Paris, 2007, 489 pages.
- 66.** GAY Kathlyn, *The Aftermath of the Chinese Nationalist Revolution*, Editions Twenty-First Century Books, 2008, 160 pages.
- 67.** GAZIBO Mamoudou et CHANTAL Roromme, *Un nouvel ordre mondial made in China ?* Editions Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2011, 171 pages.
- 68.** GILPIN Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Editions Cambridge University Press, Cambridge 1981, 288 pages.
- 69.** GOLDSTEIN S. Joshua, *Long Cycles: Prosperity and War in the Modern Age*, New Haven, Yale University Press, Connecticut 1988, 384 pages.
- 70.** GRAND Chantal, *Souvenirs d'un homme ordinaire : Histoire*, Editions Books on Demand, 2013, p173, 414 pages.
- 71.** GRANET Marcel, *La Pensée chinoise*, Editions Albin Michel, Paris 1999, 582 pages.
- 72.** GROSCLAUDE Jean-Yves, PACHAURI K. Rajendra et Laurence Tubiana, *Regard sur la terre : les promesses de l'innovation durable*, Editions Armand Colin, Paris, 2014, 384 pages.
- 73.** GOUYSSSE Vincent, *Crise du système impérialiste Mondial*, Editions Lulu.com, 2009, 232 pages.
- 74.** GOUYSSSE Vincent, *Le réveil du dragon*, Editions Lulu.com, 2010, 516 pages.
- 75.** GUENIAT Olivier et ESSEIVA Pierre, *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne : une méthodologie moderne de lutte contre la Cocaïne*, Editions Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Lausanne, 2005, 394 pages.
- 76.** GUEX Samuel, *Entre nonchalance et désespoir : les intellectuels japonais sinologues face à la guerre (1930-1950)*, Editions Peter Lang, Berne, 2006, 300 pages.
- 77.** GUILLET Bertrand, *La soie & le canon : France-Chine, 1700-1860*, Editions Gallimard, Paris, 2010, 232 pages.
- 78.** HÄHNEL-MESNARD Carola, LIENARD-YETERIAN Marie et MARINAS Cristina, *Culture et mémoire : représentations contemporaines de la mémoire dans les Espaces Mémoires*, Editions Ecole Polytechnique, Paris, 2008, 537 pages.
- 79.** HANNAS C. William, MULVENON James et PUGLISI B. Anna, *Chinese Industrial Espionage: Technology Acquisition and Military Modernization*, Editions Routledge, Londres 2013, 322 pages.
- 80.** HAY Françoise et SHI Yunnan, *La montée en puissance de l'Economie chinoise*, Editions PU Rennes, Rennes 2005, 150 pages.
- 81.** HEGINBOTHAM Eric (S/D), *China's Evolving Nuclear Deterrent: Major Drivers and Issues for the United States*, Editions RAND Corporation, Santa Monica, 2017, 212 pages.
- 82.** HE Kai, *China's Crisis Behavior: Political Survival and Foreign Policy after the Cold War*, Editions Cambridge University Press, Cambridge 2016, 186 pages.

- 83.** HENRY Gérard-Marie, Quand la Chine s'essoufflera : atterrissage en douceur ou crash?, Editions Jeunes Editions, 2006, 223 pages.
- 84.** HIRSCHMAN O. Albert, National Power and the Structure of Foreign Trade, Editions University of California Press, californie, 1980, 194 pages.
- 85.** HO Wai-Chung, Culture, Music Education, and the Chinese Dream in Mainland China, Editions Springer, New York, 2018, 256 pages.
- 86.** HUANG Xiaoming, The Institutional Dynamics of China's Great Transformation, 1^{ère} edition, Editions Routledge, Londres 2013, 272 pages.
- 87.** HUA Shiping et HU Ruihua, East Asian Development Model: Twenty-first century perspectives, Editions Routledge, New York, 2015, 282 pages.
- 88.** HUFFMAN L. James, Modern Japan: An Encyclopedia of History, Culture, and Nationalism, Editions Routledge, Londres, 1997, 352 pages.
- 89.** HUNGERLAND Nils Hendrik, Does the hegemonic stability theory explain the rise of China? : Hegemonic Stability Theory versus International Regime Theory, Editions GRIN Publishing, 2012, 56 pages.
- 90.** HUNT H. Michael, The Genesis of Chinese Communist Foreign Policy, Editions, Columbia University Press, New York, 1998, 343 pages.
- 91.** HUNTINGTON P. Samuel, Le choc des civilisations, Editions Odile Jacob, Paris, 2005, 402 pages.
- 92.** IKENBERRY Gilford John, After Victory : Institutions, Strategic Restraint, and the Rebuilding of Order after Major Wars, Editions Princeton University Press, Princeton, 2000, 315 pages.
- 93.** JINPING Xi, La Gouvernance de la Chine, Editions Foreign Languages Press, Pékin, 2014, 551 pages.
- 94.** JOFFE Josef, Hyperpuissance : La tentation impériale de l'Amérique, Editions Odile Jacob, Paris, 2007, 317 pages.
- 95.** JOSHUA John, China's Economic Growth : Towards Sustainable Economic Development and Social Justice. Volume I : Domestic and International Economic Policies, Editions, Palgarve Macmillan, New York, 2017, 199 pages.
- 96.** KAGAN Donald, The Outbreak of the Peloponnesian War, Editions Cornell University Press, New York, 1989, 440 pages.
- 97.** KENNEDY Paul, Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000, Editions Payot, Paris, 2004, 992 pages.
- 98.** KEOHANE O. Robert et Nye S. Joseph Jr, Power and Interdependence, 3^{ème} edition, Editions Longman, Londres, 2000. 352 pages.
- 99.** KILCULLEN David, The Dragons and the Snakes: How the Rest Learned to Fight the West, Editions Oxford University Press, Londres, 2020, 336 pages.
- 100.** KIM S. Samuel, The International Relations of Northeast Asia, Editions Rowman & Littlefield Publishers, New York, 2003, 384 pages.
- 101.** KINDLEBERGER Carles, La grande crise mondiale 1929-1939, Editions Economica, Paris, 1988, 366 pages.

- 102.** LACOSTE Yves, De la géopolitique aux paysages : Dictionnaire de la géopolitique, Editions Armand Colin, Paris, 2003, 224 pages.
- 103.** LACROIX Jean-Michel et CAZEMAJOU Jean, La Guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine : 1961-1973 ? Editions Presses Sorbonne Nouvelle, Paris, 1995, 199 pages.
- 104.** LAGRANGE François (S/D), La Grande Guerre, Editions Encyclopaedia Universalis, Paris 2015, 731 pages.
- 105.** LANTEIGNE Marc, Chinese Foreign Policy : An Introduction, Editions Routledge, Londres, 2015, 208 pages.
- 106.** LASSERRE Frédéric , L'éveil du Dragon : Les Défis du Développement de la Chine Au XXIe Siècle, Presses de l'Université du Québec 2005, 476 pages.
- 107.** LAURENT Éric, Le scandale des délocalisations, Editions Plon, Paris, 2008, 288 pages.
- 108.** LEGRAND Catherine, LEGRAND Jacques et DOBSON Christopher, Chroniques de l'histoire, les personnages du 20^e siècle : Mao Zedong, Editions Chronique, Paris, 2013.
- 109.** LE PICHON Alain, China Trade and Empire : Jardine, Matheson & Co. and the Origins of British Rule in Hong Kong, 1827-1843, Editions British Academy, New York, 2006, 592 pages.
- 110.** LEW Roland, 1949, Mao prend le pouvoir, Editions Complexe, Bruxelles, 1999, 190 pages.
- 111.** LEWIS G. Jeffrey, «China's belated embrace of MIRVs», pp : 95–117, in The Lure and Pitfalls of MIRVs: From the First to the Second Nuclear Age, Editions Stimson Center, Washington DC, mai 2016, 204 pages.
- 112.** Livre blanc sur la défense chinoise (1995, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2013, 2015 et 2019).
- 113.** LONG Zhang, La Chine à l'aube du XXe siècle : les relations diplomatiques de la Chine avec les puissances depuis la guerre sino-japonaise jusqu'à la guerre russo-japonaise, Editions Nouvelles éditions latines, Rennes, 1962, 503 pages.
- 114.** LU Jack, Les Deux visages du Tibet, Editions Publibook, Paris, 2013, p-419, 566 pages.
- 115.** MALMGREN Pippa, Signaux : Comment s'orienter dans un monde économique instable grâce aux signaux du quotidien, Editions de Boeck supérieur, Bruxelles, 2018, 320 pages.
- 116.** MARCHAND Pascal, Atlas géopolitique de la Russie : Le grand retour sur la scène internationale, Editions Autrement, Paris, 2015, 96 pages.
- 117.** MARCHESIN Philippe, Introduction aux relations internationales, Editions Karthala, Paris, 2008, 224 pages.
- 118.** MASSONNET Philippe, Pour en finir avec le miracle chinois, Editions Philippe Picquier, Arles, 2008, 305 pages.
- 119.** MEARSHEIMER J. John, The Tragedy of Great Power Politics, Editions Norton & Company, New York, 2001, 592 pages.

- 120.** MELKA Pascal, Victor Hugo, un combat pour les opprimés : étude de son évolution politique, Editions La Compagnie Littéraire, Paris, 2008, 533 pages.
- 121.** MENGIN Françoise, Fragments d'une guerre inachevée : les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine, Editions Karthala, Paris, 2013, 528 pages.
- 122.** MINTZ Alex, The Political Economy of Military Spending in the United States, Editions Routledge, New York, 1992, 352 pages.
- 123.** MONTOUSSE Marc, Analyse économique et historique des sociétés contemporaines, Editions Bréal, Paris 2013, 640 pages.
- 124.** MOON Hwy-Chang, The Strategy for Korea's Economic Success, Oxford University Press, 2016, 304 pages.
- 125.** MORGENTHAU Hans, Politics Among Nations : The struggle for Power and Peace, Editions McGraw-Hill Humanities, 7^{ème} édition, New York, 2005, 752 pages.
- 126.** MOTTET Éric, LASSERRE Frédéric et COURMONT Barthelemy , Géopolitique de la mer de Chine méridionale : Eaux troubles en Asie du Sud-Est, Editions Presses de l'Université du Québec, Québec, 2017, 186 pages.
- 127.** MOTYL J. Alexander, Imperial Ends : The Decay, Collapse, and Revival of Empires, Columbia University Press, New York, 2001, 128 pages.
- 128.** NATHAN J. Andrew et ROSS S. Robert, The Great Wall and the Empty Forteress, Editions Norton and Company, New York, 1998, 288 pages.
- 129.** NGUYEN Eric, L'Asie géopolitique : de la colonisation à la conquête du monde, Editions Studyrama, Paris, 2006, 334 pages.
- 130.** ORGANSKI A.F.K. et KUGLER Jacek, The War Ledger, Editions University of Chicago Press, Chicago, 1980, 304 pages.
- 131.** PAILLARD Christophe-Alexandre, Les nouvelles guerres économiques, Editions OPHRYS, Paris, 2011, 633 pages.
- 132.** PAN Chengxin, Knowledge, Desire and Power in Global Politics: Western Representations of China's Rise, Editions Edward Elgar Publishing Ltd, Cheltenham, 2012, 264 pages.
- 133.** PARIS Henri, Stratégie soviétique et chute du Pacte de Varsovie : la clé de l'avenir, Publications de la Sorbonne, Paris, 1995, 471 pages.
- 134.** PAYREFITTE Alain, Quand la Chine s'éveillera...Le monde tremblera, Editions Fayard, Paris, 1980, 504 pages.
- 135.** PELT Jean-Marie, La Competition Mere de Toutes Choses ? Editions Emmanuel, Bruxelles, 2008, 209 pages.
- 136.** PETTYJOHN L. Stacie, U.S. Global Defense Posture, 1783-2011, RAND Corporation, Santa Monica, 2013, 144 pages.
- 137.** PICARD Jacky (S/D), Le Brésil de Lula, Editions Karthala, Paris 2004, 337 pages.
- 138.** PICQUART Pierre, La renaissance de la route de la soie - L'incroyable défi chinois du XXI^e siècle, Editions Favre, Lausanne, 2018, 219 pages.
- 139.** PINA-GUERASSIMOFF Carine, La Chine dans le monde, panorama d'une ascension, Editions Ellipses, Paris 2011, p111, pages 288.

- 140.** POUJOL Patrice, *Online Film Production in China Using Blockchain and Smart Contracts: The Development of Collaborative Platforms for Emerging Creative Talents*, Editions Springer, New York, 2019, 460 pages.
- 141.** *Questions and Answers Concerning the Taiwan Question and Reunification of China*, Editions China Intercontinental Press, Pékin, 1997, 113 pages.
- 142.** RAMCHARAN Bertrand et RAMCHARAN Robin, *Conflict Prevention in the Un's Agenda 2030: Development, Peace, Justice and Human Rights*, Editions Springer, New York, 2020, 149 pages.
- 143.** RAYMOND Aron, *Paix et guerre entre les nations*, éditions Calmann-Lévy, Paris, 2004, 832 pages.
- 144.** REMY Pierre-Jean, *La Chine : Journal de Pékin (1963-2008)*, Editions Odile Jacob, Paris, 2008, 846 pages.
- 145.** ROUX Alain, *Chang Kai-shek : Le grand rival de Mao*, Editions Payot, Paris 2016, 653 pages.
- 146.** ROYER Pierre, *Géopolitique des mers et des océans : Qui tient la mer tient le monde*, 2^{ème} édition, PUF, Paris, 2014, 224 pages.
- 147.** SALAME Ghassan, *Quand l'Amérique refait le monde*, Editions Fayard, Paris, 2005, 568 pages.
- 148.** SAY Jean-Baptiste, *Traité d'économie politique*, Editions Adamant Media Corporation, 2001, 580 pages.
- 149.** SCHWARTZ Laurent, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Editions Odile Jacob, Paris, 1997, 524 pages.
- 150.** *Selected Works of Mao Tse-tung, Volume IV*, Editions Foreign Languages Press, Pékin, 1961, 459 pages.
- 151.** SHAHI S. Gurinder, *Technology in a Changing World*, Editions Lulu.com, 2009, 274 pages.
- 152.** SIPRI Yearbook, Editions Oxford University Press (Années 1989, 2016, 2017, 2018 et 2019).
- 153.** SOUTY Patrick, *La guerre de Corée, 1950-1953 : guerre froide en Asie orientale*, Editions Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 2002, 255 pages.
- 154.** SPENCE D. Jonathan, *The Search for Modern China*, Editions W. W. Norton & Company, New York, 1991, 912 pages.
- 155.** *Statistiques du commerce international 2015*, Editions Organisation Mondiale du Commerce, Lausanne, 2015, 170 pages.
- 156.** STEVENSON Lois, *Développement du secteur privé et des entreprises : Favoriser la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, Editions Eska, Paris, 2012, 388 pages.
- 157.** STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Editions Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2003, 490 pages.
- 158.** STIGLITZ Joseph, *La Grande Désillusion*, Editions Fayard, Paris, 2002, 324 pages.

- 159.** SUREAU François, L'indépendance à l'épreuve, Editions Odile Jacob, Paris, 2007, 254 pages.
- 160.** The Military Balance, International Institute for Strategic Studies, Editions Routledge, Londres (Années 2015 et 2018).
- 161.** THUILLET Guillaume, Le système idéal, Editions Books on Demand, Paris, 2011, 310 pages.
- 162.** TIBERGHIE Yves, L'Asie et le futur du monde, Editions Les Presses de Sciences Po, Paris, 2012, 216 pages.
- 163.** TOLSTOÏ Leon , L'Esprit chrétien et le patriotisme, FB éditions, Paris, 2015, 50 pages.
- 164.** TRACY D. James, The Political Economy of Merchant Empires: State Power and World Trade, 1350-1750, Editions Cambridge university press, 1997, 516 pages.
- 165.** TROIA Kathleen McFarland, Revolution : Trump, Washington and "We the People", Editions Post Hill Press, New York, 2020, 368 pages.
- 166.** TRINH Sylvaine, Il n'y a pas de modèle japonais, Editions Odile Jacob, Paris, 1992, 329 pages.
- 167.** TSE-TOUNG Mao, La nouvelle démocratie, éditions sociales, Paris, 1951.
- 168.** TUBILEWICZ Czeslaw, Critical Issues in Contemporary China: Unity, Stability and Development, 2^{ème} Edition, Editions Routledge, New York, 2016, 310 pages.
- 169.** VAÏSSE Justin, Histoire du néoconservatisme aux États-Unis : Le triomphe de l'idéologie, Editions Odile Jacob, Paris, 2008, 337 pages.
- 170.** VAN DIJK Ruud (S/D) Encyclopedia of the Cold War, Editions Routledge, New York 2008, 1076 pages.
- 171.** VERSAILLES W. David, MERINDOL Valérie et CARDOT Patrice, La recherche et la technologie, Enjeux de Puissance, éditions Economica, Paris, 2003, 328 pages.
- 172.** VICTOR Jean-Christophe, CHAOUAD Robert et Guillaume SCIAUX, Le dessous des cartes : Asie, Editions Coéditions Tallandier, Paris, 2016, 144 pages.
- 173.** VIGROUX Laurent, L'astronome : Du chapeau pointu à l'ordinateur, CNRS éditions, Paris, 2016, 272 pages.
- 174.** VILLAIN Jacques, Le livre noir du nucléaire militaire, Editions Fayard, Paris, 2014, 400 pages.
- 175.** VOGEL F. Ezra, Deng Xiaoping and the Transformation of China, 2^{ème} édition, Editions Harvard University Press, 2013, 928 pages.
- 176.** VORAPHETH Kham, Forces et fragilités de la Chine : Les incertitudes du grand dragon, Editions L'Harmattan, Paris, 2009, 326 pages.
- 177.** WALLERSTEIN Immanuel, Comprendre le monde : Introduction à l'analyse des systèmes-monde, Editions La Découverte, Paris 2009, 182 pages.
- 178.** WASSERMAN Herman, Reporting China in Africa : Media Discourses on Shifting Geopolitics, Editions, Routledge, Londres, 2016, 176 pages.
- 179.** WATERS J. Harry, China's Economic Development Strategies for the 21st Century, Editions Quorum Books, Londres, 1997, 232 pages.

180. WILLIAMSON John (S/D), *Latin Américan Ajustement : How Much Has Happened ?* Editions Peterson Institute for International Economics, Washington DC, 1990, 445 pages.
181. YANG Jisheng, *Stèles : La Grande Famine en Chine (1958-1961)*, Editions Le Seuil, Paris, 2012, 672 pages.
182. YING-MAO KAU Michael, *China in the Era of Deng Xiaoping : A Decade of Reform: A Decade of Reform*, Editions Routledge, Londres, 1993, 534 pages.
183. YONGNIAN Zheng, *China and International Relations: The Chinese View and the Contribution of Wang Gungwu*, Editions, Routledge, New York, 2012, 376 pages.
184. ZARKA Jean-Claude, *Relations Internationales*, 5^{ème} édition, Editions Ellipses, Paris, 2013, 185 pages.
185. ZHANG Shu Guang, *Economic Cold War : America's Embargo Against China and the Sino-Soviet Alliance, 1949-1963*, 1^{ère} édition, Editions Stanford University Press, Californie, 2002, 392 pages.
186. ZHAO Quansheng et LIU Guoli, *Managing the China Challenge: Global Perspectives (Asian Security Studies)*, Editions, Routledge, 2008, 276 pages.
187. ZHAO Suisheng, *Chinese Foreign Policy : Pragmatism and Strategic Behavior*, Editions Routledge, New York, 2016, 336 pages.
188. ZORGBIBE Charles, *Les relations internationales*, Editions Presses Universitaires de France, 5^{ème} édition, Paris 1994, 617 pages.

Revues :

1. ABRAHAM-FROIS Gilbert et DESAIGUES Brigitte, « Du "consensus de Washington" au "consensus Stiglitzien" », *Revue d'économie politique* 2003/1, volume 113, pp : 1-13.
2. AIDI Hu, LINSEN Jurriaan et SCHMITT Valerie , «Chine : la longue marche vers une protection sociale universelle et équitable», *Informations sociales* 2014/5, n° 185, pp : 42-50.
3. AMELOT Laurent, « La stratégie chinoise du "collier de perles" », *Outre-Terre*, 2010/2-3, n° 25-26, pp : 187-198.
4. AMELOT Laurent, «Le dilemme de Malacca», *Outre-Terre* 2010/2-3, n° 25-26, pp : 249-271.
5. ANDRE Paul, «Le consensus de Pékin: modèle d'économie confucéenne ou modèle ad hoc ? », Editions Presses Universitaires du Septentrion, 2014, pp : 191-216.
6. ARNAUD Nanta, «L'actualité du révisionnisme historique au Japon», *Ebisu*, n°26, juillet 2001, pp : 127-153.
7. BAKER James, «As Loved Our Fathers: The Strength of Patriotism among Young Newfoundlanders», *National Identities*, volume 14, n° 4, décembre 2012, pp : 367-386.
8. BALME Stéphanie, «L'impuissance paradoxale du 'soft power' de la Chine post-Mao», *Sciences Po - CERI*, 2013, pp : 1-18.
9. BAOYUN Yang, «La Chine et la Russie», *Outre-Terre* 2003/3, n° 4, pp : 181-188.

10. BIANCO Lucien, « Les politiques agraires de la Révolution chinoise », *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2016, no 4-4bis, pp : 138-156.
11. BITZINGER A. Richard, « La modernisation de l'armée chinoise 1997-2012 », *Perspectives chinoises*, n° 2011/4, 30 décembre 2011, pp : 7-16.
12. BITZINGER A. Richard, « Reforming China's defense industry », *Journal of Strategic Studies*, 2016, volume 39, n° 5-6, pp : 762-789.
13. BOUTIN Kenneth, « Defence technologies and industrial base », *ISSUE*, n° 38, décembre 2017, pp : 39-53.
14. BRESLIN Shaun, « The 'China model' and the global crisis: from Friedrich List to a Chinese mode of governance ? », *Institut royal des affaires internationales*, volume 87, n° 6, novembre 2011, pp : 1323-1343.
15. BRUSTLEIN Corentin, « L'entrée en premier et l'avenir de l'autonomie stratégique », *Focus stratégique* 70, IFRI, novembre 2016, 70 pages.
16. BRUSTLEIN Corentin, « La nouvelle posture militaire américaine en Asie », *Politique étrangère* 2013/2 (Été), pp : 53-65.
17. BRZEZINSKI Zbigniew , « Toward a Global Realignment », *The American Interest*, 17 avril 2016, volume 11, n° 16, pp : 1-3.
18. BUJON DE L'ESTANG François, « Chronique diplomatique : La Chine puissance mondiale ou super-dragon régional ? » *Revue des deux mondes*, décembre 2014, pp : 35-53.
19. BUZAN Barry , « China in International Society: Is Peaceful Rise Possible? », *Chinese Journal of International Politics*, volume 3, n° 1, 2010, pp : 5-36.
20. CABESTAN Jean-Pierre, « Le deuxième sommet entre Wang Daohan et Koo Chen-fu : Vers un dialogue politique... de sourds ? », *Perspectives Chinoises*, 1998, no 50, pp : 27-29.
21. CABESTAN Jean-Pierre, « Le piège de Thucydide vu de Pékin », *Le Débat*, 2018/5, n° 202, pp : 4-15.
22. CABESTAN Jean-Pierre, « Vers un sommet Jiang Zemin - Lee Teng-hui ? A propos du discours en huit points de Jiang Zemin et de la réponse en six points de Lee Teng-hui », *Perspectives Chinoises*, 1995, no 28 pp : 43-49
23. CABESTAN Jean-Pierre, « Le voyage du Président Lee Teng-hui aux Etats-Unis. Une victoire pour Taiwan ou un échec pour la Chine ? », *Perspectives Chinoises*, 1995, n° 29, pp : 50-58.
24. CHEN Zhiming, « La stratégie militaire "asymétrique" de la Chine : logique et conséquences », *Études internationales*, 2010, volume 41, n° 4, pp : 547-569.
25. CHEN Zhiming , « Y a-t-il un consensus de Pékin ? La politique en questions », dans *La politique en questions*, Editions Presses de l'Université de Montréal, Montréal 2008, 259 pages.
26. CHULGU Woo, « Les guerres sino-japonaise et russo-japonaise », *Hérodote*, 2/2011, n° 141, pp : 115-133.
27. COHEN Wesley et LEVINTHAL Daniel, « Absorptive Capacity: A New Perspective on Learning and Innovation », *Administrative Science Quarterly*, volume 35, n° 1, mars 1990, pp : 128-152.

28. CORCUFF Stéphane, « Pékin-Taïpei, via Singapour : Du sommet de 2015 aux élections taïwanaises de 2016 », *Perspectives chinoises*, 2016/1, pp : 59-62.
29. COURMONT Barthélémy, « La Chine entre intégration et affirmation de sa puissance », *Monde chinois, nouvelle Asie*, n° 25, printemps 2011, pp : 7-14.
30. CUMIN David, « Retour sur la guerre de Corée », *Hérodote* 2011/2, n° 141, pp : 47-56.
31. CUNNINGHAM S. Fiona et FRAVEL M. Taylor, « Assuring assured retaliation: China's nuclear posture and U.S.-China strategic stability », *International Security*, volume 40, n° 2, automne 2015, pp : 12-15.
32. DALEM Alexis, « Guerre et économie : le libéralisme et la pacification par le marché », *Raisons politiques* 2003/1, n° 9, pp : 49-64.
33. DAUCE Françoise, LE HUEROU Anne et ROUSSELET Kathy, « Les diversités du patriotisme contemporain », *Critique internationale* 2013/1, n° 58, pp : 9-17.
34. DAVID Charles-Philippe et BENESSAIEH Afef, « La paix par l'intégration? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité », *Études internationales*, 1997, volume 28, n° 2, pp : 227-254.
35. DE DURAND Étienne, « "Révolution dans les affaires militaires". "Révolution" ou "transformation" ? », *Hérodote* 2003/2, n°109, pp : 57-70.
36. DENG Yong, « China : The Post-Responsible Power », *The Washington Quarterly*, 2014, volume 37, n° 4, pp : 117-132.
37. DESAI D. Ronak, « Bloc sino-indien ? », *Outre-Terre*, 2006/2, n° 15, pp : 247-258.
38. DE VILLEPIN Dominique, « Stratégie d'influence et affirmation de la puissance chinoise », *Revue Défense Nationale*, juin 2018, n° 811, pp : 18-26.
39. DOUZET Frederick, « Patriotisme et nationalisme américains », *Hérodote*, 2003/2, n°109, pp : 37-56.
40. DUCHATEL Mathieu et SHELDON-DUPLAIX Alexandre, « La modernisation de la marine de guerre chinoise : Quels enjeux pour l'Union européenne ? », *Perspective chinoises* n° 2011/4, pp : 33-45.
41. EKMAN Alice et PAJON Céline, « Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales », *IFRI, Asie.Visions*, n° 70, juillet 2014, 45 pages.
42. EYRAUD Henri, « Les rapports sino-américains, passé, présent, futur », *Hérodote* 1/2003, n°108, pp : 69-90.
43. FACON Isabelle, « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'Est* 2006/3, n° 1055, pp : 26-37.
44. FLEW Terry et HARTIG Falk, « Confucius Institutes and the Network : Communication Approach to Public Diplomacy », *The IAFOR Journal of Asian Studies*, volume I, n° I, hiver 2014, pp : 27-44.
45. FLINT Colin et ZHU Cuiping, « The geopolitics of connectivity, cooperation, and hegemonic competition: The Belt and Road Initiative », *Geoforum*, février 2019, volume 99, pp : 95-101.
46. FRIEDMAN Edward, « Chinese Nationalism, Taiwan Autonomy and the Prospects of a Larger War », *Journal of Contemporary China*, volume 6, n° 14, 27 avril 2007, pp : 5-32.

47. FONTANEL Jacques, «Le commerce international est-il un facteur de paix ?» Politique étrangère, 2014/1, printemps, pp : 55-67.
48. GARRY Robert, « Les relations de la Chine et du Japon », Études internationales, volume 1, n° 1, 1970, pp : 37-52.
49. GOLUB S. Philip, «Quand la Chine et l'Inde dominaient le monde», Manière de voir, 2006/2, n° 85, 8 pages.
50. GOSWAMI Namrata, «China in Space: Ambitions and Possible Conflict», Strategic Studies Quarterly, volume 12, n° 1, printemps 2018, pp : 74-97
51. GRJEBINE André, «Etats-Unis - Chine : des déséquilibres nécessaires?», L'Économie politique 2009/2, n° 42, pp : 59-74.
52. GUEx Samuel, «Les manuels d'histoire chinois vus du Japon», Ebisu, n°39, Printemps-Eté 2008, pp : 3-25.
53. HAN Xin-wei, Liang-you CHEN et Hao WU, «Countermeasure of Speeding the Aero-engine Development in China», Journal of Beijing University of Aeronautics and Astronautics, 2003, volume 16, n° 4, pp : 37-41.
54. HELLENDORFF Bruno et Bérangère ROUPPERT, «Le «pivot» américain vers l'Asie : Conséquences sur le système de défense antimissile américain, asiatique et européen », GRIP, 2013/6, 33 pages.
55. HERVOUET Gérard, « Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969 », Études internationales, 1979, volume 10, n° 1, pp : 53-89.
56. HE Yanan, «Les relations sino-japonaises depuis la normalisation : 40 ans de paradoxes», Perspectives chinoises, 2013/4, pp : 7-17.
57. HODES Cyrus, «L'Afghanistan trois ans après : heurs et malheurs d'une reconstruction», Annuaire stratégique et militaire, 2004, pp : 163-189.
58. HUNTINGTON P. Samuel, «Why International Primacy Matters», International national security, printemps 1993, volume 17, n° 4, pp : 68-83.
59. IKENBERRY Gilford John, «Between the Eagle and the Dragon : America, China, and Middle State Strategies in East Asia», Political Science Quarterly, volume 131, n°1, 2016, pp : 9-43
60. JEAN-LUC Domenach, « L'énigme des relations sino-américaines », Quaderni, n°50-51, Printemps 2003, pp : 211-229.
61. KELLNER Thierry, «La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre», Relations internationales 2009/2, n° 138, pp : 111-138.
62. KENNEDY Scott, «The Myth of the Beijing Consensus», Journal of Contemporary China, volume 19, n° 42, 2010, pp : 461-477.
63. KRAUTHAMMER Charles, «The Unipolar Moment», Foreign Affairs, volume 70, n° 1, America and the World, 1990/1991, pp: 23-33.
64. LAÏDI Zaki, «Vers un monde multipolaire», Études 2003/10, Tome 399, pp : 297-310.
65. LAYNE Christopher, «The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise», International Security, Volume 17, n° 4, printemps 1993, pp : 5-51.
66. LEMOINE Françoise, « La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie », Hérodote 2007/2, n° 125, pp : 62-76.

67. LE PESANT Tanguy, «Les relations Chine-Taïwan sous la présidence de Ma Ying-jeou : l'impossible statu quo», *Hérodote* 2013/3, n° 150, pp : 67-86
68. LESPARRE Sabrina et MAMPAEY Luc, «Dépenses militaires, production et transferts d'armes», GRIP, 2013, 53 pages.
69. MAKIENKO Constantin, «Les ventes d'armes de la Russie à la Chine : Aspects stratégiques et économiques», *Le Courrier des pays de l'Est* 2003/2, n° 1032, pp : 29-38.
70. MANSFIELD D. Edwards et POLLINS M. Brian, «The Study of Interdependence and Conflict : Recent Advances, Open Questions, and Directions for Future Research», *The Journal of Conflict Resolution*, volume 45, n° 6, décembre 2001, pp : 834-859.
71. MARANGE Céline, « Une réinterprétation des origines de la dispute sino-soviétique d'après des témoignages de diplomates russes », *Relations internationales*, 2011/4 n°148, pp : 17-32.
72. MATHOU Thierry, « L'Himalaya, "nouvelle frontière" de la Chine », *Hérodote*, 2007/2 n° 125, pp : 28-50.
73. MEARSHEIMER J. John, «Better to Be Godzilla than Bambi», *Foreign Policy*, janvier-février 2005, pp : 47-48.
74. MEIDAN Michal, «La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux», *Hérodote*, 2007/2, n°125, pp : 77-94.
75. NAN Li, «The PLA's Evolving Warfighting Doctrine, Strategy and Tactics, 1985-95: A Chinese Perspective», *The China Quarterly*, juin 1996, n°146, pp : 443-63.
76. NICOLAS Françoise, « Les débats sur la croissance chinoise », *Politique étrangère* 2008/2 été, pp : 267-27.
77. NICOLAS Françoise, «Chine et ordre économique mondial, une contestation feutrée mais assumée», *Perspectives chinoises*, 2016/2, pp : 7-14.
78. NICOLAS Françoise, «La Chine et les institutions économiques multilatérales, entre révisionnisme et statu quo», *Politique étrangère* 2014/3, automne, pp : 49-61.
79. NIQUET Valérie, «Chine : les leçons militaires de la guerre en Irak», *Stratégie*, 2005/1, n° 85, pp : 171-193.
80. NYE S. Joseph, «East Asian Security : The Case for Deep Engagement», *Foreign Affairs*, volume 74, n° 4, 1995, pp : 91-92.
81. PUIG Emmanuel, «L'industrie de défense chinoise : forces et faiblesses du gigantisme», *Géoéconomie* 2011/2, n° 57, pp : 51-60.
82. REMOND Mathieu, «Ventes d'armes à la Chine : la fin de l'embargo européen?», *Politique Etrangère* 2008/2, été, pp : 307-318.
83. ROY Dominic, « La modernisation navale chinoise : défense active, ambitions nouvelles et réalisme stratégique », *Cahiers du CÉRIUM Working*, 2016/02, Paper n° 008.
84. SHELDON-DUPLAIX Alexandre, «Au-delà des mers de Chine», *Perspectives chinoises*, 2016/3, pp : 43-53.
85. STOREY Ian, « Discordes en Mer de Chine Méridionale : Les eaux troubles du Sud-Est asiatique », *Politique étrangère* 2014/3, automne, pp : 35-47.

86. SAMAAN Jean-Loup, «Une géographie américaine de la menace chinoise», *Hérodote*, 2011/1, n° 140, pp : 103-122.
87. SCHRAM R. Stuart, «La Chine de Mao Tsé-toung», *Revue française de science politique*, 1965, n° 6, pp : 1079-1110.
88. SCHWELLER L. Randall, «Bandwagoning for profit: Bringing the Revisionist State Back in», *International Security*, volume 19, n° 1, 1994, pp : 72-107.
89. SCHWOK René, « Les relations entre l'Union européenne et les États-Unis : Analyse critique de l'approche "dissociative" », *Études internationales*, 1998, Volume 29, n° 1, pp : 107-126.
90. SIOW Wei-Shen, «China's Confucius Institutes : Crossing the Rivers by Feeling the Stones», *Asia Pacific, Bulletin* n°91, janvier 2011, pp : 1-2.
91. STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, «La grande stratégie américaine dans l'après 11 septembre», *Stratégique*, 2006/1, n° 86-87, pp : 19-38.
92. TALBOT Ned, « La migration interne en Chine », *Migrations Société* 2013/5, n° 149, pp : 89-98.
93. TIBOR Meray, « Le conflit sino-soviétique », *Tiers-Monde*, 1968, tome 9, n°35-36, pp : 613-641.
94. VERMANDER Benoît, «La Chine et les Etats-Unis : partenaires et concurrents», *Études* 2003/11, Tome 399, pp : 453-462.
95. VIAUD Pierre, «Yidai, Yilu : l'initiative économique chinoise de "Route de la soie du XXIe siècle" », *Revue Défense Nationale, Tribune* n°900, 1^{er} juin 2017.
96. VICKERS Edward, «Chine versus Japon : histoire et nationalisme», *Outre-Terre*, 2005/3, n° 12, pp : 379-391.
97. WUTHNOW Joel et SAUNDERS C. Phillip, «Chinese Military Reforms in the Age of Xi Jinping : Drivers, Challenges, and Implications», *China Strategic Perspectives* n° 10, Center for the Study of Chinese Military Affairs, Washington, mars 2017, 98 pages.
98. WATSON J. Robert, «History of the Joint Chiefs of Staff : The Joint Chiefs of Staff and National Policy, 1953-1954», volume V, Editions Library of Congress Cataloging-in-Publication Data, Washington, DC, 1998
99. YOU Ji, «The revolution in military affairs and the evolution of China's strategic thinking», *Contemporary Southeast Asia*, Volume 21, n° 3, décembre 1999, pp : 344-364.
100. YOUYU Xu, «Une stèle pour les 36 millions de victimes de la Grande famine», *Perspectives chinoises*, 2009/1, pp : 107-111.
101. YOU Wu, «The Rise of China with Cultural Soft Power in the Age of Globalization», *Journal of Literature and Art Studies*, mai 2018, volume 8, n° 5, pp : 763-778.
102. YU Shirley, «The belt and road initiative : Modernity, Geopolitics and the developing global order», *Asian Affairs*, 20 mai 2019, pp : 187-201.
103. ZHANG Baichun, Jiuchun ZHANG et Fang YAO, «Technology Transfer from the Soviet Union to the People's Republic of China 1949-1966», *Comparative Technology Transfer and Society* 4/2, 2006, pp : 105-167.

Thèses :

1. AMKHOUKH Khaled, L'investissement dans la Recherche-Développement, un élément de définition de la puissance : Etude comparée entre les Etats-Unis d'Amérique, des pays de l'Union Européenne, la République Populaire de Chine, la République de l'Inde et la Fédération de Russie, s/dir de Djamel Eddine BOUZGHAIA, Alger, 2015, 139 pages. Thèse de Magistère soutenue en 2015 à Thèse de Magistère soutenue en 2015 à l'Institut Supérieur d'Etudes de Sécurité Nationale.
2. BOUZGHAIA Djamel Eddine, Le tiers-monde dans les transferts et la production d'armements conventionnels 1950-2010, s/dir Ahmed LARABA, Alger, 2011, 786 pages. Thèse de Doctorat soutenue en 2011 à l'Université d'Alger 3.
3. ZAOUCHE Mohamed Réda, La politique d'armement de l'Inde de 1947-à 2011 : Entre ambition d'autonomie stratégique et la persistance des liens de dépendance, Mémoire de Magistère en Etudes Stratégiques et Relations Internationales, s/dir Djamel Eddine BOUZGHAIA, Alger, 2014, 132 pages. Thèse de Magistère soutenue en 2014 à l'Institut Supérieur d'Etudes de Sécurité Nationale.

Rapports, études et analyses :

1. «Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America», signé le 29 février 2020, document disponible sur le site <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/Agreement-For-Bringing-Peace-to-Afghanistan-02.29.20.pdf>, consulté le 6 mai 2020.
2. ALBERT Eleanor, «China's Big Bet on Soft Power», 9 février 2018, document disponible sur le site <https://www.cfr.org/backgrounders/chinas-big-bet-soft-power>, consulté le 02 décembre 2019.
3. ALLEN-EBRAHIMIAN Bethany , «Beijing Builds Its Influence in the American Media : How one of America's biggest Chinese-language newspapers amplifies China's message», 21 décembre 2017m document disponible sur le site <https://foreignpolicy.com/2017/12/21/one-of-americas-biggest-chinese-language-newspapers-toes-beijings-party-line-china-influence-united-front>, consulté le 10 aout 2019.
4. ALLISON Graham, «The Thucydides Trap: Are the U.S. and China Headed for War?» Atlantic, 24 septembre 2015, document disponible sur le site <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/09/united-states-china-war-thucydides-trap/406756/>, consulté le 05 mai 2020.
5. ANDERSON Eric, CHEUNG Tai Ming et YANG Fan, «Chinese Defense Industry Reforms and Their Implications for US-China Military Technological Competition», Study of innovation and technology in China, 4 février 2017, document disponible sur le site [file:///C:/Users/Administrateur/Downloads/eScholarship%20UC%20item%2084v3d66k%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/Administrateur/Downloads/eScholarship%20UC%20item%2084v3d66k%20(2).pdf), consulté le 23 avril 2020
6. «Articles of Agreement of Asian Infrastructure Investment Bank», document disponible sur le site https://www.aiib.org/en/about-aiib/basic-documents/_download/articles-of-agreement/basic_document_english-bank_articles_of_agreement.pdf, consulté le 17 février 2020.

7. BERAUD-SUDREAU Lucie et NOUWENS Meia, «Are arms exports a tool of Chinese foreign policy?», 7 juillet 2018, document disponible sur le site <http://www.eastasiaforum.org/2018/07/07/are-arms-exports-a-tool-of-chinese-foreign-policy/>, consulté le 03 mai 2020.
8. BONDAZ Antoine et JULIENNE Marc, «Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », Fondation pour la recherche stratégique, note n° 05/17, Paris, 24 février 2017, 12 pages.
9. BONDAZ Antoine (S/D), « Stratégies de défense et enjeux capacitaires : les cas de la Chine, de l'Inde et du Brésil », IFRI, Note n°6, janvier 2019, 39 pages.
10. BOURDIN Juliette, « Les relations économiques sino-américaines pendant les années Bush (2001-2008) : vers une stratégie de "dissuasion économique" ? », Revue LISA/LISA e-journal, volume VIII - n°1, 2010, pp 221-242.
11. BRISSET Jean-Vincent , « Pourquoi la Chine pourrait ne jamais rattraper la super puissance américaine », 13 mars 2015, document disponible sur le site <http://www.iris-france.org/55584-pourquoi-la-chine-pourrait-ne-jamais-rattraper-la-super-puissance-americaine/>, consulté le 05 mai 2020.
12. BOUSSENA Sadek et LOCATELLI Catherine, L'économie mondiale 2007, Editions La Découverte, Paris, 2006, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), 125 pages.
13. BOYD Henry, « Modernisation de l'armée chinoise : progrès, rhétorique et réalité », 21 août 2019, document disponible sur le site <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2019/08/china-army-modernisation>, consulté le 25 août 2019.
14. CHARON Paul, «Le livre blanc sur la défense chinoise 2019 : Un effort de communication lacunaire», IRSEM, Note de recherche n° 76, juillet 2019, document disponible sur le site https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/3202/NR_IRSEM_76_2019.pdf, consulté le 24 avril 2020.
15. CHASE S. Michael (S/D), «Emerging Trends in China's Development of Unmanned Systems», RAND Corporation, 2015, document disponible sur le site http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR990.html, consulté le 02 avril 2020.
16. CHAN Minnie , «Hu Jintao's weak grip on China's army inspired Xi Jinping's military shake-up: sources», 11 mars 2015, article disponible sur le site <https://www.scmp.com/news/china/article/1734663/hu-jintaos-weak-grip-chinas-army-inspired-president-xi-jinpings-military>, consulté le 30 mars 2020.
17. CHAN Minnie, «China's army keeps grip on top military jobs in "compromise" reshuffle», 6 janvier 2016, document disponible sur le site <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy-defence/article/1898444/chinas-army-keeps-grip-top-military-jobs-compromise>, consulté le 22 avril 2020.
18. «Chang Kai-shek (1887-1975) : Un résistant pétri de doutes », document disponible sur le site https://www.herodote.net/Chiang_Ka_shek_1887_1975_-synthese-2189.php; consulté le 24 mars 2019.
19. CHEPKEMOI Joyce, «Countries By Number Of Military Satellites», 16 mars 2018, <https://www.worldatlas.com/articles/countries-by-number-of-military-satellites.html>, consulté le 07 mai 2020.

20. CHEUNG Tai Ming, «Innovation in China's Defense Technology Base: Foreign Technology and Military Capabilities», *Journal of Strategic Studies*, 11 septembre 2016, volume 39, n° 5-6, pp: 728-761.
21. China Establishes Joint Logistic Support Force, 13 septembre 2016, document disponible sur le site http://eng.mod.gov.cn/TopNews/2016-09/13/content_4730336.htm, consulté le 12 août 2018.
22. «China military power : modernizing a force to fight and win», Defense Intelligence Agency 2019, Independently published, 2019, 133 pages.
23. «China Naval Modernization: Implications for U.S. Navy Capabilities-Background and Issues for Congress», rapport du Congressional Research Service pour les membres et les comités du Congress, mars 2020, 39 pages.
24. «China's Role in UN Peacekeeping», Institute for Security & Development Policy, mars 2018. Document disponible sur le site <http://isd.eu/publication/chinas-role-un-peacekeeping/>, consulté le 28 septembre 2019.
25. «China's new Spratly island defenses», 13 décembre 2016, <https://amti.csis.org/chinas-new-spratly-island-defenses/>, consulté le 10 juillet 2020.
26. «China's Beidou Navigation Satellite System», The State Council Information Office of the People's Republic of China, Foreign Languages Press, juin 2016, document disponible sur le site <http://en.beidou.gov.cn/SYSTEMS/WhitePaper/201806/P020180608507822432019.pdf>, consulté le 22 avril 2020.
27. CHOUKROUNE Leïla, «Quelle stratégie internationale de la Chine à l'ère XI Jinping?», IRSEM, Note de recherche stratégique 2, 2013.
28. «Collier de perles» et bases à usage logistique dual, 07 février 2019, article disponible sur le site <https://www.geostrategia.fr/collier-de-perles-et-bases-a-usage-logistique-dual/>, consulté le 30 août 2019.
29. Communiqué de presse de la Cour Permanente d'Arbitrage, sur l'arbitrage relatif à la mer de Chine Méridionale (la République des Philippines contre la République Populaire de Chine), 12 juillet 2016, document disponible sur le site <https://pcacases.com/web/sendAttach/1802>, consulté le 07 mai 2020.
30. «Comment sommes-nous financés», information disponible sur le site <https://peacekeeping.un.org/fr/how-we-are-funded>, consulté le 05 mai 2020.
31. COSTELLO John et MCREYNOLDS Joe, «China's Strategic Support Force: A Force for a New Era», INSS, *China Strategic Perspectives*, n° 13, National Defense University Press, Washington, D.C, octobre 2018, 84 pages.
32. «Country contributions by mission and personnel type (30 juin 2019)», information disponible sur le site <https://peacekeeping.un.org/en/china>, consulté le 12 mars 2020.
33. COURMONT Barthelemy , «Chine : la modernisation militaire comme affirmation de sa puissance économique et commerciale ?», 13 septembre 2018, document disponible sur le site <https://www.iris-france.org/117658-chine-la-modernisation-militaire-comme-affirmation-de-sa-puissance-economique-et-commerciale/>
34. COURMONT Barthelemy , Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai : des perspectives prometteuses pour l'institution ? 3 juin 2016, <http://www.iris-france.org/77162-sommet-de-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-des-perspectives-prometteuses-pour-linstitution/>, consulté le 02 mai 2020.

35. DESTOT Michel, Rapport d'information sur la Chine, déposé au niveau Assemblée Nationale française, le 4 décembre 2013.
36. DIGNAT Alban, «18 août 1966 - 27 janvier 1968 : Révolution culturelle en Chine populaire», Hérodote, 23 janvier 2019, information disponible sur le site https://www.herodote.net/18_aout_1966_27_janvier_1968-evenement-19660818.php, consulté le 03 décembre 2019.
37. «Discours prononcé par Mao Tse-tung en septembre 1956, à l'occasion de l'ouverture du VII^{ème} congrès national du Parti communiste chinois », document disponible sur le site https://www.marxists.org/subject/china/documents/cpc/8th_cong_opening.htm, consulté le 07 mai 2020.
38. DORBEC Anna, Matières premières : combien de temps durera le blues ? Janvier 2016, document disponible sur le site <http://economic-research.bnpparibas.com/pdf/fr-FR/Matieres-premieres-combien-temps-durera-blues-29/01/2016,27426>, consulté le 22 octobre 2019.
39. DUSO-BAUDUIN Stéphane, Les relations sino-américaines depuis la fin de la guerre froide : montagnes russes et maisons hantées, AFRI, Volume VI, 2005, pp 341-356.
40. FACON Isabelle, «La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives», Fondation pour la Recherche Stratégique, 2006, document disponible sur le site <http://www.frstrategie.org>, consulté le 27 mars 2018.
41. FLEURANT E. Aude, «Les armes classiques transférées dans les régions en guerre sont faites pour être utilisées», Yannick Quéau, Décryptage d'OSINTPOL, 12 mars 2018, document disponible sur le site <https://osintpol.org/2018/03/12/aude-e-fleurant-les-armes-classiques-transferees-dans-des-regions-en-guerre-sont-faites-pour-etre-utilisees/>, consulté le 06 juillet 2020.
42. FONTAINE Sebastien, «Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe?», 1^{er} avril 2008, document disponible sur le site <http://www.diploweb.com/Quelles-perspectives-pour-le.html>, consulté le 23 mars 2018.
43. FORTAT Vivien, « Les nouvelles routes de la soie, taoïsme économique ou nouvel impérialisme ? », ASIA FOCUS #45, octobre 2017, 19 pages.
44. GENEVAZ Juliette, La réforme de l'Armée populaire de libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois, IRSEM, Note de recherche stratégique n°29 – 16 août 2016.
45. GEOFFROY Florence, «La diplomatie chinoise de l'armement en Asie du Sud-Est», Asia Centre, Note d'actualité n°4/8 de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018, juin 2017, document disponible sur le site <https://centreasia.hypotheses.org/1320>, consulté le 12 avril 2020.
46. GROS Philippe, La question du déni d'accès et le concept Air-Sea Battle, Fondation pour la Recherche Stratégique, juin 2013, 8 pages.
47. «Growing number of foreign students choosing to study in China for a degree across multiple disciplines», 03 avril 2018, http://en.moe.gov.cn/News/Top_News/201804/t20180403_332258.html, consulté le 14 mars 2020.
48. <https://donnees.banquemondiale.org>.
49. <http://www.shanghairanking.com>.

50. IGIELNIK Ruth et PARKER Kim, «Majorities of U.S. veterans, public say the wars in Iraq and Afghanistan were not worth fighting», 10 juillet 2019, document disponible sur le site <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2019/07/10/majorities-of-u-s-veterans-public-say-the-wars-in-iraq-and-afghanistan-were-not-worth-fighting/>, consulté le 18 avril 2020.
51. «IMF Members' Quotas and Voting Power, and IMF Board of Governors», document disponible sur le site <http://www.imf.org/external/np/sec/memdir/members.aspx>, consulté le 9 mars 2020.
52. «India and Japan: Growing Partnership and Opportunities for Co-operation», Editions Centre for Public Policy Research, Kochi (Inde), août 2019, 56 pages.
53. «Indicateurs pour l'industrie du cinéma», 6 avril 2017, document disponible sur le site <http://uis.unesco.org/fr/news/indicateurs-pour-lindustrie-du-cinema>, consulté le 9 mars 2020.
54. JOHNSON Keith, «Pourquoi la Chine achète-t-elle compulsivement les ports d'Europe?», 8 février 2018, document disponible sur le site <http://www.slate.fr/story/157396/chine-ports-europe>, consulté le 02 février 2020.
55. KULACKI Gregory, China's Nuclear Force : Modernizing from Behind, Union of Concerned Scientists, janvier 2018, document disponible sur le site <https://www.ucsusa.org/sites/default/files/attach/2018/01/modernizing-from-behind.pdf>, consulté le 24 avril 2020.
56. LABRECQUE Charles-Louis, BOURASSA Hugo et HERVOUET Gérard, «La modernisation militaire de la Chine : Une analyse des capacités actuelles et des efforts de montée en puissance», Hautes Etudes Internationales, Université Laval, juin 2011, document disponible sur le site http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/hei/fichiers/modernisation_militaire_de_la_chine_1__1_.pdf, consulté le 13 juin 2020.
57. «La Chine fait part de son indignation après que son Ambassade à Belgrade a été touchée par les bombardements», 08 mai 1999, document disponible sur le site <http://www.un.org/press/fr/1999/19990508.cs1047.html>, consulté le 18 septembre 2017.
58. LAGNEAU Laurent, « La Chine a inauguré, à Djibouti, sa première base navale à l'étranger », 1^{er} août 2017, <http://www.opex360.com/2017/08/01/la-chine-inaugure-djibouti-sa-premiere-base-navale-letranger/>, consulté le 19 février 2020.
59. « L'alliance russo-chinoise : une menace militaire fantasmée », 15 octobre 2014, document disponible sur le site <https://stratpol.com/lalliance-russo-chinoise-une-menace-m/>, consulté le 27 mars 2018.
60. LAMELLE Marlène et PEYROUSSE Sébastien, « L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation : Une approche géoéconomique », 21 août 2010, document disponible sur le site <https://www.diploweb.com/L-Asie-centrale-a-l-aune-de-la.html>, consulté le 08 février 2020.
61. «La Première Commission divisée sur la prévention de la course aux armements dans l'espace, mais plus unie contre la prolifération des armes légères », 5 novembre 2019, document disponible sur le site <https://www.un.org/press/fr/2019/agdsi3642.doc.htm>, consulté le 29 janvier 2020.

62. MATHIESON Rosalind, «China Closing Tech Gap with U.S., Pacific Air Chief Says», Bloomberg News, 15 février 2016, document disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-16/china-army-closing-tech-gap-with-u-s-pacific-air-chief-says>, consulté le 22 avril 2020.
63. MATTHEWS Ron et PING Xiaojuan, «The end game of China's arms export strategy», 27 septembre 2017, document disponible sur le site <http://www.eastasiaforum.org/2017/09/27/the-end-game-of-chinas-arms-export-strategy/>, consulté le 04 mai 2020.
64. MAURER H. John, Thucydides and the Tragedy of Athens: A Parable for America, 26 juin 2017, document disponible sur le site <https://www.fpri.org/article/2017/06/thucydides-tragedy-athens-parable-america/>, consulté le 23 avril 2020.
65. MAIZLAND Lindsay, «China's Modernizing Military», 5 février 2020, document disponible sur le site <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-modernizing-military>, consulté le 19 avril 2020.
66. MARANGE Céline, «Le rapprochement de la Russie avec la Chine : le triomphe de la stratégie sur la tactique?», IRSEM, Note de recherche stratégique n°19, mai 2015, 8 pages, document disponible sur le site https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/1137/NRS_n19_2015.pdf, consulté le 20 avril 2020.
67. MCCARTHY Niall, «All The Countries Worldwide With a U.S. Military Presence», 28 mars 2017, document disponible sur le site <https://www.forbes.com/sites/niallmccarthy/2017/03/28/all-the-countries-worldwide-with-a-u-s-military-presence-infographic/#60cd21e0728c>, consulté le 19 avril 2020.
68. MCCLORY Jonathan, «The Soft Power 30 : Global Ranking of Soft Power 2018», USC Center on Public Diplomacy, Portland, 2018, 180 pages, document disponible sur le site <https://softpower30.com/wp-content/uploads/2018/07/The-Soft-Power-30-Report-2018.pdf>, consulté le 17 avril 2020.
69. MEARSHEIMER J. John, «Can China rise peacefully?», 25 octobre 2014, document disponible sur le site <https://nationalinterest.org/commentary/can-china-rise-peacefully-10204>, consulté le 18 avril 2020.
70. MENEUT Emmanuel, «Chine : superpuissance du développement propre ?», 26 avril 2011, document disponible sur le site www.diploweb.com/Chine-superpuissance-du.html, consulté le 21 février 2018.
71. «Military Power of the People's Republic of China, Annual Report to Congress», Department of Defense, Washington DC, (2008, 2015, 2017, 2018 et 2019).
72. MITCHELL Ellen, «China pushing new generation of nuclear weapons: report», 28 mai 2018, <https://thehill.com/policy/defense/389628-china-pushing-new-generation-of-nuclear-weapons-report>, consulté le 25 décembre 2019.
73. MYRE Greg , «Les États-Unis et la Chine se dirigent-ils vers une guerre froide?», 9 septembre 2019, document disponible sur le site <https://www.npr.org/2019/09/09/747238523/are-the-u-s-and-china-headed-for-a-cold-war>, consulté le 21 avril 2020.
74. NAZET Michel, « La nouvelle route de la soie ou la résurrection d'un mythe », 21 avril 2014, document disponible sur le site <https://www.diploweb.com/La-nouvelle-route-de-la-soie-ou-la.html>, consulté le 13 février 2020.

75. «North Korean families facing deep ‘hunger crisis’ after worst harvest in 10 years», 3 mai 2019, document disponible sur le site <https://news.un.org/en/story/2019/05/1037831>, consulté le 13 janvier 2020.
76. OECD Economic Surveys : China 2019, Editions OCDE, Paris, 150 pages.
77. PAJON Céline (S/D), « L’alliance nippo-américaine à l’horizon 2030 : Structure, dynamique, évolution », IFRI, février 2016, p-32, 137 pages.
78. PFLIMLIN Edouard, «Nouvelle ère dans les relations Chine-Japon ou politique d’équilibre?», 30 octobre 2018, information disponible sur le site <http://www.iris-france.org/121921-nouvelle-ere-dans-les-relations-chine-japon-ou-politique-dequilibre/>, consulté le 21 mars 2019.
79. POLLPETER L. Kevin (S/D), The Creation of the PLA Strategic Support Force and Its Implications for Chinese Military Space Operations, Editions RAND Corporation, Californie, 2017, 60 pages.
80. Quadrennial Defense Review Report de 2006.
81. Report to Congress of the U.S.-China Economic and Security Review Commission, Washington 2014, 113^{ème} session du Congress, 560 pages.
82. RINEHART E. Ian, «The Chinese Military: Overview and Issues for Congress», Congressional Research Service Report, 24 mars 2016.
83. SEMINATORE Irnerio, « Hégémonie, leadership et puissance globale : Pourquoi l’Occident domine-t-il le monde ? », 06 aout 2014, document disponible sur le site <http://www.ieri.be/fr/publications/wp/2014/ao-t/h-g-monie-leadership-et-puissance-globale>, consulté le 23 novembre 2017.
84. SILVER Laura, «How people in Asia-Pacific view China», 16 octobre 2017, document disponible sur le site <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/10/16/how-people-in-asia-pacific-view-china/>, consulté le 25 aout 2019.
85. SULLIVAN Declan, « Destiné à la compétition: une analyse du piège de Thucydide de Graham Allison », 24 janvier 2018, document disponible sur le site <https://thestrategybridge.org/the-bridge/2018/1/24/destined-for-competition-an-analysis-of-graham-allisons-thucydides-trap>.
86. Summary of national defense strategy of the United States of America 2018, Sharpening the American Military’s Competitive Edge, US Department of Defense, 2018, 14 pages.
87. «Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for the 21st Century Defense», US Department of Defense, janvier 2012, 16 pages.
88. SWANSON David, « Closing Military Bases, Opening a New World », 03 mai 2019, document disponible sur le site <https://www.foreignpolicyjournal.com/2019/05/03/closing-military-bases-opening-a-new-world/>, consulté le 25 mars 2020.
89. TARTAR Andre , Mira ROJANASAKUL et SCOTT DIAMOND Jeremy , «How China Is Buying Its Way Into Europe», 23 avril 2018, document disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/graphics/2018-china-business-in-europe/>, consulté le 17 février 2020.
90. «The secret Chinese arms trade in the horn of Africa», EXX Africa, août 2018, 6 pages, document disponible sur le site <https://www.africa-newsroom.com/files/download/f5eae1307e605eb>, consulté le 22 avril 2020.

91. Texte intégral du rapport du Président Hu JINTAO au XVII^e Congrès national du PCC, 15 octobre 2007, document disponible sur le site http://www.bjreview.com.cn/document/txt/2007-11/20/content_86325.htm, consulté le 17 avril 2020.
92. Texte intégral du rapport de Xi Jinping au XIX^e Congrès national du Parti Communiste Chinois, le 18 octobre 2017, document disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm, consulté le 28 avril 2020.
93. Texte intégral Rapport du Président Xi Jinping au XVIII^e Congrès du Parti Communiste Chinois, 29 novembre 2012, document disponible sur le site <http://ne.chineseembassy.org/fra/xwdt/t993894.htm>, consulté le 02 mars 2020.
94. The 13th Five-Year Plan, «For economic and social development of the people's republic of China 2016-2020», Central Committee of the Communist Party of China, document disponible sur le site https://en.ndrc.gov.cn/policyrelease_8233/201612/P020191101482242850325.pdf, consulté le 30 novembre 2019.
95. «U.S. Should Chill Out About High-Tech China Threat, Pettis Says», Bloomberg, 6 juin 2018, disponible sur le site <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-06/america-should-chill-out-about-the-high-tech-china-threat>, consulté le 04 janvier 2020.
96. VILTARD Yves, « Qui a peur de la Chine ? La contribution des théoriciens Américains à une croyance », Observatoire Européen de Défense, 2012, 160 pages.
97. VLAHOS Michael , « Who Did Thucydides Trap? », 5 juillet 2017, document disponible sur le site <https://www.theamericanconservative.com/articles/who-did-thucydides-trap/>, consulté le 13 avril 2020.
98. WEINSTEIN Kenneth, «Return of the Neocons», The New York Review of Books, 02 janvier 2019, document disponible sur le site <https://www.nybooks.com/daily/2019/01/02/return-of-the-neocons/>, consulté le 30 décembre 2019.
99. «What Keeps Xi Up At Night: Beijing's Internal And External Challenges, united states-china economic and security review commission», rapport présenté à la 116^{ème} session du Congress américain, 7 février 2019, 227 pages.
100. WIKE Richard et DEVLIN Kat, « As Trade Tensions Rise, Fewer Americans See China Favorably », Pew Research Center, 26 août 2018, document disponible sur le site <http://www.pewglobal.org/2018/08/28/as-trade-tensions-rise-fewer-americans-see-china-favorably/>, consulté le 20 aout 2019.
101. WOETZEL Jonathan (S/D) China and the world : Inside the dynamics of a changing relationship, McKinsey global institute, juillet 2019, 186 pages.
102. YEO Mike, «China's military capabilities are booming, but does its defense industry mirror that trend ?» 14 août 2018, document disponible sur le site <https://www.defensenews.com/top-100/2018/08/14/chinas-military-capabilities-are-booming-but-does-its-defense-industry-mirror-that-trend/>, consulté le 14 mars 2020.
103. ZUBELDIA Océane, «L'innovation technologique dans la stratégie de puissance chinoise intelligence : Artificielle, drones, espace», IRSEM, Note de recherche n° 86, 16 décembre 2019, 10 pages, document disponible sur le https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/3221/NR_IRSEM_n86_2019.pdf, consulté le 05 mai 2020.

Presse écrite et en ligne :

1. ALIX Christophe , «Blacklistage/Huawei : Trump déclare la guerre technologique à la Chine», Libération, 16 mai 2019.
2. ALLEN Felix, «China's island fortress : Aerial photos reveal how China has built a belt of military bases across the South China Sea in 'unrestrained' show of power», The Sun, 7 février 2018.
3. ALLISON Graham, «Thucydides's trap has been sprung in the Pacific», Financial Times, 21 août en 2012.
4. AMADOR Agnès (S/D), « Les pratiques d'offset et les grands groupes français », AEGE, Paris 2011, document disponible sur le site http://bdc.aege.fr/public/Les_pratiques_d_offset_et_les_grands_groupes_francais.pdf, consulté le 05 juillet 2020.
5. ANDRIEU Laura, «Pour Xi Jinping, la réunification entre la Chine et Taïwan est "inévitabile"», Le Figaro, 02 janvier 2019.
6. ARATANI Lauren, «US job losses pass 40m as coronavirus crisis sees claims rise 2.1m in a week», The Guardian, 28 mai 2020.
7. ARNAUD Régis, «Au Japon, les manuels scolaires de la discorde», Le Figaro, 7 avril 2015.
8. «Armée chinoise : la réduction d'effectifs de 300000 postes globalement achevée », le Quotidien du Peuple, 07 mars 2018, information disponible sur le site <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2018/0307/c31354-9434035.html>, consulté le 19 avril 2020.
9. «Armes russes pour l'Afrique : Moscou dévoile le nombre de contrats signés en deux ans», Sputnik, 19 septembre 2018, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/defense/201809191038145876-afrique-russie-armes-contrats/>, consulté le 14 mars 2020.
10. «Attaque au gaz en Syrie : Moscou critique un rapport "superficiel" et "amateur" », AFP, 2 novembre 2017, information disponible sur le site https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/attaque-au-gaz-en-syrie-le-rapport-de-l-onu-superficiel-et-amateur-selon-moscou_1957164.html, consulté le 03 avril 2020.
11. BASTIEN Daniel, « Le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade complique le jeu diplomatique », Les Echos, 10 mai 1999.
12. BAUER Anne, «Ventes d'armes : le grand essor de la Chine, Les Echos, 12 mars 2018.
13. «Belt and Road forum points clear way for future cooperation : Chinese State Councilor », Xinhua, 17 mai 2017, information disponible sur le site http://www.china.org.cn/china/Off_the_Wire/2017-05/17/content_40837420.htm, consulté le 28 avril 2020.
14. BOUISSOU Julien et PEDROLETTI Brice, «L'Inde et le Pakistan rejoignent l'Organisation de coopération de Shanghai», Le Monde, 10 juin 2017.
15. BOYER Dave, «At White House, Leader of Singapore Urges Congress to Approve Free-trade Deal», The Washington Times, 2 août 2016, information disponible sur le site <http://www.washingtontimes.com/news/2016/aug/2/singapore-pm-urgescongress-ok-free-trade-deal/>, consulté le 13 décembre 2020.

16. CHARREL Marie, «Les BRICS ont lancé leur banque de développement», Le Monde, 16 juillet 2014.
17. «China builds new military facilities on South China Sea islands : think tank», Reuters, 30 juin 2017, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-southchinasea-china-islands/china-builds-new-military-facilities-on-south-china-sea-islands-think-tank-idUSKBN19L02J>, consulté le 7 mai 2020.
18. China's air and naval facilities on contested islands in South China Sea 'almost ready', Straits Times, 5 février 2018, information disponible sur le site <https://www.straitstimes.com/asia/se-asia/new-photos-show-china-is-nearly-done-with-its-militarisation-of-south-china-sea>, consulté le 21 avril 2020.
19. «China's February forex reserves fall to \$3.107 trillion», Reuters, 07 mars 2020, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-china-forex/chinas-february-forex-reserves-fall-to-3-107-trillion-idUSKBN20U07L>, consulté le 03 mai 2020
20. «China to develop new series of carrier rockets: expert, Xinhua, 02 juillet 2018», information disponible sur le site http://www.xinhuanet.com/english/2018-07/02/c_137295940.htm, consulté le 28 avril 2020.
21. «China sets up new logistics force as part of military reforms», Reuters, 14 septembre 2016, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-china-defence/china-sets-up-new-logistics-force-as-part-of-military-reforms-idUSKCN11K05F>, consulté le 3 avril 2020.
22. «China urges U.S. to withdraw arms sales to Taiwan», Xinhua, 9 juillet 2019, information disponible sur le site http://www.xinhuanet.com/english/2019-07/09/c_138212260.htm, consulté le 23 mai 2020
23. «Chine : l'énergie éolienne a le vent en poupe en 2017 », Xinhua, le 02 février 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-02/02/c_136945104.htm, consulté le 28 avril 2020.
24. «Chine : la formation du premier porte-avions chinois développe ses capacités au combat », Xinhua, 1^{er} juin 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-06/01/c_137222807.htm, consulté le 02 mai 2020.
25. «Construction navale : la Chine au premier rang mondial en 2017 », Xinhua, 12 janvier 2018, information disponible sur le site, http://french.xinhuanet.com/2018-01/12/c_136891272.htm, consulté le 28 avril 2020.
26. «Convention des Nations unies sur le droit de la mer», document disponible sur le site https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf, consulté le 21 juin 2020.
27. CORMORAND Didier, «Batailles pour le partage de la mer de Chine méridionale», Le Monde Diplomatique, juin 2016.
28. CROSSLEY Gabriel et LENG Cheng, «Coronavirus pandemic to test China's unemployment safety net», Reuters, 13 avril 2020, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-china-unemployment/coronavirus-pandemic-to-test-chinas-unemployment-safety-net-idUSKCN21U0Y0>, consulté le 25 avril 2020.

29. CROWLEY Monica, «Defeating China on the next front», Washington Times, le 9 avril 2018.
30. DEFRANOUX Laurence, «Pour récupérer Taiwan, Xi Jinping n'écarte pas le "recours à la force"», Libération, 02 janvier 2019.
31. DENYER Simon et KASHIWAGI Akiko, «Trump visits a Japan buffeted by U.S. trade war with China», The Washington Post, 24 mai 2019.
32. DONATI Jessica, SALAMA Vivian et TALLEY Ian, « U.S. Push to Oust Venezuela's Maduro Marks First Shot in Plan to Reshape Latin America », The Wall Street Journal, 30 janvier.
33. «En Chine, 40 après sa mort, l'héritage de Mao reste encombrant pour le Parti», Nouvel Observateur avec AFP, 08 septembre 2016, information disponible sur le site <https://www.nouvelobs.com/societe/20160908.AFP7051/en-chine-40-apres-sa-mort-l-heritage-de-mao-reste-encombrant-pour-le-parti.html>, consulté le 14 avril 2020.
34. ESCHAPASSE Baudouin, Confucius au service de la diplomatie culturelle chinoise, Le Point, 07 mars 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/confucius-au-service-de-la-diplomatie-culturelle-chinoise-05-03-2018-2199821_24.php, consulté le 29 avril 2020.
35. «Forces des Fusées de l'APL, hier et aujourd'hui», 22 mars 2016, information disponible sur le site http://french.beijingreview.com.cn/Chine/201603/t20160322_800052844.html, consulté le 13 mars 2020.
36. FREEMANTLE Simon et STEVENS Jeremy, «Confronting some of the major criticisms of contemporary Sino-African ties», 15 mai 2012, information disponible sur le site http://www.chinadaily.com.cn/opinion/2012-05/15/content_15299771_9.htm, consulté le 10 avril 2020.
37. FORSON Viviane , « Quand Djibouti se rêve en hub logistique », Le Point, 06 juillet 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/economie/quand-djibouti-se-reve-en-hub-logistique-06-07-2018-2233792_28.php, consulté le 21 mars 2020.
38. FOUQUET Claude, « Les investissements chinois aux Etats-Unis ont chuté de 80% », Les Echos, 14 mai 2019.
39. FOUQUET Claude, «Vente d'armes à Taïwan : Pékin dénonce la décision de Trump», Les Echos, 9 juillet 2019.
40. FULTON Jonathan, «China is trying to pull Middle East countries into its version of NATO», The Washington Post, 21 juin 2017.
41. GAUDU Agnès, «Chine. Fin de la politique de l'enfant unique : quel impact ?», Courrier International, 19 novembre 2013.
42. «Hausse des marchés chinois du tourisme entrant et sortant en 2017», Xinhua, 27 juin 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-06/27/c_137284886.htm, consulté le 28 avril 2020.
43. HAWKINS Derek , Marisa IATI et Jacqueline DUPREE, «U.S. coronavirus infections surpass 5 million», document disponible sur le site <https://www.washingtonpost.com/nation/2020/08/09/coronavirus-covid-updates/>, consulté le 18 août 2020
44. HONTI François, « Mao Tse-toung ou une politique de grandeur par le marxisme-léninisme », Le Monde Diplomatique, octobre 1965.

45. HONTI François, « Une guerre sino-soviétique ? » *Le Monde Diplomatique*, septembre 1969.
46. <https://www.un.org/fr/>
47. IDREES Ali, «U.S. warship sails in disputed South China Sea amid trade tensions», Reuters, 20 mai 2019, information disponible sur le site <https://www.reuters.com/article/us-usa-china-military/u-s-warship-sails-in-disputed-south-china-sea-amid-trade-tensions-idUSKCN1SQ067>, consulté le 05 mai 2020.
48. IZRAELEWICZ Erik, «De Mao à Deng Xiaoping, comment la Chine a retrouvé son rang », *Le Monde*, 08 novembre 2012.
49. «Japan regains status as top foreign holder of U.S. Treasurys», Bloomberg et Reuters, 16 août 2019, information disponible sur le site <https://www.japantimes.co.jp/news/2019/08/16/business/japan-tops-china-regain-status-top-foreign-holder-u-s-treasuries/>, consulté le 03 mai 2020.
50. «Japon : l'inscription du massacre de Nankin par l'Unesco fait des vagues», *Le Figaro* avec AFP, 10 octobre 2015, information disponible sur le site <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/10/97001-20151010FILWWW00030-japon-l-inscription-du-massacre-de-nankin-par-l-unesco-fait-des-vagues.php>, consulté le 02 mai 2020.
51. JIANING Yao, «Xi brings strength, integrity to Chinese armed forces», *Xinhua*, 30 juillet 2016, information disponible sur le site http://english.chinamil.com.cn/news-channels/china-military-news/2016-07/30/content_7182049.htm, consulté le 04 avril 2020.
52. KLARE T. Michael, «Chine, pouvoir et puissance : La Chine est-elle impérialiste ?», *Le Monde Diplomatique*, septembre 2012.
53. KISSINGER Henry, «The caricature of Deng as a tyrant is unfair», *The Washington Post*, 1^{er} août 1989.
54. KOLLER Frédéric, « Quand Mao était un prophète en Occident », *Le Temps*, 09 juillet 2016.
55. «La Chine a désormais son Hollywood », *Le Point* avec AFP, 28 avril 2018, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/la-chine-a-desormais-son-hollywood-28-04-2018-2214308_24.php, consulté le 22 mars 2020.
56. «La Chine crée un géant du nucléaire en fusionnant deux entreprises », *La Tribune*, 1^{er} février 2018, information disponible sur le site <https://www.latribune.fr/economie/international/la-chine-cree-un-geant-du-nucleaire-en-fusionnant-deux-entreprises-766904.html>, consulté le 08 mai 2020.
57. «La Chine et les Philippines veulent faire avancer les relations bilatérales et promouvoir la coopération », *Xinhua*, 16 novembre 2017, information disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-11/16/c_136757453.htm, consulté le 03 mai 2020.
58. «La Chine et le Japon décident de renforcer la confiance politique mutuelle et de promouvoir la coopération économique », *Xinhua*, 10 mai 2018, information disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-05/10/c_137169195.htm, consulté le 03 mai 2020.

59. «La Chine inaugure les Forces des Fusées de l'APL», Xinhua, 1^{er} janvier 2016, information disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2016-01/01/c_134970500.htm, consulté le 03 mai 2020.
60. «La Chine promouvra la coopération en matière de défense et de sécurité avec l'Afrique », Xinhua, 11 juillet 2018, information disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-07/11/c_137316089.htm, consulté le 03 mai 2020.
61. «La Chine poursuit sa lutte contre la corruption», Xinhua, 10 octobre 2017, information disponibles sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-10/10/c_136670085.htm, consulté le 03 mai 2020.
62. «La Chine retire sa plateforme des eaux litigieuses mais promet de revenir», Sputnik, 17 juillet 2014, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/actualite/201407171022880010-la-chine-retire-sa-plateforme-des-eaux-litigieuses-mais-promet-de-revenir/>, consulté le 5 février 2020.
63. «La Chine renforce ses investissements au Vietnam», 09 décembre 2017, information disponible sur le site <https://www.lecourrier.vn/la-chine-renforce-ses-investissements-au-vietnam/451257.html>, consulté le 23 mai 2020.
64. LANDLER Mark, «For Obama, an Unexpected Legacy of Two Full Terms at War», The New York Times, 14 mai 2016.
65. «La rencontre entre le dalai-lama et Merkel provoque l'ire de la Chine», AFP, le 14 octobre 2007, information disponible sur le site https://www.lefigaro.fr/international/2007/09/26/01003-20070926ARTWWW90262-la_rencontre_entre_le_dalai_lama_et_merkel_provoque_l_ire_de_la_chine.php, consulté le 13 mars 2020.
66. «La stratégie nucléaire de la Chine présentée à la Conférence du désarmement à Genève», Xinhua, 16 mai 2019, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-05/16/c_138061483.htm, consulté le 24 avril 2020.
67. LE BELZIC Sébastien, «A Djibouti, "La Chine commence à déchanter"», Le Monde, 05 février 2018.
68. LIFANG Song, « Commentary : China's Djibouti base not for military expansion», Xinhua, 13 juillet 2017, information disponible sur le site http://www.xinhuanet.com/english/2017-07/13/c_136441371.htm, consulté le 08 janvier 2020.
69. LEI Zhao, «Long-Range Bomber May Be in China's Plans», 07 juillet 2015, information disponible sur le site https://www.chinadaily.com.cn/china/2015-07/07/content_21197384.htm, consulté le 04 mai 2020.
70. LEPLATRE Simon, «Pékin crée un super-média d'Etat pour porter la "Voix de la Chine"», Le Monde, 22 mars 2018.
71. «Le Président des Philippines appelle à éviter une guerre en mer de Chine méridionale », Sputnik, 12 novembre 2017, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/international/201711121033852187-duterte-philippines-chine-conflit/>, consulté le 03 mai 2020.
72. «Le Second corps d'artillerie de l'Armée populaire de libération », 29 juillet 2015, information disponible sur le site http://french.china.org.cn/node_7064090/content_36177972.htm, consulté le 04 aout 2019.

73. «Les Etats-Unis pourraient créer une force spatiale d'ici 2020 (Pence)», Xinhua, 10 aout 2018, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2018-08/10/c_137381507.htm, consulté le 02 mai 2019.
74. «Les Etats-Unis annoncent la mise en place, d'ici à 2020, d'une "force de l'espace"», Le Monde, 9 aout 2018.
75. «Les intérêts communs de la Chine et des Philippines sont beaucoup plus importants que leurs divergences (Premier ministre chinois) », Xinhua, 30 aout 2019, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-08/30/c_138351978.htm, consulté le 02 avril 2020
76. « Les ministres de la Défense de l'OCS partagent leurs objectifs communs », 27 avril 2018, information disponible sur le site http://french.china.org.cn/china/txt/2018-04/27/content_50977463.htm, consulté le 18 avril 2019.
77. «L'exercice conjoint avec la Chine n'inaugure pas une nouvelle alliance militaire, selon Poutine», 28 juillet 2017, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-07/28/c_136478484.htm, consulté le 18 avril 2020.
78. «L'OCS n'est pas une alliance militaire comme l'OTAN, selon son SG», Xinhua, 28 juin 2017, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2017-06/28/c_136400932.htm, consulté le 08 janvier 2020.
79. LUBOLD Gordon et PAGE Jeremy, U.S. Retracts Invitation to China to Participate in Military Exercise, The Wall Street Journal, 23 mai 2018.
80. MAUSSION Florian, « L'espace, nouveau champ de bataille des grandes armées », Les Echos, 24 juin 2018.
81. MANGOSING Frances , « New photos show China is nearly done with its militarization of South China Sea », Philippine Daily Inquirer, 5 février 2018, information disponible sur le site <https://www.inquirer.net/specials/exclusive-china-militarization-south-china-sea>, consulté le 22 avril 2020.
82. MASSIOT Aude, «Retrait du Traité transpacifique : Trump fait-il un cadeau à la Chine ?» Le Figaro, 25 janvier 2017.
83. MINASSIAN Gaïdz, «Basculement du monde : Le siècle américain n'est pas fini», Le Monde, 25 juillet 2017.
84. «Nato bombed Chinese deliberately», information disponible sur le site <https://www.theguardian.com/world/1999/oct/17/balkans>, consulté le 02 mars 2020.
85. NAVARRO Arnau, «L'écart entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la recherche et de la Technologie en matière de défense », rapport présenté par la commission technique et aérospatiale lors de la 40e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, 06 décembre 2000, document A/1718, document disponible sur le site <http://archive2.grip.org/bdg/pdf/g1514.pdf>, consulté le 20 juillet 2020.
86. NOIVILLE Florence, « Joseph Stiglitz : "Nous n'avons pas de système économique de rechange" », Le Monde, 19 janvier 2009.
87. PARIS Gilles, « Robert Kagan : "Trump transforme les Etats-Unis en une superpuissance voyou" », Le Monde, 25 janvier 2019.
88. PEDROLETTI Brice, «Nouvelles routes de la soie» : les ambitions planétaires de Xi Jinping, Le Monde, 08 aout 2017.

89. PEDROLETTI Brice, «Nucléaire : l'arsenal chinois loin derrière la dissuasion américaine», *Le Monde*, 6 février 2018.
90. PEDROLETTI Brice, «La Chine accueille le sommet de l'Organisation de Shanghai sur fond de rivalités régionales croissantes», *Le Monde*, 10 juin 2018.
91. PERLEZ Jane et BUCKLEY Chris, «China Retools Its Military With a First Overseas Outpost in Djibouti», *The New York Times*, 26 novembre 2015.
92. PFLIMLIN Edouard, «Xi Jinping défend le libre-échange face au protectionnisme de Trump», *Le Monde*, 21 novembre 2016.
93. PHILLIPS Tom, «Photos show Beijing's militarisation of South China Sea in new detail», *The Guardian*, 06 février 2018, information disponible sur le site <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/06/photos-beijings-militarisation-south-china-sea-philippines>, consulté le 27 avril 2020.
94. PHILLIPS Tom, SMITH Nicola et WOOLF Nicky, «Trump's phone call with Taiwan president risks China's wrath», *The Guardian*, 3 décembre 2016, information disponible sur le site <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/03/trump-angers-beijing-with-provocative-phone-call-to-taiwan-president>, consulté le 10 juillet 2020.
95. PLUYETTE Cyrille, « Le nombre de naissances a baissé en Chine l'an dernier », *Le Figaro*, 19 janvier 2018.
96. PLUYETTE Cyrille, « Le premier porte-avions 100% chinois démarre ses essais en mer », *Le Figaro*, 14 mai 2018.
97. PONCET Gueric, «Comment Pékin transforme des récifs en bases militaires », *Le Point*, 15 décembre 2016, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/comment-pekin-transforme-des-recifs-en-bases-militaires-15-12-2016-2090695_24.php, consulté le 11 janvier 2020.
98. PONCET Gueric, « Mer de Chine : l'US Navy accompagne la guerre commerciale contre Pékin », *Le point*, 22 mai 2019.
99. «Pourquoi les pilotes chinois préfèrent-ils les Su-35 russes aux chasseurs J-20? », *Spoutnik*, 09 janvier 2019, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/defense/201901091039580472-su35-j20-chine-chasseurs-choix/>, consulté le 02 mars 2020.
100. RAUHALA Emily et DENYER Simon, «Silk Road forum showcases China's power - and the power of its propaganda», *The Washington Post*, 15 mai 2017.
101. «Rencontre d'Obama avec le dalaï-lama : La Chine convoque un diplomate américain », *AFP*, 21 février 2014, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/monde/rencontre-obama-dalai-lama-la-chine-convoque-un-diplomate-americain-21-02-2014-1794717_24.php, consulté le 03 mai 2020.
102. ROBIN Jean-Pierre, «Xi Jinping entonne à Davos un hymne au libre-échange et à la mondialisation », *Le Figaro*, 17 janvier 2017.
103. ROGERS Katie, «Trump Orders Establishment of Space Force as Sixth Military Branch», *The New York Times*, 18 juin 2018.
104. RUSSELL MEAD Walter, «Americans Aren't Ready for Cold War II», *Wall Street Journal*, 10 juin 2019.

105. SAE-JEANNE Armelle, « Pourquoi les Brics ont lancé la Nouvelle Banque de Développement », Le Nouvel Observateur, 16 juillet 2015.
106. SAINT-PAUL Patrick, « La Cour permanente d'arbitrage désavoue Pékin en mer de Chine », Le Figaro, 12 juillet 2016.
107. SCHAEFFER Frédéric, « Défense : la Chine très proche d'avoir une industrie autonome », Les Echos, 18 octobre 2018.
108. STEIN Jeff et GREGG Aaron, « U.S. military spending set to increase for fifth consecutive year, nearing levels during height of Iraq war », The Washington Post, 18 avril 2019.
109. SHAEFFER Frédéric, « Quand la Chine deviendra-t-elle la première économie mondiale ? », Les Echos, 23 novembre 2017.
110. SHAN Wei et Guangqi CUI, « La Chine crée une base à Djibouti », le 12 juillet 2017, information disponible sur le site <http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2017/0712/c96852-9240410.html>, consulté le 04 mai 2020
111. SONNE Paul, « U.S. accuses China of directing blinding lasers at American military aircraft in Djibouti », The Washington Post, 4 mai 2018.
112. SOUDAN François, « Ismaïl Omar Guelleh : "Personne d'autre que les Chinois n'offre un partenariat à long terme à Djibouti" », Jeune Afrique, 04 avril 2017, information disponible sur le site <https://www.jeuneafrique.com/mag/421096/politique/ismail-omar-guelleh-personne-dautre-chinois-noffre-partenariat-a-long-terme-a-djibouti/>, consulté le 21 avril 2020.
113. STOULLIG Jean-Michel, « Rumsfeld Commission Warns Against "Space Pearl Harbor" », AFP, 11 janvier 2001, information disponible sur le site <https://www.spacedaily.com/news/bmdo-01b.html>, consulté le 02 mai 2020.
114. « Taïwan n'acceptera pas "un pays, deux systèmes", annonce la présidente », Reuters, 02 janvier 2019, information disponible sur le site https://www.challenges.fr/monde/taiwan-n-acceptera-pas-un-pays-deux-systemes-annonce-la-presidente_634358, consulté le 20 avril 2020.
115. TAO Zhang, « L'Air Force reçoit 4 des derniers chasseurs russes », 6 janvier 2017, information disponible sur le site http://eng.chinamil.com.cn/view/2017-01/06/content_7440051.htm, consulté le 9 mars 2020.
116. TAYLOR Adam, « U.S.-Taliban talks hint at change in Afghanistan. Here's why », The Washington Post, 28 janvier 2019.
117. THEDREL Arielle, « Guerre d'Irak : comment tout a commencé il y a dix ans », Le Figaro, le 20 mars 2013.
118. TIEZZI Shannon, « The Real Reason China Is Cutting 300.000 Troops : The troop reduction announced by Xi Jinping heralds a new round of PLA reforms », The Diplomat, 08 septembre 2015, information disponible sur le site <https://thediplomat.com/2015/09/the-real-reason-china-is-cutting-300000-troops/>, consulté le 19 avril 2020.
119. TORODE Greg et BLANCHARD Ben, « La construction du 3^{ème} porte-avions chinois bien avancée », Reuters, 07 mai 2019, information disponible sur le site <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKCN1SD0GJ-OFRTP>, consulté le 05 mai 2020.

- 120.** «Trump relâche la pression sur la Chine, un geste pour le consommateur américain », L'Express avec AFP, 14 août 2019, information disponible sur le site https://www.lexpress.fr/actualite/monde/trump-relache-la-pression-sur-la-chine-un-geste-pour-le-consommateur-americain_2094408.html, consulté le 3 mars 2020.
- 121.** «Une arme à un billion de dollars : comment la Chine va ruiner l'économie des USA», Sputnik, 23 août 2018, information disponible sur le site <https://fr.sputniknews.com/economie/201808221037771837-chine-obligations-usa-dette-publique/>, consulté le 21 mars 2020.
- 122.** VAULERIN Arnaud, «Pékin blinde ses îlots en mer de Chine », Libération, 11 mai 2015.
- 123.** VIAUD Pierre, « Yidai, Yilu : l'initiative économique chinoise de « Route de la soie du XXI^e siècle», Tribune n° 900, 1^{er} juillet 2017.
- 124.** WALDRON Arthur, «There Is No Thucydides Trap», 12 juin 2017, information disponible sur le site <https://supchina.com/2017/06/12/no-thucydides-trap/>, consulté le 30 décembre 2019.
- 125.** «Walvis Bay, ce terminal namibien que la Chine a inscrit sur sa route de la soie», Le point, 05 août 2019, information disponible sur le site https://www.lepoint.fr/afrique/namibie-le-nouveau-terminal-portuaire-de-walvis-bay-porte-d-entree-de-la-chine-05-08-2019-2328318_3826.php, consulté le 21 mars 2020.
- 126.** XIAOHUI Wang, « Joseph Nye : La Chine et les Etats-Unis ne sont pas en situation de guerre froide, mais de rivalité coopérative », 14 janvier 2019, information disponible sur le site http://french.beijingreview.com.cn/Chine/201901/t20190114_800154228.html, consulté le 02 février 2020.
- 127.** «Xi Focus : Xi Jinping préside un sommet Chine-Afrique et appelle à la solidarité pour vaincre le COVID-19», Xinhua, 18 juin 2020, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2020-06/18/c_139148553.htm, consulté le 03 juin 2020.
- 128.** «Xi Jinping : la question de Taiwan ne saurait tolérer aucune ingérence extérieure», Xinhua, 02 janvier 2019, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-01/02/c_137714443.htm, consulté le 02 mai 2020.
- 129.** XIN Liu, «Chinese navy ships head to Djibouti», Global Times, 13 juillet 2017.
- 130.** «Xi présente une proposition en trois points sur le développement des relations sino-africaines », Xinhua, 28 juin 2019, information disponible sur le site http://french.xinhuanet.com/2019-06/28/c_138182355.htm, consulté le 02 mai 2020.
- 131.** XUANZUN Liu, «Les armes chinoises font appel à l'Afrique», Global Times, 20 septembre 2018.
- 132.** YAN Li, «Military experts call reports about China building 6 nuclear submarines baloney», 02 novembre 2017, information disponible sur le site <http://en.people.cn/n3/2017/1102/c90000-9288033.html>, consulté le 07 janvier 2020
- 133.** YARDLEY Jim et LAGUE David, «Beijing accelerates its military spending», The New York Times, 5 mars 2007.
- 134.** ZHANG Wei-Wei, «The allure of the Chinese model», The New York Times, 1^{er} novembre 2006.